



HAL
open science

Les Partis communistes occidentaux et l'Afrique

Françoise Blum, Marco Di Maggio, Gabriele Siracusano, Serge Wolikow

► **To cite this version:**

Françoise Blum, Marco Di Maggio, Gabriele Siracusano, Serge Wolikow. Les Partis communistes occidentaux et l'Afrique: une histoire mineure?. Blum Françoise; Di Maggio Marco; Siracusano Gabriele; Wolikow Serge. *Hémisphères*, 2022, 2377011144. halshs-03738714

HAL Id: halshs-03738714

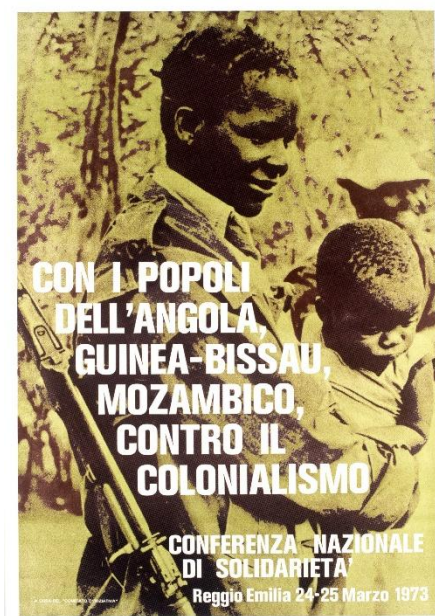
<https://shs.hal.science/halshs-03738714>

Submitted on 29 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les partis communistes occidentaux et l'Afrique : une histoire mineure ?



Françoise Blum, Marco Di Maggio, Gabriele Siracusano, Serge Wolikow (Eds)

Image de couverture: affiche pour la Conférence de solidarité pour les peuples des colonies portugaises, Reggio Emilia 1973 (Fondazione Gramsci, Collezione manifesti, APC, manifesto n. MA001973_24) . Nous remercions la Fondazione Gramsci de Rome pour avoir autorisé la reproduction de cette image .

Les Partis communistes occidentaux et l'Afrique : une histoire mineure ?

Introduction générale

-

PREMIERE PARTIE : *Les partis communistes et l'Afrique pendant la période entre les deux guerres mondiales.*

- S. Wolikow: *Quelle place pour l'Afrique dans la politique du Komintern ?*
- E. Dreure: *Entre Paris, Moscou et Alger, émergence et structuration du phénomène communiste en Algérie coloniale, 1920-1925.*
- Solofo Randrianja: *Le Parti communiste de la région de Madagascar (1936-1939)*
- P. Manduchi: *Antifascisme, communisme et nationalisme en Tunisie : les années de Velio Spano à Tunis (1938-1943).*
- H. Kazdaghli: *Rôle et traces des communistes italiens dans la direction du parti communiste en Tunisie durant la Seconde Guerre (1941-1943).*
- L. Candreva: *Le PCI et l'invasion de l'Ethiopie.*

DEUXIEME PARTIE : *Les communistes occidentaux et l'Afrique du nord : la décolonisation et les états post-coloniaux (1945-1968).*

- A. Drew: *Soviet and African Marxist perspectives on the colonial question.*
- A. Ruscio: *Louis Aragon et la question coloniale.*
- P. J. Le Foll-Luciani: *Tensions et collaborations. Les relations entre communistes français et algériens en métropole (1945-1962).*
- B. Bagnato: *Le Parti communiste italien, la gauche italienne et la guerre d'Algérie (1954-1962).*
- A. Höbel: *La conférence méditerranéenne de 1968 à Rome, le parti communiste italien et ses relations avec l'Égypte*

TROISIEME PARTIE : *Les décolonisations en Afrique Subsaharienne (1945-1964).*

- G. Bangali: *Les répercussions en Afrique occidentale française de la sortie du PCF du gouvernement tripartite métropolitain : cas de la crise structurelle à la CGT AOF-Togo (1951-1956).*
- J. Gotovitch: *Agir à travers un cordon sanitaire : le PCB et le Congo.*
- G. Siracusano, *Le PCF, le PCI et l'Union des populations du Cameroun : entre lutte politique et lutte armée.*
- P. Borruso: *The Italian communist Party and the Horn of Africa*
- N. Labanca: *La position inconfortable des communistes vis-à-vis de la décolonisation. Du colonialisme au postcolonialisme.*

-

QUATRIEME PARTIE : *Les partis communistes occidentaux face à la guerre froide, à l'apartheid et au développement inégal en Afrique.*

- J. M. Mabeko-Tali: *The relations between Western CPs and African movements in colonial or postcolonial spaces in the context of the Cold War.*
- M. Pinna: *The Italian Left and National Liberation Struggles in the Lusophone Africa.*

- G. Siracusano e M. Di Maggio: *Une politique « euro-africaine ». Le PCI et l'Europe comme « pont » entre l'Afrique et le monde socialiste.*
- C. M. Lanzafame, C. Podaliri, « *Let there be another AMANDA voyage round Africa!* » *The role of left-wing administrations and the relationship with the Italian Communist Party (PCI) in the history of the anti-apartheid movement in Italy.*

Conclusion

Index

Liste des sigles

Auteur/trice. s

Editeur/trice.s

INTRODUCTION

Au cours des dernières années les recherches portant sur les rapports entre le monde communiste et les mouvements de libération nationale se sont multipliées, en particulier à propos des rencontres entre le camp socialiste et ce qu'on appelait le Tiers Monde, et des influences communistes dans les processus de décolonisation et de construction du monde postcolonial¹. Ces études ont adopté des perspectives transnationales et globales, bien au-delà des analyses désormais classiques portant sur les débats au sein du Komintern ou sur les stratégies soviétiques durant la guerre froide.

Cet ouvrage vise à apporter une contribution sur la nature des rapports unissant les partis communistes des pays occidentaux possédant, ou ayant possédé un empire colonial (notamment France, Royaume Uni, Portugal, Italie, Belgique) et le continent africain. Les relations entre les PC européens et les mouvements africains anti-coloniaux, de même que celles entre les PC et les nouveaux États constituent un objet de recherche dont on mesure de plus en plus l'intérêt. Leur étude peut permettre, entre autres, de mieux comprendre les dynamiques existants entre métropoles et (post)-colonies, et celles existant entre les milieux marxistes européens et ceux des « périphéries » coloniales et post-coloniales. Cela demande aussi de prendre en compte l'évolution du mouvement communiste, comme celles des États africains.

Tout au long de l'histoire du communisme en tant que phénomène global, dans la période des empires coloniaux comme dans celle des décolonisations et de la naissance du Tiers Monde, les communistes occidentaux ont cherché à jouer un rôle de médiation et intégration dans les espaces coloniaux et post-coloniaux, conciliant leur action avec celle des partenaires soviétiques et d'Europe de l'Est, de la Chine et de Cuba. Ce rôle ne se limitait pas aux zones d'influence nationale des divers partis, mais faisait fi des frontières impériales, adoptant celles, plus larges, du camp anti-

¹ On peut citer, entre autres des programmes comme : *Socialism Goes Global: Cold War Connections Between the « Second » and « Third Worlds »*, Lead Research Organisation: University of Exeter ou le programme Elitaf qui s'intéressait aux étudiants africains à l'Est.

impérialiste. Organisations syndicales et organisations de jeunesse et étudiantes proches des milieux communistes se voyaient attribuer une place centrale en matière de relations euro-africaines, et de formation des cadres.

La position particulière des partis communistes occidentaux consiste toutefois en leur double rôle, lié idéologiquement et politiquement au mouvement communiste, au Komintern et ensuite au bloc socialiste d'une part, mais d'autre part culturellement lié aux sociétés capitalistes dans lesquelles ils opèrent. Ce dualisme se développe davantage au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et encore plus avec l'ascension de Nikita Khrouchtchev, mais il est également présent pendant la période de la Troisième Internationale, lorsque la stratégie politique communiste est davantage centralisée dans un « parti mondial de la révolution ». Même pendant cette période, les approches du problème colonial sont différentes, pas toujours conformes à l'interprétation léniniste ou stalinienne de la question.

Les partis communistes français, belge ou anglais sont immergés dans un environnement et une culture coloniale, abordant dès le début des années 1920 le problème du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Bien que ces partis soient parmi les premiers à aborder cette question au sein du communisme international, ils ont du mal à créer des liens et des plates-formes communes entre la lutte de classe dans la Métropole et la lutte de libération nationale dans les colonies. Parmi les différents facteurs qui conditionnent leurs efforts anticolonialistes, il y a la relation difficile avec les partis socialistes et social-démocrates, avec lesquels des alliances sont recherchées, de fortes rivalités et oppositions éclatent pour l'hégémonie sur la classe ouvrière, pour finir avec la création d'un front commun antifasciste. Ce sont précisément les relations avec les partis socialistes qui ont amené les communistes à se confronter à la conception social-démocrate du colonialisme, qui selon les canons léninistes déforme le matérialisme marxien pour justifier la domination européenne sur le reste du monde. Pour la social-démocratie européenne, la tutelle coloniale est conçue comme un moyen d'ancrer la société industrielle en Asie et en Afrique également, permettant l'émergence

d'une nouvelle classe ouvrière consciente et révolutionnaire. Cette vision se heurte aux directives du Komintern, qui appelle les communistes à soutenir toute lutte nationale dans les colonies et à s'opposer au pro-colonialisme des socialistes afin de briser le maillon faible du capitalisme, de faire tomber l'impérialisme et d'affaiblir la réaction contre le prolétariat européen [Wolikow]. En particulier entre 1928 et 1932, la Troisième Internationale encourage le Parti Communiste Français (PCF), le Parti Communiste Belge (PCB) et le Parti Communiste britannique (PCGB) à soutenir les mouvements révolutionnaires des colonies africaines – alors qu'il y a aussi une certaine tension avec les partis nationalistes dits « bourgeois » notamment en Asie – et à faire face aux visions panafricanistes qui émergent dans le monde anglo-saxon et francophone. Au cours de cette période, l'IC fait la distinction entre deux environnements coloniaux différents. Le prolétariat asiatique est considéré comme plus avancé et, de ce fait, il est possible de construire, de renforcer et de soutenir une lutte de classe dirigée par des partis communistes locaux. La situation africaine est perçue comme différente, la division en classes sociales est trop vague et l'objectif premier reste l'indépendance nationale.

Avec l'ascension de Staline, l'accent est mis sur l'Europe. Il devient de plus en plus urgent pour les communistes de faire face au renforcement des fascismes et de freiner leur agression, surtout après 1933 et la prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne. Cet événement ne perturbe pas seulement la centralité de l'Allemagne dans la lutte des classes européenne, mais prive également les communistes du foyer de leur lutte anticoloniale, qui avait trouvé un environnement propice dans la ville de Hambourg grâce aux efforts de Willie Münzenberg et du Parti communiste allemand. Les communistes français et britanniques doivent favoriser le dialogue avec les socialistes et les travaillistes dans une optique anti-fasciste, afin de créer les conditions d'un rapprochement entre l'Union Soviétique et les démocraties libérales. La question coloniale et la libération de l'Afrique sont également reléguées au second plan en fonction d'une alliance avec les socialistes et les forces impérialistes contre l'ennemi commun nazi [Wolikow].

Malgré cela, en cette période de « recentrage eurocentrique », nous trouvons dans les conceptions à propos de l'unité antifasciste certains concepts qui esquissent la possibilité de faire de l'unité du prolétariat avec les autres secteurs des classes populaires des pays capitalistes également un instrument pour la lutte révolutionnaire dans les colonies. En particulier, les constructions de Togliatti sur la démocratie progressive en 1936 et, par la suite, celles de la période de la Résistance et de la Libération, sont devenues la base théorique-idéologique du communisme italien pour construire, depuis la naissance du Tiers Monde, le dialogue entre le PCI et les mouvements de libération nationale. Un dialogue qui a profondément influé sur le rôle du PCI dans le mouvement communiste après 1956.

Après l'avènement de la guerre froide, l'Europe semble encore être le principal champ de bataille, mais la mort de Staline et la vague de décolonisation en Asie changent les perspectives des communistes. L'émergence d'un important mouvement anticolonial afro-asiatique à Bandung en 1955 fait écho au déclenchement de la guerre d'Algérie l'année précédente et à l'avènement de la République populaire de Chine six ans plus tôt.

Le Mouvement communiste international comprend que l'attention doit être portée sur les luttes de décolonisation afin de renforcer le bloc socialiste. L'Afrique devient une cible privilégiée de la coopération soviétique, dans le but de rapprocher du socialisme les mouvements africains et les nouveaux États indépendants. Mais la rupture sino-soviétique, officielle en 1962 va aussi changer la donne.

Dans ce contexte, les partis communistes occidentaux assument un rôle fondamental, non seulement en tant que soutien aux mouvements nationalistes, mais aussi en tant qu'interlocuteurs des dirigeants africains et médiateurs entre eux et les pays socialistes.

L'intérêt de ce volume est donc d'apporter une pierre à l'historiographie du communisme, ou plutôt des communismes, au-delà du seul cas de l'Union soviétique. Les rapports de l'Union soviétique,

des démocraties populaires et notamment de la République Démocratique Allemande – avec les mouvements anti-coloniaux ou les nouveaux États africains ont maintenant fait l’objet de nombreuses études, de même que les rapports avec la Chine et Cuba². En revanche, l’histoire des PC occidentaux avec l’Afrique restaient largement un continent ignoré. Or ces partis ont pu avoir des analyses ou des actions, et plus globalement des échanges originaux avec les mouvements ou États africains, qu’ils se soient ou non démarqués à cet égard du grand frère soviétique. On sait que l’Afrique a été une terre de socialisme, qu’il s’agisse des mouvements anti-coloniaux ou des États eux-mêmes. Nombre d’entre eux se sont réclamés du socialisme scientifique ou du marxisme-léninisme ou d’un socialisme africain, c’est-à-dire puisant ses racines aux sources de tradition et organisations communautaires originelles. Il y a eu des partis communistes en Afrique, dont certains sont mentionnés dans cet ouvrage [Dreuré, Le Foll-Luciani, Drew, Kazdaghli, Manduchi, Randrianja] mais le vocable même de « communiste » n’est pas le plus couramment employé, contrairement à celui de socialiste. Le Sénégal de Senghor, dont on apprend ici qu’il y eut une série de rencontres au plus niveau avec le PCI [Di Maggio-Siracusano] est « socialiste », dès avant l’adhésion de l’Union progressiste sénégalaise (UPS) devenue Parti socialiste, majoritaire, à l’Internationale socialiste. Mais le sont aussi, pour ne citer que quelques exemples le MPLA, le FRELIMO ou le PAIGC [Mabeko-Tali, Pinna, Lanzafame- Podaliri] donc l’Angola, le Mozambique et la Guinée-Bissau, la Tanzanie de Julius Nyerere, l’Ethiopie du Derg, le Ghana de Nkrumah, le Bénin de Mathieu Kérékou, le Mali de Modibo Keita, la Somalie de Syad Barré [Borruso] etc. Il serait plus rapide de citer les pays qui n’ont pas été socialistes, et quand ils ne le sont pas les oppositions, clandestines ou « officielles » le sont. Mais dans tous les cas, il s’agit de socialismes qui se veulent adaptés à l’Afrique³. Nombreux sont les penseurs qui ont cherché à

² Voir notamment à ce sujet : S. Mazov, *A Distant Front in the Cold War. The USSR in the West Africa and the Congo, 1956-1964*, Stanford, Stanford University Press, 2010; L. Namikas, *Battleground Africa. Cold War in the Congo, 1960-1965*, Stanford, Stanford University Press, 2013; P. Gleijeses, *Conflicting Missions: Havana, Washington, and Africa, 1959-1976*, Chapel Hill University of North Carolina Press, 2002; E. Schmidt, *Foreign intervention in Africa. From the Cold War to the War on Terror*, New York, Cambridge University Press, 2013; J. Friedman, *Shadow Cold War. The Sino-Soviet competition for the Third World*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015.

³ Voir notamment à ce sujet : *Socialismes en Afrique*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l’homme, 2021.

africaniser Marx. Syndicalistes et étudiants apportaient de considérables innovations en relisant Marx, Lénine ou Mao à la lumière des logiques africaines. En termes de modèles, et plus que l'Union soviétique, c'est la Chine qui a inspiré les diverses expériences de socialismes africains, cette Chine qui avait été le territoire de la première révolution paysanne dans l'histoire du monde. Les Kibboutz israéliens ont pu aussi inspirer quelques expériences de communautés villageoises. Mais alors qu'en a-t-il été des PC occidentaux, qu'est-ce qu'ont produit leurs actions, échanges avec les mouvements anti-coloniaux et les Etats africains ? Ont-ils eu un impact ou, plus modestement leur aide, quand elle a existé, a-t-elle changé quelque peu la donne ? Ont-ils plus simplement compris ce qui se passait et eu, au moins quelque fois, une analyse lucide des situations coloniales et post-coloniales que les faits et la marche de l'histoire n'ont pas démenti ? Ce volume peut, sinon apporter des réponses globales et définitives à des questions aussi générales, ce qui serait parfaitement illusoire, au moins aider à clarifier les enjeux complexes d'une histoire globale et multipolaire.

Ce livre aspire à s'inscrire dans différents courants d'études historiographiques. L'histoire du communisme est déjà en soi une histoire transnationale et souvent, ceux qui l'ont traitée ont abordé une étude globale sans le vouloir. Les réseaux et les relations du mouvement communiste montrent leur diffusion mondiale et cela amène les historiens à se demander si l'internationalisme communiste est le résultat d'un imaginaire idéologique et politique – en tant que recherche d'une grande société mondiale idéale⁴ - ou d'un simple pragmatisme stratégique, d'une volonté de puissance liée au rôle de l'URSS⁵. L'histoire des communistes occidentaux présuppose pourtant une histoire d'opposition, parfois de marginalisation, mais elle montre comment cet internationalisme est une caractéristique qui n'est pas seulement liée à la dynamique institutionnelle des États socialistes. De ce point de vue, ce volume prend en compte l'interprétation des historiens qui ont donné naissance à la *Cambridge History of Communism* (Silvio Pons, Norman Naimark, Sophie

⁴ O. A. Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University press, 2006.

⁵ Voir: A. Hughes, *Marxism's Retreat from Africa*, Oxon, Routledge, 1992.

Quinn Judge, Andreas Hilger, pour n'en citer que quelques-uns), qui ont su redonner une dimension globale à l'histoire du communisme, en valorisant également sa pluralité⁶.

Il couvre un champ chronologique assez large des années 30 [Dreuré] aux années 90 [Siracusano-Di Maggio], en passant par les années de guerre [Kazdaghli, Manduchi]. C'est-à-dire un champ qui a vu de multiples bouleversements et évolutions dans le monde communiste, des 21 conditions à la chute du mur en passant par les fronts populaires, la lutte antifasciste, la déstalinisation et la rupture sino-soviétique [Wolikow]. Il s'intéresse à divers partis communistes d'Europe : PCI [Siracusano-Di Maggio, Siracusano, Pinna, Kazdaghli, Manduchi, Candreva, Borruso], PCF [Dreuré, Le Foll-Luciani, Siracusano, Kazdaghli, Bangali, Ruscio], PCP [Mabeko-Tali, Pinna], PCGB [Drew], PCB [Gotovitch], ou d'Afrique : PCA [Dreuré, Le Foll-Luciani], PCT [Kazdali, Manduchi], PC sud-africain [Drew], Parti communiste malgache [Randrianja], Parti communiste angolais [Mabeko-Tali] qui ont à un moment ou l'autre pris leur indépendance par rapport à la maison mère. La Confédération Générale du Travail (CGT) française est aussi présente, avec ce qui est d'abord une filiale, la CGT-AOF-Togo puis qui prend également son autonomie [Bangali], ainsi que la CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro), ou l'UIL (Unione Italiana del Lavoro) [Bagnato]. Il est aussi ici question d'autres partis mais qui se disent socialistes et non communistes : le MPLA (Movimento Popular de Libertação de Angola), le FRELIMO (Frente de Libertação de Moçambique) [Mabeko-Tali, Pina], le Front populaire de libération de l'Erythrée [Borruso] etc.

Ces partis communistes se sont impliqués à l'égard de toutes les Afriques, que ce soit l'Afrique du Nord [Le Foll-Luciani, Dreuré, Drew, Kazdaghli, Manduchi], l'Afrique anglophone subsaharienne [Drew, Candreva], l'Afrique lusophone [Mabeko-Tali, Pinna], l'Afrique francophone subsaharienne [Bangali, Siracusano, Siracusano-DiMaggio, Randrianja, Gotovitch], la Corne de l'Afrique [Borruso, Candreva], l'Afrique du Sud [Drew, Lanzafame-Podaliri].

⁶ N. Naimark, S. Pons, S. Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge History of Communism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

L'approche initiale des partis communistes italiens ou portugais de la question africaine est plutôt marquée par leur condition de clandestinité. Le Parti communiste italien s'intéresse à cette question lorsque le régime de Mussolini révèle ses visées expansionnistes en Méditerranée et en Afrique de l'Est, montrant ainsi que le colonialisme italien (même celui de l'époque préfasciste) ne jouit pas d'une forte influence sur le prolétariat métropolitain. Le colonialisme est toujours perçu comme une expression de la volonté de puissance du capitalisme italien, et les nouvelles analyses communistes de l'avènement et de la consolidation du régime fasciste rendent urgents la résolution de la question et le soutien aux mouvements anticolonialistes. Néanmoins ce soutien a été aussi marqué par quelques illusions comme celle d'une possible entente avec des « fascistes dissidents » mais aussi des actions de résistance sur le terrain [Candрева]. L'appui aux nationalistes africains et la lutte contre l'impérialisme, pour les communistes italiens, sont donc intimement liés à la lutte contre la dictature, favorisant un chevauchement entre le paradigme anticolonial et le paradigme antifasciste qui devient le fil conducteur de la relation du Parti communiste italien avec l'Afrique après la Seconde Guerre mondiale.

Le PCF utilise ses contacts pendant la période coloniale pour établir des relations avec les pays francophones, mais de nombreux dirigeants français ont du mal à abandonner les vieux dogmes staliniens. Le PCF se veut être le parti national de la classe ouvrière et projette de transformer la France en un grand pays socialiste et son empire colonial en une grande confédération démocratique, égalitaire et progressiste. Cette question brouille l'approche du PCF sur la question algérienne, à tel point que l'engagement du Parti communiste se concentre publiquement sur la lutte pour la paix et contre le fascisme, évitant toute référence à l'indépendance algérienne. Ce qui n'a pas empêché des solidarités entre Algériens membres du FLN et communistes français [Le Foll-Luciani]. Cette posture n'est jamais définitivement abandonnée, même après que les communistes eux-mêmes ont soutenu l'indépendance de la Guinée en 1958. La tâche du PCF est de transformer la France dans un sens socialiste afin qu'elle devienne le phare de la démocratie et du progrès non seulement en Europe, mais aussi en Afrique. Les pays africains francophones peuvent ainsi créer

une grande ceinture de pays progressistes pour défendre l'URSS grâce au soutien d'une France socialiste et à la cohésion offerte par la culture française.

Le PCI profite des ouvertures accordées par le XXème Congrès du PCUS pour lancer sa propre « voie italienne vers le socialisme », en soutenant également toutes les expériences originales de transition vers le socialisme. C'est ainsi que les communistes italiens abordent les expériences anticoloniales africaines : ils voient des tendances socialistes dans de nombreux mouvements nationalistes africains et apprécient leurs innovations [Siracusano]. D'autre part, au sein du PCI, on pense qu'il faut éviter toute forme de paternalisme envers le monde colonial, ainsi qu'éviter le dogmatisme et les contraintes pour élargir le bloc socialiste et le renforcer. Le Parti communiste italien accorde une grande attention aux événements nord-africains [Bagnato, Hobel], car la Méditerranée est considérée comme l'espace de manœuvre des initiatives italiennes tant par les colonialistes que par les anticolonialistes, qui recherchent un contact avec l'Égypte, la Tunisie et l'Algérie [Hobel]. Le soutien du PCI au FLN [Bagnato] témoigne non seulement de la solidarité anticolonialiste des communistes italiens et de leur volonté de renforcer le bloc socialiste en dialoguant avec les nationalistes algériens, mais aussi de la persistance de leur engagement antifasciste et de leur opposition à la réaction des "pieds noirs". L'antifascisme du PCI devient de plus en plus central dans sa politique anticoloniale, surtout après 1968, lorsque ses liens avec l'URSS s'affaiblissent après la répression du Printemps de Prague. Le paradigme antifasciste du PCI est de plus en plus souvent juxtaposé à la lutte pour la liberté en Afrique australe dans les années 1970. La question est de plus en plus pertinente par rapport à la lutte des colonies portugaises contre le régime de Salazar et Caetano [Pinna] et à la lutte de l'ANC sud-africain contre l'apartheid [Lanzafame-Podaliri]. La question est d'actualité à ce moment-là, étant donné l'engagement du PCI contre la subversion néo-fasciste qui met en danger le système démocratique italien et trouve soutien et refuge tant au Portugal qu'en Afrique du Sud [Pinna]. Le Parti communiste italien établit des relations de solidarité et d'assistance directe avec le MPLA, le FRELIMO, le PAIGC et l'ANC,

grâce également à l'engagement des administrations locales des villes et régions italiennes gouvernées par des communistes [Lanzafame-Podaliri].

Le PCI tente alors de créer un pôle communiste en Europe occidentale, en collaborant avec les Français, les Espagnols et les Portugais pour renforcer un front uni antifasciste et un nouveau « communisme européen », qui présente des caractéristiques démocratiques et peut dialoguer avec les mouvements africains et avec le Tiers monde.

Le dialogue avec les Portugais est difficile en raison de leur dogmatisme [Mabeko-Tali], mais le PCP est le point de référence de la lutte contre Salazar et son influence est très importante parmi les troupes coloniales opérant en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique. Ce sont précisément ces trois pays qui représentent l'avènement d'une nouvelle vague de décolonisations décisives pour arrêter les réactionnaires portugais et sud-africains, dirigés par l'impérialisme international.

Le Parti communiste belge est peut-être celui qui est resté le plus hermétique à la lutte anti-coloniale et n'y est venu que tardivement, par l'intermédiaire des jeunesses communistes et l'envoi d'avocats au Congo. En effet, après la Seconde Guerre mondiale les communistes belges se sont engagés dans une propagande nationale en faveur de l'exploitation des ressources congolaises. Le but est de renforcer une Belgique antifasciste. L'effort anticolonialiste du PCB au Congo ne se concrétise que lorsque la guerre froide s'étend au Tiers Monde et à l'Afrique. Le pays devient un champ de bataille mondial entre les superpuissances. En raison du laxisme soviétique mais aussi de leur héritage colonial, les communistes belges sont incapables de soutenir les Lumumbistes malgré l'engagement de leurs jeunes militants [Gotovitch].

Quant au Parti communiste britannique, il n'a eu que peu d'emprise sur le Parti communiste sud-africain qui a su garder son autonomie. Le PCGB a une approche de la question coloniale très similaire à celle du PCF. Les communistes britanniques souhaitent également conserver des relations privilégiées avec les colonies ou anciennes colonies, mais sur la base du socialisme, de la

solidarité et de l'amitié. Comme dans le cas du Parti communiste français, le Parti communiste britannique a œuvré à l'établissement d'une plate-forme socialiste commune "anglo-saxonne" qui réunirait la Grande-Bretagne et son Commonwealth sur la base d'une même culture politique. La constitution d'une ceinture d'États socialistes autour de l'ancienne métropole aurait pu réduire le rôle mondial des États-Unis. [Drew] Cependant, le rôle marginal du PCGB dans son pays affaiblit l'activité des communistes anglais à l'égard de l'Afrique, d'autant plus que l'autonomie locale accordée par le régime colonial de l'*Indirect rule* ou par le Commonwealth contribue à la constitution d'expériences politiques africaines autonomes sans rapport avec le marxisme anglais.

Au-delà des discours et actions des organisations, ce volume donne toute leur place à certains acteurs européens ou africains. On peut citer par exemple les italiens Velio Spano, présent dans plusieurs articles [Kazdaghli, Manduchi], ou Ilio Barontini [Candrea] le Français Aragon [Ruscio] qui nous étonne parfois par des positions pas très orthodoxes, et bien sûr des Africains très connus comme le mozambicain Marcelino Dos Santos, le sud-africain Oliver Tambo [Lanzafame-Podaliri], l'éthiopien Menghistu Hailé Mariam ou moins connus tel le malgache Jean Ralaimongo, l'Angolais Viriato da Cruz ou le Camerounais Félix Roland Moumié. Ils se sont impliqués, ont tissé des liens et/ou des réseaux, ont combattu pour certains. La faible présence des femmes dans cette histoire des relations entre l'Europe et l'Afrique appelle une réflexion sur les lacunes que l'historiographie du communisme n'a pas encore comblées. Toutefois, le rôle de Nadia Spano ou Dina Forti est mentionné dans plusieurs contributions et cela ouvre d'autres pistes de recherche.

Première partie

Les partis communistes et l'Afrique entre les deux guerres mondiales.

Quelle place pour l’Afrique dans la politique du komintern ?

Serge **Wolikow**

Dans cet ouvrage centré sur la fin du système colonial et le rôle de certains partis communistes, en particulier ceux des puissances coloniales, il nous revient d’aborder la période qui correspond aux 24 années de l’existence de l’Internationale communiste de 1919 à 1943⁷. Ultérieurement, l’écroulement des empires coloniaux en moins de deux décennies, a tellement marqué les esprits que la période antérieure a longtemps été laissée de côté comme étant celle des tâtonnements et des vaines tentatives. De plus, la fin des empires coloniaux qui coïncide avec le temps de la guerre froide a largement occulté dans une grande partie de la littérature historique le rôle du mouvement communiste dans la fin du colonialisme d’autant que l’URSS occupait le devant de la scène diplomatique en ignorant délibérément l’existence de l’Internationale communiste dont elle se refusait à revendiquer l’héritage.⁸

Pourtant certains des acteurs les plus importants du mouvement de libération nationale, tel Soekarno, le savent qui n’oublie pas lors de la conférence de Bandoeng en 1955 de faire référence à celle de la Ligue anti-impérialiste qui s’était tenue à Bruxelles en 1927 sous l’égide de l’Internationale communiste réunissant nombre des acteurs du mouvement de libération nationale qui se déploie après la seconde guerre mondiale.

⁷ S. Wolikow, *L’internationale communiste (1919-1943) ; le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la Révolution*, Paris, Ed. de l’Atelier, 2010 ; « The Comintern as a network », in S. Pons and S. Smith, eds, *Cambridge History of Communism*, Cambridge, Cambridge University Press, vol 1, 2017.

⁸ Sur ce point on peut se reporter aux analyses de Fredrik Petersson nourrie par sa thèse en 2013, F. Petersson, *We are neither Visionaries, Nor Utopian Dreamer, Willi Münzenberg, the League against Imperialism, and the Comintern, 1925-1933*, Doctoral Thesis, General History Division for Arts, Education and Theology, History Department. Abo Akademi, Turku.

C'est un nouveau départ dans l'histoire du monde que les dirigeants des peuples d'Asie et d'Afrique puissent se réunir dans leurs propres pays pour discuter et débattre de questions d'intérêt commun. Quelques décennies auparavant encore, il était souvent nécessaire de se déplacer dans d'autres pays voire d'autres continents avant que les porte-parole de nos peuples ne puissent dialoguer. J'aimerais rappeler à cet égard le congrès organisé par la « Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale » qui s'est tenu à Bruxelles il y a presque trente ans. À cette conférence, bon nombre d'honorables délégués ici présents s'étaient réunis et avaient trouvé une nouvelle force dans leur lutte pour l'indépendance. Mais cette réunion a pris place à des milliers de kilomètres, parmi des peuples étrangers, dans un pays étranger, sur un continent étranger. Les participants ne se sont pas rassemblés là-bas par choix, mais par nécessité. Aujourd'hui, le contraste est frappant. Nos nations et nos pays ne sont plus des colonies. Nous sommes désormais libres, souverains et indépendants. Nous sommes redevenus maîtres dans nos propres murs. Nous n'avons plus à nous rendre sur d'autres continents pour conférer.⁹

Ces propos qui inscrivent explicitement l'anticolonialisme et le post colonialisme dans une histoire longue font donc référence à la conférence de la Ligue anti-impérialiste comme événement fondateur mais sans qu'il soit mis en relation avec l'action et le rôle de l'Internationale communiste qui pourtant était à la base de toute l'organisation. Au-delà du contexte particulier de 1955, l'invisibilisation du rôle de l'Internationale communiste provient aussi de la diversité des registres de l'activité communiste dans l'entre-deux-guerres développée au grand jour mais aussi de façon dissimulée du fait de la répression dont elle était l'objet.

Dans cet ouvrage, centré sur le rôle des partis communistes de l'Europe de l'Ouest, il ne faut pas oublier que ces partis, en tant que nouveaux partis, sont postérieurs à la conquête coloniale. Ils sont en partie les héritiers des partis social-démocrates qui ont dû, ainsi que l'Internationale socialiste, faire face au développement de l'entreprise coloniale occidentale. L'internationale communiste créée en mars 1919 se veut le parti mondial de la révolution. Elle postule que les partis qui se

⁹ Asia-Africa speak from Bandung. Djakarta, The Ministry of Foreign Affairs, Republic of Indonesia, 1955. p. 19-29. http://www.cvce.eu/obj/discours_d_ouverture_de_sukarno_bandung_18_avril_1955_-fr-88d3f71c-c9f9-415a-b397-b27b8581a4f5.html

constituent ensuite mettent à leur ordre du jour une action résolue contre le colonialisme en rupture sur ce point avec la pratique des partis socialistes.

Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis de pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.¹⁰

C'était la 8^e des 21 conditions définies en 1920 pour l'adhésion des nouveaux partis considérés comme section nationale du parti mondial dont l'architecture globale est définie pour l'essentiel à ce moment même si les années suivantes sont créées des organisations internationales dites auxiliaires telles que le Secours ouvrier international, l'Internationale syndicale rouge, le Secours rouge international.

La formation des partis communistes, en Europe en particulier, est précoce mais s'opère selon un processus variable selon les pays. Si dans tous les cas, ces partis souscrivent aux mêmes conditions d'adhésion, leur configuration et leur force sont variable en fonction de l'histoire du mouvement ouvrier national et du contexte politique de leur naissance. Issus d'une scission au sein des anciens partis social-démocrates ils sont en général, sauf en France au départ, minoritaires et forgent leur identité en approuvant la critique révolutionnaire portée par l'Internationale communiste qui associe la défense de la révolution russe et la mise en cause l'impérialisme et du colonialisme. Au départ le message envoyé en direction des peuples coloniaux n'est pas vraiment

¹⁰« Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste » in *Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste (1919-1923)*, Paris, Librairie du Travail, 1934, p. 37-41

relayé par les nouveaux partis même s'ils proclament leur accord avec celui-ci. Ce n'est que progressivement et toujours dans certaines limites que l'Internationale parviendra à trouver des relais nationaux auprès des partis communistes, faute de quoi elle mettra en place des modalités d'intervention transnationales au travers d'organisations éphémères et d'évènements emblématiques.

Ainsi l'action anticolonialiste procède d'une volonté largement portée au départ par l'organisation internationale qui dans un premier temps définit une grammaire que les nouveaux partis ne possèdent pas. Les instances dirigeantes de l'IC vont accueillir bien souvent des militants au motif qu'ils sont issus des colonies mais avec des difficultés particulières pour l'Afrique. Le discours anti-impérialiste véhément incorpore une dénonciation vive du colonialisme mais dès le début il est clair que le chemin de l'action pour réaliser les objectifs proclamés est rempli d'embûches. Outre les partis communistes, investis d'une responsabilité primordiale dans l'action contre le colonialisme, l'Internationale communiste met en place des structures ayant en charge d'impulser sinon d'engager une action au plan mondial en relation bien sûr avec sa stratégie globale. Elle se dote d'organismes qui surplombent l'organisation des partis communistes invités à soutenir sinon à participer à ces organisations dites « auxiliaires », dans le vocabulaire du temps, mais qui ont en fait vocation à réaliser les objectifs que l'Internationale s'est assignée alors même que ses sections nationales ne peuvent y parvenir. Ainsi doit-on distinguer entre les actions globales et transnationales impulsées par l'Internationale Communiste et l'activité des sections nationales principalement ancrées dans leur territoire national et parfois leur extension coloniale. Cette approche qui vaut pour toute l'histoire de la période doit être nuancée en ce qui concerne la question coloniale dans la mesure où la sphère d'action des partis communistes des puissances coloniales couvre a priori le champ géographique de chaque empire et qu'il s'agit d'un petit nombre de partis. Or le développement très inégal des partis communistes a une influence majeure sur la capacité d'action de l'Internationale, il en va ainsi par exemple du Congo belge où son action est d'autant plus faible que le parti communiste belge ne parvient pas à développer une activité propre

dans ce domaine¹¹. Pour les partis communistes européens réduits très tôt à l'illégalité, en Italie et au Portugal¹², l'action anticolonialiste est tout particulièrement difficile dans le moment où ils sont en but à une répression féroce et réduits à l'illégalité. Enfin, en Allemagne, dépossédée de ses territoires coloniaux en 1919, en Afrique notamment, le parti communiste allemand sert de relais à l'activité de l'Internationale pour y localiser ses initiatives vers le monde occidental mais n'est pas investi de responsabilités particulières concernant les colonies. C'est le paradoxe de toute l'activité de l'Internationale communiste dont la centralisation et l'ampleur du discours ne sauraient cacher la fragilité et la différenciation d'un dispositif dont la dépendance à l'égard de l'URSS ne fait que s'accroître et qui doit affronter une situation internationale où les grandes puissances coloniales européennes, bien qu'affaiblies, maintiennent leur position dominante.

De même qu'à juste titre il convient d'user avec précaution du terme de décolonisation¹³ il convient d'évaluer le rôle de l'Internationale communiste sur l'Afrique colonisée en différenciant son activité. L'action de l'Internationale communiste a contribué à la crise du colonialisme, en particulier par sa contribution à la délégitimation du système et à l'émergence d'Etats nationaux sur les ruines des empires. Comment évaluer son rôle, en particulier à travers quels indicateurs dans un continent où les communistes restent sauf exception très minoritaires dans les soulèvements contre l'oppression coloniale ? Une hypothèse solide est celle de l'influence indirecte, sinon décalée de l'activité communiste au temps de l'Internationale, car des acteurs importants de l'indépendance des pays africains, des années 1950 à 1970, sont porteurs d'une culture politique qui doit beaucoup au rôle de l'Internationale communiste des années 20 et 30 et à l'action de ses organisations associées dites « auxiliaires » comme la Ligue anti-impérialiste, le Secours rouge International ou encore l'Internationale syndicale rouge. L'activité et le rôle de celles-ci ont été réévalués grâce à l'accès aux archives et aux nouvelles recherches historiques qu'elles ont facilitées ces dernières

¹¹ Voir infra le chapitre de José Gotovitch.

¹² J. Manyà, *Le Parti communiste portugais et la question coloniale, 1921-1974*, Thèse de doctorat en sciences politiques, IEP Bordeaux, 2004.

¹³ Voir infra le chapitre de Nicola Labanca.

décennies. Cela a constitué le substrat des approches transnationale de l'histoire de l'Internationale communiste.¹⁴ De fait elles ont été des vecteurs importants et longtemps sous-estimés de la critique marxiste du colonialisme sans que le lien avec l'Internationale communiste ait été visible, c'est par exemple le cas du Secours Rouge International à Madagascar¹⁵ ou de l'Internationale syndicale rouge en Afrique de l'Ouest.¹⁶ Enfin on ne saurait réduire l'action communiste à celle des seules organisations car le rôle des acteurs, des personnalités est essentiel et a souvent été minoré. Il est désormais traité dans le cadre d'approches transnationales qui permettent en particulier de comprendre l'importance des circulations et des liens tissés au-delà d'expériences nationales très différentes.¹⁷ Il en va de l'Afrique comme pour d'autres zones géographiques où nombre des militants fondateurs sont restés longtemps dans l'ombre du fait qu'ils n'ont pas accédé aux responsabilités étatiques après la seconde guerre mondiale. Leur rôle a été d'autant plus minoré que leur action était le plus souvent illégale et qu'ils n'ont pas laissé de textes y compris dans les publications de l'Internationale.

La question coloniale et l'Afrique dans les débats des organismes de direction

La question coloniale est posée dès l'élaboration en 1919 du manifeste lors du 1^{er} congrès fondateur.¹⁸ Elle s'inscrit dans une démarche et une conviction forgée par les révolutionnaires russes, Lénine et Trotsky en particulier, selon lesquels l'impérialisme en dépit de ses développements financiers et industriels nouveaux reposait également sur la domination coloniale. Celle-ci était donc une pièce maîtresse qu'il fallait combattre pour espérer abattre le système

¹⁴ O. Drachewych, *The Communist International, Anti-Imperialism and Racial Equality in British Dominions*, London and New York, Routledge, 2019.

¹⁵ Voir ci-dessous le chapitre de Solofo Randrianja

¹⁶ H. Adi, « The Communist Movement in West Africa », *Science & Society* 61 (1), 94-99, 1997.

¹⁷ B. Studer, *The Transnational World of the Cominternians*, London, Palgrave Macmillan, 2015.

¹⁸ E. Collotti Pischel et C. Robertazzi, *L'Internationale Communiste et les problèmes coloniaux: 1919-1935*, Paris- La Haye, Mouton, 1968

impérialiste dans son ensemble.¹⁹ Mais à l'inverse, la fin des colonies dépendait de la révolution en Europe au moment où la Conférence de Versailles mettait en place une redistribution des possessions coloniales entre les puissances européennes en refusant aux pays colonisés le droit à l'autodétermination reconnu pour les peuples européens.

Au mieux, le programme de Wilson vise simplement à changer les étiquettes en ce qui concerne l'esclavage colonial. L'émancipation des colonies n'est concevable que conjointement avec l'émancipation de la classe ouvrière dans les métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, de l'Algérie et du Bengale, mais aussi de la Perse et de l'Arménie, n'obtiendront la possibilité d'une existence indépendante que lorsque les ouvriers de Grande-Bretagne et de France, ayant renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront en main le pouvoir de l'Etat. Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie ! L'heure de la dictature du prolétariat en Europe sera pour vous l'heure de votre propre émancipation !²⁰

Durant plus d'une décennie la question coloniale occupe une place de premier plan dans l'activité mondiale de l'IC même si elle n'échappe pas aux fluctuations de sa stratégie jusqu'au milieu des années trente au-delà duquel c'est toute l'activité transnationale de l'Internationale communiste qui fléchit face à la montée des initiatives militaires des puissances qui veulent sur différents continents réviser l'ordre mondial instauré en 1919. Même si l'activité communiste continue alors de se déployer dans les zones coloniales, le contexte stratégique est désormais différent avec une conflictualité internationale dominée par l'émergence du bloc agressif des puissances fascistes. L'activité communiste en direction de l'Afrique n'échappe pas à ces variations stratégiques de l'Internationale concernant les colonies européennes.

Si l'Afrique est loin d'être au centre des préoccupations de l'Internationale communiste, elle n'en n'est pas absente. En fait il faut distinguer l'Afrique comme continent et le monde africain réel produit du partage colonial qui depuis la conférence de Berlin en 1885 en a fait un continent partagé par les puissances européennes. Ce schéma historique qui reste dominant entre les deux

¹⁹ Sur le lien entre conception de l'impérialisme et du colonialisme, voir l'article stimulant de F. Petersson, « Imperialism and The Communist International », *Journal of Labor and Society*, March 2017, p.21-41.

²⁰ « Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier ! Documents du 1^{er} congrès » in *Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923, op.cit.*, p. 32

guerres mondiales s'impose au mouvement communiste naissant pour qui l'Afrique n'est pas une entité politique. L'Afrique colonisée avec ses différents territoires reste à la périphérie des premiers débats sur la question coloniale et nationale orientée essentiellement vers l'Asie.

La dénonciation de l'impérialisme mise à l'ordre du jour du 1^{er} congrès de l'Internationale communiste, en 1919, impliquait dans la pensée de Lénine la critique radicale du colonialisme mais aussi la nécessité de penser une alternative à la politique wilsonienne qui inspire la conférence de la paix et les traités qui en sont issus. En juillet 1920, au 2^e congrès de l'Internationale communiste, les thèses sur la situation coloniale résultent d'un travail en commission dont pas un membre n'était originaire d'Afrique et pour cause puisqu'il n'y en avait aucun parmi les délégués au congrès ! Au centre des thèses présentées par Lénine et par M. Nathan Roy, il y a les propos qui mettent en avant l'émancipation nationale des pays coloniaux et la stratégie révolutionnaire pour y parvenir. Une partie des débats tourne autour de la combinaison entre objectifs de la révolution sociale et ceux de la libération nationale. Les relations avec les mouvements nationalistes font l'objet de débats qu'on peut considérer comme fondateurs dans ce domaine puisqu'ils ne cesseront de traverser tant les organisations communistes que les mouvements et partis nationalistes. En somme il s'agissait d'envisager la possibilité sinon la nécessité d'alliances, ou pas, avec les bourgeoisies nationales, d'accepter, ou pas, l'émancipation nationale comme objectif intermédiaire avant la révolution sociale. En fait la question se posait concrètement dans tout le continent asiatique où la domination coloniale et européenne avait été fortement ébranlée par la guerre. Sur ce point la situation en Afrique était bien différente. A Bakou l'Internationale communiste organise en septembre 1920 le congrès des peuples d'Orient avec un très grand nombre de délégués venant des pays colonisés et dominés par les puissances occidentales. Dans ce rassemblement sans précédent dominant des délégués issus des nationalités minoritaires de la Russie asiatique. Est alors posée concrètement la question d'une alliance mondiale entre la révolution prolétarienne et l'émancipation nationale des peuples dominés dans le cadre d'un combat convergent contre l'impérialisme et le colonialisme. Quand on étudie le déroulement des travaux et les débats, on constate que l'Afrique est rarement

citée et globalement absente des débats et des projets tournés vers les différentes parties du monde asiatique comme en témoignent la mise en place de plusieurs structures destinées à coordonner l'activité de l'IC et à former des cadres. Significativement, la création d'un secrétariat spécifiquement consacré aux questions coloniales prend la dénomination de secrétariat d'Orient.²¹ Le 3^e congrès de l'IC, en juillet 1921, est marqué par un infléchissement stratégique qui prend en compte l'éloignement de la perspective révolutionnaire et la nécessité pour les nouveaux partis communistes de s'engager dans un travail de masse bientôt formalisé par le mot d'ordre de front unique ouvrier qui implique des actions communes avec des organisations socialistes. Cette ligne qui vaut essentiellement pour l'Allemagne et l'Europe ignore de fait le monde colonial même si paradoxalement quelques délégués venus d'Afrique font irruption sur la scène du congrès pour déplorer avec Nathan Roy que la situation coloniale n'ait pas été mise à l'ordre du jour. Ils réclament comme lui la création d'une véritable commission coloniale qui aborde l'ensemble du problème colonial. Ivan Jones d'Afrique du Sud demande qu'on applique concrètement les thèses adoptées en 1920 pour mettre en œuvre une politique en direction des Noirs, alors même que le parti communiste en formation restait ancré dans le mouvement ouvrier blanc. Charles-André Julien qui fait partie de la délégation française avec la charge de l'action communiste en Afrique du nord, est également demandeur d'une politique pour cette région rattachée par l'Internationale communiste à la zone dite du Proche-Orient. De fait, durant les premières années de son existence, l'Afrique est évoquée de manière intermittente comme continent dominé par l'impérialisme mais jamais envisagée comme zone géographique constituée au même titre que l'Orient qui désigne, jusqu'en 1935, selon la terminologie interne de l'organisation communiste, le monde des colonies et des pays dominés puisqu'après diverses hésitations le département oriental est scindé en trois secrétariats, de l'Extrême-Orient, du Moyen-Orient et du Proche-Orient qui intègre l'Égypte et l'Afrique du Nord. Lors du 4^e congrès, en décembre 1922, une large place est faite à la situation des pays colonisés, au rôle de la paysannerie mais aussi à la bourgeoisie

²¹S. Datta Gupta, « Communism and the Crisis of the Colonial System », in *The Cambridge History of Communism* », *op. cit.*, p.212-231

nationale avec la possibilité d'envisager la constitution d'un front unique anti-impérialiste mais on n'évoque ni la situation africaine et encore moins sa diversité. C'est pourtant à ce moment qu'est mis à l'ordre du jour ce que doit être le travail des partis communistes métropolitains dits de l'Ouest, c'est-à-dire agissant au sein des puissances coloniales. A ce titre sont notamment pointées les obligations des partis communistes français et britanniques qui sont appelés à constituer des commissions coloniales et à ouvrir les organisations communistes rassemblant, dans les territoires coloniaux, les ouvriers européens aux travailleurs indigènes. Safarov exhorte les partis communistes à véritablement s'engager sur le terrain dans l'action anticolonialiste. Lors du 5^e congrès en 1924 puis l'année suivante au cours d'un Comité exécutif réuni pour faire un premier bilan de la bolchevisation des partis communistes, le travail des partis communistes en direction des colonies revient sur le devant de la scène, c'est notamment le cas du parti communiste anglais dont N. Roy fustige les insuffisances envers l'Inde. Ho Chi Minh, membre du parti français mais impliqué dans l'activité de l'Internationale communiste déplore de façon appuyée à la tribune du congrès mais aussi dans de nombreux articles l'implication insuffisante des communistes français dans le travail colonial non seulement en Indochine mais également en Afrique du Nord aussi bien sur le terrain social, en particulier à propos de la spoliation des terres, que sur le terrain politique à propos de la répression visant les revendications nationalistes. Après le débat qui eut lieu lors du 2^e congrès, des différences d'appréciations persistent au sein des instances dirigeantes de l'IC. Celles-ci prennent progressivement la mesure de la complexité des situations coloniales à l'échelle mondiale marquées par l'émergence de nouveaux mouvements nationaux mais aussi par les ripostes des puissances coloniales dont le renforcement inattendu dès 1925 impose à l'Internationale communiste de trouver des ripostes pour éviter l'isolement. La situation dans le parti communiste russe et les principales sections nationales européennes pèse également mais contradictoirement. Pendant un temps, de 1925 à 1928, les affrontements au sein de la direction du parti russe laissent une certaine autonomie aux initiatives de l'Internationale. Après 1928, le contrôle stalinien renforce la soumission de celle-ci aux préoccupations de la diplomatie soviétique

qui intègre l'action des partis communistes. On a souvent imputé à la stratégie antifasciste de Front populaire l'infléchissement de la politique de l'Internationale communiste en matière coloniale après 1936. En fait il serait plus juste de dire qu'à partir de cette époque les réformes de structures adoptées par le 7^e et dernier congrès de l'Internationale engagent la déconstruction de tout le système mis en place au début des années 1920 : c'est l'Internationale communiste dans son ensemble dont le rôle effectif s'efface. Ainsi l'activité pratique, idéologique et organisationnelle de l'Internationale communiste dans le domaine colonial se déroule sur un peu plus d'une décennie selon des modalités qui sont restées pendant longtemps dans l'ombre. Pour étudier la question on s'en tenait essentiellement aux organismes dirigeants de l'IC et à leurs publications, notamment ses deux revues, *La Correspondance Internationale* et *L'Internationale communiste*. Or une grande partie de l'activité déployée par l'Internationale communiste sur la question coloniale passe, après 1922-24, largement par les organismes transnationaux mis en place directement ou non par elle²². Le modèle de référence est celui du Secours Ouvrier International, né dès septembre 1921, pour organiser la campagne internationale de soutien à la Russie frappée par la famine. L'Internationale syndicale rouge bien que liée organiquement à l'IC est fondée la même année pour concurrencer sur le terrain des revendications ouvrières la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam dont l'implantation était principalement européenne. A la fin de 1922, la création du Secours Rouge International doit concurrencer la Croix-Rouge internationale pour secourir et assister les victimes de la répression de l'impérialisme et du colonialisme, en particulier les emprisonnés et les immigrés. Des sections nationales sont créées les années suivantes et développent notamment une assistance juridique mais organisent également la collecte de fonds et des manifestations répercutées par des journaux et des bulletins. Entre 1925 et 1930, le Comité Exécutif de l'IC favorise la création de larges organisations internationales autour de campagnes de mobilisations humanitaires, par exemple contre le fascisme, la répression dans les Balkans, les interventions étrangères en Chine, mais également contre le colonialisme et le racisme, en s'appuyant souvent sur

²² H. Weiss, ed., *International Communism and Transnational Solidarity: Radical Networks, Mass Movements and Global Politics, 1919–1939*, Leiden, Brill Academic Publishers, 2017.

certaines initiatives nationales. Avant d'y revenir plus avant signalons, la ligue d'action anticoloniale lancée en 1926, la ligue anti-impérialiste fondée en 1927, le comité syndical international des travailleurs noirs créé en 1928.

En somme l'activité de l'Internationale sur la question coloniale et en ce qui concerne particulièrement l'Afrique, passe par plusieurs médiations qu'on peut ici signaler sans les explorer d'une manière détaillée sinon exhaustive. En premier lieu il faut distinguer le niveau international et national des initiatives et des organisations mais en sachant qu'ils sont souvent étroitement imbriqués de même que les différentes organisations auxiliaires même si cela n'apparaît pas au grand jour. Ainsi la place de l'Afrique dans l'activité de l'Internationale communiste ne peut être évaluée qu'après une investigation différenciée et approfondie appuyées sur des recherches dont on ne présentera ici que quelques aspects. On doit également inverser l'interrogation en se demandant ce que le Komintern a représenté pour les Africains. Des recherches en cours sont consacrées à cette question mais elles supposent un travail approfondi de dépouillement des archives à commencer par celles des multiples organisations communistes.²³

Les initiatives transnationales de l'Internationale communiste et la place de l'Afrique

Au début des années 1920, l'Afrique n'occupe qu'une place mineure dans les préoccupations anti-coloniales affichées par l'Internationale communiste. Progressivement la situation change de sorte qu'à la fin de la période elle est particulièrement présente dans diverses initiatives et manifestations.

²³ H. Weiss, « The Road to Moscow: On Archival Sources concerning the International Trade Union Committee of Negro Workers in the Comintern Archive », *History in Africa – A Journal of Method*, vol. 39, p. 361-393.

Au lendemain du 5^e congrès de l'IC, sous l'impulsion de M. Nathan Roy, il est décidé d'installer à Paris un Bureau, sous sa direction, pour coordonner l'action anticoloniale au sein du Département de l'Orient. En dépit des critiques dont le PCF a fait l'objet concernant la situation en Algérie, il s'est doté d'une commission coloniale et se trouve engagé dans une action de solidarité menée par un Comité d'action qui associe le SRI et les syndicats en faveur du soulèvement conduit par Abd El- Krim au Maroc. Surtout, Paris est depuis la fin de la guerre le lieu où se rencontrent et s'organisent de nombreux militants de l'anticolonialisme.²⁴ La création de l'Union intercoloniale (UIC) dès 1921 rassemble différentes communautés qui vont progressivement s'organiser, se distinguer tout en restant au sein d'une organisation qui par ailleurs bénéficie du soutien du PCF. Celui-ci apporte quelques moyens pour la publication d'un journal, le *Paria*, qui dénonce le colonialisme, ses méfaits mais aussi se fait le porte-parole des coloniaux à l'égard desquels les promesses d'égalité pour ceux qui ont combattu dans l'armée française ne sont pas tenues. L'UIC, outre son journal, avait en liaison avec le parti mis en place un système de cours destinés à la formation des militants. Parmi les sous-sections de l'UIC, il y avait en particulier les Vietnamiens, les Nord Africains et les Noirs. La création au printemps 1926, du Comité de défense de la race nègre par Lamine Senghor²⁵ rassemble les activistes noirs, tandis qu'est constituée dans le même temps l'Etoile Nord- Africaine fondée par Hadj Ali et Messali Hadj, tous les deux liés au PCF et à sa commission coloniale.²⁶ Le projet conduit par M. Nathan Roy est abandonné lorsque celui-ci doit quitter précipitamment Paris pour échapper à la police.²⁷ Le projet de coordination coloniale est poursuivi dans le cadre d'une coopération entre M. Nathan Roy revenu à Moscou et Willy Münzenberg qui, depuis Berlin, dirige le SOI, principal support de campagnes internationales en particulier pour soutenir la révolution chinoise. La création début 1926 d'une Ligue contre la

²⁴M. Goebel, *Paris, capitale du tiers monde : comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, Paris, La Découverte, 2017.

²⁵ Sur Lamine Senghor voir par exemple : D. Murphy, « Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927) », *Cahiers d'histoire*, n°56, 2015, p. 55-72.

²⁶ C. R. Ageron, « La naissance de l'Étoile nord-africaine » in *L'Étoile nord-africaine et le mouvement national algérien*, actes du colloque, février-mars 1987, Paris, Publications du Centre culturel algérien, 1988 ; Alain Ruscio, *Les Communistes et l'Algérie, des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019.

²⁷ RGASPI 495 64 43.

domination coloniale s'inscrit dans un moment où la direction de l'Internationale communiste cherche à rassembler contre l'impérialisme britannique mais aussi à combattre l'influence de l'Internationale socialiste reconstituée. Il s'agit tout à la fois de passer des alliances larges avec des mouvements nationalistes en faisant valoir la nécessité de la révolution sociale tout en affirmant la dimension humaniste et non partisane de l'initiative. Le congrès dont la préparation laborieuse a duré plus d'un an et qui se tient à Bruxelles du 10 au 14 février 1927 après diverses tractations et compromis avec les autorités social-démocrates belges, contre toute attente, se révèle être un succès et donne une visibilité nouvelle aux mouvements anticoloniaux d'Afrique. C'est un succès dans la mesure où ce congrès contre l'impérialisme et le colonialisme donne naissance à une Ligue contre l'impérialisme qui accorde une part essentielle à l'action anticolonialiste et offre une place limitée mais effective aux Africains. Parmi les 174 délégués, 10 viennent d'Afrique, d'Afrique du Sud, d'Afrique du Nord et d'Égypte tandis que quatre sont mentionnés comme étant issus des colonies françaises.²⁸ Lamine Senghor comme Messali Hadj interviennent et sont invités à faire partie respectivement du Comité exécutif et du Conseil général ce qui participe d'une reconnaissance importante pour ces mouvements récemment créés qui acquièrent une visibilité inattendue. Les thématiques de la liberté nationale et de l'égalité sociale leur permettent également de faire avancer l'idée nouvelle de l'indépendance nationale associée aux luttes sociales contre l'oppression économique et politique du colonialisme. Enfin ils se trouvent associés, dans le cadre de ce congrès, à des mouvements nationalistes dont le programme modéré apporte en retour une légitimité jusqu'alors refusée à ces revendications jugées subversives par les puissances coloniales. Le retentissement du discours de Lamine Senghor est réel au sein du congrès dont la plupart des participants découvrent que cet intervenant de la cause noire et de la lutte contre l'oppression coloniale est un Africain du Sénégal et non un Afro-américain.

²⁸ F. Petersson, *op.cit.* p.137

Nous savons et nous constatons que lorsqu'on a besoin de nous, pour nous faire tuer ou pour nous faire travailler, nous sommes des Français, mais quand il s'agit de nous donner les droits nous ne sommes plus des Français, nous sommes des Nègres. Le Congrès réuni ici a, je crois, réalisé le vœu de beaucoup qui comme nous, désireraient se donner tout entier au travail de la libération universelle. Parce que justement ce sont ceux qui suivent l'idéal révolutionnaire et ceux qui suivent un idéal humanitaire qui se sont réunis ici et se sacrifient de toutes leurs forces pour supprimer cette intense oppression impérialiste sur le monde entier. L'oppression impérialiste que nous appelons colonisation chez nous et que vous appelez impérialisme ici, c'est la même chose, camarades, tout ceci n'est que du capitalisme, c'est lui qui enfante l'impérialisme chez les peuples métropolitains. Par conséquent ceux qui souffrent de l'oppression coloniale là-bas, doivent se donner la main, se serrer les coudes avec ceux qui souffrent des méfaits de l'impérialisme métropolitain. Porter les mêmes armes et détruire le mal universel qui n'est que l'impérialisme mondial. Camarades, il faut le détruire et le remplacer par l'union des peuples libres. Plus d'esclavage.²⁹

Quant au message de l'Etoile Nord- Africaine, porté par Messali Hadj, il affirme, au de-là de l'indépendance, la capacité du mouvement national à prendre en mains les destinées de son pays en se référant à l'exemple donné par la lutte menée au Maroc par le peuple du Rif. « C'est pourquoi, Messieurs, nous affirmons devant le monde entier que nous sommes aptes à diriger les destinées de notre pays et assurer sa vie politique et économique. »³⁰

Pour l'Internationale communiste le congrès de Bruxelles, par la participation des délégués et son audience, fut une réussite après des années où les initiatives n'avaient pas été à la hauteur des projets et des intentions proclamées depuis le congrès de Bakou. L'événement avait revêtu une véritable dimension mondiale et réellement intercontinentale avec non seulement la présence de participants Sud- américains mais aussi Africains, avec en plus le parrainage de personnalités de notoriété mondiale comme Gandhi ou Einstein. Il s'agissait avec la création et l'organisation de la Ligue anti- impérialiste, à la demande de tous les participants, de poursuivre ce qui venait d'être engagé et gravé dans un manifeste appelant à la création de sections nationales pour diffuser la

²⁹ RGASPI 542 1 69, documents sur le 1^{er} congrès de la ligue anti- impérialiste

³⁰ RGASPI 542 /1/ 73.

démarche de la ligue dont la direction était ouverte largement à des non communistes, syndicalistes ou nationalistes. Cette perspective à laquelle Münzenberg avait travaillé avec l'accord du Comité Exécutif de l'Internationale communiste se trouve rapidement entravée par les changements politiques qui surviennent alors au sein de sa direction. C'est la conception même de la Ligue qui est atteinte par la nouvelle orientation dite « classe contre classe ». Bien qu'elle ait été élaborée pour les partis communistes d'Europe, en particulier de France et de Grande-Bretagne, dès l'automne 1927, elle est étendue en 1928 à toute l'Internationale lors du 6^e congrès. Elle met en cause la politique d'alliance développée depuis 1925 dans le champ de l'activité anticolonialiste puisqu'elle désigne les organisations dites réformistes, syndicales ou nationalistes, comme des obstacles à la réalisation des objectifs révolutionnaires aussi bien dans le domaine social que national. La rupture avec nombre d'organisations et acteurs du congrès de Bruxelles s'amorce assez vite même s'il faut attendre le 2^e congrès de Ligue qui se tient à Francfort en juillet 1929 pour en mesurer les effets. L'ordre du jour préparé par Münzenberg a été modifié après de vives critiques, le déroulement des travaux y prend un cours très différent du premier congrès puisque y dominent les appels à la lutte revendicative, et surtout la dénonciation conjointe de l'impérialisme et de la trahison réformiste.³¹ La politique du Guomintang en Chine vient justifier la rupture des liens avec le parti du congrès en Inde ou les partis nationalistes musulmans au Proche-Orient. Les répercussions de cette politique en Afrique n'ont pas la même ampleur, si l'on excepte l'Afrique du Sud et l'Égypte où dans des situations différentes s'étaient nouées des alliances qui avaient trouvé leur traduction en 1927. Dans ces deux pays, dans des contextes cependant différents, les communistes sont appelés au terme d'interventions souvent mouvementées à rompre avec la politique précédente. Cela se traduit par la mise à l'écart et souvent l'exclusion des dirigeants de ses partis qui acceptent difficilement le tournant. En revanche la question noire et en particulier l'action anticoloniale montent au premier plan des préoccupations désormais affichées par l'IC.

³¹ RGASPI 542 1 79 préparation du 2^e congrès, 20 juillet 1929

Au sein de la politique de l'Internationale communiste la question noire occupe une place importante qui croise seulement en partie la place accordée à l'Afrique. De fait elle est plus large dans la mesure où, très tôt, l'Internationale communiste intervient sur ce point dans le cadre de sa dénonciation de l'impérialisme et de sa domination qui n'est pas qu'économique mais sociale, culturelle en s'appuyant sur l'empreinte de l'esclavage. La dénonciation du racisme exercé contre les Noirs concerne en particulier les colonies européennes de peuplement partout dans le monde. Les premiers documents adoptés par l'Internationale insistent sur la lutte internationale des Noirs en mettant en avant un combat dans lequel l'Amérique est le « centre de la culture nègre et centre de cristallisation de la protestation des nègres » tandis que l'Afrique est « le réservoir de main d'œuvre pour le développement du capitalisme ».³² Dès cette époque la perspective d'un congrès international est envisagée tandis qu'un premier bureau est créé à cet effet. En réalité l'activité de l'Internationale durant toute la période est orientée essentiellement vers les Américains, c'est dans ce cadre qu'elle soutient en 1925 le congrès de Chicago organisée par l'American Negro Labour Congress. Durant l'année 1928, la direction de l'Internationale met l'accent sur l'organisation du travail en direction des Noirs en continuant d'y associer à un rang élevé les Afro-américains ou Caribéens comme John Ford, Georges Padmore³³, Otto Huiswoud qui sont portés successivement jusqu'en 1935 à la direction de nouveaux organismes de coordination. Que ce soit au printemps 1928 lorsque l'Internationale Syndicale Rouge à l'occasion de son 4^e congrès crée une commission internationale des travailleurs noirs ou lorsque l'Internationale communiste, quelques mois après lorsque le comité exécutif de l'IC crée à son tour un bureau permanent sur la question nègre auprès du secrétariat d'Orient.³⁴ En juillet 1930, à Hambourg, la tenue d'un congrès des travailleurs noirs, met en avant l'ISR mais le rôle politique de l'Internationale est essentiel. Lozovsky, le

³² Thèses sur la question nègre, 4^e congrès de l'IC.

³³ Sur Padmore voir : L. James, *George Padmore and Decolonization from Below: Pan-Africanism, the Cold War, and the End of Empire*, New York, Palgrave Macmillan, 2015.

³⁴ RGASPI 495 18 809, 6 février 1930. Voir aussi : H. Adi, « The Communist Movement in West Africa », *Science and Society*, vol 61, n°1, 1997, p. 94-99 et H. Weiss, *Framing a Radical African Atlantic. African American Agency, West African Intellectuals and the International Trade Union Committee of Negro Workers*, Leiden, Brill, 2014.

secrétaire de l'ISR insiste sur la nécessité, alors que la crise économique mondiale se développe d'organiser l'action internationale dans les colonies africaines des puissances européennes. En termes logistiques, le dispositif pour être opérationnel s'appuie sur le syndicat des marins qui ont en charge la diffusion de l'information, en particulier le *Negro Worker*, journal de l'ISR. A Moscou, le secrétariat d'Orient met au point un plan « concernant l'envoi d'instructeurs dans les colonies nègres et l'organisation d'un cours pour ces instructeurs ». Cette organisation s'appuie sur une analyse de la situation dans les différents territoires africains mais aussi des Indes occidentales (Caraïbes, Antilles...) en distinguant les zones sous domination française et anglaise. Selon les cas il s'agit d'envoyer des instructeurs porteurs de la ligne de l'IC notamment pour « redresser » la ligne du parti, c'est notamment le cas en Afrique du Sud. Depuis 1928, la direction du parti accusée de « chauvinisme blanc » a été mise à l'écart tandis que le mot d'ordre de république indigène indépendante a été mis au centre de la stratégie visant à gagner en influence auprès des travailleurs noirs en les mobilisant en particulier sur la restitution des terres dont ils ont été spoliés. Dans les colonies anglaises de l'Ouest africain, les instructeurs envoyés doivent s'appuyer sur quelques relais locaux, plus souvent des individus isolés que des organisations si ce n'est en Gambie où existe un syndicat indigène. Dans les colonies françaises, il est précisé qu'« il y existe plusieurs petits syndicats. La ligue de défense de la race africaine (sic !) ayant son siège à Paris a une certaine influence dans ces régions ; cette Ligue est sous notre influence »³⁵. On sait par ailleurs que son responsable était Tiémoko Garan Kouyaté³⁶ qui avait succédé à Lamine Senghor après la mort de celui-ci à la fin de 1927 et qui se trouve à Moscou en cette année comme bon nombre d'autres Africains invités à suivre les cours des écoles de l'Internationale.³⁷ Cela correspond d'ailleurs à une politique systématique de formation de cadres africains qui suivent les enseignements de l'Ecole Léniniste Internationale mais aussi de l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV) où les programmes généraux sont complétés par des cours appuyés sur des études

³⁵ Voir H ; Weiss, *op. cit.*

³⁶ Sur Tiémoko Garan Kouyaté voir : <https://maitron.fr/spip.php?article173285>, notice KOUYATE Tiemoko Garan par Solofo Randrianja et Alexis Roy, version mise en ligne le 26 mai 2015, dernière modification le 15 janvier 2019.

³⁷ Rapport de Kouyaté sur la LDRN, 27 septembre 1930, RGASPI 495 155 81

spécifiques consacrées à l'évolution de l'économie et de la société des pays africains³⁸. On pense en particulier au travail réalisé conjointement par le secrétaire du parti communiste sud-africain, A.T. Nzula venu en URSS après le congrès de Hambourg et qui participe à l'élaboration d'un ouvrage sur le travail forcé en Afrique, publié en 1933, avec deux chercheurs russes spécialisés dans l'économie coloniale des pays africains.³⁹ Parmi les quelques dizaines d'étudiant venus entre 1925 et 1935 les profils étaient assez divers mais chacun avait un parcours biographique qui pouvait être intéressant du point de vue des cadres de l'Internationale communiste, soit qu'ils aient eu une expérience syndicale ou militante de terrain soit qu'ils aient eu déjà une scolarisation poussée. Toujours est-il que certains surent, au sein de ces écoles, se faire entendre et insister pour que la direction de l'Internationale garde une activité forte sur les questions coloniales au moment où, en 1933, la menace fasciste grandissait en Europe.⁴⁰ Jomo Kenyatta fut un de ceux qui suivirent cet enseignement et qui tout en refusant ultérieurement de mentionner cette expérience sut en tirer profit dans sa manière de mener la lutte pour l'indépendance au Kenya. La stratégie classe contre classe de l'Internationale communiste dans la période 1928-1934 eut des effets contradictoires sinon paradoxaux. Globalement, dans toutes les zones coloniales où existaient des partis communistes, ceux-ci furent fortement affectés par une ligne dont le sectarisme et l'intransigeance au nom de l'identité révolutionnaire les conduisait souvent à l'isolement et à la perte d'influence. La dénonciation du réformisme mais aussi des mouvements nationalistes modérés comme des adversaires au même titre que l'impérialisme a sans doute contribué à forger quelques militants particulièrement fidèles mais dans l'ensemble des organisations s'étiolèrent : c'est le cas aux extrémités Sud et Nord du continent africain. En revanche l'activité de l'Internationale communiste et de ses différentes organisations auxiliaires contribue dans des zones où le mouvement

³⁸ W. McClellan, « Africans and Black Americans in the Comintern Schools, 1925-1934 », *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 26, n°2, 1993, p.371-390.

³⁹ A.T. Nzula, I.I. Potekhin and A.Z. Zuzmanovitch, *Forced Labour in Colonial Africa*, ed.and Introd. by Robin Cohen, London, Zed Press, 1979 ; Voir également Jean Copans , « Un spectre hante l'Afrique, le spectre du communisme d'Albert T.Nzula », *Cahiers d'étude africaines*, n°226, 2017, p. p.433-444.

⁴⁰ RGASPI 532 441. Conversation de Manouilski avec les élèves de la 9^e section de l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV). Voir McClellan, *op. cit.*, qui en propose une analyse.

communiste comme les organisations nationalistes étaient faibles à diffuser les idées de la justice sociale, de l'émancipation face à l'oppression coloniale. En fait sans le dire explicitement dans le droit fil du congrès de Bruxelles. Au moment où la ligue anti impérialiste connaît de nombreuses difficultés du fait des critiques internes dont elle est l'objet en 1931 et 1932 puis lorsqu'elle doit quitter Berlin pour Paris puis Londres en 1933 et 1934, certaines sections nationales continuent leur activité. En ce qui concerne le bureau noir du département de l'Orient, il continue de soutenir et d'alimenter des projets dont sont porteurs des instructeurs qui souvent doublent les PC et leurs sections coloniales tournée principalement vers les immigrés coloniaux dans les métropoles. Entre 1932 et 1933 on voit ainsi s'élaborer des projets politiques qui concernent les pays de l'Afrique subsaharienne, le Congo en 1932⁴¹ et le Sénégal en 1933.⁴² Ce dernier document daté de décembre 1933 à la fin du 13^e Plenum du Comité exécutif de l'Internationale communiste insiste sans ambiguïté sur la nécessité d'organiser la lutte contre l'oppression coloniale jusqu'au bout, c'est-à-dire l'indépendance du Sénégal, son lexique comme celui du document concernant le Congo est celui qui s'est construit depuis 1925 dans la lutte anticoloniale et donc de ce point de vue ces deux textes attestent d'une continuité qui n'est rompue qu'à la fin de 1935 quand vont converger événement intérieur et nouveau contexte international. Il s'agit des réformes de structures de l'Internationale décidées lors de son 7^e et dernier congrès. Elles vont de fait défaire le dispositif qui avait été mis en place depuis le début des années 1920. Lorsqu'un spécialiste des affaires africaines, Zuzmanovitch, fait le bilan de l'activité en direction du continent et propose sous réserve de quelques réorganisations de poursuivre le travail engagé. Le rapport de Zuzmanovitch est un justificatif qui atteste cependant d'une continuité de l'activité de l'Internationale vers l'Afrique. Ce document comprend trois parties : une première détaille les modalités des activités et interventions de l'Internationale, une deuxième évoque l'influence communiste par zone géographique en quantifiant les effectifs organisés politiques, syndicaux tandis que la 3^e partie propose un schéma d'organisation impliquant une coordination centrale. En quelque sorte

⁴¹ Fonds du secrétariat du CEIC, RGASPI 495/20/330, texte signé du secrétariat d'Orient, 5 06 1932.

⁴² Fonds du secrétariat du CEIC, RGASPI 495 20 132, solidarité avec les peuples du Sénégal et du Soudan.

l'inflexion de l'IC vers l'Afrique, affirmée à la fin des années 1920 au sein de la question noire se trouve confirmée. Il ressort de ce bilan synthétique mais détaillé que les résultats obtenus sont inégaux, limités mais réels. A l'issue du 7^e congrès de l'Internationale les départements géographiques comme les secteurs transversaux sont supprimés au nom des responsabilités accrues conférées aux partis communistes. En revanche sont mis en place des secrétariats personnalisés ayant en charge ces fonctions. C'est notamment le cas d'André Marty nouveau secrétaire qui a notamment la responsabilité du monde anglo-saxon. C'est à sa qualité qu'il formule d'une manière dénuée d'ambiguïté la position de la direction de l'Internationale communiste. Il refuse de maintenir une coordination centralisée et préconise de répartir les différentes activités vers l'Afrique entre lui-même pour les colonies anglaises, Manouïlski pour les colonies françaises, belges et portugaises, Ercoli pour celles de la Hollande, tandis que les organisations nationales et les journaux passent sous le contrôle des partis concernés. D'autres dispositions déléguaient enfin aux communistes de l'ISR la charge de suivre le comité syndical nègre international et à un nouveau secteur de la propagande celle de la ligue anti-impérialiste.

C'est dans ce contexte qu'André Marty, nouveau secrétaire de l'Internationale vient annoncer que ce projet doit être abandonné et en particulier la coordination préconisée.⁴³

En somme la réorganisation de l'IC met un terme aux modalités mises en place depuis 1920 par l'IC pour intervenir dans le domaine colonial, mais cette disparition, particulièrement frappante, annonce de manière emblématique la fin de ses diverses ambitions transnationales justifiées en 1936 par la priorité exclusive accordée à la seule mobilisation antifasciste.

⁴³ Lettres au secrétariat de l'IC, 17 octobre 1935, RGASPI, 495 155 102.

Au plan international, la mobilisation à l'occasion de guerre d'Ethiopie est la dernière action transnationale de l'Internationale communiste encore sur le terrain de l'anticolonialisme même s'il est combiné avec les préoccupations diplomatiques de l'antifascisme. De nombreuses et anciennes recherches existent sur l'impact de cet événement en particulier sur les Internationales ouvrières. Les contacts engagés dans l'été 1935 débouchent sur des rencontres qui n'aboutissent pas alors même que l'offensive italienne se développe dès octobre. L'Internationale communiste lance un appel à l'action commune en direction de l'Internationale ouvrière socialiste. Les discussions s'enlisent d'autant plus que dans le jeu diplomatique international la question éthiopienne n'occupe pas une place centrale y compris pour l'URSS après l'occupation de la Rhénanie par les troupes allemandes. Les actions menées dans le sens de l'anticolonialisme qui devaient culminer dans la tenue d'un grand congrès des peuples noirs et arabes contre le colonialisme et le fascisme tournent court en mai 1936 au moment où la victoire électorale du Front populaire est contemporaine de la victoire militaire du fascisme italien en Afrique⁴⁴.

⁴⁴ La conférence internationale des noirs et des arabes, Rgaspi 495 20 830. Comité international pour la défense du peuple éthiopien et de la paix. Déclaration du 11 mai publiée dans la *Correspondance Internationale* du 30 mai 1936. L'ensemble de la conférence avait été préparée et conduite par Adami (Roberto Romano), du PCI.

Émergence et structuration d'un mouvement communiste en situation coloniale, le cas de l'Algérie, 1920-1925.

Éloïse Dreuré

L'étude de l'émergence du communisme en Algérie révèle les tensions et les résistances rencontrées par le Parti communiste dès lors qu'il est question d'appliquer la ligne de l'Internationale communiste (IC) dans la colonie. Il se heurte ainsi à des difficultés inhérentes au territoire colonisé, et se voit contraint de s'adapter à la société coloniale, de contourner, d'affronter les difficultés qui lui sont propres, pour finalement y créer des espaces de rencontres et de mobilisation entre colonisateurs et colonisés. L'action des communistes provoque ce que Allison Drew définit comme un élargissement de l'espace politique en Algérie⁴⁵, il s'agit alors d'en comprendre le processus.

Nous allons évoquer la façon dont le mouvement communiste se déploie en Algérie coloniale, et cela dans un jeu d'échelles constant entre la direction de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) à Paris, l'IC à Moscou, et les communistes de la colonie.

Pour cela, nous nous appuyerons sur les archives de l'IC, en particulier le sous-fonds 517-1 qui concerne la France. Ce fonds, conservé au RGASPI à Moscou, a été numérisé et valorisé récemment par la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon et est désormais en ligne sur le portail PANDOR⁴⁶. Les documents qu'il contient témoignent des échanges réguliers entre les communistes d'Algérie, la direction de la SFIC et celle de l'IC. Les rapports d'émissaires, les écrits de militants nous permettent d'observer au plus près ce que fut l'expérience communiste en milieu colonial.

Aux archives nationales à Pierrefitte-sur-seine, nous avons consulté les documents contenus dans le Fonds de Moscou et le Fonds F7 qui témoignent de la surveillance et de la répression auxquelles les communistes d'Algérie se sont trouvés confrontés au fur et à mesure que leur activité s'étendait.

⁴⁵ A. Drew, *We are no longer in France, Communists in colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press, 2014.

⁴⁶ <https://pandor.u-bourgogne.fr/pages/paprika2f.html>

Le phénomène communiste en Algérie ne peut être compris si l'on ne conçoit pas ce qu'était alors la société coloniale algérienne. Le mouvement communiste s'incarne dans des militants qui évoluent dans cette société et en adopte plus moins les usages et les croyances. Bien que la colonie soit organisée administrativement sur le modèle métropolitain et composée de trois départements français, l'existence y est différente d'en métropole. La colonisation a composé une société nouvelle, organisée entre colonisés et colonisateurs⁴⁷. L'enjeu pour l'administration coloniale est alors de renforcer et d'institutionnaliser la domination de la population française sur les trois millions de colonisés. Elle a inventé le statut d'« indigène », sujet de nationalité française qui ne dispose pas des droits du citoyen et qui est soumis au code de l'Indigénat⁴⁸. Celui-ci dresse une liste d'infractions pouvant être sanctionnées sans procès par des amendes et des jours de prison, décidés arbitrairement par le Gouverneur général⁴⁹.

Les études sur l'Algérie coloniale qui ont longtemps essentiellement porté sur la période de la Guerre d'indépendance ont surtout décrit la colonie d'abord comme un lieu d'affrontements bilatéraux entre coloniaux et colonisés. Une analyse récente du phénomène de colonisation par certains historiens et historiennes permet de nuancer cette vision et de discerner, au sein de la société coloniale algérienne, non seulement des espaces de rencontres, mais également l'existence de groupes intermédiaires mouvants⁵⁰, que l'étude du communisme algérien permet aussi de révéler.

Il est certain néanmoins que l'entreprise de colonisation est fondée sur une inégalité entre les habitants de la colonie. Les autorités et les colons ont des intérêts communs et s'opposent à la

⁴⁷ Nous avons fait le choix pour cet article d'utiliser les mots de l'époque, bien qu'ils puissent nous heurter aujourd'hui. Dans les années 1920 et les années 1930, les colonisés sont désignés comme des « indigènes » ou des « musulmans » alors que, paradoxalement, ce sont les colons, appelés aussi « Français » et « Européens » qui se désignent eux-mêmes comme « Algériens ». Les communistes, eux-mêmes, dans les archives, utilisent régulièrement le mot « indigène ».

⁴⁸ L. Blévis, « L'invention de l'« indigène », « Français non-citoyen », Bouchène, Peyroulou, Tengour, in Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, Paris, La Découverte, 2012, p. 212-218.

⁴⁹ S. Thénault, « Le code de l'Indigénat » in Bouchène, Peyroulou, Tengour, Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie, op. cit.*, p. 200-206.

⁵⁰ E. Blanchard, S. Thénault, « Quel monde du contact, pour une histoire sociale de l'Algérie pendant la période coloniale », *Le Mouvement social*, n°236, 2011, p. 3-7.

société locale des colonisés⁵¹, de part et d'autre de ce que René Gallissot nomme la « barrière coloniale ». La classe ouvrière, elle-même, intègre les idées de la classe dominante au sujet de la colonisation. La division de la société repose alors davantage sur cette « barrière coloniale » que sur une division de classe, bien que celle-ci ne disparaisse pas pour autant⁵².

Il n'existe pas, par ailleurs, de véritable remise en cause de l'appartenance de l'Algérie à la République française, que ce soit dans l'ensemble de la population de métropole qui se soucie finalement assez peu de politique coloniale, ou même chez les militants dit « de gauche ». Les militants socialistes de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), eux-mêmes, ont été éduqués à l'école de la République et l'idée de souveraineté de l'Algérie n'entre pas dans leurs schémas de pensée.

Cela est d'autant plus vrai chez les socialistes qui vivent en terre algérienne. En 1907, la SFIO a unifié tous les courants socialistes qui existaient dans la colonie et devient, après la première guerre mondiale, une force politique conséquente⁵³. Sans remettre fondamentalement en cause l'ordre colonial, les socialistes revendiquent alors des droits politiques pour les colonisés, des réformes qui visent à une amélioration de leurs conditions d'existence, une égalité entre les habitants de la colonie, politique et juridique.

Les militants qui rejoignent la 3^e internationale sont majoritairement issus de la SFIO et en conservent la grille de lecture. Il est vrai alors que dans ce contexte, l'adhésion des socialistes algériens à la 3^e internationale peut surprendre. En effet, au cours de l'été 1920, l'IC présente les 21 conditions d'adhésion auxquelles doivent répondre les sections nationales et la 8^e divise les fédérations socialistes. Elle affirme que :

Tout parti appartenant à la 3^e internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de ses impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole.

⁵¹ S. Thénault, « 1881-1918, l'apogée de l'Algérie française et les débuts de l'Algérie algérienne » in Bouchène, Peyroulou, Tengour, Thénault (dir.), *Histoire de l'Algérie Histoire de l'Algérie*, op. cit., p. 159-184.

⁵² R. Gallissot, *La République française et les indigènes, Algérie colonisée, Algérie algérienne (1870-1962)*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'atelier, 2006, p. 27.

⁵³ C. Marynowar, *L'Algérie à gauche*, Paris, Puf, 2018, p. 29.

Alors que la révolution mondiale apparaît encore comme un horizon possible, l'IC attend, par conséquent, une discipline parfaite de la part de ses sections nationales. Or les militants de la colonie, tout comme beaucoup de militants socialistes français, pensent admissible de rejoindre le « Parti mondial de la révolution »⁵⁴ tout en gardant des réserves sur certaines de ces 21 conditions. Les socialistes d'Algérie, sur ce malentendu, adhèrent de façon massive à la 3^e internationale. En 1920, un mouvement communiste apparaît ainsi en Algérie. Composante de la SFIC, il est organisé en trois fédérations départementales, celles d'Alger, de Constantine et d'Oran. Il compte alors un millier de militants, tous européens⁵⁵. Cette adhésion ne constitue alors que la première étape de la construction d'un parti communiste orthodoxe dans la colonie. À partir de ce moment, le mouvement communiste algérien va évoluer, se structurer dans une tension constante entre l'IC, la direction de la SFIC et les militants de la colonie. Les anciens dirigeants de la SFIO prennent naturellement la tête du mouvement communiste algérien. Il s'agit alors majoritairement d'intellectuels locaux, de fonctionnaires comme André Julien ou Maxime Guillon qui fut, avant cela, le fondateur de la première section SFIO de la colonie. Plusieurs épisodes témoignent alors de l'incompréhension des communistes algériens face à la politique que l'IC les presse d'adopter en matière coloniale. Au printemps 1921, André Julien mène une enquête d'opinion confidentielle auprès des fédérations algériennes sur ce qu'il nomme « la question indigène »⁵⁶. En résulte une thèse selon laquelle les communistes se doivent de combattre les tendances nationalistes pouvant naître chez les « indigènes » et de soutenir l'idée d'« assimilation » pour les « musulmans », l'égalité des droits entre coloniaux et colonisés, c'est-à-dire, les idées des socialistes d'avant la scission.

⁵⁴ S. Wolikow, *L'Internationale communiste (1919-1943), le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'atelier, 2010.

⁵⁵ J. Choukroun, « L'Internationale communiste, le PC et l'Algérie (1920-1925) : éléments pour une étude de la question coloniale », *Cahiers d'histoire de l'institut Maurice Thorez*, 25-26, 1978, p. 133-152.

⁵⁶ E. Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1976, p. 13.

Au même moment, à Sidi-Bel-Abbès, où se trouve une des sections communistes les plus importantes de la colonie, les militants adoptent une motion rédigée par Maxime Guillon. Celle-ci affirme que « la libération du prolétariat indigène de l’Afrique du Nord ne sera le fruit que de la révolution métropolitaine » et que les « indigènes » « n’ont pas atteint un stade d’évolution intellectuelle suffisant pour former un État autonome »⁵⁷.

Des rapports ultérieurs, présents dans les archives de l’IC évoquent également cette période et rappellent la position ambivalente qui était alors celles des communistes d’Algérie. En 1924, Pierre Biboulet, alors secrétaire de la fédération d’Alger, rapporte que l’adhésion à la 3^e internationale n’a pas changé « comme d’un coup de baguette magique » les pratiques des militants qui ont longtemps été habités par un « préjugé de race »⁵⁸.

Pourtant, l’IC n’a de cesse de réaffirmer que la perte des colonies affaiblirait assez les États capitalistes pour précipiter leur chute et que les prolétaires « indigènes » représentent une force conséquente qui se doit de prendre part aux combats révolutionnaires⁵⁹. Malgré cela, elle ne s’intéresse concrètement que très peu à l’Afrique du Nord. Elle préfère alors déléguer cette question à la direction de la SFIC qui met en place, en juin 1921, une Section coloniale chargée d’organiser l’action dans les colonies⁶⁰.

En septembre 1922, le congrès interfédéral d’Afrique du Nord, qui regroupe essentiellement des Algériens, adopte à son tour une motion qui reprend presque mots pour mots celle de Sidi-Bel-Abbès. Ce texte paraît dans le *Bulletin communiste* et connaît ainsi un certain retentissement. Tout en dénonçant les mouvements nationalistes, il affirme surtout que seuls les communistes vivants en Algérie sont aptes à comprendre les particularités de ce territoire et qu’il leur revient par conséquent de décider de l’action à y mener. En outre, Maxime Guillon devient secrétaire interfédéral de l’Algérie.

⁵⁷ R. Gallissot, *La République, op. cit.*, p. 71.

⁵⁸ RGASPI, 517-1, 287, feuillets 9-18, rapport de Biboulet sur la situation en Algérie, 19 octobre 1925.

⁵⁹ RGASPI, 517-1, 185, feuillet 77, rapport présenté au III^e congrès mondial de l’Internationale syndicale rouge sur la question indigène, juillet 1924.

⁶⁰ A. Ruscio, *Les communistes et L’Algérie, des origines à la guerre d’indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019, p. 35.

Ne pouvant alors plus ignorer les positions ambiguës des communistes algériens, l'IC réagit lors de son IV^e congrès en décembre 1922, au cours duquel elle se penche sur la question française. Elle dénonce alors la « mentalité esclavagiste des communistes algériens »⁶¹ et afin de limiter leur autonomie et de redresser la situation, un membre de la Section coloniale est désormais délégué en permanence dans la colonie⁶². L'effet est immédiat. En janvier 1923, un nouveau congrès interfédéral se réunit en Algérie et adopte un texte qui encourage le recrutement des « indigènes » et la lutte contre les préjugés coloniaux au sein des sections de la colonie. Maxime Guillon, suivie par un certain nombre de militants, choisit alors de quitter la SFIC pour s'en retourner à la SFIO.

Le regard que l'on porte sur ces événements ne doit néanmoins pas négliger l'existence d'un certain effet de sources. En effet, il a volontairement été fait une promotion par les cadres algériens, de la motion de Sidi-Bel-Abbès et de la résolution du congrès interfédéral afin d'affirmer leur position. Sont ainsi laissés dans l'ombre des groupes communistes, certes minoritaires, mais qui, à la même époque, n'hésitent pas à employer les termes de « libération nationale »⁶³. Ils appartiennent essentiellement à la Jeunesse communiste (JC) ou à la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) et se voient également écartés de l'enquête d'André Julien qui a été menée essentiellement auprès de ses proches.

En 1924, les derniers adhérents qui avaient conservé l'illusion coloniale désertent le parti. Les effectifs sont ainsi à la baisse, et la région communiste d'Algérie ne compte plus que 600 à 700 membres contre près de 1500 en 1920. Suite à ces vagues de démissions, une nouvelle direction émerge et impulse progressivement un tournant anticolonialiste au sein du mouvement communiste algérien.

Ces nouveaux cadres sont alors connus surtout pour leur action dans le milieu syndical.

⁶¹ *Ibid.*, p.61.

⁶² RGASPI, 517-1, 100, feuillet 24, projet d'organisation de la section coloniale du PCF, 21 décembre 1922.

⁶³ A. Ruscio, *Les communistes, op. cit.*, p.86.

Parallèlement, en métropole, la Section coloniale, connaît pour sa part une activité plus régulière. Des émissaires sont toujours envoyés régulièrement en Algérie, de même qu'un matériel de propagande adapté, sous forme de tracts dont certains sont traduits en langue arabe.

Ainsi s'organise la propagande et le recrutement parmi la population ouvrière « indigène ».

À Alger, en mars 1925, a lieu le congrès d'unification des trois fédérations communistes au sein d'une même région algérienne. Sous l'impulsion de Pierre Biboulet, le Parti présente alors un programme de réformes agraires qui demande la restitution des terres aux fellahs. La dépossession foncière fut en effet une des conséquences majeures de la décolonisation et les Européens disposent alors des meilleures terres au sein d'un système agricole dans lequel les colonisés ne trouvent leur place que comme une main-d'œuvre bon marché. La population « indigène » agricole est la plus nombreuse parmi les colonisés mais également la plus difficile à atteindre. En faisant la promotion d'un programme qui concrétise les revendications immédiates de cette population tout en les liant avec la question nationale, les communistes espèrent ainsi la mobiliser. L'adhésion progressive d'un certain nombre de colonisés modifie quelque peu la sociologie du Parti et son rapport à la société coloniale. Ses effectifs augmentent également. En 1925, selon un rapport de la SFIC sur l'état de son organisation en Algérie, on compte alors dans la colonie, 1540 adhérents dont 1230 européens et 310 « indigènes »⁶⁴. La composition sociale a également évolué. Les cheminots et les ouvriers sont alors majoritaires et les fonctionnaires sont désormais en minorité.

Si l'on peut y voir un effet de la Bolchevisation, cette évolution est également liée aux processus propres à l'Algérie coloniale.

Au cours de l'année 1925, le parti communiste en Algérie prend ainsi un nouvel élan, et cela d'autant plus qu'il doit faire face à l'épreuve de la guerre du Rif.

Depuis 1921, dans le Rif, région du nord du Maroc, une guerre coloniale oppose les troupes espagnoles aux Riffains menés par Abd-El-Krim. En avril 1925, les Riffains pénètrent sur le territoire français du Maroc et la France entre alors dans le combat pour défendre son territoire

⁶⁴ RGASPI, sous-fonds 517-1, feuillet 19, rapport sur la situation politique en Algérie, 19 octobre 1925.

colonial. En réaction à ces opérations militaires, dès l'automne 1924, la question coloniale se développe en métropole. La SFIC y mène une campagne de dénonciation de cette guerre mais également de la présence coloniale en Afrique du Nord. En Algérie, les communistes appellent à la fraternisation des militaires avec les Riffains. Les syndicalistes et la Jeunesse communiste mènent une campagne particulièrement active. Par conséquent, ils doivent alors faire face à la répression active menée par les autorités.

Très tôt, celles-ci se sont inquiétées de la révolte menée par les Riffains. Cette lutte, géographiquement proche, semble menacer directement le territoire algérien. Les colons sont inquiets et la presse réactionnaire entretient ces craintes en publiant des articles qui propagent le sentiment que les communistes sont alors sur le point d'accéder au pouvoir. La rupture entre les communistes et toute une partie de la population européenne dont ils sont pourtant majoritairement issus est consommée. La répression à l'encontre des militants algériens est dirigée par Maurice Viollette, alors Gouverneur général de l'Algérie. De nombreuses perquisitions sont menées chez les militants et donnent lieu à plusieurs arrestations⁶⁵.

En juillet 1925, cinq émissaires venus de Paris et mandatés par le Comité d'action contre la guerre du Rif sont arrêtés dès leur descente de bateau sous le prétexte d'empêcher l'agitation qu'ils pourraient provoquer dans la colonie. Jacques Doriot qui les accompagne est laissé en liberté mais arrêté après avoir tenté de passer au Maroc⁶⁶.

Cette répression provoquant une nouvelle vague de désertion, le Parti communiste, en Algérie, se retrouve ainsi affaibli alors même qu'il radicalise ses positions et son action.

Une nouvelle étape est franchie en février 1926, lors du Congrès d'Alger⁶⁷. La résolution qui est adoptée, bien qu'elle le soit à une courte majorité, reconnaît en Algérie l'existence d'un sentiment national. Elle affirme ainsi que « les revendications partielles ne peuvent en aucune circonstance masquer le but final pour lequel nous luttons, c'est-à-dire l'indépendance de l'Algérie ».

⁶⁵ Archives nationales, F7 13170, rapport du Gouverneur général sur la propagande communiste en Algérie, juin 1925.

⁶⁶ A. Ruscio, *Les communistes, op. cit.*, p. 66.

⁶⁷ *Ibid.*, p.69.

Suite à ce congrès, le recrutement et l'organisation des « indigènes » au sein du parti communiste s'affirme comme mission prépondérante des militants communistes algériens.

Ils se heurtent alors à plusieurs difficultés qui nécessitent un ajustement de certaines de leurs pratiques.

Après avoir appris à concevoir l'idée de l'indépendance de l'Algérie, il leur faut accepter l'entrée des colonisés dans le champ politique, leur reconnaître une capacité de mobilisation, d'organisation, d'autonomie ou une aptitude à appréhender et relayer un discours communiste. Pour cela, ils doivent s'efforcer de se débarrasser des préjugés véhiculés au sein de la population européenne d'Algérie à l'encontre de la population colonisée. Les émissaires, envoyés par la Commission coloniale centrale et donc étrangers à la colonie, jouent un rôle important dans ce processus. Les militants doivent également accepter l'idée d'agir et d'évoluer avec cette population dont ils étaient habituellement séparés par l'organisation même de l'Algérie, son organisation géographique mais également son organisation sociale⁶⁸. Les Européens et les Colonisés occupent des espaces distincts sur le territoire algérien et s'expriment dans des langues différentes. Les communistes déplorent ainsi l'étendue du pays, l'insuffisance des moyens de communication mais surtout le manque criant de militants capables d'assurer la liaison entre le prolétariat indigène et le milieu révolutionnaire⁶⁹.

C'est finalement l'implantation progressive du syndicalisme en Algérie qui facilite la mobilisation de militants « indigènes ». Au milieu des années 20, la CGTU regroupe au sein d'une Union régionale algérienne environ 10 000 syndiqués dont un millier de colonisés. Parmi ces derniers, on trouve principalement des dockers mais également des cheminots. Des émissaires sont régulièrement envoyés par la direction de la CGTU en métropole pour effectuer des tournées dans la colonie. L'organisation syndicale permet aux militants d'entrer en contact avec les colonisés sur leurs lieux de travail. Elle instruit le prolétariat européen sur les conditions de vie et de travail des

⁶⁸ RGASPI, 517-1, 185, feuillets 77 à 85, rapport présenté au IIIe congrès mondial de l'ISR sur la question indigène, juillet 1924.

⁶⁹ RGASPI, 517-1, 185, feuillets 77-78, rapport présenté au IIIe congrès mondial de l'ISR sur la question algérienne, juillet 1924.

colonisés et travaille à mettre à mal les préjugés « selon lesquels l'indigène est une race inférieure et inapte à se diriger lui-même »⁷⁰. L'intérêt porté par le syndicat unitaire aux revendications des colonisés pour une amélioration immédiate de leurs conditions d'existence permet de les intégrer progressivement à une organisation où ils militent alors avec les ouvriers européens. Les adhésions se font ainsi, selon René Gallissot, « sur le tas et lors des grèves »⁷¹.

Les communistes se heurtent également au problème de l'analphabétisme, répandu au sein de la population colonisée et qui rend toute propagande écrite inutile. *La Lutte sociale*, le journal du Parti communiste en Algérie, adopte comme principe de publier des pages en arabe mais cela ne touche que la bourgeoisie intellectuelle colonisée.

Afin de contourner ce problème, ainsi que la répression à l'œuvre dans la colonie, la direction du parti communiste encourage le voyage de militants « indigènes » en métropole où ils sont alors formés au sein du parti ou des syndicats. Le code de l'indigénat n'y étant pas appliqué, il est en effet plus aisé pour la population nord-africaine d'être organisée. Une fois revenus dans la colonie, ces militants peuvent alors transmettre ce qu'ils ont appris.

L'action conjointe du Parti communiste et de la CGTU rend possible un progressif franchissement de la barrière coloniale et une mobilisation de quelques centaines de colonisés qui adoptent alors les pratiques militantes de leurs camarades. Claire Marynower évoque notamment le caractère transcommunautaire des défilés où « les Algériens ne sont pas des indigènes mais des manifestants, des travailleurs eu même titre que tous ceux qui les entourent »⁷². L'historien Emmanuel Sivan évoquait « l'impossibilité du colonisateur de gauche », c'est à dire l'incapacité pour les militants communistes d'Algérie, trop imprégnés de la société coloniale, d'appliquer une politique réellement conforme à la ligne de l'Internationale communiste. Pourtant, le parti communiste en Algérie, certes pressé par l'IC et sous la tutelle de la Commission coloniale et de la SFIC est parvenu, en quelques années, à rompre avec son héritage réformiste et à

⁷⁰ RGASPI, 517-1, 185, feuillets 77 à 85, rapport présenté au IIIe congrès mondial de l'ISR sur la question indigène algérienne, juillet 1924.

⁷¹ R. Gallissot, *La République*, op. cit., p. 86.

⁷² C. Marynower, *L'Algérie*, op. cit., p. 126.

transgresser l'ordre colonial. Les communistes occupent ainsi une place singulière dans le paysage politique de la colonie. L'anticolonialisme, l'évocation de l'indépendance de la colonie, mais également de la politisation des « indigènes » les met au ban de la communauté des Européens. En Algérie, où les individus naissent dans des catégories sociales prédéfinies, l'appartenance au mouvement communiste relève alors de la construction⁷³. L'adhésion à la SFIC donne une identité aux militants qui s'éloignent ce qui était jusque-là leur groupe social de référence. Le parti est non seulement leur espace de mobilisation, mais également leur espace de sociabilité et un espace de transgression des normes sociales assignées, entre autres, par le code de l'indigénat et par toute une série de pratiques sociales propres à l'espace colonial. La capacité à transgresser la barrière coloniale, tant physique que mentale, est constitutive de cette identité communiste.

La lutte constante face à la prégnance de l'État colonial a mené à plusieurs reconfigurations du courant communiste en Algérie durant les premières années de sa formation. Ce mouvement a conduit les militants à revendiquer l'indépendance de la colonie, une position qu'ils défendront jusqu'à la période du Front populaire dans les années 1930, période nouvelle d'ambivalence où la ligne anti-fasciste prend peu à peu le pas sur la ligne anti-impérialiste.

⁷³ P.J. Le Foll-Luciani, *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale, trajectoires dissidentes, 1934-1965*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Le Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar, 1929-1938⁷⁴

Solofo Randrianja



Le Réunionnais Paul Dussac.

Le justicier Jean Ralaimongo.

A Madagascar, alors colonie française, le Parti Communiste vit officiellement le jour le 12 août 1936 dans une brasserie populaire de Tananarive, la « capitale » et à la suite de la constitution d'un Comité local du Front Populaire (CFP). Néanmoins à la différence des autres composantes de ce Comité, qui est imité de ceux qui existaient en métropole, le Parti est l'aboutissement d'une plus longue gestation qui aura duré au moins dix ans, avec en amont divers réseaux de militantisme. Et l'enracinement, en conséquence, dans des luttes populaires. Cette genèse aboutira pourtant à sa décomposition à partir de janvier 1937. Il finira par se saborder dans le courant de l'année 1938.

Les débuts difficiles

Comme pour la plupart des partis communistes, la création de celui de Madagascar fut précédée de répressions et de luttes populaires, soubassements de la légende aussi bien sur ses « pères fondateurs » que sur le Parti lui même.

⁷⁴ Voir aussi S. Randrianja, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar de 1896 à 1946*, Paris, Karthala, 2003, ainsi que *Le Parti Communiste de la Région de Madagascar, 1930-1939*, Antananarivo, Foi et Justice, série recherches historiques, s.d., p. 179.

Après une période de clandestinité et de répression (de 1932 à 1936), 180 personnes se réunirent pour constituer le bureau politique du Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar (PCRM) le 12 août 1936. Cette réunion constitutive aboutit à la désignation à la tête du bureau politique⁷⁵, de Paul Léon Alfred Dussac comme secrétaire général. Fils d'un ancien communard enfui en Russie où il naquit le 15 octobre 1886, il s'établit plus tard à l'île de la Réunion avant de se fixer à Madagascar après avoir participé à la Première Guerre Mondiale. Paul Dussac était aussi un avocat et un journaliste fortement marqué par l'affaire Dreyfus. Il mit ses talents au service de l'anticolonialisme à Madagascar jusqu'à sa mort en 1938. Il siégea ainsi que deux autres membres de ce bureau comme délégués au sein du C.F.P. Le bureau « national » et définitif du Parti fut désigné le 23 janvier 1937. En l'espace de sept mois, l'ensemble de l'île se trouva couvert par l'organisation du Parti, calquée sur les circonscriptions administratives, les capitales des 6 provinces (Tananarive, Tamatave, Diego Suarez, Fianarantsoa et Tuléar) se dotant de bureaux⁷⁶ à leur tour. En septembre 1936, le journal *La Nation malgache* se transforma en *Le Prolétariat malgache*, sous-titré à partir de son numéro du vendredi 5 février 1937, « organe du PC (SFIC) RM (Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar) ».

C'est le premier parti qui se soit développé et enraciné à l'échelle de Madagascar. Ceci n'aurait été possible sans une histoire qui remonte plus loin que le bref passage du Front populaire au pouvoir.

Les dirigeants du Parti auraient certainement retenu la journée du 19 mai 1929 pour marquer le véritable début de mouvement communiste à Madagascar

La manifestation du 19 mai 1929 et ses suites

⁷⁵ Johnson Rajaona, Randriatsifahoana, Radaniel, Joséphine (secrétaires adjoints), Richard (trésorier), Andrianamampheho, Raboala, Marcel Rakoto (secrétaires à la propagande), Guyader (archiviste). Nous avons rédigé la biographie de la plupart des militants et dirigeants du PCRM. Elles ont été publiées dans *le Dictionnaire biographique du mouvement français* : <https://maitron.fr/>

⁷⁶ Tamatave érigea son bureau le 18 novembre 1936, après Tananarive qui constitua le sien en septembre. Diego Suarez se dota d'un bureau le 2 novembre 1936 suivi par Majunga le 15 novembre 1936, Tuléar le 21 février 1937 et Fianarantsoa le 27 mars 1937.

La presse des colons à Madagascar brandissait, en ces périodes, l'image du bolchevique fraternisant en secret avec les colonisés et complotant contre la France en fomentant des manifestations anticolonialistes⁷⁷ pour entretenir les sentiments anticommunistes et alimenter une sorte de psychose au sein du monde colonial.

De leur côté, les communistes, en Métropole, en donnant le maximum de publicité à certaines manifestations dans les colonies, cherchèrent à accroître le poids de leur influence auprès de l'opinion publique. Et ce, quitte à tricher un peu avec la réalité. La première manifestation de rue dans la « capitale » coloniale, Tananarive, le 19 mai 1929, fut la preuve de la collusion entre communistes et « antifrçais » de tout bord, selon le vocable de l'époque, pour les partisans du système colonial. Ces derniers appelaient en conséquence à une sévère répression.

L'interdiction faite aux Malgaches d'assister à une conférence donnée par Paul Dussac dans une salle de cinéma et portant sur un sujet pourtant peu révolutionnaire fut à l'origine d'une manifestation spontanée. Outre son caractère inédit, l'une de ses originalités fut la participation, en compagnie de 3.000 manifestants malgaches de deux communistes français : Edouard Planque et François Vittori⁷⁸.

Pour donner plus de publicité à l'affaire, le PCF envoya sur place un avocat pour défendre ses deux militants inculpés. Membre du PCF depuis sa fondation, Robert Victor Foissin y était secrétaire de la 16ème section de la Fédération de la Seine. Il avait aussi été un conseiller juridique auprès du gouvernement soviétique. Mais il fut surtout un avocat au service du Secours Rouge International (SRI). A ce titre, il s'était rendu plusieurs fois à Moscou, notamment pour participer au congrès du SRI en mars 1927, lors du dixième anniversaire de la Révolution. Il effectua, au nom de cette organisation, diverses missions d'assistance aux militants anticolonialistes en Afrique du nord. Le SRI envoyait ainsi à Madagascar un militant aguerri. Officiellement, sa mission était de défendre les militants communistes français, Planque et Vittori inculpés de « menées anti-françaises » à la

⁷⁷ *La Sous France*, n°1156, 13^e année, du samedi 16 janvier 1936 ; *Le Madagascar*, n° 420, 7^e année, du vendredi 12 février 1937.

⁷⁸ F. Arzalier, « Un itinéraire internationaliste : François Vittori », in *Madagascar 1947. La tragédie oubliée*, Paris, Ed. Le Temps des cerises, 1999, p. 85-106.

suite de leur participation à la manifestation du 19 mai 1929, qualifiée en privé de “ peu de chose ”⁷⁹. Officieusement, les instances du PCF le chargèrent de constituer une section du S.R.I. et surtout des « noyaux communistes » ainsi que d'amorcer la mise sur pied de groupements syndicaux.⁸⁰

Parti de Marseille le 22 novembre 1929, Robert Foissin débarqua le 20 décembre 1929 à Tamatave où il résida chez Johnson Rajaona⁸¹, communiste malgache de la première heure. Il avait auparavant fait une brève escale à Diego Suarez où il rencontra Jean Ralaimongo⁸², anticolonialiste de longue date, ami d'Anatole France et d'autres personnalités métropolitaines de gauche comme Fernand Buisson, président de la Ligue des Droits de l'Homme. Proche du futur Ho Chi Minh, Jean Ralaimongo contribua à la mise sur pied du Parti, quelques temps plus tard.

En tout, Robert Foissin sera resté à Madagascar quelques cinq mois⁸³. Sa délégation fait suite à la création à Moscou du Comité International des Ouvriers Nègres (CION) le 31 juillet 1929, qui préconisait l'envoi de délégations ouvrières françaises dans les colonies afin de mettre en lumière « les atrocités criantes de l'impérialisme français [...] ». Défendre Planque et Vittori devant les tribunaux de la colonie n'était qu'un prétexte pour se rendre sur place et ce d'autant plus que l'attitude des deux inculpés qui n'hésitèrent pas à chanter L'Internationale à la barre, ne laissait aucun doute quant à l'issue du procès.

L'une des conséquences de l'arrivée de Robert Foissin à Madagascar fut la constitution d'un grand courant de sympathie en faveur des organisations qui l'avaient mandaté. Il put tenir à Tananarive diverses réunions privées afin d'éviter les tracasseries policières. C'est au cours d'une de ces dernières, tenues au début de l'année 1930, que se mit en place la section de Madagascar du SRI

⁷⁹ Arch. P. Boiteau, Rapport au secrétariat du Parti sur (sa) (.) délégation à Madagascar.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Cf. *Dictionnaire Biographique du mouvement ouvrier français* : <https://maitron.fr/>

⁸² Icône des luttes anticoloniales à Madagascar entre les deux guerres, Jean Pierre Dominichini, Jean Ralaimongo (1884-1943), ou « Madagascar au seuil du nationalisme », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 1969, 204, p. 236-287, [En ligne] <https://www.persee.fr/authority/255559>

⁸³ ANSOM., Aix-en-Provence, 6 (2) d 62.

« (avec) l'appui des dirigeants du mouvement national »⁸⁴ écrit-il. La section abrita toutes les tendances du mouvement anticolonialiste de Madagascar puisque y étaient présentes diverses personnalités telles Ravoahangy, ancien *sakelika* (*Vy Vato Sakelika*, Société secrète nationaliste et estudiantine dissoute en 1913), Paul Ranaivo (futur secrétaire général du PCRM), ou encore l'avocat français, Albertini (membre de la SFIO).

Illustration de la solidarité entre le prolétariat métropolitain et les luttes du peuple malgache, pour reprendre la terminologie de l'époque, l'organisation fut rattachée organiquement à la section française du SRI. Pour éviter de la voir s'écrouler au lendemain de son départ, Robert Foissin s'abstint de toute immixtion et se borna à donner directives et conseils. La section du SRI bénéficia ainsi d'une indépendance certaine à l'égard des organisations métropolitaines en général et du PCF en particulier, pour le bénéfice des nationalistes locaux. La création du SRI, organisme caritatif d'apparence, se prêtait admirablement à la conjoncture malgache. Le mouvement anticolonialiste de Madagascar était à la recherche d'un tel cadre pour pouvoir s'épanouir, depuis l'interdiction en 1913 de la *Vy Vato Sakelika* (pierre, fer, réseau), première organisation nationaliste d'étudiants malgaches et l'emprisonnement de près de 400 de ses membres. Le SRI se présentait comme un véritable proto parti.

Avec Planque et Vittori, Foissin étudia, quelques jours avant l'arrestation de ceux-ci, les possibilités de mettre sur pied les « noyaux communistes » destinés à encadrer ce proto parti⁸⁵. Le futur Parti, dès sa création, avait une structure clandestine. Les huit communistes insulaires membres fondateurs, n'étaient pas vraiment proches du monde rural qui composait la majorité de la population. Robert Foissin lui-même en dépit de son expérience, nourrissait probablement à l'égard

⁸⁴ Arch. P. Boiteau.

⁸⁵ ANSOM. Aix-en-Provence6 (2) d 62.

de la paysannerie bon nombre de stéréotypes: il la percevait sûrement comme une masse arriérée et réactionnaire⁸⁶.

Il avait privilégié une « relation étroite » avec les personnalités⁸⁷ de ce qu'il appelle « le mouvement national », des chrétiens plutôt de sensibilité nationaliste ou assimilationniste et accessoirement quelques communistes métropolitains, aux convictions suspectes en d'autres lieux. Certains étaient ainsi franc maçons. Cette méconnaissance du monde malgache est confirmée par le fait que Foissin considérait la diffusion d'un journal comme secondaire alors que les différentes missions chrétiennes exerçaient un véritable monopole dans le domaine.

Ces contacts quasi exclusifs avec les « chefs du mouvement national » vont cantonner le recrutement des « noyaux communistes » à la frange urbaine des « évolués ». Tout étonné de la popularité des thèses indépendantistes durant ses déplacements à Madagascar, l'avocat communiste, a-t-il vraiment été assez naïf pour considérer ces thèses comme émanant de la seule III^{ème} Internationale ? « ... L'indépendance... est l'aspiration secrète de tous » écrit-il et de rajouter « ... les dirigeants du mouvement national approuvent la tactique de l'I.C.. ».

En tous les cas, pour les dirigeants du PCF, Robert Foissin résume la stratégie qu'il prétend avoir mise en place de la sorte : « ...Organisation d'un noyau communiste qui talonne les chefs du mouvement national, qui démasque le rôle démagogique du parti SFIO et organisation syndicale des ouvriers dont les nationalistes se désintéressent ».

Sur ce dernier point, l'avocat communiste eut à peine le temps d'étudier les possibilités de mettre sur pied des syndicats professionnels. D'après son rapport au secrétariat du Parti, il n'avait pas de mandat pour procéder à l'organisation de syndicats. Même sous les tropiques, il semble que la bureaucratie et le système du mandatement tatillons du Parti soient restés puissants. Toutefois, le

⁸⁶[En Ligne] <https://journals.openedition.org/ruralia/55>, Jean Vigreux, « Le Parti communiste français à la campagne, 1920-1964, Bilan historiographique et perspectives de recherche », *Ruralia, Revue de l'Association des Ruralistes Français*, 3/1998.

⁸⁷ Pratiquement, à chaque étape de sa tournée dans l'île, Foissin fut contacté par des ex *Sakelika* tels Ravoahangy à Tananarive, Randrianasolo le 28 février 1930 à Fianarantsoa, etc... ANSOM., Aix-en-Provence, 6 (2) d 61.

militant communiste commença à dresser une liste des établissements industriels à Madagascar 88, en constatant que « l'idée syndicale était dans l'air » bien avant son arrivée.

Si le PCF avait voulu fabriquer des « héros », l'Administration réussit à éviter de donner aux Malgaches leurs premiers martyrs dans cette nouvelle phase de la résistance à la colonisation, en ne condamnant que les Français qui avaient participé à la manifestation du 19 mai 1929. Pour les Malgaches contemporains de cette période, le souvenir de Planque et de Vittori reste lié à cette dernière et ce malgré leur attitude ultérieure autrement plus courageuse dans la Résistance au Nazisme en France par exemple⁸⁹, ou encore en faveur de l'Espagne républicaine pour laquelle Aurèle, le frère de Vittori, a perdu la vie. Alors que du côté malgache, aucun nom n'est lié à cette manifestation si ce n'est ceux des organisateurs de la réunion interdite, tel Abraham Razafy, représentant de la SFIO et surtout Paul Dussac, personnage atypique, fils de communard, ancien colon à La Réunion installé à Madagascar.

Mais au-delà de la manifestation du 19 mai elle-même, il semblerait que la mission de Robert Foissin ait révélé l'existence de luttes populaires qui cherchaient un cadre pour s'exprimer. A partir de 1930, la figure iconique de la lutte anticoloniale depuis les années 20, Jean Ralaimongo, placée en résidence surveillée à Port Bergé, organisa un véritable réseau qui fit de la région septentrionale, son fief. Dans cette partie de la Grande île, pression fiscale et litiges fonciers avec les colons avaient créé un climat de tension qui se perpétua jusque dans les années trente⁹⁰. Le 26 novembre de 1932, 500 paysans envahirent la prison et la caserne de Port Bergé pour protester

⁸⁸ A Tamatave Robert Foissin recensa les milieux susceptibles de se syndicaliser :

- les employés de commerce (100 environs)
- les tireurs de pousse pousse (50 environs)
- les travailleurs du port (100)
- les commerçants du bazar
- les artisans (60)
- les travailleurs de l'usine frigorifique (300)
- les travailleurs des usines sucrières situées à 30 km de Tamatave
- les travailleurs des mines de Bang (20)

Arch. P. Boiteau.

⁸⁹ F. Arzalier, « Un itinéraire internationaliste : François Vittori », *op.cit.*, p.53-64.

⁹⁰ ANSOM., Aix-en-Provence, 6 (2) d 108.

contre la perception brutale des impôts⁹¹. Le même mois, une manifestation anima les quelques rues de Maroantsetra et de Port Bergé pour réclamer l'élargissement de Ralaimongo et la légalisation du SRI.

La conclusion de Robert Foissin fut « que le PC de la deuxième puissance coloniale du monde ignore trop les difficultés du travail aux colonies ». Il ne semble pas dupe du fait que le PCF n'ait fait que se greffer sur un mouvement anticolonialiste local aux racines profondes. Les thèses indépendantistes servirent de terreau à cette greffe.

Les discours ou la recherche de conceptions fédératrices

Deux textes-programmes permettent de reconstituer les conceptions des premiers communistes de Madagascar. Le premier n'était pas destiné à un grand public tandis que le journal *l'Aurore malgache* du 9 janvier 1931, publia le second.

Vers le mois de mai 1930, Joseph Ravoahangy rédigea et titra le premier : *Mémoire sur l'action économique à faire dans la lutte contre l'impérialisme*. Ses destinataires étaient les partis de gauche métropolitains et surtout les chefs de Robert Foissin. A son actif, il s'agit du premier texte à s'interroger sur le contenu social, politique et économique de l'indépendance.

Agé 37 ans et médecin de profession, l'auteur du *Mémoire* n'était jamais sorti de Madagascar et n'avait sans doute qu'une représentation idéalisée du communisme. Il s'était auparavant signalé comme membre actif de la VVS alors qu'il n'était encore qu'étudiant. Son texte s'ouvre sur une description de la colonisation avant les tentatives de « mise en valeur » : « ...Le rôle du capitalisme (écrit-il), est de monopoliser au détriment de la masse les échanges des produits coloniaux avec les produits métropolitains... (et) d'accaparer le bénéfice du travail indigène ». Comment faire, alors, pour « arracher des mains des impérialistes pour les remettre aux prolétaires et paysans indigènes ces armes... ? ... la science et l'argent ». A la Gauche Métropolitaine est dévolu le rôle de

⁹¹ ANSOM., Aix-en-Provence, 6 (2) d 55.

pourvoyeur de celles-ci, tout comme l'a sans doute promis Robert Foissin, mais lui parlait d'un soutien politique. Ravoahangy et ses camarades étaient en train de découvrir la nécessité d'avoir des alliés à l'extérieur de l'île, ce dont n'étaient pas conscients les mouvements antérieurs.

Et le Mémoire de proposer comme perspective : « le progrès de la civilisation (qui) mènera fatalement un pays vers l'industrialisation... ». Et le médecin de poursuivre : « La mise en valeur proprement dite de la colonie est presque nulle... Nous devrions prendre les devants sur cette question en créant, nous-mêmes, des industries nationales [...] ».

Le séjour de maître Foissin à Madagascar semble avoir accéléré la mutation moderniste du nationalisme. Auparavant relégué dans les temples et autres cercles chrétiens, il réapparaît ici envisageant « l'éventualité de l'indépendance » d'un Madagascar industrialisé, dont les industries « nationales » sont contrôlées par les Malgaches. L'idée de « progrès » est, dans ce texte, un des points sur lequel se rencontrèrent le nationalisme insulaire et le communisme métropolitain.

Joseph Ravoahangy semble conscient de la nécessité d'élargir la base sociale d'un mouvement politique. « En créant des industries nationales (il en résulterait) des prolétaires qui (lui seraient) acquis corps et âmes... » Les conceptions ouvriéristes avaient bien du mal à s'adapter à la situation malgache, la classe ouvrière était plus qu'embryonnaire.

L'Etat colonial qui n'est pas évoqué dans le texte, semble être considéré comme un instrument du progrès, mal utilisé par les colonisateurs. Tout le vocabulaire marxisant ainsi que le discours sur la bourgeoisie et le prolétariat, apparaissent comme un faire valoir des thèses nationalistes.

Ces conceptions de Ravoahangy ne semblaient pas bénéficier de l'assentiment des diverses autres sensibilités au sein du mouvement anticolonialiste, ainsi que le montrent plusieurs points soulevés par le second texte. Intitulé « Pétition des indigènes de Madagascar », *l'Aurore malgache* du 9 janvier 1931 le publia en le présentant comme « le principal sujet de la conférence de Mr. Dussac du 19 mai 1929 », qui fut à l'origine de la fameuse manifestation.

De facture collective, la pétition était destinée à un large public. Les signatures collectées devaient légitimer les différents points de vue exprimés. Si le Mémoire de Ravoahangy met en avant des

projets à relativement long terme et à vocation nationale, celui du triumvirat ne concerne que « les besoins les plus immédiats du peuple malgache ».

Est-ce l'illustration de la difficulté de s'accorder sur un projet politique commun ?

S'assimiler à la France et attendre que le socialisme s'y réalise pour en bénéficier ou bien bâtir le socialisme dans l'indépendance en passant d'abord par une phase d'industrialisation et de constitution du prolétariat ? Ce dilemme n'était pas celui des seuls Malgaches de l'entre deux guerres, communistes européens comme coloniaux de la même période y étaient confrontés dans leur pratiques militantes quotidiennes⁹².

La naturalisation en masse réclamée par la pétition est vue comme la suite logique de la loi d'annexion du 6 août 1896 qui devrait faire des Malgaches, des citoyens français. Une partie de la Gauche française dont les socialistes ou encore la Ligue des Droits de l'Homme était à l'origine de ce genre de conceptions. Ainsi cette pétition réclame-t-elle la mise en place de toutes les institutions de la France républicaine à Madagascar et la suppression des juridictions d'exception justifiant le système de l'indigénat. Ainsi acquise, l'égalité des droits entraînerait automatiquement la représentation de Madagascar au Parlement, thèse défendue par des personnalités importantes du socialisme français comme F. Buisson ou encore Jaurès dès 1910.

La combinaison entre nationalisme et assimilationnisme, légèrement teintée de communisme, par ailleurs fort éloigné de ses centres d'orthodoxie, inspira les luttes anti- coloniales sur la Grande île à partir du début des années trente jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. En face une machinerie ancrée dans des pratiques répressives et protégée par des juridictions d'exception maintenait efficacement l'ordre colonial depuis moins d'un demi-siècle. L'avènement du Front populaire mit brièvement en position inconfortable aussi bien vis-à-vis des autorités métropolitaines que face au mouvement anticolonialiste local, allié à la gauche métropolitaine, cette machinerie incarnée dans un omnipotent Gouverneur Général, qualifié de satrape par les journaux anticolonialistes de la Grande île.

⁹² C. Marengé, « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième siècle*, Vol.131 (3), 1984, p.53-70.

Le Front Populaire, le Parti et les autorités coloniales

En octobre 1936, le PCF envoya à sa section nouvellement créée, 300 cartes d'adhérents qui seront rapidement épuisées. Il n'était nullement question de mettre sur pied un Parti communiste malgache. En avril 1937, un peu avant sa rupture avec le PCF, le Parti communiste de la Région de Madagascar revendique quelques 25.000 membres, confondant sans doute dans son enthousiasme adhérents et sympathisants⁹³.

La création officielle du Parti, officiellement une section locale du PCF., fut largement tributaire de la politique libérale du Front Populaire dans les colonies. En effet, dès la victoire électorale du Front Populaire en mai 1936, les événements s'accéléchèrent. Le 16 juin 1936, Marius Moutet, le nouveau ministre (socialiste) des colonies, fit parvenir à Jore, le gouverneur général de Madagascar, qui remplaça Léon Cayla un télégramme, précisant sa pensée :

[...En prenant la direction du département, je tiens à vous traduire décision nouveau gouvernement prendre au plus tôt ... larges mesures clémence en faveur condamnés politiques. ...j'examinerai personnellement chaque cas avec souci concilier équité et maintien tranquillité colonie. 94

Un autre télégramme somma pratiquement le gouvernement colonial d'arrêter toute poursuite contre Paul Dussac menacé d'être traduit en justice pour « délits d'opinion »⁹⁵. Plusieurs autres militants tel Emmanuel Razafindrakoto profitèrent de ces mesures d'élargissement.

Dans le courant du mois d'août 1936, Jean Ralaimongo fit une entrée triomphale à Tananarive au coté de Paul Dussac dans une voiture découverte. Des milliers de Tananariviens les ovationnèrent, rassemblés sur le passage du cortège. L'Administration coloniale locale adopta un profil bas, donnant l'impression que le Parti ainsi que l'ensemble du mouvement anticolonialiste avaient gagné et bénéficiaient de la protection de Paris. Profitant de cette sorte d'état de grâce, les militants se répandirent dans toute l'île et s'activèrent à mettre sur pied et à renforcer le Parti considéré

⁹³ Voir la lettre de Paul Dussac à Maurice Thorez, en annexe in S. Randrianja, *Société et luttes anticoloniales à Madagascar de 1896 à 1946*, Paris, Karthala, 2003, p 435-437.

⁹⁴ A.R.M., B 546, télégramme chiffré du 16 juin 1936.

⁹⁵ A.R.M., B 456, télégramme chiffré n° 166 du 21 juillet 1936.

comme une branche du PCF mais que beaucoup voyaient aussi comme un Parti autonome en lutte pour l'indépendance, suivant en cela les premières directives de l'Internationale Communiste, qui datent du début des années 20.

Les militants vivaient dans l'illusion d'une transition vers une situation que bien des imaginations concevaient comme la libération. Durant les mois d'août et septembre 1936, Paul Dussac organisa des grands rassemblements dans les environs immédiats de Tananarive. Cette mise sur pied du Parti fut, en réalité, l'institutionnalisation d'un réseau que le mouvement anticolonialiste avait commencé à constituer dès le début de l'entre-deux guerres. La face sombre de ces pratiques dont hérita le Parti est que les militants importants se voyaient à la place des administrateurs coloniaux eux-mêmes.

Des rapports administratifs sur Jean Ralaimongo en résidence surveillée à Port Bergé donnent une certaine idée de ces liens ambigus (pour les communistes) entre militants et paysans malgaches⁹⁶.

Lorsque le Front Populaire accéda au pouvoir, il n'est pas certain que ces liens aient changé de manière radicale. Ceci dit, au crédit des militants, ils firent preuve de pragmatisme en exploitant les ressources locales. Ils firent du Parti le promoteur de tous les systèmes d'implantation utilisés par les partis politiques qui lui succéderont.

Priorité fut donnée à l'infiltration du *fokonolona*, assemblée villageoise, rouage de l'Administration et au recrutement des personnes les plus âgées. L'expérience de Jean Ralaimongo acquise dans le Nord dès le début des années trente, fut déterminante en la matière. Le Parti ne cherchait pas à toucher une classe précise mais le maximum de personnes. Pour ce faire, il cherchait à se greffer sur les institutions paysannes, mettant de côté le recrutement individuel. En 1946-47, le Mouvement Démocratique de la Rénovation de Madagascar (MDRM) auquel l'administration coloniale attribua la responsabilité de l'insurrection, reprendra à son compte le procédé. Nombre de ses cadres étaient issus du PCRM.

⁹⁶ ANSOM., Aix-en-Provence PMO570, enquête sur les agents de Jean Ralaimongo autour de PB et de Mampikony en 1933. rapport du 10 octobre 1933.

Le responsable d'une cellule du PCRM faisait le plus souvent partie de la catégorie des « notables ». Ce pouvait être aussi bien l'instituteur, le pasteur que le prêtre, l'épicier, le chef de village, les autorités dites traditionnelles comme les proches du Mpanjaka, (Rois) ou encore le *Ray amandreny* (doyens des assemblées villageoises). En essayant de s'implanter en dehors de la ville, le Parti tentait de tirer profit de la séniorité sociale de son époque. Et ces notables du Parti avaient, le plus souvent, effectué un séjour en prison ou été poursuivis pour leurs activités politiques antérieures. Ils avaient fait la preuve de leurs capacités de militants. Souvent ils se chargeaient de recueillir les doléances des paysans de leur terroir et quelquefois leur popularité⁹⁷ dépassait ce dernier grâce aux migrants⁹⁸ mais aussi parce qu'ils se déplaçaient constamment. Ainsi, chaque fois que Jean Ralaimongo avait l'occasion de prendre le train, à toutes les gares, les employés du chemin de fer et les notables des localités traversées essayaient de le retenir⁹⁹.

A la recherche des communistes, modes d'action du Parti

L'affaire Soazara¹⁰⁰, en pleine période de développement du Parti illustre l'un de ses modes d'action au sein du monde rural qui compose la majeure partie de la population malgache. Le 20 septembre 1925, Tondroko, roi du territoire d'Analalava des Bemihisatra du nord dont la capitale est Antonibe, meurt. Depuis 1908, année pendant laquelle Tondroko participa au soulèvement de la baie de Narinda, ce dernier vivait en exil à plusieurs centaines de kilomètres de la capitale royale. Cinq jours après sa mort, Soanoro, son épouse accoucha d'une petite fille, Soazara, prétendante au trône. Soanoro était liée à Ramena, un instituteur, membre du S.R.I. En 1936, celui ci poussa Soanoro à revenir dans la véritable capitale des Bemihisatra, arguant que les autorités avaient exilé

⁹⁷ La popularité de Ralaimongo était telle qu'en sillonnant l partie septentrionale de l'île, il était reçu « chez les *Antakarana* et *Antaimoro*... avec les marques de respect dues à un *Mpanjaka* », *Ibid.*, 6 (2) d 55.

⁹⁸ Deux *Antaimoro*, Ramanantsoa et Ratay, auraient invité Ralaimongo, alors militant dans le Nord au début de l'année 1924, à se rendre dans leur terroir d'origine au sud de Madagascar.

Ibid., 6 (2) d 55.

⁹⁹ *Ibid.*, 6 (2) d 55.

¹⁰⁰ *Ibid.*, 6 (2) d 121.

son père et non sa progéniture. L'Administration interdit le déplacement de « la petite Reine » 101 alors âgée de dix ans, vers l'ancienne résidence royale. Ce déplacement aurait entraîné celui de l'entourage de la Reine, c'est-à-dire des centaines de personnes. Réussi, ce déplacement aurait constitué une véritable démonstration de force du Parti.

Trois protagonistes se faisaient face autour de la question du retour de la princesse dans l'ancienne capitale dynastique : le Parti, l'administration coloniale et l'entourage de la Reine. Un souverain de cette partie de Madagascar ne pouvait quitter sa résidence qu'après l'assentiment d'un Conseil, sinon il risquait la déchéance. L'entourage de la Reine se rangea sans surprise du côté de l'Administration. Les conseillers de la Reine s'opposèrent à son retour vers l'ancienne capitale et portèrent plainte le 12 et le 21 septembre 1936 contre Jean Ralaimongo, venu sur place soutenir les partisans du déplacement. Même le devin local, consulté par Ralaimongo, fit parler les oracles contre le retour. Et malgré l'intervention du député communiste Monjauvis au Parlement métropolitain, les autorités coloniales réussirent à maintenir la Reine, une petite fille de dix ans, en exil.

Les tentatives de pénétration du Parti dans les sociétés malgaches au sud de l'île relevaient du même mécanisme. Les militants essayaient d'entraîner dans le sillage du Parti les autorités dites traditionnelles. Ils minaient ainsi l'autorité des représentants locaux de l'Etat colonial pour ensuite tenter de démontrer que désormais, allié aux forces de gauche en Métropole, le mouvement anticolonialiste était sur le point de supplanter le pouvoir officiel local.

En septembre 1936, trois chefs de lignage originaires du sud malgache, Sambiarana, Fianjina et Retsitako furent invités à Tananarive par un certain Monja originaire d'Antanimora 102, probablement le Monja Jaona, dirigeant de sociétés secrètes dans les années 40 et fondateur du parti nationaliste *Madagasikara Otronin'ny Malagasy* (Madagascar aux Malgaches) MoNiMa. Ils logèrent chez le pasteur Rajaobelina à Mahamasina sud, membre du Parti. Ces personnalités

¹⁰¹ *La Nation malgache*, 7 août 1936, 2^e année, n° 42.

¹⁰² ANSOM., Aix-en-Provence, 6 (2) d 55.

assistèrent à de nombreuses réunions et rencontrèrent les dirigeants du Parti. Ces derniers espéraient gagner leur sympathie et ainsi pouvoir recruter dans le sud.

De même, sur les Hautes terres centrales, Paul Dussac préconisait l'infiltration des assemblées villageoises, les *fokonolona* en recrutant leurs doyens d'âge. Pour s'implanter dans les sociétés rurales, le Parti privilégiait ainsi l'argumentation nationaliste, même si certains militants, dès le début des années 20, s'étaient attachés à dénoncer les privilégiés des sociétés rurales. Cette contradiction ou plutôt le double langage qui en découlait, reflétait les thèses en cours au sein du Parti et rendait son message confus.

La logique de la mise sur pied du Parti, depuis 1933, l'avait conduit à adopter les thèses indépendantistes et à s'intéresser de plus en plus aux problèmes sociaux (impôts, salaires, travail forcé, etc...). Or à l'avènement du Front Populaire, afin de préserver sa crédibilité auprès de ses alliés métropolitains, désormais au pouvoir, le PCRM, officiellement rattaché au PCF., fut obligé de revenir vers les thèses en faveur de la naturalisation.

Mais la difficile synthèse entre nationalisme, assimilationnisme et socialisme, produit de l'histoire de l'anticolonialisme à Madagascar était fragile, tout comme le Parti, son incarnation. Celui-ci était obligé de manœuvrer en permanence pour maintenir sa cohésion et ne pas s'aliéner ses alliés métropolitains.

Le premier souci des nationalistes était de mobiliser tous les Malgaches sans distinction contre les colonisateurs et accessoirement pour la restauration de l'ancien régime. Pour ce faire, ils puisèrent dans leur « capital idéologique » constitué pour partie par le christianisme. En 1936, une telle attitude faisait écho à la politique de la main tendue aux chrétiens préconisée par les communistes métropolitains. Le Parti à Madagascar s'engagea dans la brèche : « [...] la religion et le socialisme sont loin d'être antagonistes mais plutôt l'un est le processus (sic) de l'autre ; c'est le principe de la religion transporté dans le domaine de la vie sociale. Je suis chrétien, je le serai pour toute ma vie et je suis socialiste. Je suis membre du Front Populaire, je suis avec assiduité ses différentes réunions

publiques ou de comité. J'affirme, ici, que rien n'a été dit qui fut contraire à la religion [...] » 103 écrivait le journaliste Gabriel Razafintsalama, faisant écho aux nombreux discours ponctuant les campagnes de recrutement du Parti à la même époque et rappelant ce thème. Les protestants qui constituent une partie importante des chrétiens malgaches étaient, pour leur majorité, peu hostiles aux thèses indépendantistes et étaient perméables aux discours égalitaires communistes.

La hiérarchie catholique¹⁰⁴ locale ne manqua pas de réagir défavorablement, encouragée par les déclarations anticommunistes du Pape et de l'archevêque de Paris auxquelles fit écho le vicaire apostolique de Tananarive, Mgr Fourcadier. Ce dernier avait fait lire « du haut de la chaire dans toutes les églises de Tananarive » des directives et recommandations qualifiant la collaboration avec les communistes de « faute grave »¹⁰⁵.

Des thèmes antichrétiens furent sans doute développés dans le Parti mais leurs partisans surent relativement rester discrets pour ne pas nuire à la campagne de recrutement, en cours. Ils critiquèrent moins « l'opium de peuple » que la hiérarchie elle-même. Le 26 août 1936, par exemple, à Ambatomanga, après le discours de Dussac, un certain Marcel Rakoto ¹⁰⁶ s'écria devant le millier de personnes composant l'assistance : « Le bruit court que les communistes persécutent la religion... Ces faux bruits sont répandus par les religieux et les capitalistes. Voyez les Jésuites, bien que les plus riches de toutes les congrégations religieuses, ils ne pratiquent pas l'aumône ».

Entre juin et décembre 1936, Paul Dussac, le Secrétaire Général du Parti, originaire de l'île de la Réunion et descendant d'un communard exilé en Russie, donc relativement étranger aux sociétés rurales malgaches, tenta de développer les thèses communistes plus orthodoxes comme lors du discours d'Ampitatafika le 18 août 1936. Quelques 3.000 personnes assistèrent à cette réunion qui se déroula à une dizaine de kilomètres de Tananarive. Cette assemblée constitua sans doute, un moment fort dans l'histoire du PCRM.

Debout sur un tombeau, il exhorta l'assistance à revendiquer:

¹⁰³ *Ny Fandrosoam-baovao* du 2 septembre 1936.

¹⁰⁴ Archives de Vanves, GMM 32.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ ANSOM, Aix-en-Provence, 6 (2) d 111.

- la suppression de l'impôt de capitation et la réforme de la fiscalité qui tiendrait, désormais, compte des capacités réelles des contribuables.

- la suppression du Code de l'indigénat et de la justice indigène.

- L'indépendance de Madagascar associée à une réforme agraire qui passe par le morcellement des terres et leur répartition équitable, la prise en main par les paysans et les ouvriers des usines à manioc et à riz, la généralisation du mouvement coopératiste qui fera disparaître les intermédiaires, etc...

Un tel type de langage qui a connu une large publicité dans les colonnes du journal du Parti y a attiré des couches sociales différentes de celles plus sensibles aux sollicitations du nationalisme ou aux thèses en faveur de la naturalisation en masse. Aussi le Parti ne pouvait pas tirer sa légitimité d'une classe sociale bien précise, à l'instar de nombre de P.C. d'Europe ou d'Asie.

Depuis le mois de mai 1936, les militants légitimaient leurs actions par leur appartenance aux organisations métropolitaines composant le C.F.P. Une brochure de 18 pages, imprimée à Tananarive, intitulée «*Sosialista sa Kominista ? (socialiste ou communiste)*» et rédigée par un groupe de militants se faisant appeler Ratiatanindrazana (Mr. Patriote), illustre cette stratégie jusqu'à la rupture avec le PCF en 1937 : [...] La France et les territoires français sont gouvernés par le Front Populaire, rebelles sont ceux qui s'y opposent. Aujourd'hui la place est à nous.... Répandez et faites savoir à tous les camarades que ceux qui accostent les fascistes seront considérés comme des lépreux.»¹⁰⁷

Une des sources de la légitimité du Parti se trouvait en France. Pour les partis de la Gauche métropolitaine, la menace fasciste devenait de plus en plus pesante. Localement, le PCRM tenta d'assimiler une partie importante de l'administration locale au fascisme en arguant de ses pratiques autoritaires tout en se présentant comme l'alternative.

Les membres du Parti dont il (Dussac) est le secrétaire général, parcourent la brousse et se répandent dans les milieux indigènes. Leur action se traduit par une résistance de plus en plus accentuée au paiement des impôts, au

¹⁰⁷ *Ibid.*, 6 (2) d 45.

service de prestations. Les fonctionnaires, les gens rebelles à leur prosélytisme sont l'objet de provocations et menaces incessantes. Le gouverneur d'Ambohitralakamisy me signale qu'au cours de ses tournées, il est suivi par ces émissaires qui contrôlent ses actes et engagent les indigènes à ne pas l'écouter... dernièrement j'ai condamné ... un affilié du Parti qui s'était permis de contrôler mes chantiers de prestations.

Les exemples sont nombreux, venant de différentes parties de l'île.

A Morondava, dans le sud Ouest, un militant du Parti, visitait les cases pour inviter la population à ne plus obéir au *fanjakana* (Etat) et aux colons car « c'est le Front Populaire qui a le pouvoir ».108

Dans ces conditions, il était bien difficile pour le gouvernement du Front Populaire, lui même à la recherche de ses marques en métropole, de considérer le PCRM et ses alliés locaux comme interlocuteur ne serait ce qu'officieux et ce d'autant plus que Léon Cayla, le Gouverneur général à poigne de Madagascar entre 1930 et 1939, envoyait des rapports alarmistes sur la situation. Après une courte période de disgrâce, le Front Populaire le reconduisit, causant déception et amertume.

Dans une sorte de fuite en avant, le Parti dénonça l'alliance avec le Front Populaire et le PCF désavoua sa section de la région de Madagascar. Le *Prolétariat malgache* publia en gros caractères dans son 33ème numéro et en première page que « la victoire des gauches du 3 mai dernier apparaît (à nous Malgaches) comme une journée des dupes coloniales » 109. Perdant du coup sa principale source de légitimation, incapable de faire coexister en son sein plusieurs forces antagonistes, le Parti entra alors dans une phase de décomposition. Scissions, démissions mais surtout formation de nombreuses sociétés secrètes se succédèrent à la veille de la Deuxième guerre mondiale. Ainsi, dès juin 1937, alors que Dussac était en pourparlers en Métropole, pour essayer de justifier les points de vue du Parti malgache, l'importante section de Manakara se transforma en une association clandestine, *Miaramila Vaovao* (Nouveaux soldats),110 qui fera le lit d'organisations comme le PaNaMa (Parti Nationaliste de Madagascar) à l'origine de l'insurrection de 1947. Une autre fraction

¹⁰⁸ *Ibid.*, 6 (2) d 111.

¹⁰⁹ Le numéro du 2 avril 1937 liquide définitivement les thèses en faveur de la naturalisation : « la naturalisation constitue une mesure anti égalitaire, anti démocratique et partant injuste... puisqu'elle crée une caste de privilégiés... ».

¹¹⁰ ANSOM, Aix-en-Provence, 6 (2) d 55.

d'intellectuels tananariviens se déclara franchement nationaliste. Ce qui restait du Parti tenta alors de s'affilier au Parti Socialiste Ouvrier et Paysan de Marceau Pivert. La mise hors la loi du PCF en 1939 dispersa ce qui restait des noyaux communistes mis en place avec l'aide de Robert Foissin un peu moins de vingt ans plus tôt. La Deuxième Guerre mondiale qui isola Madagascar du reste du monde finira par dissoudre le Parti.

Conclusion

L'iconographie et l'historiographie nationalistes malgaches occultèrent aussi bien les luttes sociales de l'entre deux guerres que l'existence du PCRM. La longue grève de la quelque centaines d'ouvriers de la Société Industrielle et Commerciale de l'Emyrne, comme les manifestations paysannes qui réunirent plusieurs milliers d'agriculteurs et d'éleveurs sont peu connus pour ne citer que celles là. Alors même que les contemporains les avaient suivies avec passion. L'insurrection de 1947 qui fit plusieurs dizaines de milliers de victimes et à laquelle participèrent de nombreux anciens militants du PCRM fut un traumatisme tel que l'existence éphémère du Parti n'est pas passée dans la postérité.

Les Malgaches ont semble-t-il jeté le voile de l'oubli sur un parti qui avait eu l'ambition d'unifier sous sa bannière toutes les îles du sud ouest de l'océan Indien, ainsi que l'illustre son nom. Les fondateurs du Parti comme Paul Léon Alfred Dussac, un ancien colon que les persécutions et les emprisonnements à répétition ont fini par terrasser financièrement comme physiquement, tout comme Jean Ralaimongo décédèrent dans la solitude et la misère un peu avant la seconde guerre.

Histoire mineure, sans doute pas pour Madagascar, car tous les Partis ultérieurs en particulier ceux des années 40 et 50 sont tributaires des militants, des structures et de la culture militante forgés par le PCRM. Le nationalisme triomphant à partir de la fin des années 30 raya de son iconographie les militants internationalistes du PCRM et leurs visions. Parmi les grands oubliés figurent les membres du PCRM qui se signalèrent dans les rangs des Brigades internationales en Espagne

comme dans la résistance anti fasciste en Europe. Leur rôle ainsi que celui des syndicats de marins malgaches basés à Marseille dans la diffusion des idéaux communistes dans l'ensemble des colonies françaises restent à explorer notamment sous le prisme de la construction de l'internationalisme par le bas.

La (re)naissance du Parti Communiste Tunisien dans les années de l'entre deux guerres mondiales. Le rôle de Velio Spano à Tunis¹¹¹

Patrizia Manduchi

Ce texte concerne l'histoire du Parti Communiste Tunisien (PCT) dans la période de l'entre deux guerres mondiales en Tunisie et porte essentiellement sur les relations pas toujours faciles entre communistes européens et nationalistes arabes. Nous focaliserons en particulier l'analyse sur le rôle joué par le dirigeant communiste sarde Velio Spano (Teulada, 15 janvier 1905 – Roma, 7 octobre 1964) pendant les cinq années (1938-1943) qu'il a passé en Tunisie, en essayant de trouver des points de rencontre entre la trajectoire humaine et politique d'un communiste italien (et sarde) et les grands événements de la Tunisie entre les deux guerres mondiales¹¹².

L'objectif est de montrer, d'une part, combien l'expérience internationale, et tunisienne en particulier, a été importante pour la formation politique d'un leader communiste italien de l'époque et, d'autre part, de vérifier si effectivement un militant envoyé par les communistes de Paris avec un projet politique précis, adressé spécifiquement à la communauté italienne de Tunisie, a été capable (et avec quelles difficultés), de dialoguer avec la réalité politique locale et les militants nationalistes tunisiens.

C'est un sujet d'analyse très délicat parce qu'il touche à la question des dynamiques politiques internes d'un pays colonisé à l'époque et s'intéresse en particulier aux activités politiques d'un leader communiste tournées vers les communautés européennes (et italienne en particulier) en Tunisie, mais certainement beaucoup moins vers les Arabes.

C'est donc avec quelques précautions que nous aborderons ce sujet, de la Tunisie des années Trente et du Parti communiste tunisien, dominé par la présence des étrangers, français d'abord, mais aussi tunisiens d'origine italienne, comme Loris et Ruggero Gallico, Michele Rossi, Maurizio Valenzi, ou de dirigeants italiens arrivés de l'étranger, comme Giorgio Amendola, Ambrogio Donini, et bien sûr Velio Spano.

Les références fondamentales pour cette recherche ont été, entre autres et surtout celles de chercheurs tunisiens, Habib Kazdaghli pour ses nombreux travaux sur les Italiens en Tunisie et sur leur rôle politique et culturel, Hassine Raouf Hamza, Mustafà Kraiem, Paul Sebag, Béchir

¹¹¹ Nous remercions chaleureusement Valérie Tristan pour avoir revu attentivement cet article.

¹¹² Cette présentation aborde quelques sujets traités dans un de mes précédents articles : « Antifascismo, comunismo, nazionalismo in Tunisia. Gli anni a Tunisi di Velio Spano (1938-1943) », *Mondo Contemporaneo*, 3, 2019, p. 5-30.

Tlili, sur le parti communiste tunisien, et, plus récemment, Leila el-Houssi sur le mouvement antifasciste en Tunisie et Daniela Melfa sur les militants communistes en Tunisie après l'indépendance¹¹³.

Plus spécifiquement, à propos de Velio Spano, nous avons utilisé la biographie écrite par Antonello Mattone¹¹⁴, à notre avis encore la meilleure aujourd'hui, mais aussi la documentation, le témoignage personnel et de nombreuses sources directes aimablement fournies par l'épouse de Velio Spano, Nadia Gallico Spano.

Le contexte dans lequel se déroulent les événements vécus par Spano en Tunisie est celui d'une forte présence d'Italiens (cent mille environ à l'époque), durablement enracinés, et d'une scène politique tunisienne assez développée. Il suffit de signaler deux dates symboliquement importantes pour définir la période immédiatement précédente : le 3 décembre 1924 a été fondée la CGTT (Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens, le syndicat le plus fort du Maghreb) par Mohammed Ali el-Hammi (1890-1928)¹¹⁵. Le 2 mars 1934 c'était le tour du Néo-Destour, sous l'impulsion du jeune avocat de Monastir Habib Bourguiba, le parti qui va conduire la Tunisie à l'indépendance vingt ans plus tard. Il s'agit d'un mouvement nettement moins modéré et conservateur que le Destour (littéralement « Constitution » dirigé par Abd al-Aziz Tha'albi), premier parti nationaliste tunisien né en 1920 avec un programme plutôt élitiste. Le Destour ne revendiquait pas l'Indépendance mais les mêmes droits pour les citoyens européens et arabes en Tunisie et le rétablissement de la Constitution tunisienne de 1861.

La naissance du premier Parti Communiste Tunisien (SFIC, 1921)

Au début de l'année 1921, l'année suivant la naissance du Destour, le Parti communiste tunisien a été fondé à Tunis, après la sortie officielle de la SFIO (Fédération Socialiste de Tunisie), avec le nom de Section Fédérale de l'Internationale Communiste, SFIC de Tunis. Un parti avec deux sections, une européenne et une locale. Dans la première, entre autres, les Français Jean Paul Finidori et Robert Louzon, et les Italiens Mario et Enrico Costa ; dans la deuxième Mokhtar Ben Belkacem al-Ayari, les frères Ahmed et Muhammad Bourguiba, Mohamed Ben Hassin, mais

¹¹³ H. Kazdaghi, ed. *Les communautés méditerranéennes de Tunisie*, Tunis, Centre de Publication universitaire, 2006 ; M. Kraiem, *Le Parti Communiste Tunisien pendant la période coloniale*, Tunis, Université de Tunis, 1997, et « Aux origines du PCT 1919-1929 », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 2, 1974, p. 116-137; B. Tlili, « Du front antifasciste de Tunisie (1939) », *Les Cahiers de Tunisie*, 109-110, 1979, p. 163-300; H.R. Hamza, *Communisme et nationalisme en Tunisie*, Tunis, Université de Tunis, 1994; P. Sebag, *Communistes de Tunisie 1939-1943*, Paris, L'Harmattan, 2001; L. el-Houssi, « Gli antifascisti italiani in Tunisia fra le due guerre », *Altreitalie*, 36-37, 2008, p. 189-204; et *L'urlo contro il regime, Gli antifascisti italiani in Tunisia fra le due guerre*, Roma, Carocci, 2014; D. Melfa, *Rivoluzionari responsabili. Militanti comunisti in Tunisia (1956-93)*, Roma, Carocci, 2019.

¹¹⁴ A. Mattone, *Velio Spano. Vita di un rivoluzionario di professione*, Cagliari, Della Torre, 1978.

¹¹⁵ A. Khaled, *Mohamed Ali Hammi, le leader du mouvement syndicaliste tunisien*, Tunis, Zakharef, 2006.

surtout, dans les années trente et quarante, les Tunisiens Tayyib Debbab, Ali Jrad¹¹⁶, Hassin Sa'dawi, ou les Tunisiens d'origine juive Maurice Abitbol, Victor Bismuth, Jacques Maarek, Edouard Mamou, Georges Scemama¹¹⁷.

Le journal le plus important du mouvement était *L'Avenir social*, qui était depuis 1919 le journal de la SFIO mais, après la scission, devint l'organe officiel (hebdomadaire) de la SFIC.

La SFIC (qui plus tard deviendra PCT), grâce à sa composition multiethnique, sera appelée à avoir un double rôle politique dans l'histoire de l'antifascisme européen et italien, en particulier entre les années trente et quarante, mais surtout et en même temps dans l'histoire politique de la Tunisie.

Nous porterons plus spécifiquement notre attention sur ce dernier aspect, en focalisant l'analyse sur le rôle que le Parti Communiste a eu dans la lutte pour l'indépendance tunisienne et sur son rapport avec le mouvement nationaliste tunisien.

Tout d'abord on peut diviser l'histoire des relations entre mouvement communiste (et antifasciste en général) et mouvement nationaliste tunisien en deux périodes : les années vingt et la première partie des années trente, en un temps de grande proximité entre les deux mouvements politiques¹¹⁸; de la fin des années trente jusqu'à l'indépendance au milieu des années quarante, quand les relations avec le Néo-Destour sont devenues de plus en plus difficiles, malgré quelques tentatives tardives et éphémères du PCT pour se rapprocher des nationalistes tunisiens dans la période de « l'arabisation du PCT » en 1941-42.

L'année suivant la naissance de la SFIC, le fascisme prenait le pouvoir en Italie (octobre 1922 avec la « Marcia su Roma ») et la communauté italienne en Tunisie commençait à être bombardée par une propagande incessante et devenait ainsi l'objet d'une puissante action d'endoctrinement, en particulier via les institutions et la presse¹¹⁹.

¹¹⁶Cf. la récente biographie écrite par N. Jrad, *Ali Jrad. Communiste tunisien... entre mémoire et histoire*, Tunis, Arabesque, 2019.

¹¹⁷ Dans les Archives du Ministère Français des Relations Extérieures du Quai d'Orsay, Paris, « Tunisie », nouvelle série (1917-1929) vol. 63, p. 17 (1-5), une note du Résident Général Lucien Saint de décembre 1921 parle de l'action d'éléments communistes, un groupe appelé « Jeunesse socialiste », devenu en mai 1920 « Jeunesse communiste », dirigé par Maurice Raimbault, jeune étudiant en philosophie. Ce groupe rejoint la IIIe Internationale en décembre de la même année, mais en février 1921 il est déjà dissous. Ensuite, en novembre 1921, ce même groupe de jeunes militants fut reconstitué et prit le nom de « Jeunesse syndicaliste », dirigé par l'Italien (né à Sousse) Enrico Costa.

¹¹⁸ Les communistes étaient souvent surveillés par la police du régime colonial parce qu'ils s'intéressaient trop aux revendications des « Arabes » et les nationalistes destouriens étaient souvent accusés d'être « communistes ». M. Kraiem, *op.cit.*, p. 44.

¹¹⁹ Toutes les institutions italiennes en Tunisie et notamment la presse locale furent strictement contrôlées par l'Organisation pour la Vigilance et la Répression de l'Antifascisme (OVRA), en particulier pendant le « consulat » d'Enrico Bombieri à Tunis (1929-36). *L'Unione*, l'ancien quotidien en langue italienne (imprimé à Tunis dès 1886 par la Typographie Finzi) devint ainsi un puissant outil de propagande fasciste. Cfr. M. Brondino, *La stampa italiana in Tunisia. Storia e società. 1838-1956*, Milano, Jaca Book, 1998.

A partir de ce moment, et surtout dans les années suivantes, avec le renforcement du pouvoir fasciste et nazi en Europe et enfin avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les équilibres internes au sein du Parti Communiste tunisien commencèrent à changer. En fait, la France qui était la puissance colonisatrice en Tunisie était la même France antifasciste qui accueillait de nombreux réfugiés politiques, non seulement en métropole mais aussi dans ses protectorats en Afrique du Nord. Ainsi, des Européens anti-fascistes arrivaient en Tunisie de plus en plus nombreux, fuyant les persécutions nazies et fascistes, et se réfugiaient la plupart du temps au sein de l'importante et ancienne communauté des Italiens de Tunisie.

Dans cette période aussi de nombreux antifascistes de diverses appartenances politiques et idéologiques arrivent en Tunisie avec pour mission d'organiser la résistance au régime fasciste¹²⁰.

Les relations avec le mouvement nationaliste en Tunisie pendant les années trente

La période la plus importante pour notre sujet est celle qui va du milieu des années trente à celui des années quarante, et coïncide avec l'expérience tunisienne de Velio Spano, mais aussi avec la persécution nazie et fasciste en Europe et la radicalisation du débat nationaliste en Tunisie¹²¹.

Jusqu'au milieu des années trente, le mouvement antifasciste en Tunisie et les communistes en particulier étaient très proches des nationalistes tunisiens et le soutien au mouvement nationaliste – c'est-à-dire au Destour de Abdelaziz Tha'albi – était explicite, par exemple à l'occasion des mobilisations contre les commémorations françaises du 30^e Congrès eucharistique internationale (mai 1930) à Tunis ou des cinquante ans du Protectorat (1931).

Au contraire, dans la deuxième moitié de la décennie, les relations entre le PCT et le Néo-Destour de Habib Bourguiba commencèrent à changer : les événements d'avril 1938, les violents soulèvements populaires à l'appel du Néo-Destour, conduisirent à une grève générale marquée par de nouveaux épisodes avec des dizaines de morts et de blessés. S'ensuivirent de nombreuses

¹²⁰ Il faut rappeler qu'un point de référence essentiel pour les activités politiques antifascistes en Tunisie fut Giulio Barresi, sicilien né à la Goulette en 1885. En 1930, après avoir été envoyé par les antifascistes tunisiens à Paris pour rencontrer Carlo Rosselli, Claudio Treves et Emilio Lussu, responsables de la « Concentration antifasciste » à Paris – il est rentré à Tunis et a fondé la Ligue Italienne des Droits de l'Homme (LIDU), un très important point de convergence des diverses orientations politiques et idéologiques, y compris communistes.

¹²¹ L. El-Houssi, « Gli antifascisti italiani in Tunisia fra le due guerre », art. cit., p. 189-204; Ead. « L'urlo contro il regime. Gli antifascisti italiani in Tunisia fra le due guerre », art. cit.

arrestations, y compris celle de Bourguiba le 10 avril, l'interdiction du journal du parti, *L'Action tunisienne* et, enfin, la dissolution par décret du Néo-Destour. Ce soulèvement nationaliste n'eut pas le soutien du mouvement antifasciste (uni à l'époque dans le Rassemblement tunisien) mais au contraire fut dénoncé le 7 avril par une résolution officielle comme manifestation hostile à une France démocratique et, de ce fait, comme philo-fasciste !

C'est à cette occasion que le journal *Tunis socialiste* de même que le groupe du Parti Communiste tunisien ont accusé les leaders du Néo-Destour de maintenir des contacts avec le fascisme italien et le nazisme allemand. Bourguiba fut également accusé de collusion avec le fascisme, en particulier après son intervention, tenue lors de la grève du 8 avril 1938, dans une émission diffusée par Radio Bari, la radio de propagande fasciste adressée aux pays Nord-Africains¹²².

Un examen plus attentif et objectif du contexte politique de l'époque permet d'expliquer ce moment de fragilité idéologique des nationalistes tunisiens : les pays symboles de la démocratie et des valeurs de l'antifascisme pour tous les Européens, la Grande Bretagne et la France, étaient surtout, et en premier lieu pour les peuples de leurs immenses empires coloniaux, des puissances colonisatrices sans scrupule.

On ne peut donc être surpris du fait que la majorité des militants politiques tunisiens aient été sans doute plus proches du mouvement nationaliste que du PCT.

Les avant-gardes plus jeunes et combattives du peuple tunisien se regroupaient autour du Néo-Destour, qui dans sa lutte contre le colonialisme français, maintenait alors des contacts avec le fascisme italien. Pour cela nous on le considérait comme une organisation philo-fasciste, et nous ne sommes pas arrivés à comprendre la force grandissante du mouvement nationaliste arabe¹²³.

En conclusion, au moment où d'un côté le mouvement antifasciste et le parti communiste en Tunisie étaient les protagonistes d'une page importante de l'histoire de la lutte contre le nazisme et le fascisme en Europe, de l'autre côté se développait l'un des mouvements nationalistes les plus forts du monde arabe. La fracture entre les deux idéologies devint inévitable parce que pour les Européens, avec la propagation du nazisme et du fascisme en Europe et le péril de la guerre, le groupe communiste devenait de moins en moins un parti « tunisien » et de plus en plus « européen », subordonné aux directives du Parti communiste français.

¹²² A. Marzano, *Onde fasciste: La propaganda araba di Radio Bari (1934-1943)*, Roma, Carocci, 2015. On retrouve la description des événements de 1938 et en particulier un autre discours important de Bourguiba à la radio, diffusé le 4 avril 1943 « après de longues négociations », p. 99-100.

¹²³ G. Amendola, *Lettere a Milano 1939-1945*, Roma, Editori Riuniti, 1976 (2° ed.), p.6 (ma traduction).

A l'intérieur du parti communiste, donc, l'élément autochtone s'affaiblissait parce que, après la promulgation des lois raciales de 1938 en Italie, beaucoup de Juifs italiens de Tunisie adhéraient au parti communiste, mais aussi du fait de l'arrivée de dirigeants européens en Tunisie et enfin à cause de la reconversion de nombreux militants tunisiens vers le Néo-Destour.

Un communiste sarde à Tunis

Né en Sardaigne en 1905, militant dès le plus jeune âge au PCI, le Sarde Velio Spano est devenu l'un des plus importants leaders du parti après la chute du fascisme, membre de l'Assemblée Constituante en Italie, puis Sénateur de la République.

Spano a été envoyé en Tunisie après un épisode très important dans l'histoire de l'antifascisme en Tunisie : l'assassinat de Giuseppe Miceli par une équipe de cadets fascistes du navire Vespucci (qui n'ont jamais été jugés) et le saccage du cercle antifasciste Garibaldi le 20 septembre 1937. Ces événements ont amené le Centre antifasciste de Paris, suite à la vive et surprenante réaction de l'opinion publique tunisienne (italienne, européenne et arabe) dans les jours qui ont suivi l'assassinat, à s'intéresser à la communauté italienne et au groupe antifasciste dans le pays.

Quand les dirigeants antifascistes à Paris ont compris qu'il y avait un mouvement important à Tunis, ils ont décidé d'envoyer Spano avec un projet politique bien défini et très délicat : prendre en charge le mouvement antifasciste et le petit groupe des communistes tunisiens pour mieux diffuser la propagande contre le nazisme et le fascisme dans la communauté des Italiens de Tunisie.

Velio Spano était déjà bien connu pour son expérience politique internationale en France, en Egypte et en Espagne¹²⁴. Sa période tunisienne fut, ainsi qu'il l'a écrit, la plus importante de sa vie, tant sur le plan humain – à Tunis Spano rencontra la famille Gallico et sa future épouse Nadia¹²⁵ – que sur le plan politique. Il vécut en Tunisie les années les plus intenses et difficiles de sa carrière politique : il y fut condamné deux fois à mort pendant le régime de Vichy mais il réussit par deux fois à échapper, de façon rocambolesque, à l'arrestation. Enfin, c'est en Tunisie

¹²⁴Spano, expatrié clandestinement en France en 1933, était devenu un leader de l'appareil étranger du PCI à Paris. En 1935, il fut envoyé en Égypte pour faire action de propagande parmi les soldats italiens passant par le canal de Suez pour aller en Éthiopie. Il fut aussi en Espagne en 1937 pour travailler dans la célèbre « Radio Milano » qui transmettait tous les jours depuis Aranjuez. A. Mattone, *op.cit.*

¹²⁵Toute la famille Gallico (Renato Gallico, le père, et tous ses fils, Ruggero, Loris, Nadia et Diana) a été activement impliquée dans la lutte antifasciste et pour les droits de l'homme.

que s'affirma en lui une nouvelle conscience qui pourrait être définie anti-coloniale et anti-impérialiste.

Son arrivée à Tunis le 2 octobre 1938¹²⁶ coïncide avec la (re)naissance du Parti Communiste Tunisien. En fait, quelques mois après son arrivée, le premier Congrès du PCT à L'Ariana (20 et 21 mai 1939)¹²⁷ avait proclamé la transformation définitive de la SFIC en Parti Communiste Tunisien (PCT)¹²⁸. Ali Jrad, secrétaire général du parti, présenta devant les soixante-dix délégués un rapport dans lequel le PCT choisissait son camp au niveau international, et se tenait au côté de la France démocratique en opposition à la menace fasciste et nazie. On était alors à la veille de la Seconde Guerre mondiale et la situation internationale était à l'évidence complexe.

Ce fut certainement un moment très difficile dans l'histoire du mouvement antifasciste, et en particulier pour le Parti Communiste en Tunisie, déchiré par des aspirations et contradictions inextricables, entre assujettissement idéologique aux directives étrangères et sensibilités diverses.

Les dynamiques entre les nationalistes et les communistes et antifascistes (qui comptaient, il ne faut pas oublier, sur le soutien de la France) étaient donc très complexes : on a déjà mentionné les événements d'avril 1938, survenus quelques mois plus tôt. D'autre part, les relations entre la France et l'Italie (les deux composantes nationales les plus fortes au sein du PCT) étaient particulièrement tendues. La « question tunisienne » est rouverte le 30 novembre 1938, quand le ministre des Affaires Étrangères Galeazzo Ciano dénonce unilatéralement les accords Mussolini-Laval de 1935, ravivant les rêves impérialistes de l'Italie fasciste sur la Tunisie.

Spano, dans ce contexte très difficile, ne s'est pas épargné dans son engagement antifasciste lors de ses années tunisiennes¹²⁹. Dans une première phase les revendications nationalistes des Tunisiens n'avaient pas une place de choix dans l'agenda de notre « révolutionnaire de profession », tel qu'il avait été défini, ni dans les journaux qu'il dirigeait et dans lesquels il a écrit, ni dans ses initiatives politiques. *Il Giornale*¹³⁰, le nouveau journal communiste en langue italienne,

¹²⁶ Découvert dès son arrivée, il a été arrêté et ensuite relâché uniquement grâce à l'intervention de quelques personnalités locales influentes. La nouvelle de son arrivée à Tunis fut annoncée dans les journaux locaux. Telespresso du consulat général d'Italie à Tunis (20.01.1939), *Spano Velio*, ACS, CPC. Cit. in A. Mattone, *Velio Spano*, Cagliari, Della Torre, 1978; L. El-Houssi, « L'urlo contro il regime », art. cit., p.179.

¹²⁷ Alors sous la présidence de Henry Loseray, député à Paris et secrétaire général de la section coloniale du PCF ; au congrès participèrent environ soixante-dix délégués et une centaine de sympathisants et Ali Jrad fut élu secrétaire.

¹²⁸ Bien que dans une circulaire d'août 1938 le parti se présente déjà comme une institution indépendante et que le terme de parti communiste soit déjà utilisé depuis quelque temps, comme nous l'avons vu, par la police. Sur le PCT, voir, par M. Kraiem (en plus du déjà mentionné *Le Parti Communiste*), « Aux origines du Pct 1919-1929 », *Revue d'Histoire Maghrébine*, 2, 1974, p. 116-137; H.R. Hamza, *Communisme et nationalisme en Tunisie*, Tunis, Université de Tunis, 1994; P. Sebag, *Communistes de Tunisie 1939-1943*, Paris, L'Harmattan, 2001; L. el-Houssi, « L'urlo contro il regime », art. cit.

¹²⁹ Il devient une référence importante pour la communauté italienne à Tunis, sur laquelle il écrivit un intéressant compte-rendu pour la revue *Lo Stato Operaio* du 30 janvier 1939.

¹³⁰ La collection complète du journal est à la Bibliothèque Nationale de Tunis.

fondé par Spano au début du 1939 et dont il était rédacteur en chef, offre un bon exemple de la distance avec les vicissitudes de la vie des Tunisiens et il traite très peu de leurs revendications nationales.

Il Giornale cessât d'être publié en septembre suivant et ce ne fut qu'une des conséquences de l'accord germano-soviétique du 23 août 1939, véritable « tremblement de terre », et moment très difficile pour tous les mouvements communistes dans le monde.

L'accord Molotov-Ribbentrop mit à l'épreuve l'unité des forces antifascistes en Tunisie : les communistes, réprimés par les forces fascistes, avaient aussi perdu la référence et la connexion avec le Parti Communiste français officiellement dissous. Ils furent expulsés par la Ligue Italienne des Droits de l'Homme (LIDU) et même isolés par les autres forces antifascistes, regardés avec méfiance par toute la communauté italienne (et juive en particulier) de Tunisie et enfin, forcé à la clandestinité en Tunisie, suite au décret beylicale du 6 octobre 1939 déclarant la dissolution du parti.

C'est précisément dans ces mois très difficiles qu'émerge la figure politique de Velio Spano : alors qu'il était l'un des très rares militants communistes ayant échappé à l'arrestation et à l'emprisonnement¹³¹, il réussit à recréer un réseau de membres du parti.

Le PCT dissous continua à travailler illégalement avec un Bureau politique constitué par Ali Jrad, George Scemama et Velio Spano. Le premier, Tunisien musulman, ayant une fonction de dirigeant et capable de parler aux masses tunisiennes ; le second, d'origine juive, était l'un des membres les plus irréprochables et courageux du parti ; Velio Spano, bien qu'arrivé récemment en Tunisie, était considéré comme une ressource politiquement précieuse: on estimait non sans raison, que son expérience de l'action clandestine serait très utile dans la période qui s'ouvrait.¹³²

Le rapprochement avec le nationalisme tunisien

La dernière partie de ce texte est focalisée sur la tentative de reprise des relations entre nationalistes et communistes en Tunisie dans les premières années quarante, quand le Parti Communiste comprend que l'unité d'action avec le Néo-Destour est fondamentale pour conduire le peuple tunisien à prendre parti sans délai pour les Alliés. Le Néo-Destour se rend compte que la guerre sera gagnée par les Alliés et en conséquence Bourguiba donne l'ordre aux militants néo-destouriens de coordonner leur action clandestine avec celle des Français gaullistes de Tunisie, « en

¹³¹ La seule période pendant laquelle Spano a été emprisonné en Tunisie a été celle après l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne (10 juin 1940), quand de nombreux Italiens (fascistes et antifascistes) ont été emprisonnés par la France dans des camps de concentration, comme celui de Sbeitla, dans le sud tunisien, où Spano et ses compagnons furent emprisonnés pendant quelques semaines. Cfr. P. Sebag, *op. cit.*, p. 29.

¹³² P. Sebag, *op. cit.*, p. 21.

laissant de côté pour après la guerre le problème de notre indépendance », car l'essentiel est que le pays se trouve « dans le camp des vainqueurs en ayant contribué si peu que ce soit à la victoire »¹³³.

Le choix pragmatique de Bourguiba avait été précédé par une ouverture tentée par le PCT : après le congrès de l'Ariana de 1939, la ligne politique du PCT prend un tournant anticolonial, ainsi qu'en témoignent les rares exemplaires de journaux de l'époque conservés dans les archives tunisiennes et françaises (*L'Avenir social* en français et *Al-Talī'a*, en arabe ; journaux bien sûr imprimés et diffusés clandestinement). La guerre est avant tout une guerre impérialiste et tous les opprimés, dans la métropole et dans les territoires colonisés, doivent s'unir contre l'impérialisme et contre la guerre, selon les thèses classiques du marxisme-léninisme, mais la libération des peuples colonisés devient une priorité¹³⁴.

Un changement radical de perspective idéologique, menant des proclamations générales et théoriques à une prise de conscience plus nette sur les questions du débat colonial et, surtout, sur les problèmes de la Tunisie encore sous protectorat français, aura lieu en avril 1941, lors d'une conférence clandestine¹³⁵ à Tunis, voulue par la nouvelle direction du PCT (et surtout par Spano)¹³⁶. Un vrai débat politique et officiel sur la « question tunisienne » s'ouvre au sein du Parti Communiste, avec la discussion et la publication des dites « Thèses politiques de juin », un document auquel Velio Spano contribua de façon fondamentale¹³⁷.

Après le rapport présenté par Robert Meimon, dans lequel la nécessité d'une voie commune est tout d'abord soulignée : « combattre l'impérialisme, tous les impérialismes, avec le projet d'une révolution socialiste dans la Métropole et une libération nationale de toutes les colonies »¹³⁸, Velio Spano présenta les *Thèses*, qui étaient les résultats d'un long débat au sein du parti.

Dans les *Thèses* la perspective analytique est celle des principes marxistes-léninistes appliqués à la réalité tunisienne, à la question nationale et coloniale, aux problèmes sociaux et économiques. Les 18 articles définissent le Parti communiste de Tunisie, « le parti de la classe ouvrière, des salariés agricoles, des paysans pauvres : il est le parti de tous les exploités de ce pays, de tout le peuple opprimé de Tunisie dont il poursuit la libération » (art. VI); la nécessité urgente de conduire le peuple tunisien « à l'affranchissement de la nation tunisienne du joug de

¹³³ *Ibid.*, p. 100-101. Les gravures sont extraites d'une lettre de Bourguiba adressée à Habib Thameur (8 août 1942).

¹³⁴ H.R. Hamza, *Communisme et nationalisme en Tunisie*, Tunis, Université de Tunis, 1994, p. 163-164.

¹³⁵ Au moment de cette réunion, le Résident général de la Tunisie était l'amiral Estéva, très hostile aux antifascistes et absolument fidèle aux directives de Maréchal Pétain et donc de l'Allemagne nazie.

¹³⁶ P. Sebag, qui était présent à la réunion, rapporte que les participants étaient : Ferruccio Bensasson, Aldo Bessis, Loris Gallico, Robert Meimon, Maurice Nisard, Ferdinand Pauser, Maurizio Valenzi, et Velio Spano, bien sûr. P. Sebag, *Communistes de Tunisie 1939-1943*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 25.

¹³⁷ Le texte intégral des *Thèses* peut être consulté aux Archives du Centre National de Documentation de Tunis. Une copie originale dactylographiée nous a été aimablement fournie par Nadia Gallico Spano.

¹³⁸ P. Sebag, *Communistes de Tunisie 1939-1943*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 37.

l'impérialisme et dans l'indépendance » (art. VII) pour réaliser « l'édification dans ce pays de la nouvelle société sans classes » (art. VIII).

La liste de revendications politiques et sociales à porter est très longue : c'est toute la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et pour la conquête des libertés démocratiques et pour le droit de vote aux Tunisiens. A partir de là, beaucoup d'autres objectifs sont listés dans le document : l'amnistie pour les prisonniers politiques tant destouriens que communistes ; une législation sociale basée sur le principe « à travail égal, salaire égal » ; la lutte contre le chômage, pour la liberté syndicale etc.

Les relations avec le Néo-Destour sont aussi abordées dans les *Thèses*, qui soulignent que les difficultés doivent être surmontées en vue d'une lutte politique vers des objectifs perçus comme communs. Il est souligné que serait donc souhaitable « une alliance entre tous les groupements politiques ayant comme but essentiel la libération de la Tunisie, et particulièrement entre le PC et le Destour » et cela ne sera possible que si « la nature foncièrement différente du PC (Parti révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple exploité) et du Destour (parti national-réformiste, ayant par périodes des buts objectivement révolutionnaires) ne doit aucunement empêcher la réalisation de cette alliance ».

Si d'une part les *Thèses* correspondent à des choix dictés par des opportunités politiques, elles représentent d'autre part un tournant dans les relations entre PCT et Néo-Destour : leurs énoncés sont en fait très loin des contenus du rapport présenté au Congrès du PCT en 1939 par le secrétaire Ali Jrad, qui proclamait catégoriquement : « Avec le Néo-Destour la rupture est totale. Ses chefs se sont vendus au fascisme »!¹³⁹

La question des relations avec le Néo Destour continue, à partir de ce moment, d'être au centre de l'agenda du PCT et « l'unité des communistes, de la masse des destouriens honnêtes et de tous les démocrates tunisiens contre l'hitlérisme », devient centrale dans tous les discours officiels de Spano : par exemple, dans son discours à la II Conférence d'Information du PCT (31 décembre 1941) à Tunis et dans le programme présenté au Congrès de 1942 (dans une Tunisie devenue théâtre de guerre et occupée par les Nazis).

Ce grand effort de rapprochement de ces deux champs politiques, pour gagner les masses tunisiennes au marxisme-léninisme, fut nommé effort « d'arabisation » du PCT. Mais ce fut un effort éphémère, car cette période était sur le point de se terminer avec la chute du nazisme et du fascisme et la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La longue expérience tunisienne de Spano,

¹³⁹ P. Manduchi, *op.cit.*, p. 28.

comme celle d'autres communistes et antifascistes européens, allait se terminer avec son retour en Italie après la chute du fascisme.

Après l'armistice de septembre, il quitte la Tunisie toujours sous un faux nom (Paolo Tedeschi), et arrive à Naples le 16 octobre 1943. Dès lors et jusqu'à sa mort le 7 octobre 1964, il va occuper un rôle de tout premier plan dans la vie de la République italienne et du parti. Il ne retourna jamais en Tunisie.

En conclusion, les événements vécus par un militant communiste italien et sarde comme Velio Spano pendant son expérience tunisienne peuvent être utiles pour mieux comprendre le travail des militants communistes et antifascistes, qui essaient de trouver un consensus politique et idéologique dans un contexte très différent de celui auquel ils sont habitués, un contexte ethniquement arabe (bien que cosmopolite) et culturellement musulman. Mais surtout ils peuvent nous aider à mettre l'accent sur toutes les contradictions, les points critiques, les distances idéologiques, mais aussi le grand potentiel développé dans les moments de synergie et d'approche tactique de part et d'autre, au fil des années de la difficile coexistence idéologique des mouvements communistes et des nationalistes arabes, sur la route difficile de l'indépendance.

Rôles et traces des communistes italiens dans l'action communiste en Tunisie (1936-1943)

Habib **Kazdaghi**

Contrairement à celui des communistes français qui dura jusqu'à l'avènement de l'indépendance en 1956, le rôle des communistes italiens en Tunisie avait globalement pris fin, au mois de mai 1943, au lendemain de la libération du pays par les forces alliées, marquant ainsi la fin de l'épisode de la domination germano-italienne sur la Tunisie (1940-1943). En effet, la majorité des cadres communistes italiens, même ceux qui étaient nés dans le pays, avaient fait le choix de rejoindre la péninsule dans le but d'y apporter leur contribution à sa libération et ensuite à l'édification de l'Etat postfasciste, au lendemain de la seconde Guerre mondiale. L'engagement politique des communistes italiens en Tunisie, surtout à partir de la seconde moitié des années trente traduisait une volonté de démarcation par rapport à l'idéologie fasciste, ambiante et dominante, au sein de la communauté italienne de Tunisie. Le choix du communisme était en grande partie l'expression d'une revanche des jeunes intellectuels issus des couches moyennes et même bourgeoises parmi la collectivité italienne de Tunisie. Un choix qui traduisait la déception de leurs parents bourgeois et libéraux ayant été attirés par la notion de grandeur de l'Italie prônée par Mussolini, mais ensuite très déçus par la dérive antisémite ayant marqué le discours fasciste, notamment à partir de 1938. Ces jeunes cultivés, influencés par les idées égalitaires et idéalistes, furent attirés par le parti socialiste italien, la Ligue des Droits de l'Homme et par le Parti communiste. Cependant, à l'époque de l'Internationale communiste (1919-1943), il ne pouvait exister qu'un seul parti dans chaque pays, d'où l'adhésion de ces jeunes au parti communiste actif en Tunisie. Encouragées par la victoire du Front populaire en France, les activités communistes en Tunisie, menées jusque-là dans le cadre d'une Région dépendante du PCF, vont se faire désormais,

au sein d'un parti communiste de Tunisie, officiellement indépendant du PCF au niveau de ses structures et de sa direction, mais qui va rester sous l'influence du « grand parti frère » intégrant dans ses rangs tous les militants communistes présents dans la régence. C'est dans ce contexte que les militants communistes italiens vont occuper une place de plus en plus importante dans la direction du parti communiste de Tunisie.

De l'anticolonialisme à l'antifascisme (sept 1934- juin 1936)

De septembre 1934 au mois d'avril 1936, l'organisation communiste de Tunisie, en état d'illégalité depuis mai 1922¹⁴⁰, mais par moments tolérée, ses membres ayant déjà fait l'objet de plusieurs vagues répressives, est à nouveau touchée le 3 septembre 1934 par la décision prise par Marcel Peyrouton¹⁴¹, Résident général de France en Tunisie d'éloigner huit dirigeants destouriens et six communistes dans les territoires du sud Tunisien. Au cours des mois qui suivirent, la répression contre les militants destouriens et communistes, ne connaît pas de répit. Suite à chaque distribution de tracts dénonçant la répression coloniale, la police procédait à de nouvelles arrestations de militants restés encore en liberté. Touchant au début des militants connus pour leur engagement communiste depuis les années vingt tels que : Hassan Saadaoui, Taieb Dabbab, Léon Zana, Valenzi, Ali Jrad, etc... la répression va s'étendre également à de jeunes militants qui n'étaient pas encore fichés par la police tel que Georges Adda ou Mohamed Jrad. La résistance à la répression coloniale était animée par un « instructeur » communiste dépêché par le PCF. vivant à Tunis dans l'illégalité jusqu'à son arrestation et expulsion de la Régence en septembre 1935. Outre l'encadrement des nouveaux militants recrutés parmi les différentes communautés qui résidaient dans le pays : musulmans, juifs, français, italiens, les rapports des agents des renseignements italiens, basés à Tunis, signalaient un engagement des jeunes Juifs et aussi de jeunes Italiens qui,

¹⁴⁰ La Section Tunisienne de la SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste) a été fondée à Ferry -ville (actuelle Menzel Bourguiba, au Nord de la Tunisie), le 27 mars 1921 en présence de Charles-André Julien, responsable communiste pour l'Afrique du Nord. La Section fut interdite au mois de mai 1922 juste la veille de la visite de du président français Millerand en Tunisie.

¹⁴¹ Marcel Peyrouton, homme politique français, né à Paris en 1887 et décédé en 1983. Il exerça en Tunisie les fonctions de Résident général en Tunisie de 1933 à 1936.

à peine formés politiquement, allaient s'engager dans un activisme et une agitation politique qui se traduisaient surtout par la publication de journaux, la distribution de tracts et l'affichage de posters dénonçant l'invasion italienne de l'Ethiopie. C'est ainsi qu'on apprend qu'entre juin et septembre 1935 fut publié *Il Libératore*, organe de la section italienne clandestine du PCT¹⁴². La publication de ce journal exprime un nouveau visage de l'antifascisme italien, cette fois-ci, lié au parti communiste qui va s'ouvrir aux jeunes Italiens¹⁴³, en plus des Tunisiens musulmans et juifs ainsi que des militants français. Ainsi la présence de l'élément italien au sein de l'organisation communiste en Tunisie allait infléchir son action vers l'antifascisme italien en plus de l'anticolonialisme à l'égard de la France. Cette nouvelle orientation va se confirmer encore plus suite à la participation d'un militant tunisien au 7^{ème} congrès de l'Internationale communiste qui officialise le tournant et l'engagement officiel du mouvement communiste dans la lutte antifasciste. En effet, l'organisation communiste réussit à envoyer à Moscou un de ses membres, Eugène Bessis¹⁴⁴, pour assister en juillet-août 1935 aux travaux du septième congrès de l'Internationale communiste où il prit la parole. Son intervention est publiée dans les journaux de l'Internationale, citée sous le pseudonyme de « Colter ». Après un séjour de deux mois à Moscou au cours duquel il rencontre des responsables de l'instance mondiale du communisme et reçoit les nouvelles directives politiques et organisationnelles, il rentre au pays au mois de septembre 1935 avec en poche l'importante décision relative à la transformation des sections communistes dans les colonies françaises en des organisations indépendantes du P.C.F. Cependant, à peine rentré à Tunis, il est lui-même arrêté et envoyé rejoindre ses camarades dans les territoires du sud tunisien, le projet de « tunisification » tant réclamé depuis 1928, est de fait encore une fois reporté à cause de la poursuite de la répression coloniale. Il va falloir attendre le mois d'avril-mai avec la victoire du

¹⁴² M. Brondino, *La Stampa italiana in Tunisia*, p. 200 cité in Oppizi, *Les juifs italiens de Tunisie pendant le fascisme (1921-1943)*, thèse soutenue à l'Université Paris-Vincennes (Paris 8), le 27 novembre 2017, p. 350.

¹⁴³ M. Oppizi, *Ibid*, p. 350.

¹⁴⁴ Bessis, Eugène, militant syndicaliste à la CGTU, au début des années 1930 (Syndicat des Employés), participe à la rédaction du journal *Revendiquons*, il est adhérent, au P.C.T. à partir de 1931, il fait partie de sa direction clandestine en 1935 et 1936. En Juillet 1935, il participe à Moscou, au VII^e congrès de l'Internationale communiste. Arrêté à son retour en Tunisie, au lendemain de sa libération en mai 1936, il part en France où il s'installe et milite au PCF. Voir Juliette Bessis, *Les Fondateurs. Index biographique des cadres syndicalistes de la Tunisie colonisée (1920-1956)*, Paris, l'Harmattan, 1985, p.40.

Front populaire aux élections en France. Déjà, dès le mois d'avril, le gouvernement français dirigé par Sarraut avait rappelé le Résident Marcel Peyrouton dont le mandat avait été marqué par plusieurs épisodes de répression puis désigné un nouveau représentant en Tunisie, le socialiste Armand Guillon. A son arrivée, ce dernier procède à la libération des nationalistes du parti Destour et des communistes éloignés dans les territoires du Sud tunisien. La victoire du Front populaire annonce le début d'une nouvelle étape pour les communistes italiens de Tunisie.

Réorganisation du parti communiste et début d'implication des communistes italiens (1936-1939)

La victoire du Front populaire en France aux élections d'avril-mai 1936 et la formation du gouvernement dirigé par le socialiste Léon Blum donna un nouveau souffle à l'ensemble des forces de gauche en Tunisie et en particulier au mouvement communiste dont les militants avaient été constamment réprimés depuis 1926. Ce fut l'occasion pour eux de mettre en exécution les décisions, relatives à l'autonomie de leur parti, prises au Congrès de l'Internationale communiste au mois de juillet 1935. Le 1^{er} juin 1936, une réunion des communistes, appelée conférence nationale, annonce la transformation de la région tunisienne du PCF en parti communiste de Tunisie avec la nomination de nouvelles structures dirigeantes et la désignation d'un secrétaire général : Ali Jrad¹⁴⁵. La victoire du Front populaire en France redonne également de l'espoir aux antifascistes italiens de Tunisie. Au noyau de jeunes Juifs italiens qui s'étaient déjà engagés dans l'action communiste clandestine, d'autres militants antifascistes italiens vont se joindre dans le cadre du « Rassemblement populaire de Tunisie », un cadre regroupant tous les partis, associations et

¹⁴⁵ Ali Jrad (1911-1976), originaire du sud tunisien, adhère au communisme en 1928, séjourne à Moscou de 1931 à 1933 où il suit les cours de l'Université des Peuples d'Orient. De retour en Tunisie en 1934, il est arrêté en 1935. Elu secrétaire général du P.C.T. lors de la conférence tenue le premier juin 1936, confirmé dans ce poste lors du premier congrès du P.C.T. tenu à l'Ariana au mois de mai 1939. Voir Neila Jrad, *Ali Jrad, Communiste tunisien. Entre mémoire et histoire*, Tunis, Ed. Arabesques, 2018.

syndicats soutenant le programme social et la politique antifasciste du Front populaire. Dans ce nouveau cadre vont se retrouver les socialistes de la SFIO, les communistes du PCT, les membres du Parti Radical, La Ligue Italienne de Droits de l'Homme (LIDU), la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme (LICA). Le Rassemblement se transforma vite en organisme de coordination entre antifascistes français et italiens d'autant plus qu'il offrit aux Italiens la possibilité de mener leurs actions au grand jour. C'est ainsi que les jeunes communistes italiens allaient s'impliquer de plus en plus dans le parti et constituer désormais une composante importante du PCT. Outre la publication de journaux communiste en langue arabe (*Attaliaa - Avant-garde*) et en langue française, *l'Avenir Social*, réapparaît à nouveau à partir du mois de novembre 1936. De leur côté les communistes italiens s'activent et participent à la publication du journal antifasciste *l'Italiano di Tunisi*, fondé par l'ensemble des tendances politiques qui ont accepté de confier la direction du journal au communiste Loris Gallico. Les communistes italiens sont également présents au sein des structures de la LIDU, ce ne fut donc pas un hasard que Guiseppe Micelli le militant attaqué par les cadets dans le local de la LIDU soit un communiste. Le fait nouveau constaté au cours de la seconde partie de la décennie des années trente, c'est la participation de plus en plus importante à la lutte antifasciste d'Italiens de Tunisie dont les familles sont originaires de Livourne. Dans leurs rapports, les services fascistes de renseignements notent que le nombre des militants juifs acquis à la lutte antifasciste a doublé par rapport à la décennie précédente¹⁴⁶. C'est à partir de 1936 qu'apparaissent les noms de Maurizio Valenzi, Loris Gallico, Alberto Bensasson, Ferruccio Bensasson. Dans son rapport établi suite à sa présence au premier congrès du PCT, au nom du PCF et de l'Internationale communiste, Robert Deloche note que désormais la composition nationale et ethnique du parti est formée en plus des Tunisiens juifs et musulmans et des Français, d'un groupe d'Italiens¹⁴⁷. Cette présence des adhérents va se traduire au niveau des instances du

¹⁴⁶ M. Oppizi, *Les juifs italiens.*, *op.cit.* p. 351.

¹⁴⁷ Russian state Archive for Social and Political History (RGASPI, Moscou), Fonds 517, Rapport de Lozeray en date du 8 juin 1939 sur « le parti communiste tunisien » où il avance que le parti, au moment du premier congrès tenu le 20 mai 1939, comptait 458 militants se répartissant comme suit : 210 Français, 115 Tunisiens musulmans, 98 Tunisiens juifs et 35 Italiens.

parti issu du congrès du parti. Sur les huit membres du Bureau politique on comptait trois Arabes [sic] dont le secrétaire général Ali Jrad, deux Tunisiens juifs, un Français et deux Italiens (Maurizio Valenzi et Loris Gallico). A ces éléments locaux la direction du parti communiste italien jugea nécessaire d'envoyer à Tunis deux militants qui arrivent en 1938. Il s'agit de Vélío Spano et Giorgio Amendola, deux communistes expérimentés, chargés d'apporter leur contribution à l'action antifasciste parmi les Italiens. Ils sont respectivement directeur et rédacteur en chef du journal antifasciste *Il Giornale*. Mais le renfort en militants n'empêcha pas pourtant l'éclatement du front antifasciste suite à la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1938.

Pacte germano-soviétique, scission dans l'antifascisme italien en Tunisie et répression des communistes tunisiens.

Après avoir justifié dans les colonnes d'*Il Giornale* le pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939, G. Amendola revient dans ses mémoires sur cet épisode et argumente sur les raisons de son choix à l'époque des faits. Pour lui, « c'était le moment de prouver notre fidélité inconditionnelle au pays du socialisme, au PC de l'URSS et au camarade Staline ». Cet alignement total des communistes italiens sur la politique prônée par Staline n'était pas pour plaire à leurs alliés dans le combat contre le fascisme. L'indignation est totale chez les riches italiens de confession juive qui arrêtent alors de financer le journal. Faute de ressources, *Il Giornale* cessa de paraître peu de temps après. Au sein des instances de la LIDU, les communistes sont mis en minorité, toutes les autres tendances s'opposant désormais à eux : Républicains, socialistes, anarchistes et francs-maçons. Loris Gallico, qui était rédacteur en chef de l'*Italiano di Tunisi* depuis sa fondation en 1936 est remercié et relevé de ses fonctions. L'isolement des communistes italiens est total parmi les forces antifascistes en Tunisie d'où leur repli vers le parti communiste où ils trouvèrent refuge.

Cependant, le parti lui-même ne sera pas épargné par les autorités françaises qui reprochent à ses militants une connivence avec l'ennemi. En effet, peu de temps après la promulgation en France du décret-loi du 26 septembre 1939 interdisant les activités du PCF, un décret beylical en date du 6 octobre 1939 prononça la dissolution du PCT et de toute association qui s'y rattachait (Union des jeunes filles, association des Auberges, les jeunesses communistes etc..). Dans le même contexte, le bureau de l'Union départementale de la CGT, dirigé à l'époque par les socialistes, décida d'exclure tous les militants syndicalistes d'obédience communiste. Déjà accusés depuis le mois d'août de collusion avec l'ennemi, au moment de la déclaration de la guerre, les services de police avertissent les dirigeants du parti dissous contre tout regain d'activités. Dans les premiers jours de février 1940, les militants les plus connus sont arrêtés par la police et assignés à résidence surveillée dans différentes localités du pays¹⁴⁸. C'est ainsi qu'Ali Jrad, le secrétaire général du parti est placé en résidence surveillée à Makthar, Hassen Saadaoui au Kef et ensuite à El Guetar, Mohamed Jrad à Kélibia, Georges Adda qui résidait depuis 1938 en France est arrêté à Paris et obligé de quitter le pays. A son arrivée à Tunis, il est conduit directement à Zaghouan pour être placé en résidence surveillée. Les membres restés en liberté vont tenter de refaire surface à travers la publication en avril 1940 d'un numéro de *l'Avenir Social* illégal pour exprimer leur solidarité avec les vingt-sept députés communistes français arrêtés et condamnés le 1^{er} avril à cinq de prison¹⁴⁹. Une campagne répressive va s'abattre sur eux et c'est ainsi que onze militants sont arrêtés et ne seront jugés que 16 mois plus tard¹⁵⁰. Paul Sebag témoigne qu'au « printemps de l'année 1940, le PCT avait perdu la plupart de ses militants »¹⁵¹. Le 10 juin 1940, quelques jours avant la signature de la défaite française, l'Italie mussolinienne entre en guerre aux côtés de l'Allemagne hitlérienne¹⁵². Considérant cette déclaration comme un acte de défiance, les autorités françaises procèdent à

¹⁴⁸ P. Sebag, *Communistes de Tunisie (1939-1943), Souvenir et documents*, L'Harmattan, 2001, p.26.

¹⁴⁹ *Ibid.* p.26.

¹⁵⁰ *Ibid.* p.26.

¹⁵¹ *Ibid.* Paul Sebag témoin de cette époque écrit « les Français avaient été mobilisés, les Tunisiens musulmans avaient été placés en résidence surveillée, les Tunisiens israélites avaient été décimés par la répression. Les Italiens n'avaient pas été épargnés ».

¹⁵² *Ibid.*

l'arrestation des Italiens en âge de porter des armes. En Tunisie, comme en France, les communistes italiens tout comme leurs compatriotes politisés sont internés dans des camps vite aménagés au centre et au sud de la Tunisie¹⁵³. Paul Sebag affirme que « dans les premiers jours du mois de juillet 1940, il n'existait plus grand-chose du petit parti communiste de Tunisie ». C'est autour de la personne de Velio Spano que la direction clandestine du parti va être réorganisée.

Velio Spano aux commandes du P.C.T (juillet 1940- mai 1943)

Dépêché en Tunisie en octobre 1938 par la direction du P.C.I, Vélío Spano avait pour tâche initiale de prêter main forte à l'action des antifascistes italiens, mais rapidement son activisme nourri par son expérience antérieure va s'étendre à l'ensemble des activités communistes dans le pays. Déjà, en octobre 1939, lorsque le P.C.T fut dissous et qu'on redouta qu'une telle mesure pouvait être suivie par une campagne d'arrestations, une direction illégale fut formée, avec Velio Spano à sa tête¹⁵⁴. Dans ses mémoires Paul Sebag nota, qu'en juillet 1940, il ne restait plus rien de cette direction à part Velio Spano. Encore une fois, c'est autour de lui que « le parti était à recréer, à partir d'un petit nombre d'anciens militants isolés, désorientés par le cours des événements, mais qui n'en étaient pas moins restés fidèles à l'idéal communiste »¹⁵⁵. Désormais, Velio Spano est le commandant de bord de l'action communiste en Tunisie jusqu'au mois de mai 1943, date de la libération de la Tunisie par les forces alliées et début de sa retraite pour aller rejoindre l'Italie.

¹⁵³ *Ibid.*, p.27. Paul Sebag se réfère notamment à A. Mattone, *Velio Spano, vita di un rivoluzionario di professione*, Cagliari, Edizioni della Torre, Cagliari, 1978, p. 56-57.

¹⁵⁴ M. Nisard, « Adieu, Camarade Spano », *L'Avenir Social*, 23 octobre 1943, article écrit suite au retour de Spano en Italie, il est noté « qu'avec la guerre, d'autres tâches appellent notre camarade : La plupart de nos cadres sont frappés par la répression ou dispersés par la mobilisation. Velio Spano, membre de l'Appareil central du Parti communiste italien, vivant exemple de l'internationalisme prolétarien, se met entièrement au service des communistes tunisiens. Il devient le pivot de l'édification du parti qui luttera, sans relâche contre Vichy, contre l'occupant boche ».

¹⁵⁵ *Ibid.*, p .29

L'objectif fut double, il s'agissait de reconstruire un parti complètement déstructuré et d'infléchir sa ligne politique en l'adaptant au nouveau contexte international et en tenant compte des rares informations en provenance du P.C.F et surtout de Moscou, centre à l'époque du communisme mondial et de l'Internationale communiste.

La première période dans la « gestion » du PCT va du mois de juillet 1940 à juin 1941 et est marquée sur le plan de la politique internationale, d'un côté, par la mise à l'écart de la France après sa défaite devant l'Allemagne et la signature de l'armistice en juin 1940. D'un autre côté, c'est le renforcement de l'Allemagne qui a mis à son profit le pacte germano-soviétique, en annexant ou en occupant plusieurs territoires au centre et à l'Est de l'Europe et en attaquant l'Angleterre à l'Ouest. Pour les communistes de Tunisie, l'objectif tel que défini par l'Internationale communiste dont les directives sont exfiltrées à travers les ondes de Radio-Moscou, n'était plus de lutter contre le fascisme mais d'apporter leur contribution à la lutte contre la « guerre impérialiste », ce qui va se traduire par la revendication renouvelée de l'indépendance de la Tunisie¹⁵⁶. Certes, le mot d'ordre d'indépendance réapparaît dans les journaux communistes publiés en langue arabe et en langue française, cependant, ce qui faisait défaut au parti était qu'il « n'existait pas alors d'organisation qui permit d'en assurer la diffusion, fût-elle réduite. Il fallait avant tout reconstituer le parti »¹⁵⁷. C'est la tâche à laquelle s'attèle Velio Spano mettant à profit son expérience antérieure. Il procéda à la formation de « groupes d'études » avec des effectifs très réduits, afin de protéger les militants de la répression, évitant la mise en place de véritables cellules. Ainsi en évitant cette option, les jeunes recrutés ne sont plus invités à « faire partie d'une organisation (dissoute) dont la reconstitution était sévèrement réprimée par la législation en vigueur »¹⁵⁸. Une telle démarche devait comporter « une période d'inactivité, au cours de laquelle on instruirait tous les membres de l'organisation des règles de la clandestinité et de l'attitude à observer en cas d'arrestation, au cours des interrogatoires de

¹⁵⁶H. Raouf Hamza, *Communisme et nationalisme en Tunisie, de la libération de libération à l'autonomie interne*, Tunis, 1994, p. 163. L'auteur remarque que « tout au long de l'intermède du pacte germano-soviétique, le PCT devait appeler à la lutte contre la guerre impérialiste, et reprendre, comme l'ensemble du mouvement communiste international, le mot d'ordre d'indépendance des peuples coloniaux ».

¹⁵⁷P. Sebag, *Communistes de Tunisie, op.cit.*, p. 31.

¹⁵⁸*Ibid.*, p. 31.

police, à l'instruction et devant les tribunaux »¹⁵⁹. Les récits des témoins communistes de cette époque attestent des moments forts de cette pédagogie « révolutionnaire ». Des réunions importantes jalonnent tout un parcours militant : La conférence d'Avril (1941), les thèses de juin (1941) ont balisé le processus de formation d'une nouvelle direction composée de militants d'origine française, italienne, tunisienne juive : Velio Spano, Robert Meilmon, Maurizio Valenzi, Ferdinand Pauser, Paul Sebag, Loris Gallico, Aldo Bessis, Ferruccio Bensasson, Maurice Nisard.

Réunis autour de ce qu'on appelait à l'époque « l'idéal communiste », la composition multiethnique et religieuse des membres de la direction illégale du PCT ne fut pas un frein¹⁶⁰ pour l'élaboration d'un programme destiné à libérer la Tunisie. En effet, l'article XI des thèses de juin 1941 préconisait comme but de guerre « l'affranchissement de la nation tunisienne du joug de l'impérialisme ». La réalisation d'un tel objectif exigeait, selon l'article XIV des mêmes thèses, la formation d'un front unique contre l'impérialisme : un « front unique du peuple tunisien doit s'exprimer dans une alliance entre tous les groupements politiques ayant comme but essentiel la libération nationale de la Tunisie, et particulièrement entre le P.C. et le Destour »¹⁶¹. Cependant, au moment de l'adoption des thèses, intervint le 22 juin 1941, l'attaque « hitlérienne contre l'Union soviétique », qui constitua le véritable tournant pour les communistes dans le monde. Elevé, éduqué comme militant d'un parti mondial dont l'objectif premier est en ces circonstances historiques d'« assurer par tous les moyens la victoire de l'armée rouge sur son agresseur » tel que le stipule l'article XIV des thèses de juin 1941 . Conçues pour définir les objectifs du parti dans le contexte de la guerre impérialiste, les thèses de juin ont été vite « ajustées » pour tenir compte du véritable

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.33.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 39. Il semble qu'afin de rendre son action plus efficace et plus crédible au regard de la population majoritaire en Tunisie, la direction illégale du P.C.T « avait chargé un membre de l'organisation, Maurice Nisard, qui exerçait la profession d'avocat, de se rendre discrètement à Maktar, d'entrer discrètement en contact avec Ali Jrad, qui s'y trouvait depuis plus d'un an en résidence surveillée et de le persuader de s'évader de Maktar pour gagner Tunis... » (L'évasion avait eu lieu, toujours selon le témoignage de Paul Sebag, au cours du mois de mars 1941. A partir de cette date, Ali Jrad rejoint la direction clandestine du PCT).

¹⁶¹ *Ibid.*, p.44. Paul Sebag reconnaît que « cet article n'existait pas dans le projet de thèses de juin qui étaient élaborées depuis le mois d'avril précédent. et qu'il a été ajouté après l'agression de l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique, car il définit exactement la nouvelle ligne qui sera adoptée par le P.C.T. après le 22 juin 1941 ».

« grand tournant » pris par la guerre suite à l'attaque hitlérienne contre l'Union soviétique¹⁶². Le groupe réuni autour de Velio Spano, se considère « comme les communistes du monde entier, ... en état de trêve amicale avec tous ceux qui combattent contre l'agresseur de l'Union soviétique, espoir suprême et sauvegarde et l'avenir des peuples opprimés » (Article XVI) des thèses de juin 1941 du PCT¹⁶³.

Le grand tournant pour les communistes de Tunisie a été de répondre à la question que leur a posé Velio Spano le soir du 22 juin 1941 : « Devions nous continuer à observer le repli dans lequel, depuis un an, nous nous étions confinés, pour ne pas exposer notre organisation, encore bien faible, aux rigueurs de la répression ? ou bien devions-nous, coûte que coûte, exprimer notre solidarité avec l'Union Soviétique et appeler la population du pays à soutenir sa cause ? »¹⁶⁴. Ainsi, le jour même de « l'agression contre l'Union Soviétique », la décision est prise par les communistes de Tunisie sous la houlette de Velio Spano de se « lancer dans l'action ouverte »¹⁶⁵.

L'engagement des communistes dans la bataille pour la défense de l'Union Soviétique s'est concrétisé par la publication et la distribution régulière de trois journaux clandestins s'adressant à trois groupes de populations qui habitaient la Tunisie de l'époque : Arabes, Français et Italiens. Le journal : *Ettaliaa*, (l'avant-garde) en Arabe, *l'Avenir Social* et *Il Soldato Italiano*, en italien en direction des soldats italiens qui vont débarquer avec les Allemands au moment de la campagne de Tunisie (novembre 1942-mai 1943). L'ensemble des numéros parus durant cette période (juin 1941-mai 1943) seront regroupés et publiés dans une brochure au lendemain de la libération de Tunis¹⁶⁶.

La comparaison du contenu des trois journaux fait ressortir qu'il s'agit du même contenu à savoir :

¹⁶² *Ibid.*, p.44. Paul Sebag reconnaissait dans ses mémoires, qu'à l'époque, les communistes de Tunisie ne savaient pas que « Staline avait été prévenu par Churchill de l'imminente attaque allemande et qu'il n'avait pas voulu y croire » (H. Carrère d'Encausse, *Staline. L'ordre par la terre*, Paris, Flammarion, 1979, p. 101).

¹⁶³ *Ibid.*, p.44 .

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 46. Paul Sebag informe que « la réunion eut lieu dans la soirée (du 22 juin 1941) à la villa des Gallico à Carthage, une petite pièce indépendante, qui en d'autres temps avait été le logement du jardinier. Ceux qui étaient présents furent : Velio Spano, Robert Meimon, Maurizio Valensi, Loris Gallico, Ferruccio Bensasson et moi-même. Il s'agissait en fait d'une réunion de la direction du parti élargie à quelques camarades considérés alors comme les plus sûrs ».

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Documents : *La lutte clandestine du Parti Communiste de Tunisie Contre les Hitlériens et les valets à leur service*, Tunis, 1944.

« dénonciation d'Hitler, accusation de collusion et de vassalité du Bey à la politique allemande, rapprochement et similitude des politiques de Vichy et du fascisme, dénonciation du pillage du pays, avertissement aux collaborateurs etc... ».

Chaque campagne de distribution des journaux ou d'affichage de mots d'ordre sur les murs de la ville est suivie par une vague répressive : arrestations, tortures, condamnations à de fortes peines. Le bilan fut lourd pour une petite organisation qui ne comptait que quelques dizaines d'adhérents : Trois militants assassinés dont deux militants espagnols Cavia¹⁶⁷ et Luna¹⁶⁸, arrivés en Tunisie en mai 1939 suite à la débâcle des républicains en Espagne. « Trois condamnations à mort par contumace, 20 condamnations aux travaux forcés à perpétuité, 15 militants ont totalisé 190 années de travaux forcés, 17 ont totalisé 41 années de prison, un militant communiste italien a été condamné par un conseil de guerre fasciste italien à 24 ans de réclusion, 20 ont totalisé 583 mois de camp de concentration »¹⁶⁹. Velio Spano figure parmi les trois condamnés par contumace aux côtés de M. Nisard¹⁷⁰ et de G. Attal¹⁷¹. Il s'agit d'une lutte qui s'est faite parfois à contre-courant¹⁷², les Allemands apparaissant aux yeux d'une partie importante de la population musulmane comme des « libérateurs » de la Tunisie de la domination française, en faisant leur l'adage simpliste : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami ».

¹⁶⁷ Dans sa livraison du 4 septembre, *l'Avenir Social* rend hommage aux deux militants communistes espagnols à travers un article intitulé « Cavia et Luna : deux martyrs de notre parti ». Tous les deux étaient arrivés à Tunis en mai 1939 avec les réfugiés républicains espagnols. « Cavia avait poussé l'audace, jusqu'à distribuer aux passants dans la ville arabe, l'organe de notre parti « Ettaliaa » en langue arabe. Des nervis du Croissant Rouge l'arrêtent et il est remis entre les mains de Marty... ce dernier le soumet aux tortures électriques. Il voudrait lui arracher des révélations qui permettraient de mettre la main sur l'organisation clandestine... Profitant d'un court moment de répit et d'une distraction de ses tortionnaires, Cavia se jeta par la fenêtre, son corps se fracassa sur le pavé ».

¹⁶⁸ Dans le même article de *l'Avenir Social* du 4 septembre 1943, rendant hommage aux « Deux martyrs de notre parti » Luna est présenté comme suit : « Des deux, c'est Luna qui devait tomber le premier. Alors qu'il pénètre dans sa maison, il est surpris par une perquisition de la police. Il essaye de s'échapper. Il est poursuivi dans la rue. Le policier Montaigne l'abat d'une balle dans le dos ».

¹⁶⁹ Documents : *La lutte clandestine., op.cit.* « Introduction ».

¹⁷⁰ *l'Avenir Social*, 23 octobre 1943, « Adieu, Camarade Spano », Maurice Nisard rend hommage à Velio Spano, et annonce son départ et rappelle qu'il « était venu en octobre 1938 pour animer le mouvement antifasciste italien, pour œuvrer au renforcement des liens entre le peuple italien, les peuples tunisien, et français »

¹⁷¹ Documents : *La lutte clandestine .., op.cit.*, « introduction ».

¹⁷² Nous avons évoqué plus haut le cas du militant Luna dont l'arrestation a été faite par des tunisiens membres du Croissant rouge et qui étaient des sympathisants des Allemands.

En conclusion, on peut retenir que la place occupée par les communistes italiens dans la lutte antifasciste en Tunisie et dans la direction du PCT trouve son explication dans le contexte historique marqué par une répression ayant touché à partir de 1940 les cadres communistes tunisiens tant musulmans que juifs ainsi que les militants français. L'engagement des communistes italiens avec le rôle particulier de Velio Spano peut être considéré comme un soutien venu renforcer l'action en faveur de l'antifascisme au sein d'une collectivité italienne de Tunisie longtemps gagnée aux thèses de Mussolini. Il est à noter que cette présence des italiens dans les rangs et dans la direction du P.C.T. n'a pas empêché la mise en place d'un programme anti-impérialiste appelant à l'indépendance de la Tunisie. Le « grand tournant » a été annoncé le 22 juin 1941, avec l'engagement des communistes dans l'effort de guerre et la solidarité avec l'Union Soviétique. La priorité donnée à nouveau, à la lutte contre le nazisme, était certes dictée par un choix politique des communistes en faveur de Moscou pour « sauver la patrie du socialisme ». Ce choix allait être bientôt partagé par tous ceux qui avaient fini par comprendre qu'il était désormais nécessaire de se joindre au large front mondial des partisans de la liberté. L'objectif est de sauver le monde du danger nazi dont la première défaite s'est réalisée en Tunisie au mois de mai 1943 avec la débâcle des forces allemandes. Même s'ils quittent¹⁷³ la Tunisie dès l'automne 1943, les communistes italiens garderont en mémoire cette étape tunisienne de la lutte contre le fascisme à travers plusieurs récits et biographies publiés en Italie¹⁷⁴, racontant cet épisode de leurs parcours militants.

Imposée par des exigences de la lutte contre le nazisme et le fascisme ainsi par les conditions de la guerre, une brève, mais forte rencontre sur le sol tunisien entre communistes tunisiens, italiens, français et espagnols, va tisser des liens durables de solidarité et un engagement commun, entre

¹⁷³ Velio Spano fut le premier à quitter la Tunisie, *l'Avenir Social*, 23 octobre 1943, « Adieu, Camarade Spano », art.cit. D'autres articles publiés dans le journal *l'Avenir Social*, par Maurizio Valenzi, réclament que « les Italiens de Tunisie peuvent et doivent être associés à l'effort de guerre » ou demandent une « Voie libre aux antifascistes italiens ».

¹⁷⁴ A. Mattone, *Velio Spano. Via di un rivoluzionario...*, op.cit. ; A. Wanderligh, *Maurizio Valenzi, un romanzo civile*, Napoli, 1988. L. Valenzi (eds.), *Italiani e antifascisti in Tunisia negli anni Trenta. Percorsi di una difficile identità*, Napoli, Liguori Editore, 2008 ; N. Gallico Spano, *Mabrúk : ricordi di un'inguaribile ottimista*, Cagliari, AM&D Edizioni, 2005.

riverains de la Méditerranée, au lendemain de la Seconde Guerre, contre le colonialisme et pour l'indépendance des pays soumis à la domination européenne.

Le Parti communiste d'Italie et la guerre d'Ethiopie. De Adoua au Goggiam.

Luigi Candreva

Ni un homme, ni un sou pour la guerre du fascisme

Dès 1922, année de la conquête du pouvoir, le fascisme essaya de faire coïncider le destin de l'Italie avec celui du régime : une étape de ce parcours fut la guerre d'agression contre l'Éthiopie, dernier pays africain non colonisé, que l'Italie considérait comme un protectorat *de facto*¹⁷⁵. Cependant, les tentatives pour l'occuper militairement, la dernière ayant abouti à la désastreuse défaite d'Adoua en 1896, avaient toujours échoué.

Le *casus belli* a été fourni par l'accident d'Ual Ual, le 5 décembre 1934, une localité de l'Ogaden éthiopien, que l'Italie considérait comme faisant partie de sa colonie somalienne. Plus de 500 mille hommes et 5 millions de tonnes d'armes et de matériels sont envoyés en Afrique¹⁷⁶: la guerre d'Ethiopie n'est plus seulement une simple guerre coloniale, mais une guerre nationale, la guerre de la nation fasciste qui en Afrique de l'Est met en jeu tout son honneur et, à certains égards, sa propre existence¹⁷⁷. Plus de 270 tonnes de gaz toxiques, dont le gaz moutarde, et 60000 balles chargées à l'arsine furent envoyées¹⁷⁸.

Immédiatement après l'incident d'Ual Ual, le Comité central du Parti communiste d'Italie (PCDI) a émis un appel, titré de manière significative «Pas un homme pas un sou pour la guerre!», apparu dans l'*Azione popolare*, le vieux slogan antimilitariste de la Première Guerre mondiale. Il ne s'agissait pas, dans les intentions de la direction du PCDI, d'un simple appel à la propagande, mais

175 B. Mussolini, « Direttive e piano d'azione », p. 14, in G. Rochat, *Militari e politici e la preparazione della guerra d'Etiopia. Studio e documenti*, Milano, Franco Angeli, 1971, p. 379.

176 M. Dominiononi, *Lo sfascio dell'impero. Gli italiani in Etiopia 1936 - 1941*, Bari – Roma, Laterza, 2008, p. 10 - 11.

177 N. Labanca, *La guerra d'Etiopia 1935 - 1941*, Bologna, Il Mulino, 2015, p. 84 – 94.

178 *Ibid.*, p. 135; A. Del Boca, *I gas di Mussolini*, Roma, Editori Riuniti, 2007.

il contenait aussi des directives pour l'agitation antimilitariste dans la classe ouvrière et dans l'armée :

Les camarades connaissent déjà, en général, la position de notre Parti face à la guerre de brigandage du Gouvernement fasciste contre le Peuple abyssinien : nous luttons pour la défaite militaire du fascisme, nous luttons pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour la révolution prolétarienne : ce qui sauvera notre Pays de la catastrophe. Nos mots d'ordre généraux sont : « Bas les pattes de l'Abyssinie », « Hors d'Afrique », etc. Nous poussons les masses des soldats sur la voie de la fraternité avec le peuple abyssinien et de l'abandon du front avec les armes à la main. (...) 2. Travail antimilitariste de masse et travail dans l'armée. - Le travail antimilitariste doit être une activité, pas seulement de tout le parti, mais aussi de tous les travailleurs que nous pouvons influencer.»¹⁷⁹

Et *L'Unità* allait encore plus loin, souhaitant une nouvelle Adoua : « Vive Adoua ! Vive la défaite militaire ! »¹⁸⁰

Le point culminant de l'engouement nationaliste s'obtint avec la *giornata della fede* (journée de l'alliance), proclamée pour le 18 décembre 1935, deux mois après le déclenchement des hostilités, mais en fait étalée sur quelques semaines, pendant lesquelles on demandait à la population de donner tout l'or et les métaux précieux pour soutenir l'effort de guerre.

A cette campagne pour « l'or à la patrie » réagit le PCDI dans l'émigration, en France, avec la diffusion d'épisodes de résistance à la pression qui arrivait de l'ambassade italienne et des consulats. Sur *L'idea popolare* apparaissent des articles et des appels qui invitent au boycott de la campagne pour la remise des anneaux nuptials. Sous le titre « Nos alliances ne se transformeront pas en balles » figure la prise de position du Comité italien féminin contre la guerre, qui vote un ordre du jour visant à « empêcher que le vrai mariage, la bague de mariage, symbole d'une alliance à vie, se transforme en une balle de plomb »¹⁸¹. D'autres lettres publiées par le même journal protestent contre le gouvernement français qui, tout en adhérant aux sanctions décidées par la Société des

179 «Gravi minacce di guerra in Abissinia. Non un uomo, non un soldo per la guerra!», *Azione popolare*, n. 4, 15 décembre 1934, p. 1; le 14 février 1935 ce slogan était apparu dans le *Populaire*.

180 *L'Unità*, n. 4, 1935.

181 *L'idea popolare*, n. 11, 21 décembre 1935, p. 1.

Nations (SDN), permet la campagne de récolte de l'"or à la patrie" en France, ou visent à dénoncer l'œuvre de consuls et de l'ambassadeur italiens¹⁸².

Et pourtant, non seulement à en juger par les résultats, mais aussi par l'exiguïté de la campagne, limitée à quelques numéros du journal et à quelques lettres, l'impact de la campagne du Parti a été modeste, comme modeste, en termes de contribution économique effective à la guerre, a été l'apport de l'or collecté par le régime ; le sens de toute la campagne étant essentiellement de la propagande.

Les positions prises dans cette première phase de la mobilisation constituaient une reprise de la politique antimilitariste de la Première Guerre mondiale et ne s'écartaient pas des paroles d'ordre classique léniniste de la lutte contre la guerre, dont la tradition était rappelée en permanence. Mais elles n'ont pas eu un impact significatif sur les masses laborieuses en Italie.

La petite et moyenne bourgeoisie nationaliste, les ouvriers de l'industrie et les paysans ont également été impliqués, à quelques exceptions près, dans le soutien à la guerre. Aux femmes on a été confié un rôle spécifique : non seulement de consolatrices de héros et de gardiennes du foyer, dont les devoirs consistaient en économie et prière, dans la meilleure, ou pire si l'on veut, tradition de l'épique classique conjuguée au mysticisme chrétien, mais aussi de propagatrices de l'idéal de la civilisation. Toute la presse féminine fut alors asservie à cette fin : à la militarisation de la masculinité, s'ajouta la nationalisation de la féminité, dans une sorte de division des valeurs : à la masculinité héroïque, militaire, combative et violente, forgée dans la tempête d'acier de la guerre, correspond une féminité frugale et économe ; les deux aspects se complètent dans la guerre et dans le travail. L'Église apporta une contribution fondamentale à la formation du consensus belliciste : le 2 octobre 1935, à la veille de l'agression, les clochers de toute l'Italie, sauf quelques rares exceptions, firent sonner les cloches qui marquaient le début du crime. De cette façon on sollicitait

¹⁸²*Ibid.*

les cordes les plus profondes d'une Italie catholique et patriarcale¹⁸³. Ce que dut reconnaître aussi *Lo Stato operaio*: «le fascisme a réussi pour l'instant à fanatiser non seulement de larges couches de petite bourgeoisie mais aussi une partie non négligeable de la jeunesse prolétarienne»¹⁸⁴.

La question de la formation d'une conscience nationale coloniale a été débattue à l'École léniniste de Moscou. De ce débat nous reste le cahier *La question coloniale en Italie*, dont le deuxième paragraphe est consacré à «Comment le fascisme prépare une 'conscience coloniale'» et aborde le problème de la pénétration de l'idéologie colonialiste dans les rangs de la base communiste. Une lutte politique au sein du parti est donc nécessaire pour contrer l'idéologie impérialiste coloniale du fascisme et lui substituer une «conscience coloniale prolétarienne». En rappelant les thèses du quatrième Congrès du Parti, selon lesquelles les «populations des colonies font partie des forces motrices de la révolution italienne»¹⁸⁵, la prémisses indiqua aussi :

Les communistes doivent former parmi les masses laborieuses une conscience coloniale prolétarienne à opposer à celle impérialiste qui est préparée par le fascisme. Les communistes ont le devoir de faire comprendre aux travailleurs italiens que les 'rebelles', les 'brigands' des colonies ne sont que les bergers et les paysans dépouillés de leurs terres, dépouillés de leurs misérables propriétés, des travailleurs exploités et affamés, au-delà de toute résistance humaine, sont un peuple asservi, écrasé [...] ¹⁸⁶

La question de la guerre domine le débat au Bureau Politique et au Comité Central de février 1935. Il en ressort un cadre d'isolement du parti en Italie où, malgré certaines manifestations spontanées, la population soutient majoritairement le régime, et la propagande communiste a du mal à pénétrer, pas seulement à cause de la répression. L'analyse de la situation italienne considérée désormais comme mûre pour un « saut de qualité » révolutionnaire s'en ressent, alors que c'est précisément à l'occasion de l'agression contre l'Éthiopie que le régime fasciste jouit de la plus grande popularité parmi la population. Celui qui, en revanche, fait des critiques importantes est Palmiro Togliatti, qui

183 V. M. Mingardo, «“Pace”, “Lavoro”, “Civiltà”. Propaganda e consenso nella stampa periodica durante la guerra d'Etiopia», in P. Caccia et M. Mingardo, *Ti saluto e vado in Abissinia*, Milan, Vienneperre, 1998.

184 «Lettera da Roma. Piccola borghesia ed intellettuali di fronte alla guerra», *Lo Stato operaio*, février 1936, p. 110.

185 FG APCI, MF 513 – 1 –1561 Sandro [?], *La questione coloniale in Italia*, 5 mai 1935, p. 1.

186 *Ibid.*

se trouvait à Moscou depuis octobre 1934, laissant le secrétariat du Parti à Ruggero Grieco, dans une lettre du 25 mars, dans le but de réorienter la politique du Parti en conformité avec le tournant désormais imminent de l'Internationale vers une politique de « Front populaire ». Selon le dirigeant communiste, l'alternative entre le fascisme et la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour en Italie, mais «il faut affronter et mettre au centre le problème de la liberté politique » :

Les revendications politiques essentielles sont totalement absentes du document [du BP] ou, s'il y en a, il y a comme une oraison jaculatoire finale, comme il est devenu une habitude de les insérer à la fin de chacun de nos écrits. Il faut donner une place de premier ordre à l'agitation politique contre le fascisme et précisément à l'agitation de contenu démocratique. Il faut non seulement présenter, mais justifier la revendication de la liberté politique sous toutes ses formes.¹⁸⁷

Pour ceux qui connaissent la terminologie politique de la Troisième Internationale, le changement de perspective est clair. Au lieu d'une « révolution sociale », c'est-à-dire du renversement du système capitaliste existant, il fallait lutter pour des « revendications politiques » immédiates, pour des libertés démocratiques, éventuellement en coalition avec les autres partis antifascistes. On préfigurait ainsi une révolution « par étapes » qui prévoit d'abord une étape démocratique, puis, dans un second temps, une étape socialiste. Alors que la politique léniniste classique d'opposition à l'impérialisme doit être abandonnée au profit de la défense de l'URSS. Maurice Thorez, secrétaire du PCF, n'échappe pas à ces critiques ; dans son intervention au Parlement français le 15 mars 1935, à l'occasion de l'annonce de la prolongation de la période de service militaire à deux ans, il réaffirmait la position classique: «notre parti ne permettra pas que la classe ouvrière soit entraînée dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme»¹⁸⁸. Eh bien, écrit Togliatti : « Le discours de Maurice est également critiquable. C'est une variation sur le thème : « l'ennemi principal est dans notre pays. Mais aujourd'hui, dans la situation déterminée, il serait

187APC 513 – 1 – 1261, p. 7 – 9, la lettre a été publiée dans *Rinascita* du 22 janvier 1966, par Franco Ferri.

188 J. Berlioz, « 1913: les trois ans; 1935: les deux ans », *La Correspondance internationale*, n. 24-25, 23 mars 1935, p. 402.

préférable de dire que l'ennemi principal est le fascisme allemand qui attaque l'URSS »¹⁸⁹. Il fallait donc substituer la défense de l'URSS à la politique léniniste classique de lutte contre sa propre bourgeoisie, et cela valait pour l'Italie comme pour la France, pays avec lesquels l'URSS poursuivait des accords diplomatiques. En ce qui concerne l'Italie, cette perspective changera avec l'alignement du fascisme sur l'Allemagne nazie.

La guerre d'Ethiopie au VII Congrès de l'Internationale communiste

Précédé par des pactes d'unité d'action, au niveau national, avec les partis socialistes, le VII^e congrès de l'Internationale communiste (IC), qui s'est déroulé à Moscou du 10 juillet au 20 août 1935, a marqué le tournant du Komintern de la politique désastreuse du «social-fascisme» à une politique d'alliances larges non seulement avec la social-démocratie, mais aussi avec des forces démocratiques bourgeoises. Centré sur les questions européennes et les menaces à l'égard de l'Union Soviétique, le Congrès ne dédia pas une session spécifique à la question coloniale, mais celle-ci y fut traitée dans le cadre des débats sur la guerre et le fascisme, les deux grands thèmes à l'ordre du jour. La question de la guerre contre l'Ethiopie fut traitée plus largement dans le long rapport de Togliatti, prononcé les 13 et 14 août, qui avait comme thème central l'analyse des contrastes entre les différentes puissances impérialistes¹⁹⁰. À l'agression italienne contre l'Ethiopie est dédiée toute la partie IV de l'intervention du dirigeant italien. Après une introduction sur les contradictions inter-impérialistes en Afrique et la constatation que l'agression italienne contribue à réveiller parmi les populations d'Afrique « l'esprit du nationalisme noir », Ercoli (alias de Palmiro Togliatti) conclut que, bien qu'il s'agisse d'un État arriéré, sans aucune trace d'un mouvement national démocratique ni, *a fortiori*, d'une classe ouvrière organisée, les communistes doivent soutenir la lutte du Negus contre les colonialistes italiens :

189 FG APCI, MF 513 – 1 – 1261.

190Le discours de Togliatti a été publié dans *Rundschau* n. 52, 2 octobre 1935 et dans la *Correspondance Internationale* n. 86, 26 septembre 1935.

Le peuple abyssinien est l'allié du prolétariat italien contre le fascisme. Nous exprimons notre sympathie, nos vœux pour sa victoire ... Les traditions révolutionnaires du peuple italien, les traditions des légions des volontaires garibaldiens (...) poussent les travailleurs italiens à se ranger aux côtés du peuple abyssinien contre la bourgeoisie fasciste.¹⁹¹

Plus explicite encore, Togliatti dut l'être dans les conclusions au débat sur son rapport, dans lequel il associait ouvertement le fascisme italien à la menace japonaise et allemande, en concluant que « très grande [est] ... la responsabilité qu'ont devant les travailleurs du monde entier les camarades des partis qui luttent dans les pays de la dictature fasciste, nos camarades Allemands, Italiens, Japonais »¹⁹².

On a observé que le VII congrès de l'IC a été un « congrès eurocentrique »¹⁹³. D'autre part, à l'isolement international de l'Union soviétique, dont la tendance à la « sécurité collective » allait à l'échec, correspondait l'isolement des partis communistes dans leurs pays respectifs. Si l'on excepte la lutte du Parti chinois, ce qui se passait dans les colonies était bien au-delà de la portée de l'action politique de l'Internationale communiste, un incontestable recul géographique et politique par rapport aux premiers congrès. Il s'agissait, en effet, d'une régression de la politique de l'IC sur la question coloniale. Comme si les classes subalternes des pays coloniaux ne considéraient plus l'expérience soviétique comme le point de référence de la lutte anti-impérialiste pour l'indépendance nationale. D'autre part, l'URSS se montrait disposée à soutenir la politique impérialiste dans les colonies en échange de la sécurité en Europe. Malgré cette orientation, dans les mois qui précédèrent le Congrès, la presse de l'Internationale avait observé avec une attention croissante les événements de la guerre italo-abyssinienne, en fournissant des analyses et des conclusions qui différaient dans une certaine mesure des préoccupations diplomatiques de Moscou.

191 Ercoli: «Malgré les difficultés d'ordre international, le fascisme poursuit son expédition africaine», *La Correspondance Internationale*, n. 26-27, 30 mars 1935, p. 762.

192 P. Togliatti, «Discorso di chiusura al VII congresso dell'Internazionale comunista», in *Opere*, vol. 3/2, Rome, Editori Riuniti, 1973, p. 806.

193 F. Claudin, *La crisi del movimento comunista. Dal Comintern al Cominform*, Milan, Feltrinelli, 1974, p. 147.

La presse de l'Internationale mettait l'accent sur l'action ouvrière pour renforcer l'embargo sur les marchandises exportées vers l'Italie. Ainsi, un article signé par I. B., intitulé «Il faut empêcher l'exportation de charbon à destination de l'Italie», après avoir observé qu'au cours de 1934 et des premiers mois de 1935 les importations de charbon en Italie avaient augmenté surtout à cause des exportations allemandes, faisait appel au boycott ouvrier des marchandises destinées au régime fasciste¹⁹⁴. En général les thèmes récurrents dans les différents articles de la presse de l'Internationale étaient essentiellement trois : les difficultés internationales du fascisme, les difficultés d'ordre interne et surtout la crise économique qui poussait le fascisme à chercher des solutions à l'extérieur, et enfin la préparation de la campagne militaire qui provoquait l'opposition de soldats et de marins envoyés en Afrique de l'Est. La presse de l'Internationale, en particulier *La Correspondance internationale*, se concentrait aussi sur toutes les manifestations, même minimes, d'opposition à la guerre qui se déroulaient en Italie, du Piémont à la Sicile.

Un front populaire international contre la guerre d'Abyssinie

La guerre contre l'Éthiopie a eu un impact immédiat dans le monde entier, comparable aux manifestations contre la guerre du Vietnam des années Soixante. Se sentaient concernés et solidaires de la résistance éthiopienne en particulier les populations qui faisaient l'objet d'une oppression coloniale ou qui luttaient pour leurs droits civils, comme les Noirs aux États-Unis. La Black Legion déclara, par exemple, que ses 3000 militants qui se préparaient à partir pour l'Éthiopie étaient prêts à renoncer à la citoyenneté américaine pour servir "leur" pays. La cause de l'Éthiopie était devenue le paradigme des luttes pour la libération de l'exploitation coloniale et impérialiste. Les organisations Afro - Américaines se sont mobilisées dans un front unique impliquant les groupes du nationalisme noir naissant, les organisations antifascistes et les groupes

194 *La Correspondance internationale*, n. 101-102, 2 novembre 1935, p. 1483.

communistes, comme le Comité provisoire pour la défense de l'Éthiopie, fondé à Harlem en février 1935¹⁹⁵. De New York à Kansas City, des milliers de volontaires noirs répondirent aux appels des différentes organisations pour partir en Éthiopie et lutter contre les Italiens. À Londres, où était également actif Marcus Garvey, propagateur d'un dit « sionisme noir », c'est-à-dire du retour en Afrique, la "patrie primitive", des noirs, fut formée *l'International African Friends of Ethiopia* (IAFE), à la direction de laquelle figuraient George Padmore, expulsé de l'Internationale communiste pour ses critiques de la politique kominterniste sur la question nationale, Jomo Kenyatta qui servait de secrétaire, et C. L. R. James.

La revue théorique du PCDI *Lo Stato operaio* dans le numéro de janvier 1936, presque entièrement consacré à la guerre italo - éthiopienne, se fait l'écho international des protestations contre la guerre du fascisme italien, et mettait l'accent sur les mobilisations des noirs américains, organisées non seulement par le Parti communiste mais aussi par des différentes organisations religieuses¹⁹⁶. Des centaines de réunions ont été tenues par les organisations féminines, qui ont envoyé leurs délégations à la SDN. Dans cette campagne ont été impliquées de nombreuses personnalités, « les hommes les plus réputés des lettres, de la science, de l'art »¹⁹⁷, comme Henri Barbusse et Romain Rolland, qui dirigeaient le « Comité mondial pour la paix et contre le fascisme ».

C'est dans le contexte du tournant effectué par l'Internationale communiste, et de la recherche d'alliances larges à visées antifascistes, que se propage l'idée d'un congrès des Italiens à l'étranger contre la guerre d'Éthiopie. Le but était de prouver l'impopularité de la guerre dans l'émigration et d'avoir ainsi un impact sur l'opinion publique italienne, en particulier sur les travailleurs qui étaient encore sous l'influence du fascisme. Il devrait être un congrès des larges masses des travailleurs ouvriers émigrés, communistes, socialistes et sans parti, y compris ceux influencés par l'Église ou encore sous l'influence du fascisme. En ce qui concerne les partis politiques italiens, on recherchait

195 Pour ces aspects, voir W. R. Scott, *The Sons of Sheba's Race: African Americans and the Italo-American War 1935- 1941*. Bloomington, Indiana University Press, 1993.

196 M. Airoidi, « L'azione del proletariato internazionale contro l'aggressione fascista all'Abissinia », *Lo Stato operaio* n. 1, janvier 1936, p. 87- 94.

197 *Ibid.*, p. 87.

une unité organique (comme l'avait suggéré Dimitrov au VII^e congrès de l'IC) avec le Parti Socialiste et une action commune avec les autres partis antifascistes, étant donné que désormais l'horizon de la politique du PCDI n'était plus l'instauration d'une république soviétique en Italie, mais le renversement du fascisme et l'amorce d'une phase démocratique bourgeoise. Le front populaire défini comme « la lutte du prolétariat pour recruter des alliés » devrait également inclure les fascistes dissidents¹⁹⁸. On se faisait même des illusions sur le fait qu'au sein même du fascisme pourrait émerger une personnalité alternative à Mussolini, qui piloterait le fascisme vers un tournant démocratique¹⁹⁹. Le nouveau mot de passe est « A bas Mussolini »²⁰⁰. Il s'agissait d'un changement complet de perspective par rapport aux mots d'ordre originels, en conformité au tournant accompli par l'Internationale. Le Congrès des Italiens à l'étranger contre la guerre était entendu comme le premier moment de l'application de cette nouvelle politique du Front populaire antifasciste. Après plusieurs incertitudes et changements de siège, le Congrès se tint finalement à Bruxelles l'après-midi du samedi 12 octobre et le jour suivant, avec la participation de 371 délégués, dans la salle de la Maison du peuple, mise à disposition par le Parti ouvrier de Belgique. Au moins dans les intentions des organisateurs il s'agissait de l'événement le capital, qui aurait dû faire la preuve de l'aversion à la guerre d'une grande partie de l'émigration italienne. Le congrès, qui s'est ouvert neuf jours après le déclenchement des hostilités, s'est déroulé dans un climat d'optimisme et de confiance : la SDN avait déclaré l'Italie pays agresseur et s'apprêtait à prendre des sanctions contre le régime fasciste, qui apparaissait ainsi isolé face aux autres nations et à l'opinion publique internationale. Ce qui laissait espérer une crise imminente du gouvernement de Mussolini.

Pour exprimer cette conviction, ou plutôt cette illusion, c'est l'intervention du secrétaire du PCDI, Ruggero Grieco, qui alimentait l'espoir d'un effondrement du fascisme et souhaitait :

198 G. Procacci, *Il socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia*, op. cit. p. 170; sur le travail du PCI dans le passage d'une politique d'affrontement frontal avec la social-démocratie à la politique de front populaire, voir également L. Longo et C. Salinari, *Dal socialfascismo alla guerra di Spagna*, Milan, Teti, 1976.

199 *Ibid.*, p. 168.

200 *Lo Stato operaio*, n. 9, septembre 1935, p. 558.

la constitution d'un gouvernement qui, bien que n'étant pas le gouvernement pour lequel nous nous battons, nous communistes, serait disposé à défendre toutes les libertés populaires, à réprimer tout retour offensif du fascisme [...] Nous n'avons pas de vengeance à assouvir contre nos frères en chemise noire qui ont été trompés par nos ennemis communs, qui ont souffert et souffrent, avec nous, la faim et l'oppression et mélangent aujourd'hui leur sang avec celui de tous les enfants du peuple sur les terres africaines, dans cette guerre maudite que nous et eux haïssons d'une haine qui nous retrouve frères²⁰¹

C'est la première fois que l'expression « frères en chemise noire » est utilisée. Cependant, on maintenait la perspective d'un front populaire antifasciste. Malgré les déclarations, les divergences politiques étaient trop profondes pour parvenir à un accord sur une action unitaire avec les autres partis antifascistes. *Giustizia e libertà* critique le PCDI pour avoir abandonné la perspective de l'insurrection ; le Parti Socialiste pour avoir trop confiance dans une éventuelle dissidence fasciste; le Parti Républicain pour avoir abandonné la discrimination antimonarchique.

Malgré ces fragilités, le Congrès représentait le point culminant de la propagande contre la guerre d'Abyssinie. Ce fut même l'occasion de nouer des contacts au niveau international avec les oppositions à l'occupation italienne, qui mûrissaient dans les pays coloniaux. Le contact avec le Comité de défense du peuple tripolitain de Bashir as-Saa'dawi, formé à Damas contre l'occupation italienne de la Libye, en est un exemple²⁰².

Mais il a eu peu d'importance pratique pour entraver la guerre et a eu une faible pénétration en Italie. D'où les conclusions politiques inefficaces et abstraites. On a, en définitive, l'impression que l'on voulait appliquer en Italie la politique des Fronts populaires, en l'étendant à des interlocuteurs qui n'existaient pas, à savoir les fascistes dissidents, et, par conséquent, on adaptait le programme politique de manière à ne pas heurter la susceptibilité de ces hypothétiques alliés.

Du front populaire antifasciste à l'appel aux « frères en chemise noire »

201 *Lo Stato operaio*, n. 10, octobre 1935, p. 626-632.

202 Des contacts avec Bashir as-Sa'dawi se sont maintenus fructueusement en Libye immédiatement après la guerre.

Suite à l'entrée des troupes italiennes à Addis Abeba, le 5 mai 1936, des difficultés supplémentaires se font sentir en matière de propagande contre la guerre, car l'espoir d'un effondrement du régime à la suite d'une éventuelle défaite militaire s'est avéré infondé. Au contraire, de la victoire italienne découle la consolidation du fascisme. La cause en est imputée à la passivité des masses et à l'immobilisme de la SDN. Une lettre du Secrétariat à un instructeur (les militants communistes clandestins en Italie) explique la nouvelle phase qui s'ouvre avec la conquête d'Addis-Abeba, cherche à prévenir une éventuelle démoralisation et clarifie la nouvelle perspective pour la « réconciliation » du peuple italien²⁰³.

Le premier *Appel aux Italiens* est publié en juin :

Nous saluons les soldats, les milites fascistes, les ouvriers qui sont en Afrique : ils sont les fils de notre peuple bon et généreux. Nous nous inclinons respectueusement sur les tombes des morts, de tous les morts : italiens et abyssins, blancs et noirs. ... ITALIENS! FASCISTES ET NON FASCISTES! ... nous voulons réaliser la réconciliation du peuple italien. Il a été divisé en fascistes et antifascistes par qui avait le but de l'exploiter²⁰⁴

Mais le point culminant de la campagne eut lieu en août 1936 avec la publication, sur *Stato operaio* du Manifeste «Pour le salut de l'Italie. Réconciliation du peuple italien!» plus connu comme «l'appel aux frères en chemise noire», qui faisait appel à la réalisation du «programme fasciste de 1919», connu comme «Programma di San Sepolcro». Le premier signataire était Palmiro Togliatti, alors à Moscou, responsable du Komintern pour la politique italienne, avec Dmitrij Zacharovic Manuil'sky. Le Manifeste suscita de vives protestations parmi les militants en Italie. Le dirigeant communiste Pietro Secchia rapporta les critiques sévères formulées par la direction des prisonniers politiques communistes confinés dans l'île de Ponza, mais l'opposition des cadres communistes qui se trouvaient en confinement ou en prison était générale. Le Parti socialiste ironisait sur le "tournant sanseplocriste" du PCDI. Selon les reconstitutions ultérieures, qui se fondent notamment sur le

203 FG, PACI, MF 513 – 1365, p. 4- 6.

204 *L'Unità*, n. 6, 1936. L'article fait la une du journal.

témoignage de Giuseppe Berti, lui aussi à Moscou, Berti et Togliatti ne savaient rien du « Manifeste » et, au contraire, une fois qu'ils en auraient eu connaissance, auraient vivement protesté contre ce que Togliatti a appelé une « connerie »²⁰⁵. La responsabilité de l'ensemble de l'affaire a été attribuée à Ruggero Grieco et l'épisode est devenu l'un des motifs invoqués par l'Internationale communiste pour la liquidation de l'ensemble du Comité central dans la crise traversée par le Parti entre 1937 et 1939, et de la destitution de Grieco, qui fut contraint à une humiliante autocritique une fois arrivé à Moscou.

En réalité, toute la politique de réconciliation nationale avec les fascistes fut entreprise à l'initiative du même Togliatti et du centre russe, en particulier de Manuil'sky²⁰⁶. Lors de la séance de la Commission italienne de l'exécutif du Komintern, qui s'est tenue du 21 au 31 décembre 1935, Manuil'sky a déclaré : « Aujourd'hui, le problème du front unique en Italie ne doit pas être soulevé en termes du front unique avec les socialistes, ni avec les anarchistes [...] Le problème du front unique en Italie est le problème du front unique avec les fascistes »²⁰⁷.

Pour convaincre le centre parisien d'adhérer au « front unique avec les fascistes », à Moscou on a même fabriqué un faux pamphlet, *Per la salvezza del popolo italiano* (Pour le salut du peuple italien), attribué à des présumés dissidents fascistes organisés dans une *Alleanza per la salvezza dell'Italia* qui demandait, entre autres, de « prendre des mesures radicales contre les capitalistes et les grands propriétaires fonciers ». Cette politique ne fut abandonnée qu'en février 1937, en pleine guerre civile espagnole, selon les témoignages, après les critiques qui ont suivi l'intervention de Dimitrov. C'est seulement alors que Togliatti déclara son opposition à la "réconciliation" avec les fascistes et, comme on l'a dit, que la responsabilité de toute l'histoire a été attribuée à Ruggero

205 Le témoignage de Berti a été rendu à Nando Amiconi, qui l'a publié dans *Il comunista e il capomanipolo*, Milano, Vangelista, 1977, pp. 293 – 294.

206 A. Agosti, *Togliatti*, Torino, Utet, 1996, p. 206; voir aussi: « Un front populaire avec les fascistes? Les communistes et l'anomalie italienne », in S. Wolikow et A. Bleton-Ruget (dir), *Antifascisme et nation. Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, Editions universitaires, 1998, p. 101-112.

207A. Agosti, «The Weak Link in the Cast – Iron Chain: Relations between the Comintern and the Italian Communist Party (1921 – 1940)», in M. Narinsky and J. Rojahn, *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, Amsterdam, International Institute of Social History, 1996, p. 183.

Grieco, démis enfin de ses fonctions et remplacé par Giuseppe Berti.²⁰⁸

De Guadalajara au Goggiam : la mission de Barontini, Ukmar et Rolla

En 1938, les principales puissances européennes avaient reconnu le fait accompli de l'occupation italienne de l'Éthiopie: le 16 avril, a été signé l'« accord des deux empires », selon lequel l'Italie s'engageait à retirer ses troupes d'Espagne et à ne pas menacer les intérêts anglais en Afrique, tandis que l'Angleterre reconnaissait l'annexion de l'Éthiopie et n'empêchait pas le trafic des navires italiens par le canal de Suez. À l'automne 1938, la victoire diplomatique de Mussolini est indéniable : dans la guerre civile espagnole, la victoire de Francisco Franco se profile imminente ; à la Conférence de Munich, le dictateur italien se présente comme le garant de la paix en Europe, son allié Hitler a réussi à obtenir pratiquement le contrôle sur l'ensemble de la Tchécoslovaquie et l'annexion de l'Autriche. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les revendications italiennes sur la Tunisie et, pour ce qui nous concerne de plus près, sur Djibouti.

La Somalie française et l'Éthiopie, compte tenu du port de Djibouti et du chemin de fer qui la reliait à la capitale Addis-Abeba, formaient désormais une unité économique indissociable. Selon les craintes italiennes, la France aurait pu à tout moment interrompre les communications en isolant Addis-Abeba, sinon approvisionner, par Djibouti, la résistance éthiopienne. Djibouti doit devenir italien ! Des manifestations se succèdent en Italie et en Éthiopie : «Djibuti est à nous», «Et seulement en cinq minutes nous prendrons aussi Djibouti»²⁰⁹, chante-t-on à Addis Abeba. Djibouti est également la destination de transfuges antifascistes, qui fuyaient l'Éthiopie pour les raisons les plus diverses et essayaient ainsi de rejoindre l'Europe. Certains d'entre eux entretenaient des contacts avec la résistance éthiopienne, certains parlaient ouvertement d'organisation

208 Pour la reconstitution de toute l'affaire, je me permets de renvoyer à mon « La "coglioneria" di Togliatti. Il Pci e i "fratelli in camicia nera" », *Zapruder*, n. 35, septembre - décembre 2014.

209 H. Desplanches, *Les Français face à l'Afrique orientale italienne : 1938-1940. L'action subversive en pays abyssin*, Maîtrise d'Histoire, Université de Provence, 1991, p. 15.

communiste²¹⁰. La France est accusée de fournir asile à tous. Roberto Farinacci parle explicitement de la France comme «nos ennemis»²¹¹.

Cette attitude hostile de l'Italie convainquit Paris que pour garder Djibouti il fallait pousser l'Éthiopie à la révolte: des agents français étaient également chargés de prendre la direction des centres de la résistance, qui se réorganisait entre 1937 et 1938, notamment après l'attentat de Graziani²¹². Un plan militaire d'intervention a été donc mis en place, qui serait devenu opérationnel en cas de conflit avec l'Italie.²¹³ Il fallait donc «déstabiliser l'AOI par la guerre subversive»²¹⁴: le Service de renseignement intercolonial (SRI) français parvint également à convaincre ses homologues anglais de coopérer. Pour sa part, le Négus avait besoin de démontrer que la majorité de l'Éthiopie ne se soumettait pas à l'autorité de Rome, tandis que ses agents à Djibouti travaillaient activement pour impliquer les Français dans la révolte anti-italienne. Pendant ce temps, en Europe, on assiste à l'agonie de l'Espagne républicaine, tandis que le secrétaire du Négus, Lorenzo Taezaz, est occupé à recruter des volontaires parmi les militants des brigades internationales: et c'est parmi ces anciens combattants en Espagne que mûrit l'idée d'une expédition en Éthiopie pour soutenir la révolte antifasciste.

Parmi les militants communistes, le premier à partir pour l'Éthiopie a été Ilio Barontini; les tâches pratiques de la mission étaient de deux ordres: chercher à réorganiser la guérilla en faisant cesser les rivalités et les luttes entre les *ras* (seigneurs féodaux locaux) et élaborer une stratégie militaire mieux adaptée aux conditions de la résistance éthiopienne, et préparer une deuxième intervention plus

210 Archives centrales d'Etat, Ministère de l'Intérieur - Ps annualité, 1939, enveloppe 69, fascicule : Somalie française, kl, Djibouti, Telespresso circulaire n. 0301 du 6 février 1939.

211 *Il Regime fascista*, 6 décembre 1938.

212 De la vaste bibliographie sur la résistance éthiopienne, il faut mentionner A. Del Boca, *Gli italiani in Africa orientale*, vol. III, Laterza, Roma - Bari, 1979, p. 330 ; R. Pankhurst, « *La storia della resistenza all'invasione e occupazione dell'Italia fascista in Etiopia (1935 - 1941)* » in R. Bottoni (dir), *L'Italia fascista, op. cit.*; «The Ethiopian Patriots: the Lone Struggle», 1935- 1941, *Ethiopia Observer*, n. 13, 1970, p. 40- 56; «The Ethiopian Patriots and the Collapse of the Italian Rule in East Africa», *Ethiopia Observer*, n. 12, 1969, p. 93-127, M. Dominioni, «La resistenza etiopica e la fine dell'impero», in E. Gobetti (dir), *1943 - 1945. La lunga liberazione*, FrancoAngeli, Milano 2007; I. Campbell, *The Plot to Kill Graziani*, Addis Ababa, Addis Ababa University Press, 2010.

213 H. Desplanches, *Les Français face à l'Afrique orientale italienne, op. cit.*, p. 31. Le plan avait également été porté à la connaissance de la Police de l'Afrique italienne.

214 *Ibid.*, p. 43

substantielle sur le plan politique²¹⁵. Selon certaines sources, Ilio Barontini aurait même été nommé vice-empereur²¹⁶.

Une deuxième mission, organisée par le chef du SRI Raoul Salan²¹⁷, conduit en Éthiopie, en mai 1939, deux autres militants communistes, Anton Ukmar et Domenico Rolla, ainsi que le colonel Paul Robert Monnier. Le contact avec Barontini fut établi plus tard dans un village libéré par les résistants. Les témoignages de la mission sont fragmentaires et ne coïncident pas toujours entre eux²¹⁸. Selon Ukmar le but principal était de convaincre les résistants d'abandonner l'organisation par bande de grande taille, lentes dans les mouvements et facilement identifiables, pour constituer des groupes armés plus réduits, mais plus efficaces, même sous un commandement unifié²¹⁹.

La mission avait cependant une signification qui allait au-delà de l'assistance militaire aux insurgés éthiopiens: la seule présence d'Italiens parmi les rebelles brisait le mythe de l'unité de la nation fasciste qui soutient Mussolini et son aventure éthiopienne.

Mais ce sont les événements internationaux qui déterminèrent le sort de la mission des communistes italiens et du colonel français. Pour éviter que l'Italie n'abandonne le statut de non-belligérance proclamé au déclenchement de la guerre, les Français et les Anglais décidèrent de ne plus apporter leur soutien aux rebelles éthiopiens et en particulier à la mission Barontini - Monnier. La situation devint dramatique avec le pacte Molotov - Ribbentrop, dont le groupe communiste en Éthiopie est totalement ignorant. Et deux mois plus tard, le 11 novembre, Monnier meurt de paludisme. Du 11 novembre 1939 à mai 1940, les trois autres restèrent seuls dans le Goggiam, ignorant même du commencement de la Seconde Guerre mondiale. Ils réussirent enfin à atteindre

215 E. Barontini, V. Marchi, *Dario*, Livorno, Edizioni Nuova Fortezza, 1988, p. 192; L. Candreva, «Nazionalismo e comunismo di fronte alla Guerra d'Etiopia», *História: Debates e Tendência*, XIII, 1 (2013), p. 160

216 R. Barbieri, « Ilio Barontini, partigiano in Etiopia », *l'Unità*, 12 novembre 1970, p. 3; *Id.*, « Il partigiano che fu imperatore », *l'Unità*, 31 gennaio 1990, p. 14.

217 Il s'agit du même Raoul Salan que nous retrouverons en Indochine et en Algérie, et ensuite chef de l'OAS.

218 L'affaire a été retracée en détail dans ma thèse de doctorat *Comunisti e colonialismo italiano: dalla guerra d'Etiopia all'indipendenza della Libia (1935 - 1951)*, cycle XXVI, tutor prof. Gianluca Fiocco, Université de Rome Tor Vergata, AA 2014 - 2015, p. 244-259.

219 A. Ukmar, « Contro il fascismo su qualsiasi fronte », in Ezio Rava, *I compagni*, Roma, Editori Riuniti, 1971, p. 18; Remigio Barbieri, « Ilio Barontini, partigiano in Etiopia », *l'Unità*, 12 novembre 1970, p. 3.

l'Europe où Ukmar et Barontini adhèrent aux rangs de la Résistance, tandis que Rolla sera livré par les Français aux autorités italiennes et ne rejoint la Résistance qu'en 1944, après son évvasion de la prison fasciste.

Si la mission n'a pas eu un grand impact sur les opérations de guerre - Hailé Selassié retournera sur le trône d'Éthiopie le 5 mai 1941 à la suite des victoires anglaises - elle a certainement eu une grande signification symbolique, comme l'a noté Fabienne Le Houérou²²⁰.

On en trouve un écho dans la propagande communiste à l'étranger qui, sur la base des rapports de Barontini, rendait compte de la transformation dans la conscience des combattants : la Résistance à l'invasion n'est plus un conflit de *ras* féodaux jaloux de leurs privilèges, mais la guerre contre l'Italie a accéléré le processus d'unité nationale²²¹. Et les accents de la propagande en Italie ont changé aussi ; non plus l'« appel aux frères en chemise noire » mais l'appel à l'unité du prolétariat italien avec la lutte nationale du peuple éthiopien: «Nous disons aux soldats envoyés en Ethiopie : refusez de vous faire les bourreaux d'un peuple qui lutte pour le idéal même au nom duquel s'est accompli notre Risorgimento : l'indépendance et la liberté de la nation! Fraternisez avec les héroïques combattants éthiopiens et lutez avec eux pour abattre l'oppression fasciste en Éthiopie et en Italie !»²²²

220 F. Le Houérou, «Three italian communists attempt to organize the resistance in Goggiam in 1938: the epic of Ukmar, Rolla and Barontini», in *National Conference of Ethiopian Studies*, 1st, Addis Ababa, 11- 12 aprile 1990 Addis Ababa University, R. Pankhurst, 1990.

221 T. Tibebu, *The Making of Modern Ethiopia: 1896 – 1974*, Lawrenceville, Red Sea Press, 1995; G. Calchi – Novati, «Il Corno d'Africa e il colonialismo come 'facitore' di Stati», in B. M. Carongiu, Tekeste Negash (dir), *L'Africa orientale italiana nel dibattito storico contemporaneo*, Roma, Carocci, 2007.

222 G. Di Vittorio, «La lotta del popolo etiopico ed i doveri del proletariato italiano», *Lo Stato Operaio*, n. 12, 1939, p. 278.

DEUXIEME PARTIE

Les communistes occidentaux et l'Afrique du nord : la décolonisation et les États post-coloniaux (1945-1968).

Soviet and African Marxist perspectives on the colonial question

Allison Drew

Colonialism was fundamental to African Marxists' understanding and experience of capitalism. Indeed, it was the principal vector through which capitalism penetrated Africa. By contrast, Soviet and European communists generally saw colonialism from instrumentalist perspectives linked to their own shifting foreign policy concerns. The centrality of colonialism for African Marxists led them to develop analyses of their societies that at times challenged Soviet and European communist orthodoxies. These analyses, notably those by South African and Algerian communists and socialists, concerned the national and land questions, problems that emerged as a result of colonial conquest. Despite Marxism's reputed weakness on the national question,²²³ this issue, along with the closely-linked land question, was crucial for African Marxists. In sharp contrast to the often abstract Soviet formulations on colonialism, their theoretical understandings reflected their empirical analyses of colonialism's impact in their respective countries.

Communist trajectories in Africa

As argued elsewhere, communism was a weak movement in Africa, although its influence was sometimes greater than its numbers would suggest.²²⁴ By contrast, Constantin Katsakioris argues that «socialist visions and Marxism–Leninism as a theory and ... strategy for achieving national sovereignty and modernization made tremendous inroads all over Africa.» Indeed, he stresses, «one

²²³ H. B. Davis, *The National Question: Selected writings of Rosa Luxemburg*, New York and London, Monthly Review, 1976, p. 10.

²²⁴ A. Drew, «Communism in Africa», in Stephen A. Smith, ed., *Oxford Handbook of the History of Communism*, Oxford, Oxford University, 2013, p. 285-302.

could find only a few governments and parties that did not define themselves as socialist.»²²⁵ These seemingly contradictory views can be reconciled by considering communism both as a political movement and as a top-down statist project. When one considers all forms of socialism, it undoubtedly had a long-term, if often tenuous, presence in twentieth-century Africa. In addition to the interwar and postwar communist movements, whose success reflected their ability to align with trade union and national liberation movements and whose difficulties reflected the degree of repression they experienced, one can point to the 1960s state-led attempts to find a third African socialist way between the capitalist west and Soviet communism, and, from the 1970s, the state-led Soviet-aligned Afro-Marxist regimes that operated until the USSR's collapse. Nonetheless, the rapid fall of the statist regimes suggests that the social basis for socialism in those countries was weak.²²⁶

Initially, Marxist influence in colonial Africa was diffused from coastal areas via ports and along rail lines, which allowed the distribution of political propaganda. Marxism's impact as a theory and a movement was felt primarily in settler societies with urban proletariats, particularly South Africa and Algeria, colonized respectively by the British and French imperial states, and at cultural crossroads like Sudan, with its waves of Russian, British and Egyptian communist influence. The writings of South African and Algerian Marxists have survived, but this was far less so in Sudan because of the intense anti-communist repression.²²⁷ In short, Marxism had distinct regional and national variations across Africa; there is no single African pattern.

²²⁵ C. Katsakioris, « Socialist Federalism as an Alternative to Nationalism: The Leninist Solution to the National Question in Africa and Its Diaspora », *Humanities*, 8, 3, 152, 2019, p.1.

²²⁶ K. Nkrumah, « Some Aspects of Socialism in Africa », in W. H. Friedland and C. G. Rosberg, Jr, eds., *African Socialism*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1964, p. 259-263; J. K. Nyerere, *Ujamaa: The Basis of African Socialism*, Dar es Salaam, Tanganyika African National Union, 1962; D. Ottaway and M. Ottaway, *Afrocommunism*, New York and London, Africana, 1981; M. Ottaway, « Afrocommunism Ten Years After: Crippled but Alive », *Issue: A Journal of Opinion*, 16, 1, 1987, p. 11-17.

²²⁷ Katsakioris, « Socialist Federalism », art. cit., p. 6.

Colonialism had a profound, indeed revolutionary, impact on African economies. Its consequences included, first, especially in settler societies, land expropriation, landlessness and proletarianization, although African experiences generally differed from earlier European patterns in which proletarianization led to urbanization and industrialization. Secondly, colonialism led to cash cropping at the expense of subsistence production. Thirdly, it developed rail and road infrastructure that went from the points of production to coasts, enabling exports to Europe but not trade across African societies. These changes led to Africa's economic dependence on Europe.

Colonialism also had profound political consequences. These included national oppression, political and cultural repression and a bifurcated colonial state characterized broadly by the population's division into urban citizens and rural subjects under chiefly control.²²⁸ Thus, what Marxists have called the national and land questions—concerns that were central for African communists and socialists—were produced and inextricably linked by colonial conquest.

Soviet views of colonialism

African Marxist concerns with colonialism was not matched by Soviet and European communists, who theorized based on the earlier development of capitalism in Europe and Russia. Moreover, in addition to these theoretical differences, Africa was of secondary geopolitical concern to the Comintern, in which the Soviet Communist Party was increasingly influential and which prioritized Europe and Asia, as well as to European communist parties—French communists being particularly concerned with Indochina, and British, with India. Not surprisingly, Soviet and European communists generally viewed African anti-colonial and national liberation struggles in instrumentalist terms rather than of intrinsic anti-capitalist and democratic value. This outlook

²²⁸ M. Mamdani, *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, NJ, Princeton University, 1996, p. 17-18.

continued through the Second World War and into the Cold War years of the Cominform, the Comintern's successor.

Despite Lenin's staunch support for the independence of colonized areas, the Comintern's first congress in 1919 devoted relatively little time to the colonial question. As Maxim Matusevich argues, the early Soviets «placed little faith in Africa's prospects for social progress», which they saw as limited by colonial oppression, the backward peasantry and limited working-class consciousness.²²⁹ However, as revolutionary prospects in 1920s Europe waned, the Comintern maintained that anti-colonial and national liberation struggles could undermine imperialism. Its sixth congress in 1928 argued that peasant struggles could destabilize imperialism until capitalism collapsed, and it pushed its national sections to support them.²³⁰

During the increasingly nationalist and repressive Stalinist regime, Soviet scholars were unable to visit Africa; their understanding of the continent reflected Soviet ideology and policy rather than empirical research. They saw Africa as a largely homogenous continent with little internal differentiation. The Popular Front against fascism brought a distinct change concerning anti-colonialism. From 1934 Moscow ceased supporting anti-colonial movements that sought independence. Reflecting Stalin's views, Soviet scholars derided nationalism as bourgeois and focused on the tiny African proletariat.²³¹ This downplaying of African independence continued during the Second World War.

After the war Soviet concerns were dominated by the Cold War. The Cominform, launched by Stalin in 1947, maintained that world politics was polarized into two antagonistic camps and criticized nationalist movements that did not accept communist leadership. Soviets and Europeans

²²⁹ M. Matusevich, « Revisiting the Soviet Moment in Sub-Saharan Africa », *History Compass*, 7, 2009, p. 1-10,.

²³⁰ M. Weiner, « Comintern in East Asia, 1919–39 » in K. McDermott and J. Agnew, eds, *The Comintern : A History of International Communism from Lenin to Stalin*, London, Macmillan, 1996, p. 158-90, 159-63.

²³¹ I. Filatova, « Anti-Colonialism in Soviet African Studies (1920s–1960) » in P. T. Zeleza, ed, *The Study of Africa*, vol. 2, Dakar, CODESRIA, 2006, p. 203-34, 206, 216-17 ; Katsakioris, « Socialist Federalism », art. cit., p. 3.

at the 1952 Vienna Peace Conference, concerned about possible US aggression in Europe and Eastern Bloc countries, held that world peace entailed common struggles against capitalism and imperialism. The Soviets claimed that African anti-colonial movements were «not sufficiently articulated with the struggle for peace», a perspective that effectively detached colonialism from capitalism.²³²

Under Khrushchev's leadership, though, Soviet Africanists became more empirically-based and developed nuanced views that recognized social and economic diversity. The Soviets moderated their views of nationalist movements and sought to enhance their influence in Africa through cultural, educational and political exchanges, especially after the 1955 Bandung Conference, which indicated that collectively colonized countries could be a political force. At the Soviet Communist Party's 20th congress in 1956, not only did Khrushchev denounce Stalin, he lauded «the awakening of the peoples of Africa» and began pushing greater contact with the continent in the belief that Africa could follow a non-capitalist path of development. The African working class came to be seen as playing an important although not necessarily leading role in anti-colonialism. As decolonization proceeded, the Soviets recognized the need for alliances with the new states, especially in the Cold War context. Nonetheless, Soviet interest in Africa remained primarily geopolitical, reflecting its anti-US imperialism agenda.²³³

The Communist Party of Great Britain (CPGB) and *Parti communiste français* (PCF) followed the shifting Soviet stance. Both initially supportive of colonial independence, during the Popular Front period they encouraged broad alliances that saw anti-colonial struggles as divisive. In February 1939, with war in Europe on the horizon, the PCF general secretary Maurice Thorez provided the

²³² C. Katsakioris, « The Soviet–South Encounter: Tensions in the Friendship with Afro-Asian partners, 1945–1965 » in P. Babiracki and K. Zimmer, eds., *Cold War Crossings: International Travel and Exchange across the Soviet bloc, 1940s–1960s*, Arlington, TX, Texas A&M University, 2014, p. 134-65, 137-43, 140; A. Drew, *We are no Longer in France: Communists in Colonial Algeria*, Manchester, Manchester University, 2014, p. 163.

²³³ Katsakioris, « Soviet–South Encounter », art. cit., p. 142, 145 ; Matusevich, « Revisiting », art. cit., p. 4.

rationale for Franco-Algerian unity, namely that Algeria was a nation in formation needing French guidance and that the right to self-determination did not mandate separation.

While Berlin had initially been the center of the Comintern's anti-colonial activities, Evan Smith observes, after the war London and Paris replaced it «as the imperial metropolises from which Moscow's solidarity with the anti-colonial and national liberation movements was expressed».²³⁴

Both communist parties proposed post-colonial relationships that assumed continued metropolitan dominance. Although the PCF supported the French Union «based on equality of rights and obligations without distinction of race or religion», the colonial relationship remained intact. France's 1946 constitution allowed some representation of colonized peoples in the new National Assembly and French Union Assembly. Other reforms included the abolition of forced labor, the *indigénat*, and—except for Algeria—the dual college electoral system. The PCF, part of the French government until May 1947, supported the French Union, but opposed Algerian independence.²³⁵

The CPGB's belief in a mutually beneficial relationship with its former colonies was strikingly close to the PCF's. *The British Road to Socialism*, the CPGB's 1951 program, sought to replace the British Empire's relations of dominance with those based on «friendship, national independence and equal rights». British communist leaders stressed the economic value of these future relations, arguing that British people needed food and raw materials, and Africans, manufactured goods. Leading CPGB intellectual Rajani Palme Dutt echoed Thorez in his view that «the right of secession is not the same thing as the desirability of secession in a given case» and stressed the importance of a postcolonial military relationship to ward off US aggression. The Party leadership's approach led to conflict with African and Caribbean members, who with Palme Dutt's support, in 1956-57 pushed the Party to adopt a stronger stance on anti-colonialism, albeit temporarily.²³⁶ In

²³⁴ E. Smith, « National Liberation for Whom? The Postcolonial Question, the Communist Party of Great Britain, and the Party's African and Caribbean Membership », *International Review of Social History*, 61, 2016, p. 283-315, 286-9, 296.

²³⁵ Drew, *No Longer in France*, *op. cit.*, p. 145.

²³⁶ Smith, « National Liberation », *art. cit.*, p. 291-2, 295-98.

sum, like the USSR, both the PCF and CPGB viewed African decolonization from the perspective of their own countries' geopolitical and instrumentalist interests, rather than in terms of the struggle against capitalism.

African Marxists and colonialism

The perspectives of African Marxists could not have been more different, precisely because they started with empirical realities. Living in colonized societies, they could hardly minimize colonialism's impact or separate it from capitalism. The examples of South Africa and Algeria are illustrative.²³⁷

Both societies experienced ruthless military conquest, massive land expropriation and the imposition of rigid sectional divisions. In Algeria, claimed by the French state as part of France, the Muslim majority was essentially colonized. Algeria's proximity to Europe pulled it more closely into European crises than was the case for South Africa. Its indigenous class structure was more differentiated than South Africa's, with an indigenous Muslim landed elite and a significant section of the labor force migrating to France, becoming a displaced proletariat. Algeria was also pulled between two global religions, Islam and Christianity, which reinforced the social and political divisions between the indigenous and settler populations. Not surprisingly, Algerian communists had a very difficult relationship with the nationalist movement.

South Africa, by contrast, a self-governing dominion of the British Empire, lacked both a black landed elite and a prosperous black peasantry, and its labor migrated within the country. Christianity subsumed the localized indigenous religious beliefs, and social cleavages were cross-

²³⁷ The discussion below draws on A. Drew, « Marxist Theory in African Settler Societies » in A. Callinicos, S. Kouvelakis and L. Pradella, eds., *Routledge Handbook of Marxism and Post-Marxism*, Routledge, 2020, p. 216-26.

cutting, as blacks and whites often shared common religious values despite the extreme racial oppression. Founded in 1921, the Communist Party of South Africa (CPSA) had relative autonomy from the CPGB compared to the Algerian case; South African communists had a close relationship with the nationalist movement.

Across Africa, communists invariably endorsed Lenin's view that the right to national self-determination was fundamental for democracy and working class internationalism, typically interpreting national self-determination as independent statehood. However, there was variation, with a minority arguing for self-determination according to the Soviet model—national autonomy within a federation—a model, Katsakioris argues, that was particularly appealing in crisis-ridden multiethnic countries such as Sudan and Ethiopia, but where its proponents were often severely repressed.²³⁸ In South Africa and Algeria, however, the belief in a single multicultural state prevailed. Debates on national self-determination were broadly influenced by Comintern and Soviet analyses, but differed in each case. In South Africa, Marxist debates oscillated between those who saw the oppressed black majority as a colony needing self-determination and those who believed that the problem could be solved through democracy. By contrast, in Algeria, communists oscillated between equality and independence.

The South African case

In South Africa, the Comintern's native republic thesis, introduced in 1927-28, lay the foundations for subsequent debates on the national and land questions; for the Comintern this was part of a broader top-down approach to what it called the «Negro question», which included the idea of

²³⁸ M. Löwy, « Marxists and the National Question », *New Left Review*, 1, 96, March–April 1976, p. 81-100, 96; Katsakioris, « Socialist Federalism », art. cit., p. 3.

«self-determination in the black belt» of the US South.²³⁹ The South African thesis called for «an independent Native Republic as a stage towards a workers' and peasants' government», positing a peasant-based rather than a proletarian struggle. Given Marxism's historic concern with the urban working class, the thesis caused great acrimony within the CPSA and catalyzed the development of a Trotskyist movement.²⁴⁰ With the Comintern's 1930s shift to the European priority of an anti-fascist popular front, the CPSA put the native republic thesis aside and concentrated pragmatically on trade union and electoral work.

Consequently, Trotskyists played a disproportionate role in theorizing the national and land questions, sparking a tradition of intense left-wing debate; the critical point is that they based their analyses on South Africa's empirical conditions rather than abstract formulations from overseas. Trotskyists maintained that the struggle for democratic rights could not be achieved under capitalism and would lead towards a permanent revolution. Since the organized urban proletariat—overwhelmingly white, racist and protectionist—could not be a working class vanguard, they stressed migrant labor as a vanguard transmitting political ideas from town to countryside. Lenin had argued that Russia's relatively rapid rural proletarianization—with urban factory workers often coming directly from their traditional rural societies—lay the basis for an urban-rural proletarian alliance. The South African Trotskyist strand closest to that position contended that migrant workers constituted a Janus-faced «tribal proletariat» able to link urban and rural workers jointly oppressed by their lack of democratic rights.

Another Trotskyist strand argued that rural Africans should be mobilized on the basis of their land hunger. Its best-known proponent, Unity Movement activist Isaac Tabata, argued that rural Africans would reject nationalization because for them the state's trusteeship of the African reserves was

²³⁹ E. Johanningsmeier, « Communists and Black Freedom Movements in South Africa and the US: 1919–1950 », *Journal of Southern African Studies*, 30, 1, 2004, p. 155-80, 165, 169.

²⁴⁰ A. Drew, *Discordant Comrades: Identities and Loyalties on the South African Left*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 96.

tantamount to nationalization. But they would also reject capitalism, he maintained, because the legal right to buy land without the means to do so could never satisfy land hunger.

The Second World War accelerated African urbanization, but the National Party's 1948 apartheid program reversed that trend, pushing Africans back to the rural reserves and catalyzing continued rural upheavals that culminated with the 1960 Phondoland uprising in the eastern Cape. Despite their political differences, communists and Trotskyists shared similar observations of these events. Like Tabata, the communist Govan Mbeki recognized migrant labor's importance. Given the limited class differentiation in the reserves, both men stressed the political solidarity of rural Africans. Both maintained that the intense short-lived urban protests needed to be sustained by the slower developing but longer-lived rural protests.

The national question was also a crucial debate. South Africa's distinctive feature was the legal codification of white supremacy, which divided the population into separate sectional groups. The SACP used Stalin's empirical definition of a nation, as «a historically constituted, stable community of people, formed on the basis of a common language, territory, economic life, and psychological make-up manifested in a common culture».²⁴¹ The dominant SACP perspective reflected the influence of the leading Soviet Africanist Ivan Potekhin, who argued that South Africa was developing into two nations—African and Anglo-Afrikaner. For communist Michael Harmel this meant white monopoly capitalism and a colonized black majority—although his comrade Lionel Forman argued for a multinational federal model.

By contrast, the Unity Movement's Trotskyist-influenced leadership argued for a subjective definition of nationhood, insisting: «All that is required for a people to be a nation is community of

²⁴¹ J. V. Stalin, *Marxism and the National Question*, 1913, p. 8-11, Marxists Internet Archive <https://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1913/03a.htm> <accessed 19 August 2020>.

interests, love of their country, pride in being citizens of their country.»²⁴² Yet, as with the land question, there were overlaps across the communist-Trotskyist divide. Thus, communist Jack Simons and Trotskyist Kenneth Jordaan concurred that South Africa's national question would be solved through democracy, not independence. They agreed that the color bar stifled the development of a black bourgeoisie and prevented significant class differentiation amongst the oppressed and that the black proletariat would lead the liberation movement, reinforcing South Africa's tendency to develop into one nation.

In 1955, with the adoption of the Freedom Charter, whose national clause proclaimed: «All National Groups Shall Have Equal Rights!», the SACP deferred discussion of the national question. Echoing the native republic thesis, its 1962 program maintained that South Africa was characterized by «colonialism of a special type», that national democracy was a precondition for socialism and that the SACP should continue its alliance with the ANC. Throughout the armed struggle years, the SACP's theory, organization and policy displayed significant Soviet influence—although the 1970s–80s saw the rise of independent socialist contestations.

The Algerian case

The demand for Algerian independence had an analogous impact to South Africa's native republic thesis. The Comintern's 1922 call for the liberation of Algeria and Tunisia led to increased state repression and to resignations and expulsions from the PCF's Algerian region. Nonetheless, by the decade's end, communists in Algeria accepted independence as policy.

²⁴² Non-European Unity Movement, « A Declaration to the People of South Africa [1951] » in T. Karis and G. M. Carter, eds, *From Protest to Challenge: A Documentary History of African Politics in South Africa, 1882–1964*, v. 2, Stanford, Hoover, 1977, p. 494-506, 495.

However, in the late 1930s the PCF argued that the anti-fascist People's Front necessitated Franco-Algerian unity. Independence was sidelined; anti-colonialism, deemed to be divisive. Notwithstanding the launch of an autonomous *Parti communiste algérien* (PCA) in 1936, PCF dominance over the Algerian communists remained striking. Despite heated debates over Thorez's nation in formation thesis, for example, the PCA followed the PCF, prioritizing France, seen as «the whole», over the anti-colonial struggle, seen as «the part».²⁴³

The Soviet and French concern for a broader unity of metropolises and colonies continued through the Second World War. The PCA's acceptance of Franco-Algerian unity exacerbated tensions with the rapidly developing nationalist movement. These tensions peaked following the May 1945 massacre of tens of thousands of Algerians in and around Sétif. Initially, the PCA followed the PCF's claim that fascists had provoked the massacre. But from 1946 on, it gave greater attention to the national question, attracting young Algerians concerned with class and social justice. Although the PCF promoted the French Union, Algerian communists dropped this idea as nationalism spread.²⁴⁴

Indeed, by then France and Algeria had vastly different world perspectives. As part of the Cominform, the PCF focused less on Algeria and more on fighting US imperialism in Europe and the Eastern Bloc. That left the PCA more autonomy to develop its own positions, which clearly reflected its concern with African and Asian anti-colonial struggles.

The war of independence launched by the *Front de Libération Nationale* (FLN) on 1 November 1954 propelled Algerian communists to rethink the national question. In 1958 the PCA's theoretical journal *Réalités algériennes et Marxisme* included a substantial article that showed a shift from

²⁴³ A. Ruscio, *Les Communistes et l'Algérie : Des origines à la guerre d'indépendance, 1920–1962*, Paris, La Découverte, 2019, p. 83 ; Drew, *No Longer in France*, *op. cit.*, p. 110-12.

²⁴⁴ Drew, *No Longer in France*, *op. cit.*, p. 145.

both Thorez's nation in formation thesis and Stalin's criteria for nationhood. Algerian nationalism's values of land and liberty dated back to the Berbers, the author began. The Arabs introduced Islam, but allowed the Berbers to retain their customs and social organization, laying the basis for an evolving multicultural nation. The author modified Stalin's criteria for nationhood to include fluidity and subjectivity, arguing that independent Algeria would include both the Arabo-Berber people—who seemingly fit Stalin's criteria—and the Jews and Europeans who accepted Algeria as their country. This was a recognition that Stalin's definition could not address the problem of building a national identity from multiple existing identities.

The war also compelled Algerian communists to analyze the land question, which became particularly explosive as Algerians seized land vacated by fleeing Europeans. An article by PCA leader Bachir Hadj Ali began with the conquest, expropriation and concentration of land that led to rural proletarianization. Like Tabata and Mbeki, Hadj Ali stressed the rapidly developing political consciousness of rural people. Participation in the struggle helped the rural poor to throw off their inferiority complex vis-a-vis both the colonizers and the Muslim landed elite, enabling rural protest to develop into a guerrilla struggle based on reciprocity between the liberation army and the rural poor. However, while Tabata and Mbeki stressed rural solidarity, Hadj Ali stressed rural class differentiation, which was far more apparent in Algeria than South Africa, and which necessitated cross-class alliances against large European and Muslim landowners. In sum, both South African and Algerian Marxists stressed the need to build multicultural nations, but their analyses reflected their distinctive socioeconomic conditions.

While the SACP's financial dependence on the USSR during the armed struggle seemingly reinforced its long-term acceptance of Soviet views, this was not so for the PCA. During the war of independence the PCA broke with the PCF on several critical positions. These included, first, sabotage, which the PCF opposed; secondly, desertion from French army, which the PCF opposed;

and thirdly, special powers for the French state to do everything needed to maintain law and order in Algeria at the expense of civil liberties; the PCF voted for special powers in March 1956 to gain Socialist Party support for détente with the Soviets, but Algerian communists were its victims. Finally, the PCA broke with the PCF and the USSR over recognition of the FLN's *Gouvernement provisoire de la république algérienne* (GPRA) established in September 1958. While the PCA recognized the GPRA by November 1958, the USSR recognized it in late 1960, and the PCF, in early 1961. Although the PCA had been born into a relationship of dependency with the PCF, ultimately, the influx of Algerian members, alongside the pressure of the war compelled it to change track. The USSR and the PCF followed the PCA, reversing the conventional direction in which international communist policy was assumed to flow—communist policy followed the anti-colonial struggle.

Conclusion

Soviet and European communists underestimated the theoretical significance of colonialism's relationship to capitalism. Abstracting aspects of capitalist development based on their own historical experiences, they saw the anti-colonial struggle in instrumentalist terms to suit their shifting geopolitical aims. But for African Marxists colonialism was both the means by which capitalism penetrated their countries and the source of their national oppression and land hunger.

Despite the relative similarities of the South African and Algerian cases, their geopolitical differences produced different outcomes for their communist movements. South Africa's political autonomy and geographical distance from Britain allowed its Left to develop with some independence, while Algeria's close relationship with and proximity to France enabled the PCF to maintain intellectual dominance for decades. Most South African communists remained tied to

Soviet models; the main critiques of Soviet approaches came from socialists outside the SACP. Algerian communists, by contrast, were compelled by the pressure of war to modify their theoretical analyses and shift their policies from both the Soviet and French communist positions.

Those African Marxists who produced significant analyses did so by observing and evaluating the empirical conditions in their own countries rather than relying on imported abstractions. These vastly different outlooks on colonialism and its relationship to capitalism demonstrate the difficulty of building an egalitarian international communist movement.

Louis ARAGON et la question coloniale

Alain Ruscio

Le cheminement de Louis Aragon vers l'idéologie communiste, puis vers une adhésion au PCF qui ne se démentira plus, a eu plusieurs sources : un rejet absolu de ce que sa génération a appelé les *valeurs bourgeoises*, dont le patriotisme délirant subi durant et après la *Grande guerre* ; la haine tous azimuts de la bien-pensance ; l'anticléricalisme ; le mépris des *politicards* type Clemenceau ou Poincaré, etc. Dans ces facteurs, nul doute que l'hostilité au colonialisme fut un facteur majeur. Dans cette contribution, il sera rappelé rapidement que les engagements d'Aragon furent anciens, contemporains de ses premiers combats politiques, mais nous axerons l'information sur le « second Aragon », celui de l'ère de la décolonisation, afin de répondre à la thématique générale de ce volume.

Le choc de la guerre du Rif

Pour le groupe surréaliste, dont Aragon fut un des pères et longtemps une figure emblématique, la guerre du Rif fut un moment décisif d'engagement politique. L'idée même qu'une guerre recommençait, quelques années après la grande boucherie de 1914-1918, fut insupportable à ces jeunes artistes. D'autant qu'elle était menée contre un peuple colonisé, au nom d'une civilisation occidentale qui elle-même était, ô combien, objet de mépris et de haine de leur part : « La cassure, le grand choc, écrira plus tard Aragon, ce fut pour moi, et pour plusieurs, la guerre du Rif. Quand notre bourgeoisie aux lèvres pacifiques entreprit le massacre systématique des Marocains, luttant pour leur indépendance, ce fut pour nous un coup et pour moi une bifurcation dans la vie »²⁴⁵.

²⁴⁵ « Message au congrès des John Reed Clubs », avril 1935, repris in *Pour un réalisme socialiste*, Paris, Denoël & Steele, 1935.

Cette guerre commença, rappelons-le, par un violent affrontement entre les partisans du chef rifain Abd el-Krim et les seules troupes espagnoles, ponctué par le désastre de ces dernières à Anoual (juillet 1921)²⁴⁶. Aragon, qui ne manquait certes pas de courage, alla jusqu'à Madrid pour y prêcher la lutte absolue contre le système qui avait engendré cette guerre (et bien d'autres). Il y porta un message dont le moins que l'on puisse écrire est qu'il était radical : « Monde occidental, tu es condamné à mort. Nous sommes les défaitistes de l'Europe, prenez garde (...). Que l'Orient, votre terreur, enfin, à notre voix réponde (...). Riez bien. Nous sommes ceux-là qui donneront toujours la main à l'ennemi »²⁴⁷. Discours en date du 18 avril 1925. Quelques jours plus tard, la France du *Cartel des gauches* entra à son tour dans le conflit.

Qui protesta dans le monde politique ? Bien faiblement le Parti socialiste SFIO ou la Ligue des Droits de l'Homme, qui avaient déjà entamé (ou poursuivi ?) leur cheminement vers une acceptation d'une *colonisation démocratique* et qui assimilaient Abd el-Krim à un potentat féodal. Les anarchistes, mais ils n'avaient plus le poids politique d'avant 1914. Et le PCF, ainsi que la toute jeune CGTU²⁴⁸, qui à l'époque étaient quasiment confondus. Après une demi-décennie de tâtonnements, d'hésitations, de timidités, durement dénoncés par l'Internationale, les communistes entamèrent avec la guerre du Rif leur première grande bataille anticolonialiste, dont une grève générale en octobre, ponctuée de *Unes* rageuses dans la presse et d'affrontements avec la police, suivis de nombreuses arrestations et incarcérations.

Le rapprochement surréalistes / communistes était alors dans la *nature des choses*.

²⁴⁶ D. S. Woolman, *Rebels in the Rif. Abd el Krim and the Rebellion*, Stanford, California University Press, 1968.

²⁴⁷ In *La Révolution surréaliste*, n° 4, 15 juillet, repris in *L'Œuvre poétique*, Vol. I (1917-1925), Paris, Livre-Club Diderot, 1974.

²⁴⁸ Rappel : dans le sillage de la rupture du congrès de Tours, le mouvement syndical s'était scindé (1921) entre la CGT maintenue, contrôlée par les socialistes, et la CGTU, vite contrôlée par les communistes.

Le 2 juillet 1925, *L'Humanité* titra, en première page : « Les travailleurs intellectuels aux côtés du prolétariat contre la guerre du Maroc ». Il s'agissait d'un appel d'Henri Barbusse : « Nous avons trop médité l'expérience de l'histoire et surtout l'histoire des guerres coloniales, pour ne pas dénoncer l'origine impérialiste, ainsi que les conséquences internationales probables de cette guerre ». L'appel n'était pas seulement pacifiste, il affirmait avec force un principe anticolonialiste sans ambiguïté : « Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes ». Suivait une liste d'une centaine de noms, dont une majorité de surréalistes : Louis Aragon, André Breton, René Crevel, Robert Desnos, Paul Éluard, Michel Leiris, Benjamin Péret, etc.

Cet épisode fut le début d'une coopération franche entre ces jeunes intellectuels révoltés et le PC, ponctuée par des adhésions plus ou moins éphémères (Benjamin Péret, André Breton, Paul Éluard). Et Aragon, pas forcément le plus enthousiaste dans les premiers temps (il avait écrit la fameuse formule « *Moscou la gâteuse* » fin 1924)²⁴⁹. Sans conteste, le refus de la guerre coloniale a été, à ce moment précis, la raison principale de ces engagements. Mais ledit PCF, alors très ouvriériste, méfiant devant ce jeune intellectuel imprévisible, un tantinet dandy, mettra plusieurs années à admettre Aragon dans ses rangs. Malgré cela, l'adhésion aragonienne au communisme sera *un peu* plus longue que celles de ses amis surréalistes...

Contre « *la foire impérialiste de Vincennes* »²⁵⁰ (1931)

Un autre moment de coopération communistes / surréalistes fut l'initiative *La vérité sur les Colonies*, entre septembre 1931 et février 1932. Ce fut d'ailleurs le dernier, la rupture violente Aragon / Breton survenant en mars 1932. Pour mémoire, le *Parti colonial* avait mis sur pied un

²⁴⁹ « Gifler un mort », in pamphlet surréaliste contre Anatole France, *Un cadavre*, Paris, octobre 1924.

²⁵⁰ *L'Humanité*, 7 mai 1931 et jours suivants.

projet d'ampleur internationale, une vaste Exposition qui occupa la totalité du bois de Vincennes, sept mois durant (mai à septembre 1931). L'inauguration par le président Doumergue, le ministre des Colonies Paul Reynaud et le maréchal Lyautey, le 6 mai 1931, fut un moment de quasi unanimité nationale, et même nationaliste.

Il fallait tenter de briser le consensus, porter la contradiction.

C'est au sein de la famille communiste – mais hors de France – qu'est née l'idée d'une Contre-Expo. Le 26 janvier 1931, la *Ligue internationale contre l'Impérialisme et l'Oppression coloniale*, dont le siège était alors à Berlin, adressa une lettre à sa section française et au PCF (souvent les mêmes hommes). Le document était signé de deux piliers de cette Ligue, l'Allemand Willi Münzenberg et l'Indien Virendranath Chattopadhyaya²⁵¹ : « La Ligue antiimpérialiste qui est l'unique organisation internationale ayant assumé la tâche de diriger les luttes des masses opprimées des pays coloniaux a décidé d'organiser une contre-exposition, une Exposition coloniale antiimpérialiste, au même moment où l'Exposition coloniale, soi-disant "internationale" sera tenue à Paris ».

Une première réunion de la Commission coloniale du PCF eut lieu le 3 mars, au 120 rue La Fayette, alors siège national. Le choix du lieu se porta sur la place du Combat²⁵², dans le XIX^e arrondissement de Paris, au cœur du Paris alors populaire. L'articulation entre le milieu communiste et les surréalistes, en cette période, se fit moins naturellement que lors de la guerre du Rif, mais les liens existaient toujours. Aragon joua un rôle de premier plan, celui d'une passerelle entre les deux milieux, dans la genèse et la réalisation de la Contre-Exposition. En particulier pour

²⁵¹ Mais les services de police veillent. Ils interceptent ce courrier, qui fait immédiatement son apparition (attendue) dans la presse conservatrice, sous la plume de Jacques Ladreit de Lacharrière, un des penseurs du *Parti colonial*, « Offensive contre l'Exposition coloniale », supplément colonial bimensuel du *Temps*, 3 mars 1931. Outre la dénonciation indignée, l'auteur reproduit la totalité du texte de la lettre de la Ligue Internationale, ce qui permet de le citer ici. On en retrouve d'ailleurs trace dans les Archives (ANOM, Aix-en-Provence, SLOTFOM, III, 5).

²⁵² Aujourd'hui place du Colonel Fabien, là où siège toujours le PCF.

la présentation au public de *l'art nègre*, ou catalogué comme tel, qui occupait le premier étage, au sein d'un petit groupe qui comprenait également Elsa Triolet, Éluard, Jacques Sadoul, Yves Tanguy et André Thirion²⁵³. Outre cette présentation il y avait, au rez-de-chaussée, deux thèmes mis en avant : une dénonciation des crimes et horreurs du colonialisme (avec une utilisation des caricatures de *L'Assiette au beurre* d'avant 1914, plus de nombreux textes) et, en parallèle, une présentation des profits fabuleux faits par le bourgeoisie française ; puis, par une sorte de contraste lumineux, un tableau de « l'admirable solution apportée par nos camarades de Russie au problème des nationalités, hier opprimées sous le tsarisme, aujourd'hui librement fédérées dans l'Union soviétique » comme l'expliquait alors *L'Humanité*²⁵⁴.

La contre-Exposition fut finalement inaugurée le 23 septembre, quatre mois et demi après la *Grande* (elle restera en revanche ouverte, après la fin de Vincennes, jusqu'en février 1932). Quel a été son impact ? En réalité, l'assistance fut bien maigrelette, terriblement inférieure en tout cas à ce qu'avaient espéré les organisateurs. Le 9 janvier 1932, le Comité exécutif de la Ligue contre l'Impérialisme se réunit à Paris et évalua à 5.000 le nombre total des visiteurs²⁵⁵, chiffre retenu par la suite par les études historiques²⁵⁶. Chiffre faible, au regard par exemple du nombre de lecteurs de *L'Humanité* en région parisienne (23.371)²⁵⁷. Que dire alors de la fréquentation globale de la grande Exposition : 8 millions de visiteurs, un Français sur cinq !

L'anti-impérialisme avait encore des progrès à faire dans les rangs communistes.

²⁵³ S. Leclercq, *La rançon du colonialisme. Les surréalistes face aux mythes de la France coloniale (1919-1962)*, Paris, Les Presses du réel, 2010.

²⁵⁴ F. Fontenay, « Antidote à Vincennes. Ce que sera l'Exposition anti-impérialiste du Pavillon des Soviets », 20 août 1931.

²⁵⁵ T. Levasseur, *La Ligue française contre l'Impérialisme et l'oppression coloniale (1927-1936)*, Mémoire de Maîtrise d'Histoire contemporaine, Université Paris IV, Sorbonne, juin 1989.

²⁵⁶ C.-R. Ageron, « L'Exposition coloniale de 1931. Mythe républicain ou mythe impérial ? », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Vol. I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984 ; Jean-Pierre Biondi & Gilles Morin, *Les anticolonialistes (1881-1962)*, Paris, Robert Laffont, Coll. Les Hommes et l'Histoire, 1992.

²⁵⁷ M. Cachin, *Carnets, 1906-1947*, Ouvrage publié sous la direction de D. Peschanski, vol. III, 1921-1933, annoté par S. Wolikow et J. Girault, CNRS, 1998.

Toujours en 1931, Aragon le créateur doubla cette activité par des allusions directes à l'agitation anticolonialiste qui secouait alors tout l'Empire, dans des strophes de « Front rouge », du recueil *Persécuté-Persécuté*²⁵⁸. Il y avait, d'abord, une référence à une localité de l'extrême nord du Viet Nam (alors appelé *Tonkin*), au nom aujourd'hui oublié, mais qui était alors dans tous les esprits : Yen Bay, lieu d'une mutinerie de tirailleurs *tonkinois* contre leurs officiers (février 1930), qui fut suivie d'une terrible répression, avec bombardements des populations civiles. D'autres colonies étaient évoquées : « Écoutez le cri des Syriens tués à coups de fléchettes / par les aviateurs de la Troisième République / Entendez les hurlements des Marocains morts : sans qu'on ait mentionné leur âge ni leur sexe ». Puis dans un autre poème, une dénonciation directe de l'Expo, « Mars à Vincennes ».

Dès lors, Aragon sera de tous les combats du PCF, par exemple contre la répression en Indochine, qui connut un pic au début des années 1930. Un temps collaborateur de *L'Humanité*, il y signa des articles d'une totale orthodoxie : « C'est l'union du prolétariat et des peuples coloniaux qui en finira avec l'impérialisme français », n'oubliant jamais d'exalter l'œuvre soviétique en Asie centrale : « Dans ces régions qui étaient naguère des colonies tsaristes, vous verrez des peuples qui n'avaient jamais eu d'alphabet, des peuples primitifs maîtres d'eux-mêmes, ayant appris à s'administrer et devenus des pionniers de la construction du socialisme... »²⁵⁹.

Il fut également au premier rang lorsque les combats contre le fascisme et le colonialisme se mêlèrent, comme lors de l'agression mussolinienne contre l'Éthiopie, en 1935. Il fut l'un des initiateurs (certaines études estiment qu'il fut même le rédacteur²⁶⁰) d'un *Appel des Intellectuels au service de la*

²⁵⁸ Paris, Éd. Surréalistes, 1931, repris in *Œuvres poétiques complètes*, Vol. I, Paris, Gallimard, Coll. Bibliothèque de la Pléiade, 2007.

²⁵⁹ Ces deux citations dans un article de critique littéraire rendant compte d'un ouvrage de Denise Moran, *Tchad*, Paris, Gallimard, 1934, in *L'Humanité*, 11 juin 1934.

²⁶⁰ Le nom d'Aragon figure dans toutes les études sur la genèse de cet appel, mais les noms des autres initiateurs varient. Jules Romains, Luc Durtain sont notamment cités.

*Paix*²⁶¹, qui répondait de façon cinglante à l'engagement d'intellectuels conservateurs et réactionnaires, certains même pro-fascistes.

Menaces fascistes et méandres communistes

Mais on sait que la progression du fascisme et du nazisme en Europe, la guerre d'Espagne, l'agression japonaise contre la Chine, tous phénomènes qui pouvaient avoir des répercussions dans l'outre-mer français, amenèrent les dirigeants du PCF à abandonner l'anticolonialisme flamboyant de la décennie précédente pour un repli sur la défense des *possessions* de la France républicaine. Les dirigeants communistes, entre 1935 et le début de la Seconde Guerre mondiale, abandonnèrent totalement la revendication de l'indépendance des colonies. Aragon épousa les méandres de la politique coloniale de son Parti. Le fit-il par suivisme ou par conviction ? Nous penchons pour la seconde hypothèse, tant l'angoisse fut alors forte dans toute la gauche française. On connaît l'engagement d'Aragon pour l'Espagne républicaine, puis contre Munich, combats qui recouvrirent un temps tous les autres. Devenu *patron* de *Ce Soir*, quotidien para-communiste lancé en 1937, Aragon prit lui-même la plume pour dénoncer le danger du Japon militariste, allié des nazis, en Indochine. Mais aussi la menace fasciste en Afrique du Nord : « *Entre la menace italienne en Tunisie, la menace franquiste au Maroc, et les ambitions allemandes en matière coloniale (M. Hitler attend, paraît-il, que nous allions de nous-mêmes lui offrir des colonies), l'Afrique du Nord française m'a l'air en bonne voie d' "hispanisation" »*²⁶².

On était bien loin du ton de la décennie précédente...

La question coloniale dans la production romanesque

²⁶¹ *L'Humanité, Le Populaire de Paris*, mais aussi *L'Œuvre* en date du 5 octobre 1935.

²⁶² « Un jour du monde, le 25 octobre 1938 », *Ce Soir*, 27 octobre.

Aragon romancier fut également sensible à l'intrusion de la colonisation dans la vie de la société française²⁶³.

Il aurait certes pu, compte tenu de ses engagements, de sa culture politique, donner à la littérature française du XX^e siècle *le grand roman anticolonialiste*, une sorte d'équivalent du *Bel Ami* de Maupassant pour le siècle précédent. Il ne l'a pas fait. Mais, dans sa production romanesque (*Le Monde réel*), la question coloniale apparaît souvent comme un des éléments de la toile de fond historique présente dans chaque œuvre. Nous ne citerons ici que quelques exemples. Il faudrait relire toute l'œuvre romanesque pour présenter un tableau exhaustif de ces emprunts à la situation coloniale.

Dans le premier roman du cycle, *Les Cloches de Bâle*²⁶⁴, Aragon allait à l'essentiel dans la condamnation du système. Avec deux angles d'attaque. D'abord, une critique de l'affairisme. L'industriel Wisner, l'un des personnages, éprouvait le besoin de masquer ses activités par une phraséologie hypocrite, évoquant notre « œuvre de civilisation » au Maroc : « *Nous sommes en train de transformer une région sauvage, improductive, en une espèce de paradis terrestre* ». Mais le romancier l'exécutait d'une anecdote significative. Au lendemain de l'accord franco-allemand sur le Maroc, qui laissait les mains libres à la France (1911), « Wisner voyait avec plaisir la situation clarifiée au Maroc. Son groupe allait pouvoir donner de l'avant. Les terrains de Casablanca et de Rabat déjà connaissaient une plus-value appréciable. Et puis il y avait ces gisements de phosphates... ». L'autre dénonciation frontale était celle du racisme au quotidien : « Le cousin Bruyère racontait comment au Sénégal, à Dakar, il était indispensable, si on voulait continuer à être respecté, que quand on croisait un indigène sur un trottoir, on l'en fit descendre à coups de cravache : sans cela, ils deviendraient familiers ».

²⁶³ Voir M.-F. Boireau, *Aragon, romancier de la Grande Guerre et penseur de l'Histoire*, Villeneuve d'Asq, Presses du Septentrion, 2013

²⁶⁴ Paris, Denoël, 1934. Voir C. Grenouillet, « *Les Cloches de Bâle* d'Aragon : le roman à thèse et la question de la polyphonie » in *Écriture(s) de l'histoire*, textes réunis par G. Séginger, Presses Universitaires de Strasbourg, 2005.

La question coloniale était également présente dans le second volume du *Monde réel, Les Beaux quartiers*²⁶⁵, toujours sous l'angle de la dénonciation de l'affairisme. Delangle, un politicien dont le portrait était peu flatteur, était « *administrateur de (l') affaire marocaine* ». Dans un autre passage, un autre affairiste s'exclamait : « L'Afrique du Nord, tout de même, c'est l'avenir de la France ».

Les premières pages des *Voyageurs de l'Impériale*²⁶⁶ sont une évocation distanciée et critique de l'Exposition de 1889, dite *du Centenaire*, moment même où le *Parti colonial* était en train d'imposer ses idées à la société française. Le couple Pierre et Paulette y croisait des « Arabes », des « Annamites », des « Moukhères voilées », des « hommes en fez et gandoura ». Comme dans *Les Cloches*, il y avait par ailleurs de nombreuses indications sur l'actualité coloniale de l'époque : la crise de Fachoda, de nouveau les rivalités franco-allemandes au Maroc et les risques de guerre au moment de la crise d'Agadir (« Les gens nettoyaient leurs fusils, les tailleurs passaient les nuits à coudre les uniformes... »).

Face à la guerre d'Algérie²⁶⁷

Vint, après huit années de guerre (inutile, meurtrière et... perdue) en Indochine (1945-1954), le second grand conflit de la décolonisation tragique²⁶⁸, qui opposa la France et l'Algérie (1954-1962). Pour bien des Français, acteurs ou témoins des événements, mais aussi pour ceux qui n'ont pas connu ce conflit, la guerre d'Algérie a été un des moments les plus importants de l'histoire du pays au XX^e siècle.

²⁶⁵ Paris, Denoël, 1936.

²⁶⁶ Une première édition, édulcorée, surmonte la censure vichyste (Paris, Gallimard, 1942), mais l'auteur republiera le texte intégral après la Libération (Gallimard toujours, 1947).

²⁶⁷ Une partie de ce développement reprise de mon livre, *Les communistes et l'Algérie, des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019.

²⁶⁸ A. Ruscio, *La décolonisation tragique. Une histoire de la décolonisation française, 1945-1962*, Paris, Éd. Messidor, 1986.

Aragon prit sa part dans l'intense débat qui déchira alors la France.

Il faut distinguer trois niveaux de l'intervention aragonienne durant ce nouveau conflit.

Comme homme politique, Aragon livra à l'hebdomadaire *France Nouvelle* cinq rubriques pleine page entre le 15 octobre 1959 et le 3 mars 1960. Il fut à l'initiative de la protestation du Comité national des écrivains (CNE) contre la censure dont fut victime *La Question*, d'Henri Alleg, puis contre l'arrestation de Georges Arnaud, l'auteur du *Salaire de la peur*, qui avait refusé d'être délateur²⁶⁹.

Par contre, membre du Comité central de son Parti (depuis 1950), son nom ne figurait pratiquement jamais dans la liste des orateurs inscrits. Il existe pourtant un document étonnant : son intervention devant ses camarades du CC, à la mi-janvier 1958²⁷⁰. Il y attirait l'attention sur les accusations qui étaient portées contre les communistes, jugés responsables de l'insuffisante mobilisation contre la guerre. Il citait un article accusateur de Jean Amrouche dans *Le Monde*²⁷¹. Puis deux livres, en partie autobiographiques : de Daniel Anselme, *La permission*²⁷², l'histoire de trois soldats affectés en Algérie, qui bénéficient d'une permission en métropole, et qui se heurtent à l'absence d'écoute – ou, pire, à l'incompréhension – des leurs : l'Algérie semble être le dernier souci des Français ; puis le premier ouvrage d'Olivier Todd, *Une demi-campagne*²⁷³, préfacé par Jean-Paul Sartre. Aragon résuma l'intrigue de ce second livre : « C'est un jeune bourgeois qui a été mobilisé au Maroc et qui explique que cette guerre, il n'a pas envie de la faire et qu'on devrait bien la terminer... mais quant à lui il ne propose rien pour sa part parce que lui il ne peut rien faire... qui peut y faire quelque chose ? Il est

²⁶⁹ Il avait assisté à une conférence de presse clandestine de Francis Jeanson, chef du réseau de *porteurs de valises*, puis en avait rendu compte dans le quotidien *Paris-Presse*. La police l'arrêta, exigeant qu'il révèle les circonstances de cette rencontre, ce qu'évidemment Arnaud refusa.

²⁷⁰ CC du PCF, 15 et 16 janvier 1958, AD 93, Bobigny, document enregistré, bande 202, 1 AV 121/7075, transcrit en document dactylographié. Repris in « Discours d'Aragon au Comité central en 1958 », *Les Annales de la société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*, n° 4, 2002, présentation de François Eychart.

²⁷¹ « La France comme mythe et comme réalité. De quelques vérités amères », 11 janvier 1958, document reproduit in *Les Annales*, n° cité.

²⁷² Paris, Julliard, 1957.

²⁷³ Paris, Julliard, 1956.

évident que c'est le prolétariat, sa partie la plus éclairée, c'est-à-dire les communistes... or, la guerre continue... c'est par conséquent la faute du prolétariat et des communistes... je ne simplifie pas, c'est tout à fait comme cela dans le livre... ». Aragon aurait pu ironiser, devant un public acquis, sur les limites politiques d'un tel raisonnement. Il n'en fait rien. Car, dit-il, « cependant, le livre est un livre intéressant... je dois dire... intéressant à lire parce qu'assez caractéristique d'un certain nombre de choses dans la jeunesse... il ne suffit pas de se dire : "c'est faux", nous savons bien que c'est faux... mais il faut voir comment ces gens sont appelés, sont amenés à penser des choses semblables et comment il faut discuter avec eux... ça me paraît être la chose principale... ».

Document étonnant, avons-nous écrit. Le ton n'est pas celui, sentencieux, parfois méprisant, qu'avait trop souvent le discours communiste à cette période, dès qu'il s'agissait de répondre à la critique. Au contraire, Aragon propose à ses camarades de partir du point de vue de *l'autre*, l'opposant, le catalogué *gauchiste* : bien sûr, « nous savons bien que c'est faux », mais s'en tenir là ne fera avancer ni notre influence, ni la cause de la paix en Algérie ; « *Il faut voir comment ces gens (...) sont amenés à penser des choses semblables* », et pour cela « *discuter avec eux* ». Il cite son propre cheminement : n'a-t-il pas lui-même, naguère, critiqué dans les mêmes termes les communistes ? Et, si on s'était contenté de lui claquer la porte au nez, qui sait ce qu'il serait devenu ? Son discours a-t-il été entendu ?

Le second niveau d'intervention aragonien est son activité à la tête des *Lettres françaises*. Cet hebdomadaire fut particulièrement actif dans la dénonciation de la guerre d'Algérie (48 titres de première page de 1954 à 1962), en y privilégiant, puisque là était sa spécificité, la dimension littéraire et culturelle. En particulier, les *Lettres* firent un effort exceptionnel pour faire connaître la culture arabo-musulmane en général, algérienne en particulier, dans la suite logique de la politique de l'hebdomadaire²⁷⁴. Mais, évidemment, en pleine guerre, cet engagement avait une haute signification. On ne sera pas surpris de retrouver ici les œuvres de Mohammed Dib et de Kateb Yacine, déjà cités.

²⁷⁴ H. Bismuth, « Aragon dans la guerre d'Algérie », in Hervé Bismuth & Fritz Taubert (dir.), *La guerre d'Algérie et le monde communiste*, Dijon, Ed. Universitaires de Dijon, 2014.

Aragon sera un soutien indéfectible du premier, accueillant de nouveau ses poèmes ou ses récits, avant de préfacier un recueil²⁷⁵. Même attitude à propos de Kateb Yacine. Les *Lettres* publièrent également un essai sur « la nouvelle littérature algérienne » (Mohammed Abdelli), un numéro d'hommage à Mouloud Feraoun, assassiné par l'OAS « comme Lorca à Grenade »²⁷⁶, etc. Des poètes français écrivant des textes anti-guerre furent publiés. Enfin les *Lettres* publièrent des tribunes directement politiques, d'abord sous la plume de Pierre Daix, fidèle second.

Et Aragon le poète ? Absent de la lutte contre la guerre ? Absolument pas ! Il a, d'abord, consacré un poème *de circonstance* à la dénonciation d'un événement dramatique, le bombardement d'un petit village de la frontière algéro-tunisienne (8 février 1958) : « Une fois de plus entre le miroir et toi / Il y a désormais ces yeux des enfants morts / Connais-tu le nom de la honte / Essayez de faire entrer dans un vers français / Ce mot comme un poignard Sakiet-Sidi-Youssef »²⁷⁷.

Mais l'essentiel de son apport fut effectué de façon radicalement différente de celle de la période précédente. Car, à l'insu de (presque) tous, il s'est alors attelé, semble-t-il dès 1956, à une tâche immense : l'écriture du *Fou d'Elsa*, dont le titre n'évoque pas forcément l'objet : les derniers temps du royaume maure de Grenade, à la fin du XV^e siècle²⁷⁸. Aragon l'a par la suite lui-même expliqué : c'est en s'interrogeant sur les racines de la Résistance algérienne qu'il s'est plongé avec passion dans l'étude de la civilisation arabo-islamique :

« J'ai subi une sorte de fascination de ce pays, de ces gens, de leurs mœurs, de leur philosophie, de leur religion même, tout ce qui était les éléments de leur civilisation (...). La guerre d'Algérie... il ne suffisait pas, pour comprendre ces hommes et leur acharnement à ne pas devenir des Français, à part

²⁷⁵ « Mohammed Dib, poète », préface à *L'Ombre gardienne*, Paris, Gallimard, 1961.

²⁷⁶ « Mouloud Feraoun, écrivain algérien », 12 mars 1962.

²⁷⁷ « Échardes », *Les Lettres françaises*, 19 février 1958. Ce poème fut ensuite repris in le recueil *Les Adieux et autres poèmes*, Paris, Stock, 1977.

²⁷⁸ H. Bismuth, *Un poème à thèses : "Le Fou d'Elsa" d'Aragon*, Lyon, Publications de l'ENS, 2004.

entière ou pas entière, de quelques généralités sur cent ans de colonisation. En tout cas s'en tenir là, c'était sans tenir à un schéma. C'est sans doute par les événements d'Afrique du Nord que j'ai compris mes ignorances, un manque de culture qui ne m'était d'ailleurs pas propre ».

Aragon, à l'orée de la vieillesse, confessa ce « *manque de connaissance* » qui lui parut « intolérable »²⁷⁹. Il consulta une documentation considérable. Tous les auteurs arabes classiques, tous les grands orientalistes, Blachère, Massignon, Lévi-Provençal, Berque, ont été lus, assimilés, interprétés²⁸⁰... Lors du recensement de la bibliothèque personnelle de l'écrivain, on retrouva plus d'une centaine d'ouvrages sur cette question²⁸¹. Jacques Berque²⁸² en témoigna :

« C'était un artiste extrêmement consciencieux et érudit, qui a dépouillé, pour écrire "Le Fou d'Elsa", la valeur d'une bibliothèque, incluant dans son livre d'incroyables détails que seuls peuvent connaître les spécialistes »²⁸³.

Il en a résulté un très grand livre, un des chefs d'œuvre de la poésie du XX^e siècle, nourri d'une érudition récente, mais étincelante.

Aragon et les jeunes écrivains algériens

Parallèlement, Aragon, maître des lieux aux *Lettres françaises*, était toujours à l'affût, c'était l'un de ses traits de caractère, de la découverte de jeunes talents. Et, dans ce domaine, l'Algérie va lui donner l'occasion de faire preuve de son exceptionnelle prémonition. L'un des premiers, en tout cas en France

²⁷⁹ *Entretiens avec Francis Crémieux*, Paris, Gallimard, 1964.

²⁸⁰ C. Haroche, « Lectures d'Aragon pour *Le Fou d'Elsa* », in *Recherches croisées Aragon / Elsa Triolet* n° 5, Besançon, Pr. Univ. Franc-Comtoises, 1994.

²⁸¹ S. Ravis-Françon, « Aragon et les cultures arabo-islamiques », *La Pensée*, n° 332, octobre-décembre 2002.

²⁸² Aragon, accompagné de Roger Garaudy, assista au séminaire de Berque. Témoignage du professeur in Charles Haroche, *loc. cit.*

²⁸³ *Il reste un avenir*, Entretiens avec Jean Sur, Paris, Arléa, 1993.

même, Aragon accueillit et fit connaître deux immenses écrivains venus de la rive nord de l’Afrique : Kateb Yacine et Mohammed Dib.

Le premier voyage de Kateb à Paris date de 1947. Il n’a pas encore dix-huit ans. Il doit y prononcer une conférence sur « Abd el-Kader et l’indépendance algérienne » (24 mai, salle des Sociétés savantes).

« Dès mon arrivée à Paris, raconta-t-il plus tard, je suis allé voir Louis Aragon au siège de la revue “Les Lettres françaises” où il m’attendait en compagnie de Paul Eluard. Ces deux hommes étaient pour moi ce que l’Annapurna est pour un alpiniste ». Mais le contact avec Aragon est froid :

Je garde un souvenir ambigu de ma première rencontre avec Aragon. Il m’a reçu dans son bureau des “Lettres Françaises”. C’était fin avril ou début mai de cette année 1947 (...). Aragon, debout, posture aristocratique, le coude posé sur le bord de la cheminée, m’a accueilli d’un : “Ah ! C’est vous le jeune poète algérien ? Savez-vous, jeune homme, qu’un cousin à moi est sous-préfet dans la région de Constantine ? “. Un choc ! Tout ce que ce grand homme, ce communiste, que j’admirais, ce sémaphore de la littérature avait à me dire se résumait à une information familiale. Il réduisait ce que j’étais, le pourquoi de ma visite, à une coïncidence géographique. Son cousin, haut fonctionnaire colonial, servait dans une région qui, deux ans auparavant, avait subi une terrible répression. Ma gorge, déjà nouée par l’intimidation, s’est complètement paralysée »²⁸⁴.

Cette froideur aragonienne n’empêcha pas les *Lettres* de publier un poème, « Ouverte la voix », premier texte de Kateb Yacine à être imprimé en France²⁸⁵.

Même réaction à propos de Mohammed Dib. Aragon, le premier en France, attira l’attention des lecteurs sur son œuvre. Et ce, avant même le déclenchement du conflit, avec des phrases rares à

²⁸⁴ Cité par B. Médiène, « La double vie d’un poète amoureux : à propos de *Nedjma* », Fabula / Les colloques, Kateb Yacine, *Nedjma*, URL : <http://www.fabula.org/colloques/document1207.php>.

²⁸⁵ 16 mai 1947.

l'époque : « Même si la nation algérienne n'a pas encore sa forme achevée, elle a ses patriotes. Allez voir dans les prisons, dans les bagnes sahariens »²⁸⁶.

Les prisons et les bagnes d'Algérie serviront hélas bien plus dans les années qui suivirent.

En guise d'épilogue

Après la fin de la guerre d'Algérie, Aragon aura d'autres engagements internationalistes. On songe par exemple à cette étonnante tribune du Palais des Sports, lors de la journée *Les intellectuels avec le Viet Nam*, (23 mars 1968) qui réunit l'espace d'une soirée Aragon, Sartre et Simone de Beauvoir... Ou à ce défilé pour la libération d'Angela Davis, où un Aragon étonnamment jeune et rayonnant, donne le bras à la sœur de la prisonnière... (3 octobre 1971).

Mais le colonialisme « à la papa » était bel et bien mort, alors, et ces initiatives échappent à notre champ de recherche.

²⁸⁶ « Un roman qui commence », *Les Lettres françaises*, 8 juillet 1954. Un autre article, portant le même titre, paraîtra dans le n° suivant des *Lettres* (16 juillet).

Tensions et collaborations. Les relations entre communistes français et algériens en métropole (1945-1962)

Pierre-Jean Le Foll-Luciani

L'histoire de l'immigration algérienne en France et celle des relations entre les communistes et l'Algérie colonisée ont récemment fait l'objet d'ouvrages de synthèse qui témoignent de l'ancienneté et du renouvellement de ces deux historiographies²⁸⁷. Cependant, ces deux champs de recherche ne se sont pas véritablement rencontrés, particulièrement pour la période qui suit la Seconde Guerre mondiale. Il existe certes des travaux sur les relations entre le Parti communiste française (PCF) et les immigrés algériens, notamment nationalistes. Mais l'histoire des milliers de communistes algériens résidant en France reste largement méconnue. Or, l'expérience de ces acteurs peut fournir un biais original pour questionner les relations entre communistes du pays colonisateur et communistes du territoire colonisé. Jusqu'ici, ces liens ont surtout été abordés à travers l'étude des relations au sommet – et n'impliquant qu'une poignée d'individus – entre la direction du PCF et celle de ses sections algériennes, devenues en 1936 le Parti communiste algérien (PCA). Déplacer la focale sur l'espace métropolitain, c'est s'intéresser à des interactions massives entre militants algériens immigrés et militants français, au sommet comme à la base des organisations.

En 1946, on compterait environ 50 000 immigrés dits musulmans d'Algérie en France ; ils seront environ 250 000 en 1954 (date du début de l'insurrection nationaliste), et 400 000 en 1962 (date de l'indépendance de l'Algérie). Au sein de cette immigration à majorité ouvrière, la syndicalisation et la politisation sont massives. Au début des années 1950, la majorité des ouvriers algériens sont syndiqués à la Confédération générale du travail (CGT), au sein de laquelle ils côtoient des communistes français. À la même période, plusieurs milliers d'ouvriers et quelques

²⁸⁷ E. Blanchard, *Histoire de l'immigration algérienne en France*, Paris, La Découverte, 2018 ; A. Ruscio, *Les communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La Découverte, 2019.

centaines d'étudiants algériens sont adhérents d'un parti politique. Avant 1954 et la concurrence sanglante entre le Mouvement national algérien (MNA) et le Front de libération nationale (FLN), la majorité d'entre eux militent au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), héritier du Parti du peuple algérien, lui-même issu de l'Étoile nord-africaine, mouvement nationaliste né dans les années 1920 à Paris dans le giron du PCF. Quelques milliers d'autres militent au sein du PCF. Ce sont les relations de ces derniers avec le parti et les militants communistes français qui m'intéresseront ici.

Trois grandes thématiques seront traitées de part et d'autre de la rupture chronologique que constitue le déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962). D'une part, les modes d'organisation des immigrés communistes algériens en France, entre cellules classiques du PCF, organisations spécifiques rattachées au PCF, et cellules du PCA. D'autre part, les discours et les actes de ces militants, entre conformisme à l'égard de la ligne du PCF et radicalité anticolonialiste. Enfin, leurs relations à la base avec les communistes français.

Les immigrés algériens, des militants singuliers du PCF (1945-1954)

Entre cellules du PCF et organisations spécifiques

Les communistes d'Algérie sont-ils des communistes algériens ? La question se pose dès les années 1920 à propos des communistes résidant en Algérie comme en France. En Algérie, elle recouvre trois interrogations : celle de l'autonomie organisationnelle et politique des sections communistes locales puis du PCA par rapport au PCF ; celle de l'« algérianisation » du parti dans sa composition « ethnique » ; et celle du caractère « national » (algérien) de ses mots d'ordre²⁸⁸. En

²⁸⁸ A. Drew, *We Are No Longer in France: Communists in Colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press, 2014.

France, elle questionne la place des immigrés au sein du PC : doivent-ils militer au sein de cellules classiques ou être regroupés dans des organisations spécifiques ?

La création d'organisations spécifiques pour les immigrés (coloniaux ou non) peut présenter plusieurs intérêts pour le PC comme pour les militants immigrés. D'un point de vue pratique, elle permet de tenir compte de leurs spécificités linguistiques, mais aussi de faire face à d'éventuels comportements xénophobes de la part de communistes français. D'un point de vue politique, elle permet aux immigrés de défendre des revendications particulières quant à leurs conditions de vie en France et quant à la situation de leur territoire d'origine. D'un point de vue stratégique enfin, elle peut permettre de faire face à la concurrence d'autres mouvements (notamment nationalistes) qui organisent spécifiquement les immigrés.

Dès 1921, deux organismes dédiés aux questions coloniales et aux immigrés des colonies sont créés par le PC en France. D'une part, le Comité d'études coloniales – qui prendra les noms de Commission coloniale centrale, Section coloniale puis Section d'outre-mer –, animé par des cadres majoritairement métropolitains. D'autre part, l'Union intercoloniale (UIC, 1921-1928), animée par des militants « indigènes », qui édite le journal *Le Paria* (1922-1926). C'est au sein de l'UIC qu'est constituée entre 1924 et 1926 l'Étoile nord-africaine (ENA). L'ENA recrute rapidement plusieurs milliers d'immigrés algériens de région parisienne, parmi lesquels des membres du PC. Mais après sa rupture avec le PC, la double appartenance est proscrite par l'ENA en 1933. Ses membres, qui se revendiquent nationalistes, échappent dès lors à l'orbite communiste, même s'ils continuent à militer avec des communistes au sein de la CGT unitaire (CGTU) puis de la CGT. Après cette première expérience peu concluante, le PC ne semble pas encourager la création d'autres organisations maghrébines dans les années 1930. La stratégie de Front populaire, qui relègue la question coloniale, ne l'y encourage d'ailleurs pas. Il arrive toutefois à la presse communiste

d'évoquer l'existence de « groupements de travailleurs coloniaux » communistes « nord-africains²⁸⁹ ».

La situation change après la Seconde Guerre mondiale. Dans un triple contexte de fort accroissement de l'immigration coloniale, de montée en puissance du nationalisme et d'encouragement par l'URSS d'alliances entre communistes et nationalistes, la Section coloniale crée de nouvelles organisations spécifiques qui semblent formaliser l'existence de groupes constitués spontanément : les groupes de langue de travailleurs et d'étudiants dits coloniaux. Ces groupes rassemblent les militants par colonie d'origine. Ils suivent en ce sens le modèle des groupes de langue de l'entre-deux-guerres : constitués au sein de la CGT et du PCF par la direction de la Main d'œuvre étrangère (MOE) puis de la Main d'œuvre immigrée (MOI), ces organisations rassemblaient les travailleurs immigrés d'Europe par langue ou pays d'origine²⁹⁰. À Paris, à la fin des années 1940, les immigrés d'Algérie peuvent adhérer au groupe de langue des travailleurs algériens – composé exclusivement d'hommes issus de familles musulmanes – et au groupe de langue des étudiants algériens. Ce dernier rassemble une trentaine de militants, dont quelques femmes et hommes européens d'Algérie, une majorité de musulmans et une forte minorité de juifs, sous la direction de Amokrane Ould Aoudia, Ahmed Inal, Abdelaziz Benmiloud, Claude Ouazana ou encore André Akoun²⁹¹. En 1948, la Section coloniale lance en outre le journal *L'Algérien en France*, rédigé par des militants immigrés et des cadres français. Enfin, la CGT comporte une commission nord-africaine au sein de laquelle militent des immigrés communistes et nationalistes.

Les communistes algériens de région parisienne militent-ils majoritairement au sein de ces organisations spécifiques, ou dans des cellules classiques du PCF et de la CGT ? Et qu'en est-il dans le reste du territoire métropolitain ? Il est difficile de le savoir. Les groupes de langue algériens ne sont jamais évoqués dans la presse communiste, si ce n'est en mars-avril 1955, lorsque

²⁸⁹ *L'Humanité* du 1^{er} septembre 1936.

²⁹⁰ Dans les années 1920-1930, *L'Humanité* rend notamment compte des activités des groupes de langue allemande, arménienne, bulgare, hongroise, italienne, juive (yiddish), polonaise, portugaise, roumaine et russe.

²⁹¹ P.-J. Le Foll-Luciani, *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p.285-286.

les bureaux fédéraux de Paris et des Bouches-du-Rhône appellent à la constitution de « groupes de langue rassemblant les Algériens membres du Parti²⁹² », ce qui indique que la majorité d'entre eux n'en font pas partie à cette date. Des organisations spécifiques existent toutefois de manière plus ou moins formelle sur tout le territoire. À titre d'exemple, au début des années 1950, sur les quelques centaines d'ouvriers algériens de Brest, une dizaine semblent être des membres actifs du PCF, tandis que la majorité adhère à la CGT. Selon la police, l'un d'entre eux, Hafid Hammou, est à la fois « délégué syndical CGT des Nord-Africains de la région brestoise », et « porte-parole des Nord-Africains » au sein du PCF²⁹³.

Conformisme, avant-gardisme, débordement : les immigrés algériens et la ligne du PCF

Les membres des organisations spécifiques s'expriment notamment dans deux journaux. Le premier est *L'Algérien en France*, paru en deux séries en 1948-1949 (10 numéros) et de 1950 à 1960 (111 numéros). Organe du PCF, il bénéficie d'un soutien financier qui explique sa longévité et sa qualité matérielle. Si 80% des éditoriaux sont l'œuvre de cadres français, des militants immigrés y signent aussi des articles. C'est le cas d'au moins huit membres du groupe de langue étudiant, de militants syndicalistes et d'écrivains. Leurs propos oscillent entre le discours classique de la direction du PCF et un vocabulaire indépendantiste, national ou patriotique algérien proche de celui du PCA²⁹⁴. Il ne s'agit pas là d'écarts par rapport à la ligne, mais plutôt d'une division des tâches assumées par le PCF : cet avant-gardisme anticolonialiste répond à la fois au souhait des militants immigrés et aux stratégies de concurrence/alliance du PCF vis-à-vis des nationalistes algériens. On peut en dire autant des discours parfois plus radicaux tenus au sein de la commission nord-africaine de la CGT.

²⁹² *La France nouvelle* des 12 mars et 9 avril 1955.

²⁹³ Archives départementales du Finistère, 117 W 7 et 145 W 66 : rapport des Renseignements généraux (RG) de Quimper, 6 décembre 1958, et Brest, 26 février 1954.

²⁹⁴ À titre d'exemple, le mot d'ordre d'indépendance apparaît dans les n°2 (août 1950) et 11 (mai 1951), et les termes « national(e) » et « patrie » sont employés par Malek Haddad (n°3, septembre 1950), Amokrane Ould Aoudia (n°5, novembre 1950), Mustapha Merad (n°37, juillet-août 1953) et Ghani Merad (n°45, avril 1954).

Il en va autrement de certaines positions exprimées dans le second journal, *Étudiants anticolonialistes* (16 numéros de 1949 à 1953). Organe du Comité de liaison des associations d'étudiants anticolonialistes, ce journal, créé par Jacques Vergès, est rédigé par des membres des groupes de langue venus de tout l'empire colonial, dont au moins six étudiants algériens. Toutefois, il ne s'agit pas d'un organe du PCF, dont il est indépendant financièrement, ce qui se ressent dans sa périodicité aléatoire et dans un contenu qui, s'il suit scrupuleusement la propagande de guerre froide du Kominform, est plus original sur la question coloniale.

Certes, les rédacteurs algériens d'*Étudiants anticolonialistes* survalorisent le rôle anticolonialiste du PCF et reprennent abondamment les formules du parti sur l'union effective entre les colonisés et un « peuple de France » idéalisé. Cependant, conscients du désintérêt de nombreux Français, y compris communistes, pour les questions coloniales, voire du « fossé » entre ouvriers « français » et « nord-africains », ils apostrophent parfois leurs « camarades français » (« vous n'avez pas le droit de vous taire devant les crimes qui sont commis dans nos pays au nom de la “présence française”²⁹⁵ »), et publient à leur destination des articles qui se veulent pédagogiques pour déconstruire la notion de « mission civilisatrice ». Surtout, les étudiants se fixent comme objectif premier « la lutte contre le colonialisme français²⁹⁶ », et considèrent comme « la cause sacrée de [leurs] peuples²⁹⁷ » l'indépendance immédiate de toutes les colonies. De manière plus systématique que dans *L'Algérien en France*, les étudiants algériens s'y définissent comme des « patriotes » animés d'un « amour national », et emploient les termes « patrie », « pays », « peuple » et « nation » pour évoquer l'Algérie²⁹⁸. En 1952, à propos de la Tunisie, ils exaltent les « patriotes [...] résolus à ne reculer devant aucun sacrifice » et se félicitent du fait que « le combat [...] [prend] une tournure annonçant la guérilla²⁹⁹ ». Si cet avant-gardisme sur la question coloniale

²⁹⁵ *Étudiants anticolonialistes* (ÉA) n°10, janvier-février 1951.

²⁹⁶ ÉA n°13, décembre 1951.

²⁹⁷ ÉA n°11, mars-avril 1951.

²⁹⁸ Ces expressions proviennent d'articles de Rolland Doukhan, Claude Ouazana, Amokrane Ould Aoudia et Ahmed Inal parus dans ÉA n°8, novembre 1950, n°9, 15 décembre 1950-15 janvier 1951, n°10, janvier-février 1951, n°12, juin 1951, n°15, décembre 1952, et n°16, février 1953.

²⁹⁹ J. Beckouche (*alias* « Youssef »), « Vive la Tunisie libre et indépendante ! », ÉA, n°14, février 1952.

évoque à certains égards celui, voulu par le Kominform, de l'Union internationale des étudiants, ces prises de position relèvent bien du débordement de ligne par rapport au PCF : d'après les témoignages des uns et des autres, elles provoquent des désaccords et des tensions entre ces étudiants et des cadres du PCF³⁰⁰. En fonction des acteurs qu'elles impliquent, ces tensions peuvent relever de divergences stratégiques quant à l'opportunité et à la temporalité des revendications, ou de clivages de fond quant aux moyens et objectifs de la lutte anticoloniale.

Des relations interpersonnelles variables

Qu'ils soient membres d'organisations spécifiques ou non, des milliers d'adhérents algériens du PCF résidant en France interagissent au quotidien avec des communistes français au sein du PCF et de la CGT. Pour avancer une image nuancée de la diversité de ces relations, des recherches seraient à mener aussi bien auprès de témoins que dans les archives préfectorales. Étant donné ce que l'on a dit des positions politiques de nombre d'immigrés communistes algériens, il va de soi que la qualité de leurs relations avec des communistes français dépend en grande partie de l'intérêt porté par ces derniers à la question coloniale.

Le milieu étudiant offre un observatoire intéressant. Interrogés, d'anciens étudiants juifs – et on peut imaginer que cela s'applique *a fortiori* aux musulmans – affirment s'être sentis plus à leur aise au sein du groupe de langue algérien que dans leurs cellules du PCF. Le groupe de langue leur permet en effet de se focaliser comme ils le souhaitent sur la question coloniale – loin d'être centrale au sein du PCF –, de défendre des positions anticolonialistes radicales, et de construire l'unité avec les nationalistes, effective en 1954-1955 au sein de l'Union des étudiants algériens de Paris³⁰¹. Ils disent par ailleurs y avoir trouvé davantage de chaleur humaine et de discussions contradictoires que dans les cellules du PCF. Plus généralement, certains affirment avoir considéré

³⁰⁰ A. Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1991, 429-430 ; J. Vergès, *Le salaud lumineux*, Paris, Michel Lafon, 1990, p. 78-84 ; entretien de l'auteur avec Jean Beckouche, 14 mai 2007.

³⁰¹ P.-J. Le Foll-Luciani, *op. cit.*, 317-321.

les Français – communistes compris – comme des étrangers³⁰². Cependant, les mêmes disent avoir entretenu de bonnes relations interpersonnelles avec des communistes français. Certains sont devenus communistes sous l'influence d'étudiants français, et il est probable que leur radicalité ait influencé en retour les étudiants communistes français qui manifestent à leurs côtés contre le colonialisme au Quartier latin. Cette camaraderie est à l'origine de liens politiques de confiance, mais aussi d'amitiés et d'amours durables entre étudiants communistes français et « coloniaux ».

En milieu ouvrier, les contacts entre communistes algériens et français sont plus massifs. Ils se nouent particulièrement à l'intérieur de la CGT qui, entre 1950 et 1952 surtout, constitue une « école politique³⁰³ » pour de nombreux immigrés algériens. C'est par leur militantisme dans la CGT que des Algériens passent du nationalisme au communisme, à l'image de Abdelhamid Benzine (secrétaire de la commission nord-africaine de la CGT en 1951, passé du MTLD au PCF en 1952) ou de Saïd Abtout (qui quitte le MTLD pour le PCF en 1953)³⁰⁴. Ces communistes algériens peuvent entretenir à l'intérieur de leur usine des relations de confiance et d'amitié avec des camarades communistes français : à Renault-Billancourt, où les 3 000 Algériens représentent environ 12% des ouvriers de l'usine, Clara Benoits (née Hasser), communiste française particulièrement sensible à la question coloniale, témoigne de ses rapports de confiance avec des communistes algériens comme Ali Labraoui, Arezki Ziani, Mohand Aït Aïssa, Ramdane Kahlouche, Laïfa Lattad ou Omar Ouhadj³⁰⁵.

La guerre d'indépendance (1954-1962) : ruptures et reconfigurations

³⁰² Entretiens de l'auteur avec Claude Sixou, 12 février 2007, André Bekouche, 29 mars 2007, Hubert Hannoun, 11 avril 2007, Jean Beckouche, 14 mai 2007, Rolland Doukhan, 24 mai 2007, Claude Ouazana, 3 juin 2011 ; A. Akoun, *Né à Oran. Autobiographie en troisième personne*, Paris, Bouchène, 2004, p. 79-80 et 106-110.

³⁰³ L. Pitti, *La CGT et les Algériens en France métropolitaine durant les années 1950 : une décennie de tournants*, Bressol, Dreyfus, Hedde (éd.), *La CGT dans les années 1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 461-471.

³⁰⁴ A. Benamrouche, R. Gallissot, « Abdelhamid Benzine », notice du *Maitron* mise en ligne le 28 décembre 2013 ; H. du Mazaubrun, *Le double exil de Saïd Abtout*, « Hommes & migrations », n.1295, 2012, p.156-161.

³⁰⁵ C. et H. Benoits, *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt*, Paris, Syllepse, 2014, p. 83-99.

Des « actes individuels » au vote des pouvoirs spéciaux (novembre 1954-mars 1956) : la rupture de communistes algériens de France avec le PCF

Le 9 novembre 1954, les communistes algériens de France prennent connaissance du premier communiqué du Bureau politique du PCF sur l'insurrection déclenchée le 1^{er} novembre. La majeure partie du texte, conforme au discours habituel du PCF, ne saurait les surprendre : condamnation de la répression, reconnaissance des « revendications nationales » algériennes, appel à des négociations en tenant compte « des intérêts de la France ». Cependant, les actions armées semblent y être réprochées en bloc sous le vocable d'« actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux³⁰⁶ ». Les archives du PCF témoignent de la colère de militants immigrés face à cette phrase : lors de la conférence de section de Renault-Billancourt, ils refusent les explications de la direction et « continuent à interpréter cette déclaration comme une condamnation des formes de lutte nouvelles³⁰⁷ ». Les anciens du groupe de langue étudiant, qui disent avoir immédiatement été enthousiasmés par le déclenchement de la lutte armée, font aussi état d'un « désaccord », d'un « malaise », voire d'une « fureur³⁰⁸ ».

Toutefois, ces militants n'expriment publiquement ni leur désaccord avec le PCF, ni leur enthousiasme pour l'insurrection. Fin novembre, un appel de l'Union des étudiants algériens de Paris, qui rassemble communistes et nationalistes, ne se distingue en rien du discours du PCF, si ce n'est qu'il ne se prononce pas sur les actions armées³⁰⁹. Bien plus, en février 1955, le paragraphe du communiqué du PCF sur les « actes individuels » est repris à son compte par Ahmed Inal, dirigeant du groupe de langue étudiant, dans l'éditorial de *L'Algérien en France*³¹⁰. Cela témoigne-t-il des convictions d'Ahmed Inal à cette date ? Ou plutôt de la tension entre son enthousiasme à l'égard de

³⁰⁶ *L'Humanité* du 9 novembre 1954.

³⁰⁷ « Note sur les positions politiques des Algériens de chez Renault » envoyée à Léon Feix le 15 décembre 1954, citée par A. Ruscio, *op. cit.*, p. 249-250.

³⁰⁸ A. Akoun, *op. cit.*, p. 112-113 ; entretiens de l'auteur avec Claude Sixou, 22 janvier 2009, et Claude Ouazana, 3 juin 2011.

³⁰⁹ *La Voix du peuple* n°1, 1^{er} décembre 1954.

³¹⁰ A. Inal, « Au coude à coude », *L'Algérien en France*, n°54, février 1955.

l'insurrection et son loyalisme à l'égard du PCF ? Ou encore de pressions exercées par la Section coloniale pour que les propos polémiques du parti soient réitérés – et ainsi légitimés – par un communiste algérien ? La même question se pose en Algérie, où les déclarations du PCA entre novembre 1954 et avril 1955 oscillent entre l'affirmation que les actions des maquis sont liées aux « masses », l'idée qu'« il ne s'agit pas d'une provocation, ni d'un complot colonialiste, mais d'un mouvement algérien³¹¹ », et la condamnation d'« actes individuels » dont on ne sait exactement ce qu'ils désignent³¹².

En dépit de la colère d'immigrés algériens, il n'est pas certain qu'il y ait eu des ruptures avec le PCF dès novembre 1954. En 1955, la majorité des communistes algériens participe sans doute aux premières campagnes du PCF contre la répression et l'envoi de troupes. Par ailleurs, des militants se souviennent que durant cette période, certains dirigeants du PCF avec lesquels ils interagissent ne sont pas hostiles à l'insurrection en tant que telle ni à un engagement du PCA dans la lutte armée. Ainsi, entre la fin du printemps et le début de l'automne 1955, la Section coloniale organise ou facilite la rencontre entre des militants immigrés et des dirigeants du PCA de passage à Paris, parmi lesquels Ahmed Akkache et Sadek Hadjerès. La direction du PCF ne peut ignorer que ces militants sont favorables à un engagement du PCA dans l'insurrection : cet engagement a été acté par le Comité central du PCA en mai-juin 1955, et Sadek Hadjerès est précisément venu à Paris rencontrer à la Section coloniale d'anciens responsables de la résistance armée communiste en France pour qu'ils lui transmettent leur expérience³¹³. Ces rencontres entre immigrés et dirigeants du PCA jouent un rôle dans les décisions de militants de rentrer en Algérie. C'est le cas, en octobre 1955, de membres du groupe de langue étudiant comme Ahmed Inal, Jean-Claude Melki, Colette Grégoire et André Beckouche. Ce dernier rapporte que lors d'une réunion organisée par la Section

³¹¹ *Liberté* du 18 novembre 1954.

³¹² *Liberté* des 18 novembre 1954, 13 janvier, 17 février et 14 avril 1955.

³¹³ Entretien de l'auteur avec Sadek Hadjerès, 6 mars 2019.

coloniale, le cadre du PCF Léon Feix aurait déclaré aux Algériens « que s'il l'avait pu, pendant la guerre, il aurait rejoint la France alors sous occupation allemande³¹⁴ ».

Ces mêmes dirigeants du PCF qui encouragent ou ne s'opposent pas à l'intégration de communistes dans la lutte armée en Algérie refusent en revanche d'engager le PCF dans un soutien à l'insurrection ou au FLN, et s'opposent à ce que des militants algériens membres du PCF s'y engagent sur le territoire français. Cette distinction semble résulter d'une division des tâches assumée par le mouvement communiste international : tandis qu'en Algérie, les communistes doivent participer aux formes clandestines et armées de la lutte d'indépendance, en métropole, ils doivent adopter une stratégie légaliste et animer un mouvement anti-guerre. Cependant, lorsque des militants immigrés font connaître leur désaccord avec cette stratégie, des dirigeants du PCF tiennent des propos qui semblent condamner l'insurrection en tant que telle. Ainsi, en 1955, alors que Ahmed Inal et Mohammed Harbi tentaient de le convaincre de soutenir la lutte armée, Élie Mignot, cadre de la Section coloniale, leur aurait lu un texte de Lénine sur « l'impatience petite-bourgeoise³¹⁵ ». Pour sa part, Jean Beckouche rapporte une altercation qu'il aurait eue en compagnie d'Amokrane Ould Aoudia avec les dirigeants de la Section coloniale, qui leur auraient interdit tout engagement auprès du FLN en affirmant qu'« on ne pouvait pas être dépendant d'un parti nationaliste » et que « les Américains allaient prendre la suite de la France en Algérie³¹⁶ ». Membres du PCF, les sœurs de Hamid Gherab, militant du PCA condamné à mort en septembre 1956 après sa capture au maquis, ont quant à elles rapporté le refus de Léon Feix d'engager le PCF dans un soutien à leur frère, qu'il aurait accompagné de ces mots : « Et si votre frère était un aventurier ?³¹⁷ ».

La rupture survient le 12 mars 1956, avec le vote par les députés du PCF de la loi sur les pouvoirs spéciaux, dont l'adoption accentue immédiatement l'intensité des opérations de guerre et

³¹⁴ Courrier d'André Beckouche à l'auteur, 15 avril 2007.

³¹⁵ M. Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques. Tome 1 : 1954-1962*, Paris, La Découverte et Syros, 2001, p. 152-153.

³¹⁶ Entretien de l'auteur avec Jean Beckouche, 14 mai 2007.

³¹⁷ J. Jurquet, *Années de feu. Algérie 1954-1956*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 258-259.

de répression en Algérie – y compris contre le PCA. Le groupe de langue étudiant, unanimement opposé au vote, disparaît. La plupart de ses anciens membres, démissionnaires du PCF, se lient individuellement au FLN et y obtiennent parfois des responsabilités, à l'image de Abdelaziz Benmiloud et Claude Sixou. À Renault-Billancourt, après le vote, une délégation de communistes algériens est constituée pour rencontrer le Comité central du PCF. Au retour de la délégation, la grande majorité des ouvriers algériens de l'usine quittent le PCF. Dès la fin avril, plusieurs d'entre eux participent à la création de la première cellule du FLN dans l'usine, dans laquelle se retrouvent les anciens membres du PCF et du MTLD. Comme ailleurs, les membres du FLN conservent en outre leur adhésion à la CGT, dont la commission nord-africaine sert dans l'usine de paravent aux activités clandestines du FLN³¹⁸.

En mars 1956, de nombreux immigrés algériens rompent donc avec le PCF et rejoignent progressivement le FLN. Cependant, après mars 1956, d'autres demeurent membres ou sympathisants du PCF, voire y adhèrent. Parmi eux, certains militent publiquement au PCF pour « la paix en Algérie » tout en s'engageant clandestinement auprès du FLN.

Une rupture organisationnelle : la création de la Fédération de France du PCA

À partir du printemps 1955 et plus encore du printemps 1956, des centaines de membres du PCA, traqués, expulsés ou emprisonnés, se retrouvent en France. En juin 1956, la police affirme que des expulsés se préparent à constituer un « Comité » du PCA en France qui « aurait principalement pour but de servir la cause du nationalisme algérien³¹⁹ ». Ce souhait de militer en France en tant que communistes algériens, qui vient de la base militante, s'accorde avec les décisions du sommet. Fin 1956, le dirigeant du PCA clandestin Larbi Bouhali quitte secrètement Alger pour la France puis Prague (Tchécoslovaquie), où il met sur pieds la délégation extérieure du

³¹⁸ L. Pitti, *Figure ouvrière et engagement dans la lutte de libération nationale. Les ouvriers algériens de Renault-Billancourt pendant la guerre d'Algérie*, « L'Homme et la société », n.117-118, 1995, p. 115-128.

³¹⁹ Archives nationales d'outre-mer, préfecture de Constantine, 93 4421 : rapport des RG, 9 juin 1956.

PCA. Lors de son passage à Paris, il rencontre des dirigeants du PCF. Cette rencontre débouche sur la création de la Fédération de France du PCA (FF-PCA)³²⁰.

Même si la discussion fut probablement houleuse, cette décision répond aux intérêts des deux partis. Le vote de la loi sur les pouvoirs spéciaux a débouché sur la rupture avec le PCF de nombreux immigrés algériens qui, s'ils avaient été membres du PCA, en seraient sans doute pour beaucoup restés membres. Puisque PCF et PCA s'accordent sur la nécessité de maintenir les immigrés dans le giron communiste mais qu'il est hors de question pour le PCF de soutenir le FLN, la création d'une organisation du PCA en France est la meilleure solution. Le PCF peut ainsi se défaire de membres « turbulents », tandis que les communistes immigrés peuvent soutenir le FLN tout en restant en accord avec leur parti et sans plus dépendre d'un parti *français* – dépendance qui jetait une ombre sur la politique « nationale » du PCA.

La FF-PCA, active à partir de 1957, compte parmi ses dirigeants Ahmed Abbad (ancien membre du MTLD et du PCF) et, après 1961, Boualem Khalfa (dirigeant du PCA). Elle est notamment implantée en région parisienne, à Marseille, à Grenoble ou encore à Carcassonne³²¹. Clandestine, elle ne mène pas en tant que telle d'actions au grand jour : ses militants se chargent d'une part de l'accueil et de la solidarité envers les militants du PCA expulsés, réfugiés ou emprisonnés, d'autre part de la diffusion de la propagande du PCA venue de Paris, de Prague et d'Alger. Plusieurs de ses membres appartiennent toujours au PCF, dont ils contribuent aux activités publiques sur la question algérienne, à l'image de Saïd Abtout, Mohammed Djeghri et Abdelkader Belkhodja, tous trois rédacteurs de *L'Algérien en France*. Les mêmes et d'autres appartiennent par ailleurs plus ou moins formellement au FLN, ce qu'ils peuvent assumer au sein de la FF-PCA mais doivent cacher au PCF.

³²⁰ Entretien de l'auteur avec Sadek Hadjerès, 6 mars 2019.

³²¹ Entretiens de l'auteur avec Boualem Khalfa, 19 novembre 2009, Claude Ouazana, 3 juin 2011, Jacqueline Schecroun, 7 juin 2012 ; A. Sempé, *Un instituteur communiste en Algérie. L'engagement et le combat (1936-1953)*, Cahors, La Louve, 2013, p. 411-419 ; J.-L. Einaudi, *Baya. D'Alger à Marseille*, Paris, Non-Lieu, 2011, p. 171 ; H. du Mazaubrun, art. cit.

Le seul exemplaire du bulletin de la FF-PCA qui a pu être retrouvé, daté de 1959, montre que cette organisation permet aux communistes algériens de France de tenir des propos inimaginables au sein du PCF : considérant le Gouvernement provisoire de la République algérienne comme « [leur] gouvernement », ils saluent « [leur] glorieuse Armée de Libération Nationale [qui] tient en échec les troupes colonialistes », comptabilisent sans les déplorer les morts de soldats français au combat, et font l'éloge des déserteurs. Et s'ils insistent sur la solidarité de militants du PCF envers les Algériens de France, ils considèrent cette solidarité comme une parmi de nombreuses solidarités venant de (non-)communistes du monde entier³²².

À l'approche de l'indépendance, la FF-PCA encourage ses membres à regagner l'Algérie et à le faire savoir au FLN, avec le triple souci de faire face à la violence des « ultras », de participer à la construction du pays et de donner des gages de « patriotisme » au FLN³²³. Après l'indépendance, tandis que certains de ses membres rentrent au pays, d'autres restent en France, où ils continuent à militer au sein de la FF-PCA et/ou du PCF.

Avec, malgré ou contre le PCF : la réinvention de solidarités entre militants

Période de rupture, la guerre d'indépendance est aussi un moment où se réinventent les solidarités entre communistes algériens et français. En Algérie, d'anciens dirigeants du PCA clandestin affirment qu'après la visite de Larbi Bouhali à Paris, les relations au sommet entre PCF et PCA n'ont jamais été aussi bonnes³²⁴ : le PCF se tient désormais à l'écart des décisions du PCA tout en assurant à ses dirigeants un soutien matériel clandestin, auquel s'ajoute l'envoi d'avocats en Algérie pour y défendre les militants communistes comme nationalistes.

Qu'en est-il en France ? Les témoignages de militants du PCA expulsés, emprisonnés ou réfugiés en métropole indiquent qu'ils y bénéficient de solidarités de communistes français agissant

³²² Bulletin de la FF-PCA n°5, 1959 (archives personnelles de Simone Ben Amara et Paul Bouaziz).

³²³ Courriers-types de Boualem Khalfa, Larbi Braïk et André Ruiz (FF-PCA) à Gaston Revel, 12, 31 mai et 4 juin 1962 (archives personnelles de Gaston Revel).

³²⁴ Entretiens de l'auteur avec Lucette Hadj Ali (née Larribère), 22 octobre 2009, et Sadek Hadjerès, 6 mars 2019.

en accord avec la direction du PCF. À Marseille, en juin 1956, Baya Allaouchiche (née Bouhouné) et d'autres expulsés sont accueillis par les militants du PCF, qui les aident à trouver logement et emploi. À Paris, entre octobre 1956 et mai 1957, les avocats Simone Ben Amara et Paul Bouaziz, sous le coup d'un mandat d'arrêt, sont planqués par l'avocate Nicole Dreyfus et d'autres membres du PCF, qui organise avec le PC belge leur exfiltration vers Prague. À Tours, Gabriel Timsit, expulsé d'Algérie en 1960 après plusieurs années d'internement, s'adresse au PCF pour obtenir un logement afin de terminer ses études ; appelé sous les drapeaux, il est prévenu de l'arrivée des gendarmes par son hôte, ancien résistant communiste, et peut rejoindre le FLN en Suisse. Quant à Ahmed Akkache, Henri Alleg et Boualem Khalfa, ils s'évadent respectivement des prisons d'Angers, Rennes et Caen en 1961 grâce à des plans échafaudés par des militants du PCF³²⁵. On pourrait multiplier les exemples.

Quels que soient les griefs des communistes algériens envers la direction du PCF, ils apprécient ces solidarités venues aussi bien de la base que du sommet. Mais il va de soi que c'est auprès de militants français critiques voire démissionnaires du PCF qu'ils se sentent les plus à l'aise. De même, c'est au contact de communistes algériens que des militants critiques peuvent exprimer leur radicalisme et, parfois, se mettre au service du FLN. Ces rapprochements sont craints par la direction du PCF, qui publie dès juillet 1956 une « mise en garde » contre de « vulgaires provocateurs » qui se présenteraient comme des membres du PCA auprès de membres du PCF pour les inciter à commettre des « actes allant à l'encontre de la politique de masse du PCF³²⁶ ». Ainsi, à Marseille, Baya Allaouchiche se lie contre l'avis du PCF aux familles de soldats communistes français réfractaires, ainsi qu'à des militants en opposition à la ligne du parti sur la question algérienne, dont Jacques Jurquet. Sa relation amoureuse avec ce dernier est réprouvée par la direction locale du PCF, qui reproche à Baya Allaouchiche ses liens avec le FLN et rétrograde Jacques Jurquet de ses fonctions de responsabilité. En réaction, la première rompt avec le PCF et

³²⁵ J.-L. Einaudi, *op. cit.*, 133-140 ; entretiens de l'auteur avec Paul Bouaziz, 12 mars 2007, et Gabriel Timsit, 20 décembre 2006 ; H. Alleg, *Mémoire algérienne*, Paris, Stock, 2005, p. 288-307.

³²⁶ *L'Humanité* du 4 juillet 1956.

entraîne le second dans le soutien au FLN. À Paris, d'anciens membres du groupe de langue étudiant liés au FLN se rapprochent de militants trotskistes et de communistes en rupture avec le PCF : André Akoun, proche ami de Mohammed Harbi avec lequel il rédige en 1958 la brochure du FLN sur « Le PCF et la révolution algérienne », met en relation des étudiants français démissionnaires de sa cellule de philosophie avec le FLN. À Renault-Billancourt, les ouvriers algériens démissionnaires du PCF qui participent à la constitution du FLN mettent dans la confiance leurs anciens camarades français de confiance, dont plusieurs se mettent au service du FLN, ce qui leur vaut des exclusions ou des menaces d'exclusion du PCF et de la CGT³²⁷.

Le regard porté à l'époque et *a posteriori* par les communistes algériens de France sur la politique du PCF pendant la guerre d'indépendance varie d'un militant à l'autre. Compréhensifs, certains estiment que les choix du PCF relevaient d'une stratégie légitime au regard du contexte intérieur français, et insistent sur les solidarités dont ils ont bénéficié à la base et au sommet du parti. *A contrario*, estimant que ces choix relevaient d'une stratégie illégitime voire d'une hostilité de fond à l'insurrection, d'autres condamnent le PCF et font l'éloge des militants français critiques. Cette diversité révèle en définitive l'importance de la question coloniale dans les contradictions internes au mouvement communiste, et l'intérêt du terrain d'observation métropolitain pour voir s'incarner ces contradictions dans des interactions quotidiennes entre militants originaires des deux côtés de l'espace impérial.

³²⁷ J.-L. Einaudi, *op. cit.*, p. 147-161 ; A. Akoun, *op. cit.*, p. 84-85 et 113-115 ; M. Harbi, *op. cit.*, p. 157-159 ; C. et H. Benoits, *op. cit.*, p. 83-99.

Le Parti Communiste Italien, la gauche italienne et la guerre d'Algérie (1954-1962)

Bruna Bagnato

Embarras et prudence

L'attention portée par le Parti Communiste Italien (PCI) à la guerre d'Algérie est progressive tout autant que la compréhension du fait national algérien³²⁸. Les événements de novembre 1954, qui marquent le début de la guerre, ne sont pas à la une de la presse du parti. Au lendemain de ce qu'on a appelé la Toussaint rouge, le quotidien du parti, *L'Unità*, ne publie qu'un article signalant l'envoi de renforts de police et de militaires « pour réprimer le mouvement de révolte de la population »³²⁹.

Deux mois plus tard le sénateur Velio Spano, - un bon connaisseur des enjeux en Afrique du Nord puisqu'il a séjourné en Tunisie de 1938 à 1943, période au cours de laquelle il a réorganisé le Parti communiste tunisien³³⁰ -, dans un article consacré à la chute du cabinet Mendès France, se borne à signaler les crises et les tensions dans le Maghreb comme une « question intérieure » française³³¹.

Les émeutes du mois d'août 1955 et la terrible répression française – qui déterminent une évolution dramatique des « événements » en leur conférant le caractère d'une véritable guerre - changent la nature de la question algérienne et constitue une première inflexion de l'opinion italienne et du PCI³³². La fédération des jeunes communistes (FGCI) lance les premières mobilisations. Le 24

³²⁸ B. Bagnato - S. Murlane, « Solidarité et soutien du Parti Communiste Italien aux nationalistes algériens » in H. Bismuth et F. Taubert (éds.), *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, 2014; A. Bozzo, « Le rôle des communistes italiens pendant la guerre de libération nationale. Évaluation des événements, élaboration théorique, mobilisation et action politique » in M. Touili, ed., *Le Retentissement de la Révolution algérienne*, Alger, ENAL, 1985; A. Molinari, « La guerra di liberazione algerina e la strategia di politica internazionale del Partito Comunista italiano (1954-1958). Un primo bilancio attraverso l'analisi della stampa di partito » in R. H. Rainero (éd.), *Italia e Algeria. Aspetto storici di un'amicizia mediterranea*, Milano, Marzorati, 1982.

³²⁹ *L'Unità*, 6 novembre 1954.

³³⁰ Sur Velio Spano voir A. Mattone, *Velio Spano. Storia di un rivoluzionario di professione*, Cagliari, Edizioni Della Torre, 1978; A. Hobler, « Velio Spano » in Treccani, *Dizionario Biografico degli Italiani*, Vol.93, 2018, http://www.treccani.it/enciclopedia/velio-spano_%28Dizionario-Biografico%29/.

³³¹ V. Spano, « Il riarmo della Germania sgretola l'Europa occidentale », *Rinascita*, Janvier 1955, p.21.

³³² C. Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Paris, Payot, 2011. Sur l'Italie et la guerre d'Algérie voir B. Bagnato, *L'Italia e la guerra d'Algeria 1954-1962*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2012;

août, un rassemblement est organisé sous les fenêtres du palais Farnèse, siège de l'ambassade de France. Des lettres et télégrammes sont envoyés à l'ambassade par des organisations communistes de toute l'Italie pour manifester leur solidarité avec les « patriotes » algériens³³³. Le 1^{er} septembre, les jeunes communistes de Gênes, aux côtés de représentants de l'Association Nationale des Partisans d'Italie (ANPI), du mouvement de la jeunesse socialiste et de l'Union Italienne pour le Sport Populaire (UISP), demandent à rencontrer le consul de France pour lui remettre une lettre de protestation contre la « répression barbare » menée par son pays en Algérie³³⁴.

En septembre 1955, face à cette évolution dramatique, le PCI brise officiellement le silence sur la question algérienne. Un article de Paolo Derugas paru dans *Rinascita*, le mensuel théorique du parti, analyse les phénomènes de décolonisation au Maroc, en Tunisie et en Algérie. Derugas s'appuie sur de nombreux points d'histoire de la colonisation française, sur les premières phases de l'organisation de la résistance, sur les causes politiques et sociales de la révolte, pour établir un parallèle entre les combattants algériens et les Français qui se sont engagés dans la Résistance contre les nazis. Selon Derugas, le gouvernement français doit « comprendre la nouvelle réalité sociale et nationale de l'Afrique du Nord », « abandonner le colonialisme et les exigences paternalistes pour s'engager sans aucune réserve dans la voie de la collaboration et de la démocratie »³³⁵. L'embarras, et même une certaine prudence, des communistes italiens sont encore évidents dans une analyse qui, fondée sur la lutte de classe, est dépourvue de toute réflexion sur la spécificité du fait national algérien. La relative réserve du PCI s'explique par sa focalisation, à l'époque, sur les enjeux européens et par ses difficultés à comprendre le Front de Libération Nationale (FLN), envers lequel on conserve « de forts préjugés idéologiques »³³⁶. Le FLN ne

Bagnato, *L'Italie et la guerre d'Algérie 1954-1962*, Alger, Editions Dalhab, 2016. Voir aussi S. Mourlane, « La Guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n. 217, 2005, p. 77-90.

³³³ Archives du Ministère des Affaires étrangères – La Courneuve (dorénavant AMAE), série Z Europe, Europe, Italie 1944-1970 (dorénavant Italie), vol. 225 : télégramme n°864, Rome, 24 août 1955.

³³⁴ AMAE, Italie 1944-1970, vol. 225 : télégramme n°259, Gênes, 5 septembre 1955.

³³⁵ P. Derugas, « La rivolta nazionale dei popoli dell'Africa del Nord », *Rinascita*, septembre 1955, p.547-551. A.

Molinari, art. cit. p. 371-2.

³³⁶ A. Molinari, art. cit., p. 360.

s'inscrit ni politiquement, ni sociologiquement dans la tradition marxiste³³⁷ : au contraire, son discours est teinté d'anticommunisme. Pour cette même raison, le Mouvement National Algérien de Messali Hadj ne trouve que peu de sympathie auprès des communistes italiens dont la presse tend plutôt à exalter, fort exagérément, le rôle du Parti communiste algérien dans le mouvement d'insurrection³³⁸.

L'attitude réservée du PCI est à mettre aussi en relation avec une opinion italienne qui à l'époque est plutôt indifférente à ce qui se passe en Algérie³³⁹ et avec le devoir de solidarité avec le parti frère de l'autre côté des Alpes. Le PCF aborde les événements en Algérie sous un angle légaliste, dénonçant le terrorisme et apportant son soutien à l'action des gouvernements de gauche Mendès-France et Mollet, allant même jusqu'à voter, le 12 mars 1956, les « pouvoirs spéciaux » pour l'Algérie, puis, le 6 juin, à s'abstenir, lorsque Mollet pose la question de confiance sur sa politique algérienne³⁴⁰. Or, les dirigeants du PCI ne veulent pas nuire à l'entente avec le PCF. De ce point de vue, les divergences d'interprétations entre les deux partis sur les conséquences à tirer du rapport Khrouchtchev et le changement d'attitude du Kremlin, au début méfiant vis-à-vis du FLN et disposé à ménager le gouvernement de Front Républicain ainsi que sa politique en Algérie³⁴¹, sont favorables, après la chute de Mollet (mai-juin 1957) et surtout après la formation du cabinet Gaillard (novembre 1957) qui, vu de l'Italie, marque l'échec du PCF à créer un bloc démocratique en vue de gouverner, à l'expression d'une critique plus radicale de la politique française de la part des communistes italiens³⁴².

³³⁷ G. Meynier, *Histoire intérieure du FLN*, Paris, Fayard, 2002.

³³⁸ B. Bagnato, S. Mourlane, « Solidarité et soutien... », art. cit.

³³⁹ M. Giovanna, « Partiti e opinione pubblica in Italia di fronte alla guerra d'Algeria », *Studi Piacentini*, n.10, 1991, p. 49-82; G. Valabrega, « Journaux, mouvements, partis italiens face à la révolution algérienne », in Institut Culturel Italien d'Alger - Société « Dante Alighieri », *Italie-Algérie (1954-1962)*, Alger, novembre 1992.

³⁴⁰ Voir A. Ruscio, *Les communistes et l'Algérie des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Paris, La découverte, 2019.

³⁴¹ Sur l'évolution de la politique de l'Union Soviétique dans la question algérienne en fonction des priorités de sa politique étrangère et de ses calculs diplomatiques, voir E. Obitchkina, « L'Urss et la décolonisation de l'Algérie et de l'Afrique Noire sous de Gaulle » in M. Vaisse, ed., *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS Editions, 2006; Ead., « Le communisme soviétique face au nationalisme arabe lors de la guerre d'Algérie » in *La Guerre d'Algérie et le monde communiste*, op cit.

³⁴² B. Bagnato - S. Mourlane, « Solidarité et soutien... », art. cit.

; M. Lazar, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

Mobilisation.

À partir de mi-1957, on assiste à une mobilisation grandissante du PCI en faveur du fait national algérien. Dès l'été 1957 commencent à apparaître, surtout dans les pages de *Rinascita*, des articles qui décrivent en détail les données politiques du conflit (avec une grande attention aux réflexions de l'intelligentsia française opposée à la guerre³⁴³, comme Francis et Colette Jeanson³⁴⁴, André Philip³⁴⁵, Raymond Aron³⁴⁶) ; des articles qui rendent nettement officielle la ligne du parti de soutien à l'indépendance algérienne³⁴⁷ ; des dénonciations du phénomène de la torture³⁴⁸ ; des interviews de leaders du FLN comme Krim Belkacem³⁴⁹.

La question algérienne suscite au sein du parti un vaste débat³⁵⁰. Son moment fondateur sur le plan opérationnel est la réunion de parlementaires et dirigeants du parti qui, convoquée en juillet 1957 à l'initiative de la Section des affaires étrangères du Comité central, discute de propositions importantes pour soutenir la lutte algérienne. Les hypothèses de travail, au nombre de quatre, portent respectivement : 1) sur la constitution, à l'initiative de l'Union des femmes italiennes (UDI), d'un comité de secours qui pourrait se charger de collecter du lait, des médicaments, des vêtements à envoyer en Algérie par l'intermédiaire des liaisons que l'on peut « facilement » trouver en Tunisie ; 2) sur la proposition d'amener la question algérienne dans la discussion prochaine sur le Marché Commun, en mettant « fortement en relief » l'objection que « l'on ne peut décider de faire entrer ce pays dans la CEE », puisque l'Algérie est « le théâtre d'une guerre atroce et vit dans

³⁴³ F. Pistolesi, « Il dramma dell'Algeria, Rassegna di libri e posizioni », *Rinascita*, luglio-agosto 1957, p.392-6.

³⁴⁴ Auteurs de *Algérie Hors-la-loi*, Paris, Seuil, 1955, publié en italien par Feltrinelli, en juillet 1956. Voir N. Hubert, « L'Algérie dans les collections d'actualités des éditeurs généralistes et la gestion des événements, 1954-1962 », *Cahiers du CRHQ*, n.2, 2010. Sur Francis Jeanson voir M.-P. Ulloa, *Francis Jeanson : un intellectuel en dissidence : de la Résistance à la guerre d'Algérie*, Paris, Berg International, 2001.

³⁴⁵ Parmi les fondateurs, en 1957, du Comité socialiste d'études et d'action pour la paix en Algérie.

³⁴⁶ Auteur de *La tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957.

³⁴⁷ Giuliano Pajetta, « L'avanzata dei poli dell'Africa nera sulla via dell'indipendenza e del progresso », *Rinascita*, XV (1958), n.6-7, p.438-442.

³⁴⁸ « Testimonianza sulla tortura dei paras », *Rinascita*, XV, 1958, n.6-7, p. 420-5.

³⁴⁹ « Intervista con Krim Belkacem », *Rinascita*, XV, 1958, n.6-7, p.429-31.

³⁵⁰ M. Galeazzi, « Il PCI e i paesi non allineati. La questione algerina (1957-1965) », *Studi storici*, 3/2008, p.793-848 et M. Galeazzi, *Il PCI e il movimento dei paesi non allineati, 1955-1975*, Milano, Francoangeli, 2011.

des conditions qui interdisent au peuple algérien lui-même toute participation consciente à cette initiative », 3) sur l'hypothèse de prendre des initiatives pour soutenir la lutte algérienne au sein des réunions interparlementaires des groupes d'amitié italo-syrien et italo-égyptien ; 4) sur l'opportunité d'agir pour « donner à la guerre d'Algérie, dans notre presse, plus de relief, de façon à contrebalancer l'insidieuse campagne colonialiste que mène le gouvernement »³⁵¹. C'est de l'application du point 4) que dérive, vraisemblablement, la décision de *Rinascita* de consacrer au problème algérien, depuis lors, des réflexions moins épisodiques et une plus grande place que par le passé.

Quelques mois plus tard, la Section Affaires Étrangères du PCI approuve un programme de travail qui « prévoit la prise de contacts à Tunis avec le FLN et la constitution d'un comité des aides pour les réfugiés algériens »³⁵², à organiser avec la collaboration des groupes participant à la réunion constitutive du Comité pour la lutte anticoloniale dans le Moyen-Orient et en Méditerranée, réunion qui s'est tenue à Athènes au début du mois de novembre 1957, avec la participation de représentants algériens, Adda Benguetat et Mohamed Khelifa³⁵³, et, pour l'Italie, du socialiste Lucio Luzzatto³⁵⁴ et des membres du PCI Velio Spano, Giuliano Pajetta – qui dirige la Section Affaires Étrangères du Comité Central du parti –, le sénateur Maurizio Valenzi – lequel, né à Tunis dans une famille juive de Livourne, connaît en profondeur la réalité nord-africaine, est introduit dans les milieux politiques maghrébins et est un des plus efficaces et infatigables soutiens des initiatives du parti en faveur de la cause algérienne³⁵⁵ –, Alberto Jacoviello et Rossana Rossanda – jeune dirigeante du PCI et à l'époque directrice de la « Casa della Cultura » à Milan.

³⁵¹ Archivio Storico Fondazione Antonio Gramsci (dorénavant Archivio Gramsci), PCI, fondo Segreteria, MF 129, Direzione Esteri, « Riunione dell'11 luglio 1957 ». A la réunion du secrétariat du 24 juillet 1957 toutes les propositions sont acceptées sauf la première.

³⁵² M. Galeazzi, *Il PCI e i paesi non allineati...*, op.cit., p.799.

³⁵³ Archivio Gramsci, PCI, Fondo Mosca, Incontri internazionali, MF452, « Congresso anticoloniale dei paesi del Mediterraneo ».

³⁵⁴ A. Bozzo, *Actions de solidarité pour l'Algérie (1954-1962). Un nouvel internationalisme*, in Institut Culturel Italien d'Alger - Société « Dante Alighieri », *Italie-Algérie (1954-1962)*, op. cit. .

³⁵⁵ Infra. Sur Valenzi voir R. Race, L. Valenzi (éds.), *Maurizio Valenzi. Testimonianze per una vita straordinaria, con prefazione di Giorgio Napolitano*, Napoli, Tullio Pironti Editore, 2009.

Les travaux de la conférence d'Athènes étaient organisés en quatre commissions de travail, dont une spécifiquement dédiée à la question algérienne. Le rapport final proposé par la « Commission pour l'Algérie » demandait la reconnaissance du droit à l'indépendance ; la cessation immédiate des massacres et la libération des prisonniers et des détenus politiques ; l'ouverture immédiate de négociations entre les Français et « les vrais responsables du peuple algérien » avec une éventuelle participation du Maroc et de la Tunisie – qui précisément au cours des mêmes jours s'étaient proposés comme éléments de médiation entre les deux parties. La réunion d'Athènes a déclenché la décision de constituer un « Comité permanent pour la lutte contre le colonialisme en Méditerranée et au Moyen-Orient » : dans chaque pays serait en outre formé un Comité contre le colonialisme qui représenterait le groupe national du Comité permanent³⁵⁶.

Depuis lors, « la présence des communistes italiens à l'intérieur du mouvement anticolonialiste est très active »³⁵⁷ et leur attention pour l'évolution de l'Afrique du Nord devient constante. Jacoviello participe comme observateur à la Conférence des peuples afro-asiatiques du Caire (décembre 1957-janvier 1958)³⁵⁸ ; la mission de Spano, comme observateur au congrès du PC tunisien, au début 1958, même si elle se conclut par une constatation résignée de la « faiblesse des communistes » dans les pays du Maghreb, témoigne de l'intérêt du parti pour l'évolution politique de la région³⁵⁹.

C'est encore Spano qui, en mars 1958, demande au Secrétariat du Parti de soutenir une initiative de la FGCI. Depuis la mi-1957, c'est-à-dire depuis le tournant de la politique du PCI dans un sens actif opérationnel sur le problème algérien, la FGCI s'est mobilisée, organisant des collectes de médicaments et d'autre matériel de secours à envoyer au FLN³⁶⁰ : les jeunes communistes

³⁵⁶ Archivio Gramsci, PCI, Fondo Mosca, Incontri internazionali, MF452, Congresso anticoloniale dei paesi del Mediterraneo ”.

³⁵⁷ M. Galeazzi, « Il PCI e i paesi non allineati... », art. cit.

³⁵⁸ Archivio Gramsci, PCI, Segreteria 1957, mf 128, « Riunione del 17 dicembre 1957 » : pièces jointes « lettera di Jacoviello a Pajetta », 16 décembre 1957 et « Invito fatto a Mieli di partecipare alla Conferenza del Cairo ». Voir aussi « La Conferenza del Cairo. Dichiarazioni e risoluzioni 26 dicembre 1957 – 1 gennaio 1958 », in *Le vie del socialismo*, n.1, 20 janvier 1958. *Le vie del socialismo* était le *bollettino di documentazione* de la Section Affaires Étrangères du Comité Central du PCI.

³⁵⁹ Ibid., Estero, 1958, Tunisia, mf457, « Cari compagni », 3 janvier 1958. p.3022.

³⁶⁰ Archivio Centrale dello Stato - Rome (dorénavant ACS), Ministero dell'Interno (dorénavant MI), Direzione Generale Pubblica Sicurezza (dorénavant DGPS), Direzione Affari Generali (dorénavant AG), 1958, b.2, lettre réservée, MI, DGPS., AG, à Questura di Roma, n. 061201, réservée, 11 octobre 1958.

demandent maintenant la contribution du Parti pour l'envoi au Croissant rouge algérien, à effectuer à travers le Croissant Rouge tunisien, d'une quarantaine de caisses de médicaments collectées les mois précédents. Cette initiative est finalement approuvée avec l'accord déterminant de Luigi Longo³⁶¹. Et elle prend place parmi tant d'autres organisées par les jeunes de la FGCI, qui prennent généralement la forme, en plus des manifestations culturelles et manifestations tout court, de collectes de médicaments, de vêtements, d'argent destinés au FLN. Les collectes d'aides se font sous l'égide du sénateur Valenzi, qui non seulement joue le rôle de canal de communication avec le Croissant Rouge algérien et tunisien et se charge donc des aspects techniques et logistiques, mais en est souvent le promoteur³⁶². De telles initiatives, constamment contrôlées par le ministère de l'Intérieur italien, sont suivies avec attention et une certaine inquiétude par les services français³⁶³ – sentiments destinés à devenir plus aigus au fil du temps, en raison de l'importance croissante, également sur le plan quantitatif et médiatique, de cette action de soutien au FLN³⁶⁴. D'ailleurs l'ambassadeur de France en Italie, Gaston Palewski, arrive à Rome en octobre 1957 avec la mission précise de s'intéresser prioritairement à « tout ce qui touche à notre (de la France) action en Algérie » et avec l'instruction de communiquer à Paris « toutes informations qui pourraient nous être utiles dans ce domaine »³⁶⁵.

Fascisme, antifascisme, Résistance.

Pendant l'année 1958, l'attention du PCI et de la fédération des jeunes du parti pour la question algérienne devient centrale à cause de deux développements : l'évolution de la guerre et le

³⁶¹ Archivio Gramsci, PCI, Estero, Algeria, mf 453, Lettre de Spano, 18 mars 1958

³⁶² ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b.2, lettre réservée, MI, DGPS, Divisione Affari Generali de Naples à Questura di Roma, n. 061201, 11 octobre 1958. Valenzi constitue en août 1958, auprès de la « Federazione Comunista » de Naples, un comité chargé d'organiser des collectes de médicaments, grâce aux médecins inscrits au parti. Ces médicaments sont destinés officiellement aux pauvres mais en fait ils sont envoyés au FLN. Ibid., MI à Prefetto di Napoli, n.441/020919, réservée, Rome, 3 septembre 1958.

³⁶³ AMAE, Mission de Liaison pour les Affaires Algériennes (dorénavant MLA), b.39, Note relative à l'aide apportée au FLN par l'Italie, sans date (mais après le 15 septembre 1958).

³⁶⁴ AMAE, MLA, 39, note DGAP-MLA, 13 mars 1959.

³⁶⁵ AMAE, Italie, b.274, note n.724/EU, « Instructions générales au nouvel ambassadeur de France en Italie, Gaston Palewski », Paris, 13 octobre 1957.

changement en France. En février 1958, le bombardement par l'aviation française du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef, qui coûte la vie à soixante-dix personnes et cause cent cinquante blessés, dont de nombreux civils parmi lesquels des enfants, fait basculer l'opinion italienne du côté des nationalistes algériens³⁶⁶. *L'Unità* dénonce à cette occasion « un horrible massacre colonialiste »³⁶⁷.

Avec les événements du 13 mai, le débat sur la question algérienne se mêle souvent avec les inquiétudes que l'arrivée au pouvoir de de Gaulle et le changement de la Constitution suscitent pour l'avenir de la démocratie en France : « Liberté et démocratie à la France! Indépendance au peuple algérien ! » sont les deux faces d'un unique appel³⁶⁸ qui anime un vaste débat³⁶⁹. La crainte de voir de Gaulle exercer le pouvoir de manière autoritaire gagne quasiment tous les démocrates italiens encore traumatisés par l'expérience fasciste³⁷⁰. *L'Unità* lance un appel « à toutes les forces démocratiques du pays à manifester ensemble... leur solidarité envers la France républicaine »³⁷¹. Le PCI décide de créer un comité de solidarité avec la France démocratique qui s'installe au siège de l'éditeur Einaudi à Rome et auquel adhèrent les principales revues socialistes et communistes³⁷². La FGCI fait imprimer 10000 tracts faisant appel à « l'unité des partis de la classe ouvrière » et sur lesquels figure la photographie de « De Gaulle le dictateur »³⁷³. En juin 1958, le PCI organise une manifestation devant le palais Farnèse³⁷⁴. A la fin juin, le secrétariat national de la FGCI charge les

³⁶⁶ Y. Brondino, « L'incidente di Sakiet Sidi Youssef e l'opinione pubblica italiana », in R.H. Rainero (a cura di), *Italia e Algeria ...op. cit.*, p. 329-356; B. Bagnato, « L'Italie, le bombardement de Sakiet Sidi Youssef et l'échec d'une "action de détente" », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n.269, 2018, p. 115-135.

³⁶⁷ *L'Unità*, 9 février 1958.

³⁶⁸ ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b.2, Questura di Livorno a MI, 17 juin 1958, réservée,, raccomandata, n.05674.

³⁶⁹ Aussi à « La Casa della Cultura » de Milan. Voir infra.

³⁷⁰ P. Scoppola, *La Repubblica dei partiti. Evoluzione e crisi di un sistema politico, 1945-1996*, Bologna, Il Mulino, 1997, p. 313 ss. E. Serra, « Il ritorno di De Gaulle e l'Italia », *Nuova Antologia*, 2174, 1990; E. Serra, « Il ritorno al potere del generale De Gaulle nel 1958. Una testimonianza e qualche commento » in *De Gaulle et l'Italie*, Roma, Collection de l'Ecole Française de Rome, 233, 1997, p. 125-151 ; R. Colozza, « Charles de Gaulle visto dall'Italia (1958-2012) », *Cahiers d'études italiennes*, 22 | 2016, p. 97-110. « Il est de fait que les Italiens, même les plus éclairés, tendent à interpréter la situation française de 1958 par la situation italienne de 1922 », souligne l'ambassade française à Rome. AMAE, Italie 1944-1970, vol. 300, n.933/EU, 12 juin 1958.

³⁷¹ *L'Unità*, 31 mai 1958.

³⁷² B. Bagnato, *L'Italia e la guerra d'Algeria, op. cit.*, p. 458.

³⁷³ *Ibid.*

³⁷⁴ Mais, note-t-on en France, il s'agit plus d'un événement symbolique que d'une démonstration de force, puisqu'une cinquantaine de personnes seulement se rassemblent devant les portes de l'ambassade. Service Historique de l'Armée de Terre - Vincennes, 14 S 90 : télégramme n°214 EMFA/2, Rome, 10 juin 1958.

différentes fédérations de province d'organiser, en juillet, des manifestations en faveur de l'indépendance de l'Algérie, dans le cadre desquelles recueillir des médicaments à envoyer aux combattants du FLN, mais décide aussi de lancer, pour le 14 juillet, « une journée nationale de solidarité avec le peuple français »³⁷⁵.

Sur les collectes des aides destinées aux combattants algériens, initiatives menées par le PCI « directement ou par l'intermédiaire de ses organisations », le Ministère de l'Intérieur rappelle en juillet l'attention des préfets sur « une vigilance opportune et les mesures qui s'imposent, en relation aux dispositions légales en vigueur »³⁷⁶. Il est clair que le PCI, s'il garde une « attitude très prudente à l'égard des membres du FLN », se limitant à des activités de propagande³⁷⁷, a confié « en priorité aux jeunes communistes » la tâche de soutenir concrètement la lutte du FLN algérien. Et au sénateur Valenzi la charge de « les exhorter » à « faire la propagande et diffuser l'aspiration à la liberté » qui anime les « patriotes » algériens et de « démontrer par des signes tangibles leur solidarité », au moyen de collectes de médicaments et de vêtements « en tant qu'aide fraternelle aux peuples opprimés qui luttent pour leur liberté »³⁷⁸.

Si les jeunes de la FGCI sont en première ligne dans l'action de solidarité effective aux « patriotes » algériens, le parti, qui l'approuve et la soutient, agit sur un plan parallèle et plus proprement politique. En juillet 1958, par exemple, lors d'une réunion de la section culturelle du parti, est discutée la proposition avancée par Mario Alicata relative à la création d'une « association d'amitié avec les peuples arabes » qui devrait comprendre des hommes de culture, et pourrait compter sur un apport important du Parti Socialiste³⁷⁹. La proposition est approuvée par la direction du parti³⁸⁰.

³⁷⁵ ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b. 2, MI, DGPS à AG, n.224/18909, réservée, urgente, 30 juin 1958.

³⁷⁶ Ibid., MI, DGPS à AG, n.441/015888, 7 juillet 1958; Voir aussi *ivi*, Questura di Roma à MI, 10 juillet 1958; *ivi*, MI, DGPS au ministre, n.441/016714, 18 juillet 1958.

³⁷⁷ Ibid., Questura di Roma à MI, n.061202, réservée, « Attività del FLN algerino e attività del PCI in relazione alla situazione franco-algerina », Roma, 30 octobre 1958.

³⁷⁸ Ibid., MI à Questore di Roma, n.324/31744, très réservée, « Roma: attività della federazione giovanile comunista a favore del FLN algerino », Rome, 15 novembre 1958. En mars 1961 Valenzi propose d'envoyer des « volontaires » en Algérie, au nom d'une organisation officielle de la Résistance italienne mais Togliatti refuse cette proposition. Archivio Gramsci, PCI, 1961, Sezione Esteri, mf. 484, 17 mars 1961.

³⁷⁹ Archivio Gramsci, PCI, 1958, Sezione Esteri, mf 22. Mario Alicata, « Proposta per una associazione di amicizia con i popoli arabi », lettre n.58583, 23 juillet 1958;

³⁸⁰ Ibid., Verbali della direzione, 25 juillet 1958.

D'autres initiatives sont prises au cours des mois suivants, surtout entre la fin septembre et le début octobre – la période comprise entre la naissance du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) et l'analyse des résultats du référendum par lequel les Français sont appelés à approuver la Constitution de la V^e République³⁸¹ –, et continuent pendant les derniers mois de l'année³⁸² et tout au long de l'année 1959. La presse quotidienne multiplie les articles rédigés par ses correspondants à Paris et à Alger. À la question algérienne est accordée une place de plus en plus grande dans les pages de *L'Unità*, avec par exemple la publication d'une interview de membres du FLN au moment de la constitution du GPRA³⁸³, ou avec les reportages ponctuels qui se succèdent les 21, 25 et 26 avril 1959 et dénoncent le traitement réservé aux Algériens par les forces françaises³⁸⁴. Dans un numéro spécial de la fin de l'année 1958, intitulé « Crépuscule du colonialisme », *Rinascita* entame une réflexion tentant d'opérer une synthèse entre la doctrine marxiste de lutte des classes et les mouvements de libération nationale³⁸⁵. Cette activité de propagande par voie de presse s'accompagne de multiples interventions à la Chambre des députés communistes, afin d'exprimer leur hostilité à l'égard de la politique française³⁸⁶. Au-delà de cette activité de propagande, les services de renseignements français suspectent le PCI d'accorder une

³⁸¹ Entre autres, la participation de Velio Spano, en tant que vice-président du « Consiglio mondiale della pace », au « Colloquio Mediterraneo » organisé à Florence en octobre 1958 par l'ancien maire démocrate chrétien de la ville, Giorgio La Pira, en présence du président de la République Giovanni Gronchi et du secrétaire de la DC Amintore Fanfani, ainsi que des représentants du FLN. S. Mourlane, « Malaise dans les relations franco-italiennes : le premier colloque méditerranéen de Florence (3-6 octobre 1958) » dans *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 113-1, 2001, p. 425-449. ; B. Bagnato, « La Pira, De Gaulle e il primo Colloquio mediterraneo di Firenze » in P. L. Ballini (éd.), *Giorgio La Pira e la Francia. Temi e percorsi di ricerca. Da Maritain a De Gaulle*, Firenze-Milano, Giunti, 2005, p. 99-134. A Florence, Spano prit la parole pour évoquer la nécessité pour la France de mettre un terme à la guerre et de reconnaître le droit à l'indépendance du peuple algérien. Voir « L'indipendenza del popolo algerino auspicata al colloquio di Firenze », *L'Unità*, 6 octobre 1958.

Le 5 octobre, à Turin, Celeste Negarville est le principal orateur à la manifestation sur « Il referendum francese ed il compito del movimento democratico » et dénonce les irrégularités au cours des votations en Algérie. ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b.2, Prefettura di Torino a Ministero dell'Interno, n.2878, 11 octobre 1958. Le jour après, Giuliano Pajetta, au cours d'une conférence sur « Francia-Italia », parle du « vif alarme » suscité chez les démocrates italiens par le vote français. ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b.2, Partito Comunista italiano, octobre 1958.

³⁸² Entre autres, une conférence tenue à Gênes par Giancarlo Pajetta en novembre 1958 et l'organisation, de la part du PCI, d'une manifestation de solidarité aux peuples arabes le 14 décembre 1958. ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b.2.

³⁸³ M. Valenzi, « I rappresentanti del FLN a Tunisi rispondono a 9 domande dell'Unità », *L'Unità*, 19 septembre 1958, p.3.

³⁸⁴ Archivio Gramsci, PCI, Estero, Algeria 1959, mf 464, Nota alla Segreteria, 8 mai 1959.

³⁸⁵ *Rinascita*, décembre 1958.

³⁸⁶ AMAE, série Z, Europe, sous-série Italie 1944-70, vol. 300 : dépêche n°1002/EU, Rome 29 juin 1959.

aide financière au FLN par l'intermédiaire du sénateur Valenzi³⁸⁷. En juin 1959 le Quai d'Orsay remarque que le PCI, par le biais de la section italienne du « Congrès mondial pour la paix », organise depuis le début de l'année des collectes pour les réfugiés algériens³⁸⁸.

Sur un plan connexe par de nombreux aspects, les contacts entre organisations syndicales sont approfondis, en particulier entre la Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL) et l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA). La rencontre entre les deux délégations qui a lieu à Rome en janvier 1959, se conclut sur l'engagement des Italiens à aider les réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc par l'envoi de vivres, vêtements et médicaments obtenus par des collectes³⁸⁹. Dès le deuxième congrès syndical mondial de 1953, du reste, les délégués de la CGIL ont pris position en faveur des mouvements d'indépendance. Au quatrième congrès, qui s'est tenu à Vienne en 1957, la CGIL a pris ses distances avec la CGT française précisément sur la question algérienne³⁹⁰. Le député Agostino Novella a ensuite représenté la CGIL à la « Conférence de quatorze pays en faveur de l'Algérie » qui a rassemblé au Caire, en octobre 1958, des représentants de l'Union Soviétique, de la Chine communiste, des pays de l'Ouest et de quelques pays arabes. Au cours de la conférence, il est décidé de soutenir les revendications nationalistes algériennes en appuyant le FLN ; de constituer au Caire un bureau de Secrétariat permanent pour coordonner les activités pro-algériennes des syndicats adhérents à la conférence, ainsi que de promouvoir une souscription internationale en faveur du FLN³⁹¹. La CGIL pour sa part assure la coordination de l'accueil des Algériens qui transitent par l'Italie³⁹².

La CGIL, le PCI et ses militants, aux différents niveaux de l'organisation du parti, ne sont pas les seuls à se mobiliser pour la cause algérienne. Les deux autres syndicats italiens majeurs, la CISL et l'UIL, s'activent également, en s'associant souvent à la CGIL pour l'organisation d'initiatives.

³⁸⁷ AMAE, MLA, vol. 39 : note relative l'aide apportée au FLN par l'Italie, sd.

³⁸⁸ Archives Nationales – Pierrefitte sur Seine, 5 AG 1/399 : note pour le Général, Paris, 15 juin 1959.

³⁸⁹ Archivio Gramsci, PCI, Estero, Algeria 1959, mf 464, Nota alla Segreteria, 8 mai 1959. Documento interno, 26 janvier 1959.

³⁹⁰ A. Bozzo, « Le rôle des communistes italiens pendant la guerre de libération nationale », art. cit.

³⁹¹ ACS, MI, DGPS, AG, 1958, b.2, MI, DGPS, AG à Ministero degli Affari Esteri, 9 octobre 1958 (transmission d'une note du SIFAR – Servizio Informazioni Forze Armate - du 6 octobre 1958).

³⁹² A. Bozzo, « Le rôle des communistes italiens pendant la guerre de libération nationale », art. cit.

Quant au PSI, le parti de Nenni mène une action parallèle et parfois convergente avec celle du Parti communiste, une action dans laquelle certains membres du parti s'engagent de façon particulièrement convaincue. En 1958 commence, à Milan, la publication d'un mensuel, *Problemi del socialismo* (Problèmes du socialisme), dirigé par Lelio Basso, membre du secrétariat du PSI, une revue qui, dès son premier numéro en janvier 1958, consacre une large place à la question algérienne³⁹³.

La revue de Lelio Basso, et les activités qui tournent autour d'elle, contribuent sensiblement à diffuser le sujet algérien et à animer les discussions, en particulier des milieux milanais, grâce également à l'efficacité de la collaboration avec « La Casa della Cultura » (Maison de la Culture), une institution qui, née en 1945, se propose comme point de référence du débat politique et culturel de la ville et exemple à imiter pour des projets analogues à promouvoir sur une échelle nationale. Bénéficiant d'une large adhésion dans les cercles littéraires, artistiques et politiques de la ville; forte d'environ 2000 membres qui garantissent par leurs cotisations la part du bilan qui ne provient pas de la libéralité d'organismes publics, animée par Rossana Rossanda, qui la dirige à partir de 1950, « La Casa della Cultura » devient avec le temps, pour les partis de gauche, « une prestigieuse caisse de résonance pour informer sur les questions du moment... l'opinion publique de la ville » et, parmi elles, la question algérienne³⁹⁴. En décembre 1959, c'est « la Casa della Cultura » qui accueille la cérémonie de remise du « Prix de la Résistance de la Ville d'Omegna » à Henri Alleg pour son livre *La Question*, publié aux Éditions de Minuit en 1958 et dont l'édition italienne, sous le titre *La tortura*, est paru chez Einaudi quelques mois seulement après l'édition française, précédée d'« un écrit » de Jean-Paul Sartre qui est un appel passionné à « ouvrir les négociations, faire la paix » « pour mettre fin à ces immondes et lugubres cruautés, sauver la France de la honte et les Algériens de l'enfer »³⁹⁵. C'est à ce livre, dont la dénonciation du recours à la torture de la part des Français suscite l'indignation en Italie aussi et cristallise l'engagement militant des communistes, que le jury

³⁹³ Sur les relations entre Basso et le secrétaire du parti Nenni voir ACS, Carte Pietro Nenni, Carteggio 1944-1979, b,18, fasc.1093.

³⁹⁴ G. Valabrega, « La questione algerina a Milano » in R. H. Rainero, *Italia e Algeria....., op. cit.*, p.317.

³⁹⁵ J.-P. Sartre, « Introduction » à H. Alleg, *La tortura*, Torino, Einaudi, 1958, p.21.

du prix « Città di Omegna » décide d'attribuer sa reconnaissance. La motivation de l'attribution du prix au volume de Henri Alleg décidée par le jury est liée à la finalité du prix lui-même, destinée statutairement à distinguer une œuvre représentant « une contribution à la défense et au développement des valeurs idéales et morales qui furent au centre de la lutte antifasciste et de la Résistance, sous la forme que celles-ci ont prise au cours de ces dernières années »³⁹⁶.

La décision de remettre le prix « Città di Omegna » à Alleg suscite les protestations inutiles de la diplomatie française qui qualifie de « regrettable » la circonstance qu'un prix littéraire soit remis à une œuvre « portant atteinte à l'honneur de l'Armée et de la Magistrature et dont l'auteur fait l'objet de plusieurs graves inculpations »³⁹⁷. Il s'agit en tout état de cause, note avec irritation mais résignation le Palais Farnèse, de la décision d'une municipalité « socialo-communiste », vraisemblablement adoptée sous la pression du président du jury, Guido Piovene³⁹⁸.

Si sur ce sujet particulier la diplomatie française s'en tient à une réaction de colère, en réalité les services de Paris étudient depuis longtemps des « mesures de rétorsion » à appliquer à ceux qui, dans la Péninsule, aident directement ou indirectement la « rébellion algérienne »: en octobre 1958, on décide entre autre que les représentants français refuseraient leur accord à l'embauche d'intellectuels de gauche italiens qui seraient candidats à un emploi dans les organisations européennes³⁹⁹. Les pressions françaises pour faire taire les voix qui, en Italie, soutiennent la rébellion algérienne et pour saboter leurs initiatives ont des résultats seulement partiels et discontinus. Depuis la fin octobre 1960, par exemple, un disque de « Chants de la révolution algérienne » connaît une diffusion significative dans la Péninsule, entre autre parce que *L'Unità* en fait la publicité. Bien que le produit soit de facture artisanale, sa diffusion est jugée par la diplomatie française comme « la première manifestation à caractère culturel du FLN en Italie »⁴⁰⁰ :

³⁹⁶ « Le motivazioni delle giurie », in S. Fronteddu – C. Bonfantini (éds.), *Il Premio "Della resistenza" Città di Omegna*, Comune di Omegna, 2006.

³⁹⁷ AMAE, MLA, b.3, note DGAP-MLA, 29 septembre 1959.

³⁹⁸ Ibid., b. 39, 3 octobre 1960, F. Puaux à Ministère des Affaires Etrangères – Quai d'Orsay (dorénavant QO).

³⁹⁹ Ibid., b.1, Fiche secret, octobre 1958, cité in F. Cresti – A. M Gregni, « La guerra di liberazione algerina e l'Italia nella visione dei documenti diplomatici francesi », *Quaderni di Oriente moderno*, n.4, 2003, p. 47-94.

⁴⁰⁰ Ibid., b. 40, G. Palewski à QO, n.1412, 4 novembre 1960, aussi in Centre des Archives Diplomatique de Nantes (dorénavant CADN), Rome-Quirinal, b.428 ; AMAE, MLA, b.40, note DGAP-MLA, 12 novembre 1960.

c'est pourquoi le disque est interdit en France, et les Français font obstacle à sa diffusion, autant que possible, en Italie aussi⁴⁰¹.

Les mesures françaises ne parviennent pas à freiner ni la vague d'intérêt éditorial pour la guerre d'Algérie⁴⁰², ni le développement d'initiatives en faveur de la cause du FLN en Italie. Si depuis la fin 1957, les initiatives en faveur des Algériens du FLN n'ont pas manqué, entre 1959 et la signature des accords d'Évian on assiste à une véritable mobilisation contre la poursuite du conflit en Afrique du Nord. Une mobilisation qui implique les partis de gauche – dont les fédérations de jeunesse représentent le bras opérationnel –, mais aussi des partis de la majorité, les organisations syndicales, les associations culturelles, des revues, et qui prend différentes formes : manifestations de protestation, collectes pour réunir des vêtements, des denrées de première nécessité et des médicaments à envoyer au FLN, débats, création de comités de soutien à la cause algérienne. C'est un mouvement qui à partir de 1960, même comme héritage des quelques mois du gouvernement Tambroni, prend une signification particulière : la perception de la menace déjouée d'un retour à un régime autoritaire en Italie, en aiguissant la sensibilité des milieux politiques et culturels italiens sur ce risque, les pousse à interpréter les derniers événements dramatiques en Algérie et en France sous l'angle d'une nouvelle lutte à mener contre le danger de voir revenir au pouvoir les forces les plus réactionnaires. Ce qui entraîne la reconnaissance d'une filiation politique directe entre la lutte algérienne et la Résistance italienne⁴⁰³, qui a été remarquée déjà lors de la bataille d'Alger, lorsque la presse a comparé les actions de répression menées par les Français aux ratissages des nazis et des fascistes en Italie, et qui est maintenant rendue d'autant plus légitime par les remous français. L'incapacité du gouvernement de Paris de réagir avec efficacité aux actions terroristes en Algérie et

⁴⁰¹ CADN, 428, QO à Ambafrance, Rome, 25 juillet 1961.

⁴⁰² Einaudi publie en 1958 *La question* et un reportage sur une wilaya algérienne *Servizio proibito*. Feltrinelli publie en 1956 le volume des Jeanson, *Algérie hors la loi*; en 1960, l'ouvrage de Angelo Franza, *La rivoluzione algerina*.; en janvier 1961 le volume de Dominique Darbois et Philippe Vigneau, *Gli algerini in guerra*.

⁴⁰³ Au printemps 1961, une délégation de la « Associazione Nazionale Partigiani d'Italia » (ANPI), avec son président Arrigo Boldrini, se rendit en Tunisie, où elle rencontra le président et des membres du GPRA. Rentré en Italie, à l'occasion des célébrations du massacre des Forze Ardeatine, Boldrini rappela sa mission auprès du GPRA et souligna que la lutte des algériens était « la même bataille » que celle conduite par les partisans italiens. *L'Algérie au centre de nos activités', déclare Arrigo Boldrini, Président de l'Association nationale des partisans italiens''*. *El Moudjahid*, 12 mai 1961.

sur le territoire métropolitain; la nervosité avec laquelle les autorités françaises répondent à la montée des oppositions intérieures à la guerre; la suspension des droits civils en France – comme cela est clair à l’occasion de la manifestation du FLN d’octobre 1961⁴⁰⁴ et des affrontements à la station de métro Charonne, en février 1962⁴⁰⁵ – tout cela signale la crise, non seulement politique mais morale, d’où la France ne parvient pas à sortir – et qui a dans la question algérienne son catalyseur.

Dès les premiers mois de 1960, les initiatives se succèdent à un rythme soutenu, qui va même s’intensifier avec l’écho que suscite, dans la Péninsule également, le procès Jeanson, qui s’ouvre à Paris en septembre. Si déjà à la fin juillet l’organe du PSI, *L’Avanti*, a publié une interview de Francis Jeanson invitant à la désertion les jeunes appelés à combattre en Algérie⁴⁰⁶ – interview qui n’échappe pas à l’attention des services du Palais Farnèse⁴⁰⁷ –, le procès Jeanson suscite des prises de positions de plus en plus dures et explicites contre la guerre dans de larges secteurs de l’opinion publique et politique italienne. Notamment la « Déclaration sur le droit à l’insoumission dans la guerre d’Algérie », ainsi que le « Manifeste des 121 » qui l’appuie, sont diffusés en Italie en octobre 1960 dans la revue *Tempo presente*⁴⁰⁸. La même revue publie ensuite une « déclaration de solidarité avec les intellectuels français signataires du “Manifeste des 121” » signée de nombreux intellectuels italiens – lesquels, du reste, connaissaient le texte fondamental de la dénonciation des Jeanson, *L’Algérie hors-la-loi*, qui a été publié en Italie dès 1956. D’après le Palais Farnèse, la « Déclaration de solidarité », où est critiquée la notion de « raison d’État » et affirmé le principe du droit à la désobéissance, « en dépit de la personnalité de ces signataires », ne semble pas parvenir à

⁴⁰⁴ N. MacMaster – J. House, « La Fédération de France du FLN et l’organisation du 17 octobre 1961 », *Vingtième Siècle*, 2004/3, n.83, p. 145-160 ; N. MacMaster e J. House, *Paris, 1961. Algerians, State Terror and Memory*, Oxford, Oxford University Press, 2006 ; O. Le Cour Grandmaison (sous la direction de), *Le 17 octobre 1961. Un crime d’Etat à Paris*, Paris, La Dispute, 2001 ; O. Le Cour Grandmaison, *La République impériale. Politique et racisme d’Etat*, Paris, Fayard, 2009, p. 173 ss. ; J.-L. Einaudi, *La Bataille de Paris. 17 octobre 1961*, Paris, Seuil, 1991 ; ID., *Scènes de la guerre d’Algérie en France. Automne 1961*, Paris, Le Cherche Midi, 2009 ; J.-P. Brunet, *Police contre FLN. Le drame d’octobre 1961*, Paris, Flammarion, 1999 ; M. Levine, *Les ratonnades d’octobre. Un meurtre collectif à Paris en 1961*, Paris, J.-C. Gawsewitch éditeur, 2011 (1 ed. Paris, Ramsay, 1985). En Italie on parle, en cette occasion, d’un « risque raciste » en France. « Il razzismo a Parigi », *Algeria*, novembre 1961, p.17-18

⁴⁰⁵ J.-P. Brunet, *Charonne. Lumière sur une tragédie*, Paris, Flammarion, 2003 ; A. Dewerpe, *Charonne, 8 Février 1962: anthropologie historique d’un massacre d’Etat*, Paris, Gallimard, 2006.

⁴⁰⁶ « La gioventù non vuole combattere in Algeria, Intervista a Francis Jeanson », *L’Avanti*, 31 juillet 1960.

⁴⁰⁷ CADN, b.428, Palewski a QO-MLA, n.1207, août 1960.

⁴⁰⁸ Ibid., Palewski a QO-MLA, n.1682, Rome, 3 novembre 1960.

produire ce grand écho qui était dans les projets de la revue. Cela est dû, d'une manière générale, au « rôle mineur » joué dans la vie publique nationale par les intellectuels italiens « souvent plus appréciés à l'étranger qu'en Italie même »⁴⁰⁹.

Le « Manifeste des 121 » – cumulé aux sanctions immédiates contre les signataires décidées par la justice française, à l'issue du procès Jeanson et des protestations contre la guerre qui se multiplient en France –, maintient vive, en Italie, la discussion politique et culturelle sur la question algérienne. Le 3 octobre, le jury du prix « Città di Omegna » décide ainsi de décerner son prix, pour sa seconde édition, à Jean-Paul Sartre pour l'ensemble de son œuvre, considérant qu'il est « la pointe » d'un mouvement, qui « prend des caractères particulièrement dramatiques et une valeur exemplaire parmi les phénomènes de la Résistance, aussi et surtout en raison de l'évidence du lien qui lie la lutte contre le colonialisme avec la bataille pour la défense des valeurs de la démocratie, non seulement en France mais dans tous les pays européens »⁴¹⁰.

Quelques semaines après la remise du Prix Omegna, l'arrivée à Rome, le 25 novembre 1960, du premier ministre Michel Debré et du ministre des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville est saluée par une manifestation contre la guerre d'Algérie organisée, selon la diplomatie française, par les « centrales syndicales communistes, socialistes et socio-démocrates »⁴¹¹. Plusieurs associations étudiantes s'y sont associées, sur la lancée de l'imposante manifestation organisée par les jeunes de l'Union Nationale des Étudiants Français (UNEF) à Paris, le 27 octobre, contre la poursuite d'une « guerre anachronique », et qui a eu un certain écho dans la presse de la Péninsule, notamment parce que certains journalistes italiens présents ont dénoncé avoir été inexplicablement battus par les forces de l'ordre françaises⁴¹².

La manifestation à Rome est le théâtre de désordres et a des répercussions judiciaires. Le FUAN (Fronte Universitario di Azione Nazionale), organisation des étudiants fascistes, prend d'assaut le

⁴⁰⁹ Ibid., Palewski a QO-MLA, n.1947, Rome, 8 décembre 1960.

« Le motivazioni delle giurie »⁴¹⁰, in *Il Premio "Della resistenza" Città di Omegna*, *op.cit.*.

⁴¹¹ CADN, 428, Palewski à QO, Direction Europe, Roma, 1 décembre 1960, n.1910.

⁴¹² Il s'agit des correspondants à Paris du *Resto del Carlino*, Claudio Savonuzzi, de *L'Unità*, Saverio Tutino et de la RAI, Eva Muschietti. AMAE, MLA, b.40, Palewski a QO, télégramme n.1210, Rome, 28 octobre 1960.

siège d'une des organisations étudiantes impliquées dans la manifestation, l'UNURI (Unione Nazionale Universitaria Rappresentativa Italiana), et la police doit intervenir pour interrompre les échauffourées. La presse de gauche et d'extrême-gauche fait une large place aux incidents pour dénoncer « les actions des fascistes dans l'Université » et « la collusion entre eux et la police romaine ». Pour le Palais Farnèse, la portée des incidents est toutefois délibérément exagérée par les organes de presse de gauche. Il est probable, de plus, que les affrontements aient été instrumentalisés « par des dirigeants communistes locaux pour tenter de faire naître à l'université de Rome, autour de l'Algérie, un regroupement de tous les éléments antifascistes ». En fait les étudiants de l'UNURI décident d'organiser une « manifestation de solidarité avec le peuple algérien » le 5 décembre⁴¹³.

La « Semaine de l'Algérie ».

L'agitation dans les milieux universitaires romains à l'occasion de la présence, dans la capitale, de Debré et Couve de Murville, prend dans les jours suivants une « certaine extension »⁴¹⁴, avec l'encouragement actif du PCI, grâce aussi à la convergence qui se confirme, lors des initiatives en faveur de l'Algérie, entre les organisations syndicales et les organisations étudiantes. L'UNURI, la CGIL, l'UIL la CISL décident en effet d'organiser, du 2 au 8 décembre, une série de manifestations simultanées dans les principales villes italiennes en faveur de la paix et de l'indépendance algérienne. Au cours de cette « Semaine de l'Algérie », les organisations communistes vont vraisemblablement, selon le Palais Farnèse, jouer un rôle essentiel, tendant à créer un large groupe de « forces démocratiques ». C'est un fait nouveau, observe-t-on, car il tranche avec l'attitude jusqu'alors « réservée » des organisations communistes sur la question algérienne. Il est donc

⁴¹³ CADN, 428, Palewski a QO - Direction Europe, Roma, 1 décembre 1960, n.1910. Voir aussi Centre des Archives d'Outremer - Aix en Provence, Ministère d'Etat chargé des Affaires Algériennes (dorénavant ANOM), 81F2427, Ministère d'Etat chargé des affaires algériennes, SDECE (Service Documentation Extérieure et Contre-Espionnage), Notices d'Information, « Le FLN et l'étranger », 8 décembre 1960.

⁴¹⁴CADN, 428, télégramme nn.1329-31, F. Puaux à QO, Roma, 2 décembre 1960.

légitime de soupçonner que le changement d'orientation soit lié à « des directives précises reçues de Moscou »⁴¹⁵.

La « Semaine de l'Algérie » voit des manifestations en faveur de l'Algérie se dérouler simultanément dans de nombreuses villes de la Péninsule, en particulier à Rome (où le siège de la Chambre confédérale du travail accueille une réunion sur la « solidarité envers le peuple algérien en lutte pour la liberté et l'indépendance de son pays »), à Gênes (où est organisée le 3 décembre une initiative analogue, également à la Chambre confédérale du travail locale⁴¹⁶), et, avec des caractères en partie différents, à Florence et à Bologne, où l'irruption des fascistes provoque quelques incidents. Il s'agit, dans ces cas, selon les services français, plus de resserrer les rangs des partis antifascistes que de manifester une solidarité envers le FLN⁴¹⁷.

Si une page entière de l'organe du FLN, *El Moudjahid*⁴¹⁸, est consacrée aux très nombreuses manifestations organisées en Italie pour défendre la cause algérienne, la diplomatie française se dit partiellement rassérénée du « très médiocre succès » de l'initiative⁴¹⁹.

Les manifestations de soutien à la cause algérienne ne cessent pas au cours de l'année 1961. Le 11 décembre, est organisée, au Teatro dei Satiri de Rome, une rencontre-débat sur l'Algérie à laquelle participe le sénateur Valenzi. Le lendemain, toujours au Teatro dei Satiri, devant plus de mille personnes, Jean-Paul Sartre tient une conférence intitulée « Démocratie française et problème algérien » au cours de laquelle il attaque la France « qui couvre les fascistes »⁴²⁰. Fin décembre, une délégation de l'UGTA fait un voyage en Italie, avec des étapes à Gênes, Turin, Ivree – où les

⁴¹⁵Ibid..

⁴¹⁶Ibid., Consulat de Gênes à Ambafrance Rome, n.10, décembre 1960.

⁴¹⁷CADN, 428, Christian D'Halloy a G. Palewski, n.203, Florence, 7 décembre 1960.

⁴¹⁸Le 5 janvier 1961 le journal rappelle les « Manifestations de solidarité avec le peuple algérien à travers toute l'Italie », notamment celles qui se sont tenues à Agrigente, Bari, Bergame, Empoli, Florence, Grosseto, Gênes, Livourne, Milan, Pavie, Reggio Emilia, Rome, Sassari, Tarente, Terni, Trieste et Udine. Je remercie vivement M. Kamel Oulmane pour m'avoir aidé à avoir accès à l'Archive historique d' *El Moudjahid*.

⁴¹⁹CADN, 428, G. Palewski a QO-Direction Europe, n.1970, Rome, 9 décembre 1960.

⁴²⁰AMAE, MLA, 40, Palewski a QO, 13 décembre 1961, ANOM, 81F2430, Ministère d'Etat chargé des affaires algériennes, SDECE, Notices d'Information, « Le FLN et l'étranger », 10 janvier 1962.

délégués participèrent à une assemblée des travailleurs d'Olivetti –, Milan, Bologne, Florence et Rome⁴²¹.

Au lendemain de la signature des accords d'Evian qui, le 18 mars 1962, mettent fin à la guerre, le PCI demande que le nouvel État indépendant soit immédiatement reconnu par l'Italie⁴²². Mais le gouvernement italien, sollicité par la France, attend le référendum de juillet pour cette reconnaissance⁴²³. La société civile réagit bien plus vite : en juin, à Milan, est inaugurée l'exposition « Naissance de la nation algérienne » organisée depuis fin 1961 par « La Casa della Cultura » et par un comité de soutien très riche⁴²⁴ avec la contribution fondamentale de Giovanni Pirelli, initiative qui a bénéficié du « très grand soutien », y compris logistique, du GPRA⁴²⁵.

Conclusion.

Au PCI, la guerre de libération nationale algérienne pose dès son début des problèmes politiques d'une grande délicatesse. D'une part, il faut tenir compte de la nécessité de sauvegarder les relations avec le parti français frère ; de l'autre, la nature même du conflit échappe aux rigidités interprétatives de la guerre froide.

Dans les manifestations de soutien ouvert à la cause de l'indépendance algérienne promues par le parti par intermittence depuis 1955 et avec un engagement et une continuité croissants depuis 1957, le PCI collabore également avec les milieux culturels proches de la gauche (également de la gauche démocrate-chrétienne), avec le Parti Socialiste et avec les syndicats, les jeunes et les étudiants. En particulier, ce sont les jeunes communistes qui, avec l'organisation de collectes de médicaments et de produits de première nécessité à envoyer aux Algériens, se distinguent par l'efficacité de la

⁴²¹ ANOM, 81F2430, Ministère d'Etat chargé des affaires algériennes, SDECE, Notices d'Information, « Le FLN et l'étranger », 7 février 1962. AMAE, MLA, 40, Palewski à QO, 18 janvier 1962.

⁴²² Id., Ministère d'Etat chargé des affaires algériennes, SDECE, Notices d'Information, « Le FLN et l'étranger », 4 avril 1962.

⁴²³ ACS, Segreteria particolare del Presidente del Consiglio dei Ministri, Roma, 28 juin 1962

⁴²⁴ Fondazione Lelio Basso - Roma, Fondo L. Basso, lettre par R. Rossanda et G. Pirelli à L. Basso, Milano, 11 décembre 1961. Cfr. « Exposition à Milan sur la guerre d'Algérie », *El Moudjahid*, 7 août 1962.

⁴²⁵ Id., lettre de Giovanni Pirelli à Lelio Basso, Milano, 18 mars 1962.

campagne de mobilisation. D'autre part les mouvements des étudiants (universitaires en particulier), avec leurs initiatives, contribuent à alimenter le débat politique interne sur la question algérienne.

À partir de 1957, la presse du parti accueille à plusieurs reprises des interviews avec les dirigeants du FLN. Il faut également rappeler l'intérêt manifesté par des éditeurs comme Einaudi et Feltrinelli à traduire rapidement les textes d'intellectuels français qui, critiques de la guerre, en dénoncent les horreurs; les initiatives des administrations municipales qui reconnaissent dans la lutte du FLN les traits de la récente Résistance italienne ainsi que l'action éducative et populaire d'institutions telles que « La Casa della Cultura » de Milan qui organise des débats et des co

La conférence méditerranéenne de 1968 à Rome, le parti communiste italien et ses relations avec l'Égypte

Alexander Höbel

Le PCI et le « nouvel internationalisme »

La Conférence Méditerranéenne qui a eu lieu à Rome en 1968 sous l'impulsion du Parti Communiste Italien (PCI) et du Parti Socialiste de l'Unité Proletarienne (PSIUP) - une organisation socialiste de gauche italienne, dont les dirigeants étaient Lelio Basso et Tullio Vecchietti⁴²⁶ - doit être analysée dans le contexte du nouveau type « d'internationalisme » que le PCI a affirmé sous la direction de Luigi Longo, mais qui avait aussi ses racines dans les dernières années de direction de Palmiro Togliatti. Dès le début des années soixante, Togliatti avait élargi l'initiative internationale du parti, en plaçant trois interlocuteurs en son centre : les pays socialistes, les mouvements de libération et les forces (pas seulement communistes) du mouvement⁴²⁷ ouvrier européen .

La controverse avec Mao Zedong était également due à la tendance du leader chinois à opposer ces trois fronts de lutte, théorisant le conflit entre les campagnes et les métropoles du monde, alors que pour Togliatti leur unité était fondamentale. En même temps, le PCI avait définitivement dépassé l'idée que la transition vers le socialisme devait tirer parti du « système » des Etats socialistes et être conçue comme une expansion de leur « champ », en défendant plutôt « l'idée du socialisme comme processus », avec des phases et des voies différentes dans les diverses régions du monde⁴²⁸.

⁴²⁶ A. Agosti, *Il partito provvisorio. Storia del Psiup nel lungo Sessantotto italiano*, Roma-Bari, Laterza, 2013.

⁴²⁷ C. Spagnolo, *Sul Memoriale di Yalta. Togliatti e la crisi del movimento comunista internazionale (1956-1964)*, Roma, Carocci, 2007 ; A. Höbel, *Togliatti e il movimento comunista nel mondo bipolare*, Höbel, Tinè (ed.), Palmiro Togliatti e il comunismo del Novecento, Roma, Carocci, 2016, p. 94-130.

⁴²⁸ J.B. Urban, *Moscou et le parti communiste italien. De Togliatti à Berlinguer*, Ithaca (NY), 1986, p. 253 ; G. Vacca, *Gramsci e Togliatti*, Roma, Editori Riuniti, 1991, p. 208.

C'était l'idée de l'*unité dans la diversité*⁴²⁹, non seulement du mouvement communiste mais aussi d'un front mondial plus large de forces anti-impérialistes ou, en tout cas, progressistes. L'arrière-plan restait la stratégie soviétique de coexistence pacifique.

Après la mort de Togliatti, cette vision a été développée par ses successeurs. Sous la direction de Longo, l'idée du nouvel internationalisme trouve de nouveaux champs d'application, du soutien au peuple vietnamien à la révision de l'attitude envers la Communauté européenne, du soutien à l'*Ostpolitik* de Willy Brandt à l'action pour la coordination des « forces progressistes anti-impérialistes » de la Méditerranée⁴³⁰.

Lors d'une réunion du Comité directeur du Parti en juin 1965, c'est Enrico Berlinguer qui lance l'idée d'une conférence internationale, qui réunirait les organisations ouvrières et communistes européennes et les mouvements de libération « du bassin méditerranéen », en référence toutefois à la guerre du Vietnam. Pour Longo, en matière de relations internationales, le PCI n'avait pas de « contraintes limitatives », et il fallait « chercher de nouvelles connexions avec toutes les forces révolutionnaires »⁴³¹.

« Travailler pour l'unité du mouvement anti-impérialiste » et les forces progressistes, en élargissant les interlocuteurs et la portée des partis communistes, devient ainsi pour le PCI une priorité politique⁴³². C'est dans ce contexte qu'est apparu le nouvel intérêt des communistes italiens pour les pays d'Afrique du Nord et la réalisation de la Conférence méditerranéenne de 1968.

Les relations du PCI avec l'Egypte de 1965 à la guerre des Six Jours

⁴²⁹ D. L. M. Blackmer, *Unity in Diversity : Italian Communism and the Communist World*, Cambridge (Mass.), M.I.T. Press, 1968.

⁴³⁰ A. Höbel, *Il PCI di Luigi Longo (1964-1968)*, Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 2010 ; A. Pozzetta, « Luigi Longo e la costruzione del "nuovo internazionalismo" : 1964-1969 », *Storia e Futuro*, 35, 2014. (<http://storiaefuturo.eu/luigi-longo-costruzione-internazionalismo-1964-1969/>).

⁴³¹ Rome, Fondazione Gramsci, Archivio del Partito comunista italiano (FG, APC), 1965, Direzione, 25 giugno, mf. 29, p.790-818.

⁴³² C. Galluzzi, « L'unità e l'autonomia », *Rinascita*, 4 août 1967.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les contacts entre le PCI et l'Égypte, qui sous la direction de Gamal Abdel Nasser construisait une expérience originale d'orientation socialiste (avec des relations peu simples avec les communistes locaux)⁴³³. Déjà en février 1965, une délégation du Parti conduite par Gian Carlo Pajetta se rend en Égypte à l'invitation de l'Union socialiste arabe (ASU), l'organisation fondée et dirigée par Nasser lui-même. Les entretiens portaient principalement sur le « déploiement de la révolution socialiste dans la révolution nationale » et donc sur les « voies nationales » vers le socialisme. Les dirigeants égyptiens avaient lu et apprécié le *Mémorandum de Yalta* de Togliatti, captant son approche anti-dogmatique, et de l'élaboration théorique des communistes italiens ils semblaient intéressés en particulier par le « problème des rapports entre marxisme et religion ». Les Italiens, par contre, insistaient sur les « problèmes du parti de masse, de ses relations avec les autres organisations populaires, de l'articulation de la vie démocratique » dans un système, comme celui de l'Égypte, qui avait abandonné le schéma multipartite et parlementaire de la période coloniale, pour tenter de construire une « nouvelle démocratie » basée sur le rôle dirigeant de l'Union socialiste arabe.

La délégation du PCI a également rencontré le Premier ministre Ali Sabri, le Vice-président de la République El Shafei et plusieurs ministres : les entretiens ont donc eu lieu au plus haut niveau, signe d'une attention particulière pour le parti italien. Pour sa part, Pajetta, interviewé par le journal du PCI *l'Unità*, a souligné les « objectifs socialistes » du pays dirigé par Nasser qui, avec la réforme agraire et la nationalisation des banques, des compagnies d'assurance, des industries stratégiques et du commerce extérieur, avait posé des actes très significatifs. « Le problème principal » restait la « recherche de formes d'organisation et d'une base de masse » qui, du consensus vers la « révolution nationale » et la figure de Nasser, devait produire une véritable conscience socialiste. De leur côté, les communistes égyptiens, désormais tous libérés des prisons, convergeaient largement vers l'Union socialiste arabe. Le PCI avait été « le premier parti communiste à établir des contacts

⁴³³ J. Franzén, *Communism in the Arab World and Iran, The Cambridge History of Communism*, vol. II, *The Socialist Camp and World Power 1941-1960s*, Naimark, Pons, Quinn-Judge (ed.), Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 544-569.

officiels avec l'Union Socialiste Arabe », et à la fin des pourparlers il fut décidé d'initier « un contact permanent et non formel, à travers de nouvelles rencontres » et des échanges de matériel, conscients des « problèmes communs [...] entre les mouvements de libération nationale et le mouvement ouvrier occidental »⁴³⁴.

Un an plus tard, en mars 1966, c'est Giuliano Pajetta - ancien chef du Bureau des Affaires étrangères du Parti et frère de Gian Carlo - qui se rend en Égypte en tant qu'« invité du Groupe de l'Union interparlementaire ». Lors de la rencontre avec Kamal Rifat, secrétaire de l'ASU pour les affaires idéologiques, ce dernier a commencé par souligner que les entretiens avec la délégation du PCI de l'année précédente avaient révélé une convergence totale sur « toutes les questions essentielles ». Le thème des relations avec la religion réapparaît au cours de ces entretiens, mais un nouvel élément apparaît également, celui du conflit sino-soviétique. Comme les communistes italiens, le leader égyptien « critique les positions chinoises, mais en même temps pose la question [...] si la politique soviétique de coexistence pacifique n'est pas faite pour aider les impérialistes qui ont affronté une résistance moins acharnée ». Il s'agissait évidemment d'une question stratégique décisive pour le PCI, mais sur laquelle les discussions avec d'autres forces anti-impérialistes, à commencer par les Cubains, avaient également révélé des doutes et des perplexités. Giuliano Pajetta a également visité l'École du Parti de l'Union Socialiste Arabe, dans laquelle de nombreux enseignants étaient d'anciens représentants du Parti Communiste Égyptien ; attaquée par des éléments de droite comme un « repaire de communistes », l'École avait été défendue par Nasser lui-même. Dans le bref rapport rédigé une fois de retour en Italie, l'émissaire italien soulignait combien le développement des relations entre l'École et l'Institut Gramsci aurait été « opportun et fructueux ».

Pajetta avait enfin rencontré deux députés et le secrétaire du groupe parlementaire de l'Union socialiste, intéressés par les positions italiennes « sur la fonction du Parlement » et, encore une fois,

⁴³⁴ G.C. « Pajetta : intervista sul viaggio nella RAU », *l'Unità*, 25.2.1965, in *Documenti politici dal X all'XI Congresso del P.C.I.*, Sezione Stampa e Propaganda della Direzione del Partito comunista italiano (ed.), Roma, 1966, p. 544-549.

sur la religion. Dans son rapport, l'envoyé du PCI ne cache pas les points critiques, concernant l'appareil d'Etat égyptien, le rôle du Parti, la « vie démocratique » en général : il y a « quelques progrès dans la vie parlementaire », « presque aucun dans celle des organisations de masse ». Son opinion sur Nasser est positive, et « le choix socialiste semble sûr » ; Pajetta souligne toutefois le poids de l'opposition islamiste, derrière laquelle, selon l'ambassade italienne au Caire, agit également la Grande-Bretagne. Enfin, le représentant du PCI note que l'aide italienne à l'Égypte finit par « favoriser certaines grandes entreprises italiennes sans aider les Égyptiens » : un sujet à soumettre confidentiellement au ministre des Affaires étrangères Fanfani ou à « soulever publiquement ». Sur l'expérience nassérienne, l'attitude reste confiante : il s'agit d'une « expérience très originale, difficile, contrastée, mais qui ne semble pas vouée à l'échec ». Les relations avec l'Union socialiste arabe doivent donc être élargies et consolidées⁴³⁵.

Les bonnes relations avec Nasser sont confirmées par l'échange de télégrammes de vœux entre le leader du PCI Longo et le président égyptien à l'occasion du Nouvel An en 1967 et en 1968⁴³⁶. Mais outre l'accent mis sur les pays non-alignés, le rapprochement avec la Yougoslavie, déjà amorcé par Togliatti en 1956, a également renforcé l'intérêt du PCI pour une initiative méditerranéenne capable de rassembler un éventail de forces allant au-delà des partis communistes⁴³⁷. Lors de la rencontre entre Longo et Josip Tito, au début de l'année 1967, le leader yougoslave définit les peuples africains et asiatiques et le mouvement des non-alignés comme « les forces de la révolution dans le monde ». Tout en n'étant pas d'accord avec un jugement aussi tranché, qui semblait mépriser les pays socialistes et le mouvement ouvrier européen, le secrétaire du PCI s'accordait sur la centralité des luttes de libération, comprenant bien - comme l'écrit Marco

⁴³⁵ G. Pajetta, *Informazione su un breve soggiorno in Egitto, 28-31 marzo 1966*, 5.5.1966, in FG, APC, 1966, Estero, mf. 536, p. 1829-1834.

⁴³⁶ *Id.*, p. 1828

⁴³⁷ Déjà en pourparlers avec le communiste yougoslave Veljko Vlahović, à l'automne 1966, Longo et Ferdinando Di Giulio relancent l'idée de rencontres entre les partis de la zone méditerranéenne (Idem, 2452-2486 ; FG, APC, 1966, Ufficio di Segreteria, 21.11, mf. 18, 1540).

Galeazzi - que « ce n'est que sur le terrain du dialogue entre le mouvement ouvrier des pays capitalistes et du tiers-monde qu'il était possible de sortir de l'impasse »⁴³⁸.

En mai 1967, le PCI participe en tant qu'observateur, avec le PSIUP, au séminaire sur le socialisme dans le monde arabe qui se tient à Alger, avec la participation du président algérien Houari Boumedienne et les messages de Nasser et des présidents syrien et irakien⁴³⁹.

Quelques jours plus tard, face à l'intensification de la tension israélo-arabe qui conduira à la guerre des Six Jours, le PCI appelle à une initiative du gouvernement italien pour la paix en Méditerranée, qui inclut « la solution du dramatique problème des réfugiés palestiniens » et le retrait de la Sixième Flotte américaine. Longo place le conflit dans le contexte de « la politique suivie par l'impérialisme » pour repousser la « lutte pour la conquête d'une indépendance effective des pays arabes »⁴⁴⁰.

Le 5 juin, l'attaque israélienne contre l'Égypte déclenche la guerre. Le PCI demande l'ouverture immédiate de négociations sous l'égide des Nations unies et la « neutralité totale » de l'Italie⁴⁴¹. Les jours suivants, Longo dénonce les « plans annexionnistes d'Israël », qui occupe des territoires qui lui sont refusés par l'ONU, et le Comité directeur du Parti demande à nouveau des négociations pour sauvegarder les pays arabes en plus du « droit à l'existence » d'Israël⁴⁴².

À la fin du mois d'août, le PCI envoie à nouveau Gian Carlo Pajetta en mission au Caire, cette fois avec Pietro Secchia et le rédacteur en chef de la revue du PCI *Rinascita*, Luca Pavolini. Les communistes italiens rencontrent les dirigeants de l'Union socialiste arabe et le président Nasser lui-même. Le portrait du leader égyptien que Secchia esquisse dans ses journaux est très positif : Nasser - écrit-il - « est très réaliste, donne l'impression d'être franc, ne cède pas aux formalités [...]

⁴³⁸ M. Galeazzi, *Il Pci e il movimento dei paesi non allineati 1955-1975*, Milano, FrancoAngeli, 2011, p. 166.

⁴³⁹ L. Pavolini, « Il socialismo nel mondo arabo », *Rinascita*, 2 juin 1967.

⁴⁴⁰ « L'Italia sviluppi un'iniziativa autonoma a garanzia della pace nel bacino del Mediterraneo », comunicato della Direzione, 30.5.1967, in Partito comunista italiano, *Documenti politici dall'XI al XII Congresso*, Roma, 1969, p. 292-294 ; « Respingere uniti ogni minaccia alla pace e alla democrazia », intervista a L. Longo, *L'Unità*, 4 juin 1967.

⁴⁴¹ « Mantenere l'Italia fuori dal conflitto scoppiato tra Israele e gli Stati arabi », comunicato della Direzione, 5.6.1967, in *Documenti politici dall'XI al XII Congresso*, op. cit. p. 295.

⁴⁴² « Non si può fondare la pace sui piani annessionistici d'Israele », *L'Unità*, 10.6.1967 ; « Risolvere il conflitto con un negoziato di pace che salvaguardi i diritti legittimi dei Paesi arabi e il diritto all'esistenza dello Stato d'Israele », risoluzione della Direzione, 15.6.1967, in *Documenti politici dall'XI al XII Congresso*, op. cit., p. 300-302.

et à la propagande» ; il est bien conscient du poids des États-Unis, engagés - dit-il - « à créer à côté de chaque pays libéré un autre qui constitue leur base ou une forteresse prête à intervenir » : dans le cas de l'Égypte, Israël. Mais ce qui semble particulièrement intéressant est l'harmonie des perspectives. Nasser - se souvient Secchia - « insistait sur la nécessité d'une connexion de la lutte de libération dans les différents pays avec les pays socialistes, non seulement, mais avec les luttes du mouvement ouvrier et des forces progressistes anti-impérialistes »; en bref, « il démontrait [...] qu'il comprenait la connexion entre leur lutte et la lutte du mouvement ouvrier et des forces démocratiques de la Méditerranée et du monde »⁴⁴³ : une approche convergente avec celle des communistes italiens.

La préparation de la Conférence méditerranéenne

Au lendemain de la guerre des Six Jours, le PCI prépare une conférence des partis communistes de la Méditerranée. L'initiative avait le consentement du Parti communiste français et la collaboration du PSIUP. Les principaux thèmes initialement identifiés étaient le soutien aux mouvements de libération des peuples arabes, la Méditerranée comme « mer de la paix », le rôle de l'OTAN et la lutte contre les régimes fascistes qui, de l'Espagne à la Grèce, continuaient à infester le continent. Rapidement, il a été décidé d'organiser « une réunion plus large », à laquelle participeraient non seulement les communistes, mais aussi d'autres forces progressistes et des mouvements de libération⁴⁴⁴. La tâche n'est pas facile, notamment en raison des doutes sur la politique soviétique de coexistence pacifique des différents mouvements de libération⁴⁴⁵.

⁴⁴³ *Archivio Pietro Secchia 1945-1973*, Introduction et édition par E. Collotti, Milano, Feltrinelli, 1978, p. 527-528.

⁴⁴⁴ FG, APC, 1967, Direzione, 26.7, mf. 19, 693-712 ; Ufficio Politico, 5.9, 26.9, 24.10, mf. 19, p. 972-973, p. 981-983, p. 1007-1008.

⁴⁴⁵ Galeazzi, *Il Pci e il movimento dei paesi non allineati 1955-1975*, op. cit., p. 169.

En octobre, une délégation conduite par Gian Carlo Pajetta se rend en Afrique du Nord et rencontre des membres du Front de libération nationale algérien et de divers partis marocains. Les pourparlers avec le FLN se poursuivent ensuite avec une mission à Rome d'une délégation algérienne, qui rencontre également Longo. Peu après, une première réunion d'organisation a lieu à Damas, avec la Ligue des communistes yougoslaves et d'autres partis. Le PCI insiste pour inclure le PCF parmi les promoteurs, et dans les semaines suivantes, il rencontre les Syriens du BAAS. Les discussions ont révélé la nécessité de souder la lutte pour la libération des peuples arabes à celle de la classe ouvrière européenne, dans la perspective d'un front uni « des forces révolutionnaires, progressistes et anti-impérialistes »⁴⁴⁶. Pajetta a commenté : « Notre autonomie et notre conception d'un nouvel internationalisme se sont réalisées dans les faits ».⁴⁴⁷

Au début de 1968, le PCI et le PSIUP, qui ont commencé à préparer la Conférence méditerranéenne, invitent le Parti socialiste unifié français (PSU), dirigé par Michel Rocard. Au même moment, une réunion avec le PCF révèle un « accord complet » sur les principales questions⁴⁴⁸. Lors de la réunion préparatoire de la Conférence - dans laquelle « pour la première fois des forces cohérentes du mouvement ouvrier européen » se coordonnent avec les mouvements de libération nationale - l'axe entre le PCI et le PCF permet de surmonter la position yougoslave, qui met l'accent sur le « non-alignement », insistant moins sur la présence de la flotte américaine en Méditerranée que sur la « confrontation des blocs » ; en outre, la LCJ aurait voulu inviter également les gaullistes français et d'autres forces modérées comme le Néodestour tunisien : mais cette position reste isolée⁴⁴⁹.

Le document préparatoire a identifié certains objectifs communs :

⁴⁴⁶ FG, APC, 1967, Ufficio politico, 17.10, 14.11, mf. 19, 1005-1006, 1013-1015 ; *Documenti politici dall'XI al XII Congresso, op. cit.*, p. 317-322, 326-327, 359-361.

⁴⁴⁷ G. C. Pajetta, *La lunga marcia dell'internazionalismo*, intervista di O. Cecchi, Roma, Editori Riuniti, 1978, p.141-142.

⁴⁴⁸ FG, APC, 1968, Estero, mf. 552, p.1168-1173.

⁴⁴⁹ Ibid., mf. 553, p. 832-839.

Liquidation des conséquences de l'agression israélienne contre les pays arabes, retrait des troupes des territoires occupés, règlement garantissant en particulier les droits du peuple palestinien ; lutte contre le fascisme en Grèce, en Espagne et au Portugal, et lutte, contre toute ingérence extérieure, pour la démocratie et le libre développement des peuples ; liquidation des bases de l'OTAN et des bases américaines en Méditerranée, retrait de la VIe flotte, lutte contre le Pacte Atlantique et les autres pactes qui lient l'impérialisme américain aux pays méditerranéens ; action pour un nouveau type de relations économiques, contre toutes les formes de colonialisme et de néocolonialisme.

Tout cela dans le contexte d'une « action pour la sécurité et la paix, pour le dépassement des blocus et pour l'élimination de toute présence militaire étrangère », en partant de « l'élimination des menaces de guerre qui proviennent de la politique impérialiste »⁴⁵⁰. La plate-forme a donc fortement insisté sur la clé de l'anti-impérialisme, parallèlement à la relance de la lutte pour la coexistence pacifique : une synthèse dans laquelle l'influence de la position italienne était clairement visible.

Le PCI, quant à lui, multiplie les rencontres avec les partis et mouvements de la région, des partis ouvriers maltais aux partis communistes syriens et libanais, en passant par l'Union socialiste arabe elle-même⁴⁵¹. L'organisation de la Conférence se déroule parallèlement aux rencontres entre les partis communistes en vue de la Conférence mondiale obtenue par les Soviétiques. Dans ce contexte, lors de la réunion de Budapest, Berlinguer a souligné que le nouveau contexte mondial a produit « une interdépendance maximale entre région et région, entre problème et problème », de sorte qu'il était « nécessaire de favoriser le développement de cette partie du monde [...] [qui] lutte aujourd'hui pour rattraper son retard », en établissant « de nouveaux liens avec les nouvelles tendances qui [...]

⁴⁵⁰ *Documento interno approvato alla riunione preparatoria della Conferenza delle forze progressiste del Mediterraneo (Roma, 22-23 gennaio 1968), ibid., p. 825-827.*

⁴⁵¹ Parmi les documents de la Conférence, voir par exemple *La situation du peuple arabe palestinien et la politique agressive et expansionniste d'Israël* et le document présenté par le BAAS syrien sur la guerre des Six Jours : FG, APC, 1968, Estero, mf. 553, p. 856-894, 895-938.

émergent »⁴⁵². En bref, l'internationalisme est de plus en plus lié à la question de l'interdépendance et du rééquilibrage des rapports de force mondiaux.

La Conférence de Rome et ses développements (manqués)

Du 9 au 11 avril 1968, la Conférence « des forces progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée » a lieu à Rome. Y participent les partis communistes (le PCI et le PCF, le parti espagnol, l'AKEL chypriote, les partis grec et marocain), les mouvements de libération (du FLN algérien au Front patriotique de libération du Portugal et au Front espagnol de libération nationale), les organisations socialistes (du PSU français à l'Alliance socialiste yougoslave, du PSIUP italien à l'EDA grecque, du BAAS syrien et de l'ASU égyptien au Parti des travailleurs de Turquie et à l'Union nationale des forces populaires du Maroc), pour un total de 12 pays et 17 organisations représentées, et avec la présence de délégués du Conseil mondial de la paix et du Secrétariat permanent de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie en tant qu'observateurs⁴⁵³.

Comme l'a souligné *Rinascita*, l'un des objectifs de la conférence était « de renouer les relations entre le mouvement ouvrier européen et le mouvement de libération arabe », en promouvant des actions unitaires face à des problèmes et des adversaires communs, en premier lieu l'escalade américaine, qui ne concernait pas seulement le Vietnam mais aussi la Méditerranée, du soutien à l'agression israélienne à la « complicité évidente dans le coup d'État en Grèce »⁴⁵⁴.

⁴⁵² Galeazzi, *Il Pci e il movimento dei paesi non allineati 1955-1975*, op. cit., p. 177-178.

⁴⁵³ « L'impegno di lotta alla Conferenza di Roma delle forze progressiste e antimperialiste del Mediterraneo », 11.4.1968, in *Documenti politici dall'XI al XII Congresso*, op. cit., p. 444-447.

⁴⁵⁴ R. Ledda, « La nuova realtà del Mediterraneo », *Rinascita*, 29 mars 1968.

La Conférence discuta largement de la question palestinienne, de l'expansionnisme d'Israël et de la guerre des Six Jours⁴⁵⁵, sujets sur lesquels s'attarda le délégué de l'Union socialiste arabe, qui proposa de donner une continuité à la réunion en élisant un secrétariat exécutif dans lequel les représentants italiens seraient ajoutés à ceux des autres pays⁴⁵⁶.

Dans son discours, Gian Carlo Pajetta souligna que la résistance vietnamienne était « la preuve que l'agression, l'initiative impérialiste ne signifie ni omnipotence ni victoire certaine ». D'autre part, il ajouta qu' il y avait « une sorte de déplacement de la stratégie atlantique » vers la Méditerranée, afin de « garantir la domination économique sur le Moyen-Orient [...] s'opposer à l'avancée des mouvements anti-impérialistes et à la consolidation des régimes progressistes [...] entourer le monde socialiste d'un réseau menaçant de bases militaires ». Par conséquent, la présence de la flotte soviétique, contestée par les Yougoslaves, constituait pour le leader italien « un facteur de la lutte anti-impérialiste » ; et donc les peuples d'Europe et les pays nouvellement indépendants avaient en commun l'objectif de « briser l'actuel mécanisme du marché impérialiste », les premiers échappant « à la subordination américaine », et les seconds à la pression « néo-colonialiste ». En bref, il fallait « une coopération variée et multiforme », en renonçant à « la fiction d'une unanimité formelle », puisque - concluait Pajetta - pour de nombreux problèmes « nous ne sommes pas encore prêts à une solution commune »⁴⁵⁷.

Dans son discours de clôture, Longo souligna que la conférence avait fait « un bon travail » : sur le plan de la méthode, « elle a démontré que l'existence de divergences n'est pas synonyme de rupture », et sur le fond, elle a confirmé qu'il était possible de « construire des relations étroites entre le mouvement ouvrier des pays capitalistes, les pays socialistes et les mouvements de libération... »⁴⁵⁸.

⁴⁵⁵ Parmi les documents de la Conférence, voir par exemple *La situation du peuple arabe palestinien et la politique agressive et expansionniste d'Israël* et le document présenté par le BAAS syrien sur la guerre des Six Jours : FG, APC, 1968, Estero, mf. 553, p. 856-894, 895-938.

⁴⁵⁶ *Id.*, p. 945-953.

⁴⁵⁷ *Id.*, p. 954-965.

⁴⁵⁸ « Il saluto di Longo ai delegati della Conferenza del Mediterraneo », *l'Unità*, 12 avril 1968.

La résolution finale, outre qu'elle se prononce contre la présence de bases américaines et le non-renouvellement du pacte atlantique, souligne « le caractère convergent de la lutte des pays arabes pour la maîtrise de leurs ressources [...] et de la lutte pour de profondes réformes sociales dans les pays européens », et demande « entre les peuples méditerranéens de nouvelles relations économiques, fondées sur une politique de coopération dans la peur »⁴⁵⁹.

Le document a été approuvé avec l'abstention des Yougoslaves, qui souhaitaient un texte plus axé sur le dépassement des blocs. « Que ce soit la perspective - a commenté *Rinascita* - [...] n'est pas en cause [...]. Mais on ne peut pas ignorer le problème des temps politiques », et la priorité de la lutte contre la présence de la VIe flotte US, garante du régime grec et des attaques israéliennes contre les pays arabes et les territoires palestiniens. Quoi qu'il en soit, ce qui compte, c'est que « pour la première fois, il a été possible de réunir des forces d'origine non homogène pour prendre des décisions sur des "problèmes communs" ».⁴⁶⁰

Peu après, avec une autre réunion de 54 partis communistes, la Conférence mondiale de Moscou fut officiellement convoquée⁴⁶¹. Lors des réunions préparatoires suivantes, le PCI insista sur la présence des mouvements anti-impérialistes, au moins en tant qu'observateurs⁴⁶². Le parti italien demanda également que le document de convocation soit limité au thème de la lutte anti-impérialiste : une fois de plus, ce point fut identifié comme celui qui permettait de construire le front le plus large et le plus unitaire possible⁴⁶³.

L'intervention militaire du Pacte de Varsovie à Prague, fermement condamnée par le PCI⁴⁶⁴, donne une impulsion supplémentaire dans cette direction. Au lendemain de la crise tchécoslovaque, le

⁴⁵⁹ « L'impegno di lotta alla Conferenza di Roma delle forze progressiste e antimperialiste del Mediterraneo », 11.4.1968, in *Documenti politici dall'XI al XII Congresso, op. cit.*, p. 444-447.

⁴⁶⁰ L. Pavolini, « Mediterraneo caldo », *Rinascita*, 19 avril 1968.

⁴⁶¹ *Documenti politici dall'XI al XII Congresso, op. cit.*, p. 456-457.

⁴⁶² L. Gruppi, M. Rossi, *Relazione della delegazione italiana alla Commissione preparatoria della Conferenza mondiale dei Partiti comunisti e operai*, 2.5.1968, in FG, APC, 1968, Estero, mf. 553, p. 672-677 ; L. Gruppi, *Testimonianze di un postero*, Roma, Edlit, 1992, p. 124.

⁴⁶³ FG, APC, 1968, Estero, mf. 553, p. 679-681.

⁴⁶⁴ A. Höbel, « Il PCI, il '68 cecoslovacco e il rapporto col PCUS », *Studi storici*, 4, 2001, p. 1145-1172 ; Ibid., « Il contrasto tra Pci e Pcus sull'intervento sovietico in Cecoslovacchia. Nuove acquisizioni », *Studi storici*, 2, 2007, p. 523-

Parti italien envoie Romano Ledda à Alger pour s'entretenir avec différents dirigeants des Non-alignés et de divers mouvements de libération, des Algériens Krim Belkacem et Hocine Aït Ahmed au Bissao-guinéen Amilcar Cabral, lui aussi critique de l'intervention militaire, qui appelle à « progresser dans le dialogue entre les mouvements de libération et les partis communistes de la zone méditerranéenne ». Cependant, les contradictions au sein du camp anti-impérialiste convainquent les dirigeants du PCI que « les conditions [ne sont] pas réunies pour poursuivre dans la voie ouverte par la Conférence méditerranéenne »⁴⁶⁵. Les développements ultérieurs confirmeront cette appréciation. L'Union socialiste arabe elle-même, après la mort de Nasser, changera d'orientation, tandis qu'une évolution similaire concernera de nombreuses forces qui avaient également été les protagonistes d'importantes luttes de libération et des pays qui avaient essayé de construire des modèles sociaux différents.

Au sein du PCI, une réflexion autocritique sur la « surestimation des processus en cours et la sous-estimation de la résistance du bloc occidental également dans la compétition pour le Tiers Monde » commencera. Cependant, l'idée des « trois fronts de la lutte anti-impérialiste », également relancée par les Vietnamiens, restera pendant un certain temps l'axe de la politique internationale du parti⁴⁶⁶ italien, pour être remplacée par le nouvel accent mis sur le mouvement ouvrier européen qui conduira à l'épisode eurocommuniste, avec aussi un nouvel accent sur la relation entre le Nord et le Sud du monde qui ramènera les problèmes du modèle de développement au centre de l'analyse des communistes italiens durant les années de la direction d'Enrico Berlinguer.

550 ; M. Bracke, *Which Socialism, Whose Détente ? West European Communism and the Czechoslovak Crisis of 1968*, Budapest-New York, Central European University Press, 2007.

⁴⁶⁵ Galeazzi, *Il Pci e il movimento dei paesi non allineati 1955-1975*, op. cit., p. 180.

⁴⁶⁶ *Id.*, p. 182-184.

TROISIEME PARTIE

Les décolonisations en Afrique Subsaharienne (1945-1964).

Les répercussions en Afrique Occidentale Française de la sortie du PCF⁴⁶⁷ du gouvernement tripartite métropolitain : Cas de la crise structurelle à la CGT AOF-Togo⁴⁶⁸ (1951-1956)

Gédéon N'Goran **Bangali**

Introduction

Le 15 octobre 1946, Félix Houphouët-Boigny, député africain de la Côte-d'Ivoire, atterrit à Dakar dans un avion de marque *Junker*, en vue de sa participation à Bamako au congrès du Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Selon Jean Suret-Canale et Siradiou Diallo cet appareil est une « prise de guerre » ayant appartenu au dignitaire nazi Hermann Goering. Il a été affrété et mis à la disposition du député ivoirien en dernier recours par le ministre de l'Armement, le communiste Charles Tillon⁴⁶⁹. Confronté à une indisponibilité (anormale) de billets sur les lignes commerciales desservant Dakar, le geste de solidarité du ministre communiste lui permet de se soustraire des actions menées en sous-mains pour l'empêcher de rallier Bamako. Ce fait anecdotique marque le début de l'ostracisme orchestré par l'administration coloniale pour contrer les initiatives nationalistes ayant émergé au lendemain du vote de la Constitution de 1946, assimilées à une dynamique de sécession. Face à cette offensive des milieux coloniaux, encore limitée à ce stade aux manœuvres de la tutelle dirigée par le socialiste Marius Moutet, le parrainage du PCF s'avère déterminant dans un premier temps. Mais après le bannissement de ses ministres du gouvernement tripartite le 5 mai 1947, les rapports de proximité entre le PCF et les mouvements de lutte africains induisent l'effet inverse. Ce lien se trouve, à partir de ce revirement, stigmatisé au

⁴⁶⁷ Parti Communiste Français.

⁴⁶⁸ Confédération Générale du Travail en Afrique occidentale Française et au Togo.

⁴⁶⁹ J. Suret-Canale, *Les Groupes d'études communistes (GEC) en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 25.

plus niveau de l'exécutif français, en raison des craintes d'instrumentalisation à un but de déstabilisation nationaliste des espaces coloniaux. La vague de répression suscitée à ce titre en Afrique Occidentale Française contre l'action des organisations politiques d'obédience communiste, a fait l'objet de plusieurs publications. Au nombre desquelles, l'ouvrage de Jean Suret-Canale sur les Groupes d'Etudes Communistes, parle de la campagne de mise à disposition et de rapatriement des fonctionnaires coloniaux impliqués dans l'animation des GEC. De même, la thèse de Léoblé Baka Célestin portant sur le thème : « Félix Houphouët-Boigny et la question du communisme en Afrique de 1946 à 1989 » évoque la répression violente en Côte-d'Ivoire de la grève des achats assimilée à une agitation de type communiste et révolutionnaire.

Si les manœuvres d'endiguement de l'influence communiste ont commencé en AOF par la mise en coupe réglée des sections territoriales du RDA, elles se sont étendues après 1947 aux milieux syndicaux, à partir du moment où la grève des cheminots africains est associée, dans une lecture complotiste, aux manifestations ouvrières organisées par la CGT en métropole la même année. De ce fait, la CGT AOF-Togo devient la cible de mesures de domestication visant à briser son affiliation à la centrale métropolitaine passée sous contrôle des ex-unitaires après la scission de 1948. Pour élucider ce contexte d'ostracisme et ses implications, nous sommes amenés à nous poser les questions suivantes : Quels sont les facteurs de la crise structurelle ayant abouti à la division de la CGT AOF-Togo en deux tendances ? Comment s'est manifesté et a évolué l'antagonisme bipolaire ? Notre hypothèse de recherche postule que ce sont les manœuvres orchestrées en sous-mains par le gouvernement général d'AOF qui ont entraîné la dislocation structurelle de la CGT AOF-Togo. Dans le cadre de cette recherche, nous avons recours aux sources d'archives produites par le gouvernement général à Dakar, aux articles scientifiques et ouvrages de vulgarisation publiés sur la vie syndicale en AOF. L'exploitation de ces sources est faite selon la double approche fonctionnaliste et chronologique, qui consiste dans le cadre de cette recherche à établir, à partir de la déclinaison des causes du phénomène étudié, l'interprétation de ses fonctions et de ses évolutions subséquentes. Les résultats sont formulés à travers la présentation des facteurs de la crise

structurelle à la CGT AOF-Togo (1), la division de la centrale entre autonomistes et orthodoxes (2), la création de la CGTA et l'imposition de l'option autonomiste à l'échelle continentale (3).

Les facteurs de la crise à la CGT AOF-Togo

L'influence communiste sur le processus de constitution de la centrale

La position du Parti communiste français sur la question coloniale est séquencée et varie du Congrès de Tours à sa participation au gouvernement tripartite, avec des césures intervenues durant l'ère du Front populaire et dans l'immédiat après-guerre. Après avoir défendu un anticolonialisme de principe, elle connaît un nivellement progressif, avec l'abandon de la revendication de l'indépendance des colonies en 1936. Cette option, qui est plus tactique qu'idéologique, est interprétée par Alain Ruscio comme motivée par « la recherche de l'unité des partis de gauche »⁴⁷⁰. Elle illustre en effet les efforts d'intégration consentis par un parti qui avait jusque-là ramé à contre-courant des positions socialistes sur la question coloniale. La posture de concession est reprise entre 1945 et 1947, période durant laquelle se met en place un consensus des factions de la Résistance sur la question coloniale que Philippe Dewitte présente en ces termes :

En 1945, il existe un réel consensus sur le bien-fondé de la présence française outre-mer. Les seules nuances se situent au niveau de la volonté réformatrice ; les uns se contentent du statut de l'Union française proposé par les législateurs lors de l'élaboration de la Constitution de 1946, les autres luttent pour une réelle égalité sociale et politique entre colonisés et métropolitains, certains préconisent une révision des liens qui unissent la France et ses dépendances. Mais

⁴⁷⁰ A. Ruscio, *Communistes français et question coloniale : la première décennie*, Vigneux, Ducoulombier, ed., *Histoire documentaire du communisme*, Dijon, Territoires contemporains – nouvelle série [en ligne], 2017, p. 7. Disponible sur : <http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/TC.html>.

personne, ou presque, ne remet en question les liens eux-mêmes, c'est-à-dire la colonisation. Le PCF s'en tient, quant à lui, à la formule de Thorez en 1937 : « Le droit au divorce n'implique pas l'obligation de divorcer⁴⁷¹ ».

Cette évolution de la rhétorique communiste, associée au crédit de sympathie populaire hérité de sa contribution remarquée à la résistance, implique qu'il ne soit plus question de mettre en doute le patriotisme du PCF. Outre ce changement consubstantiel, son statut non moins important de parti gouvernemental favorise le relâchement de la défiance vis-à-vis des organisations réputées proches des communistes comme la CGT, dominée à partir de son XXVI^{ème} congrès d'avril 1946 par les ex-unitaires.

Cette équivoque levée, l'influence communiste sur le processus de syndicalisation amorcé en AOF dans l'immédiat après-guerre opère à deux niveaux : à travers le rôle pionnier des GEC et la tutelle de la CGT métropolitaine. Le rapprochement entre militants africains des organisations ouvrières et les GEC s'établit sur la base de la méfiance partagée à l'encontre du parti socialiste, très représenté dans les colonies, et de l'administration coloniale. Cette convergence de vue est mise à profit par le PCF dans le cadre de l'orientation des activités des groupes d'études pour engager les fonctionnaires et expatriés métropolitains d'obédience communiste à investir le terrain syndical. Dans une note écrite datant de 1956, Elie Mignot, adjoint de Raymond Barbé, le responsable de la section coloniale du PCF, explique qu'« une décision du secrétariat du Parti en septembre 1945 précisa le rôle des groupes d'étude ». Au nombre des quatre missions assignées, figure en seconde position la « lutte pour coordonner et unifier le plus possible les organisations syndicales françaises et africaines, avec comme but la constitution partout de syndicats uniques groupant ensemble Français et Africains »⁴⁷².

Si le PCF est en cela le pionnier de la centralisation syndicale post-crise, on peut penser sans risque de s'y méprendre que le gouvernement auquel il participe se rallie à son approche, à partir de l'année 1946, en raison de certains actes posés par l'administration coloniale lorsque l'agitation

⁴⁷¹ P. Dewitte, « La CGT et les Syndicats D'Afrique Occidentale Française (1945-1957) », *Le Mouvement Social*, 117, 1981, p. 3-32.

⁴⁷² Suret-Canale, *Les Groupes*, op. cit.

syndicale gagne les milieux ouvriers d'AOF. En effet, partie de la zone portuaire de Dakar avec le débrayage du personnel de 23 entreprises, le mouvement débouche le 4 janvier 1946 sur une grève générale et multisectorielle qui paralyse le système économique fédéral. Le caractère inédit en termes de mobilisation révèle la caducité des méthodes habituelles de répression antisyndicale que sont les arrestations de meneurs. Omar Gueye relève à ce sujet que les négociations entamées le 8 janvier avec les EMCIBA⁴⁷³ et le 11 janvier avec les métallurgistes aboutissent à une impasse du fait de l'intransigeance des uns et des autres⁴⁷⁴. C'est donc dans ce contexte que l'administration coloniale expérimente pour la première fois l'idée de recourir à la tutelle syndicale de la CGT métropolitaine dans l'intention d'infléchir la virulence du mouvement syndical issu des réformes de la Conférence de Brazzaville. Jean Suret-Canale explique les circonstances de cette première tentative en ces termes :

Un membre du bureau confédéral de la CGT, Deniau de passage à Dakar, prend la parole dans un meeting le 27 janvier 1946 au Champ de courses. (...) Il semble bien qu'on ait fait appel à Deniau pour calmer les grévistes (l'administration loue sa "modération" et sa "bonne volonté"), mais il ne semble pas avoir réussi. C'est après la grève, en février 1946, que viendront les premiers représentants de la CGT, Planes (de la Fédération des PTT) et Massibot (de la Fédération générale des fonctionnaires), pour mettre en place des "Unions" territoriales et faire élire des délégués pour le Congrès de la CGT.⁴⁷⁵

La convergence entre la directive du secrétariat du PCF adressée en septembre 1945 aux GEC et cette initiative implémentée par l'administration coloniale propulse l'influence communiste, débutée en réalité de façon informelle depuis 1945, sur le processus de syndicalisation. Les responsables, animateurs et auditeurs des GEC investissent le champ ouvrier en jouant les premiers rôles dans l'ouverture des sections syndicales qui forment plus tard les Unions territoriales des syndicats confédérés. Les cas les plus illustratifs sont ceux de la Guinée et du Soudan français. Au

⁴⁷³ Employés de commerces, d'Industrie et de banque

⁴⁷⁴ O. Gueye, *Sénégal : histoire du mouvement syndical, la marche vers le code du travail*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 101.

⁴⁷⁵ J. Suret-Canale, « Les syndicats confédérés (CGT) en AOF, 1943-1957 : quelques problèmes d'interprétation », in Becker, Thioub, Mbaye (dir.), *AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest-africaines et ordre colonial*, Dakar/Paris, Direction des Archives du Sénégal/Karthala, 1997, p. 1042-1043.

Soudan, les pionniers de l'Union locale des Syndicats confédérés sont les deux fondateurs du GEC de Bamako, à savoir Pierre Morlet, professeur à l'Ecole primaire supérieure, et Maurice Fayette, postier. Morlet est chargé au départ d'orienter l'éveil dans le domaine politique tandis que Fayette s'occupe surtout des syndicats « mais l'un et l'autre avaient été les fondateurs de l'Union régionale des syndicats confédérés du Soudan », constituée le 17 juin 1946 » selon Suret-Canale⁴⁷⁶. De même en Guinée, les ouvertures de sections syndicales sont l'œuvre de Sékou Touré⁴⁷⁷, le principal militant africain du GEC de Conakry qui en devient le secrétaire après le départ de son fondateur Jean Arriola. Le 23 mars 1946, il crée l'Union des syndicats confédérés de Guinée.

Cet engagement des GEC se conjugue avec l'action des missions syndicales de la CGT, qui trouvent en AOF un terrain favorable du fait de la caution accordée par le ministre Marius Moutet⁴⁷⁸. A ce propos, le gouverneur général, après avoir reçu consigne de la tutelle pour leur garantir la pleine collaboration de l'appareil administratif, les introduit auprès des gouverneurs locaux, dans un courrier qu'il leur adresse le 19 avril 1946 avec des mots bien choisis : « Planes et Massibot, délégués du bureau confédéral de la CGT, ont été chargés de mission en AOF par la CGT en accord avec le ministre (...) en vue de créer un seul et puissant syndicat en AOF »⁴⁷⁹. Le même courrier annonce par anticipation, qu'au terme de cette première mission « Sur instruction du département, les frais de voyage des huit délégués d'AOF au congrès confédéral de la CGT sont supportés par les budgets des colonies »⁴⁸⁰. Cette politique de facilitation favorise la domination de la CGT sur l'échiquier syndical par rapport aux centrales autonomes et à la CFTC. Selon Georges Martens, sur un effectif de 70.000 à 75.000 syndicalistes décompté en AOF en 1948, 60%

⁴⁷⁶ Suret-Canale, *Les Groupes*, *op. cit.*, p. 56.

⁴⁷⁷ Commis des PTT, fondateur le 18 mars 1945 du « syndicat professionnel des agents et sous-agents indigènes du service des transmissions de Guinée » ; principal membre fondateur de l'Union des syndicats confédérés de Guinée, futur secrétaire du comité de coordination de la CGT AOF-Togo, membre fondateur et premier responsable de la CGTA puis de l'UGTAN

⁴⁷⁸ K. Diallo, *Syndicalisme dans l'enseignement public en Afrique occidentale française 1903-1960*, Paris, l'Harmattan, 2011, p. 212.

⁴⁷⁹ Lettre N° 134 AP/UT du 19 avril du gouverneur général de l'AOF à tous les gouverneurs territoriaux, cité par (voir Diallo, *op. cit.*, p. 212).

⁴⁸⁰ *Ibid.*

appartiennent aux groupements affiliés à la CGT⁴⁸¹. A partir de mai 1947, cette prépondérance est combattue par l'administration des colonies.

Révision de la politique syndicale de l'administration coloniale après l'entrée en opposition du PCF

L'année 1947 marque le début du désamour entre le gouvernement français et la CGT, désamour aussi, par effet induit, avec les émanations de cette centrale dans les colonies⁴⁸². Si l'explication de cette rupture se trouve dans la sortie des ministres communistes du gouvernement tripartite, ce qui est précisément à l'origine du retour au climat de suspicion, c'est la manœuvre de renversement du cabinet Ramadier tentée par le PCF à l'occasion du vote de confiance de mai 1947. Elle génère ou légitime dans la perception des membres du gouvernement une théorie du "complot communiste", imputée à toute action ou organisation ayant un rapport doctrinal ou tactique avec le PCF. Cela transparait dans l'affirmation suivante faite par le président Vincent Auriol à Foster Dulles : « Derrière Bourguiba, il y a les communistes ; derrière l'Istiqlal, il y a les communistes »⁴⁸³. Ainsi, lorsque ce parti, qui jusque-là désavouait l'agitation syndicale débutée en avril 1947 en métropole, décide aux lendemains de sa sortie du gouvernement de les appuyer, par le moyen de son réseau de dirigeants CGT majoritairement membres du PCF⁴⁸⁴, les suspicions ne s'en trouvent que confirmer pour l'exécutif.

En outre, la radicalisation des grèves de protestation contre les réformes introduites par le plan Marshall, assimilées à un mouvement insurrectionnel, suscitent le passage de la défiance passive à

⁴⁸¹ G. Martens, « Révolution ou participation : Syndicats et partis politiques au Sénégal », *Le mois en Afrique*, 205-206, 1983, p. 72-113.

⁴⁸² N. G. Bangali, *Méthodes de revendication et gouvernance politique des crises syndicales en Afrique occidentale francophone (1936-1990)*, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Bouake, 2014, p. 158.

⁴⁸³ Suret-Canale, *Les Groupes*, *op. cit.*, p. 6.

⁴⁸⁴ M-P. Dhaille Hervieu, *Communistes au Havre : histoire sociale, culturelle et politique, 1930-1983*, Le Havre, Publications de l'Université de Rouen -Le Havre, 2009, p. 212.

la contre-offensive du gouvernement. Une réaction étendue aux milieux syndicaux d'AOF, non seulement en raison de la représentation majoritaire de la CGT à travers sa filiale locale, mais aussi du fait de la coïncidence de l'agitation ouvrière en métropole avec la plus longue grève de l'histoire coloniale menée par les cheminots africains d'AOF. Du 10 octobre 1947 au 15 mars 1948, elle paralyse durant 156 jours le système économique fédéral. Bien que menée par un syndicat autonome, la grève bénéficie d'un appui très actif de la CGT, locale comme métropolitaine. En plus de sa section sénégalaise, l'Union des syndicats confédérés du Sénégal, qui organise le premier meeting de soutien au champ de course de Dakar le 6 novembre 1947, la CGT-AOF-Togo lance au niveau fédéral des collectes de fonds qui mobilisent environ 2 millions de francs pour venir en aide aux familles des cheminots engagés dans une grève d'usure sans salaire. La CGT France rejoint même le mouvement de solidarité à partir de décembre 1947. Selon, le libellé d'un télégramme publié dans sa parution du 8 janvier 1948, *Le Réveil* rapporte que du 30 décembre 1947 au 10 janvier 1948, cette centrale a versé 10 mandats à la caisse de grève des cheminots, par l'intermédiaire de Jean Blacas, d'une valeur totale de 500.000 Frs⁴⁸⁵. Ce soutien ne s'inscrit que dans une optique de rapprochement, dans la mesure où cette grève qui coïncidait avec le mouvement similaire déclenché par la CGT en métropole, contribue à légitimer cette dernière dénoncée par l'exécutif comme étant insurrectionnelle.

La chasse aux communistes, français ou africains, militant au sein des Unions de syndicats confédérés en AOF commence à la fin de l'année 1947 à Bamako avec la mise à disposition de leur administration d'origine du postier Maurice Fayette et du professeur d'école primaire supérieur Pierre Morlet, les deux fondateurs et responsables de l'Union régionale des syndicats confédérés du Soudan français. La vague de répression s'étend à Dakar à l'occasion de la grève de 48 heures lancée le 18 février 1949 par l'intersyndical de l'industrie privée contre les effets de l'inflation. En représailles, Abbas Gueye le secrétaire de l'Union des syndicats confédérés de Dakar à laquelle

⁴⁸⁵ N. G. Bangali, « La solidarité communautaire durant la grève d'usure des cheminots africains au Sénégal », *Sifoë*, 7, 2017, p. 37-49.

sont affiliés les grévistes fait l'objet de poursuites judiciaires pour "grève illégale". Au petit matin du 20 février 1949, Jean Suret-Canale, fonctionnaire métropolitain et membre actif de ladite centrale, est saisi à son domicile et mis dans un avion spécial pour être renvoyé en France muni d'un arrêté du gouverneur général le remettant à disposition de son ministère de tutelle. Suite à la grève de protestation d'une heure, organisée par le Syndicat unique de l'enseignement auquel appartient Suret-Canale, Adrienne Quadrelli, seule institutrice à avoir fait grève parmi les Européens, est immédiatement révoquée. Ces deux expulsions sont suivies d'une série de « mutations en brousse » touchant des responsables syndicaux africains affiliés à la CGT AOF-Togo. Diagne Mody, secrétaire général du Syndicat unique de l'enseignement, et co-secrétaire général (avec Gueye Abbas) de l'Union des syndicats confédérés de Dakar est muté à Kougheul, ainsi que Joseph M'Baye, muté à Cascas. Le brigadier de police Yaya Traoré, secrétaire du Syndicat des policiers est muté à Saint-Louis du Sénégal ; ayant refusé de rejoindre ce poste, il est mis en disponibilité sans traitement, d'office, pour deux ans⁴⁸⁶.

En Guinée également, les mesures de rétorsions ciblent le principal responsable de la CGT AOF-Togo. Sékou Touré est arrêté et séjourne en prison entre le 11 et 14 juin 1950 suite à une grève pour l'augmentation du SMIG. Pour se débarrasser de ce syndicaliste communiste, à sa sortie de prison, l'administration l'affecte au Niger ; décision qu'il rejette catégoriquement. Face à ce refus de regagner son nouveau poste, par arrêté en date du 25 Janvier 1951, il est révoqué de la Fonction Publique par le gouverneur de Guinée Paul Henry Siriex⁴⁸⁷. Cette tentative d'affaiblissement de la filiale de la CGT est alternée avec une nouvelle politique de facilitation de conquête de l'espace syndical par la CFTC, sa concurrente. Selon Gérard Fontenau, avec le départ des communistes du gouvernement français en mai 1947, des consignes sont données pour que les actions de la CFTC en AOF soient aussi soutenues par l'administration⁴⁸⁸.

⁴⁸⁶ Suret-Canale, *Les Groupes*, op. cit., p. 48-52.

⁴⁸⁷ I. B. Kake, *Sékou Touré : Le héros et le tyran*, Paris, Groupe Jeune Afrique, 1987, p. 31.

⁴⁸⁸ G. Fontenau, *Histoire du syndicalisme en Afrique*, Paris, Karthala, 2004, p. 39.

La division de la centrale entre autonomistes et orthodoxes

Les premières tentatives de scission

L'année 1951 marque un tournant majeur dans les pressions exercées contre la CGT AOF-Togo pour plusieurs raisons. En métropole, la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), à laquelle sont affiliées la CGT et sa section ouest-africaine, est expulsée de son siège parisien durant le mois de juin. L'évènement touche directement la CGT AOF-Togo, dans la mesure où son responsable du comité de coordination, le soudanais Abdoulaye Diallo, est un vice-président de la centrale unanime passée sous domination communiste après la vague de scissions intervenue entre mars 1948 et décembre 1949. Le second indicateur qui marque l'accentuation des pressions sur le mouvement syndical, c'est le ralliement du RDA arraché par l'administration Béchard en octobre 1950, avec le désappareillement des députés d'Afrique subsaharienne francophone du groupe parlementaire communiste. A partir de l'année suivante, Félix Houphouët-Boigny est mis à contribution pour pousser Sékou Touré à engager au sein de la centrale un processus de désaffiliation. En effet, après sa radiation de la Fonction Publique en janvier 1951, ce dernier, qui cumule ses fonctions syndicales avec celles de président de la section guinéenne du RDA, est pris en main par Houphouët-Boigny qui lui apporte une aide financière. Comme en 1948, où il avait été mis à contribution par l'administration locale pour obtenir des cheminots de l'Abidjan-Niger la reprise du travail avant la levée du mot d'ordre de grève fédéral, en 1951 le leader ivoirien fraîchement rallié au parti colonial est la première carte jouée par le gouvernement général pour introduire la controverse au sein de l'état-major de la CGT AOF-Togo à travers le retournement du syndicaliste guinéen.

La conférence internationale de Bamako organisée par la centrale du 22 au 27 octobre 1951 fait l'objet d'attention particulière et cristallise les pressions administratives. Le Gouverneur Louveau

du Soudan français exerce une « pression discrète » sur les particuliers possédant des salles à Bamako pour qu'ils déclinent toute demande venant des organisateurs. On peut déduire des propos du syndicaliste Jean Suret-Canale qu'après avoir échoué à empêcher la tenue de la conférence, le parti colonial a eu aussi recours à l'intervention, encore une fois du leader du RDA pour exercer des pressions individuelles sur certains responsables de section territoriale. Il écrit à ce sujet ce qui suit :

L'administration espère que cette conférence donnera lieu à un "éclatement" de la CGT. Elle compte pour cela sur Sékou Touré, secrétaire général de l'Union des syndicats de Guinée et leader du Parti Démocratique de Guinée (RDA) qui, à ce titre, s'est rallié à la ligne Houphouët. Mais Sékou Touré, qui est chargé d'un des rapports à la conférence, y participe activement, et ne donne aucun signe d'opposition⁴⁸⁹.

Si cette espérance n'aboutit à rien, on peut cependant noter, les jours suivant la clôture de la conférence, trois scissions annoncées par les secrétaires généraux des sections territoriales du Togo, de la Haute-Volta et de la Côte-d'Ivoire. La désaffiliation de la section ivoirienne est annoncée à l'occasion d'une réunion organisée à Treichville avec environ 82 participants. Le secrétaire général de l'Union locale des syndicats confédérés, Kouassi Kouadio et Edouard Paraiso annoncent leur retrait de la CGT. Kouassi Kouadio justifie cette décision par l'« emprise communiste sur la CGT » ; il précise en outre que « du fait de l'opposition communiste au gouvernement, les légitimes revendications des travailleurs CGT ne sont plus examinées avec bienveillance, ne peuvent plus être satisfaites »⁴⁹⁰. Pour les mêmes raisons, Lazare Coulibaly dirigeant des syndicats confédérés du Soudan français et Frédéric Traoré secrétaire général de la section de Haute-Volta quittent la CGT pour l'autonomie. Ils expliquent, en outre, leur départ par le fait que leur affiliation constitue désormais une sorte de mauvaise publicité qui fait obstacle à leur carrière syndicale, et politique⁴⁹¹. A cette liste de trois sections dissidentes, Gerald Fontenau ajoute Paulin Akouélé, secrétaire de la section du Togo, qui crée cette même année une union autonome après son départ de la CGT AOF-

⁴⁸⁹ J. Suret-Canale, *Les syndicats confédérés*, *op. cit.*, p. 1047.

⁴⁹⁰ *Ibid.*, p. 1048.

⁴⁹¹ ANS, 17G 272 (111), AOF, Lettre du chef des services de police à M. le gouverneur du Soudan français, 8 septembre 1951 ; ANS, 2G 51 (121) Gouvernement général de l'AOF, Services des affaires politiques, Dossier : le mouvement syndical en AOF en 1951

Togo⁴⁹². Mais dans l'ensemble, ces premières tentatives de scission se sont toutes soldées par un échec ; les syndicats associés s'étant, dans la plupart des cas, désolidarisés de la décision de désaffiliation, interprétée comme motivée par des raisons et ambitions personnelles de leurs initiateurs. Outre ce facteur, la dynamique de coordination d'action exigée par la lutte pour la promulgation du code du travail dans les territoires d'Outre-mer a aussi desservi cet élan autonomiste. Il faut attendre l'année 1954 pour voir remonter en puissance les velléités de dissidence.

Le conflit ouvert entre tendance orthodoxe et autonomiste

La seconde tentative de scission de la CGT AOF-Togo remonte à l'année 1952 et s'inscrit dans le cadre d'une politique coordonnée initiée par le nouveau gouverneur général Bernard Cornut-Gentille, qui remplace à ce poste Paul Bécharde parti au dernier trimestre de l'année 1951. Selon le témoignage de Bakari Djibo, cette année-là le secrétaire général du gouvernement leur a proposé, à Bassirou Gueye et lui-même, tous deux membres du comité de coordination de la CGT AOF-Togo, de fonder une organisation autonome⁴⁹³. Cet activisme de l'administration coloniale visant à déclencher une dynamique d'autonomisation au sein de la centrale est particulièrement favorisé à partir de 1954 par l'apparition de contradictions internes sur la question de l'inégalité raciale inférée de la politique assimilationniste à laquelle souscrit la CGT métropolitaine. En effet, la CGT d'après 1948, pourtant débarrassée de ses éléments les plus ouvertement colonialistes lors de la scission avec Forces Ouvrières, continue de défendre le principe de l'Union française et se limite à en condamner seulement les injustices. Comme en métropole avec les réformes du plan Marshall auxquelles elle s'oppose par des grèves violentes, la centrale proche du PCF et donc de l'URSS, craint un risque de basculement de l'économie nationale sous domination de l'impérialisme américain. Les espaces coloniaux, en cas d'indépendance précoce, constitueraient une proie facile

⁴⁹² G. Fontenau, *Histoire du syndicalisme*, op. cit., p. 46.

⁴⁹³ N. G. Bangali, *Méthodes de revendication et gouvernance*, op. cit., p. 186.

pour cet impérialisme que la CGT voit pointer derrière la politique d'autodétermination défendue de manière opportuniste par les Etats-Unis sur la scène internationale.

Cette lecture du jeu de puissance entre l'URSS et les Etats-Unis, en contexte de guerre froide, explique donc l'adhésion de la CGT au processus assimilationniste, qui a l'avantage de justifier le maintien des colonies, de leurs économies et classes ouvrières sous la tutelle métropolitaine. Sauf que l'assimilation génère un substrat d'inégalités statutaires entre travailleurs africains et métropolitains, et un racisme fortement ressenti dans les succursales africaines des centrales métropolitaines. D'ailleurs, à l'occasion du congrès intersyndical des fonctionnaires, qui se tient à Conakry en septembre 1954, les filiales des trois syndicats représentés, « CGT, CFTC, et FO dénoncent à nouveau les inégalités raciales »⁴⁹⁴. Face à la controverse interne à la CGT AOF-Togo suscitée par cette question, un rapport de l'inspection du travail cité par Omar Gueye souligne l'émergence de trois tendances :

Certains dirigeants locaux affirment leur attachement à la CGT sous la réserve qu'ils n'aient pas de mots d'ordre impératifs à exécuter ; d'autres, sans jurer une fidélité éternelle, considèrent qu'ils ont encore besoin de l'aide matérielle et morale de la CGT ; d'autres encore expriment leur dévouement absolu à la CGT et la nécessité de se plier à ses consignes car elle est mieux qualifiée qu'eux pour définir le sens et décider de l'opportunité de leur action⁴⁹⁵.

Ce sont ces dissensions internes qui profitent à la seconde tentative de scission initiée par l'administration. Parce que l'écho favorable trouvé par les velléités autonomistes à partir de 1954 ne saurait s'expliquer par les seuls facteurs exogènes, comme le présume l'analyse de Jean Suret-Canale, qui met uniquement en cause le retournement de Sékou Touré par le gouvernement général et Félix Houphouët-Boigny. C'est plutôt le mutisme des responsables de la CGT et de sa filiale d'Afrique de l'Ouest sur le débat informel de l'inégalité raciale qui a fait le jeu de la stratégie de division du gouvernement général.

⁴⁹⁴ P. Dewitte, « La CGT et les Syndicats D'Afrique Occidentale Française (1945-1957) », art.cit.

⁴⁹⁵ O. Gueye, *Sénégal : histoire du mouvement syndical*, op. cit., p. 226.

Depuis 1952, les autorités coloniales avaient compris que pour déclencher une controverse interne autour de la question, et qui aboutirait à l'autonomisation, il fallait que le débat soit ouvert ou porté par une figure emblématique du comité fédéral. Après que la proposition faite à Bassirou Gueye et Bakari Djibo ait été refusée en 1952, le gouvernement général se tourne vers Sékou Touré en 1953. Ce dernier consent à déclencher le processus d'autonomisation, mais moyennant un appui financier de l'administration⁴⁹⁶. L'argent perçu à ce titre a focalisé les attentions et été interprété comme la preuve de la corruption de Sékou Touré par l'administration, de sorte que dans le débat interne qui éclate à partir de juillet 1955 le principal argument opposé par les orthodoxes au mouvement autonomiste est la question de la moralité de son meneur. Mais cette idée est à nuancer. Car relativement au rapport de l'inspection du travail cité plus haut, en prenant en compte le fait que l'option de l'autonomisation de la CGT AOF-Togo était écartée en raison de la dépendance de cette dernière de l'aide matérielle reçue de sa maison-mère métropolitaine, on peut avancer l'hypothèse que l'appui financier reçu de l'administration représente la compensation à la perte de la manne provenant de la CGT en cas d'autonomisation de sa filiale africaine. Cette interprétation est corroborée par un fait majeur. C'est que la somme accordée par Bernard Cornut-Gentille dans le cadre de la scission de la CGT n'a vraisemblablement pas été utilisée à des fins personnelles. Elle a plutôt servi à financer le parti politique de Sékou Touré⁴⁹⁷, qui sera l'artisan du « Non » au referendum de 1958, ligne nationaliste dans laquelle le retrouvent Bakari Djibo et Abdoulaye Diallo qui l'avaient pourtant qualifié deux ans plus tôt de traître à la solde du colonialisme.

Cela dit, lors de la quatrième réunion du comité de coordination en février 1954, la question de l'autonomie est mise en discussion. C'est le point de départ du débat interne sur le sujet. Le cap de la polarisation du conflit d'opinions est franchi durant le mois novembre de la même année quand la première vague d'union, dont celle des postiers, quittent la centrale pour fonder des syndicats autonomes. *Le Prolétaire de Dakar*, quotidien acquis à la cause orthodoxe attaque le mouvement

⁴⁹⁶ ANS 2 G 55-133 AOF, Affaires politiques, Bulletins mensuels de politique générale 1955, janvier 1955, p.53-54

⁴⁹⁷ *Ibid.*

autonomiste naissant, en l'assimilant à une manipulation ourdie par l'administration. On peut lire dans les lignes de sa parution du mois de novembre 1954 cette analyse acerbe : « pour semer la discorde dans nos rangs au mieux de leurs intérêts, l'administration s'accroche sur des dirigeants fantoches réputés selon elle capables de paralyser l'action revendicative »⁴⁹⁸. La situation s'envenime lorsque le 28 août 1955, Abdoulaye Thiaw, secrétaire de l'Union des Syndicats de Dakar et autonomiste convaincu, prend la parole dans un meeting à la bourse du travail pour accuser nommément les dirigeants confédérés du Sénégal de mettre le syndicat au service de leurs ambitions. La situation vire à l'incident : « les injures pleuvent de part et d'autre, Thiaw est expulsé manu militari de la salle, avant d'être exclu pour de bon par la Commission administrative de l'Union de Dakar, réunie le 30 août »⁴⁹⁹. Moins d'une semaine après cet incident, le 4 septembre, Abdoulaye Thiaw organise au cinéma Pax de Dakar, une réunion sur l'autonomie à laquelle Sékou Touré participe.

Dans les mois qui suivent, la section et le territoire sénégalais sont le champ d'affrontement entre autonomistes et orthodoxes. Les 11 et 12 novembre 1955, Bassirou Gueye lance la convocation d'un comité général à Kaolack, à laquelle répond la majorité des syndicats affiliés à l'Union des syndicats confédérés du Sénégal et de Mauritanie. Ces assises à l'unanimité optent pour la constitution d'une nouvelle centrale autonome vis-à-vis de la CGT. Pour marquer, au passage, la fin de l'épisode CGT-AOF-Togo, la nouvelle direction incarnée par Bassirou Gueye prend, par effraction, le contrôle de la bourse du travail de Saint-Louis, siège de la section sénégalomauritanienne de ladite centrale. Latyr Camara et la tendance orthodoxe porte plainte contre Bassirou Gueye, mais ils sont déboutés par le tribunal qui se prononce en faveur des autonomistes. Dès lors, les orthodoxes se retrouvent évincés du Sénégal, la première et principale place syndicale de la fédération⁵⁰⁰. La réplique est apportée lors de la sixième session du comité de coordination fédéral CGT AOF-Togo. Philippe Dewitte relate les circonstances de l'éjection des trois secrétaires

⁴⁹⁸ P. Dewitte, « La CGT et les Syndicats D'Afrique Occidentale Française (1945-1957) », art.cit.

⁴⁹⁹ *Ibid.*

⁵⁰⁰ N. G. Bangali, *Méthodes de revendication et gouvernance*, op. cit., p. 207.

du comité fédéral, Sékou Touré, Bassirou Gueye et Seydou Diallo, les principaux meneurs de la fronde autonomiste, en ces termes :

En février la crise culmine avec la tenue de la sixième session du comité de coordination AOF-Togo de la CGT, à laquelle Sékou Touré et ses partisans se rendent, dans l'espoir de convertir à l'autonomie le reste du Comité. Mais les orthodoxes : Djibo Bakary, Alioune Cissé, et surtout Abdoulaye Diallo n'ont rien perdu de leur influence ; les trois secrétaires généraux se heurtent à l'opposition de la presque totalité du comité. Bien entendu les autonomes ne sont pas écoutés, par vingt voix contre cinq, la commission exécutive décide de ne pas renouveler les mandats de ses secrétaires généraux. A leurs places sont nommés Abdoulaye Diallo, Alioune Cissé et Camille Gris⁵⁰¹.

L'échec de la tendance autonomiste à cette sixième session et l'éviction de ses principaux meneurs conduit le mois suivant à la constitution officielle de la Confédération générale du travail autonome (CGTA).

Création de la CGTA et imposition de l'option autonomiste à l'échelle continentale

Création de la CGTA

Le mois de février 1956 enregistre le pic de la confrontation entre les deux tendances et pousse l'antagonisme jusqu'au point de non-retour. L'indicateur de la radicalisation des positions, c'est l'exacerbation de la vieille adversité personnelle entre Sékou Touré et Abdoulaye Diallo. Elle est apparue à l'issue de la compétition de positionnement entre les deux secrétaires généraux, des unions du Soudan français et de la Guinée, à l'occasion de la désignation du représentant de la CGT AOF-Togo au sein du bureau de la FSM. Le choix est porté sur le secrétaire de l'union des syndicats confédérés du Soudan, qui brigue par la suite la fonction prestigieuse de vice-président de la centrale mondiale à laquelle la CGT AOF-Togo est affiliée. Sékou Touré agit depuis cet échec

⁵⁰¹ P. Dewitte, « La CGT et les Syndicats D'Afrique Occidentale Française (1945-1957) », art.cit.

personnel en ennemi juré d'Abdoulaye Diallo, à qui il reproche ouvertement d'usurper le titre de vice-président mondial de la FSM, qui devrait lui échoir si on l'avait attribué par mérite, selon lui⁵⁰². Jean Suret-Canale explique qu'à l'occasion de la conférence syndicale internationale organisée de Bamako en octobre 1950 « il s'oppose au mandat donné à Abdoulaye Diallo d'assurer la liaison entre les deux comités de coordination (AOF-Togo et AEF-Cameroun) mis en place par la conférence »⁵⁰³. Une fiche de police relève ses griefs qui ressortent dans un échange inamical entre les deux hommes lors d'une réunion syndicale ayant rassemblé 33 responsables de la CGT AOF-Togo le 12 février 1952 à Conakry au domicile de Sékou Touré. On peut y lire les propos suivants:

L'orateur [Sékou Touré] traite ensuite brièvement du congrès de Bamako. S'adressant à Diallo Abdoulaye, il déclare : "Nous te recevons parce que tu es secrétaire de l'Union des syndicats confédérés du Soudan et non parce que tu as le titre de vice-président de la Fédération Syndicale Mondiale ; car ta désignation à ce poste s'est faite suivant des principes anti-démocratiques que les délégués de Guinée au congrès de Bamako ont eu à cœur de dénoncer [...]". Diallo Abdoulaye [rétorque]: "Seuls en effet les délégués de Guinée m'ont été hostile, mais pour moi peu importe, puisque tous les autres territoires de l'AOF et de l'AEF entière me font confiance. C'est toi qui a dicté à la délégation de Guinée son attitude d'opposition car tu veux saper notre travail pour plus de bien-être dans le progrès et que la FSM, parce qu'elle n'ignore pas cela, a, en ma personne, choisi quelqu'un qui jamais ne trahira"⁵⁰⁴

Durant le mois de février 1956, deux meetings sont organisés séparément par les deux tendances autour des sujets qui transparaissent dans cette passe d'armes. Le 11 février 1956 la tendance orthodoxe tient son meeting à Dakar où Sékou Touré est dépeint comme un opportuniste corrompu mis en mission par l'administration coloniale pour opérer la scission du mouvement syndical le plus combatif. Son éviction du comité de coordination fédéral intervient le 15 février suivant, soit 4 jours après ce meeting. S. Touré monte à son tour au créneau en organisant dans les mêmes conditions, qui s'apparentent à un huis-clos, son meeting de réplique le 20 février. Il le consacre pareillement à des attaques personnelles contre Abdoulaye Diallo et ses soutiens dont Bakari Djibo

⁵⁰² ANS, 17G 271 (111), AOF, Services de Sureté, dossier sur l'activité des syndicats dans les territoires de la fédération, 1949-1956.

⁵⁰³ J. Suret-Canale, *Les syndicats confédérés*, *op. cit.*, p. 1048.

⁵⁰⁴ ANS 17G 271 (111), Guinée française, service de police, renseignements au sujet de la réunion privée tenue le 13/2/1952 avec la participation de Diallo Abdoulaye vice-président de la Fédération syndicale mondiale, 18 février 1952.

et Latyr Camara. Couronnant le conflit de leadership entre les deux meneurs des deux tendances, ces meetings symbolisent à suffisance le dialogue de sourd et la logique d'excommunication mutuelle. La conjugaison des divergences profondes sur la question de l'affiliation à la CGT française avec le déficit de confiance entre membres de l'élite dirigeante rend irréversible la dislocation de la centrale ouest-africaine en ce mois décisif de février 1956.

Après une courte période de préparation, la Confédération Générale du Travail Autonome (CGTA) est créée à Dakar lors du congrès constitutif du 31 mars au 1 avril 1956. Tout naturellement le trio d'ex-secrétaires exclus du comité de coordination de la CGT AOF-Togo y joue les premiers rôles. Sékou Touré est élu président, Bassirou Gueye, vice-président, et Diallo Seydou, secrétaire général. Mais aussi la CGTA affirme sa dimension fédérative, en ce sens qu'elle obtient le ralliement de Sidibé Souleymane, de Forces Ouvrière (promu trésorier général) et de Ndour Diène, du Syndicat autonome des agents des services militaires. La nouvelle centrale ravie les deux places fortes du syndicalisme en AOF que sont la Guinée et le Sénégal. Pour le compte du Sénégal/Mauritanie, 47 unions locales sur les 60 que compte la section, participent au congrès de la CGTA⁵⁰⁵. L'adhésion des unions de la Guinée intervient quant à elle après le congrès. Elle est précédée par un débat interne à l'issue duquel Sékou Touré parvient à rallier, non une partite mais l'ensemble des unions locales à la cause autonomiste. Ainsi, l'union territoriale tout entière, rassemblée au cinéma Rialto de Conakry, le 28 avril 1956, décide de la désaffiliation avec la CGT pour rejoindre les rangs de la CGTA. Comme le souligne Philippe Dewitte « la perte d'une Union de cette importance est un coup dur pour la CGT d'AOF »⁵⁰⁶.

L'évaluation générale de la représentativité syndicale faite par le Bureau International du Travail en 1956 montre que le rapport de forces entre CGTA et CGT AOF-Togo est relativement équilibré. Les chiffres concernant toute l'AOF, en 1956 attribue à la CGT un total estimé de 60.000 adhérents,

⁵⁰⁵ C. Roche, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance : 1939-1960 : chronique de la vie politique et syndicale, de l'Empire français à l'indépendance*, Paris, Karthala, 2001, p. 152.

⁵⁰⁶ P. Dewitte, « La CGT et les Syndicats D'Afrique Occidentale Française (1945-1957) », art.cit.

contre 55.000 à la CGTA, 18.500 pour la CFTC et 14.500 pour FO⁵⁰⁷. L'audience de la CGTA démontre combien la filiale ouest-africaine de la CGT est ressortie amoindrie de la crise interne qui a commencé en 1951. Outre ce fait, le vote de la loi N° 56-619 du 23 juin 1956, dite loi-cadre Defferre apporte le coup de grâce à la tendance orthodoxe. Elle vient lever tout doute sur l'avenir des colonies, engagées dès lors dans une perspective nationaliste. Or l'indépendance qui se profile implique aussi la rupture inévitable des liens entre la CGT et la CGT AOF-Togo étant donné qu'elles appartiendraient au bout de ce processus à des Etats devenus différents une fois les indépendances proclamées. De ce fait dès la seconde moitié de l'année 1956, les responsables de la tendance orthodoxe se rallie aux idées autonomistes.

L'imposition de l'option autonomiste à l'échelle continentale

Après la création de la CGTA et la saignée qui s'en est suivie, la filiale africaine de la CGT réunit ses deux comités de coordination d'AOF et AEF pour une conférence syndicale à Bangui. A l'issue des assises, elle lance le 24 avril 1956 un appel à constituer une Confédération syndicale unique et indépendante pour toute l'Afrique subsaharienne française. L'initiative reçoit deux accueils différents. La CGTA l'interprète comme une tentative de reconquête de son prestige syndical perdu, mais voit aussi dans ce ralliement à la ligne autonomiste des anciens adversaires orthodoxes une reconnaissance de ses options vilipendées quelques semaines plutôt. En effet, la position des orthodoxes a sensiblement évolué à propos de la CGTA et de ses leaders qu'ils ne considéraient plus comme des "syndicalistes jaunes". Lors de la naissance de la centrale autonomiste, le comité de coordination CGT AOF-Togo avait qualifié l'organisation ouvrière de « syndicat domestiqué par l'administration colonialiste », mais en fin avril, la conférence de Bangui présente ses initiateurs comme « des hommes de bonne foi qui se laissent tenter par des solutions apparemment

⁵⁰⁷ *Ibid.*

satisfaisantes »⁵⁰⁸. Cette évolution dans l'opinion des orthodoxes n'est pas réciproque dans la mesure où face à l'appel de Bangui, la CGTA joue dans un premier temps la carte de l'indifférence. Au contraire de cette posture, la Fédération des cheminots africains qui se situe à équidistance des deux centrales rivales s'engage dès septembre de la même année dans une mission d'intermédiation en vue de créer le rapprochement. Usant de son prestige, tant auprès de la CGTA, en sa qualité de plus vieille fédération autonome, qu'auprès de la CGT AOF-Togo, en sa qualité de mouvement ouvrier le plus combatif, avec à son actif la plus longue grève jamais menée de l'Afrique coloniale, elle obtient la tenue d'une première rencontre de mise au point des principes de la fusion à Conakry. Elle a lieu le 6 octobre 1956 sous l'égide des cheminots, entre Sékou Touré (CGTA), Abdoulaye Diallo (CGT) et David Soumah (CATC ex-CFTC). Après cette première rencontre concluante, une réunion préparatoire du congrès unitaire est organisée à Dakar pour fixer les bases. Mais encore une fois, la question de la désaffiliation de la section africaine de la CGT resurgit dans le processus de création de la future centrale unique, et devient une pomme de discorde lors du congrès constitutif de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN). Selon les explications de Philippe Dewitte :

Son ouverture est marquée par un ultime désaccord. En effet, en décembre 1956, lors de la réunion préparatoire de Dakar, les syndicats s'étaient fixés comme modalité pratique préalable « la désaffiliation effective sur le plan national international et (la) dissolution de toutes les centrales existantes pour la création d'une centrale unique ». Or les orthodoxes arrivent à Cotonou sans être désaffiliés ni de la CGT, ni de la FSM. Après un débat houleux, les cégétistes sont mis au pied du mur et obligés de se désaffilier pendant les travaux de la conférence. Abdoulaye Diallo envoie symboliquement sa démission à la CGT et à la FSM, les derniers obstacles s'opposant à la création de la centrale sont tombés, l'UGTAN est né⁵⁰⁹.

Cet ultime incident clôture définitivement le conflit entre les deux tendances de la CGT africaine sur la question de l'affiliation à la centrale métropolitaine d'obédience communiste. Par ailleurs,

⁵⁰⁸ *Ibid.*

⁵⁰⁹ *Ibid.*

grâce au soutien des cheminots, qui sans se rallier à la CGTA sont aussi des autonomistes convaincus, Sékou Touré s'impose comme secrétaire général de l'UGTAN.

Conclusion

La crise structurelle survenue à la CGT AOF-Togo sur la question de son affiliation à la CGT constitue l'une des répercussions, relativement tardive, dans les espaces colonisés d'Afrique de la sortie du PCF du gouvernement tripartite intervenue en 1947. Les pressions exercées par le gouvernement général en vue de susciter la rupture de tout lien organique entre les deux centrales s'intègre dans la mouvance générale d'endiguement de l'action communiste dans les luttes de décolonisation. Exception faite de la Guinée de Sékou Touré, décrit par Ibrahim Baba Kake comme « un instrument docile aux mains des communistes »⁵¹⁰, où l'option indépendantiste s'impose dès septembre 1958, dans tous les territoires de l'AOF-Togo les velléités de décolonisation sont relativement domestiquées et encadrées par les réformes de la métropole. De sorte que la mise en coupe réglée des syndicats et partis politiques proches des communistes, qui se sont illustrés comme les plus combattifs dans l'immédiat après-guerre, a favorisé l'octroi d'indépendances vidées de leur substance. Cela dans la mesure où les proclamations de 1960 n'auraient pas entraîné une rupture substantielle mais fondé de nouveaux types de rapports néocoloniaux.

⁵¹⁰ I. B. Kake, *Sékou Touré, op. cit.*, p. 31.

Agir à travers un cordon sanitaire : le Parti Communiste de Belgique et le Congo⁵¹¹

José Gotovitch

Propriété personnelle du Roi Léopold II, devenu colonie belge en 1908, le Congo fut la chasse gardée des grandes compagnies industrielles et de l'Église catholique. Né en 1921, le PCB imprima sa marque par défaut sur la politique coloniale de la Belgique au point qu'on a pu parler du « pouvoir de l'absent »⁵¹². La peur viscérale du communisme obséda les autorités et les trusts et verrouilla efficacement la colonie contre toute pénétration de ses idées et de ses militants.

Le temps de l'Internationale

Dès sa fondation le PCB dénonce avec violence dans sa presse et bientôt au Parlement, « l'impérialisme esclavagiste belge ». Il insiste d'autant plus violemment sur la question coloniale qu'il peut associer le parti socialiste (POB) aux « requins et exploiters du Congo ».

Sans liens avec l'intérieur, sans information de l'Internationale Communiste (IC) manifestement absente de la région, le PCB est à l'affût de tout ce qui filtre. La ligne est alors de faire converger tout mouvement d'opposition, toute révolte contre la puissance coloniale, qu'elle soit d'essence religieuse, sociale, émanation des structures tribales écrasées par l'ordre colonial, ou encore révoltes de soldats. Le deuxième congrès de l'IC a défini une ligne relativement claire sur les

⁵¹¹ Ce texte est une version remaniée d'un article paru en ligne : http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pcb_et_congo_jg-2.pdf

⁵¹² A.-S. Gijss, *Le pouvoir de l'absent. Les avatars de l'anticommunisme au Congo (1920-1961)* Berne, Peter Lang, 2016. Voir également : T. Maesschaele, *De standpunten en activiteiten van de Belgische Kommunistische Partij met betrekking tot Belgisch Kongo (1945-30 juni 1960)*, Bruxelles, VUB, 2002.

questions coloniales, en soulignant cependant que seul un gouvernement des Soviet peut assurer l'égalité et l'autonomie des peuples. L'IC adresse des recommandations aux mouvements révolutionnaires dans les colonies et l'on comprend que sa réflexion essentiellement fondée sur d'autres théâtres d'action que ceux de l'Afrique subsaharienne.

Dans les années 20, les autorités coloniales belges doivent faire face à une religion prophétique propagée par Simon Kimbangu qui professe la moralisation de la société corrompue par la colonisation et fustige le travail forcé, l'impôt de capitation et les atteintes à la dignité des Noirs.

Or le « Kimbanguisme » fait des milliers d'adeptes. Le pouvoir colonial emprisonne son inspirateur, le juge et le déporte en septembre 1921. En vain : les années suivantes connaissent une flambée d'agitation que les communistes belges saluent car ils voient en Kimbangu « le martyr de la cause nègre, l'apôtre d'un mouvement nationaliste naissant qui guidera les masses vers l'indépendance »⁵¹³.

Le Drapeau Rouge est le vecteur de cette campagne et le PCB tente de le faire parvenir au Congo par l'intermédiaire de marins congolais faisant escale à Anvers. Ce port est en effet l'un des rares points de contact possibles avec la colonie et sera bientôt la plaque tournante aussi bien des efforts communistes (IC, Internationale des Gens de mer, Parti et Jeunesse communistes, Secours Rouge International) que la base de la contre-offensive patronale pour briser tout lien subversif et encadrer les marins noirs⁵¹⁴. Mais en juin 1925, des exemplaires du journal sont découverts à bord du *Thysville* à Matadi. Les marins concernés sont emprisonnés et le *Drapeau Rouge* est interdit dans la colonie. L'affaire fait grand bruit et l'armateur se voit conseiller de ne plus employer des Congolais sur cette ligne et de licencier tout marin qui fréquenterait des lieux rouges. La SEPES⁵¹⁵, auxiliaire

⁵¹³ *Le Drapeau Rouge*, 22 mai 1925.

⁵¹⁴ F. de Radiguès, *Le Congo dans l'entre-deux-guerres. Le Congrès de Bruxelles contre l'oppression coloniale et l'impérialisme face à la colonie belge*, Bruxelles, ULB, 2005. Benoit Verhaegen, « Communisme et anticommunisme au Congo (1920-1960) », *Brood en Rozen*, 2, 1999, p.113-127. Jean-Luc Vellut, « Épisodes anticommunistes dans l'ordre colonial » in P. Delwit et J. Gotovitch (ed.), *La Peur du Rouge*, Bruxelles, ULB, 2006, p. 183-190. Laura Kottos, *L'anticolonialisme de gauche en Belgique durant l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Bruxelles, ULB, 2006.

⁵¹⁵ F. de Radiguès, *Le Congo dans l'entre-deux-guerres. Le Congrès de Bruxelles contre l'oppression coloniale et l'impérialisme face à la colonie belge*. Travail de séminaire inédit, Histoire, ULB, 2005. Benoit Verhaegen, « Communisme et anticommunisme au Congo (1920-1960) », *Brood en Rozen*, 1999, 2, p.113-127. Jean-Luc Vellut, « Épisodes anticommunistes dans l'ordre colonial » in Delwit et Gotovitch, *La Peur du Rouge*, Bruxelles, Institut Sociologie ULB, 2006, p. 183-190. Laura

patronal de la Sûreté, crée un bureau spécifique à Anvers à cet usage. Cette diffusion aléatoire semble donc bien atteindre quelques fois des destinataires. Cela coïncide avec l'année où le PCB, fort d'à peine un millier de membres, parvient à faire élire deux députés qui portent désormais la parole communiste au-delà de ses propres rangs. La bolchévisation en cours radicalise les positions : le III^e Congrès du PCB, en 1926, réclame « L'indépendance totale de la colonie, la liberté d'association sans limite des indigènes ».

La question coloniale s'érige alors comme l'un des points nodaux de l'action de l'IC et le PCB y joue sa part. C'est à Bruxelles, en février 1927 qu'est fondée la *Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale*⁵¹⁶ qui réunit quelques-uns des leaders les plus fameux des grands combats anticolonialistes du siècle. Si les communistes belges s'y font discrets et que le Congo n'est pas évoqué publiquement, c'est là le résultat d'un marché passé avec Emile Vandervelde, alors ministre des Affaires étrangères, pour que le congrès puisse se tenir dans la capitale belge. Des discussions ont lieu cependant qui mettent en avant le Kimbanguisme comme vecteur principal de propagande⁵¹⁷. La section belge du *Secours Rouge International* réclame en son congrès de décembre la fin des recrutements forcés, la libération des nationalistes nègres et des ouvriers noirs et blancs persécutés.

C'est alors que la colonie belge apparaît dans les préoccupations de l'IC. Joseph Jacquemotte, secrétaire du PCB et député, évoque la question à son VI^e congrès. Il y dénonce notamment la participation social-démocrate belge à l'exploitation coloniale⁵¹⁸. Rien ne différencie en effet les

Kottos, *L'anticolonialisme de gauche en Belgique durant l'entre-deux-guerres (1917-1939)*, Mém. Lic histoire, ULB, 2006.

⁵¹⁶ Cf note 4 et : F. Petersson, « La Ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937 », *Monde(s)*, 2016/2 (N° 10), p. 129 à 150 ; *The League Against Imperialism: Lives and Afterlives* édité par M. Louro, Carolien Stolte, Heather Streets-Salter et Sana Tannoury-Karam, Leiden University Press, 2020. M. Dreyfus, « La Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale », *Communisme*, n°2, 1982, p. 49-71.

⁵¹⁷ SEPES, *Office de Documentation*, Note du 5 février 1929, dact. (avec nos remerciements à AM Gijs pour la copie de ce document rare).

⁵¹⁸ Intervention du 17 août 1928, *La Correspondance Internationale*, 124, octobre 1928.

conditions de vie et de travail des Congolais dans les entreprises qu'a développées au Congo la Banque Belge du Travail, création du POB, de celles des autres entreprises.⁵¹⁹

Ce VIème congrès de l'IC de 1928 développe longuement ses *Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies* qui visent clairement la Chine, les Indes l'Indonésie, l'Afrique du Nord. La Belgique n'y est mentionnée que pour dénoncer les pratiques coloniales des coopératives social-démocrates signalées par Jacquemotte. Aucune des structures sociales ou politiques évoquées pour l'action n'existe au Congo. Dans sa volonté de créer des points d'appui pour l'action des gens de mer, l'IC crée en 1928 à Anvers un Club des marins révolutionnaires. Mais le *Syndicat international des travailleurs nègres* qui en est également une émanation ne prend pied qu'en Angleterre, en France et en Allemagne. Le 2^e congrès de la *Ligue contre l'oppression coloniale*, en juillet 1929, est précédé d'un congrès de l'Internationale communiste des Jeunes où l'action anticolonialiste est spécifiquement dévolue aux Jeunesses communistes. Deux délégués belges y participent. Répondant à l'appel, la Jeunesse communiste de Belgique (JCB) élabore un programme de revendications pour les Congolais et, avec le Parti, se dote d'une « Section coloniale⁵²⁰ ». Un militant, Edouard Stiers, est affecté à cette « activité spéciale », dont le travail se réduit à la collecte de renseignements. Il documente efficacement les interventions parlementaires. Ainsi différentes révoltes qui éclatent au Congo sont évoquées dans la presse du PCB et au Parlement. On y trouve un début d'analyse de la société congolaise qui signale le développement de noyaux urbains où apparaissent de « vrais prolétaires » qu'il s'agit de dresser contre l'exploitation capitaliste. Mais le rêve de faire participer à une conférence internationale « une délégation importante de marins noirs » demeure chimérique⁵²¹. Il n'existe par ailleurs aucun embryon d'organisation syndicale, quoique des associations plus ou moins secrètes se sont formées qui créent une conscience collective matinée de messianisme. Le PCB n'y a aucune part.

⁵¹⁹ Depuis 1927, la Compagnie de la Ruzizi exploite une plantation de coton de 20.000 ha qui pratique le travail forcé et la BBT participe à différentes autres entreprises coloniales.

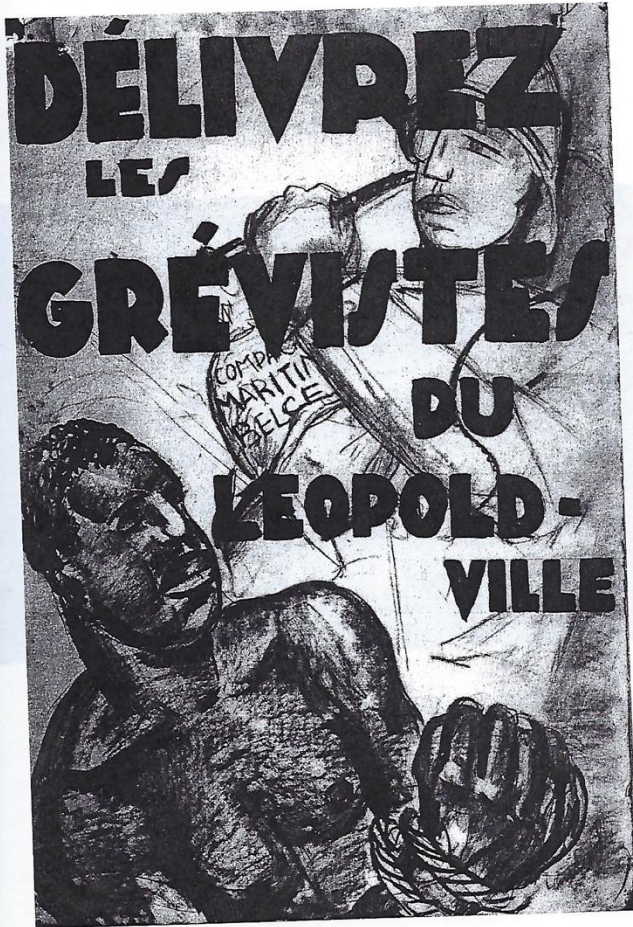
⁵²⁰ Marc Willems à la Commission d'Orient de l'ICJ, 6 février 1929, RGASPI, Moscou, 533-10-436.

⁵²¹ Rapport de la JCB à l'ICJ, 12 avril 1929, *Bulletin SEPES*, 15 septembre 1929.

Mais l'étanchéité entre métropole et colonie n'est pas totale. Les mesures de contrôle imposées aux marins à la suite d'incidents survenus à Léopoldville en avril-mai 1930 provoquent une révolte sur un bateau de ligne à Matadi et les coupables sont emprisonnés. Or, à l'arrivée à Anvers du navire doté d'un nouvel équipage, une affiche « Délivrez les grévistes du *Léopoldville* » est placardée sur les docks⁵²². Une liaison a donc fonctionné, ce dont se réjouissent des rapports ultérieurs qui revendiquent l'existence de cellules sur plusieurs bateaux, ainsi que des contacts éphémères avec l'un ou l'autre marin congolais à Matadi ou Léopoldville, mais sans jamais pouvoir les pérenniser ni les assimiler à une quelconque structure communiste⁵²³.

⁵²² Une affiche en néerlandais précise (traduction) : « *Libérez le Congo de la Belgique maintenant. Liberté pour les grévistes condamnés du s/s Léopoldville* », Kottos, *op. cit.*, p.117-118.

⁵²³ *Rapport sur la réunion extraordinaire de la section coloniale du PCB tenue le 15/8/1931*, Kottos, *op. cit.*, p.119.



Document 1. PK ANTWERPEN 2001, Dossier n°333.

En mai 1931, le V^e Congrès du PCB évoque « l'activité pour la libération des peuplades du Congo ». Le parti doit appuyer la lutte anti-impérialiste des masses indigènes, mais aussi « entrer en contact avec ces masses, les organiser et travailler à diriger leurs luttes ». Au Parlement, le 15 juillet

1931, Jacquemotte donne un puissant écho à la révolte déclenchée aux Huileries du Congo dans le Kwango Kwilou. Il révèle et stigmatise la répression qui aurait fait une centaine de victimes. « Votre colonialisme, ajoute-t-il, ne leur a apporté ni le bien être, ni la liberté mais bien l'esclavage, la misère, la faim, la mort ... Nous disons aux ouvriers de Léopoldville, de Matadi et d'ailleurs, organisez-vous, groupez-vous, utilisez votre force de masse pour défendre votre pain, votre existence ! ». Ce discours de colère qui scandalise la Chambre est aussi un constat de carence : l'appel à l'action est lancé à la cantonade, sans répondant effectif dans la colonie.

C'est pourquoi le sens de la première intervention directe, à notre connaissance, du Komintern en direction du Congo ne laisse pas de surprendre. Depuis le début l'IC a prévu pour ses référents en charge de la Belgique, une compétence sur « les colonies » sans que cette activité ait été documentée. Mais en mars 1932, le Bureau Noir du Secrétariat d'Orient, élabore une Directive spécifique au PCB⁵²⁴. Elle débute par une condamnation sans appel de la position de ce dernier qui exprime un « vague humanisme mâtiné de chauvinisme de type social-démocrate », là où devrait s'imposer un projet révolutionnaire anti-impérialiste et agraire. Il s'agit de réaliser un front révolutionnaire unique du prolétariat belge et du mouvement de libération du Congo. Le PCB a été incapable de profiter des possibilités offertes par « *the continuous uprisings in the Congo during the past year* » pour « ôter le masque sanglant de la bourgeoisie et les illusions démocratiques des ouvriers ». Il s'agit de mener, en Belgique, des actions de solidarité dans tous les secteurs industriels axés sur la colonie.

Ce tableau d'une agitation ininterrompue au Congo justifie sans doute le manifeste-programme d'une « Ligue du Peuple du Congo pour la Liberté » que l'IC demande de traduire dans la langue locale, de manière à apparaître comme une organisation implantée dans la colonie ! Très détaillé et faisant preuve d'une connaissance effective des catégories sociales congolaises, ce programme doit

⁵²⁴ *Directives to Belgian Communist Party on activities relating to Belgian Congo*, 31 mars 1932 ; *Draft directives to PCB on colonial work of the party*, 3 avril 1932 ; *Programme, d'action de la Ligue du Peuple du Congo pour la Liberté* 5 mai 1932 ; *To the Colonial Commission Belgian Communist Party, (s) Eastern Secretariat*, 17 mai 1932 ; RGASPI, 495 /155/99-100. (Avec nos remerciements à Jean Vigreux pour l'envoi des documents cités).

servir à l'organisation secrète de groupes de combat dans les villes et les villages « pour la grande bataille finale qui chassera le gouvernement et les compagnies de la colonie !».

Est-il nécessaire de dire qu'il n'y a pas trace de cette Ligue au Congo ! ni même dans la presse communiste belge ! La précision des revendications, secteur par secteur,⁵²⁵ met en évidence la contradiction frappante entre cette connaissance et l'irréalisme du programme révolutionnaire proposé (à qui ?). Elle illustre à merveille la mécanisation de la pensée de la bolchévisation.

Cette politique de l'exhortation et de la dénonciation semble se tarir au tournant du VII^e Congrès de l'IC. Les contacts dans la colonie paraissent avoir disparu. *Le Jeune Exploité* comme *La Correspondance Internationale* ainsi que la *Chronique coloniale* ouverte dans le nouveau quotidien du parti, *La Voix du Peuple*, font sporadiquement écho à la répression qui s'est renforcée.

Le Congrès lui-même ne précise en rien les nouvelles voies qui pourraient être suivies dans une colonie telle le Congo. Les discours et résolutions évoquent clairement « l'accroissement des forces révolutionnaires dans les pays coloniaux » mais l'énoncé des résultats et des tâches à accomplir ne concernent à nouveau que la Chine, l'Inde, le Mexique, l'Argentine, les pays arabes⁵²⁶. Dans l'optique de ce VII congrès, si l'unification des Jeunesses communistes et socialistes intervenue en 1936 marque l'accord des deux organisations sur l'exigence de l'indépendance des colonies, aucune initiative commune n'est engagée en ce sens. En cela comme en d'autres domaines, l'organisation unifiée ne pèsera en aucune façon sur la politique sociale -démocrate.

Peut-on associer le tournant de l'antifascisme à une atténuation correspondante de la volonté de « révolutionner » les colonies » ? Le Front Populaire atténue-t-il l'anti- colonialisme ? Un

⁵²⁵ La même remarque vaut pour l'étude de E. Stiers, *A Negro Empire : Belgium (Translated from the French by Samuel Beckett)*, rédigée en 1932, connue uniquement par sa publication in N. Cunard, ed., *Negro : An Anthology*, Londres, Nancy Cunard at Wishart & Co, 1934, p.795-801.

⁵²⁶ *VII^e Congrès de l'Internationale communiste. Compte rendu abrégé*, Moscou, Editions en langues étrangères, 1939. En particulier l'intervention de Van Min p. 259-289.

intéressant indice nous est donné par les discours du sénateur communiste Valentin Tinclair, ancien ouvrier dans la colonie, qui consacre partiellement son *maiden speech* en juin 1939, à la dénonciation de l'exploitation brutale des populations congolaises et aux bénéfices plantureux des sociétés coloniales. Mais il met en garde par ailleurs envers les appétits hitlériens visant les richesses congolaises. « Il faut cesser de brimer la population congolaise afin de gagner sa sympathie au lieu de produire leur haine ». En 1940, il dénonce le sort fait au petit colonat blanc, appelant « victimes blanches et noires d'une politique de classe » à réagir. Nous sommes loin des directives de 1932 !

Ainsi, de 1921 à 1940, le PCB aura prodigué ses appels anticolonialistes et révolutionnaires comme des bouteilles à la mer dont très peu auront été recueillies dans la colonie. Tant l'IC que le PCB se seront montrés incapables de briser le cordon sanitaire. Nul Congolais n'a pu trouver en Belgique, en URSS, ni auprès de partis africains constitués, une aide matérielle, une formation politique ou même des impulsions pour sortir du carcan colonial belge.

« 1945 – « Notre Congo ! Notre Uranium ! »

Si entre 1940 et 1945, l'effort de guerre imposé à la population congolaise provoque grèves, révoltes et sanglantes répressions, ces mouvements ne doivent rien à une quelconque « infiltration communiste ». Par ailleurs, le Congo est absent des rares perspectives tracées par le PC dans la clandestinité⁵²⁷. La disparition dans les camps des quelques militants qui s'étaient investis dans ce secteur contribue sans aucun doute à cette page blanche.

⁵²⁷ J. Gotovitch, *Du Rouge au tricolore. Résistance et parti communiste*, Bruxelles, Institut de sociologie ULB, rééd. 2016.

Grossi par sa participation à la résistance, disposant entre 1946 et 1949 d'une confortable représentation parlementaire ⁵²⁸et participant aux gouvernements successifs jusqu'en mars 1947, le PCB opère un tournant radical de sa politique coloniale. Deux expressions symbolisent celui-ci : « Notre Congo » et « Notre uranium » titrent les articles dans sa presse et ses interventions parlementaires. La disparition de l'Internationale facilite la poursuite du discours patriotique de l'occupation. L'exaltation des besoins prioritaires de la nation nourrit l'identification, voire l'appropriation des richesses congolaises au patrimoine national.

La guerre froide va donner à ce tournant radical une signification internationale. Le « développement du Congo » est le 12eme point du programme de « Rénovation de la Belgique » présenté au Comité central du 12 août 1945. S'il prévoit l'élimination des trusts de l'économie congolaise, il ne perçoit les richesses congolaises qu'en fonction de l'aide qu'elles peuvent (et doivent) apporter « à la restauration de la métropole ». Or précisément la richesse emblématique de la période est l'uranium qu'un traité secret signé à Londres par le gouvernement belge réserve à la Grande Bretagne et aux États Unis. Une commission coloniale est relancée avec la participation d'anciens coloniaux rentrés au pays. Elle plaide pour le développement du colonat blanc mais surtout l'intensification des relations économiques entre la Belgique et le Congo, indispensables au relèvement du pays. Vision patriotique une fois encore : privilégier la métropole qui a « déjà tant dépensé pour la colonie, sans en tirer de véritables avantages ». Les droits syndicaux et politiques sont exigés dans l'immédiat pour les Belges mais seulement l'« extension progressive de ces droits aux populations noires ». En effet, les « populations indigènes doivent être formées pour prendre progressivement en main la gestion de la colonie »⁵²⁹. Articles et interventions parlementaires de la période témoignent d'autres abandons des lignes de force anticolonialistes antérieures. Un sénateur évoque « la claire vision d'un grand Roi » l'oeuvre civilisatrice accomplie ! Un ancien colonial plaide pour le renforcement du colonat... Mais le thème qui domine les interventions s'inscrit au

⁵²⁸ 23 députés et 17 sénateurs.

⁵²⁹ J. Terfve, *Vers la Rénovation de la Belgique*, Bruxelles, Éditions populaires, 1945.

cœur de la guerre froide : la dénonciation du traité secret sur l'uranium, qui par ailleurs motive la première critique publique soviétique de la politique belge .

Les USA sont sur le qui-vive. La proposition communiste de nationalisation des gisements d'uranium ajoutera à leur effroi. Leur ambassade sait parfaitement que le sénateur communiste Paul Libois, professeur à l'Université de Bruxelles, porteur des interventions sur le sujet, peut s'appuyer sur l'expertise de scientifiques de haut vol en la matière. La Sûreté de l'Etat lui aura fait savoir que le laboratoire concerné de l'ULB est peuplé d'une majorité de savants gagnés, d'après elle, au communisme!⁵³⁰ Une fois les communistes sortis du gouvernement, en mars 1947, cette orientation persiste, mais en octobre 1948 on retrouve dans une intervention communiste l'évocation de la lutte engagée par les peuples coloniaux pour renverser la dictature colonialiste et la réaffirmation que le PC est aux côtés de ceux qui luttent pour l'indépendance.⁵³¹

La guerre froide remet dans « le bon chemin »

Une chronique régulière débute dans le *Drapeau Rouge* en 1950. Elle dresse le portrait d'un régime de terreur, raciste, où agissent sans contrôle les trusts, l'église et une administration à leur service, en opposition aux droits de l'homme et aux résolutions de l'ONU. En 1951, la commission coloniale effectue une « autocritique », reconnaissant avoir sous-estimé l'importance de la lutte de libération des peuples congolais⁵³². Le tournant est affirmé au cours du X^e Congrès en mars 1951. La lutte contre la guerre impérialiste, y compris nucléaire, thème central de l'époque, place les ressources congolaises au centre de l'attention du « Camp de la Paix » qui se structure alors autour du Conseil Mondial de la Paix, et suscite également l'intérêt de la Fédération Syndicale Mondiale. L'essor du mouvement de libération des colonies, et surtout la victoire communiste en Chine

⁵³⁰ Certains ont fait connaître leur position sous le couvert du mouvement de la Paix : *L'Uranium et la Paix*, Section ULB de l'UBDP, Bruxelles, s.d.

⁵³¹ Chambre des Représentants, Intervention du député de Namur, Victor Briol, séance du 26 octobre 1948.

⁵³² Antonina Grégoire au Comité Central des 24 et 25 février 1951. Elle reconnaît que la commission a été influencée « par des Blancs résidant ou revenant du Congo », Juliette Broder, *op cit*.

peuvent expliquer le recadrage du PCB. Les termes sont désormais clairs : « Le régime colonial belge se place parmi les spécimens les plus odieux du colonialisme ». Aussi « la tâche essentielle » devient « l'appui à la lutte de libération des peuples congolais, à leur droit de libre disposition, à l'aide à la création des conditions de la lutte pour la libération nationale »⁵³³.

La brochure *Un volcan colonial : Le Congo*⁵³⁴ se veut un portrait au vitriol de la colonie, dénonçant l'exploitation, la répression, le travail forcé, la culture, la condition de la femme, la santé publique, l'enseignement. Un acte d'accusation cru et terrifiant, qui introduit les résolutions du Congrès sur le Congo. Mais au-delà des dénonciations, de l'engagement à lutter contre les trusts coloniaux et de contrer les livraisons de matières stratégiques « aux puissances qui préparent la guerre », les objectifs demeurent théoriques. Et pour cause, malgré le timide mouvement qui s'ébauche d'une correspondance aléatoire, malgré l'espoir déçu d'une action au travers des syndicats chrétiens et socialistes qui posent des pas hésitants dans la colonie sans vraiment impliquer les Noirs, le PCB est toujours en recherche d'interlocuteurs. Il va notamment axer ses interventions, presse et parlement, sur la liberté syndicale pour les Congolais

« Kimbangu reviendra... » : ce sous-titre est révélateur de la carence du PCB à trouver des points d'ancrage congolais : il ne perçoit alors de possibilité d'action émancipatrice collective qu'à travers les sectes secrètes qui prolifèrent au Congo... où il lui est impossible de prendre pied. Un militant d'expérience, ancien des Brigades, Partisan, et surtout Anversois, a pris en main la commission coloniale. Albert De Coninck intervient sur ce sujet en octobre 1953 au congrès de la FSM. Cette même année il lance un périodique congolais qui paraît à partir de 1954, *L'Éveil du Congo*. Via des dockers communistes, le périodique est transmis à des matelots congolais et débarqué à Matadi. Ce qui implique une chaîne de complicités. Quinze numéros paraîtront de 1954 à 1958. Ils dénoncent les conditions de travail, l'oppression, le racisme, en appellent à l'organisation, précisent des

⁵³³ E. Lalmand, *Reconquérir l'indépendance nationale. Sauver la paix. Rapport présenté au Xème Congrès national du PCB, Bruxelles 23-26 mars 1951*, Bruxelles, 1951.

⁵³⁴ *Le Congo ; Un volcan colonial*, Edité par le Parti communiste, Bruxelles, sd [1951].

revendications. Ils informent sur le mouvement d'émancipation, le Tiers Monde, et détaillent les positions communistes.

Mis à part l'interdiction qui a frappé d'emblée la publication, nous avons peu d'échos sur une éventuelle répression à l'encontre de diffuseurs, donc peu ou pas d'éléments sur son impact. Si ce n'est des lettres qui arrivent dont certaines sont publiées dans la chronique régulière du *Drapeau Rouge*. Nul leader congolais futur ne se revendiquera de la lecture du périodique, mais le luxe de précautions anti-communistes des autorités aura suscité la curiosité de certains qui voudront connaître ce qui soulève une telle frayeur des autorités coloniales.

Le Congrès de 1954 qui réoriente la politique intérieure et donne au PCB une nouvelle direction marque très peu son programme « colonial » : le droit à l'indépendance est réaffirmé et la protestation est répétée contre l'accaparement de l'uranium par les monopoles américains. La guerre froide n'est pas encore enterrée. Mais le monde bouge, les organisations internationales de travailleurs, à l'Est comme à l'Ouest, se préoccupent de l'Afrique subsaharienne, la Conférence de Bandoeng marque l'émergence du Tiers monde. Mais surtout en Belgique, Jef Van Bilsen, un juriste catholique flamand, rend public en 1955 un plan conduisant à l'indépendance du Congo en trente ans ! C'est un tollé dans le monde colonial mais l'Église l'appuie et un groupe de jeunes catholiques congolais s'en inspire pour rédiger en 1956, un manifeste signé *Conscience Africaine*. Il réclame l'indépendance et prône la fraternité entre deux États égaux. Il en appelle à l'union de tous les Congolais et veut se constituer en mouvement national, car déjà des regroupements sur base tribale se sont formés. Aucun ne relève de l'initiative ou de l'aide, ou n'invoque les communistes ou leurs idées. En revanche, les autorités belges et alliées s'interrogent sur l'implication des pays de l'Est, en particulier la Tchécoslovaquie, seul pays socialiste présent à Léopoldville⁵³⁵. En avril 1957, le XII^e congrès du PCB, vote une adresse aux peuples du Congo et du Ruanda -Urundi qui souhaite que l'émancipation s'accomplisse *de façon pacifique*, et préconise dès lors *un front*

⁵³⁵ La rumeur de l'existence d'une école de formation pour cadres africains à Prague qu'auraient fréquenté des Congolais, agite Ministère, Sureté et Ambassades. Gijs, *op cit.*, p. 487.

commun des ouvriers belges et des peuples congolais. La volonté d'une solution pacifique va désormais marquer toutes les initiatives communistes.

Le cordon effiloché

Le Ministre des Affaires étrangères s'était opposé à la présence de Congolais au Festival mondial de la Jeunesse à Moscou en juillet 1957. Mais la direction de la Jeunesse communiste est bien sur place et noue des contacts avec les organisations d'étudiants africains en France. Brazzaville est à une encablure de Léopoldville !

L'Exposition universelle qui s'ouvre à Bruxelles en 1958 agira comme déclencheur. Très fière de sa colonie, la Belgique a prévu la présence de pas moins de 700 Congolais. Mais la contamination des idées anticolonialistes est redoutée et la surveillance policière est affûtée⁵³⁶. Mais la curiosité existe chez de nombreux jeunes Congolais envers ce communisme tant décrié. Les contacts engagés par les dirigeants de la JC vont amorcer des rencontres. Ainsi Patrice Lumumba qui fait une tournée dans différents milieux, voit également les communistes. Ainsi les jeunes des partis constitués, l'Abako, le Parti du Peuple, s'enquière du marxisme, du communisme. Les visites se succèdent au siège de la JCB⁵³⁷. A cette occasion des liens personnels très forts se nouent avec de futurs dirigeants de la mouvance anti-impérialiste, voire communiste⁵³⁸.

Le Secrétaire national de la JC, Eddy Poncelet, joue un rôle pivot et mène certains interlocuteurs auprès d'Albert De Coninck et de Jean Terfve qui assument désormais la politique « coloniale » du parti⁵³⁹. En 1958, de nombreuses interventions parlementaires communistes visent la colonie, soit pour protester contre la censure exercée, pour les droits syndicaux, pour une citoyenneté congolaise, pour le droit à l'indépendance. Mais alors que la guerre d'Algérie a un écho douloureux

⁵³⁶ Y. Jancloes, *La peur du Rouge à l'exposition '58*, inédit, UCL, 1994.

⁵³⁷ Souvenirs de Jean-Marie Chauvier alors permanent bruxellois de la JCB.

⁵³⁸ Il en sera ainsi d'Antoine Tshimanga, Okito, Mpolo, tous futures victimes du coup d'état contre Lumumba.

⁵³⁹ Eddy Poncelet a travaillé six mois à Budapest en 1953 au siège de la FMJD où il a pu nouer des liens avec des dirigeants africains et asiatiques.

en Belgique, y compris par les attentats qu'y accomplissent les services français contre des militants belges engagés dans le soutien au FLN, le PCB fait aussi entendre sa préoccupation d'éviter une guerre coloniale. En même temps, les lignes bougent : un enseignement laïc est créé⁵⁴⁰, la liberté syndicale est accordée⁵⁴¹. Mais l'espoir de contacts directs par le biais de diverses structures syndicales tourne court. En décembre 1957 ont eu lieu de premières élections dans quelques communes : des leaders congolais émergent, les associations se multiplient. Le vent levé en Afrique subsaharienne française s'infiltré au Congo.

Par ailleurs, alors que certains dirigeants concédaient dans l'intimité que l'absence voulue d'enseignement supérieur et le refus d'autoriser des Congolais à profiter des bourses d'études de l'UNESCO relevaient de la crainte que ces élites soient la proie d'idées subversives⁵⁴², des étudiants congolais font de premières apparitions dans les universités belges.

Le 11 décembre 1958, au nom du Mouvement National Congolais à peine constitué (en octobre de la même année) Patrice Lumumba intervient à la Conférence d'Accra, première intervention internationale d'un dirigeant politique congolais. La participation des trois délégués du MNC leur permet d'élargir considérablement leur angle de vision : ils réclament désormais l'indépendance immédiate.

Le 4 janvier 1959, un meeting convoqué par l'Abako où devaient s'exprimer deux bourgmestres élus à Léopoldville, est interdit par les autorités. Les heurts violents avec la police dégénèrent en émeute. La Force Publique et des soldats métropolitains sont appelés à rétablir l'ordre. Trois jours de violences font entre trente et sans doute quelques centaines de victimes congolaises. Les orateurs prévus ainsi que Joseph Kasavubu, président de l'Abako, également bourgmestre d'une cité, sont arrêtés, emprisonnés, l'Abako dissoute. Aussitôt, la « main de Moscou » est dénoncée d'autant

⁵⁴⁰ L'enseignement officiel était le parent pauvre au Congo, monopolisé par l'Eglise. Entre 1954 et 1958, un gouvernement socialiste-libéral assied solidement l'enseignement officiel dans la colonie et y crée également une université en concurrence avec la création catholique de Lovanium en 1953.

⁵⁴¹ Le PC édité à cette occasion un *vademecum* sur la législation pour aider à la constitution de syndicats : *Le Syndicalisme au Congo*, Bruxelles, Editions du PCB, 1956.

⁵⁴² Gijs, *op cit.*, p. 369 et suiv.

qu'est arrêté dans la foulée Antoine Tshimanga, en possession d'une correspondance suivie avec la Jeunesse communiste depuis mai 1958. Il est promoteur d'un syndicat et d'une organisation de jeunesse, l'un des rares à afficher une réelle conviction communiste. Il a proposé aux familles des inculpés les noms de plusieurs avocats progressistes, dont Jean Terfve. Malgré des pressions appuyées des autorités auprès des familles pour qu'elles renoncent à ces choix, Jules Chomé, Jules Wolff et Jean Tervfe débarquent à Léopoldville, premier pas posé par un communiste officiel dans la colonie. S'ils ne plaident pas pour les bourgmestres, car finalement récusés sous pression des autorités, ils seront bien les défenseurs de Tshimanga.

La répression a fait grand bruit à Bruxelles : la JCB colle des affiches la dénonçant et l'exemple de l'Algérie étant très prégnant, entame une campagne pour dénoncer tout envoi de miliciens au Congo. Plusieurs partis ou organisations s'adressent sans plus trop de crainte au PCB et celui-ci, avec peu de moyens, tente et parfois réussit à propager la curiosité envers le marxisme. Certains journaux congolais osent afficher des citations de Lénine. Le collectif dirigeant de la JCB est désormais le véritable opérateur du communisme vers le Congo, amenant parfois des oppositions avec le Parti, quelques pas en retrait par rapport à l'engagement total des jeunes. C'est ainsi, que sans lier son mouvement au PCB, Lumumba entretient des relations très cordiales avec quelques dirigeants de la JC. Par la filière de la Fédération mondiale de la Jeunesse Démocratique contact est donné avec les pays socialistes, le crochet par Prague et même Moscou devient fréquent, des demandes de bourses sont introduites et quelques-unes accordées. Mais l'interdit pèse toujours sur une présence physique de tout communiste dans la colonie. Ceci caractérise le mode d'action de la quatrième période : l'accueil, la discussion, parfois même quelques cours sur le marxisme dispensés à des militants nationalistes congolais, sur le sol belge pour de longs ou courts séjours. Le 13 janvier 1959, le Roi prend de court et son gouvernement et le pays en annonçant que le Congo sera bien mené « à l'indépendance ». Ni la nature ni la date de celle-ci ne sont précisées, mais face à des projets mitigés et imprécis, les leaders congolais, en front commun, exigent l'indépendance totale.

Pour la préparer l'idée surgit d'une Table ronde à laquelle seraient conviées toutes les parties belges et congolaises.

Tous les partis belges sont donc invités à l'exception des communistes. Mais les partis congolais pouvant faire appel à des conseillers, un de ceux-ci, le Centre de Regroupement Africain (CEREA), dirigé par Anicet Kashamura⁵⁴³ choisit Jean Terfve. Ce dernier va mobiliser pendant des semaines toutes les ressources du PCB pour fournir conseils tactiques, études, documents et propositions. C'est au cours de cette préparation intensive – la table ronde se déroule de janvier à février 1960 – que le contact s'opère avec plusieurs partis congolais dont deux ou trois se montrent très réceptifs et prétendent s'inspirer de son idéologie. De manière aussi impromptue, la date de l'indépendance est fixée au 30 juin 1960, et sont balayées toutes les velléités des milieux coloniaux, du Palais et du gouvernement de maintenir des liens quelconques d'association voire de dépendance entre la Belgique et le Congo. Par ailleurs, le début de l'année 1960 connaît des élections dont le MNC-Lumumba⁵⁴⁴ sort vainqueur. A l'occasion du procès Tshimanga, Jean Terfve rencontre plusieurs leaders. Il tire de ses contacts la perspective que trois ou quatre formations congolaises seraient aptes à former un parti marxiste, option renvoyée à l'après-indépendance. Les élections amènent la désignation de Kasavubu comme Président futur de l'État et Patrice Lumumba forme le gouvernement.

L'hystérie règne au sein des grandes compagnies, principalement l'Union Minière, le Palais, et les dirigeants américains. Le PCB peut se réjouir : plusieurs de ses interlocuteurs réguliers font partie du gouvernement. Mais les deux dirigeants communistes Terfve et De Coninck ne seront pas à la proclamation de l'Indépendance, ultime vexation des services policiers belges.

L'euphorie sera brève : la révolte de la Force publique, la révocation conjointe du Président et du Premier ministre, la sécession katangaise, les désordres sanglants brouillent tous les plans.

⁵⁴³ Le CEREA a obtenu 10 sièges (sur 137) au Parlement et son leader, Anicet Kashamura sera l'un des ministres et alliés de Lumumba.

⁵⁴⁴ Cofondateur du MNC, Albert Kalonji s'en sépare en 1959 pour fonder le MNC-Kalonji en opposition à Lumumba et asseoir son pouvoir sur une sécession éphémère basée au Sud-Kasai.

Le dernier acte se joue sur le plan international. Terfve et De Coninck débarquent finalement le 1^{er} septembre 1960 à Léopoldville⁵⁴⁵. Mais le coup d'État de Mobutu les renvoie à Accra d'où ils gagnent Moscou. C'est que Gizenga, remplaçant Lumumba dont on ignore encore l'assassinat, a rejoint Stanleyville où il installe le 2 décembre « le seul gouvernement légitime du Congo ». Mulele, un proche de Eddy Poncelet, secrétaire de la JCB, s'installe au Caire pour assurer les liaisons extérieures. Poncelet, De Coninck et Terfve vont multiplier les démarches auprès des Soviétiques et des Tchèques pour obtenir l'aide matérielle nécessaire au Gouvernement Gizenga. Celui-ci est cependant divisé. De plus, les routes pour livrer le matériel promis nécessitent l'autorisation de plusieurs gouvernements africains que sollicitent en vain les Belges. Les mois passent et le trio s'épuise en démarches auprès des uns et des autres. En vain : N'Krumah entre dans le jeu de l'ONU et l'on sait aujourd'hui que finalement les Soviétiques se désintéressent du terrain congolais⁵⁴⁶. En août 1961, Gizenga lui-même se rallie au gouvernement « d'union nationale » de Cyrille Adoula, dont il devient vice-premier ministre. Tenus soigneusement à l'écart de l'ex-colonie belge avant et après l'indépendance, l'URSS et le camp socialiste ne pèseront en rien sur son devenir. L'attribution du nom de Patrice Lumumba après son assassinat à l'Université de l'Amitié des Peuples de Moscou est un geste qui demeurera purement symbolique.

Un effacement total

Ainsi, en moins d'un an toutes les racines communistes implantées au Congo sont éradiquées par l'assassinat, l'achat, l'attrait du pouvoir. La stratégie patiemment mise en place « à distance », les contacts noués avec passion, certains depuis des mois, d'autres depuis quelques semaines avec quelques dizaines de leaders, les projets multiples et contradictoires échafaudés, tout est balayé.

⁵⁴⁵ Y. Van Praag, « Les communistes belges et le Congo », *Les Cahiers de la Fonderie* 38, 2008.

E. Poncelet et P. Van Praag, *Le MCI et la République du Congo, juillet 1960-31 août 1961*, Bruxelles, Carcob, inédit, (2005).

⁵⁴⁶ S. Mazov, « Soviet Aid to the Gizenga Government in the former Belgian Congo (1960-1961) as reflected in Russian Archives », *Cold War History*, 7(3), p 425-437 ; Sergei Mazov, « A fragile alliance : the Congo crisis and Soviet-Ghanaian relations 1960-1961 », *Twentieth Century Communism*, 15, 2018, p. 11- 34.

Dans la tourmente, disparaissent assassinés, Lumumba, plusieurs de ses proches et des interlocuteurs des dirigeants communistes, dont Tshimanga. D'autres se rallient aux régimes successifs qui poursuivent la politique d'éradication de toute trace « marxiste », avec la bénédiction des USA et de l'Union minière. Refusant toute compromission, Mulele, formé militairement en Chine, crée un important maquis dans l'Est du Congo qui culminera en 1966. En 1968, victime de la parole donnée puis trahie de Mobutu, il sera torturé et exécuté. Jusqu'au bout, les communistes belges n'ont pu que tenter de former « en accéléré » quelques dirigeants. La colonisation à la Belge, de prévention contre toute élite noire politisée, a démontré *a contrario* son efficacité. Aucune force structurée, aucune assise solide ni dans le prolétariat des villes, ni parmi les paysans des plantations, ni dans la couche des « évolués », n'a pu faire souche. La solution armée, le soulèvement populaire tenté par des forces minoritaires, y compris la tentative peu concluante d'un « foco » congolais avec le Che en personne, n'ont pu fonder une force marxiste, ou tout simplement un mouvement national progressiste apte à survivre aux drames que va connaître le Congo ex-belge. De l'Internationale à l'URSS, nulle infiltration par l'extérieur n'a réussi, en admettant qu'elle ait même été tentée ! La structure même des populations congolaises, la multiplicité des ethnies, des langues, la force des hiérarchies traditionnelles, la violence des prédateurs, bref la colonisation belge, n'ont pas conduit à l'émergence d'un leader charismatique qui aurait pu transgresser toutes ces barrières. En assassinant Patrice Lumumba, les forces conjuguées des Katangais et des Belges (avec l'appui de la CIA) avaient en effet éliminé celui qui aurait pu transcender ces divisions. L'enseignement du communisme par correspondance n'a pu pallier ces difficultés. Le PCB et ses partisans congolais n'ont jamais pu toucher et organiser les masses africaines encore moins la classe ouvrière, malgré l'ébauche d'un syndicalisme noir. Le grand élan libérateur levé par Lumumba ne lui survécut pas. Malgré l'engagement total du PCB en cette dernière année, sa présence ultime sur le terrain est demeurée symbolique.

Le PCF, le PCI et l'Union des populations du Cameroun : entre lutte politique et lutte armée.

Gabriele Siracusano

Les relations entre le mouvement communiste international et le nationalisme camerounais ont été étudiées notamment dans le cadre de la décolonisation africaine, en soulignant les caractéristiques originelles de la pensée politique et idéologique de l'Union des populations du Cameroun (UPC), le parti indépendantiste du pays. Plusieurs chercheurs – tels que Richard Joseph, Marc Michel ou Jean François Bayart – ont centré leur recherche sur l'analyse de l'engagement de l'UPC, sur son origine culturelle et sociale et sur ses rapports avec le PCF, en mettant en évidence collaborations et conflits. Par ailleurs, l'histoire de l'UPC a été le fait de recherches plutôt « engagées » politiquement, visant notamment à souligner les responsabilités coloniales dans la répression du mouvement indépendantiste au Cameroun, mais aussi le paternalisme et les contradictions des partis communistes européens (et en particulier celles du PCF) face à la lutte camerounaise⁵⁴⁷.

En dépit des recherches existantes, on peut inscrire la lutte de l'UPC dans les études portant sur la Guerre froide globale, qui font de la décolonisation, et de ce que l'on appelle désormais le Sud global, le nouvel horizon de la confrontation entre l'Est et l'Ouest. Toutefois, il ne faut pas se limiter à considérer la décolonisation africaine comme élément de la guerre froide globale, car c'est plutôt la guerre froide qui s'est invitée au banc des indépendances du Tiers-monde. Le choix par le communisme international de donner aux deux plus importants partis communistes d'Europe occidentale – le PCI et le PCF – la qualité d'interlocuteurs privilégiés de l'UPC se comprend en

⁵⁴⁷ J. F. Bayart, « L'Union des populations du Cameroun et la décolonisation de l'Afrique française », *Cahiers d'études africaines*, xviii, 1978, p. 447-57 ; R. Joseph, « Radical Nationalism in French Africa: The Case of Cameroon », in Prosser Gifford, William Roger Louis (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power, 1960-1980*, New Haven, Yale University Press, 1988; M. Michel, « Une décolonisation confisquée? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, lxxxvi, 1999, p. 229-58.

fonction de cela. Il s'agit donc ici, ainsi que l'ont fait d'autres chercheurs, de comprendre les relations du Parti communiste français avec un parti que le PCF considère comme un allié naturel agissant dans son espace politique de référence. Mais il faut aussi insérer cette analyse dans celle des rapports croisés entre mouvements communiste et anticoloniaux. C'est ainsi que le rôle du Parti communiste italien en Afrique et au Cameroun se comprend dans le contexte de son engagement pour l'édification d'une grande alliance anti-impérialiste entre les pays socialistes, les mouvements indépendantistes et la classe ouvrière occidentale, en vue de la coexistence pacifique mondiale. Les communistes italiens sont convaincus qu'il faut respecter des développements socialistes « nationaux » et « autonomes » pour élargir l'influence du communisme. Une perspective qui prend tout son sens dans le monde "polycentré" des décolonisations. En même temps, le cas du Cameroun est exemplaire de la politique du PCF, qui mène en Afrique et dans le Tiers monde une stratégie nationale, malgré ses liens étroits avec Moscou.

Le PCF et l'UPC entre relations étroites et incompréhensions réciproques

L'Union des populations du Cameroun est née dans le cadre du Rassemblement Démocratique Africain (RDA, le grand parti interterritorial de l'Afrique francophone), dont elle devient la section camerounaise. L'UPC présente tout de suite des caractères anticoloniaux influencés par le marxisme-léninisme, mais plusieurs dirigeants ont une formation politique et syndicale qui témoigne d'influences chrétiennes et nationalistes. Malgré les liens étroits de l'UPC avec le PCF et ses adhérents installés au Cameroun⁵⁴⁸, le parti camerounais développe sa propre idéologie et stratégie politique. L'identité révolutionnaire de ce parti l'oppose bientôt aux autres sections territoriales du RDA (l'UPC en est finalement expulsée en 1955⁵⁴⁹), mais cela ne l'empêche pas

⁵⁴⁸ G. Donnat, *Afin que nul n'oublie*, Paris, l'Harmattan, 1986, p. 91-93.

⁵⁴⁹ R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun* (1977), Paris, Karthala, 1986, p. 187.

d'être également confronté à la méfiance du PCF. Depuis sa naissance, le mouvement nationaliste camerounais est en relation étroite avec le Groupe d'études communistes de Yaoundé, créé par des militants du PCF. Cependant, c'est Ruben Um Nyobé, le jeune Secrétaire général de l'UPC, qui imprime une tendance anticolonialiste originale à son parti, en luttant pour l'indépendance nationale et l'unité d'un pays divisé sous tutelle française et anglaise⁵⁵⁰. Il imagine une lutte nationaliste qui ait aussi des caractères internationalistes, car le Cameroun rassemble des ethnies différentes sur son territoire et Um Nyobé veut leur donner une identité camerounaise et panafricaine, au-delà de la tutelle onusienne. Dans l'idéologie upéciste, la dichotomie marxiste entre patron et ouvrier est remplacée par le binôme « dominateur contre dominé » et cela permet l'accession de tous à la lutte indépendantiste quelle que soit l'ethnie d'appartenance ou la couche sociale⁵⁵¹. Cela provoque la perplexité des communistes français, puisqu'ils jugent nécessaire une lutte des classes contre les couches liées à l'impérialisme. Ils préfèrent soutenir des oppositions anti-impérialistes en lien avec la classe ouvrière française pour favoriser un changement « au centre », dans la Métropole. Selon le PCF, c'est l'instauration du socialisme en France qui modifiera les rapports avec les colonies⁵⁵².

Malgré ça, le PCF soutient publiquement l'UPC après la grande vague de répression qui frappe le parti indépendantiste en mai 1955 et qui voit l'interdiction de l'organisation d'Um Nyobé (ce dernier est obligé de se cacher dans la forêt de la région de la Sanaga Maritime)⁵⁵³. Le fait que l'UPC soit désormais illégal et la décision des Camerounais d'organiser une lutte armée dans le maquis provoquent un refroidissement des relations avec les communistes à partir de l'année 1956. Ces derniers redoutent d'être accusés d'antipatriotisme pendant une période très difficile pour une opinion publique française choquée par la défaite de 1954 en Indochine et le début du sanglant

⁵⁵⁰ J. Takougang, « The 'Union des populations du Cameroun' and its Southern Cameroons connection », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 83, 310, 1996, p. 7-24.

⁵⁵¹ P. Nken Ndjeng, *L'idée nationale dans le Cameroun francophone*, Paris, l'Harmattan, 2012, p. 138 ; J. Suret-Canale, *Les groupes d'études communistes (GEC) en Afrique Noire*, Paris, l'Harmattan, 1994, p. 35-38 ; N. F. Awasom, « The Reunification Question in Cameroon History: Was the Bride an Enthusiastic or a Reluctant One? », *Africa Today*, XLVII, 2000, 2, p. 90-119.

⁵⁵² G. Siracusano, « Tra partitismo e "gallocentrismo" : il Partito comunista francese e il movimento indipendentista camerunense », *Dimensioni e problemi della ricerca storica*, 1, 2016, p. 189-213.

⁵⁵³ « Le gouvernement dissout illégalement l'Union des Populations du Cameroun », *l'Humanité*, 14/7/1955 ; ADSSD, APCF, 2 Num 4/2, Réunion du Bureau Politique du Pcf du 19/7/1955.

conflit en Algérie, en novembre de la même année. Le PCF n'en doit pas moins témoigner d'une solidarité internationaliste aux mouvements anticoloniaux. Le parti est donc dans l'impasse. En outre, les communistes français ne s'adaptent pas vraiment à la « déstalinisation » de 1956 et ils n'acceptent pas le soutien de Khrouchtchev aux voies nationales vers le socialisme⁵⁵⁴ : Le PCF s'en éloigne d'autant plus de l'UPC, dont il ne comprend pas la politique de révolution « nationale » qui ignore la lutte des classes. Les militants camerounais – notamment ceux qui sont exilés à Accra ou au Caire, mais aussi ceux qui étudient dans les universités françaises – essaient de nouer des relations fécondes avec le PCF de même qu'avec les autres partis communistes européens. Toutefois, les rapports entre les upécistes et le PCF s'affaiblissent chaque jour d'avantage. Dans ses lettres aux communistes français Pierre Braun et Louis Odru, le président de l'UPC Félix-Roland Moumié regrette l'indifférence du Parti communiste à l'égard de la situation camerounaise, tandis qu'il accuse le PC d'avoir « adopté la même attitude que les autres partis réactionnaires vis-à-vis des problèmes coloniaux, allant ainsi contre les résolutions de tous ses congrès ». Selon Moumié, les dirigeants communistes se veulent discrets sur leur soutien aux peuples colonisés pour donner une image de patriotisme⁵⁵⁵. Les questions liées à la guerre d'Algérie influencent donc l'approche du PC à l'égard du mouvement nationaliste camerounais. Toutefois, le refroidissement des rapports UPC-PCF est aussi le résultat de divergences idéologiques, car Moumié ne cache pas son intérêt pour la théorie maoïste dans une période de forte confrontation entre URSS et Chine. Pékin accuse les communistes français de paternalisme à l'égard des mouvements d'Afrique francophone, tout en se posant en champion du tiers monde. Les Français accusent les Chinois de sous-estimer le rôle révolutionnaire de la classe ouvrière et affirment que la vision maoïste peut contenir en germe des dérives chauvines et identitaires, ce tiers-mondisme favorisant l'opposition

⁵⁵⁴ M. Régnaud-Nassar, « Thorez, le Bureau Politique et le 20^e Congrès du Pcus: quoi de neuf à la Direction du Pcf? », in *Le Parti communiste français et l'année 1956. (Bobigny, Archives départementales de la Seine-Saint Denis, 29-30 novembre 2006)*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2007, p. 132.

⁵⁵⁵ ADSSD, APCF, 261 J 7/355, Lettre du Comité Directeur de l'Upc (sous maquis) à Benoit Balla, responsable du comité de base Upc de Paris, 15/12/1955 ; ADSSD, APCF, 261 J 7/355, Lettre de F. R. Moumié à Pierre Braun, 2/2/1956 ; ADSSD, APCF, 261 J 7/355, Lettre de F. R. Moumié à Louis Odru, 8/2/1956.

entre Nord et Sud, celle entre pays socialistes et afro-asiatiques. Ces polémiques conduisent à l'isolement international de l'UPC, qui perdure jusqu'à l'indépendance du Cameroun⁵⁵⁶.

Les communistes italiens et la lutte armée au Cameroun

En janvier 1958 la question camerounaise est révélée au grand public par la Conférence afroasiatique du Caire. Une délégation du PCI y est présente et à la suite de cette rencontre, le Parti accorde à la lutte de l'UPC la Une de son journal, « l'Unità »⁵⁵⁷. Dès lors, le journal communiste consacre plusieurs articles à la question. Tout en reconnaissant la présence de dirigeants communistes au sein du Parti ces textes présentent l'UPC comme un mouvement de libération nationale unitaire, dans lequel les différences idéologiques sont secondaires. Cette grande plateforme anticolonialiste n'en est pas moins dirigée par des « éléments de gauche » : selon les communistes italiens, les marxistes guident les organisations indépendantistes en apportant des contenus politiques à la lutte de libération et favorisent progressivement l'acquisition d'une conscience de classe par le peuple. L'approche révolutionnaire de l'UPC, selon « l'Unità », inquiète les puissances occidentales car l'UPC aurait ainsi placé « le communisme dans le cœur des Noirs », en donnant l'exemple à tout le continent⁵⁵⁸. La presse du PCI valorise l'option nationale du parti, en soulignant l'analogie avec les mouvements partisans européens, qui avaient choisi une lutte antifasciste unitaire. Le PCI veut que les lecteurs s'identifient avec les partisans camerounais et qu'ils aient conscience du rôle que peut jouer une composante marxiste forte dans la construction d'un état libre et démocratique. Les deux partis nouent un rapport direct à partir de décembre 1958, quelques mois après la mort de Ruben Um Nyobé. Ernest Ouandié, vice-président de l'UPC en exil

⁵⁵⁶ Archives nationales d'Outre Mer (ANOM), 1Affpol//2246, Note sur le voyage d'un syndicaliste camerounais en Chine, 29/6/1953 ; ADSSD, APCF, 261 J 7/Afrique Noire 32, Lettre de F. R. Moumié à Pierre Braun, 2/2/1956.

⁵⁵⁷ A. Iacoviello, « I popoli afro-asiatici proclamano la loro volontà di lottare per la pace e contro l'imperialismo », *l'Unità*, 2 janvier 1958.

⁵⁵⁸ A. Franza, « Divampa nel Camerun la guerriglia partigiana », *l'Unità*, 10 février 1958.

et membre de l'aile la plus marxiste de cette organisation, se rend à Rome pour rencontrer les dirigeants de la Section de politique extérieure du PCI. Le but de Ouandié est d'informer les communistes italiens sur la situation camerounaise et d'obtenir leur aide et leur assistance, tant médiatique que logistique. Le dirigeant camerounais veut donner aux Italiens l'image d'un parti uni et prêt à établir une alliance large avec les autres organisations qui s'opposent au gouvernement. L'unification de la lutte – selon le responsable de la Section de politique extérieure du PCI, Giuliano Pajetta – pourrait affaiblir la réaction impérialiste et renforcer l'option socialiste en Afrique et dans le monde⁵⁵⁹. Ouandié se montre à Pajetta en partisan du camp socialiste et lui affirme que l'UPC, ainsi que le PDG en Guinée, sont les seules forces susceptibles d'empêcher l'intrusion américaine en Afrique francophone. Toutefois, Ouandié connaît l'intention des Français d'octroyer l'indépendance au Cameroun le 1 janvier 1960, pour éviter que le pays soit libéré par des rebelles anticoloniaux et marxistes et pour maintenir des liens forts entre Yaoundé et Paris. Le dirigeant camerounais affirme que l'UPC avait déjà demandé aux Nations Unies de favoriser la réunification des parties francophone et anglophone et que la perspective de l'indépendance octroyée avait également conduit à demander une accession démocratique à l'indépendance et le retour à la légalité⁵⁶⁰.

Pendant son séjour à Rome, Ouandié dit à Pajetta que les progressistes camerounais n'ont pas laissé l'initiative aux troupes coloniales et que l'UPC contrôle directement trois régions (Wouri, Sanaga-Maritime et Pays Bamiléké) grâce à l'efficacité de son action militaire. Le vice-président upéciste demande une aide concrète aux partis communistes européens et notamment au PCI. L'assistance des PC de l'Europe occidentale a jusqu'alors été faible et l'UPC a désormais besoin du soutien médiatique de la presse communiste. Ouandié ne souhaite alors qu'une propagande efficace en vue des élections, et pour faire connaître la situation camerounaise à travers le monde⁵⁶¹. En effet, les

⁵⁵⁹ Fondation Gramsci (FG), Archives du PCI (APCI), MF 457, 2239-2245, *nota di Giuliano Pajetta sull'incontro avuto con Ernest Ouandié*, décembre 1958.

⁵⁶⁰ *Ibid.*

⁵⁶¹ *Ibid.*

dirigeants de l'UPC en exil, alors qu'ils avaient poussé à la guérilla en 1956, sous l'impulsion des idées maoïstes, essaient en 1958-59 d'adopter une stratégie « de masse », ainsi que d'avoir l'agrément du mouvement communiste, engagé dans son effort pour la « coexistence pacifique ». En janvier 1959 Ouandié se rend de nouveau à Rome pour obtenir des réponses des dirigeants italiens. Ceux-ci prennent en effet la décision d'envoyer des journalistes au Cameroun et de médiatiser les événements camerounais en Italie, mais le vice-président demande également au PCI une aide financière et des machines à écrire. Toutefois, les communistes italiens ne sont pas encore disposés à financer un mouvement qui, après tout, n'a pas encore démontré qu'il méritait leur confiance. Officiellement, le Parti communiste italien n'a pas assez d'argent pour soutenir économiquement l'UPC⁵⁶².

L'UPC poursuit sa stratégie unitaire durant les premiers mois de 1959. Un document du PCI, rédigé en février, atteste d'une alliance inédite entre le parti de Moumié et Ouandié et le Parti démocratique camerounais (PDC) de André Marie Mbida, ancien Premier Ministre du pays, écarté par les Français en faveur de Ahmadou Ahidjo. La perspective d'une plateforme unifiée et élargie est très appréciée par le PCI, qui voit alors l'Union des populations du Cameroun comme le noyau d'un « très large camp populaire » en lutte pour la libération et l'unification du pays dans des « conditions pareilles à celles du FLN algérien »⁵⁶³. La création d'un front unifié au Cameroun rappelle aux communistes italiens leur choix unitaire antifasciste pendant la Résistance en 1943-45 et prouve qu'une lutte patriotique pour la libération nationale peut être poursuivie avant même le choix du socialisme. La perspective d'un renforcement du front anti-impérialiste au Cameroun encouragerait les autres mouvements à s'engager dans la même direction et cela pourrait avoir des effets positifs soit sur la situation camerounaise, soit sur le contexte africain et international. L'alliance entre UPC et PDC obtient l'approbation du Ghana et de la Guinée, qui soutiennent

⁵⁶² FG, APCI, MF 457, 2713, note pour le Secrétariat à l'égard du rendez-vous avec E. Ouandié, 07/01/1959.

⁵⁶³ FG, APCI, MF 464, 2722-2725, *Nota sul Camerun*, 12/02/1959.

officiellement leurs requêtes à l'ONU⁵⁶⁴. Ouandié se rend une nouvelle fois à Rome en août 1959 pour formaliser une demande de financement (5000 livres sterlings) et pour obtenir la fourniture de cinq imprimantes et de médicaments⁵⁶⁵. Malheureusement, on ne connaît pas cette fois la réponse du PCI.

Pendant la période 1958-1959, l'UPC est bien vue par le parti et Velio Spano la décrit dans son livre *Risorgimento africano* comme un mouvement de masse qui lutte contre une « marionnette sanglante de l'impérialisme » (il s'agit de Ahmadou Ahidjo)⁵⁶⁶. Spano est un sénateur communiste d'origine sarde qui se considère comme très lié à l'Afrique : il a vécu en Tunisie, où il a animé le Parti communiste tunisien, et il voit la Sardaigne et l'Italie du sud comme un territoire « colonial », où le capital a empêché le développement d'une classe ouvrière organisée⁵⁶⁷. Néanmoins, cette image change rapidement au début de l'année 1960. La situation internationale s'est totalement transformée et les tensions entre URSS et Chine sont apparues au grand jour : la confrontation va avoir lieu à la Conférence de Moscou des 81 partis communistes et ouvriers, en novembre de la même année. Le PCI considère le parti chinois comme une force sectaire, qui ne comprend pas les changements survenus en Europe occidentale. Selon les Italiens, la diatribe de Pékin contre les Soviétiques et contre les autres partis communistes est inadmissible et risque d'entraîner le mouvement afro-asiatique dans la même direction. En outre, ils considèrent que les Chinois sous-estiment le rôle du mouvement ouvrier de l'Europe capitaliste et ne comprennent pas le rôle fondamental de la « bourgeoisie nationale » des pays coloniaux pour la construction des nations indépendantes⁵⁶⁸. L'influence maoïste sur le leader de l'UPC, Félix Moumié, est très claire aussi pour le PCI, où on commence à remettre en question le rôle d'interlocuteur clé du parti camerounais.

⁵⁶⁴ S. Nken, *L'UPC de la solidarité idéologique à la solidarité stratégique*, Paris, Anibwe, 2010, p. 205.

⁵⁶⁵ FG, APCI, MF 464, 2726, *Nota di M. Rossi alla Segreteria riguardo al colloquio con E. Ouandié*, 24/08/1959.

⁵⁶⁶ V. Spano, *Risorgimento africano*, Roma, Editori Riuniti, 1960, p. 209-221.

⁵⁶⁷ A. Mattone, *Velio Spano. Vita di un rivoluzionario di professione*, Sassari, Edizioni della Torre, 1978.

⁵⁶⁸ FG, APCI, MF 474, 2702-2728, *Osservazioni del PCI sul documento della Conferenza di Mosca*, s.d. [1960] ; voir aussi A. Hobel, « Il PCI nella crisi del movimento comunista internazionale tra PCUS e PCC », *Studi storici*, 2, 2005, p. 515-572.

Au Cameroun même le contexte a changé : le pays est devenu indépendant le 1 janvier 1960 et une révolte sanglante a éclaté dans les plus grandes villes. Cette explosion de violence a mis un terme à une possible alliance de l'UPC avec les autres forces d'opposition (d'ailleurs, l'accord avec le PDC est déjà en crise à la fin de 1959)⁵⁶⁹. En février 1960, le Président de l'Union des populations du Cameroun, Félix Roland Moumié, se rend à Rome pour rencontrer les dirigeants du PCI, accompagné par Ernest Ouandié. Moumié dénonce le néocolonialisme français dans son pays, puisque c'est la France qui gère l'économie, l'armée et la politique extérieure. Cependant, le leader upéciste est en Italie pour souligner la faillite de la stratégie unitaire et il veut mettre en évidence qu'il ne reste qu'une solution pour lutter contre l'impérialisme français : la guerre révolutionnaire. Bien que Moumié s'efforce de démontrer que l'UPC jouit du soutien populaire, les dirigeants de la Section de politique extérieure du PCI ne sont pas d'accord avec cette stratégie de lutte armée, isolée et trop inspirée de l'idéologie maoïste. Les divisions internes au mouvement camerounais sont désormais trop évidentes et Giuliano Pajetta écrit au vice-Secrétaire du PCI – Luigi Longo – qu'il y a aussi des fractures dans le mouvement syndical camerounais : des dirigeants de l'Union générale des travailleurs kamerounais (UGTK), liés à l'UPC, ont eu des querelles avec des membres de la Fédération syndicale mondiale (FSM) et ont désavoué l'unité d'action avec le mouvement communiste international. Cela n'est pas bien vu par Pajetta, qui écrit dans son rapport au Secrétaire général que les Camerounais font preuve d'une certaine confusion à l'égard des « problèmes politiques et alliances... ». Selon Giuliano Pajetta, les upécistes ont choisi de rester isolés et de ne pas chercher de compromis avec les autres forces d'opposition du pays. Du point de vue du PCI cela témoigne d'un certain sectarisme et maximalisme de l'UPC, qui ne semble pas avoir de perspective politique de longue durée⁵⁷⁰.

Dante Cruicchi, journaliste de « l'Unità » et dirigeant local du PCI, est envoyé en Guinée à la Conférence panafricaine du printemps 1960. A Conakry il assiste au discours public de Félix

⁵⁶⁹ R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, op. cit.

⁵⁷⁰ FG, APCI, MF 474, 857, Giuliano Pajetta à la Direction du PCI (Longo) à l'égard de sa rencontre avec F. Moumié et E. Ouandié, 09/02/1960.

Moumié et il le décrit comme une intervention sectaire, démagogique, peu favorable au dialogue et visant à l'utilisation de la violence dans sa stratégie révolutionnaire. La position de Moumié, selon Cruicchi, rend vain le parcours unitaire de la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste du tiers monde : une guérilla camerounaise détachée de la masse et axée sur des dogmes marxistes serait restée isolée et aurait perdu la bataille. En outre, le choix camerounais aurait affaibli aussi les mouvements anti-impérialistes des pays voisins, moins développés que l'UPC⁵⁷¹.

Les morts de Um Nyobé, et Moumié et les divisions internes du mouvement indépendantiste camerounais

L'Union des populations du Cameroun est déjà divisée en plusieurs courants à la fin des années 50. Il y a des militants camerounais qui sont favorables à la lutte armée auxquels s'opposent des upécistes qui poussent au dialogue avec l'administration. La lutte armée est aussi divisée en deux factions dont l'une a formé un noyau de guérilla dans la Sanaga Maritime et l'autre dans le pays Bamiléké, à l'ouest du Cameroun. La Direction de l'UPC en exil contrôle la lutte armée des Bamilékés pendant que Um Nyobé se trouve dans le maquis de la Sanaga. Les deux ailes du parti sont influencées par des idéologies différentes : le maquis dirigé par Um Nyobé est inspiré par le panafricanisme et témoigne d'une orientation neutraliste proche du socialisme africain ; cependant, les Bamilékés se réfèrent au maoïsme et n'acceptent pas le dialogue avec les forces réactionnaires⁵⁷².

En septembre 1958, Um Nyobé est tué dans le maquis par une patrouille de mercenaires. Après la mort du Secrétaire de l'UPC, plusieurs dirigeants upécistes qui étaient cachés dans la Sanaga Maritime font accord avec le gouvernement et rentrent dans la légalité. Parmi eux, se trouve Mathieu Tagny, l'assistant de Um Nyobé, qui entame une âpre polémique avec la direction de

⁵⁷¹ FG, APCI, MF 474, 1618-1625, *Nota e osservazioni sulla Guinea, Marocco e Tunisia*, 20/05/1960.

⁵⁷² A. Eynga, *UPC : une révolution manquée?*, Paris, l'Harmattan, 1991.

l'étranger dirigée par Félix Roland Moumié et le parti éclate alors officiellement⁵⁷³. Les partis communistes français et italien ne le remarquent pas bien qu'ils connaissent les positions politiques des deux factions : en effet, le PCI, notamment, veut souligner l'unité du mouvement anti-impérialiste et ne s'intéresse pas aux fragmentations idéologiques, considérées comme le produit d'un sectarisme prochinois⁵⁷⁴. Le PCF s'éloigne de l'UPC parce que son aile « modérée » est loin d'analyser la société selon une perspective de lutte des classes, pendant que la faction révolutionnaire est trop influencée par l'idéologie maoïste. Les militants rassemblés autour de Moumié séparent clairement les luttes du tiers monde des revendications de la classe ouvrière française et européenne, ce que le PCF n'apprécie pas⁵⁷⁵. Les dirigeants de l'UPC à l'étranger restent isolés et l'opposition au gouvernement d'Ahidjo s'affaiblit progressivement. La question camerounaise refait la Une des journaux communistes lorsque le président de l'UPC Félix Roland Moumié est empoisonné à Genève en novembre 1960 par un agent des services secrets français. La presse du PCI est choquée par cet événement, mais la mort du leader africain marque aussi la fin des rapports directs entre les communistes italiens et les upécistes. En effet, les divisions internes au parti camerounais frappent également l'aile en exil, du fait aussi de l'éclatement du conflit au Congo et puis en Angola, où l'opposition entre Pékin et Moscou est très nette⁵⁷⁶.

L'isolement de l'UPC au Cameroun

Les tensions qui se développent entre Chine et Union Soviétique ont des répercussions aussi au Cameroun. En 1963, le dirigeant communiste français Georges Lachenal affirme que le mouvement

⁵⁷³ R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, op. cit., p. 280-292.

⁵⁷⁴ ADSSD, APCF, 261 J 7/355, Lettre de M. Tagny à L. Odru et à la rédaction de *l'Humanité*, 22/6/1955 ; FG, Fonds V. Spano (FVS), b. 18, F. 119, *Déclaration de l'UPC à la veille du Referendum au Kamerun*, janvier-février 1960 ; FG, APCI, MF. 0474, pp. 2702-2728.

⁵⁷⁵ ADSSD, APCF, C.C., 4 AV/377-381.

⁵⁷⁶ « Félix Roland Moumié un eroe dell'Africa », *l'Unità*, 05/11/1960 ; R. Ledda, « Dalla Liberia coloniale e "sudista" al Togo e al Camerun "balcanizzati" », *l'Unità*, 8 décembre 1960.

de libération camerounais est un des plus pénalisés par la division du mouvement communiste international. En effet, bien que l'UPC se présente toujours comme un parti de masse, les scissions en son sein ont déstabilisé la lutte des progressistes du pays. Après la mort de Moumié le parti se fractionne en une aile prochinoise et une autre prosoviétique. La première se rallie à Abel Kingue, Osende Afana et Ndeh Ntsumah et la seconde – le Comité Révolutionnaire (CR) – est guidée par Ernest Ouandié. Ce dernier, après un exil à Conakry, à Khartoum et au Caire, rentre au Cameroun et réorganise le maquis du pays bamiléké, pendant que Kingue se trouve à Accra. Le CR se présente comme instance du renouvellement de l'UPC, visant à la transformation révolutionnaire de la société au-delà des buts strictement nationalistes⁵⁷⁷.

Les communistes français se rapprochent une nouvelle fois des révolutionnaires camerounais, car les éléments maoïstes sont mis à l'écart par Ouandié et le CR. Toutefois ils ne font pas confiance à la force militaire de la guérilla du pays bamiléké. Malgré le renforcement de la répression anticommuniste menée par Ahmadou Ahidjo et la faiblesse de l'Armée de libération nationale kamerunaise (ALNK – dépendant du CR), aux yeux du PCF la naissance d'une aile prosoviétique peut barrer la route aux influences maoïstes au Cameroun. En effet, selon un mémorandum du Comité Révolutionnaire, les Chinois s'opposent à l'installation de bases de l'UPC-CR au Congo-Brazzaville en 1964 et ils cherchent à affaiblir la faction de Ouandié⁵⁷⁸. La division du parti camerounais est soulignée aussi par Njawe Nicanor et N'Dongo Dye, deux dirigeants du CR qui rencontrent Jacques Denis et Georges Lachenal en janvier 1965 à Paris. Les Camerounais affirment que l'aile maoïste de l'UPC est soutenue directement par la Chine et que Pékin a établi des rapports diplomatiques et commerciaux avec le gouvernement de Ahidjo. De leur point de vue, cela témoigne de l'alliance entre la Chine et l'impérialisme mondial. Le PCF n'approuve pas la guérilla

⁵⁷⁷ R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun, op. cit.*; A. H. Onana Mfege, « L'Armée de libération nationale kamerunaise et sa stratégie, 1959-1970 », *Outre Mers*, 92, 2005, p. 255-269; J. Olomo-Manga, *Les divisions au coeur de l'UPC. Contribution à la connaissance de l'histoire politique du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 119-122.

⁵⁷⁸ Institut d'histoire sociale (IHS), CGT, Fonds M. Gastaud (FMG), CFD 30/77, *Comité révolutionnaire – Armée de libération nationale kamerunaise, Communiqué*, 15/06/1963; IHS, CGT, FMG, CFD 30/77, *Comité révolutionnaire – Quelques données sur la situation au Kamerun*, avril 1963; ADSSD, APCF, 261 J 7/355, *Memorandum du CR de l'UPC*, 1964.

à la façon « guevariste » ou « maoïste », mais Lachenal et Denis sont convaincus que l'UPC-CR est en train de favoriser une lutte de masse pour créer une plateforme démocratique unifiée à côté de la lutte armée⁵⁷⁹. L'UPC demande une aide concrète aux communistes français, notamment pour la formation politique des cadres dirigeants et une formation militaire par d'anciens partisans communistes. Le PCF envoie donc des brochures de formation politique marxiste-léniniste au CR et ce dernier lance une vigoureuse campagne de presse. Les communistes français ont aussi la tâche d'exercer des pressions parlementaires sur le gouvernement de leur pays, de manière à affaiblir l'aide militaire de la France à Ahidjo. Dans cette perspective, en outre, les communistes justifient la lutte armée de l'UPC parce qu'il faut nécessairement se battre contre le fascisme et la réaction pour changer la structure de la société camerounaise, de l'Angola, du Mozambique ou de la Guinée Bissau. Selon ce point de vue, la guérilla du Cameroun a transformé la lutte indépendantiste en une lutte révolutionnaire pour le socialisme⁵⁸⁰.

Au contraire, le Parti communiste italien s'éloigne de l'UPC dès le début des années 60, car on y considère comme « sectaire » la politique des Camerounais. Romano Ledda rencontre une délégation de l'UPC pendant qu'il séjourne à Conakry en 1964 et juge négativement cette lutte, désorganisée et sans espoir. Cependant, les Camerounais rencontrés par Ledda n'appartiennent pas au CR : en effet ils sont juste rentrés d'Albanie, un pays allié de la Chine. Cela montre que les dirigeants du PCI ne font pas la distinction entre le Comité Révolutionnaire et les compagnons de Kingue, ce qui témoigne de leur méconnaissance de la situation camerounaise. En même temps, si la presse communiste italienne note la désorganisation et la faiblesse de la lutte armée au Cameroun, elle ne fait jamais mention des divisions au sein de l'UPC : de toute façon, le PCI ne veut pas évoquer la rupture à l'intérieur du mouvement communiste dans son discours public⁵⁸¹. Selon le PCI, l'isolement et le « sectarisme » de l'UPC sont préjudiciables à l'édification d'une

⁵⁷⁹ ADSSD, APCF, 261 J 7/79, Rapport sur la rencontre entre le Parti communiste français et l'UPC – J. Denis, G. Lachenal, 18/01/1965.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, ADSSD, APCF, 261 J 7/1b, *La lutte contre la répression et la solidarité internationale. Rapport présenté par Jean Garcia à la Section de Politique Extérieure*, 05/06/1964.

⁵⁸¹ FG, APCI, MF 520, pp. 1600-1627, *Relazione sul viaggio in Mali e in Guinea del compagno Romano Ledda*, juillet 1964; A. Savioli, « Camerun, una guerra segreta », *l'Unità*, 24 mars 1964.

véritable alliance entre les mouvements anticoloniaux et les pays socialistes, ce qui permet la pénétration impérialiste dans le tiers monde : dans cette perspective, l'UPC empêche la création d'un front unitaire des forces progressistes au Cameroun et s'inscrit dans la lutte hégémonique entre Chine et URSS à l'intérieur du communisme international. Pour les communistes italiens, la situation camerounaise offre l'image d'un front anti-impérialiste divisé, qui ne peut pas faire face à l'agression occidentale qui intervient partout dans le monde à la fin des années 60.

L'engagement international pour les persécutés politiques au Cameroun

Malgré son isolement, la lutte de l'UPC jouit encore de l'aide des réseaux de solidarité liés au mouvement communiste, notamment aux partis communistes occidentaux. Le PCF favorise l'édification d'un collectif d'avocats engagé dans la défense des militants et des partisans. Parmi ces juristes il y a des avocats qui s'intéressent au développement des luttes anticoloniales : c'est le cas de Pierre Kaldor, juriste français d'origine hongroise, ancien résistant et membre du *Secours populaire français*. Il crée le *Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire* (CDLDAN) avec ses camarades de parti Pierre Stibbe, Pierre Braun et Henri Douchon et ils s'engagent dans la défense des militants anti-coloniaux de Madagascar et Côte d'Ivoire à la fin des années 40⁵⁸².

Au même moment, un « Comité de solidarité démocratique » se constitue en Italie aussi, où les avocats communistes et socialistes s'engagent dans la défense des anciens partisans. À l'intérieur de ce collectif il y a parmi d'autres Lucio Mario Luzzatto, dirigeant du Parti socialiste italien d'unité

⁵⁸² M. Terretta, « Cause lawyering et anticolonialisme : activisme politique et état de droit dans l'Afrique française, 1946-1960 », *Politique africaine*, 138, 2015, p. 25-48; A. Brodiez, *Le Secours populaire français, 1945- 2000*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006; S. Elbaz, L. Israel, « L'invention du droit comme arme politique dans le communisme français. L'association juridique internationale (1929-1939) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1, 2005, p. 31-43; V. Codaccioni, « Le juridique, c'est le moyen ; le politique, c'est la fin » : les avocats communistes français dans la « lutte contre la répression » de guerre froide », *Le Mouvement social*, 3, 2012, p. 9-27.

prolétarienne (PSIUP) qui rallie le PCI en 1972. Il s'engage aux côtés des peuples coloniaux et constitue avec plusieurs dirigeants communistes et socialistes le *Comité anti-colonial italien*. Ainsi, Luzzatto défend les activistes du FLN pendant la guerre d'Algérie et s'engage dans la défense de prisonniers politiques des pays de l'Afrique subsaharienne à la fin des années 60 et au début des années 70 (lors de son inscription au PCI). Les avocats français et italiens sont liés au même organisme international : l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD). Ces avocats se réfèrent aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au caractère de masse et démocratique du mouvement communiste des pays capitalistes⁵⁸³. C'est ainsi qu'ils s'engagent contre la condamnation des dirigeants de l'UPC au Cameroun, après l'interdiction de ce parti dans le pays en 1955. Le rôle des avocats italiens et français ouvre une autre piste de recherche qui peut être suivie grâce aux documents des archives personnelles de ces juristes, notamment ceux de Pierre Kaldor et de Lucio Mario Luzzatto.

Pierre Kaldor est engagé dans la défense des prisonniers de l'UPC au Cameroun pendant toute la période de la guerre civile. Il se charge de la défense de plusieurs militants « upécistes » et ses archives nous révèlent des cas très intéressants. On peut notamment évoquer ceux de Michel Ndoh et Jean-Martin Tchaptchet, deux étudiants camerounais en France, militants de l'UPC qui sont expulsés par les autorités françaises en 1961. Ils se rendent en Guinée puis au Ghana, où ils rencontrent les dirigeants du Comité directeur en exil. Ndoh et Tchaptchet font partie d'une nouvelle vague de dirigeants upécistes qui est en train de remplacer l'ancien leadership : cela provoque des heurts au sein du parti camerounais et Nkrumah emprisonne les leaders de cette nouvelle vague pour surmonter le litige. Après leur libération, Ndoh et Tchaptchet se rallient à la faction de Ouandié et à son Comité révolutionnaire mais ils sont accusés d'être les responsables de la mort de Félix Moumié à Genève. Après le coup d'état au Ghana en 1966, les deux dirigeants de

⁵⁸³ F. Koerner, « Le Secours rouge international et le Madagascar (1930-1934) », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 269, 1985, p. 435-444; G. Siracusano, « I comunisti francesi e il Rassemblement Démocratique Africain negli archivi del PCF », *Studi Storici*, 3, 2018, p. 711-743; S. Elbaz, « Les avocats métropolitains dans les procès du Rassemblement démocratique africain (1949-1952) : un banc d'essai pour les collectifs d'avocat en guerre d'Algérie ? », *Bulletin de l'IHTP*, 80, 2002, p. 44-60

l'UPC sont emprisonnés une nouvelle fois par le régime militaire et sont menacés d'extradition vers le Cameroun, où ils sont déjà condamnés à mort par contumace. Le Secours populaire français charge Pierre Kaldor de défendre Ndoh et Tchaptchet, d'éviter leur retour au Cameroun et d'obtenir leur asile politique dans un pays d'Europe occidentale. C'est aussi la POLEX du PCF qui charge Kaldor de cette tâche, car il est considéré comme un avocat très expert et très engagé contre les crimes coloniaux en Afrique.

La bataille légale de Pierre Kaldor devient aussi une bataille politique contre les dictatures réactionnaires africaines soutenues par l'Occident. En janvier 1967, les deux Camerounais sont libérés mais ils sont obligés de rester au Ghana le temps qu'on leur trouve un pays disposé à les accueillir. C'est la section UPC d'Alger qui informe Pierre Kaldor de la possibilité que Ndoh et Tchaptchet puissent être accueillis par l'Italie, avec l'accord du gouvernement italien. Malgré la disponibilité des Italiens, les deux Camerounais restent à Accra dans des conditions terribles jusqu'en 1971, année où ils obtiennent le visa pour se rendre à Rome. C'est le Parti communiste italien qui débloque la situation, en faisant pression sur le gouvernement italien pour qu'il accorde droit de séjour aux deux militants camerounais. En effet, soit Kaldor soit Ndoh écrivent au PCI pour demander une intervention du parti italien auprès du gouvernement. Le responsable de la Section de politique extérieure du PCI, Sergio Segre, s'engage personnellement pour obtenir l'accord du ministère des affaires étrangères, au nom d'une solidarité internationaliste et d'une lutte anti-impérialiste contre l'agression occidentale en Afrique. Grâce à l'intervention de Segre, Ndoh se rend enfin en Italie en octobre 1971, d'où il remercie par lettre le PCI pour son engagement. De Rome il peut demander asile politique en France et il se rend à Paris en novembre 1971⁵⁸⁴.

Le rôle des juristes démocrates au Cameroun est évident aussi en ce qui concerne la situation d'Ernest Ouandié. Le leader de l'UPC est emprisonné par les autorités camerounaises le 19 août

⁵⁸⁴ ADSSD, APCF, 261 J 7/324, lettre de la FEANF (Amady Aly Dieng) au PCF (Lachenal), 30/01/1961; T. Deltombe, M. Domergue, J. Tatsita, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte, 2011; ADSSD, Fonds P. Kaldor (FPK), 503 J/4, correspondance entre UPC et PCF et entre Pierre Kaldor, M. Ndoh et J. M. Tchaptchet, 1966-1971; FG, APCI, CI e Nc, 1971/CI/225, télégramme du PCI à Michel Ndoh, 08/06/1971; FG, APCI, CI e Nc, 1971/CI/225, lettre de M. Ndoh au PCI, 25/10/1971.

1970 et est mis en accusation par un tribunal militaire. En Europe se constitue un Comité international de solidarité pour Ernest Ouandié sous l'impulsion d'un groupe d'avocats français communistes et socialistes. Parmi eux, il y a les juristes du PCF Joe Nordmann, Marcel Mainville et Jean Jacques De Felice (ce dernier se charge directement de la défense de l'accusé). Ces avocats contactent aussi Lucio Mario Luzzatto : il est chargé d'élargir ce Comité aux juristes démocrates italiens, de créer un lien entre les avocats africains et européens et de donner des conseils légaux. Luzzatto est le Vice-président de la Chambre des Députés italienne et sa position institutionnelle peut avoir un effet sur les décisions du tribunal de Yaoundé. Luzzatto doit se rendre au Cameroun en tant qu'observateur international et membre de l'équipe de défense de Ouandié, mais le gouvernement camerounais lui refuse le visa, malgré son rôle dans les institutions politiques italiennes.

Luzzatto se tourne vers l'Ambassade italienne à Paris, vers les ministres et d'autres personnalités influentes, mais le Cameroun refuse son séjour à Yaoundé. Le gouvernement camerounais empêche l'entrée dans le pays à presque tous les avocats de Ouandié (sauf De Felice qui bénéficie d'un accord franco-camerounais spécial), y compris le juriste sénégalais Fadilou Diop, expulsé par les autorités peu avant le début du procès⁵⁸⁵. Luzzatto dénonce publiquement les tortures contre Ouandié et ses camarades : il veut ainsi provoquer une importante mobilisation populaire contre la condamnation de Ouandié. Luzzatto rappelle également cette situation tragique au Parlement italien, où il évoque la constitution d'un Comité de solidarité pour Ouandié et demande l'aide du gouvernement. Luzzatto demande aussi le soutien du Comité mondial de la paix (CMP), dont il fait partie : il veut que le CMP envoie d'autres avocats au Cameroun pour défendre Ouandié. Deux juristes indiens sont envoyés dans le pays sous l'impulsion du CMP ce qui témoigne de la solidarité agissante du mouvement communiste et du mouvement afro-asiatique⁵⁸⁶. Malgré les efforts des juristes italiens

⁵⁸⁵ FG, Fondo L. Luzzatto (FLL), f. 436, correspondance du procès Ouandié, 1970- 1971; FG, FLL, f. 436, correspondance du procès Ouandié, *Informations concernant le procès E. Ouandié, Mgr. N'Dogmo*, s.d.

⁵⁸⁶ FG, FLL, f. 436, correspondance du procès Ouandié, brouillon d'un article de Luzzatto pour la revue *Mondo Nuovo*, 15/12/1970; FG, FLL, f. 436, déclaration à la Chambre des députés italienne, 17/12/1970.

et français, Ouandié est condamné à mort et doit être fusillé. Luzzatto ne réussit pourtant pas à sauver Ouandié, exécuté le 15 janvier 1971 à Yaoundé⁵⁸⁷.

Conclusion

Les transformations qui bouleversent le monde à la fin des années 60 influencent aussi les deux PC occidentaux. Le PCI condamne publiquement l'invasion de la Tchécoslovaquie et s'éloigne progressivement de l'URSS pendant que le PCF s'engage toujours plus dans une stratégie « frontiste » qui vise à l'édification d'une alliance avec les socialistes en France. Les deux nouveaux leaders communistes italien et français, Berlinguer et Marchais, dialoguent entre eux pour favoriser la création d'une plateforme communiste européenne, l'*eurocommunisme*. Cette nouvelle approche est encouragée notamment par les Italiens, qui revoient leur stratégie aussi en Afrique : ils ne visent plus à l'édification d'une grande alliance anti-impérialiste entre le bloc socialiste et le tiers monde, car ils critiquent la myopie et l'approche paternaliste des Soviétiques envers les mouvements anticoloniaux. De son côté, l'UPC est fractionnée et affaiblie après la mort de Ouandié, tandis que sa lutte armée est désormais mise en échec et qu'il ne reste que des noyaux des militants en exil à l'étranger⁵⁸⁸.

Les relations entretenues par les PCI et PCF avec l'UPC au Cameroun reflètent soit leurs visions politiques « européennes » et parfois « euro-centrées », soit leurs interprétations de l'internationalisme prolétarien et de la lutte anti-impérialiste dans le tiers monde. Le PCF a à l'égard des mouvements de l'Afrique francophone une attitude qui a pu être définie comme

⁵⁸⁷ FG, FLL, f. 436, « Dopo il processo di Yaoundé. La vita di Ouandié e di Mons. Ndogmo è in pericolo », brouillon d'un article de Luzzatto pour la revue *Mondo Nuovo*, 13/01/1971; FG, FLL, f. 436, « L'assassinio di Ouandié », brouillon d'un article de Luzzatto pour la revue *Mondo Nuovo*, 18/01/1971.

⁵⁸⁸ J. Chatain, A. Epanya, A. Moutoudou, *Kamerun, l'indépendance piégée. De la lutte de libération à la lutte contre le néocolonialisme*, Paris, l'Harmattan, 2011.

paternaliste (y compris par les communistes italiens)⁵⁸⁹, puisqu'il se sent responsable du développement du socialisme dans les anciennes colonies africaines. Le *Gallocentrisme* est la marque d'une politique centrée sur la classe ouvrière française plutôt que sur la victoire du socialisme soviétique. Il peut aussi sembler paradoxal qu'un parti moins orthodoxe, tel que le PCI, adopte une perspective tendant à renforcer le bloc socialiste pendant les années soixante : le communisme international nécessite de dialoguer avec les mouvements anticoloniaux africains pour faire face au « monde polycentré » imaginé par Palmiro Togliatti en 1956, de manière à édifier une grande alliance pour encercler l'impérialisme mondial. C'est pourquoi le PCI s'intéresse à l'engagement de l'UPC lorsqu'il fait partie d'une plateforme anticoloniale unitaire, mais il le juge « sectaire » quand les Camerounais se fractionnent, affaiblissant leur lutte. Il est toutefois nécessaire de souligner que l'engagement des réseaux communistes français et italiens en matière de solidarité avec l'UPC et pour la défense des prisonniers politiques camerounais ne prend pas fin après l'affaiblissement des relations entre les deux partis européens et le mouvement nationaliste au Cameroun. Il s'agit d'un effort à la fois anticolonialiste et pour le respect des droits de l'homme, ceux-ci devenant une question fondamentale tant pour les pays africains que pour le bloc socialiste à la fin des années soixante-dix.

⁵⁸⁹ M. L. Righi (dir.), *Il Pci e lo stalinismo. Un dibattito del 1961*, Roma, Editori Riuniti, 2007, p. 264- 265.

The Italian communist Party and the Horn of Africa

Paolo Borruso

The « Somali way » and « Eritrean irredentism »

The Horn of Africa, in particular, is an area characterized by strong ethnic-national tensions with implications in the international and specifically African context, as well as for Italy, in the broader context of independence and post-independence. The documentation in the Archives of the Gramsci Institute proved to be of great interest in relation to an aspect that is anything but secondary of the international politics of the Italian Communist Party (PCI), and, I would say, of postcolonial Africa as well⁵⁹⁰.

The PCI's interest in the Horn of Africa had already appeared in the 1930s, during the war in Ethiopia, as part of anti-fascist struggle⁵⁹¹. Real action by the Communist Party in the area, however, took place after the Second World War during the emerging decolonization processes which, starting from the mid-1950s, begin to affect the African continent. At this historic turning point, as Italy is about to face the end of its mandate as « trustee » in Somalia, scheduled for 1960, the PCI is dealing with a possible socialist outlet⁵⁹². For this purpose, despite the contacts initiated earlier with the main exponents of Somali nationalism, this perspective was followed by Giorgio Assan in *Rinascita*, but faded away with the proclamation of the Republic of Somalia in July 1960⁵⁹³.

⁵⁹⁰ Cf. M. Ottaway, *Soviet and American Influence in the Horn of Africa*, New York, Praeger, 1982; D.A.Korn, *Ethiopia, the United States and the Soviet Union*, London, Carbondale & Edwardsville, 1986; R.G. Patman, *The Soviet Union in the Horn of Africa. The diplomacy of intervention and disengagement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 150-203.

⁵⁹¹ G. Procacci, *Il socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia*, Roma, Editori Riuniti, 1978, p. 85-106.

⁵⁹² P. Borruso, *Il Pci e l'Africa indipendente. Apogeo e crisi di un'utopia socialista (1956-1989)*, Firenze, Le Monnier, 2009, p. 51-62.

⁵⁹³ G. Assan, « Bilancio dell'amministrazione fiduciaria italiana in Somalia », *Rinascita*, XV (1958), 11-12, p. 864-872.

The PCI returned to the Horn of Africa with Syad Barre's revolution in 1969. This was where the most interesting phase of communist action began. The « Somali October »- as the event is defined for its temporal reference to the Bolshevik revolution of 1917 - was greeted favorably in the pages of *Rinascita* as the first historical realization of socialism in Africa. For, Syad Barre's « Somali way » represented a socialism that was less of a compromise with the Pan-Africanist utopia and closer to the ideological principles of Marxism⁵⁹⁴. This reflection matured in disillusionment in the face of the failure of the « African socialisms » of the early 1960s and their attempt to adapt ideology to African social and cultural contexts. Moreover, the event put Somalia firmly in the socialist and anti-imperialist camp.

Barre was convinced that « scientific socialism », adopted as the ideological basis of the new state, could take root at the popular level and create national unity, overcoming the ethnic-religious fragmentation of Somali society. This position was widely agreed with by Pestalozza and Giancarlo Pajetta, who also saw the relationship with the main religious confession, Islam, resolved in a regime of separation between religion and politics, not necessarily of opposition, debunking ambiguous formulas such as « Islamic socialism » and finding, indeed, possible convergences around the values of justice and equality (see the correspondence with the National Direction).

This opened a phase of intense relations with Barre's Somalia through exchanges of views and visits by delegations. Berlinguer himself, party secretary since 1969, sent repeated messages of solidarity and had a positive view of the literacy campaign with the adoption of the *osmania* alphabet, responsibility attributed to young people and the improvement of women's roles in social life as elements of a Somalia projected towards democracy and to an original role in the African context. Convinced that Somalia was serious about working for African unity and the future of its peoples, Berlinguer revealed to Barre great expectations for the Somali revolution, which, in the sign of a declared desire for peace and justice, demonstrated the historic possibility of

⁵⁹⁴ L. Pestalozza, « Somalia: conferma della scelta socialista », *Rinascita*, XXVII (1970), 43, p. 26.

implementing an « African way » to development and socialism⁵⁹⁵. In this climate of confidence, Barre turned to the PCI for the formation of government cadres, which Somalia urgently needed. There was, however, some disappointment - as reported by Giuseppe D'Alema - in the face of the single party issue, imposed by Barre in December 1973, the incompatibility between the party's directive function and the decisive role of the army and the criticism, considered excessive by the PCI, of the Ethiopian hegemony in the area⁵⁹⁶.

In the Horn of Africa, the PCI was forced to face up to other forces in the field capable of interpreting nationalist demands and siding with socialist anti-imperialism. This was the case of the « Eritrean Liberation Front », which had been active since 1962 to counter the annexation of Eritrea to Ethiopia, imposed by Haile Selassie in the name of territorial integrity claimed for decades for its access to the sea. This was an anomalous case: the goal is not liberation from colonial rule, lost by Italy during the Second World War, but the territorial claim and independence from the Ethiopian empire⁵⁹⁷. Unlike other liberation movements, Eritrean nationalism was expressed in « irredentist » rather than anti-colonial terms. The anomaly of the Eritrean cause was also a destabilizing factor for the new structures arising from the processes of emancipation, as it called into question the intangibility of borders, adopted as a basic principle by both the Organization of African Unity (OAU), founded in Addis Ababa in 1963 as an expression of pan-African aspirations, as well as internationally for a decolonization that is as « controlled » as possible. The Eritrean case was

⁵⁹⁵ Berlinguer to Syad Barre, 21 October 1973, in Archivio Partito Comunista Italiano [Archives of the Italian Communist Party] (APCI), Estero, mf. 65, p. 1373-1374.

⁵⁹⁶ D'Alema (Giuseppe) to Commissione esteri, 6 December 1973, in APCI, Estero, mf. 65, p. 1388-1394.

⁵⁹⁷ According to the most recent interpretations, it was a product of Italian colonialism, which in over fifty years of domination had succeeded in building up an educated middle-class capable of supplanting traditional leaders and developing a nationalistic ideology. Cf. J. Gebre-Medhin, « European colonial rule and the transformation of rural society », *Horn of Africa*, VI, 2, 1983, p. 50-60; Id., *Peasants and nationalism in Eritrea*, Trenton, 1989, p. 60-65; I. Taddia, *L'Eritrea-colonia 1890-1952. Paesaggi, strutture, uomini del colonialismo*, Milano, 1986, p. 40-43. Other authors, however, have downsized the role of Italian colonialism, attributing greater weight to the post-World War II British occupation, during which, despite the short duration of a decade, a middle-class with strong aspirations for national independence was consolidated; see Tekeste Negash, *Italian colonialism in Eritrea 1882-1941: policies, praxis and impact*, Usala, 1987, p. 145-148; H. Erlich, *The struggle over Eritrea 1962-1978*, Stanford, 1983, p. 1-20. Others have highlighted the strengthening of the Eritrean identity in comparison with the Amhara component of the Ethiopian state from Menelik onwards; cf. R. Iyob, *The Eritrean struggle for independence. Domination, resistance, nationalism 1941-1993*, Cambridge, 1995, p. 61-81.

therefore an obstacle to the interests of the OAU, which was concerned with solving rather than opening up border issues between the newly independent states⁵⁹⁸.

After Franco Pratico's first contacts in 1967, the PCI began to be perceived as the only « revolutionary » organization in a Christian country - Italy - capable of supporting the ideological formation of political cadres and opening a channel of access to the wider socialist world and other communist parties in Western Europe⁵⁹⁹. The closer relationship began after the split of the FLE in 1970, when another section was born with the name of « Popular Forces of Eritrean Liberation » (FPLE), also known simply as « Popular Forces », more inspired by the union between Marxism-Leninism and nationalism. Gian Paolo Calchi Novati and Ruth Iyob highlighted the problems of the Eritrean question, underlining how the detachment quickly took on hostile characteristics, up to an armed clash, ending up aggravating the already grueling war against Ethiopia⁶⁰⁰.

As we read in an information note by Nadia Spano to Berlinguer of August 1974, the PCI intensified its support for the Eritrean cause, coming into contact with the new formation of the FPLE, but it did not preclude the relationship with the old section of the FLE, in the hope of resolving the conflict between the two fronts⁶⁰¹. Moreover, the PCI looked at the complicated scenario of external actors, favored by the search for international support in the face of the lack of recognition of the Eritrean question. The FLE obtained the support of Syria, Iraq, Libya and Sudan, while Israel sided with Ethiopia. The FPLE enjoyed the backing of South Yemen, Syad Barre's Somalia and funding from Gaddafi's Libya, while not agreeing to place Islam at the basis of its nationalistic ideology. Relations with Syria and Iraq, however, were poor, while Egypt did not have a definite position, despite the aid to refugees and students; the US supported Ethiopia in the fight

⁵⁹⁸ G. Calchi Novati, « Conflict and the Reshaping of States in the Horn of Africa » in A. Triulzi and M.C. Ercolessi (ed.), *State, Power, and New Political Actors in Postcolonial Africa*, Feltrinelli, Milano, 2004, p. 87-111; about OUA, cf. K. van Walraven, *Dreams of Power. The role of the Organization of African Unity in the politics of Africa (1963-1993)*, London, African Studies Centre, 1999, p. 238-258.

⁵⁹⁹ Pratico to Direzione nazionale, April 1967, in APCI, Estero, mf. 545, pp. 1338-1345. Cf. also P. Borruso, *Il Pci e l'Africa indipendente....*, op. cit., p. 213-223.

⁶⁰⁰ G. Calchi Novati, *Il Corno d'Africa nella storia e nella politica. Etiopia, Somalia e Eritrea fra nazionalismi, sottosviluppo e guerra*, Torino, SEI, 1994, p. 173, and R. Iyob, *The Eritrean Struggle for Independence. Domination, resistance, nationalism 1941-1993*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 108-122.

⁶⁰¹ Spano to Berlinguer, 22 August 1974, in APCI, Estero, mf. 80, p. 205-209.

against the Eritrean Resistance. China went from explicit support for the Eritrean cause, with the training of Eritrean fighters, to a closer relationship with Haile Selassie's Ethiopia, effectively abandoning Eritrea to its fate. The USSR, already committed to supporting Barre's Somalia, followed the Eritrean question from a distance with occasional and inconsistent aid⁶⁰².

For its part, the PCI seemed to move with caution, driven to support the Eritrean cause, but conditioned by the good relations established with the Negus through the commitment of Aldo Moro, foreign minister from 1969 to 1974, with what Angelo Del Boca called the "great reconciliation"⁶⁰³. But the first half of the 1970s turned out to be a critical phase. In the middle of 1973, despite the split between the FLE and the FPLE, the guerrillas arrived in Asmara itself. And 1973 was also the year of the great famine in Ethiopia, after three years of drought and poor harvests. Social tensions were exasperated, giving way to hostile criticism of the Negus, whose internal leadership appeared increasingly weak⁶⁰⁴.

Between two revolutions

1974 was the crucial year. In Ethiopia, the lack of land reform, the corruption, the growing pockets of poverty, the administrative inefficiency of the rigid imperial framework, aggravated by drought and famine, became an explosive mixture, which led to the « revolution » of February 1974, the ousting of Haile Selassie and the seizure of power by the provisional military government - known as Derg -, giving rise to an almost twenty years of dictatorship⁶⁰⁵. It was the second revolution in the Horn of Africa, which put an end to an imperial government that had lasted

⁶⁰² A. Pallotti, M. Zamponi, *L'Africa sub-sahariana nella politica internazionale*, Firenze, Le Monnier, 2010, p. 247-262.

⁶⁰³ A. Del Boca, *Gli italiani in Africa Orientale. Nostalgia delle colonie*, IV, Roma-Bari, Laterza, 1984, p. 518-531.

⁶⁰⁴ A. Del Boca, *Il Negus. Vita e morte dell'ultimo re dei re*, Roma-Bari, Laterza, 1995, p. 310-322, e P. Borruso, *L'ultimo impero cristiano. Politica e religione nell'Etiopia contemporanea (1916-1974)*, Milano, Guerini e associati, 2002, p. 372-379.

⁶⁰⁵ A. Tiruneh, *The Ethiopian Revolution 1974-87*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 205-298 and P. Borruso, *L'ultimo impero cristiano...*, *op. cit.*, p. 347-380.

uninterruptedly since 1916 and it triggered a crisis of vast proportions. As we read in a letter from the Arab Socialist Baath Party in April 1975, this event strongly damaged not only the Eritrean cause, but also upset the independence or autonomist movements active in 8 out of 14 provinces, since the Derg regime, openly Marxist-Leninist, reaffirmed the reasons for territorial integrity, showing a disconcerting continuity with the politics of the Negus⁶⁰⁶.

The Ethiopian situation soon degenerated into civil war. In the middle of 1976, the Revolutionary Party of the Ethiopian People (PRPE) was formed, with a declared Marxist origin but in opposition to the Derg dictatorship. There followed, between '76 and '78, repeated and bloody repressive actions, with which the Derg carried out the systematic elimination of opponents in a climate of « red terror »⁶⁰⁷. Tension in the Horn of Africa increased in February 1977, when President Taferi Bante and other members of the Ethiopian Military Council were executed on charges of counter-revolutionary conspiracy and Colonels Menghistu Haile Mariam and Atnafu Abate rose to power.

The PCI's position was initially favorable to the overthrow of the imperial government, which was considered theocratic, archaic and accustomed to repressive action⁶⁰⁸. However, in the face of the developments of the Ethiopian revolution, as can be seen from Paolo Leonardo's analysis in *Rinascita*, a certain skepticism emerged towards the Marxism-Leninism declared by the Derg and the real possibility of a transformation of the state in a democratic sense⁶⁰⁹. Moreover, the PCI did not hide its concerns for the growing intertwining of international interests, in which the support declared to Menghistu by China, the USSR and Cuba was opposed by a renewed attention by American politics, oriented, according to Leonardo, to an Arab-American plan on the reorganization of the entire Horn of Africa⁶¹⁰.

⁶⁰⁶ Direzione del Partito Baath arabo socialista to PCI, 12 April 1975, in APCI, Direzione Nazionale, mf. 204 p. 204-206.

⁶⁰⁷ Official casualty estimates are far below the real figures. Official Ethiopian sources state the figure of 400 victims, international press sources denounce thousands of executions and between 80 and 100,000 political prisoners. Cf. A. Del Bocca, *Gli italiani...*, *op. cit.*, IV, p. 556, e A. Tiruneh, *The Ethiopian Revolution...*, *op. cit.*, p. 205-298.

⁶⁰⁸ P. Leonardo, « La Trinità infranta », *Rinascita*, XXXI (1974), 10, p. 17-18.

⁶⁰⁹ P. Leonardo, « La posta in gioco è l'Oceano Indiano », *Rinascita*, XXXIV (1977), 6, p. 19-20.

⁶¹⁰ P. Leonardo, « Dove va il Corno d'Africa? », *Rinascita*, XXXIV (1977), 18, p. 29.

The main concerns related to how the two revolutions were involved in sidings of the Cold War. This was the case of Somalia's war with Ethiopia, between July 1977 and March 1978, over possession of Ogaden, an ancient territorial dispute. The conditioning of international actors was decisive for the outcome of the conflict. As is well known, breaking its alliance with Somalia and the support offered to Ethiopia allowed the USSR not only to favor the Ethiopian victory in a few months, but also to enter the balance of the Horn with a much stronger grip in other areas of the continent. The PCI's uncertainty is clearly shown on the occasion of the Ethiopian-Somali war for the possession of Ogaden, despite both countries being under a socialist regime. In the summer of 1977, regardless of the changes that occurred beyond the Ethiopian border and certain of being able to count on Soviet aid, Somalia invaded Ogaden with the aim of regaining it for good⁶¹¹.

Among the historical interlocutors of the two countries of the Horn of Africa, Italy felt challenged and tried to follow a line of prudence and equidistance in an attempt not to preclude room for maneuver for a possible negotiation. The PCI, on the other hand, which until then had shown open support for the Barre regime, did not hide its embarrassment in the face of a war fought by two countries of a declared socialist orientation and began to distance itself from Somalia, supporting the Ethiopia of Menghistu and de facto aligning itself with Soviet positions. This can be perceived by the greetings, only vaguely alluding to the conflict, which Berlinguer sent to Barre on 21 October 1977, on the eighth anniversary of the Somali Revolution⁶¹².

Only at the end of 1977 did the PCI express its willingness to facilitate negotiations, proposing some initiatives, including a trip by Pajetta⁶¹³. While relations with Somalia cooled down in a few months, Pajetta himself offered an extremely positive reading of the Ethiopian revolution for having brought about real changes in the social and economic structure and an effective subversion

⁶¹¹ The dispute over Ogaden, the border territory between Ethiopia and Somalia, dates back to the late nineteenth century, when the expansion of the empire carried out by Menelik II included Somali-speaking and Muslim-majority populations, who did not accept the imposition of a government with a strong Christian identity. Since then, the dispute over the possession of the territory had remained open. Cf. G. Calchi Novati, *Il Corno d'Africa...*, *op. cit.*, p. 145-155, and A. Del Boca, *Gli italiani...*, IV, *op. cit.*, p. 449-493.

⁶¹² Berlinguer to Syad Barre, 21 October 1977, in APCI, Fondo Pajetta, serie 1970-1990, sottoserie Affari internazionali, Viaggi, f. 84.

⁶¹³ Berlinguer to Syad Barre, 22 November 1977, in APCI, Estero, mf. 304 p. 364.

of the feudal system, with important changes in the balance in the area. The PCI's position thus put the centrality of a question of principle, that of borders, before the interests of the conflict, aligning itself with the decisions of the OAU on their intangibility⁶¹⁴. Finally, the communist proposal was to find a negotiating formula that could be shared with other political forces and acceptable to the parties concerned as a prerequisite for establishing lasting conditions of peace.

Pajetta's statements provoked multiple reactions within the PCI itself and the left, among those who did not agree on the intangibility of borders and on the legitimacy of Soviet intervention. The strongest criticisms included those of Africanist scholars such as Alessandro Triulzi of the Oriental University Institute of Naples and Anna Maria Gentili of the University of Bologna, who, while sharing the interpretation of a revolutionary process taking place in Ethiopia, placed the emphasis on the regime's unscrupulous repressive policy and judged Pajetta's proposal for a solution to the nationality conflict, the main obstacle to strengthening the socialist cause in the Horn of Africa, as inconclusive⁶¹⁵. The principle of the inviolability of borders was also contested by exponents of the non-communist left, such as Lelio Basso, who did not hesitate to recall the Italian Risorgimento or Vietnam among the historical processes that had taken place against this principle⁶¹⁶. On the other hand, there was no shortage of attacks by the Christian Democratic newspaper *Il Popolo*, which, in addition to contesting the Soviet intervention, accused the PCI of supporting a bloodthirsty regime, which crushed Eritrean and Somali fighters⁶¹⁷.

However, this was not an absolute and static position, but subject to a series of ambiguities and tensions, which gradually emerged. As Silvio Pons noted, the Soviet success in Ethiopia severely limited the PCI's freedom of action, but not to the point of preventing it from attempting a mediation function during the conflict⁶¹⁸. Despite the slowness in clarifying its positions in the face of a DC convinced of the responsibility of Ethiopia, supported by Soviet weapons, the PCI chose to

⁶¹⁴ G. PAJETTA, « Scegliamo il fronte della trattativa e della pace », *Rinascita*, XXXIV (1978), 7, p. 13.

⁶¹⁵ A. Triulzi, « Corno d'Africa: le questioni nazionali », *Rinascita*, XXXV (1978), 1, p. 46, and C. Begotti, A.M. Gentili, *Rinascita*, XXXV (1978), 3, 10 March 1978.

⁶¹⁶ L. Basso, *l'Unità*, 27 February 1978.

⁶¹⁷ A. Angelini, *Il Popolo*, 19 January 1978, and M. Gilmozzi, *Il Popolo*, 10 February 1978.

⁶¹⁸ S. Pons, *Berlinguer e la fine del comunismo*, Einaudi, Torino, 2006, p. 30-31.

share the policy of equidistance followed by the Farnesina, aimed at preserving room for maneuver for mediation. It was a choice that certainly reflected the approach to the government area in Italy, but which revealed the adoption of a « strategic socialism », available for negotiation even after the end of the conflict, to facilitate the settlement of tensions. The invasive Soviet presence, unlike other areas of the continent, conditioned communist politics, pushing it towards a *realpolitik* strategy.

The end of Afro-Marxism and the exhaustion of communist politics

After 1978, communist action was oriented towards repairing relations with Barre's Somalia, while a policy of relations continued both with Menghistu's Ethiopia, despite Pajetta's hesitations between approval and criticism, and with the movement of Eritrean liberation. This was the line encouraged by Berlinguer himself and aimed at preserving the PCI's role of mediation between the national conflicts of the Horn of Africa. It was an element of continuity in communist politics in East Africa, despite the abrupt changes of position that took place in Italy after the assassination of Aldo Moro. Since 1978, the PCI had followed an ambivalent strategy, aimed at not condemning the Derg dictatorship and supporting the Eritrean cause, as expressed by Guido Bimbi and Romano Ledda in *l'Unità*⁶¹⁹.

The urgency to solve the Eritrean question seemed to push the PCI to loosen its support for Ethiopia. The negotiation proposals put forward by the two main Eritrean movements (FLE, FPLE), respectively led by Ahmed Nasser and Ramadan Mohamed Nur, clashed with the rigid position of Menghistu, who did not intend to grant a diplomatic solution to the conflict. On this point, *Rinascita* noted how the relaunching of the military solution risks definitively dissolving the sympathy and international support enjoyed by the Ethiopian revolution⁶²⁰. Enzo Santarelli, a

⁶¹⁹ *l'Unità*, 18 May 1978.

⁶²⁰ « Proposte di negoziato », *Rinascita*, XXXVI (1978), 27, p. 26.

historian at Urbino and a communist, also proposed a historical reconstruction of the ethnic-religious problem in the Ethiopian affair, stating that a negotiated solution was desirable for both parties in order to avoid a nationalistic exasperation that could compromise the balance in the whole Horn of Africa⁶²¹. Santarelli's analysis intended to propose a more complex interpretation that was less linked to simplifying frameworks of the Ethiopian situation. In this sense, its reconstruction revolved around the « multi-national » reality and its evolution over the course of the 19th and 20th centuries. The urgency to move from war to negotiation was reiterated in August in *Rinascita*, increasingly skeptical of the possibility of a military solution against the guerrillas of the Eritrean fronts, which had already created new administrative structures in the conquered territories⁶²².

In essence, it is the question of national conflicts, which the PCI found itself facing after 1979 with repeated attempts to strengthen or recover the relations established with the various parties in the struggle. It is a policy that continued into the following decade, prompted by the numerous requests coming from both the Eritrean fronts and from Ethiopia and Somalia. National conflicts had not only exacerbated border tensions between Ethiopia and Somalia, but had also called into question territorial integrity, accentuating the instability within their respective contexts and in the entire area of the Horn of Africa. The crisis of the first half of the 1980s affected the fragile ideological constructions underlying the two main regimes, Somalia and Ethiopia, starting the decline of the Marxist-Leninist experience in Africa and anticipating the definitive collapse of the bipolar system. It is a crisis that the PCI felt, but of which it could not calculate the extent and consequences for the African continent, revealing an uncertainty in grasping the problems and the inadequacy of a political vision, which struggled to find clarity of strategies. While on the one hand it continued to trust in the adaptability of socialism and its democratization, on the other it began to distance itself from the idea of an « African way » to socialism and to follow a line of straightforward pragmatism.

⁶²¹ E. Santarelli, « Etnie, religione e storia in una regione tormentata », *Rinascita*, XXXVI (1978), 32, p. 30.

⁶²² « L'offensiva militare etiopica », *Rinascita*, XXXVI (1978), 31, p. 18.

In this direction, Renato Sandri, a member of the foreign section of the PCI, promoted a line among the party leaders aimed at affirming the need for peace, as a fundamental premise for restoring equilibrium, and at committing itself to the development and construction of nation states. In a message to Rubbi, head of the foreign section, and to the other leaders of the PCI, Sandri pointed out that the need for a political solution to the crisis was widely agreed with by the OAU⁶²³. Moreover, as *Rinascita* also pointed out, a visit by Foreign Minister Emilio Colombo to Ethiopia in April 1981 seemed to have opened up the possibility of a solution to the crisis⁶²⁴. The magazine attached considerable value to Colombo's initiative for being the first Italian government minister to go to Ethiopia after Menghistu's coup. Despite the ambiguities with which the Ethiopian government attempted to reduce the scope of the visit, the PCI appreciated the minister's interest in diversifying the Italian position from the framework of the cold war, especially as the visit ended with the joint signature of a memorandum, which committed Italy to strengthening cooperation with Addis Ababa.

In this strategy of pragmatism, there is no lack of difficulties and misunderstandings. In September 1981, during an interview with Sandri, Isaias Afeworki, leader of the FPLE, in a provocative tone asked for explanations for the limited support for the Eritrean cause and the intensification of relations with the Ethiopian government. Sandri's prudent response left him unsatisfied and he threatened to call a meeting at the highest level between the FPLE and the PCI⁶²⁵. Afeworki's statements did not follow, but the episode was a sign of the rough terrain on which the PCI has chosen to move and the difficulty of producing a lucid vision on the structure of the Horn of Africa and on national issues.

Furthermore, a « Soviet question » emerged, in the face of which the PCI went from a legitimizing attitude, albeit tinged with embarrassment, to a position of explicit annoyance for the rituals with which the USSR imposed its presence in Ethiopia. This was noted by Luciano Barca,

⁶²³ Sandri to Rubbi, 7 January 1981, in APCI, Estero-Eritrea, mf. 8102, p. 113.

⁶²⁴ M. Albano, « Uno spiraglio ad Addis Abeba », *Rinascita*, XXXIX (1981), 18, p. 22.

⁶²⁵ Sandri to Direzione nazionale, 14 September 1981, in APCI, Direzione nazionale, mf. 8109, p. 379.

from the national secretariat of the party and member of parliament, who did not hide the embarrassment over the "heavy Soviet direction" at the constitutive congress of the Ethiopian Workers' Party (EWP), in September 1984 in Addis Ababa and for the oppressive and arrogant presence of the Soviet representative Romanov, whose intervention was intended « to mark Ethiopia's official entry into the socialist camp headed by the USSR »⁶²⁶.

This was a progressive departure from the Soviet model already initiated by Berlinguer between the 70s and 80s, even in the face of events with a strong impact on the balance of the Cold War, such as the Soviet invasion of Afghanistan in 1979 and the Polish events of 1980. It was a political vision that was made even more explicit in Africa, where the PCI was perceived as having a "third" position, not levelled out on the Soviet model, but capable of playing a role of relative autonomy. The sudden death of Berlinguer, in June 1984, left the process unfinished, but it did not interrupt, indeed it accentuated this reformulation of a more realistic judgment both towards the Soviets and the Mengistu regime, although it remained anchored to a basic naivety: the conviction of the possibility of democratizing socialist Ethiopia led the party not to grasp the ambiguity of the regime as an element of an irreversible crisis of socialism in Africa. The growing disorientation within the party, caused by the premature death of its leader, and the rapid evolution of the international situation, marked by the fall of the Berlin Wall in November 1989, were at the origin of an exhaustion of « African politics » of the PCI⁶²⁷. The failure of Afro-Marxism, which appeared in the persistent imbalances of the Horn of Africa, was not perceived in its historical and epochal dimensions, as a sign of a crisis of larger proportions that was investing the very foundations of socialist ideology as a whole, but it was received as transitory and read as the end of one experience among others. Nor did the attempts at analysis trigger any fundamental reflections on the party's African commitment and on the possible development prospects of post-colonial Africa. The legacy of a cultural and political commitment, matured over almost three decades, ran out of steam and clamor, just as the drastic changes in the international framework and the disappearance of «

⁶²⁶ Barca to Secretariat, 18 September 1984, in APCI, Estero-Etiopia, mf. 8601, p. 7-14.

⁶²⁷ On this point see P. Borruso, *Il Pci e l'Africa indipendente...*, op.cit., p. 277-286.

historical » interlocutors was leaving independent Africa on the crest of a destiny with uncertain outcomes.

La position inconfortable des communistes vis-à-vis de la décolonisation. Du colonialisme au postcolonialisme

Nicola Labanca

Si les historiens - et non les politologues, les philosophes ou les militants - veulent discuter du rôle des mouvements communistes internationaux dans la décolonisation, la première étape devrait être de (ré)évaluer certaines catégories de base.

La décolonisation en Afrique, un long processus

Une première réévaluation devrait porter sur la catégorie de décolonisation. Les historiens de la colonisation internationale, c'est-à-dire les historiens d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Australie, sont conscients que le terme de décolonisation est chargé de profonds préjugés⁶²⁸. Le terme de décolonisation met une fois de plus le colonialisme européen et les colonisateurs au centre de l'histoire. Le terme d'indépendance, renvoyant à une décolonisation politique, serait certainement plus précis : mais son sens reste trop étroit, uniquement politique. Le colonialisme européen ayant duré un demi-millénaire et étant un phénomène historique multidimensionnel (politique, militaire, économique, social, culturel, linguistique, de genre, etc.)⁶²⁹, la décolonisation ne peut être comprise et circonscrite en termes seulement politiques. Les acteurs politiques africains et asiatiques de

⁶²⁸ R. F. Betts, *Decolonization*, London-New York, Routledge, 1998; D. Kennedy, *Decolonization. A very short introduction*, New York, Oxford University Press, 2016; D. LeSueur (dir.), *The Decolonization Reader*, New York and London, Routledge, 2003.

⁶²⁹ P. Bairoch, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du 16. siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 1997; Id., *Economics and world history. Myths and paradoxes*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1993; B. Etemad, « Ritmi e ampiezza della colonizzazione contemporanea. Secoli 18.-20. Un approccio quantitativo », et id., « I tempi delle decolonizzazioni », et P. K. O'Brien, « Europa e Terzo Mondo nell'economia internazionale 1789-1989 », P. Anderson (dir.), *Storia d'Europa*, v. 5. *L'età contemporanea. Secoli 19.-20.*, (dirigé par P. Bairoch e E. J. Hobsbawm), Torino, Einaudi, 1996.

l'époque eux-mêmes ne pensaient pas la décolonisation de cette manière, puisqu'ils parlaient de libération humaine.

Cet élargissement nécessaire, presque évident, des perspectives a de nombreuses conséquences. La première est d'ordre chronologique. La décolonisation étant un phénomène historique multidimensionnel, sa chronologie ne peut être limitée aux seules années 1945-1960⁶³⁰. La décolonisation a été un processus, une tendance, active pendant des décennies. Les études internationales identifient la décolonisation (dans ce sens contemporain plus large) avec l'histoire du vingtième siècle, le « siècle court »⁶³¹. Les tendances en faveur de la décolonisation étaient déjà présentes au début du 20^e siècle dans plusieurs cercles politiques sur différents continents, elles ont reçu une grande impulsion à partir de la Première Guerre mondiale, et se sont intensifiées au cours des deux décennies suivantes : elles ont connu leur apogée politique et culturelle (mais pas économique) dans les années 1945-1960, pour ressurgir vers le milieu des années 70. Mais la décolonisation peut être considérée comme terminée, tout-au-moins politiquement, avec le retour de Hong Kong à la Chine en 1998⁶³². En un mot, la décolonisation est une histoire du vingtième siècle, de même d'ailleurs le communisme international, et nous y reviendrons.

Le cas de la décolonisation de l'Afrique illustre bien cela. Même si nous ne considérons que ses aspects politiques, la décolonisation du continent noir s'inscrit dans un temps plus long que la période des années 1945-1960⁶³³ qui est au cœur de ce volume. Et, si on se place sur le plan culturel, cette période n'est qu'une des pièces dans une mosaïque plus large.

La décolonisation politique, et donc, ici celle de l'Afrique a elle-même une longue histoire. Plusieurs dates de naissance pourraient être suggérées. Ses débuts pourraient être datés, si ce n'est de 1798-1801, avec la campagne de Napoléon en Égypte, du moins de 1816, lorsque la société de

⁶³⁰ Voir F. Cooper, *Colonialism in question. Theory, knowledge, history*, Berkeley, University of California press, 2005.

⁶³¹ E. Hobsbawm, *Age of extremes. The short twentieth century, 1914-1991*, London, Michael Joseph, 1994.

⁶³² J. Burbank, F. Cooper, *Empires in world history. Power and the politics of difference*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2010.

⁶³³ J. Iliffe, *Africans. The history of a continent*, Cambridge, Cambridge University press, 1995; F. Cooper, *Africa since 1940. The past of the present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; H. Adi, *Pan-Africanism. A History*, London, Bloomsbury, 2018.

colonisation américaine a été fondée, ou de 1821, lorsqu'elle a acheté de vastes zones et terres sur lesquelles le Liberia aurait été fondé en 1822. Le cas du Liberia est rarement évoqué, mais il est révélateur⁶³⁴. Mais bien sûr, le Liberia était trop petit et son histoire trop exceptionnelle pour jouer un véritable rôle dans l'histoire de la décolonisation de l'ensemble du continent noir. Et pourtant, il ne peut être ignoré, car il a à voir avec la révolution française de 1848, la ruée vers l'Afrique et surtout la Première Guerre mondiale : autant d'épisodes qui auraient jeté les bases des mouvements de décolonisation dans toutes les colonies africaines européennes. Ce que le cas libérien nous apprend, c'est que la décolonisation de l'Afrique (même s'il faut distinguer l'Afrique méditerranéenne de l'Afrique subsaharienne, les colonies commerciales des colonies démographiques, etc.) a ses racines dans le 19^e siècle lui-même.

L'histoire du Liberia n'est pas la seule histoire exceptionnelle, dans l'histoire de la décolonisation africaine. Exceptionnelle a été aussi celle de l'Afrique du Sud : sa décolonisation peut être considérée à la fois comme très précoce, si l'on pense à la blanche (1910), ou plutôt tardive, si l'on pense à la noire (1994). L'Égypte a également connu un parcours spécifique. Son indépendance en tant qu'Etat a été obtenue en 1922, avec la république du Wafd, et a représenté une référence pour les mouvements de décolonisation africains. Mais pour les Égyptiens et les Africains, il a fallu encore 30 ans, jusqu'en 1953, avec Nguib et Nasser, pour que l'Égypte se pense vraiment comme indépendante. L'histoire des anciennes colonies italiennes est également particulière : la Libye n'est indépendante que depuis 1951 ; l'Érythrée aurait pu l'être depuis 1947, mais elle ne l'a été qu'en 1993.

L'histoire « normale », « médiane », de la décolonisation du continent noir est celle de 1960, « l'année de l'Afrique ». En réalité, il s'agissait d'une vague qui a duré environ une décennie,

⁶³⁴ Les origines lointaines de la décolonisation politique africaine peuvent être datées de l'établissement du Liberia en tant que République en 1847, et en particulier de son indépendance (relative) économique ultérieure. Cela s'est produit au cours des premières décennies du vingtième siècle, lorsque les plantations de caoutchouc allemandes ont donné au Liberia une grande force (même si cela aurait fait que, pendant la première guerre mondiale, Freetown n'a pas déclaré la guerre à l'Allemagne avant août 1917). Il convient de rappeler qu'il y a un siècle, le Liberia a participé avec ses représentants à la Conférence de Versailles et a été parmi les fondateurs de la Société des Nations.

commençant en 1956 et se terminant en 1968. Une deuxième vague de décolonisation plus brève a été celle de 1975, pour les colonies portugaises (en réalité ici 1974-1976).

En conclusion, la force de la décolonisation africaine et ses succès s'inscrivent complètement dans le vingtième siècle, de même que le communisme au niveau international. Mais encore une fois - même si nous pouvons indiquer avec précision certains *événements* et les *années d'indépendance* politique des anciennes colonies européennes en Afrique - en parlant de décolonisation, nous devons comprendre que nous parlons d'un *processus* : un processus qui comprend les origines des mouvements pour l'indépendance, leur croissance, leurs premiers revers ou défaites, leurs changements et résurgences, jusqu'à leur victoire politique finale. Nous le répétons, il s'agit avant tout d'une histoire du vingtième siècle, dont les racines remontent au dix-neuvième siècle : une histoire avec ses prophètes, avant la première guerre mondiale ; avec ses premières manifestations d'éclat, pendant et après le sacrifice des soldats africains dans la grande guerre ; avec ses premières divisions, nationalistes, socialistes, voire communistes après Versailles en 1919, et après l'indépendance de l'Égypte en 1922 ; avec la croissance de nouvelles classes dirigeantes indigènes dans les colonies entre les deux guerres mondiales, comme ce fut le cas dans l'Inde de Gandhi et avec leur renforcement, grâce à la diffusion de la presse et des mouvements de masse ; avec ses premières manifestations transnationales, contre la guerre en Éthiopie, jusqu'à la participation à la guerre antifasciste internationale, menée également sur le sol africain. Ce n'est qu'en fonction de ces processus de longue haleine que les dernières batailles de la décolonisation pour l'indépendance politique ont pu avoir lieu, et être comprises.

Mais cela n'était même pas suffisant. Les régimes politiques postcoloniaux ont dû mener d'autres batailles pour la décolonisation de l'économie de leur pays⁶³⁵. Ils s'y sont essayés à plusieurs reprises, avec des résultats variables. Ils l'ont fait dans les années 1960, avant et surtout après 1973 ; dans les années 1980, entre les famines et les réajustements structurels demandés par le Fonds monétaire international jusqu'à la fin de la guerre froide ; et au-delà. Ces batailles ont été menées à

⁶³⁵ G. Calchi Novati, *Decolonizzazione e Terzo Mondo*, Roma-Bari, Laterza, 1979.

la fois par des États africains isolés et par l'Organisation de l'unité africaine (de 1963 à 2002, l'Union africaine). Ils ont également été aidés par certaines institutions internationales, comme par exemple, depuis 1964, la CNUCED, et par certains États non africains, qu'il s'agisse d'États socialistes, et/ou non alignés, etc., une aide qui correspondait à des intérêts particuliers.

La décolonisation économique n'était pas la seule bataille, à côté de la bataille politique. Les batailles pour la décolonisation culturelle des pays africains⁶³⁶, menées ensemble par les États africains, par leurs écrivains et poètes, et encore une fois par des organisations internationales comme l'UNESCO, et par une grande partie de l'opinion publique mondiale, anti-impérialiste, ou tiers-mondiste, etc. ont été centrales.

En un mot, la lutte pour l'indépendance politique a été le moment d'une actualité brûlante en matière de décolonisation, sa phase décisive. Mais ce n'est pas le seul. Toutes ces batailles doivent être incluses dans la catégorie de décolonisation qui ne peut être réduite à un aspect trop étroitement politique. Si on prend en compte ses multiples facettes, la décolonisation pourrait et devrait être considérée comme un processus qui a duré tout le vingtième siècle.

Aborder la décolonisation dans cette perspective du long siècle donne un cadre plus adéquat pour considérer l'attention et le rôle des communistes, ceux d'Europe, d'Afrique et du monde dans un processus historique aussi vaste et aussi long.

Communisme et communistes : Est, Nord et Sud

La meilleure historiographie internationale a souligné le fait que le communisme pouvait être considéré comme *le* phénomène politique mondial du XXe siècle. Dans la même perspective, dans l'un de ses récents articles, Silvio Pons a retracé l'histoire de l'internationalisme communiste : une histoire, écrit-il, qui ne serait pas compréhensible sans les États - en fait, sans l'État soviétique - et

⁶³⁶ F. Cooper, *Africa since 1940*, *op. cit.*; R. F. Betts, *Decolonization*, *op. cit.*

sans les réseaux transnationaux de militants et de partis travaillant à la jonction entre le global et le local⁶³⁷.

Quand on étudie les relations entre les communismes européens et la décolonisation africaine, le second des deux éléments cités ci-dessus - les réseaux transnationaux – apparaît avec force. Bien sûr, il n'y a aucun risque de sous-estimer l'histoire soviétique dans l'histoire du communisme : mais sans ces réseaux - c'est-à-dire sans les aspirations globales à un monde plus équitable de millions d'hommes et de femmes - la décolonisation n'aurait pas pu avoir lieu⁶³⁸. En fait, les États communistes, russes, est-européens, chinois, n'ont pas été les seuls à favoriser la décolonisation. Mais sans ces réseaux et ces millions de personnes, le communisme soviétique aurait difficilement pu atteindre 1989. En un mot, sans la présence et l'action de millions de croyants dans cette foi, le communisme se serait ratatiné et bureaucratisé bien avant, tandis que sa principale église, l'URSS, serait tombée en ruines bien avant 1989.

C'est dans cette même perspective qu'Odd Westad a apporté une contribution essentielle à l'élargissement de la perspective selon laquelle on considère la guerre froide⁶³⁹. Pour lui, l'affrontement de la guerre froide ne concernait pas seulement l'Est et l'Ouest, mais aussi le Sud. Il en va de même pour le communisme, et pour les communistes qui en sont partie prenante. Et la question est à prendre en compte sur tout le vingtième siècle.

C'est en étudiant le communisme/communistes et la décolonisation que nous nous apercevons combien l'histoire du communisme a été écrite avant tout comme l'histoire du communisme soviétique, ou des communistes européens : trop peu comme l'histoire des réseaux communistes, et du communisme chinois⁶⁴⁰. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une nouvelle histoire globale des communistes - une aspiration dont la réalisation est en cours avec la *Cambridge history*

⁶³⁷ S. Pons, *La rivoluzione globale. Storia del comunismo internazionale, 1917-1991*, Torino, Einaudi, 2012.

⁶³⁸ Id., « La Rivoluzione d'Ottobre e l'internazionalismo comunista nel Novecento », in A. Bistarelli, R. Pertici (dir.), *1917 un anno un secolo*, Roma, Viella, 2019.

⁶³⁹ A. Drew, « Comparing African experiences of Communism », and J. Franzen, « Communism in the Arab world and Iran », in N. Naimark, S. Pons, S. Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge History of Communism*, v. 2., *The Socialist Camp and World Power 1941-1960s*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

⁶⁴⁰ O. A. Westad, *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

of *Communism* dirigée par Pons⁶⁴¹. Bien sûr, de nombreuses bonnes raisons justifient l'ancienne approche centrée sur le Vieux Continent, si ce n'est sur l'URSS, et sa perpétuation : c'est en Europe que le communisme moderne a été inventé par Marx et Engels au milieu du XIXe siècle. C'est en URSS et en Europe que le communisme est devenu fort, établissant ses propres régimes politiques et influençant profondément les arènes politiques nationales.

Mais le fait d'écrire cette nouvelle histoire des communistes et de prendre également en compte le Sud - au lieu du seul Nord, Europe et URSS - pourrait renouveler les approches traditionnelles. Bien sûr, tout dépend de ce qu'on met sous communisme. Mais en comparaison avec les grandes histoires européennes ou russes, les histoires des communistes du Sud du monde apparaissent comme des histoires mineures : des histoires d'intellectuels radicaux et de partis minoritaires, pas de gouvernements et de grands partis de masse ; des histoires de luttes pour la décolonisation à venir, pas de satisfactions pour la décolonisation qui a eu lieu⁶⁴².

Décentraliser l'approche, regarder l'histoire du communisme depuis le Sud n'est peut-être pas seulement une mode post-coloniale. Elle pourrait donner une leçon instructive à la fois sur les forces et, peut-être surtout, les limites des communismes. En outre, l'histoire du communisme étant un phénomène mondial, le Nord et le Sud ne sont pas séparés- ils sont étroitement liés l'un à l'autre dans une relation, d'autant plus forte que les deux communiquent, d'autant plus faible que le Nord ne voit pas et ne comprend pas ce qui se passe au Sud (et vice versa).

Décentraliser l'étude du communisme de l'Europe et de l'URSS vers le Sud a de nombreuses conséquences. Les thèmes changent de pertinence : l'histoire du socialisme victorieux dans un État cède la place aux défaites des réseaux militants ; les victoires et les majorités électorales se transforment en revers et en minorités dans les pays où la démocratie est arrivée tardivement ; les partis ou organisations aux objectifs politiques clairement définis laissent la place à des réseaux pratiquant le syncrétisme politique avec de longues traditions locales pré-modernes. Inclure le Sud

⁶⁴¹ S. Wolikow, « The Comintern as a World Network », N. Naimark, S. Pons, S. Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge, op. cit.*, v. 1, *World Revolution and Socialism in One Country*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017; Id., *L'Internazionale comunista. Il sogno infranto del partito mondiale della rivoluzione (1919-43)*, Roma, Carocci, 2016.

⁶⁴² N. Naimark, S. Pons, S. Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge, op. cit.*, v. 3.

dans l'histoire du communisme et des communistes suggère de rester centré sur les intellectuels et les militants, mais les relations sociales pertinentes de ces « avant-gardes » ne sont plus liées avec les classes ouvrières industrielles mais avec d'énormes masses de paysans. Vue également du Sud, l'histoire mondiale du communisme acquiert plus de pertinence, et nous aide à mieux comprendre les raisons de 1989 et de la chute finale de l'Etat soviétique, même si ce n'est pas le cas du communisme et des communistes.

Vue du Sud et de la décolonisation (peut-être plus que des pays européens des classes ouvrières industrielles), l'histoire du communisme maintient son irrésistible « nécessité » historique, ou justification, si le communisme doit être perçu comme une aspiration à surmonter les inégalités et les injustices sociales, même si il ne s'agit plus de celles de l'aliénation des travailleurs industriels, étudiées par Marx, dans des sociétés comme celles du tiers monde, qui en regorgent⁶⁴³.

Une histoire du communisme ainsi conçue est certainement une histoire difficile à écrire, et à lire, car elle nécessite la maîtrise non pas tant des langues russes, que des langues arabe, berbère, nigériane, swahili, et en général africaines, si l'on veut parler du rôle des communistes dans la décolonisation africaine, etc. Cette histoire - semble-t-il - reste en grande partie à écrire.

Les paradoxes des communistes dans la décolonisation

Vu sous ces deux angles - la décolonisation en tant que processus séculaire et le communisme en tant que mouvement venant également du Sud et pas seulement du Nord, c'est-à-dire d'Europe et de Russie, le tableau des relations entre les communistes et la décolonisation n'est plus tout-à-fait celui du tableau que l'on proposait traditionnellement.

Si on les considère ainsi, en premier lieu, ils coïncident chronologiquement. Bien sûr, la décolonisation a commencé bien avant le communisme, et le communisme a survécu non seulement

⁶⁴³ L. Zeilig, « Frantz Fanon (1925-61) », Y. Al-Bulushi, « Samir Amin (1931-2018) », G. Boucher, « Ernesto Laclau (1935-2014) and Chantal Mouffe (1943-) », et A. Gunvald Nilsen, « Ranajit Guha (1923-) », A. Callinicos, S. Kouvelakis, L. Pradella (dir.), *Routledge Handbook of Marxism and Post-Marxism*, London, Routledge, 2020.

à Marx comme aspiration populaire à la justice sociale et à la paix et, dans certains cas, comme régime politique à la décolonisation politique. Maistous deux, dans leur forme moderne, sont deux grands phénomènes historiques du vingtième siècle. En ce sens leurs chronologies coïncident, ils s'irriguent aux mêmes temps⁶⁴⁴.

Mais ce n'est que la première d'une série de conséquences apparemment paradoxales de l'adoption de cette approche. En second lieu, l'histoire du communisme vue du Sud déplace son centre géographique et l'Europe, et donc la Russie, devient une exception. La victoire d'une révolution communiste, ou l'établissement de grands partis politiques de masse - vus du Sud - passent de la règle (à entendre ici et plus tard comme une régulation, un principe, une orientation, et non comme une domination) à une dérogation à une autre règle, qui doit être minoritaire dans des contextes sociaux et politiques très complexes et défavorables⁶⁴⁵.

Cela signifie - troisièmement - qu'il ne faut pas tenir pour acquis ce qui a été la règle et ce qui a été l'exception, dans l'histoire du communisme. Ce n'est pas seulement que Moscou et l'Europe ne deviennent qu'un des résultats possibles de celui-ci, et que Pékin revienne comme une alternative légitime. Plus important encore, le décentrement du point de vue aide à comprendre les forces historiques, et les limites, du communisme, ici et là⁶⁴⁶.

Une quatrième conséquence apparemment absolument paradoxale est induite quand on considère l'histoire du communisme depuis le Sud : l'arbre généalogique des communistes pourrait changer. En admettant que l'histoire du communisme soit une histoire plurielle où coexistent des approches

⁶⁴⁴ S. Datta Gupta, « Communism and the crisis of the colonial system », N. Naimark, S. Pons, S. Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge*, vol. 1, *op. cit.*; M. Mohanty, « Inequality from the perspective of the global south », M. Juergensmeyer, S. Sassen, M. B. Steger, V. Faessel (dir.), *The Oxford handbook of global studies*, Oxford, Oxford University Press, 2018; D. Gaido, M. Quiroga, « Marxism in the Age of Imperialism - the Second International », V. Prashad, « Tricontinental. Marxism Outside Europe », S. Kouvelakis, « Beyond Marxism? the "Crisis of Marxism" and the Post-Marxist Moment » et G. Chakravorty Spivak, « Global Marx », A. Callinicos, S. Kouvelakis, L. Pradella (dir.), *Routledge*, *op. cit.*

⁶⁴⁵ A. Drew, « Marxist Theory in African Settler Societies », in A. Callinicos, S. Kouvelakis, L. Pradella (dir.), *Routledge*, *op. cit.*; A. Hilger, *Communism, Decolonization and the Third World*, in N. Naimark, S. Pons, S. Quinn-Judge (dir.), *The Cambridge*, vol. 2, *op. cit.* Pour voir des cas concrets: F. Cooper, *Decolonization and African Society. The labor question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University press, 1996; A. Drew, *We are no longer in France. Communists in colonial Algeria*, London, Palgrave, 2014.

⁶⁴⁶ M. Dreyfus, B. Groppo, C. S. Ingerflom, R. Lew, C. Pennetier, B. Pudal, S. Wolikow, *Il secolo dei comunismi*, Milano, M. Tropea, 2001. Voir aussi: P. Paolo Poggio (dir.), *L'altronovecento. Comunismo eretico e pensiero critico*, Milano- Brescia, Jaca Book-Fondazione Luigi Micheletti, 2010-2018; A. Callinicos, S. Kouvelakis, L. Pradella (dir.), *Routledge*, *op. cit.*

différentes, ceux qui étaient traditionnellement perçus, et qui se considéraient effectivement comme des adversaires pourraient se réconcilier. Personne ne peut souligner, par exemple, les frictions entre Mao Zedong et « il compagno Togliatti » au début des années 60. Mais si - vu du Sud - la règle et la dérogation à celle-ci peuvent changer, alors une perspective différente peut être suggérée pour comprendre leurs querelles. En effet, tant les communistes chinois que les communistes italiens - et Berlinguer plus que Togliatti - recherchaient un pluralisme dans les voies nationales au communisme ⁶⁴⁷.

Et cela ne suffit pas. L'étude de la décolonisation, et du travail des divers communistes dans les colonies d'Asie et d'Afrique, permet clairement, et cinquièmement, de comprendre à quel point l'histoire du communisme ne peut être réduite à l'histoire de l'Etat soviétique. Au niveau idéologique, il ne fait aucun doute que partout la « règle » théorique du communisme est restée la dictature du prolétariat industriel. Mais au niveau historique réel, quelle a été la situation la plus récurrente ? Y avait-il d'autres réalités plus fréquentes ? Y avait-il ou non d'autres « exceptions » plus récurrentes à cette règle présumée ?⁶⁴⁸

En un mot, étudier l'histoire du communisme et surtout des communistes dans la décolonisation à partir d'une perspective nouvelle et plus adéquate - c'est-à-dire sortir des traditionnels schémas de l'étude de ce que les communismes européen et soviétique pensaient de ce qui se passait en Afrique et en Asie et étudier tout cela « du Sud », c'est-à-dire à partir des perspectives des peuples coloniaux africains et asiatiques - peut donner un nouvel élan à ces études. Bien sûr, nous avons encore besoin de plus d'études sur ce que les partis communistes soviétiques et européens pensaient et faisaient en

⁶⁴⁷ P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, Torino, Einaudi, 1967-1975. Voir ensuite : R. Martinelli, *Il partito nuovo dalla liberazione al 18 aprile*, Torino, Einaudi, 1995; G. Gozzini, R. Martinelli, *Dall'attentato a Togliatti all'8. Congresso*, Torino, Einaudi, 1998; A. Agosti, *Storia del Partito comunista italiano 1921-1991*, Roma-Bari, Laterza, 1999.

⁶⁴⁸ R. Gallissot, « L'imperialismo e la questione coloniale e nazionale dei popoli oppressi », G. Sofri, « I problemi della rivoluzione socialista nei paesi arretrati » et José Aricó, « Il marxismo latinoamericano negli anni della 3^a Internazionale », E. J. Hobsbawm, G. Haupt, F. Marek, E. Ragionieri, V. Strada, C. Vivanti (dir.), *Storia del marxismo*, vol. 3, *Il marxismo nell'età della Terza Internazionale*, t. 3.2, *Dalla crisi del '29 al 20. Congresso*, Torino, Einaudi, 1981. Voir aussi: F. Rizzi, « L'Internazionale comunista e la questione contadina », *Ibid.*, t. 3.1, *Dalla Rivoluzione d'ottobre alla crisi del '29*.

matière de décolonisation, mais nous avons besoin de beaucoup plus d'études sur les communistes africains et asiatiques⁶⁴⁹.

En dépit de ses paradoxes apparents, cette approche renouvelée pourrait également contribuer à mieux comprendre les limites du succès du communisme dans le monde, ainsi que sa « nécessité » historique en tant que projet politique visant à surmonter les inégalités et les injustices sociales au XXe siècle, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Europe.

Nous pouvons maintenant examiner plus en détail certains paradoxes, afin d'expliquer ce que nous voulons dire, et constater combien cette approche peut être fructueuse.

Les mêmes moments, les mêmes côtés

Comme nous l'avons prévu, une première remarque pourrait porter sur les chronologies.

Considérer à la fois le communisme et la décolonisation comme deux épisodes essentiels du vingtième siècle n'en occulte pas l'histoire. Le communisme du XXe siècle a certainement eu des prédécesseurs lointains : les niveleurs, les luddites, le socialisme scientifique saintsimonien, etc.⁶⁵⁰ De même, la Grande décolonisation des années 1945-1960 a eu des prédécesseurs essentiels : la Révolution américaine, la décolonisation de l'Amérique latine, etc. Et, de la même manière, tant le communisme que la décolonisation ont des successeurs au-delà du siècle : la Chine, le Népal, sans oublier la Corée du Nord.

Évidemment, leurs deux courbes ne se sont rencontrées que partiellement, et seulement dans certaines régions du monde. Mais elles ont coexisté car, en dehors des prédécesseurs et des successeurs, les paraboles du communisme international et de la décolonisation ont presque coïncidé. Elles sont nées ensemble avec la Première Guerre mondiale, et vers la fin de la Guerre froide, elles sont mortes ensemble. Chronologiquement, elles coïncident, bien qu'avec des résultats

⁶⁴⁹ S. A. Smith, « Towards a Global History of Communism », S. A. Smith (dir.), *The Oxford Handbook of the History of Communism*, Oxford, Oxford university press, 2014.

⁶⁵⁰ E. J. Hobsbawm, G. Haupt, F. Marek, E. Ragionieri, V. Strada, C. Vivanti (dir.), *Storia, op. cit.* vol. 1, *Il marxismo ai tempi di Marx*, 1978.

opposés : l'une semble se terminer par une défaite, l'autre par une victoire, bien qu'incomplète : seule l'indépendance politique a été conquise, car la décolonisation économique, culturelle, etc. est aujourd'hui encore insuffisante. La décolonisation contemporaine - au sens large que nous préférons - est née de la Première Guerre mondiale, sous l'impulsion de Lénine et de Wilson. Elle s'est développée dans les années 20 et 30, avec Staline. Elle a été renforcée par d'importantes promesses occidentales pendant et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que par l'URSS et ensuite les autres pays socialistes d'Europe de l'Est. La décolonisation, au lieu d'atteindre son zénith, a déjà montré ses limites après la crise de 1973. La décolonisation a pris fin dans les années 1989-1991, avec l'effondrement de l'expérience soviétique face à une nouvelle vague de mondialisation. Tout cela peut-il être comme la seule constatation d'une coïncidence ?

En réalité, de nombreuses relations de cause à effet existaient entre le communisme et la décolonisation, même si, au cours du siècle, la seconde s'est affirmée tandis que le premier connaissait de multiples crises. Les communistes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe ont poussé à la décolonisation. Les acteurs autochtones actifs luttant pour la décolonisation ont généralement trouvé des communistes locaux et internationaux comme soutiens. En Europe, les communistes de l'Est et de l'Ouest ont reconnu, en général, et même si ce n'est pas partout, et surtout après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de décolonisation africains et asiatiques comme des sujets politiques et des amis.

Règles et dérogations

La deuxième remarque pourrait être moins évidente.

Cela peut sembler un discours dépassé, mais il ne peut être ignoré de notre point de vue. Il nous oblige à revenir aux prophéties de Marx sur l'Inde et l'Orient⁶⁵¹, au premier Lénine, à la « règle »

⁶⁵¹ K. Marx, F. Engels, *India, Cina, Russia*, (ouvrage édité et traduit par B. Maffi), Milano, Il Saggiatore, 1960; K. Marx, *On colonialism and modernization. His despatches and other writings on China, India, Mexico, the Middle East*

(encore une fois, à entendre comme réglementation, principe, orientation) du communisme marxiste, mais aussi à toutes les nombreuses « exceptions » à cette règle (dont les applications ont été plus nombreuses que celles de la règle). Mais nous ne voulons pas reproduire ici d'anciens débats sur les idéologies⁶⁵².

Commençons par les définitions. La Russie n'a jamais été une colonie (au contraire, elle était un pays colonisateur en Asie centrale et orientale). La Chine n'a jamais été non plus une colonie, même si, à l'époque, il était fréquent en Europe de la définir comme une « semi-colonie ». Il s'agissait d'une définition vaguement marxiste : La Chine n'était pas une colonie politique, mais elle était considérée comme exploitée économiquement - par la politique des ports ouverts - par l'Occident et par les États-Unis.

Depuis ses débuts, la « règle » énoncée par Marx et Engels dans leur *Manifeste* et dans le *Capital* de Marx a donc été mise de côté par deux exceptions : d'abord, par Lénine dans *Que faire ?* et, ensuite, par Mao dans *Le petit livre rouge*⁶⁵³. Comme on le sait, contrairement à toutes les prophéties de Marx, aucune révolution prolétarienne n'a éclaté et été victorieuse dans l'Allemagne industrielle, ou au Royaume-Uni ou même aux États-Unis : elle a éclaté et été victorieuse dans la Russie tsariste proto-industrielle et paysanne (1917) et ensuite dans la Chine paysanne et nouvellement urbanisée de Tchang Kai Schek et du Quo MinDang (1927), même si elle n'a été victorieuse qu'en 1949. En clair, depuis le lever du soleil du vingtième siècle, le communisme est passé de la règle à l'exception. Cette évolution n'a été que renforcée par ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale. Les régimes socialistes d'Europe de l'Est ont été établis davantage par une jonction entre les forces armées soviétiques et les poussées populaires et communistes locales que par des révolutions prolétariennes - une autre exception à la règle présumée.

and North Africa, (ouvrage édité par S. Avineri), New York, Anchor Books, 1969. Voir aussi : S. Amin, « La vocazione terzomondista del marxismo », E. J. Hobsbawm, G. Haupt, F. Marek, E. Ragionieri, V. Strada, C. Vivanti (dir.), *Storia, op. cit.*, vol. 4, *Il marxismo oggi*, 1982.

⁶⁵² M. L. Salvadori, *Storia del pensiero comunista. Da Lenin alla crisi dell'internazionalismo*, Milano, Mondadori, 1984.

⁶⁵³ M. Bernal, « Mao e la rivoluzione cinese », E. J. Hobsbawm, G. Haupt, F. Marek, E. Ragionieri, V. Strada, C. Vivanti (dir.), vol. 3, t. 3.2, *op. cit.*, 1981; R. J. Alexander, « Maoismo », S. Pons, R. Service (dir.), *Dizionario del comunismo nel XX secolo*, Torino, Einaudi, 2007; T. Cheek, « Mao and Maoism », S. A. Smith (dir.), *The Oxford Handbook, op. cit.*

Mais, si tout cela ne suffisait pas, l'attaque la plus vigoureuse et la plus répandue contre la domination « européenne » est venue ensuite, des nombreux pays en voie de décolonisation de l'hémisphère sud pour lesquels, entre les années 50 et 70, les termes de « socialisme africain » ou de « socialisme asiatique » ont été inventés⁶⁵⁴. Leurs configurations politiques, leurs gouvernements et leurs économies étaient tous assez éloignés des recettes de Marx. Détournée dans la réalité de l'histoire des lieux de l'idéologie, l'exception est devenue une règle en Afrique, tandis que la vieille règle marxiste est restée une exception. Exactement comme dans le domaine des études sur la guerre froide, on a correctement mis l'accent sur sa nature globale, il serait temps d'accepter cela et de *réorienter également* le domaine des études communistes.

Seule une approche décentralisée peut rendre justice aux réussites au-delà de l'Europe et aux dimensions mondiales-globales du communisme. Elle oblige à admettre que la « règle » de Marx et même de Lénine a été mise de côté par l'histoire et que dans les grands espaces de l'histoire mondiale, africains et asiatiques compris, le communisme a été établi par des fractions des petites bourgeoisies urbaines cultivées et intellectuelles qui sont allées à la rencontre des grandes masses paysannes – et parfois urbaines - des pays asiatiques et africains, dans des contextes où les systèmes politiques rendaient difficiles, voire impossibles, les changements politiques pacifiques, souvent à l'occasion de guerres internes ou internationales. C'est cette exception africaine et asiatique à la règle marxiste européenne qui est devenue à son tour la règle, tandis que l'affirmation du communisme dans les pays occidentaux avancés, industriels et coloniaux - surtout à travers les révolutions ouvrières industrielles urbaines - n'a jamais réussi à devenir la plus grande des exceptions.

Cette inversion entre la règle et l'exception n'a pas changé le fait que, en tant que mouvement politique progressiste du vingtième siècle, parmi ses propres objectifs, le communisme a maintenu, à l'Est et dans le Sud décolonisé, la modernisation et l'industrialisation des pays concernés, ainsi que la mobilisation politique des masses. L'objectif final restait le même, mais, selon les lieux et

⁶⁵⁴ A. Drew, « Communism in Africa », A. Belogurova, « Communism in South East Asia » et A. Alexander, « Communism in the Islamic World », S. A. Smith (dir.), *The Oxford Handbook*, *op. cit.*

les époques, il devait être atteint en suivant des voies différentes de la règle proclamée par les dirigeants et l'idéologie européens.

Arbres généalogiques

Une troisième remarque sur les conséquences de cette approche concerne le pluralisme des voies empruntées par les communistes pour accéder au pouvoir.

Il est bien connu que, à la différence du socialisme et de sa Deuxième Internationale, le communisme et sa Troisième Internationale ont mis l'accent sur le centralisme, le parti politique et l'Internationale. Il est également connu que ce modèle centralisateur a été proposé par Moscou à l'Europe, à Pékin et, dans une certaine mesure, aux pays du socialisme africain et asiatique. Les relations entre Moscou et les partis communistes d'Europe occidentale s'inspiraient du même principe, même si ces partis, lorsqu'ils sont devenus forts, ont montré quelques réticences - à savoir l'eurocommunisme -, ce qui a finalement signifié l'échec de Moscou à les contrôler. Une fois encore, la règle, c'est-à-dire l'acceptation du modèle centralisé soviétique, s'est transformée en exception, c'est-à-dire par sa non-acceptation à Rome, Paris et Madrid, bien qu'à différents degrés.

Dans l'histoire du communisme, nous pourrions dire que la règle venait de l'Ouest et du Nord, mais que l'exception (devenue règle pratique) venait du Sud et de l'Est. Cette dialectique à l'intérieur du mouvement communiste international était évidente depuis ses premiers balbutiements. Même en mettant de côté pour un moment l'exception léniniste, - par rapport à la règle marxienne -, il est évident que déjà les premières stratégies de la Troisième Internationale pour les pays asiatiques de l'Est admettaient des exceptions à la règle, au moins à partir de 1926. Et lorsque Mao s'est imposé à Staline en se refusant à aligner la politique du Parti Communiste Chinois (PCC) à celle du Quo Min Dang -c'était ce que Moscou aurait voulu dans une première phase -, une autre exception était déjà mise en pratique. Cette exception est devenue plus évidente lorsqu'en 1949, Mao a pris le pouvoir sur toute la Chine. Les paysans chinois, avec le PCC, avaient

fait leur propre révolution, ainsi qu'une mince classe ouvrière industrielle et urbaine. Moscou - suivi par le mouvement communiste international - n'a pu que l'accepter et y consentir, faisant semblant de ne pas voir l'exception.

En raison de ce changement de règles, il semble curieux que, deux ou trois décennies plus tard, Moscou s'entête à vouloir faire admettre aux partis communistes d'Europe occidentale une règle qui n'était alors respectée que par quelques-uns. Si finalement Berlinguer a pu, à contrecœur, voir son pluralisme accepté à Moscou, c'était certainement dû à la force électorale et politique particulière du communisme italien - mais aussi parce que Mao, dans un certain sens, lui avait ouvert la voie, malgré les « différences entre le camarade Togliatti et nous ».

En un mot, pour être appliquée dans tant de pays si éloignés de l'Occident industriel, la règle à laquelle le communisme international disait obéir et qu'il louait a révélé en réalité de nombreuses déficiences. Vu non pas de Moscou ou de l'Europe, mais du Sud et du point de vue de la décolonisation, l'ensemble du mouvement communiste international était enclin à accepter des écarts et des règles différentes. Cela confirme l'importance d'une approche décentralisatrice. La décolonisation dans le Sud et l'Ouest colonial/postcolonial, les dérogations et les règles doivent être prises en compte, et mises en relation les unes avec les autres, beaucoup plus que ce qui a été fait habituellement.

Le Sud et le succès (ou l'échec)

Sans cette perspective postcoloniale et méridionale, l'histoire du communisme, si elle est toujours racontée d'un point de vue eurocentrique, n'expliquerait pas tout. Par exemple, comment expliquer la chute du mur de Berlin alors que Pékin n'est pas encore tombé ?

Federico Romero a tout à fait raison lorsqu'il affirme que la guerre froide, bien que globale⁶⁵⁵, avait l'Europe en son centre : si Moscou tombait, l'Europe communiste tombait, et la guerre froide prenait fin⁶⁵⁶.

Néanmoins, dans de nombreux pays non-européens - et dans le plus grand d'entre eux, la Chine - le communisme n'est pas tombé. La dérogation à la règle a survécu à la règle. Ainsi, le monde postcolonial révèle à la fois les forces et les nombreuses faiblesses du communisme, son pragmatisme réel derrière son apparence monolithique, certaines des raisons de sa crise finale.

Bien avant 1989, c'est le monde décolonisé, où les réseaux et partis communistes étaient souvent plus pertinents culturellement que politiquement, qui explique pourquoi le communisme n'avait pas d'avenir brillant devant lui. Dans le Sud - à l'exception de la Chine et de très peu d'autres pays - les régimes communistes ou « socialistes » n'étaient pas nombreux. Au temps de la décolonisation en Afrique nombreux sont les régimes à se dire socialistes, scientifiques ou hybrides : mais leurs réalisations ont été très différentes du modèle soviétique, en partie en raison du désir de certains de ces gouvernements de se distancer de l'Union soviétique et du bloc de l'Est, en affirmant leur propre voie nationale, dans certains cas non alignée, ou de l'Europe de l'Est ou de la Chine elle-même. La rareté des régimes qui, même de nom, voulaient se dire communistes a permis de mesurer le succès très partiel du communisme au niveau mondial au cours du XXe siècle. Dans ce Sud, l'une des raisons de la faiblesse des communistes résidait dans le fait qu'eux-mêmes, armés d'une idéologie, le marxisme, conçue pour une Europe développée-industrielle et coloniale, disposaient souvent de peu de ressources intellectuelles utiles pour faire face aux problèmes des pays en voie de décolonisation ou décolonisés. Même si de nombreux pays et mouvements ne récusent pas le marxisme et prétendent l'adapter, ces adaptations les ont éloignés des modèles soviétique, est-européen ou chinois en ce qui concerne, par exemple, la relation entre l'État et le parti, ou entre la politique et l'économie, ou entre l'État et la société.

⁶⁵⁵ O. A. Westad, *The Global Cold*, *op. cit.*

⁶⁵⁶ F. Romero, *Storia della guerra fredda. L'ultimo conflitto per l'Europa*, Torino, Einaudi, 2009.

Les deux obstacles majeurs, on le sait, étaient la « question nationale » et la « question paysanne »⁶⁵⁷. Les difficultés qu'ils posaient à l'idéologie marxiste et communiste étaient déjà claires au début de la Troisième Internationale. Ces deux questions ont obligé Mao, Ho Chi Min et les dirigeants communistes-socialistes africains à innover avec leur communisme - en fait à en inventer un autre, en mettant de côté des parties substantielles de celui-ci et en forgeant une dérogation aux règles précédentes. Ce faisant, ils ont inventé une nouvelle règle. Dans ce processus d'innovation et d'invention, les communistes d'Asie et d'Afrique, de l'Est et du Sud, ont mélangé le communisme européen « global » avec d'autres cultures et traditions politiques « locales ». Ce n'est que de cette manière qu'ils se sont enracinés, eux et leurs partis, dans les réalités et les cultures politiques locales, se « glocalisant ». Pourtant, même cela n'a pas toujours suffi à leur donner partout la victoire : pas mal de leurs concitoyens africains ou asiatiques pensaient peut-être qu'ils restaient encore trop européens.

Cette impasse substantielle dans la propagation du communisme dans l'hémisphère sud pendant et après la grande décolonisation aurait dû sonner l'alarme pour les communistes du monde entier : elle anticipait la chute du mur en Europe. Les tentatives des communistes du Sud de s'enraciner dans les pays en voie de décolonisation ou décolonisés, où ils avaient souvent été considérés comme les missionnaires d'un évangile trop européen, auraient pu signifier quelque chose. Au contraire, ils se sont installés dans leurs demi-victoires. Malgré tout, de nombreux communistes du Nord n'ont pas apprécié qu'ils adaptent et modifient le communisme de tant de façons nationales, pensant qu'il était devenu méconnaissable pour de nombreux coreligionnaires. Outre les rivalités d'État entre la Russie et la Chine, les différends communistes entre Moscou et Pékin ont été une réaction à ces modifications du marxisme.

⁶⁵⁷ R. Gallissot, « Nazione e nazionalità nei dibattiti del movimento operaio », F. Andreucci, « La questione coloniale e l'imperialismo », A. Hegedüs, « La questione agraria » et M. L. Salvadori, « La socialdemocrazia tedesca e la rivoluzione russa del 1905. Il dibattito sullo sciopero di massa e sulle "differenze" fra Oriente e Occidente », E. J. Hobsbawm, G. Haupt, F. Marek, E. Ragionieri, V. Strada, C. Vivanti (dir.), *Storia del marxismo*, vol. 2, *op. cit.*, 1979. Voir aussi : B. Knei-Paz, « Trockij. Rivoluzione permanente e rivoluzione dell'arretratezza », *Ibid.*, vol. 3, t. 3.1, *op. cit.*, 1980; P. Le Blanc, « Leon Trotsky (1879-1940) » et D. Jain, « Mao Zedong (1893-1976) », A. Callinicos, S. Kouvelakis, L. Pradella (dir.), *Routledge, op. cit.*

Peut-être qu'en Europe, les communistes n'ont pas prêté suffisamment attention à tout cela.

Contradictions mais nécessités du communisme

Bien que, dans la grande diversité de leurs pays, ils aient rarement gagné comme ils l'auraient voulu, les communistes du tiers monde ont généralement été parmi les meilleurs interprètes de la forte volonté qu'avaient leurs peuples de se secourir et de lutter pour l'indépendance, pour surmonter les préjugés raciaux, pour le développement, pour la paix - en un mot, pour leur propre décolonisation.

Ils étaient parmi les militants les plus irréductibles engagés pour obtenir la libération de leurs pays de l'oppression coloniale. Au sein des mouvements plus larges d'indépendance et de décolonisation intégrale, leurs idées et leur force représentaient un levain politique souvent décisif. Les catégories marxistes qu'ils ont utilisées les ont parfois aidés à saisir l'imbrication des facteurs économiques, politiques et culturels sur lesquels l'oppression coloniale était fondée, parfois les ont trompés. Mais, dans l'ensemble, leur attitude les a distingués au sein des grands mouvements de libération.

L'histoire de la façon dont les communistes des pays européens ont réagi à la décolonisation doit être repensée. Le point de départ n'était pas si évident : au milieu des années vingt, la Troisième Internationale s'était déjà plainte du fait que, face à ce qui semblait être les signes d'une révolution venant de l'Est, les organisations communistes européennes, les syndicats et les travailleurs étaient restés quelque peu insensibles⁶⁵⁸. Dans les années du Cominform et plus généralement dans les

⁶⁵⁸ Voir la toute nouvelle édition de : S. Pons, *I comunisti italiani e gli altri. Visioni e legami internazionali nel mondo del Novecento*, Torino, Einaudi, 2021. Voir aussi les ouvrages précédents : P. Spriano, *Storia del Partito*, op. cit. ; R. Martinelli, *Il partito nuovo*, op. cit. ; G. Gozzini, R. Martinelli, *Dall'attentato*, op. cit. ; A. Agosti, *Storia del Partito*, op. cit. ; M. Galeazzi, *Togliatti e Tito. Tra identità nazionale e internazionalismo*, Roma, Carocci, 2005 ; Id., *Il Pci e il movimento dei paesi non allineati (1955-1975)*, Milano, Franco Angeli, 2011 ; P. Borruso, *Il PCI e l'Africa indipendente. Apogeo e crisi di un'utopia socialista (1956-1989)*, Firenze, Le Monnier, 2009 ; L. Candreva, *Comunisti e colonialismo italiano. Dalla Guerra d'Etiopia all'indipendenza della Libia (1935-1951)*, thèse de doctorat, Università di Roma Tor Vergata, 2013 ; N. Srivastava, *Italian Colonialism and Resistance to Empire (1930-1970)*, London,

vingt premières années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire dans la phase la plus active de la Grande décolonisation, il y avait des signes d'incompréhension entre les communistes européens et les communistes africains et asiatiques à propos des luttes d'indépendance du Sud⁶⁵⁹. Du côté des communistes européens, une approbation générale et une véritable posture anti-impérialiste et internationaliste coexistaient avec plus qu'une réticence, lorsque pour leurs partis les moments cruciaux pour décoloniser les possessions coloniales de leur propre nation arrivaient. À ces moments-là, les crises étaient fréquentes. La plus dure a éclaté en France, à propos de l'Algérie ; mais des crises similaires ont également eu lieu en Belgique, aux Pays-Bas et même au Royaume-Uni. La situation était différente en Italie, où les colonies à proprement parler n'existaient plus depuis 1943 (à l'exception de la Somalie jusqu'en 1960), ce qui aidait les communistes italiens à développer de meilleures relations avec les communistes et, en général, avec les nationalistes arabes de la rive africaine de la Méditerranée et, en général, avec les dirigeants nationaux africains⁶⁶⁰.

La position des communistes européens, vivant dans des puissances coloniales, a été rendue compliquée également pour d'autres raisons. À l'intérieur même de leur front internationaliste et anti-impérialiste européen, les communistes devaient faire face à une forte concurrence intellectuelle de la part d'autres militants anticolonialistes : socialistes, radicaux, voire catholiques, après le Concile Vatican II. Ces militants internationalistes mais non communistes avaient souvent des positions plus audacieuses, des analyses plus libres, des contacts plus nombreux avec les militants africains et asiatiques des mouvements de libération que les communistes eux-mêmes. En

Palgrave, 2018. Voir aussi : G. Siracusano, « Il Pci e il processo d'indipendenza dell'Africa nera francese (1958-1961) », *Studi storici*, 1, 2016, p. 189-218.

⁶⁵⁹ A. Agosti, *La Terza internazionale. Storia documentaria*, Roma, Editori riuniti, 1974-1979 ; H. Adi, *Pan-Africanism and Communism. The Communist International, Africa and the diaspora, 1919-1939*, Trenton, Africa World Press, 2013. Il peut encore être utile : R. Schlesinger, *L'Internazionale comunista e la questione coloniale*, Bari, De Donato, 1971. PCUS, Institut du marxisme-léninisme (dir.), *Storia dell'Internazionale comunista*, Mosca, Edizioni Progress, 1974 ; J. Degras (dir.), *Storia dell'Internazionale comunista attraverso i documenti ufficiali*, Milano, Feltrinelli, 1975.

⁶⁶⁰ Voir S. Pons, *I comunisti italiani*, *op. cit.*. Voir aussi les ouvrages précédents : P. Spriano, *Storia del Partito*, *op. cit.* ; R. Martinelli, *Il partito nuovo*, *op. cit.* ; G. Gozzini, R. Martinelli, *Dall'attentato*, *op. cit.* ; A. Agosti, *Storia del Partito*, *op. cit.* ; M. Galeazzi, *Togliatti e Tito*, *op. cit.*, ; *Id.*, *Il Pci e il movimento*, *op. cit.* ; P. Borruso, *Il PCI e l'Africa*, *op. cit.* ; L. Candreva, *Comunisti e colonialismo*, *op. cit.* ; N. Srivastava, *Italian Colonialism*, *op. cit.* Voir aussi : G. Siracusano, « Il Pci e il processo d'indipendenza dell'Africa nera francese (1958-1961) », *op. cit.*

un mot, les communistes européens n'avaient pas du tout le monopole de la connaissance et de la bonne analyse - au contraire, ils devaient souvent courir après les autres.

À l'encontre de tous les récits apologétiques successifs, au moment de la décolonisation, même s'ils étaient tous anticolonialistes, les contradictions entre les communistes européens et africains ne manquaient pas. Leur présence, mais parfois leur insignifiance dans les colonies, ainsi que les responsabilités gouvernementales nationales des communistes dans les pays coloniaux européens ont provoqué, au moment de la décolonisation, un entrelacement complexe de contradictions, et parfois de heurts. Des contradictions sont apparues dans le Sud, entre les communistes et les mouvements de libération nationale, ainsi que, c'est bien connu, entre les communistes pro-Moscou et les communistes pro-Pékin. D'autres sont apparues dans l'Europe coloniale, entre les communistes et les colonialistes. Des frictions sont également apparues au sein du mouvement communiste international, entre les communistes des colonies et les communistes européens, ainsi que, comme d'habitude, entre les communistes de Moscou et les communistes d'Europe occidentale. Tout ce tissu complexe de relations et de contradictions entre militants au moment de la décolonisation a fait du mouvement communiste international un champ de tension⁶⁶¹. Et ce champ n'était qu'une partie d'une histoire plus large, pas seulement communiste, où l'unité et les frictions se mêlaient entre communistes, socialistes, démocrates, catholiques, libéraux - qu'ils soient européens ou africains.

En conclusion, ce n'était pas une histoire mineure- en tout cas, ce n'était pas une histoire aisée. En raison de toutes ces tensions, la position des communistes était pour le moins inconfortable. Nous ne pouvons plus accepter le récit indulgent et apologétique d'un mouvement compact et unifié, tous défilant ensemble sous les mêmes drapeaux rouges.

Cela dit, sans leur présence organisée, leurs partis politiques et leurs organisations de masse les plus diverses, sans leur analyse et leur engagement fort, sans leurs victoires, comme sans leurs défaites - en un mot sans l'engagement des communistes en Europe et en Afrique, ni la mobilisation

⁶⁶¹ E. J. Hobsbawm, *Il marxismo oggi. Un bilancio aperto*, . J. Hobsbawm, G. Haupt, F. Marek, E. Ragionieri, V. Strada, C. Vivanti (dir.), *Storia del marxismo, op. cit.*, vol. 4, *Il marxismo oggi*, 1982.

de masse pour l'indépendance ni la décolonisation n'auraient été possibles. Non seulement, sans cela, la décolonisation n'aurait pas été réalisée, mais l'histoire même du réseau international des communistes aurait été différente, et elle ne serait pas compréhensible.

Cela prouve une nouvelle fois la connexion étroite, une fois de plus, tout au long du vingtième siècle, des deux histoires du communisme et de la décolonisation qui se sont imbriquées à plusieurs reprises – et constitue une toile fondamentale dans la mosaïque mondiale du court siècle.

Conclusions ?

En ce qui concerne les notes introductives, notre réflexion peut s'arrêter là.

Elles visaient à faire avancer une nouvelle réflexion sur la catégorie historique de la décolonisation, sur les liens contradictoires - souvent négligés - entre le communisme et la décolonisation, sur l'indéfendabilité des récits anciens et complaisants sur l'unité du mouvement communiste international face aux mouvements de décolonisation du Sud du monde.

N'étant que des notes et des remarques introductives, cette réflexion historiographique devait se passer d'entrer dans les grands détails parmi les nombreuses différences nationales et géographiques qui composent le paysage colonial. De même, elle a dû se passer de la prise en compte de ce qui est l'essence même du travail de l'historien : la périodisation. Surtout en promouvant une approche centenaire et globale, nous savons que la périodisation est fondamentale. N'étant pas des philosophes, ni des théoriciens du postcolonialisme, mais des historiens, le travail sur les catégories et la périodisation est nécessaire.

En parcourant l'histoire centenaire des liens entre le communisme et la décolonisation, on peut facilement identifier plusieurs points critiques, ou tournants. Ces liens, en fait, ont changé plusieurs fois. Au cours du siècle, on a pu observer au moins une douzaine de ces points critiques. Parmi eux : 1. la naissance du mouvement communiste et ses premières révolutions 1917-1923 ; 2. une révolution étouffée 1926-1927 ; 3. le changement des relations entre l'Europe et les colonies 1929-

1936 ; 4. le tournant de la deuxième guerre mondiale 1937-1945 ; 5. un communisme mondial en marche 1945-1949 ; 6. les communistes européens à l'épreuve de l'anti-impérialisme et de la décolonisation 1954-1955-1956 ; 7. la décolonisation triomphante, les embarras des communistes européens et la division du mouvement communiste international 1960-1962 ; 8. les nouvelles perspectives du mouvement communiste international et le nouvel anti-impérialisme 1968-1975 ; 9. les fortunes diverses des communismes soviétique et chinois, mis au défi par l'avènement d'un nouvel internationalisme (islamiste) de 1978 à 1979 ; 10. la fin du communisme européen 1989-1991 ; 11. les transformations des communismes résiduels à l'épreuve de la mondialisation 1998-2001 ; 12. la grande récession et ses conséquences 2008- . Ces moments révèlent que la relation entre le communisme et la décolonisation, ou le Sud, a radicalement changé au fil du temps, dans chacune de ces périodes. De plus, étant un mouvement politique global, dans l'histoire du communisme et des communistes toute périodisation doit être déclinée et différenciée par pays ou zone géographique : bien que le mouvement soit global, chacun de ces moments a des caractéristiques particulières d'un pays à l'autre.

Tout cela - catégories, remarques générales, points critiques dans le temps et la géographie - rend le tableau très compliqué. Peut-être un chapitre mineur dans l'histoire de l'État soviétique, mais sûrement pas une histoire mineure dans l'histoire des peuples du Sud du monde.

QUATRIEME PARTIE

*Les partis communistes occidentaux face à la guerre froide,
à l'apartheid et au développement inégal en Afrique*

Rêves fragmentés: la Gauche Marxiste portugaise et la nationalisme radical angolais en 1950-1977

Jean-Michel Mabeko-Tali

S'il y a un fait indéniable dans les luttes pour l'indépendance et anti-impérialistes dans les pays du Sud, c'est le fait que celles-ci ont toutes bénéficié de la solidarité, et de l'aide matérielle, politique et diplomatique des anciens pays socialistes, et du mouvement communiste international dans son ensemble. Mais il reste tout aussi vrai que cette solidarité et cette aide multiple ne furent pas linéaires, et moins encore sur la base des mêmes intérêts et enjeux géopolitiques et géostratégiques. Ce manque de linéarité reflétera même des oppositions doctrinales autant que les luttes hégémoniques au sein du mouvement communiste international, en l'occurrence, et au premier chef desquelles la querelle sino-soviétique aura un impact perturbateur sur les luttes nationalistes, autant qu'ouvrières qui marqueront les années 1950-1960.

J'ai choisi de traiter ici en particulier du cas de la lutte de libération du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) et de ses rapports avec le Parti Communiste Portugais (PCP), et, à travers lui, l'ensemble du mouvement communiste international. D'où le besoin méthodologique de procéder d'abord, pour la compréhension du thème ici proposé, à un bref survol des rapports que les mouvements nationalistes angolais de gauche, en l'occurrence, ici, le MPLA, entretint avec le mouvement communiste international en général, avec de pouvoir examiner les rapports particuliers qui le lièrent au Parti communiste portugais durant la lutte armée anticoloniale, et pendant les premières années postcoloniales. Cette relation et ses contours ne sauraient toutefois être comprise en profondeur sans un examen, rendu ici synthétique pour des questions d'espace, des relations que ce mouvement nationaliste progressiste entretint avec les partis communistes de l'ancien bloc socialiste, en particulier avec l'ancienne URSS et la Chine communiste.

Les relations du MPLA avec les gauches européennes et du Tiers Monde

Il n'est pas de trop de rappeler, pour les besoins de l'analyse, que les luttes de libération nationale menées en Angola et dans d'autres colonies se sont entièrement déroulées dans un cadre international marqué par la Guerre Froide.

Le fait est que la bipolarisation mondiale d'alors ne laissait pas aux mouvements nationalistes du 'Tiers-Monde' d'alors une grande marge de manœuvre et de choix diplomatique, dès lors qu'ils se trouvaient véritablement engagés dans une lutte armée pour l'indépendance. Et aucune lutte armée anticoloniale radicale n'avait de chance d'aboutir sans les soutiens extérieurs essentiels que sont l'apport en armements, et le concours politico-diplomatique et financier des pays tiers. En l'occurrence le bloc socialiste de l'époque, dans son ensemble, et dans les contradictions internes qui le traversaient, aura été l'unique pourvoyeur en armes des mouvements de libération anticoloniaux. Ce fut une relation complexe cependant, et soumise à de constantes renégociations, et aux aléas, intérêts et souvent au pragmatisme de la politique extérieure de ces alliés communistes. Dans le cas soviétique en l'occurrence, cette complexité commence dès 1963, date de la reconnaissance du MPLA par l'URSS. Une reconnaissance arrachée *in extremis* grâce au concours décisif d'Alvaro Cunhal, le secrétaire général du Parti communiste portugais, alors en exil en URSS, au moment où les Soviétiques étaient sur le point de reconnaître le FNLA.

L'on ne saurait pas non plus saisir dans son entièreté la complexité de la dialectique relationnelle qui caractérisait les rapports entre ces mouvements de libération anticoloniaux et anti-néocoloniaux, et toutes les luttes anti-impérialistes de l'époque et le "bloc socialiste", si l'on ne fouille pas dans les méandres géopolitiques du conflit sino-soviétique, initié dans les années 1950, et

qui connaîtra son apogée dans les années 1960. Cette querelle pèsera en effet de manière dramatique sur le destin des luttes de libération nationale en Afrique, et tout particulièrement du MPLA, en Angola.

Le MPLA et le conflit sino-soviétique: le prix de la neutralité político-diplomatique

La querelle sino-soviétique a causé un immense préjudice aux luttes anticoloniales et anti-impérialistes dans le Tiers monde dans les années 1960-1970. Dans le cas du MPLA, ce fut d'autant plus dommageable encore que les deux pays communistes en conflit trouvaient intolérable le refus d'Agostinho Neto et de son mouvement de prendre parti pour l'un ou l'autre. L'autre raison est que le nationalisme angolais était si irrémédiablement divisé que cela ouvrira le champ au chantage político-diplomatique de la part des deux puissances communistes, chose que l'on ne verra pas, du moins pas dans une telle dimension, dans le cas des rapports entre elles et les mouvements de libération de Guinée/Cape Vert (PAIGC), et du Mozambique (FRELIMO) par exemple.

Les tentatives de déblocage de cette situation d'hostilité occupèrent une bonne partie de la diplomatie du MPLA, en particulier avec l'extension de la lutte sur le Front Est, qui exigeait plus et de meilleurs armements, que seuls les pays socialistes pouvaient lui fournir. L'une de ces tentatives eut lieu en 1971, lorsqu'une délégation, dirigée par Lúcio Lara, le virtuel numéro deux du mouvement, se rendit en Chine, et rencontra le premier ministre Chou en Lai, pour expliquer pourquoi le MPLA, mouvement de libération ne souhaitait pas prendre part à la division du camp socialiste. Rien n'y fera. Le MPLA ne put non plus convaincre les Soviétiques. Cela aura un impact profond dans les luttes idéologiques qui mineront le MPLA dès la période de transition, et au lendemain de l'indépendance⁶⁶².

⁶⁶² J-M Mabeko-Tali, *Guerrilhas e lutas sociais : o MPLA perante si próprio (1960-1977) : ensaio de história política*, Lisboa, Mercado de Letras, 2019.

A titre de rappel, la lutte hégémonique au sein du mouvement communiste international était soumise depuis la révolution bolchevique, du moins depuis l'ascension de Staline, au *dicktat* hégémonique construit sur l'idée de la nécessité de donner la priorité à l'édification de la révolution socialiste dans un seul pays d'abord (l'URSS en l'occurrence) *versus* son expansion mondiale immédiate. Une telle vision, justifiée par la priorité stratégique de survie pour la jeune révolution russe⁶⁶³, impliquait en effet le contrôle total du Parti communiste de l'Union soviétique sur l'ensemble du mouvement communiste international. Les communistes africains du début du siècle n'y échapperont pas, non plus⁶⁶⁴. Sur le long terme, cependant, cela s'imposera comme une pratique hégémonique, destinée non seulement à prendre la direction du mouvement communiste international, mais aussi, en pire, à en faire un principe qui fera des "petits" dans les rapports des partis communistes occidentaux aux mouvements nationalistes et anticoloniaux. Le nationalisme angolais, plus précisément le MPLA, en fera donc les frais dans ses rapports avec la gauche communiste portugaise.

Le nationalisme angolais et la gauche communiste portugaise des années 1950 à 1977

L'histoire de la rencontre entre le nationalisme angolais et le Parti communiste portugais est en tous points de vue celle de la formation de l'élite coloniale africaine de l'empire colonial portugais. Il y avait certes des antennes et militants communistes clandestins dans les colonies, mais cette histoire prendra du relief surtout à partir des années 1940, et plus sérieusement après la Deuxième Guerre mondiale, avec une augmentation de l'arrivée d'étudiants africains au Portugal. Comme dans

⁶⁶³J. Lévesque, *Le conflit sino-soviétique*. Paris, Presses Universitaires de France, 1973, p. 9.

⁶⁶⁴A. Drew, *Discordant Comrades. Identities and Loyalties on the South African Left*, New York, Columbia University Press, 2019, p. 94-198.

d'autres empires coloniaux, ces jeunes séjournant en Europe trouveront dans les forces de gauche métropolitaines sinon des alliés politiques comme tels, du moins des tribunes où ils pouvaient se faire accepter sur la base d'idées anticoloniales et anti-impérialistes. Et comme dans d'autres empires coloniaux, ils furent ici confrontés aux ambiguïtés, voire contradictions qui émaillèrent les positionnements des partis de gauche, en l'occurrence communistes, face au problème colonial et de la décolonisation. La rencontre avec les communistes portugais complétait en quelque sorte une dynamique nationalitaire initiée déjà dans les colonies, mais dans une grande dispersion, en l'occurrence dans le cas angolais. Les années 1950 seront à cet effet cruciales, qui verront l'affirmation d'un courant communiste concrétisé par la formation du Parti Communiste Angolais (PCA), en décembre 1955 par le poète nationaliste Viriato Clemente da Cruz.

Le cloisonnement dans lequel le Portugal avait enfermé cette colonie spéciale qu'est alors l'Angola sera en effet extrêmement relatif. Et même si cela se fait au compte-gouttes, les déplacements à l'extérieur de ce qui tend à devenir une colonie-prison (surtout à partir de l'installation de la police politique portugaise - P.I.D.E. (Police Internationale pour la Défense de l'État) en 1957 se font, entre autres pour des raisons d'études en métropole. La partie de « l'élite assimilée » qui bénéficie de ces avantages a entretemps les possibilités d'être à l'écoute du monde et au courant des soulèvements qui, de l'Indochine à l'Algérie, ébranlent déjà les empires coloniaux⁶⁶⁵. Leurs contacts avec les luttes étudiantes et l'appareil clandestin du Parti Communiste Portugais (PCP) leur procurent, malgré une méfiance réelle entre ces étudiants et les communistes portugais, une certaine expérience de la lutte clandestine et, cela va de soi, une partie de l'armature idéologique qui va marquer leur démarche nationaliste. Mais c'est à l'autre partie de cette élite assimilée, notamment celle restée au « terroir », que l'on doit le travail souterrain qui, dès le début des années 1950, lance

⁶⁶⁵ M. Andrade, *Libération nationale et idéologie - Etude des idéologies des mouvements africains de libération nationale émergeant de la lutte contre la domination coloniale portugaise*, Mémoire de DEA, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1983.

de nouvelles formes d'organisation politique, et de résistance anticoloniale⁶⁶⁶. Parmi ceux-ci se détachaient la figure majeure de Viriato Clemente da Cruz.

Contrairement à d'autres futures figures nationalistes tels que Agostinho Neto, Mário de Andrade et Lúcio Lara, Viriato Clemente da Cruz n'avait pas bénéficié de ce privilège du voyage initiatique et d'études en métropole. Sa formation politico-idéologique, autodidacte, s'est faite à travers la lecture d'ouvrages les plus variés, dont les publications issues des Partis Communistes brésiliens (PCB) et portugais (PCP), qu'il se procure par les moyens clandestins, ou se fait envoyer d'Europe par divers amis. Il réfléchira sans cesse sur l'Angola colonial et son futur, et tentera de passer à l'étape pratique de cet engagement politico-idéologique en créant, en 1955, avec un groupe d'amis de l'élite blanche et métisse de la colonie, le Parti Communiste Angolais (PCA). Cette activité théorique et d'analyse marxiste de la société coloniale apparaît aujourd'hui dans divers échanges épistolaires qu'il a eu à entretenir avec de nombreux correspondants de certaines des anciennes colonies portugaises, ou des intellectuels maoïstes d'Europe⁶⁶⁷.

C'est muni des statuts de ce parti véritablement embryonnaire et clairement élitaire, que Viriato da Cruz quitte clandestinement l'Angola pour le Portugal, où se trouvent encore la majeure partie de jeunes nationalistes africains, dont Lúcio Lara, avec qui il avait eu à entretenir une abondante correspondance épistolaire tout au long des années 1950, aujourd'hui riche source d'informations sur non seulement la vision nationaliste et idéologique de Viriato da Cruz, mais aussi et déjà, des points d'achoppement qui opposeront les différentes futures figures fondatrices du MPLA, en 1960. Da Cruz escomptait faire adouber son parti par le « grand-frère » portugais. Peine perdue. Au contraire, cela lui vaudra l'hostilité de ce dernier. La création du PCA sera en effet vue par le Parti Communiste Portugais comme une pierre dans son jardin hégémonique.

⁶⁶⁶ Mario Andrade parle à ce sujet de « nationalisme étouffé ». M. Andrade, *Liberté pour l'Angola*, Paris, Maspero, 1962, p.27.

⁶⁶⁷ Sur Viriato da Cruz, voir Laban, M. Messiant, M. Chajmoviez, *Viriato da Cruz, Cartas de Pequim*, Luanda, Edições Chá de Caxinde, 2003; E. Rocha, F. Soares, F. Moises, *Viriato da Cruz, O Homem e o Mito*, Lisbonne, Prefácio et Luanda, Chá de Caxinde, 2008.

Si dans l'entre-deux guerres mondiales cette attitude hégémoniste des Partis communistes européens vis-à-vis de la question coloniale avait pour justification la « priorité absolue [...] donnée à la lutte contre les fascismes européens⁶⁶⁸ », elle sera moins compréhensible dans les années 1950 pour justifier tant l'attitude du PCF vis-à-vis de la lutte de libération en Algérie⁶⁶⁹, que du PCP à l'égard des luttes nationalistes dans les colonies portugaises. La justification politico-idéologique et tactique sera cette fois qu'il fallait donner priorité à la lutte en vue de la chute de l'état capitaliste (et, dans le cas portugais, capitaliste-dictatorial) métropolitain comme condition première pour le déclenchement des luttes de libération des peuples colonisés.

La création du PCA apparaissait donc comme un défi à ce parrainage sourcilieux, quasi obligé, et semble justifier cette sorte d'ostracissement dont fut victime Viriato da Cruz dès le départ, de la part du PCP – dont il ne recherchera du reste plus la protection dans sa situation de clandestin récemment débarqué d'Angola. Sur le long terme, on pouvait comprendre que son maoïsme lui eût valu l'opprobre de l'appareil du PCP, alors systématiquement aligné sur Moscou, surtout à cette époque. Mais en 1955 -1957, Viriato n'est pas encore un marxiste de tendance maoïste affirmée, et connu comme tel. En créant le PCA sans l'aval ni même l'influence idéologique du PCP (mais plutôt sous celle du Parti Communiste brésilien), Viriato da Cruz s'était indubitablement mis à dos les dirigeants communistes portugais dans cette logique relationnelle de dépendance politique et doctrinale, et vivra dans de grosses difficultés en Europe⁶⁷⁰.

En tout état de cause, ces attitudes ont longtemps tenu de celle, «grand-fraternaliste», du Parti communiste de l'URSS sous Staline vis-à-vis des partis « frères » européens, voire des mouvements de libération d'Asie et d'Afrique. Le PCP attendra 1957 (lors de son V Congrès) pour concéder que ces luttes anticoloniales étaient une «priorité absolue» pour les colonisés eux-mêmes, même si elles s'englobaient dans un tout-dialectique (la lutte contre le système capitaliste-colonial) avec les luttes

⁶⁶⁸ C. Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*. Marseille, Agone, 2009, p. 19.

⁶⁶⁹ M. Harbi, *Le FLN – Mythes et Réalités*. Paris, Jeune Afrique, 1980, p. 11-23, et 137-138.

⁶⁷⁰ Voir sa lettre à Lara, dans laquelle il exprime les immenses difficultés pécuniaires dans lesquelles il vivait en Belgique, en 1959, in Lara, *op. cit.*, p. 72.

politiques et sociales en métropole. Et de fait, le régime salazariste tombera autant comme résultat des luttes au sein de la métropole, que, et surtout, du fait des retombées globales des longues guerres coloniales sur la société et les institutions militaires métropolitaines. Lúcio Lara, son compagnon de lutte, affirme que les communistes portugais avec lesquels il discutera des statuts du Parti Communistes angolais au moment de la tenue du V congrès clandestin du PCP, lui diront que ce texte s'était clairement inspiré des statuts du Parti Communiste brésilien⁶⁷¹.

Mário de Andrade est du reste catégorique sur ce sujet : « [...] le PCA avait un statut et un programme, programme quasi directement recopié de celui du Parti communiste brésilien – c'est une des raisons pour lesquelles je [refuserai] d'y adhérer⁶⁷² ».

En outre, toujours selon Mário de Andrade, les dirigeants communistes portugais estimaient que cette fondation du PCA était inutile,

[...] puisqu'il avait des antennes, des filiales, disons des sections là-bas, formées surtout par des gens de la communauté européenne. Donc, le PC angolais troublait un peu le schéma en place en Angola. Et Viriato n'a pas pu discuter véritablement de la naissance, et moins encore il n'a pu obtenir la reconnaissance d'un Parti communiste angolais⁶⁷³ ».

Soumettant les militants ou sympathisants issus des colonies à ses propres objectifs politiques, le PCP affectera à chacun un « parent », chargé d'encadrer chacun d'eux, de veiller à son éducation politico-idéologique (lectures orientées de classiques marxistes), et de s'assurer de leur fidélité aux directives du parti. Toute velléité nationaliste et autonomiste sera perçue comme dirigée contre la cause vue par PCP comme prioritaire : « la lutte contre le fascisme » – le régime salazariste. Parlant de sa propre expérience, Mário de Andrade se souvenait de l'attitude de ce qu'il appelle en effet :

⁶⁷¹ Lara, L., *op.cit.*, p. 39.

⁶⁷² C. Messiant, *L'Angola postcolonial*, vol 2., *Sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Kartala, 2009, p. 107.

⁶⁷³ *Ibid.*, p. 107

[...] un de mes ‘contrôleurs’ politiques portugais, qui à l’époque estimait que toutes les forces devaient s’unir contre le fascisme – vous savez : le schéma classique –, et qui taxait un peu de racisme notre entreprise nationaliste, de vouloir nous concentrer particulièrement au Centre d’études africaines⁶⁷⁴ ; il ne comprenait pas qu’on était en pleine mutation, que c’était déjà une autonomie, que c’était une forme d’autonomie organisationnelle qui se préparait : c’était l’amorce des organisations politiques autonomes⁶⁷⁵ .

Et d’ajouter, citant ses débats avec un ami communiste portugais :

Il nous critiquait. Il était critique de notre position africaine. Il nous soupçonnait un peu de racisme. Il présentait, disons, la thèse officielle selon laquelle le colonialisme portugais n’était pas tout à fait de la même nature que les autres colonialismes, qu’il permettait une ouverture de type fédéral. Disons que c’était un lusotropicaliste sans le dire.[...] Donc il ne fallait pas dire que le colonialisme portugais était d’une nature particulière.[...] Ils [les communistes portugais] faisaient un mimétisme sur des textes, de Lénine et de Staline, sur la liaison qu’il fallait établir, la solidarité entre le mouvement ouvrier et les mouvements coloniaux, [sur le fait] qu’il fallait unir ses forces. Oui, mais simplement il fallait d’abord être une force, nous n’étions pas encore une force⁶⁷⁶».

La précipitation des évènements dans les empires coloniaux, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, marquée par la domination de la vie politique et intellectuelle européenne par la gauche communiste⁶⁷⁷, et la formation du bloc socialiste, donnera aux nationalismes africains naissants des possibilités jusque-là inédites, et que même la Révolution russe ne leur avait jamais offertes. De la sorte, les partis communistes européens seront envisagés comme des alliés naturels, avec lesquels il y avait en partage l’internationalisme révolutionnaire, l’anticolonialisme et l’anti-impérialisme. L’indépendance de l’Inde (1947), la proclamation de la République Populaire de Chine (1949), la défaite française en Indochine (1954), etc. : tout ceci aidera à solidifier ce sentiment d’appartenance à un monde triomphant, dont le mouvement communiste international était censé représenter une grande famille. Les divisions internes, qui le minaient déjà, n’avaient pas encore atteint un degré

⁶⁷⁴ Structures créées en octobre 1951 par lui et un groupe d’autres étudiants des colonies, dont Amílcar Cabral, Agostinho Neto, Lúcio Lara, entre autres. *Ibid.*, p.117.

⁶⁷⁵ *Ibid.*, p. 121

⁶⁷⁶ *Ibid.*, p. 126.

⁶⁷⁷ M. Winock, *Le siècle des intellectuels*. Paris, Seuil, 1997.

qui pût assombrir ce tableau idyllique. Et c'est dans ce contexte que les jeunes nationalistes angolais en séjour d'études au Portugal eurent à construire leur lien avec les mouvements et personnalités de la gauche portugaise, et tout particulièrement avec le PCP. Parmi ceux-ci, il y avait certaines des futures icônes de la lutte anticoloniale en Angola (Agostinho Neto, Lúcio Lara). D'autres figures comme Mário Pinto de Andrade (Angola), et Amilcar Cabral (Guinée Bissau/Cape vert) ne franchirent certes pas le pas de l'adhésion au parti communiste ou dans ses organes affiliés (MUD-Juvenile par exemple), mais maintinrent des liens utilitaires très rapprochés avec eux, en particulier avec des personnalités de la cette gauche communiste déjà soumises à une vie clandestine⁶⁷⁸.

Ce processus suivra les méandres de la situation politique intérieure portugaise, dans laquelle la gauche communiste était dominée par le parti communiste portugais, alors illégal. Le PCP présentait non seulement un grand intérêt politique et idéologique pour certains de ces étudiants africains, en raison des possibilités de convivialité avec les militants portugais, leur permettant de parler de leur situation coloniale, mais également en tant que cadre idéologique pour des débats qui étaient autrement impossibles dans ce pays où même les organes de la société civile étaient sous le contrôle strict d'un régime dictatorial.

En général, cependant, une grande partie de ces étudiants deviendront des activistes de la section juvénile de la structure appelée «Movimento de Unidade Democrática» (Mouvement démocratique pour l'unité), en réalité liée à la gauche communiste. Ce fut le cas d'Agostinho Neto et de Lúcio Lara, tous deux, originaires d'Angola, qui deviendront des militants clairement assumés du parti communiste portugais. D'autres, comme Mario de Andrade (Angola) et Amilcar Cabral (Guinée et Cap-Vert) ne franchiront certes pas une étape aussi radicale, mais ne refuseront pas le contact avec les communistes portugais dans le cadre du militantisme dirigé contre le régime dictatorial de Salazar.

⁶⁷⁸ E. Rocha, *Angola. Contribuição ao estudo do Nacionalismo moderno angolano. (período de 1950-1964)*. Luanda, Kilombelombe, 2002, p.91

Une fois passé la phase d'atermoiements hégémonistes dont firent preuve les communistes portugais (du moins au sein du PCP) face à la question de la lutte des nationalistes africains pour l'émancipation et l'indépendance de leurs respectif pays, le Parti communiste Portugais se débarrassera de cette imposition pendant son V Congrès, en 1957, et prendra le parti d'appuyer les mouvements nationalistes africains, dans une dialectique relationnelle basée sur la lutte contre un même appareil répressif (le pouvoir salazariste) jusqu'à sa chute, le 25 Avril 1974. Toute la gauche portugaise, au premier rang de laquelle le PCP, appuiera la décision hégémonique du MPLA de proclamer unilatéralement l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975, au détriment des accords d'Alvor de janvier 1975, entre les trois mouvements armés (FNLA, MPLA et UNITA) et les nouvelles autorités portugaises. Sans un tel soutien, dans la conjoncture de Guerre Froide de 1974-75, le MPLA, éclaté en factions bien avant la chute du salazarisme, eût sans doute connu un autre destin dans cette lutte à mort contre ses deux rivaux, sur fond d'interférences étrangères, dans le cadre de la *proxy war* qui faisait alors rage entre les deux blocs de la Guerre Froide.

Ce soutien sera du reste, dans bien de cas, et subséquentement, suivi soit du choix de certains anciens officiers portugais des troupes coloniales, ou de cadres civils portugais de gauche, de rester en Angola, d'une part, et, d'autre part, du retour de la dorénavant ancienne métropole de Portugais natifs d'Angola, pour servir la jeune révolution africaine sous la direction du MPLA. C'était la célébration d'un parcours commun entre un MPLA où l'on compterait difficilement de vrais communistes, et leurs anciens compagnons de lutte de la gauche portugaise, et tout particulièrement du PCP. Parmi ces jeunes cadres qui retournent du Portugal, ou qui décident de ne plus y retourner, on trouve un peu de tout, de la gauche « officielle » (PCP), aux factions marginales de gauche, toutes obédiences confondues (marxistes, maoïstes, trotskistes, staliniens, « albanais », etc...) : bref, une gauche hétéroclite, dont le militantisme radical, anti-impérialiste, sera certes capital dans la renaissance politique du MPLA, fragilisé et fractionné suite aux multiples dissidences qui le minaient depuis la fin des années 1969, mais aussi problématique sur le court terme, et ce, dès la période de transition consécutive à la « révolution des Œillets » portugaise du 24

avril 1974, et débouchera sur une répression de ces groupes de gauche par le nouveau pouvoir révolutionnaire du MPLA, désormais parti-État⁶⁷⁹. Une nouvelle page s'ouvre alors dans le rapport entre lui et la gauche portugaise.

Le MPLA et la gauche portugaise en 1974-77: des retrouvailles sur fond de méfiance

Les retrouvailles entre les hauts dirigeants du MPLA et leurs anciens compagnons communistes portugais du temps des études en métropole vécut un très court moment de célébration en réalité. Elles auront en fait été, dès le moment où le MPLA prend le pouvoir, victimes des déboires internes de ce dernier, en particulier du retour des luttes factionnelles qui le minent très vite, dans l'épreuve du pouvoir d'État désormais assumé dans des conditions d'adversité multiples. D'une part, il y avait la reprise de la guerre civile, initiée en réalité sous le maquis entre les trois mouvements nationalistes armés⁶⁸⁰, mais doublée cette fois d'ingérences étrangères. D'autre part, il y avait le retour des luttes factionnelles, qui déboucheraient sur une dissidence de plus certes, mais cette fois sur un fond idéologique mêlant Guerre froide, conflit sino-soviétique, et la relance des luttes sociales au sein d'une société angolaise encore marquée par le sceau du système colonial.

Les luttes factionnelles internes ou au sein de la large coalition qui avait soutenu et permis la victoire militaire du MPLA sur ses adversaire en 1974-1975 commencent par les guerres des tendances de gauche pendant la période de transition post-25 Avril 1974. En résumé, l'émergence d'une dynamique de gauche dans le monde urbain fut l'une des principales caractéristiques des luttes sociales dans cet Angola encore partagé d'une part entre une société africaine traversée d'immenses expectatives socio-économiques et politiques à l'aune de ses frustrations longtemps

⁶⁷⁹ J-M Mabeko-Tali, *Guerrilhas e Lutas sociais...*, *op. cit.*, p. 401-445.

⁶⁸⁰ C. Pezarat, *Descolonização de Angola. A jóia da coroa do império*. Luanda, éd. Ler & Escrever, 1992, p. 35-39.

continues sous le système colonial, et, d'autre part, des restes sociétaux de ce même système colonial, désormais déboussolés par l'accélération des événements. Il en résultera des soupçons et accusations d'interférences de l'appareil du Parti communiste portugais dans les affaires internes du MPLA. En conséquence de quoi, des militants et cadres actifs, d'origine portugaise, mais nés en Angola, et donc qui se considéraient comme Angolais à part entière, et qui avaient milité dans les rangs du PCP en métropole, ou dans d'autres formations surgies après le 25 Avril 1974, seront écartés des organes centraux et vitaux de la structure du MPLA. Ce fait va d'une part créer un début de malaise entre le MPLA et les communistes portugais, et contribuera à exarcerber les luttes sociopolitiques urbaines.

Sur le plan interne et des luttes factionnelles qui reprenaient déjà dès le retour du MPLA en zone urbaine, ce même discours ira cette fois puiser dans la panoplie discursive du conflit sino-soviétique. Une tendance sera formée autour d'une étoile montante, ancien Commissaire politique dans le maquis de la Première région político-militaire du MPLA, Alves Bernardo Baptista, dit 'Nito Alves. Converti au marxisme-léninisme pro-soviétique, orateur de talent même si brouillon dans ses références aux classiques marxistes, Nito classera partie des grandes figures historiques de la vieille garde du MPLA, tour à tour sous les étiquettes de « maoïstes », « sociaux-démocrates », « anti-marxistes », « anti-soviétiques », et surtout l'équation: « anti-soviétisme égal anti-marxiste ». Seul Agostinho Neto, président du parti et chef du jeune État, échappera à cet étiquetage idéologique, du moins publiquement. Les incriminés non seulement rétorqueront en accusant Nito Alves et ses partisans d'être des « agent de l'impérialisme » vêtus de peaux de révolutionnaires. Une féroce répression suite à leur tentative ratée d'insurrection, le 27 mai 1977, qualifiée de « tentative de coup d'État ». Cet événement majeur dans l'histoire de l'Angola contemporaine eut comme retombée político-diplomatique, l'accusation, non totalement infondée, d'une complicité soviétique d'appui à Nito et à ses partisans, tout comme l'on murmura dans les rangs du MPLA d'une possible complicité, sinon institutionnelle, mais à divers échelons, même individuels, du Parti communiste portugais dans cette « conjuration nitiste ». Le PCP a certes nié toute implication, et les

rapports avec le MPLA se sont rechauffés par la suite, mais le malaise est resté, justifiant le formalisme, et non plus une quelconque chaleur, qui caractérise depuis lors ces rapports.

The Italian Left and National Liberation Struggles in Lusophone Africa

Massimiliano Pinna

This paper aims to define the relationships between the Italian Communist Party (PCI) and the Portuguese Communist Party (PCP), including the movements of independence of Lusophone Africa from 1961⁶⁸¹ and 1973. Following the theory of *History from below* and looking at the relations between the parties from above, it is possible to rebuild compounded networks inside the Italian society that approach the Portuguese opposition, looking at the PCP but also at undercover and semi-clandestine opposition movements in Portugal that were connected to the Italian *Movement of Peace Partisans*⁶⁸².

Peace Partisans, internationalism and Portuguese refugees.

The action of the Italian extension of «Comitato Mondiale dei partigiani della Pace»⁶⁸³, focused on acknowledging and recognizing the antifascist struggle of the Portuguese people which had links with the Italian post-war society. The path of the Italian solidarity towards MPLA, FRELIMO and PAIGC was built from the opposition to the Salazar's and Caetano's dictatorship combined with the action of the Portuguese exiled people who had settled in Italy and focused on

⁶⁸¹ This paper will be used the Africanist focus on the struggle for independence, leaving the Eurocentric dominating culture in favor of a neutral visual of the subject of study. See P. Borges Graça, *A construção da nação em África (ambivalência cultural em Moçambique)*, Lisboa, Almedina, 2005.

⁶⁸² R. Giacomini, *I partigiani della pace. Il movimento pacifista in Italia e nel mondo negli anni della prima guerra fredda*, Milano, Vangelista editore, 1984; S. Cerrai, *I partigiani della pace in Italia*, Libreria universitaria.it, 2011; G. Petrangeli, « I Partigiani della pace in Italia 1948-1953 », *Italia Contemporanea*, 271, 1999.

⁶⁸³ Created on April 1949, as extension of *Congresso Mondiale degli intellettuali per la Pace*, is possible remember Frédéric and Irène Joliot-Curie, Pablo Picasso, Salvador Allende, Pablo Neruda, Amílcar Cabral, Alexandre Fadeiev.

communication to create the politicization and improve awareness of young people in the Sixties and Seventies. Inside the Peace Partisans Movement there were recurring names: Italian Catholics, socialists, communists, antimilitarists, antifascists, pacifists, intellectuals, scientists, politicians and artists like Andrea Gaggero, Velio Spano, Lucio Luzzato, Joyce Lussu, Giovanni Berlinguer, Luciano Mencaraglia. They were able to create transversal links between communist, socialist and catholic Youth Federations, the Italian feminist organization (UDI), trade unions. In Italy, the pacifist movement led to the constitution of projects, councils, committees able to link together, vertically and horizontally, Italy, Portugal and colonies. These people, monitored by intelligence services, presented the common guidelines during the National Conference of the Italian Peace Movement in Rome (December 1959⁶⁸⁴), following the process of détente and the principles mentioned in Stockholm (May 1959) that had been decided during the World Peace Council. Meanwhile, the Second Vatican Council was being held and the UN were focused on the colonial question; during this time, PCI and PCP⁶⁸⁵ were developing their first relationships. PCI and PCP were creating an intense and spread out network of relations within the multi-cultural communist background, thanks to the communication and dissemination of the Portuguese antifascists opposition of Rome, Genoa and Ravenna. More specifically, the point of convergence was Vitor Neto.

The *Genoa's group*, the catholic's role and Lisbon underpressure.

Son of a Portuguese anti-fascist, Neto had been exiled in Genoa from '62 to '74 producing pamphlet, duplicates, mimeographs, posters, acts of pressure, spreading reports on the antifascist

⁶⁸⁴ Archivio Centrale dello Stato (ACS), PCM, '65-'67, MET-MO, 14.2/7384, Movimento mondiale della Pace, Comitato Italiano, Convegni, manifestazioni, vv, sf. Affari vari, 14.2/7384/I, Atti e documenti allegati, *La lotta per la pace all'inizio della distensione*.

⁶⁸⁵ *Per la libertà in Portogallo* represents the first statement of solidarity, made by the PCP Central Committee and printed by PCI in March 1961, where is possible to find Álvaro Cunhal guidelines as a new secretary.

Portuguese struggle in Europe and representing a moral and politic foothold for Portuguese refugees in Italy and respected voice for PCI⁶⁸⁶. Alongside his partner Simonetta, Daniel Santana and Jorge Machado Conceição, he created what I would call *Genoa's group*, which was to become the center for collecting information from Algeri's Patriotic Front of National Liberation⁶⁸⁷, from Paris, where the Portuguese Intelligencija sent their messages, and Brussels, where the SEEPE⁶⁸⁸ was located. Moreover, Neto's action was focused on two connected actions: against the Portuguese regime and in aid of African independence under the Lusitanian power⁶⁸⁹. Therefore, the confluence of actions and birth of relational networks, on one side, the support of the PCP on the other side, was able to nest and evolve within the Italian society composed of communists, socialists, Catholics and humanitarian currents. Thus, Portuguese exiles were able to use well-known communists' clandestine mechanisms, like propaganda machine (belonging to Italian and French parties), and the composite grassroots militancy.

Between '61 and '66, Rome was the fulcrum of personal and institutional connections, established by Mário and Henrique Ruivo, Luís Moita and, from 1966, the socialist Tito de Morais, who were all joined by internationalism, Catholicism and socialism⁶⁹⁰. Thanks to links with Democrazia

⁶⁸⁶ More than once Cunhal moved to France to Italy, using fake papers, to meet PCI in Frattocchie (near Rome). In Genoa Neto hosted other PCP members like Octávio Pato, Carlos Brito, Cunhal, José Vitório, Medeiros Ferreira, António Barreto, Helena Bruto da Costa, Cipião, in Vítor Neto, interview, 2/09/2019.

⁶⁸⁷ Algeri was an important junction for Portuguese refugees: FPLN location, center of the clandestine radio *Voz da Liberdade*, linked to MPLA, PAIGC and FRELIMO, in Vítor Neto, interview, Lisbon 09/05/2019. See S. Martins, *Exilados portugueses em Argel. A FPLN das origens à ruptura com Humberto Delgado*, Porto, Edições Afrontamento, 2018.

⁶⁸⁸ Created in 1966, the Secretariado dos Encontros de Estudantes Portugueses no Estrangeiro (linked to the Italian student organization UNURI) support semi-clandestine student movements in Lisbon, heading international meetings against Salazar and asking the support of the student sympathy, in D. Melo, E. Caetano da Silva (dir.), *Construção da Nação e Associativismo na emigração portuguesa*, Lisboa, ICS, 2009; Arquivo de História Social (AHS), f. José Barreco, Caixa 26, FG 2442 – ME 2009, 22 feb. 1966.

⁶⁸⁹ Neto preserves a personal archive, original, non-inventoried, made of 154 boxes, that contains his work between '62 and '74 that can help to rebuild, thanks to the records creator experience and his oral history, a crucial missing link of the Italian solidarity to the Portuguese people and the anticolonial struggle.

⁶⁹⁰ Mário Ruivo moved to Rome in 1961 as a *Director of the Fisheries Division* in FAO. His brother Henrique, a painter, drew all the posters for the amnesty of the political prisoners and supporting African freedom. Moita, in Rome between '62 and '67, studies in the Gregorian college; he returns in Portugal in 1971, as a creator of the BAC (Boletim Anti-Colonial) and, after the Carnation Revolution, the Centro de Informação e Documentação Anti-Colonial (CIDAC) using the recover documentation from the DGS-PIDE archive.

Cristiana party, they created (January 1962) the *Comitato per l'amnistia e libertà democratica in Portogallo*⁶⁹¹ linked with the Junta Patriótica Portuguesa.

The writer Arrigo Repetto was part of the Roman current and created (October 1963), the *Centro italiano per la libertà del Portogallo* which produced its own bulletin *Portogallo libero*⁶⁹². Besides the remarkable value of the first center of sympathy set up in Italy, it's important to emphasize how there were recurring names and people around the "Portuguese issue", not just for Portugal but also focussing on the collective struggle for self-determination of the Lusophone colonies. In May 1964 *Portogallo libero* highlights one of the events realized in Rome during that period, putting forward the successful links that would be developed in the following years, gaining international visibility. In Rome, the bookstore *Paesi Nuovi* (November '63), the magazine *L'Europa Letteraria* sided with Portuguese intellectuals arrested by Salazar's police, sending 200 signatures to the Roman Center, including Joyce Lussu, Arrigo Repetto, Marcella Glisenti, Giuliano Pajetta, Aldo Capitini, UNURI, Fausto Bertinotti, ANPI of Rome and even Pedro Soares e Rodrigo dos Santos of Algeri's FPLN⁶⁹³. The movement progressively increased his actions, supported by the network-based in Rome and created by Ruivo's brothers and Luís Moita, the Genoa's Group involving simultaneously PCI, PCP and MPLA, FRELIMO, and PAIGC. The role of Vitor Neto became crucial especially between '69

⁶⁹¹V. De Matos, *Portugal e Itália: relações diplomáticas (1943-1974)*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2010, p. 136. PIDE, conferring with the Italian secret services, was monitoring anti-fascist associations. Between the files, there is a list of participants to the initiative: «Giuseppe Ungaretti, Michelangelo Antonioni, Franco Berlanda (architect), Alberto Moravia, Paolo Boringheri (editor), Ugo Pirro (writer), Tristano Codignola, Giuliano Pajetta, Giulio Einaudi, Massimo Pradella (musician), Ferdinando Santi, Giulio Seborga, Maurizio Valenzi, Paolo Vittorelli, Antonello Trombadori, Monica Vitti, Valerio Zurlini, Arrigo Boldrini, Marcello Gentile (lawyer), Roberto Lerici (editor), Lucio Luzzatto, Elio Petri [...]», in ANTT, PIDE/DGS, SC, sr. 450/46, Pt 1, serviços italianos, f. 421. *Portuguese Committee for amnesty and democratic freedom*.

⁶⁹² Based in Rome in via degli Avignonesi 12/1, from January 1964, changes director on 21/10/68 becoming *Comitato italiano per la libertà del Portogallo e delle Colonie*, in Ravenna, see: Arquivo Vitor Neto (AVN), Documentos feitos em Itália, *Portogallo libero*, II, n. 2-3, apr-mag 1964. The new course was guided by the exile Liliete Carito, which created, themselves, at the age of 21 years, the *Comitato*, supported by ARCI, ANPI and PCI of Ravenna, in *Ibid.* and in Liliete Carito, interview, Lisbon 06/09/2019.

⁶⁹³ AVN, Documentos feitos em Itália, *Portogallo libero*, anno II, n. 2-3 apr-mag 1964, 12.11.1963, 22-24. On March 1966, SEEPE, UNURI and FPLN gave life to the «Giornata internazionale di solidarietà con gli studenti portoghesi» after the International meeting in Bruxelles (19-22 February '66), in AHS, f. Laranjo, Caixa 28, FG 2845 – ME2337, p. 4.

and '74: PCP files like planning documents and journals were in Genoa⁶⁹⁴, translated in Italian and released to the rest of the country, using an efficient method of pressure on Caetano's government.

PCI, PCP and the years of solidarity: 1970-1973

Thanks to the supportive base built in the previous years, we can recall 3 three major events that are able to showcase all the links. Preceded by the preparatory meeting of January⁶⁹⁵ whereby PCI invited a PCP delegation, the 1st *Conferenza Internazionale in appoggio alla lotta dei popoli delle colonie portoghesi* took place in Rome from 27 to 29 June 1970. This conference represents the first official recognition of the African struggle and highlights the «necessity to reinforce solidarity in all countries with regards to the national liberation started 9 years ago in Angola against Portuguese colonialism and extended in Guinea-Bissau and Mozambico»⁶⁹⁶. Monitored by the Guinea-Bissau DGS department⁶⁹⁷, the conference hosted representatives of the liberation movements of the Portuguese colonies and represented the link with the Khartoum Conference. The conference⁶⁹⁸ gained visibility because of its intrinsic value and because it had been organized in a European capital with a double political weight, due to the presence of the Vatican and because it was supported by an extension of the PCI, the World Peace Movement. *Rádio Voz da Liberdade*,

⁶⁹⁴ In the Fondazione Gramsci Archive there are papers signed by the wording «Portogallo/Genova» or «PCP/Genova» (Neto was mentioned as Victor), in Fondazione Gramsci (FG), Archivio Partito Comunista (APC), PCI 1972/CI/311, b. 181, 3 e 16 gen, 20 giu 1972.

⁶⁹⁵ In Rome, at the meeting Roma dated 22nd of January 1970 took place the representative of MPLA, FRELIMO, PAIGC and the *Comitato Italiano d'Iniziativa* was made up of PCI, PSIUP, trade union CGIL, CISL and UIL, ACLI, ANPI, DC, PSI, ARMAL (*Associazione per i rapporti con i movimenti africani di liberazione*) and Consiglio Mondiale della Pace, in AVN, *Conferência solidariedade povos colóniais portuguesas Roma 1970*, 2. There were even PCP, FPLN and Portuguese Peace Movement members, in *Ibid.*, allegato, 1.

⁶⁹⁶ FG, APC, MF 071 III vol. anno 1970 riservato, p. 71- 457.

⁶⁹⁷ On the 19th November 1969, DGS in Guiné sends to headquarter in Rua António Mária Cardoso in Lisbon, in ANTT, PIDE/DGS, SC, CI (2) 690 pasta 259, nr. 7043, *Conferências de solidariedade para a Libertação das colónias portuguesas e outras*, Fasc. *Conferência Internacional e apoio à luta dos povos das colónias portuguesas*, Roma 27 a 29 de junho de 1970, Sottot. Reunião preparatória: Roma, 22 de janeiro de 1970.

⁶⁹⁸ After Rome, was developed the next Congress in Florence (2-5 December 1971), which brought Democratic Youth Federations (FGCI, PSI, PSIUP, DC, PRI) and invited 285 prominent figures, such as Tito de Morais, Gil Martins, José Mário Branco, Fernando Loureiro, who would become the future leadership of the Partido Socialista Português of Mário Soares, in AVN, *Conferência internacional sobre segurança europeia Florença 1971*.

broadcasting from Algiers, reported the list of representatives (25 countries)⁶⁹⁹, a representative of PCP⁷⁰⁰, a delegate of the Peace Movement and Pedro Soares⁷⁰¹. The welcome pamphlets, produced by the PCP section in Italy (Vítor Neto), are found in Neto's archive, consisting of 154 unpublished folders. The support of the PCI was not only cultural but also political to develop, one more time, an international action of solidarity and aid to the struggle of the people of the Portuguese colonies⁷⁰².

However, the most impactful aspect for Caetano's dictatorship, which was underlined by the Lusitan press⁷⁰³, was the July 1970 meeting between Pope Paul VI and Agostinho Neto (MPLA), Amílcar Cabral (PAIGC) and Marcelino dos Santos (FRELIMO). As António Costa Pinto correctly reported, «for the elite of the regime and for the values of the sociological bloc that supported it, the hearing for the leaders of the liberation movements was political and morally devastating»⁷⁰⁴. It was not an isolated event, rather the fruit of the new papal doctrinal line expressed in 1967 in the encyclical *Populorum progressio*. The plenary requested a direct clarification from the DGS to the Vatican, which minimized the scope of the event by asserting that the hearing, scheduled for Wednesday, «lasted only 7 or 8 minutes, one of many given after each Pope's general audience weekly»⁷⁰⁵. The nature of the papal audience was well known; moreover, it was recently pointed out that the interlocutor that caused this event to take place can be found in the Portuguese cell in Rome and the interest of the Catholic and progressive component of the DC capital. Luís Moita helps to remember that it was thanks to «Marcella Glisenti, an Italian aristocrat who had great

⁶⁹⁹ DGS radio wiretapping, 1.2.1970, in *Ibid*, p.16.

⁷⁰⁰ Vítor Neto, interview, Guia 01.09.2019.

⁷⁰¹ From 1972 Pedro Soares became the hub between PCI and PCP in Rome, with his own office, to establish actions «a favore dell'amnistia dei prigionieri politici e per il ristabilimento delle libertà democratiche nel Portogallo» (in FG, APC, MF 054, II volume, riservato, 1972, p. 054326). PCI has provided monthly financial assistance during the period in Rome and «300.000 lire [...] per l'assunzione di Soares in qualità di interprete-traduttore di lingua portoghese addetto alla segreteria dell'on. Cardia», February '73 in FG, APC, 1973/CI/296, b. 222, 14/2/73.

⁷⁰² Conference working document in FG, APC, MF 071, III vol. anno 1970 riservato, p. 71-457.

⁷⁰³ 1st of July 1970 pro-government newspapers wrote «A conferência antiportuguesa de Roma sob o signo do comunismo» (*O Século*), «Malogro da reunião terrorista dos movimentos antiportugueses» (*Diário da manhã*), «Escândalo em Roma» (*A capital*, 2/7/1970).

⁷⁰⁴ A. Costa Pinto, *O fim do Império Português*, Lisboa, Livros horizonte, 2001, p. 32.

⁷⁰⁵ Cable (2nd of July 1970), in ANTT, PIDE/DGS, SC, CI (2) 690 pasta 259, nr. 7043, *Conferências de solidariedade para a Libertação das colónias portuguesas e outras*, Fasc. *Conferência Internacional e apoio à luta dos povos das colónias portuguesas*, Roma 27 a 29 de junho de 1970, Sf. Reunião preparatória: Roma, 22 de janeiro de 1970.

influence in the affair of Paul VI, so that he received the three liberation leaders. She is who orchestrated this meeting, in July '70»⁷⁰⁶. Giuseppe Glisenti's wife, she was one of the founding members of the DC and director of the third-world DC bookshop *Paesi Nuovi* in Rome and promoter of IPALMO, born in 1971, very active in support of the Lusitanian exiles. In July 1971 *Paesi Nuovi* organized the round table *One year after the international conference in Rome: prospects of the Liberation Movement of the Portuguese colonies* in the presence of the representatives of the Portuguese colonies and the recurring figures Romano Ledda (PCI), Lucio Luzzatto (PSIUP) and Carlo Fracanzani (DC)⁷⁰⁷.

A key aspect to highlight is the support which was not only moral but also concrete and materialized in the sending of medical equipment to the Central Hospital of Cabo Delgado thanks to the relations with the Arcispedale S. Maria Nuova of Reggio Emilia. Marcella Glisenti organized a meeting (October '71) in her library⁷⁰⁸ where, in the presence of the «partisans» referred to as «terrorists» from Lisbon⁷⁰⁹, a report was presented by the director of the Arcispedale, Giuseppe Soncini, describing a humanitarian aid program launched some time ago, with the support of the Cabo Delgado hospital. The events were followed closely by the Portuguese Embassy in Rome because it looked like an Italian interference in a matter that concerned a territorial extension (such as the African colonies) of a NATO ally. The humanitarian bridge, in fact, created so many diplomatic problems between the two governments due to the initiative of the communist-led Emilian city that a file titled «repercussions in Italy» was opened by the Italian Ministry of the

⁷⁰⁶ Luís Moita, interview, Lisbon 19.07.2018.

⁷⁰⁷ *l'Unità*, 6.07.1971, 11.

⁷⁰⁸ The Prefecture of Reggio Emilia (9.11.1971), sends to Ministry of the Interior (MI) and Public Security, «Fronte di liberazione del Mozambico – aiuti sanitari da Reggio Emilia», about the meeting dated 28th of October: «I mozambicani, accompagnati dal dirigente del Frelimo, Oscar José Monteiro, nella settimana del 27 ottobre, dopo il loro arrivo a Fiumicino, avrebbero partecipato a Roma, presso la Libreria *Paesi Nuovi* di Piazza Montecitorio, ad una conferenza tenutasi in loro onore, sul tema: «Solidarietà con la lotta del Frelimo contro il colonialismo portoghese», in ACS, Fondo «G» Associazioni del Ministero dell'Interno, Direzione generale della pubblica sicurezza, Organizzazioni politiche e apolitiche, b. 326, Fasc. «Fronte di Liberazione dell'Angola e Mozambico» sf. Attività.

⁷⁰⁹ The presence of the Angolan pro-independence Oscar Monteiro and the Mozambican fighters was differently narrated by the PCI press («I partigiani del Mozambico», *l'Unità*, 8.11.1971, p. 3) and the Ministério dos Negócios Estrangeiros papers sends to DGS, 30.11.1971, in PIDE/DGS, SC, CI (2) 3110, NR. 7250, services italianos.

Interior⁷¹⁰. The correspondence between Soncini and the Portuguese ambassador in Rome Hall Themido noted the donation of seven tons of medicines to the Mozambican hospital, which, in the same period, started the same cause in support of the Palestinian people⁷¹¹.

From the two fundamental meetings of 1970 onwards, the attention to the liberation movements of Angola, Mozambique and Guinea-Bissau became a constant for conferences organized in various Italian cities. There was a constant activity of interventions, invitations from African delegations and the creation of Committees in Milan, Turin, Firenze, Bologna⁷¹² - monitored by the Ministry of the Interior - where the Portuguese network had found fertile ground for discussion and constant response to the solidarity. From April 1971 to 1973 there were reports of conferences on the Portuguese colonies promoted by the wider *Free Portuguese Africa Committee* that includes five liberation groups⁷¹³. The support and collection of necessities were still active in 1972, with the establishment, in Bologna, of the *Solidarity Committee with Free Mozambique*, based on the idea of a humanitarian exchange between the Arcispedale and the Hospital of Cabo Delgado. The hand extended from Northern Italy to Mozambique acquired further institutional support, thanks to the «Pact of friendship between the city of Bologna and the Educational camp of Tunduru», in Mozambique⁷¹⁴. The description of the event and on the FRELIMO representatives provided by Mario Cerutti, the Prefect of Bologna, is very interesting: «Recently the partisan commander of

⁷¹⁰ ACS, Fasc. Portogallo. Fasc. Mozambico, avvenimenti vari, ripercussioni in Italia, sf. Fronte di Liberazione del Mozambico. Aiuti sanitari da Reggio Emilia Confidential, The Prefecture of Reggio Emilia (25/03/1971), send « Fronte di liberazione del Mozambico – Aiuti umanitari da Reggio Emilia»: «L'ente ospedaliero “Arcispedale S.Maria nuova», come da decreto del P. REP. del 19 novembre '68 [there is even a telegram from the Prefect to Foreign Affairs (8/04/71), in the same file], ha stretto un legame con l'Ospedale di Cabo Delgado in Mozambico» (see also the contribution of Lanzafame and Podaliri in this volume).

⁷¹¹ *Ibid.*

⁷¹² Even abroad, in Zurich, Amsterdam, Paris, London, Prague, in confidential from The Prefecture of Milan to MI and Div. General Affairs, ACS, 10 apr 1971, F. MI, Gabinetto, quinquennio 1971-1975, fascicoli classificati: partiti e movimenti politici, b. 72, Fasc. Portogallo. Avvenimenti vari, ripercussioni in Italia, sf. Movimento «Liberazione e sviluppo» «Convegno sulle Colonie Portoghesi promosso dal Movimento Liberazione e Sviluppo».

⁷¹³ A second classified draft from the Prefecture of Turin to MI (4/8/1971), reports the «presunte responsabilità di ordinamento economico-militare dell'Italia in merito alla politica coloniale del Portogallo». The Movement has his own fortnightly magazine *Terzo Mondo Informazioni* recorded on 25/6/1970, headed by the journalist Rai Giovanni Bertone, in ACS, Fondo «G» Associazioni del Ministero dell'Interno, Direzione generale della pubblica sicurezza, Organizzazioni politiche e apolitiche, b. 352, Fasc. Movimento « Sviluppo e pace».

⁷¹⁴ The file in *ibid.* contains even international partnerships between many cities of the Emilia-Romagna Region : Zara-Reggio Emilia, Jerafina (Jugoslavia)-Castelmaggiore (Bologna), Bologna-Kharkov (URSS), Ferrara-Capodistria, Copparo (Ferrara)-Eger (Hungary).

Frelimo Amandio Chongo was received in the municipal seat by the Councilor Giorgio Ghezzi»⁷¹⁵. At the meeting, which rallied participants around anti-fascism, the mayor of Bologna Renato Zangheri, before accompanying the guests to the shrine of Marzabotto's «fallen partisans», reiterated the «common struggle against imperialism and fascist regimes»⁷¹⁶. The procedures and materials sent to Mozambique can be found in the ministerial papers:

On a ship leaving the port of Livorno, a shipment of material, collected by the "Committee", chaired by the mayor of Bologna Renato Zangheri, including clothing, blankets, medicines, stationery and food items, was shipped to the camp of Tunduru and Tanzania [with] two technicians, an agricultural expert of the cooperative movement, a veterinarian and a specialist of the Institute of Pathology of the University of Bologna⁷¹⁷.

The presence of the Portuguese stand and the anticolonial complaints at the Festa de *l'Unità* of Ferrara in 1972, organized by Neto, anticipate the most massive display of solidarity: the *National Conference of solidarity against colonialism and imperialism for the freedom and independence of Angola, Guinea Bissau and Mozambique* held in Reggio Emilia on 24-25 March 1973⁷¹⁸. The Conference represented the tip of the iceberg of a struggle that left behind the action hit the focus on the movements and their link with Italy, openly manifesting strength and will to break with the past and reveal which practical actions were going beyond the internationalist ideology.

⁷¹⁵ The Prefecture of Bologne to MI and Ministry of Foreign Affairs (MAE), (7/04/1972), in ACS, Fondo Ministero dell'Interno, Gabinetto, quinquennio 1971-1975, b. 423, Attività di rilievo internazionale Emilia-Romagna, Fascicolo Emilia-Romagna. Patto di amicizia tra la città di Bologna e il campo Educacional di Tunduru, Mozambico, doc.ne dal 19 novembre 1971, 1.

⁷¹⁶ *Ibid.*

⁷¹⁷ ACS, Fondo «G» Associazioni del Ministero dell'Interno, Direzione generale della pubblica sicurezza, Organizzazioni politiche e apolitiche, b. 318, Fasc. Comitato di solidarietà per il Mozambico, sf. Attività, Classified from the Prefecture of Bologne to MI/GAB, subject «Patto di amicizia fra le città di Bologna ed il campo Educacional di Tunduru». 8 luglio 1972. On 18th of July the files report a new document, from the Prime Minister's Office, Uff. Regioni, to MI/GAB and to government to the Emilia-Romagna Region: «Lo stesso Ministero ha manifestato le proprie preoccupazioni non tanto per l'invio di aiuti materiali quanto per l'intendimento di costituire una delegazione di tecnici che dovrebbe prendere contatti con i patrioti del Mozambico», in *Ibid.*

⁷¹⁸ FG, APC, 1973/CI/296, b.222, 24-25 mar. 1973. Some copies are inside the Centro de Informação e Documentação Anti-Colonial (CIDAC) Archive in Lisbon, the originals are preserved in the Vítor Neto's archive.

The reports - written by Antonio Costa (another Neto's alter-ego) and published in *Portugal information*⁷¹⁹ - denounced the ferocity of Portuguese colonialism through the testimonies of the missionary Father Luís Afonso da Costa⁷²⁰ and highlighted the link between the regime and the major NATO allies. The pamphlet «The struggle against colonialism and the colonial war»⁷²¹, produced once again by the tireless activity of Vítor Neto, exposed the Portuguese government, also held responsible for the murder of Amílcar Cabral, and showed both democratic political actions and guerrilla launched by Acção Revolucionária Armada (ARA)⁷²², a clandestine wing of the PCP. In the three days of Reggio Emilia conference, there were national student and trade union organizations, parties (PSI, PCI, DC, PdUP), Soncino, the IPALMO, Salim Achmed Salim, President of the Special Commission of the UN for decolonization and MPLA, FRELIMO and PAIGC⁷²³.

Conclusion

In conclusion, the support to the Portuguese democratic struggle developed into the material, ideological and human solidarity and support of the self-determination of the Portuguese-speaking African peoples. The two struggles, since the Portuguese territory was understood by Salazar and Caetano, evolved in parallel and were strongly interconnected and carried out jointly, especially in the 1970s. This study would benefit from a wider development to reconstruct the

⁷¹⁹ Mimeographs created by Genoa's group were printed and disseminated in a capillary way to parties, CGIL-CISL-UIL trade union, press and information agencies. Thanks to the addresses found in the archive we can understand for the first time the Genoa's group *modus operandi* and the networks born from personally friendliness, a common passion, shared solidarity, such as the director of the Arcispedale di Reggio Emilia, in AVN, Endereços Itália.

⁷²⁰ AVN, Documenti colonialismo português no estrangeiro 1.

⁷²¹ *Ibid.*

⁷²² Officially born in 1970, ARA conduct guerriglia actions from 1964, in R. Narciso, *A.R.A., Acção Revolucionária Armada: A História Secreta do Braço Armado do PCP*, Lisboa, Publicações Dom Quixote, 2000; J. Serra, *As Explosões que Abalaram o Fascismo. O que foi a ARA (Acção Revolucionária Armada)*, Lisboa, Editorial Avante, 1999.

⁷²³ «Libertà e indipendenza per le colonie portoghesi», *l'Unità*, 22/03/1973, 13.

solidarity of the institutional figures mentioned here as well as of the less evident but not less essential personalities, who were able to build a positive circle of information and dissemination of struggle politics, democratization and freedom.

Une politique « euro-africaine ». Le PCI et l'Europe comme « pont » entre l'Afrique et le monde socialiste⁷²⁴

Marco Di Maggio et Gabriele Siracusano

Introduction

La relation entre le PCI et les mouvements de décolonisation se distingue à bien des égards de celle entretenue par les autres partis communistes avec le Tiers-monde. A partir du deuxième après-guerre et, de manière encore plus nette à partir de la fin des années 1950, le paradigme de la « voie italienne vers le socialisme » imprime sa marque dans les rapports avec le monde colonial et ex-colonial, en développant de manière originale l'héritage de certains concepts léninistes exprimés à Bakou en 1920. Un héritage qui est interprété à travers le prisme de la pensée d'Antonio Gramsci et des théories de Togliatti sur la démocratie progressive. Ce corpus conceptuel, culturel et identitaire est à la base de l'action politique des communistes italiens en direction du monde colonial à partir des années cinquante, pendant les secrétariats de Togliatti, Longo et Berlinguer. En même temps, la manière dont le PCI entre en relation avec les mouvements de décolonisation prend des caractéristiques spécifiques selon les contextes géographiques et selon les phases de la guerre froide. L'idée que l'on peut avancer vers le socialisme selon ses propres conditions et besoins - une nouveauté dans le panorama du mouvement communiste international - s'accorde avec la lecture particulière que le PCI donne du nouveau cours khrouchtchévien, qui rompt avec l'ouvriérisme et la centralité de l'Union Soviétique de l'époque stalinienne et autorise les "voies nationales" vers le socialisme en dehors du bloc socialiste dans la perspective d'un élargissement du front anti-impérialiste (1956). En d'autres termes, la relation du PCI avec les mouvements de décolonisation représente l'un des principaux axes de cette attitude réformiste dont les communistes italiens sont

⁷²⁴ Nous remercions chaleureusement Valérie Tristan pour sa relecture très attentive.

les principaux interprètes au sein du mouvement communiste post 1956. Où avec le mot de « réformiste » l'on entend la tentative du PCI – à partir de 1956 - d'impulser un processus de réforme de l'internationalisme et des relations à l'intérieur du « champ » socialiste.

Comme l'a montré la nouvelle historiographie internationale de la guerre froide - caractérisée par une approche transnationale qui élargit la vision du conflit bipolaire aux pays en développement, le racontant comme un affrontement multipolaire – la politique du PCI vis-à-vis du tiers monde reflète la transformation des dynamiques internationales qui modifient les objectifs, les méthodes et les cultures politiques des différentes composantes du mouvement ouvrier. Les communistes italiens doivent faire face à l'émergence d'un univers non européen qui influence les rapports de force mondiaux et qui fait du monde ex-colonial l'un des principaux terrains économiques, politiques, culturels et militaires de la guerre froide. De la fin des années cinquante, le PCI comprend la nécessité historique de se rapporter à ce contexte afin de trouver de nouveaux espaces de manœuvre pour le communisme international, pour l'Italie et pour l'Europe.

L'intérêt du PCI pour les processus de décolonisation en Asie et en Afrique et pour les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine a conduit le parti italien à un dialogue étroit et fructueux avec les plus importantes expériences socialistes et nationalistes hors d'Europe, du Front de libération nationale algérien au Front de libération nationale vietnamien, de la Guinée de Sékou Touré à l'Angola d'Agostinho Neto, de l'Inde de Nehru à l'Égypte de Nasser. Les échanges entre le Tiers Monde et le Parti communiste italien ont évolué pendant trois décennies et ont influencé l'approche du PCI sur les questions de la guerre froide, de la concurrence sino-soviétique et de l'intégration européenne. Ces relations accompagnent la stratégie intérieure et extérieure du parti et définissent son rôle novateur non seulement dans le contexte du communisme mondial, mais aussi dans les cercles de la gauche occidentale.

1968-1984

Le Parti communiste italien a édifié des rapports fructueux avec l’Afrique subsaharienne dès la première vague de décolonisation survenue à la fin des années 50 et au début de la décennie successive. Le PCI s’intéresse notamment aux expériences « progressistes » et nationalistes qui se développent dans l’Afrique francophone. Les communistes italiens, engagés dans la construction d’une « voie italienne vers le socialisme », regardent avec intérêt les expériences originales des gouvernements indépendants de l’Afrique occidentale : le but est d’édifier une grande alliance anti-impérialiste dans le tiers monde, élargir le camp des « démocraties populaires », mais aussi d’aboutir au socialisme par une voie différente par rapport à celle du bloc soviétique et par des caractères locaux⁷²⁵.

Les événements survenus à la fin des années 60, la montée en puissance des tensions internationales dans le tiers-monde (Vietnam), les coups d’état qui frappent les jeunes états africains et la protestation étudiante qui bouleverse le monde en 1968, changent aussi les relations entre le PCI et l’Afrique. La Guinée de Sékou Touré qui, pendant les années 60, représente un modèle de développement socialiste remarquable pour les communistes italiens, devient pendant la décennie suivante l’exemple d’une voie à la décolonisation qu’il faut dépasser pour aboutir à une véritable libération. Toutefois ce pays reste fondamental pour les équilibres de la région et devient le noyau des mouvements de lutte armée des colonies portugaises (Guinée Bissau, Angola et Mozambique). Les militants du PAIGC, du MPLA et du FRELIMO ont leurs bases à Conakry et Amilcar Cabral notamment, leader de la guérilla de Bissau, édifie ses réseaux à partir de la capitale guinéenne⁷²⁶. Même la politique internationale du PCI change à la fin des années 60 : en 1969, pendant la période agitée des grèves et des protestations ouvrières et étudiantes en Italie, Enrico Berlinguer est élu vice-Secrétaire général du Parti, dont il sera Secrétaire en 1972. En outre en 1968, les communistes italiens condamnent l’invasion soviétique de la Tchécoslovaquie et leur lien avec l’URSS s’affaiblit

⁷²⁵ G Siracusano, « Il Pci e il processo d’indipendenza dell’Africa nera francese (1958-1961) », *Studi storici*, 1, 2016, p. 189-218; S. Pons, *Il Pci nel sistema internazionale della guerra fredda, Il Pci nell’Italia repubblicana*, dir. R. Gualtieri, Rome, Carocci, 2001, p. 3-46.

⁷²⁶ G. Siracusano, «Modernisation, progrès et guerre froide : la Guinée et le Mali vus par les partis communistes français et italien (1958-1968)», *Histoire & Politique*, 38, 2019.

remarquablement. Au début des années 70, à l'intérieur du PCI on reprend l'idée « togliattienne » du polycentrisme et de l'édification d'un pôle communiste des pays européens capitalistes, pour souligner l'importance de la classe ouvrière occidentale et pour définir une politique originale, de masse et démocratique⁷²⁷. Dans cette période, la politique du PCI envers l'Afrique reste marquée par les caractères de l'internationalisme, de l'anticolonialisme et de l'antifascisme (à l'égard surtout des colonies portugaises), mais les archives révèlent un changement des buts essentiels de sa politique vis-à-vis des mouvements africains. Il ne s'agit plus de créer une grande alliance anti-impérialiste pour élargir l'espace de manœuvre du camp socialiste mais de mettre en place une stratégie commune aux communistes occidentaux, qui leur permette d'accéder au pouvoir et par conséquent de redéfinir les équilibres euro-africains et d'arrêter l'agression impérialiste en Afrique. Pour le PCI, la lutte des colonies portugaises représente le point d'arrivée de la décolonisation africaine, c'est-à-dire une trajectoire révolutionnaire de moyenne durée dont la première vague de décolonisation ne représente qu'une première étape. La lutte des colonies portugaises représente également la lutte contre le fascisme portugais et le racisme sud-africain, tous deux orchestrés par l'Occident. Cependant, la Guinée reste un pays incontournable de la solidarité internationaliste envers les mouvements de libération. C'est pour cette raison que le PCI condamne fermement l'agression « impérialiste » et fasciste des troupes portugaises contre Sékou Touré à Conakry en novembre 1970. Les relations entre les communistes italiens et le PDG, le parti au pouvoir en Guinée, se resserrent en fonction d'oppositions aux manœuvres portugaises et de l'OTAN (qui soutient Salazar) et plusieurs délégations italiennes se rendent dans le pays. Déjà en 1968, le PCI envoie des médicaments, de la nourriture et des outils au PAIGC via sa Fédération provinciale de Gênes : c'est cette dernière qui organise le départ d'un bateau vers le port de Conakry, où Sékou Touré assure le ravitaillement de Cabral et de ses camarades⁷²⁸.

⁷²⁷ M. Di Maggio, *Alla ricerca della terza via al socialismo. I PC italiano e francese nella crisi del comunismo (1964-1984)*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 2014.

⁷²⁸ «Aspri combattimenti attorno a Conakry. Tutta l'Africa solidale con la Guinea», *l'Unità*, 24 novembre 1970; FG, APCI, CI e Nc, 1972/CI/282, correspondance entre le CC du PCI et le PDG (Sékou Touré), mai 1972; *Ibid.*, MF 054,

Face à la montée de la crise italienne des années 70, le PCI se rapproche progressivement des milieux gouvernementaux en fonction d'une alliance démocratique de type « frontiste ». Dans le même temps, les communistes italiens regardent vers la gauche européenne (qui comprend aussi les sociaux-démocrates), dans le but d'édifier une Europe qui puisse freiner l'impérialisme mondial et jouer le rôle de pont entre le tiers-monde et les pays socialistes. Dans ce contexte, la vision bipolaire d'un monde partagé entre « Est » et « Ouest » est contrebalancée par celle entre « Nord » et « Sud » : le rôle d'une Europe démocratique, voire « socialiste », doit concerner la résolution des inégalités entre le monde industrialisé et les anciens pays coloniaux, en montrant une certaine solidarité internationaliste vis-à-vis du bloc soviétique⁷²⁹.

Après la mort du leader du PAIGC Amilcar Cabral – tué à Conakry en janvier 1973 – et l'indépendance de la Guinée Bissau et des Iles du Cap Vert en septembre de la même année, le PCI pousse pour un rôle progressiste de l'Europe occidentale en Afrique. Selon ce point de vue, les accords survenus entre la CEE et les pays africains francophones des EAMA (États Africains et Malgaches Associés) – signés à Yaoundé en 1963 et 1969 – doivent être renégociés. Ces « conventions » euro-africaines, jugées de nature néocoloniale, doivent être remplacées par de nouveaux accords qui tiennent compte des demandes des états du tiers-monde, rassemblés dans le groupe ACP (pays Africains, des Caraïbes et du Pacifique). Les ACP demandent un rééquilibrage des relations avec l'Europe, l'effacement (non réversible) des frais de douane pour les biens de provenance africaine, l'institution de zones d'échange régionales et la stabilisation des prix des matières premières. Le PCI, contrairement au PCF, est favorable à cette renégociation. La présence de la Guinée et de la Guinée Bissau dans le groupe ACP (et le dialogue avec Cuba) démontre, selon les communistes italiens, qu'il est possible de rééquilibrer les relations entre Afrique et Europe. La première Convention de Lomé est signée en 1975, une année qui représente un tournant dans les

pp. 81-85, nota di Dino Sanlorenzo sulle manifestazioni commemorative del 22 novembre in Guinea (in lettura alla Segreteria, ad Agostino Novella ed Enrico Berlinguer), 18 novembre 1972.

⁷²⁹ G. Siracusano, *La fine di un miraggio politico: lo sguardo del Pci e del Pcf sull'Africa subsahariana francofona indipendente (1960-1984). Nuove visioni e prospettive africane dei comunisti occidentali*, Dottorato di ricerca in storia e scienze filosofiche e sociali, ciclo XXXII, Università de Rome "Tor Vergata" - Centre d'Histoire Sociale des Mondes Contemporains, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 2020, p.542-599.

équilibres internationaux. La parité stratégique entre USA et URSS est finalement reconnue par l'Occident, dans le cadre de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe qui se déroule à Helsinki. Cette rencontre demande le respect de plusieurs droits humains fondamentaux et notamment du droit au développement. La pauvreté, qui empêche cette démarche, est contraire aux droits de l'homme et doit être supprimée. Les communistes italiens voient donc la Convention de Lomé comme un instrument de redistribution des richesses, en tant que dispositif privilégié pour l'édification d'un nouvel ordre économique mondial⁷³⁰.

Dans ce cadre, le PCI veut organiser un voyage de Berlinguer en Afrique, le premier accompli par un leader communiste italien. Berlinguer doit faire étape dans les pays les plus significatifs de la lutte africaine : Algérie, Guinée et Guinée Bissau. Ce voyage se déroule en novembre 1975, pendant qu'en Angola – déclarée indépendante – éclate un conflit sanglant entre les marxistes du MPLA et les mouvements anticommunistes FLNA et UNITA. Le voyage de Berlinguer en Guinée reflète la vision du PCI et de ses dirigeants : Renato Sandri, membre du CC et de la Sezione Esteri, est convaincu que ces accords peuvent renforcer l'Afrique socialiste et progressiste, en affaiblissant les pénétrations impérialistes. Le PCI se rend en Afrique en tant qu'ambassadeur d'une transformation des rapports euro-africains, puisque la ligne « eurocommuniste » peut entraîner l'Europe vers la gauche et modifier les anciens équilibres. Les notes de Berlinguer nous montrent que le Secrétaire communiste, pendant son étape guinéenne, veut donner l'expérience de la gauche marxiste italienne en tant qu'exemple pour la création d'une lutte démocratique pour le

⁷³⁰ Sur la Convention de Yaoundé voir : G. Migani, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963: histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008 ; sur la Convention de Lomé et les rapports euro-africains voir : G. Bossuat, M.T. Bitsch (dir.), *De l'idée d'Eurafrique à la convention de Lomé I, histoire d'une relation ambiguë*, Bruxelles, Bruylant, 2005; W. I. Zartman, *The politics of trade negotiations between Africa and the European Economic Community: the weak confront the strong*, Princeton, Princeton University Press, 1971 ; E. Calandri (dir.), *Il primato sfuggente. L'Europa e l'intervento per lo sviluppo (1957-2007)*, Milano, Franco Angeli, 2009; E. R. Grilli, *The European Community and the developing countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993; M. Lister, *European Union development policy*, Basingstoke, Macmillan, 1998; G. Migani, *Lomé and the North-South Relations (1975-1984): from the 'New International Economic Order' to a New Conditionality*, in C. Hiepel (dir.), *Europe in a globalizing world. Global Challenges and European Responses in the 'long' 1970s*, Baden-Baden, Nomos, 2014, pp.123-146; FG, APCI, CI e Nc, 1974/CI/184, CEE – *Discussione sugli accordi tra CEE, Africa e Caraibi, Schema per una discussione sul negoziato in corso tra la CEE e gli ACP (paesi dell'Africa, dei Caraibi e del Pacifico) al fine di definire la posizione in merito del gruppo comunista e apparentati del Parlamento europeo*, compte rendu de R. Sandri pour le groupe d'étude sur le tiers monde dans le Groupe communiste au Parlement Européen, 1974.

communisme, forgée dans la bataille antifasciste et dans les luttes ouvrières et paysannes. Cet héritage peut être utile dans la lutte contre toute sorte de néocolonialisme européen et pour la construction d'une communauté européenne égalitaire et anti-impérialiste⁷³¹.

Bref, le propos de Berlinguer en Guinée se révèle plutôt « eurocentrique » : l'espace politique du PCI ne s'avère plus être dans une grande alliance entre le bloc socialiste et les mouvements anti-impérialistes, mais dans un milieu européen démocratique et progressiste que les communistes voudraient édifier.

Cette nouvelle perspective du PCI suscite l'attention des socialistes européens, notamment des Français, qui considèrent les communistes italiens comme l'interlocuteur politique le plus fiable en Italie. Et ce qui est à la base de l'intérêt du président sénégalais Léopold Sédar Senghor pour la politique du Parti communiste italien, considérée comme autonome de Moscou. A la moitié des années 70, Senghor est en train de réaliser un processus de « démocratisation » du pays, démarré en 1969, après les protestations étudiantes à Dakar. Senghor est en contact avec l'Internationale socialiste, dont il devient membre en 1976, grâce au soutien de Mitterrand. C'est dans ce cadre que le Président sénégalais veut édifier de véritables relations avec le PCI et, en 1975 déjà, il demande que le voyage d'Enrico Berlinguer fasse étape à Dakar. Le Secrétaire communiste italien n'est pas encore confiant à l'égard de l'ouverture de Senghor vers l'eurocommunisme, car le leader sénégalais a toujours été considéré comme un homme de la France en Afrique et il avait réprimé toute protestation contre son pouvoir dirigée par les marxistes⁷³².

Cependant, lorsque Senghor met en place un système politique « tripartite » (le Parti socialiste qui gouverne, une opposition de centre-droite libérale et une opposition marxiste) au Sénégal en 1976, en se préparant à l'entrée officielle dans l'IS, le PCI accepte de rencontrer le président africain. Une délégation composée d'importants dirigeants du Parti (Nadia Spano, Franco Calamandrei et Dario

⁷³¹ *Ibid.*, MF 208, p. 1908 et *Ibid.*, MF 210, pp. 742, correspondance entre E. Berlinguer et le PDG ; *Ibid.*, MF 210, pp. 743-745, programme pour le voyage de E. Berlinguer en Algérie, Guinée et Guinée Bissau, novembre 1975 ; *Ibid.*, Fondo Enrico Berlinguer (FEB), Movimento operaio internazionale (MOI), *Viaggio in Guinea, Guinea Bissau e Algeria – 20-29 novembre 1975*.

⁷³² *Ibid.*, MF 228, pp. 749-750, FG, APCI, CI e Nc, 1975/Nc/94 ; *Ibid.*, MF 212, p. 259, correspondance entre le PCI et le gouvernement sénégalais et relations au Secrétariat du PCI sur la situation sénégalaise, 08/12/1975 – 02/01/1976.

Valori) se rend à Dakar. Senghor montre un véritable intérêt pour la politique autonome du PCI et pour ses bases culturelles, tandis qu'il cite Gramsci plusieurs fois dans son discours. Les positions de Senghor et du PCI restent distantes sur plusieurs questions de politique étrangère (Angola, présence cubaine en Afrique et rôle des Soviétiques); toutefois il y a aussi des convergences. En effet, le PCI, grâce à son engagement pour une Europe égalitaire et son soutien aux gouvernements de solidarité nationale en 1976, représente l'interlocuteur idéal pour le gouvernement sénégalais, car cela peut accélérer le début d'une fructueuse coopération économique entre l'Italie et le Sénégal dans le cadre de la Convention de Lomé. Le dialogue entre Senghor et le PCI se poursuit jusqu'au début des années 80 et des sources communistes témoignent de deux voyages du président sénégalais à Rome en 1977, où il rencontre Berlinguer pour marquer sa volonté de collaboration avec l'Italie et l'Europe⁷³³.

Entre 1976 et 1978, le PCI est engagé dans le soutien aux gouvernements de solidarité nationale avec la DC, pour faire face aux tensions des années « de plomb ». C'est dans ce cadre que le Parti communiste s'intéresse encore une fois au rôle de l'Italie et de l'Europe dans le domaine de la coopération avec les états africains. Pendant l'été 1976, le Comité central approuve la constitution d'une commission du Parti pour la coopération internationale, qui analyse les rapports entre Nord et Sud et les initiatives italiennes et européennes à l'égard du tiers-monde. Cette commission fixe les axes de la politique extérieure du PCI en se concentrant sur l'action des institutions locales (régions, provinces, communes) – parfois administrées par les communistes – à l'égard des pays en voie de développement. En outre, le dirigeant communiste Umberto Cardia, responsable de cette commission, affirme que l'engagement du PCI vise à la construction d'un nouveau système économique mondial, plus égalitaire et équilibré. Dans ce cadre, le Parti peut influencer les négociations pour renouveler la Convention de Lomé en 1980 et peut inciter le gouvernement italien à reconnaître la nécessité d'une coopération internationale pour l'Afrique. Il faut rééquilibrer le prix des matières premières et resserrer le dialogue entre les pays fournisseurs et les pays

⁷³³ *Ibid.*, Cl e Nc, 1976/Nc/88, Note sur visite d'une délégation du PCI au Sénégal (Valori, Calamandrei, Spano – depuis le 7 jusqu'au 10 avril 1976), 15/04/1976.

industrialisés, tandis qu'une Europe progressiste doit représenter l'intermédiaire entre les grandes puissances, édifier des relations entre le bloc socialiste et le tiers-monde et arrêter la guerre froide. Toutefois, le Parlement italien n'approuve une loi à cet égard qu'en 1979, alors que le PCI ne soutient plus le gouvernement depuis la fin de l'année 1978, après l'assassinat du président de la DC Aldo Moro⁷³⁴.

Malgré cette politique « eurocentrique » du PCI et l'engagement dans la politique étrangère italienne, le Parti est encore lié aux conceptions de l'internationalisme communiste. En effet, l'Europe progressiste doit empêcher la pénétration impérialiste en Afrique et aider les luttes des peuples africains pour leur libération totale. Cependant, le dirigeant du PCI Amerigo Terenzi se rend à Conakry en 1978 et il est témoin du rapprochement entre la Guinée de Sékou Touré, les USA et la France de Giscard d'Estaing. Ce dernier donne l'image d'une Europe proaméricaine qui agit pour les intérêts de Washington en réprimant les expériences révolutionnaires en Afrique. La présence des délégués des gouvernements américain et français dans la capitale guinéenne démontre – aux yeux de Terenzi – la transformation dictatoriale de Sékou Touré. C'est ainsi que les communistes italiens s'aperçoivent des conditions des opposants politiques au régime guinéen, enfermés dans des camps de détention qui ne respectent aucun droit de l'homme⁷³⁵.

La question des droits de l'Homme est à la base d'une nouvelle vision politique du PCI à l'égard de la coopération européenne en Afrique. Il faut imposer le respect des droits de l'homme en tant que question morale, pour empêcher que les accords euro-africains encouragent l'exploitation des travailleurs par les entreprises multinationales déplacées dans les états subsahariens et pour dénoncer les violences du régime de Pretoria, soutenu par l'impérialisme international. Cela peut empêcher les plans des impérialistes pour affaiblir la classe ouvrière européenne et exploiter les

⁷³⁴ *Ibid.*, Cl e Nc, 1977/Nc/116, *Attività della Commissione per la cooperazione internazionale nell'anno 1977*, compte rendu de U. Cardia pour le Secrétariat du PCI, pour G. Napolitano et G. C. Pajetta, s.v. [1977]; *Ibid.*, Cl e Nc, 1977/Nc/116, *La politica italiana di cooperazione nell'attuale momento politico internazionale*, compte rendu de U. Cardia, 23/06/1977.

⁷³⁵ *Ibid.*, Cl e Nc, 1978/Cl/119, *Nota sul seminario « Africa in marcia » e l'XI Congresso del PDG guineno*, P. Conti, 29/11/1978; *Ibid.*, Fonds Amerigo Terenzi (FAT), b. 6 (ex-3756), f. « 1978 IV – Guinea 1978 », « Carte Amerigo Terenzi III », *materiale sull'XI Congresso del PDG*, 17-24/11/1978.

travailleurs du tiers monde. Les communistes italiens approuvent cette démarche dans la renégociation des accords de Lomé mais ils critiquent le chantage fait par la CEE aux pays ACP à l'égard des prix de matières premières, alors que la stabilisation des prix échoue face aux pressions des grandes entreprises. En outre, le PCI demande l'élargissement des accords à certains pays socialistes du tiers-monde, tels que l'Angola et le Mozambique, pour éviter de briser l'unité tiers-mondiste⁷³⁶.

Au début des années 80, la fin des gouvernements de solidarité nationale en Italie et l'échec de l'eurocommunisme, trop faible et divisé pour représenter un véritable pôle autonome, provoque une nouvelle transformation de la politique africaine du PCI. La condamnation de l'invasion de l'Afghanistan par les communistes italiens marque un éloignement définitif de l'URSS. L. Berlinguer, inspiré par le Rapport Nord-Sud de Willy Brandt, analyse l'inégalité entre les pays sous-développés et les pays industrialisés en tant que conséquence du système bipolaire. L'Afrique a subi les chantages des grandes puissances et les programmes de développement du bloc socialiste ont échoué. Le PCI rédige une « Carte de la paix et du développement » (1981) qui demande une action plus forte de l'Italie pour résoudre l'urgence humanitaire dans le continent africain, notamment dans sa partie occidentale, face aussi à l'échec subi par la gauche européenne dans le domaine de la coopération internationale. Il ne s'agit plus d'empêcher la pénétration impérialiste, mais de mener des initiatives contre la faim et la pauvreté. L'importance de l'internationalisme prolétarien s'affaiblit au profit de la solidarité « humanitaire », de l'analyse soutenant l'échec des expérimentations progressistes africaines (notamment en Afrique occidentale) et qui croit dans un engagement des pays occidentaux pour résoudre les problèmes des états subsahariens. C'est pour cela que le PCI approuve la nouvelle politique du progressiste Thomas Sankara en Haute Volta (puis Burkina Faso), visant à l'autosuffisance alimentaire, en refusant les punitions des

⁷³⁶ *Ibid.*, CI e Nc, 1978/Nc/83, *Relazione di R. Sandri alla Commissione per la cooperazione internazionale del 19 aprile '78 sul tema: «verso il negoziato per il rinnovo della Convenzione di Lomé»*; *Ibid.*, CI e Nc, 1978/CI/166, *Relazione di Renato Sandri sulla riunione paritetica CEE-ACP avante all'ordine del giorno l'avvio del negoziato per il rinnovo della Convenzione di Lomé associante la CEE e 53 paesi d'Africa, Caraibi e Pacifico; su colloqui avuti con esponenti della comunità di stati africani circa la situazione in Africa*, 12/06/1978.

superpuissances. Le PCI s'engage ainsi pour édifier des réseaux de coopération entre les entreprises italiennes liées au Parti et les pays africains : plusieurs délégations de coopérants communistes sont envoyées au Sénégal et au Burkina pour édifier des programmes de développement autonomes. La lutte contre la faim dans le monde et pour les droits de l'homme (d'abord dénoncée comme instrument de pression contre l'URSS) remplace de plus en plus la lutte contre l'impérialisme et la résolution de ces problèmes est confiée toujours d'avantage aux initiatives humanitaires⁷³⁷.

1984-1991

Au début des années 80 l'idée de Tiers Monde commence à s'effondrer : les états africains qui, pendant les années 60 et 70, avaient essayé la voie au socialisme par l'imitation du modèle soviétique, prennent conscience d'avoir échoué. Pour cela ces pays commencent à regarder avec intérêt la croissance économique et les politiques d'ouverture aux marchés des pays de l'Asie orientale, le cas chinois comme celui des pays capitalistes du sud-est⁷³⁸. La crise des socialismes africains crée les conditions pour l'affirmation en Afrique de ce que l'on appelle le Washington Consensus⁷³⁹.

La relation que le PCI maintient avec les mondes postcoloniaux lors du changement profond de la situation africaine et internationale dépend de divers facteurs : l'histoire spécifique du communisme italien pendant les années 80 ; la place particulière du PCI dans le contexte européen et occidental, où il est encore le plus important PC hors du champ socialiste capable de résister à la vague néoconservatrice et néolibérale; le rôle singulier de conscience critique du mouvement communiste

⁷³⁷ R. Ledda, G.C. Pajetta, E. Berlinguer, *Il contributo del PCI per una Carta della pace e dello sviluppo*, 1981; FG, APCI, CI e Nc, 1984/Nc/232, *relazione di L. Trupia sul suo viaggio in Senegal, Alto Volta e Costa d'Avorio*, 30/01/1984; sur les rapports Nord-Sud et les transformations dans le tiers monde: S. Lorenzini, *Una strana guerra fredda: lo sviluppo e le relazioni Nord-Sud*, Bologna, Il Mulino, 2017 et G. Garavini, *Dopo gli imperi. L'integrazione europea e lo scontro Nord-Sud*, Milano, Mondadori, 2009.

⁷³⁸ O.A. Westad, *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005, p. 331.

⁷³⁹ J. E. Stiglitz, *Globalisation and its opponents*; New York-London, W.W. Norton & Company, 2002, p. 6-7, 37.

international que le PCI avait joué depuis 1956 et qui était devenue une vraie rupture lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan et du coup d'Etat en Pologne⁷⁴⁰.

Les Afriques australe et francophone font l'objet de l'attention des communistes italiens pendant la deuxième moitié des années 80. Notamment la lutte contre l'Etat raciste sud-africain et les tentatives révolutionnaires de l'Angola et du Mozambique. En avril 1984 le *Comitato Nazionale di solidarietà con i popoli dell'Africa Australe* animé par des communistes, des socialistes, auquel adhèrent les syndicats et plusieurs organisations catholiques, organise le deuxième voyage de la Nave della Solidarietà (le Bateau de la Solidarité) par le biais duquel on apporte des aides matérielles aux organisations et aux peuples qui luttent contre l'apartheid. La délégation italienne qui accompagne le bateau fait un tour de l'Afrique australe où elle est accueillie par les dirigeants de l'ANC sud-africaine, de la SWAPO namibienne et par les autorités du Mozambique, de l'Angola et de la Tanzanie. Le coordinateur du *Comitato*, Giuseppe Soncini – dirigeant communiste de la région de l'Emilie-Romagne et fondateur en 1973 de la *Comitato* – parle « d'une nouvelle phase, plus complexe » de la lutte de ces peuples contre l'apartheid. Il souligne l'importance de la stratégie du PCI, qui vise à l'unité des forces démocratiques et progressistes contre le régime raciste sud-africain.

De nouvelle phase on parle aussi à propos de la situation au Mozambique après les accords de Nkomaki en date du 13 mars 1984. Ces accords restaurent les échanges économiques entre le Mozambique et le régime sud-africain en échange de l'engagement des deux pays à réduire le soutien à l'ANC et à la guérilla du Renamo actif dans l'ex-colonie portugaise. Les accords de Nkomaki marquent un tournant dans l'histoire des socialismes africains car ils sont le premier acte de l'intégration des Etats révolutionnaires post-coloniaux dans la mondialisation capitaliste, dans un processus où l'intégration dans l'économie mondiale détermine la normalisation du statut politique de ces régimes. Avec une certaine prudence les communistes italiens les considèrent positivement.

Dans son analyse le PCI se concentre notamment sur l'importance politique des accords : en effet

⁷⁴⁰ M. Di Maggio, *The Rise and Fall of Communist Parties in France and Italy. Entangled Historical Approaches*, New-York-London, Palgrave Macmillan, 2021.

ils devraient permettre de déplacer la lutte contre le régime raciste de Pretoria du terrain militaire au terrain politique.

Au début de l'année 1984, sont également intéressantes les rencontres entre les représentants de l'école de cadres du PCI et du FRELIMO. Au cours de ces réunions les dirigeants mozambicains expriment leur déception du type de soutien qu'ils ont reçu de la part des Soviétiques et des autres pays socialistes. L'apport du champ socialiste s'était montré inefficace pour accompagner l'effort mené pour former une classe dirigeante et pour édifier les institutions de l'Etat révolutionnaire. Pour cette raison, les dirigeants mozambicains demandent aux italiens de partager leur expérience et leurs compétences. Les délégués du PCI écrivent dans leur rapport :

Le FRELIMO est encore capable – même si avec des grandes marges d'incertitude – de gagner le défi de son choix socialiste [...] l'expérience mozambicaine de construction du socialisme peut être la dernière de l'ancien type, selon le modèle soviétique, ou la première d'un type nouveau, liée à la réalité sociale dans laquelle elle se développe, fondée sur l'hégémonie, libérée des schématismes et des dégénération bureaucratiques. [...] L'un ou l'autre résultat ne dépendront pas seulement des choix subjectifs [...] sera décisif le contexte international, régional et mondial. [...] De ce point de vue, les forces de la gauche européenne peuvent jouer un rôle fondamental. Vers ces forces, et tout d'abord vers le PCI, regardent justement les dirigeants mozambicains. »⁷⁴¹

Les archives nous montrent qu'au milieu des années 80, le PCI parvient toujours à projeter et à diffuser une image de lui-même comme source d'inspiration utile pour dépasser les méthodes autoritaires et bureaucratiques de construction du socialisme. Dans le même temps les Italiens considèrent que les Etats révolutionnaires africains pourraient trouver dans la gauche européenne un modèle culturel, politique et organisationnel. Mais on a aussi une lecture moins optimiste : c'est le cas des rapports envoyés à la direction du parti par Dina Forti, chargée de la Sezione esteri pour l'Afrique australe. Dans son rapport sur sa rencontre avec le ministre de l'Information du Mozambique Louis Cabajo, un homme qui avait fait ses études en Italie et avait connu de près le

⁷⁴¹ FG, APCI, CI/Nc 1984/Nc/217, Mozambico, Note e appunti di Carlo Pinzani e Armando Cipriani sul soggiorno in Mozambico, 5-17 gennaio 1984, B. 816.

communisme italien, Dina Forti décrit le contrôle très précaire du FRELIMO sur l'ensemble du pays et évoque les conditions de vie dramatiques de la population. De ces notes, un certain pessimisme émerge quant à la possibilité de construire une politique commune de la gauche européenne à propos de l'Afrique. Dina Forti parle des accusations du ministre mozambicain contre le président socialiste portugais, Mario Soares. Selon Cabajo, Soares soutient la guérilla du Renamo en collaboration avec le régime sud-africain, dans le but de préserver une partie des anciens intérêts coloniaux. Des considérations similaires à celles sur les difficultés du Mozambique sont également faites par Dina Forti dans un rapport sur le congrès du parti ZANU au Zimbabwe ⁷⁴². Par le grand réseau de contacts dont il dispose, et en raison de la considération dont il peut bénéficier parmi les dirigeants africains, le PCI est capable de constater que tous les pays du Continent qui avaient choisi la voie du socialisme lors de l'indépendance se retrouvent à faire face à de graves difficultés économiques et politiques qui les obligent à s'ouvrir à l'Occident et au capitalisme. Au Mozambique la situation devient de plus en plus dramatique entre 1985 et 1986. Après la mort de Samora Machel il y a une escalade de la violence infligée à la population par le Renamo, mais aussi par le gouvernement du FRELIMO. Les dirigeants du PCI ne peuvent pas éviter d'exprimer déception et méfiance vis-à-vis d'un parti – le FRELIMO- qu'ils avaient toujours considéré comme l'une des avant-gardes du socialisme africain.

Face à la détérioration progressive de la situation en Afrique, le Parti communiste continue de penser qu'une politique de gauche de la Communauté européenne aurait pu conditionner l'ouverture des États africains à l'économie de marché. La CEE aurait pu favoriser une évolution positive et une stabilisation de ceux-ci, en limitant les espaces pour les actions déstabilisatrices des régimes réactionnaires soutenus par l'impérialisme. Cependant, l'évolution du contexte européen des années quatre-vingt empêche que cette orientation puisse devenir une stratégie concrète en dépassant le simple discours idéologique. En ce sens est significative la déception des communistes italiens vis-

⁷⁴² *Ibid.*, 1984/Nc/246, Zimbabwe, Compte rendu de Dina Forti sur le Congrès du Zimbabwe African National Union (ZANU), 4/9/1984, B. 817.

à-vis de la Présidence Mitterrand⁷⁴³, qui depuis 1981 avait mené une politique africaine en toute continuité avec celle des décennies précédentes, en préservant les intérêts de l'hexagone sur le continent⁷⁴⁴.

Avec le début de la crise de la dette extérieure des pays africains et l'explosion du problème de la pauvreté, les accords de Lomé passent au second plan. La centralité européenne devient de plus en plus marginale par rapport aux politiques africaines des différents États du Vieux Continent dans les différentes régions d'Afrique. Ainsi, face à la dégradation de la situation des pays africains et à la crise du mouvement des non-alignés, à partir de 1985 le PCI se concentre de plus en plus sur la coopération internationale et sur les aides au développement. Ce déplacement d'attention se situe au carrefour des différents aspects de la politique du parti italien.

D'abord la question de la politique nationale, notamment la compétition avec le Parti socialiste. Entre 1985 et 1986 le Parlement et le gouvernement de centre-gauche présidé par le socialiste Bettino Craxi se préparent à modifier la loi sur la Coopération internationale. Pour le PCI il faut influencer la révision de la loi dans un sens qui favorise les petits et moyens projets de coopération, et il est nécessaire d'empêcher que la gestion des fonds soit contrôlée par le gouvernement, tout en excluant le Parlement. Cette stratégie vise à empêcher la coopération internationale de devenir un domaine exclusif pour les grandes entreprises, un moyen de pénétration néocoloniale (on retrouve également sur cet aspect plusieurs critiques de la politique de Mitterrand). Dans un rapport de Dina Forti sur les réunions tenues à l'occasion des obsèques de Samora Machel, nous voyons que la coopération et l'aide au développement ont une double fonction pour le PCI: ils sont nécessaires pour améliorer les conditions des populations africaines mais ils sont aussi un outil pour isoler économiquement l'Afrique du Sud.

Cette fonction de la coopération en tant que nouveau visage de l'action internationaliste dépend encore une fois de l'efficacité d'une action commune à l'ensemble de la gauche européenne.

⁷⁴³ M. Di Maggio, « Storia di un incontro mancato. Il Partito Socialista di Mitterrand e il PCI di Berlinguer », *Italia Contemporanea*, n. 282 2016, p. 160-167.

Cependant, l'explosion de la crise de la dette extérieure des États africains, la façon dont les pays occidentaux, la CEE et les institutions économiques internationales y font face, et l'incapacité de la gauche européenne à adopter une position commune sur ce sujet, annulent toute possibilité de faire de la coopération un moyen de solidarité internationaliste. Ainsi, au milieu des années 80, le PCI commence à se concentrer sur le soutien à la Ligue des Coopératives, qui participe à la compétition nationale et européenne pour le financement des projets de coopération. Il s'agit d'un changement d'orientation où l'espace euro-africain se transforme progressivement de terrain pour l'action internationaliste en champ de compétition pour conquérir des espaces à l'avantage des entreprises nationales.

Fin 1987, la nouvelle politique étrangère de Gorbatchev en URSS atteint son apogée. Il est important de souligner ici que les itinéraires de Gorbatchev et du PCI présentent d'importantes similitudes, notamment en ce qui concerne l'intégration d'une série de références et de paradigmes en dehors de la tradition communiste⁷⁴⁵. On retrouve cet aspect dans l'évolution des formes de l'engagement du PCI dans la lutte contre l'apartheid et dans les pratiques de solidarité des communistes italiens envers l'ANC. Comme on l'a vu, dans les années soixante-dix le PCI avait toujours travaillé à la construction de l'unité des forces pacifistes italiennes et européennes et à la participation le plus large possible de la société civile aux mobilisations de solidarité, aux mouvements de libération nationale. Dès le début des années 80 cela avait été fait en se concentrant sur des mots d'ordre comme l'antiracisme et en mettant toujours plus au second plan le discours internationaliste classique, jusqu'à abandonner toute référence à la lutte de classe internationale.

On peut relever une accélération de ce processus dans les lectures que les communistes italiens donnent de la stratégie de l'ANC. La conférence de juin 1985, qui confirme l'hégémonie des communistes sud-africains dans l'organisation, est considérée par les délégués italiens comme « pauvre » du point de vue des analyses et « pas à la hauteur de sa tâche » du point de vue

⁷⁴⁵ M. Di Maggio, *The Rise and Fall of Communist Parties in France and Italy*, op.cit., p.245-260.

politique⁷⁴⁶. D'autre part, le tournant de la fin des années 1980 est perçu différemment. Vers la fin de la décennie, l'ANC est passée d'une organisation révolutionnaire qui vise à construire le socialisme à une organisation réformiste centrée sur la lutte contre l'apartheid et visant à rassurer la bourgeoisie sud-africaine et l'Occident⁷⁴⁷. Le PCI envisage favorablement cette évolution après la défaite de l'armée de Pretoria à Quito Caunavale en août 1988. Le succès militaire des forces de Cuba, de l'Angola et de l'ANC signe le début de la fin pour l'Etat raciste sud-africain et suscite un retour fugace des mots d'ordres de l'internationalisme révolutionnaire. Les communistes italiens confirment le discours sur l'Europe progressiste, qui d'après eux aurait dû jouer un rôle dans la stabilisation de la région et dans l'affirmation de relations égalitaires entre Nord et Sud⁷⁴⁸.

Des documents d'archive et des représentations publiques de la rencontre entre le secrétaire général du PCI Achille Occhetto et celui de l'ANC Oliver Tambo, qui se tient à Rome le 16 janvier 1989, on peut remarquer l'absence de toute référence au développement socialiste de l'Afrique du Sud libérée de l'apartheid. On parle de réconciliation nationale dans un cadre de démocratie libérale⁷⁴⁹. Pour terminer, on peut affirmer que l'évolution du rapport du PCI avec l'Afrique entre 1984 et la fin de la Guerre froide peut être divisée en deux parties :

La première commence avec la recherche d'un nouvel équilibre stratégique et identitaire déclenchée par la disparition de Berlinguer. Cette phase coïncide avec la période où l'influence du socialisme soviétique sur les Etats révolutionnaires africains s'effondre et ceux-ci commencent à s'ouvrir au capitalisme et à l'Occident. Entre 1984 et 1986, la voie italienne vers le socialisme - celle de la démocratie progressive - est devenue une source possible de ressources théoriques et pratiques pour la recherche de solutions nouvelles. Pour de nombreux dirigeants révolutionnaires africains, le PCI pourrait offrir son soutien politique et culturel afin de créer une relation plus équilibrée entre l'État

⁷⁴⁶ FG, APCI, CI/Nc 1985/Nc/210, Rapport sur la Conférence Consultive de l'ANC à Lusaka, 25/6/1985, B. 859.

⁷⁴⁷ Westad, *The Global Cold War*, cit., p. 394-393.

⁷⁴⁸ *Ibid.*, CI/Nc, 1988/Nc/196, Angola, Rapport sur les conséquences de la victoire de Quito Caravale, avril 1988, B. 991.

⁷⁴⁹ *Ibid.*, Estero, Sud Africa, MF 8904, pp. 263-265, Rapport de Massimo Micucci sur la rencontre entre Achille Occhetto et Oliver Tambo de l'ANC, 16/1/1989; M. Emiliani, «Aiutateci a liberare Mandela». Ieri da Occhetto il segretario del Congresso Nazionale Africano Oliver Tambo», *L'Unità*, 18 gennaio 1989, p. 28.

et la société civile et pour favoriser des dynamiques de politisation et de démocratisation fondées sur l'alliance des masses populaires et des classes moyennes.

La seconde phase commence en 1986, dans le cadre de l'affirmation de la nouvelle politique de l'URSS de Gorbatchev et de l'irruption dans le débat international des questions de la dette des pays sous-développés, du respect de droits de l'homme et de la famine dans le monde. 1986 c'est l'année du XVII Congrès du PCI. Par l'adoption du mot d'ordre du « parti de la gauche européenne » les communistes italiens commencent à formaliser la sortie de la tradition du communisme international et s'engagent dans la tentative de construire une convergence stratégique et identitaire avec la social-démocratie européenne, tout en essayant de jouer le rôle de pont entre l'Occident et l'URSS.

Il y a deux éléments qui sont au centre de l'action internationale et du discours du PCI sur l'Afrique entre 1987 et 1991 : l'importance de la coopération internationale et des aides au développement et la lutte contre l'apartheid centrée sur la question des droits de l'homme. Encadrés dans un discours et dans une orientation politique toujours plus centrés sur l'euro-péisme, ces deux éléments se substituent définitivement à l'internationalisme communiste dans l'imaginaire et dans la politique du PCI vers l'Afrique. Analyser cette substitution nous aide à décrypter la décomposition culturelle du PCI à la fin de sa vie et de la Guerre froide.

«Let there be another AMANDA voyage round Africa»!⁷⁵⁰. The role of left-wing administrations and the relationship with the Italian Communist Party (PCI) in the history of the anti-apartheid movement in Italy.

C. Mario Lanzafame and Carlo Podaliri⁷⁵¹

Introduction

The role of Italy in the international anti-apartheid movement is considered marginal compared to the role of other countries in the Western world (Nordic countries, Great Britain, Netherlands)⁷⁵². However, recent documentary and testimonial evidence assign to Italy a strategic and operational relevance in the support and material solidarity towards Southern Africa and an early and effective mobilization of the political world and public opinion in the fight against apartheid.

The archival description⁷⁵³ of Soncini-Ganapini Archive⁷⁵⁴ could open fruitful perspectives of study on the Italian anti-apartheid movement between the mid-1970s and the mid- 1980s.

⁷⁵⁰ Biblioteca Panizzi, Reggio Emilia (hereinafter BPRE), Archivio Soncini-Ganapini-Fondo Africa (hereinafter ASGFA) Serie Solidarietà con l'Africa australe - Comitato nazionale di solidarietà con i popoli dell'Africa australe - Attività contro l'Apartheid (hereinafter AA), Africa Australe, box 6, file 16, document 10, «Statement by Comrade O.R.Tambo, President of the ANC at the 2nd National Conference of Solidarity with the peoples of Southern Africa-Rome», February 26-28 1982, p.3. in *National Conference of solidarity for ... Riassunto del volume in inglese*, 24 ottobre 1981 - 02 aprile 1982.

⁷⁵¹ Carmelo Mario Lanzafame: archivist, expert historian on relations between Italy and Southern Africa; Carlo Podaliri: archivist at the University of Bologna, expert historian on relations between Italy and southern Africa. They described, sorted, and inventoried the Soncini-Ganapini archive and the Zavattini archive.

⁷⁵² *The Road to Democracy in South Africa*. Vol. 3. *International Solidarity*, Johannesburg, South African Democracy Education Trust, 2008; R. Skinner and A. Konieczna (éd.), *A Global History of Anti-Apartheid: 'Forward to Freedom' in South Africa*, New York, Springer, 2019; «Special Issue: Liberation Struggles, Exile and International Solidarity» *Journal of Southern Africa Studies*, 2, 2009; «The Global Anti-Apartheid Movement: 1946-1994», *Radical History Review*, 119, 2014.

⁷⁵³ The archival description was edited by the authors of the present essay with the collaboration of Marzia Moreni and Laura Niero.

⁷⁵⁴ The complete inventory of the Soncini-Ganapini Archive can be consulted from the website of the Panizzi Library in Reggio Emilia:

<http://panizzi.comune.re.it/Sezione.jsp?titolo=Giuseppe+Soncini+-+Bruna+Ganapini&idSezione=1216>

The key figure of the Reggio Emilia solidarity is Giuseppe Soncini (26 April 1926 - 4 April 1991)⁷⁵⁵; he devoted his entire life to political activity in the Italian Communist Party (hereinafter PCI). Partisan, leader of the trade union struggle of "Officine Reggiane", he became president of the Central Hospital of Reggio Emilia from 1968 to 1975. From 1975 to 1986 he held the role of Councilor for International Relations for the Municipality of Reggio Emilia. During the 70s and the 80s Soncini was tireless committed in support of the anti-colonial struggles and against apartheid; he played a leading role bridging Europe and Africa and inserting Reggio Emilia in the circuit of international relations.

Oliver Tambo, Acting President of the African National Congress of South Africa wrote in 1977: «What a great think it is to have a noble cause to fight for, and to have comrades of the caliber of Giuseppe Soncini as a fellow-combatant in the fight»⁷⁵⁶.

The beginnings of the Italian anti-apartheid movement and the Italian Mission of the African National Congress.

The birth of the Italian anti-apartheid movement is inscribed in the «cultural, economic and, to a lesser extent, political-diplomatic mobilization, towards the new countries [of the Third World], fruit of a penetration into the deep tissues of national society and culture»⁷⁵⁷.

From the beginning of the seventies, the role of NGOs such as the Movimento Liberazione e Sviluppo (MOLISV) was fundamental in the information campaigns on the situation of the black

⁷⁵⁵ C. Podaliri, C. M. Lanzafame, and M. Moreni, «Giuseppe Soncini», 2013, <http://archivi.ibc.regione.emilia-romagna.it/eac-cpf/IT-ER-IBC-SP00001-0002290>.

⁷⁵⁶ BPRE, ASGFA, Serie [Appunti per la cronaca], (hereinafter AC), file 2, document 40, «Lettera di Oliver Tambo a Soncini, da Lusaka , 28 luglio 1977». In 2013 Giuseppe Soncini received the Order of Companions of Oliver R. Tambo in memory, for his activity against apartheid.

⁷⁵⁷ M. De Giuseppe, «Il 'Terzo mondo' in Italia. Trasformazioni di un concetto tra opinione pubblica, azione politica e mobilitazione civile (1955-1980)», *Ricerche di storia politica*, 1, 2011, p. 29–52,.

population in South Africa⁷⁵⁸. MOLISV was the main supporter of the Italian Mission of the African National Congress. Many sources testify the opening of a Representative Office of the ANC of South Africa in Rome between 1971 and 1972. Anthony Mongalo⁷⁵⁹ was the first representative in Rome of the African liberation movement, meeting personalities, attending the first initiatives and weaving relationships even in precariousness and clandestinity. Until 1978, the Italian Mission of ANC foresee, in addition to Mongalo, also, in the role of acting representative, Thami Sindelo⁷⁶⁰, person in charge of ANC in Algiers.

The Italian Mission was the third ANC office opened in Europe, after London and Oslo, proving the importance of the Italian context in the diplomatic action of the African National Congress⁷⁶¹. In this phase, the main referents of the ANC in Italy are the NGOs and the trade union forces.

The participation of Italian large mass parties appears more peripheral in this phase, apart some contacts in institutional moments. It's in the wake of the vast echo following the Soweto massacre (1976) that public opinion and political organizations begin to engage more systematically. Starting from 1976, we will see, as previously happened in the support of the Mozambican liberation movement⁷⁶², the PCI delegate the support and solidarity action to some left-wing Local Authorities and to others social and institutional actors. We should underline the action that the cooperative movement, in particular the *Lega delle Cooperative*, will carry out between the end of the 70s and the 80s towards the area of Southern Africa.

⁷⁵⁸ F. Biava, *Storia Del Movimento Anti-Apartheid in Italia Dal 1970*, Milano, Università degli Studi di Milano, 2003.; C. Fiamingo, «Movimenti anti-Apartheid in Italia dalla genesi alla proclamazione del 1978 anno internazionale della lotta contro l'Apartheid. Documenti (e memoria) a rischio», *Trimestre* 37, 13–14, 2004, p. 369–90; . T. Ottolini, *Dal Soutien Alla Cooperazione. Il Terzomondismo in Italia Fra Il Centro Di Documentazione Frantz Fanon e Il Movimento Liberazione e Sviluppo*”, Bologna, Alma Mater Studiorum Università di Bologna., 2018.

⁷⁵⁹ C. Podaliri, C. M. Lanzafame, M. Moreni, «Anthony Mongalo», *Enti, Persone e Famiglie*, IBC Archivi, 2013, <http://archivi.ibc.regione.emilia-romagna.it/eac-cpf/IT-ER-IBC-SP00001-0002206>.

⁷⁶⁰ C. Podaliri, C. M. Lanzafame, M. Moreni, «Missione in Italia Dell'African National Congress Del Sud Africa», *Enti, Persone e Famiglie*, IBC Archivi, 2013, <http://archivi.ibc.regione.emilia-romagna.it/eac-cpf/IT-ER-IBC-SP00001-0002205>.

⁷⁶¹ R. Pfister, «Gateway to International Victory: The Diplomacy of the African National Congress in Africa, 1960–1994», *The Journal of Modern African Studies* 41, 1, 2003, p. 51–73.

⁷⁶² C. M. Lanzafame, C. Podaliri. *La Stagione Della Solidarietà Sanitaria a Reggio Emilia: Mozambico 1963-1977*. Torino, L'Harmattan Italia, 2004.

Renzo Bonazzi, Communist Mayor of Reggio Emilia from 1962 to 1976, summarizes this relationship:

The [local] solidarity initiatives were homogeneous with the PCI's foreign policy. The PCI promoted, supported, stimulated, solicited, and found, in some local situations, a fertile and creative ground. A generic indication by the party was enough with respect to the solidarity initiatives to be implemented. The central structure of the Party, on the one hand, pursued directly its foreign policy objectives, but, on the other, it knew that in Reggio Emilia it would find a fruitful ground, able to promote autonomous initiatives. There was also correspondence [...] between the foreign policy of the PCI and the international commitment of local administrations⁷⁶³.

Reggio Emilia and Southern Africa

The role of the Emilian city in support of the fight against Portuguese colonialism

Starting from 1977 within the Italian anti-apartheid movement some local authorities, and especially the city of Reggio Emilia, assume a very important role. Reggio Emilia, in the consequent years until 1985, will become of cardinal importance in the relationship between the African National Congress and Italy and the center of the initiative against apartheid. Reggio can assume this role for its precedent experience of solidarity and support to the fights of the Portuguese colonies and to the budding relationship with the new independent Mozambique⁷⁶⁴. The relationship between Reggio Emilia and Southern Africa was born because of the interest sparked in the mayor of the city Renzo Bonazzi following his meeting with Amilcar Cabral of PAIGC and

⁷⁶³ *Ibid.*, p. 52-53.

⁷⁶⁴ *Ibid.*; C. Tornimbeni, «Nazionalismo e Internazionalismo Nella Lotta Di Liberazione Del FRELIMO in Mozambico, 1964-1975», *Afriche e Orientali*, 16, 3/4, 2013, pp. 91–109; L. Bussotti, A. De Muti, «Italy and Mozambique: Science, Economy & Society within a History of an Anomalous Cooperation», *Advances in Historical Studies*, 2, 4, 2013, p. 185–193.

with Marcelino Dos Santos of FRELIMO that occurred in Warsaw in 1963, in occasion of a congress of the World Peace Council⁷⁶⁵; from this meeting originates the interest of Reggio Emilia to the fight of the movement of the liberation of Mozambique, Angola, and Guinea-Bissau against Portuguese colonialism, interest shared with important sectors of the Italian political world. In virtue of this relationship at a national level⁷⁶⁶, it's possible, in June 1970, to organize in Rome an important international solidarity conference with the peoples of the Portuguese colonies, from which follows the extraordinary diplomatic success of the meeting of the leaders of the liberation movements of Angola, Mozambique and Guinea-Bissau with Pope Paul VI. Already in the course of the preparatory works of the conference it is decided to involve some local institutions in the organization of material help and the activity of political mobilization. In particular, it is decided to associate Reggio Emilia with FRELIMO and Mozambique, also following a direct request from Ugo Pecchioli, an important leader of the PCI⁷⁶⁷.

Marcelino Dos Santos and Oscar Monteiro of FRELIMO are welcomed on July 3, 1970 in the Sala del Tricolore of Reggio Emilia's city hall; in the following days, the idea of a union (twinning) between the Arcispedale Santa Maria Nuova in Reggio Emilia and FRELIMO's Central Hospital in Cabo Delgado, active in the liberated areas of Mozambique, takes shape, an act which, as Samora Machel will later declare, will become the «spark that was supposed to ignite the prairie». Giuseppe Soncini, president of the Santa Maria Hospital, is the coordinator of the «Committee for Health Aid to the People of Mozambique», which includes institutions, associations and political parties in Reggio Emilia.

⁷⁶⁵ Renzo Bonazzi was outlining a specific idea of diplomatic activity promoted by local authorities. See *Atti e documenti del 2° congresso nazionale del Movimento italiano della Pace*. Livorno, 25-27 January 1963.

⁷⁶⁶ V. Russo. *La Resistenza Continua : Il Colonialismo Portoghese, Le Lotte Di Liberazione e Gli Intellettuali Italiani*, Milano, Pensiero Atlantico, Meltemi, 2020; O. L. Monteiro, *De Todos Se Faz Um Pais*. Maputo, Associação dos escritores moçambicanos, 2012; C.M. Lanzafame, C. Podaliri. *La Stagione, op.cit.*

⁷⁶⁷ C. M.Lanzafame, C Podaliri, *La Stagione, op. cit.* p. 58.

The close collaboration with the Bolognese parasitologist Silvio Pampiglione⁷⁶⁸ and with the Direcção de Saude of FRELIMO allows in a very short time to define a health aid program, which consists of the periodic collection and shipment of medicines and health equipment, the dispatch of Italian personnel to the health facilities of FRELIMO, the assistance to the mutilated, the training of Mozambican nurses and orthopedic technicians at the Santa Maria Nuova Hospital, and the printing of health education brochures in Portuguese.

One can see a progressive shift in the relationship between the liberation movements and Italy; the communist Reggio Emilia becomes the principal referral, in charge of the coordination of activities of aid and mobilization. In 1972, a trip is organized of a political delegation from Emilia Romagna to Tanzania and the free areas of Mozambique⁷⁶⁹. In 1973, Reggio Emilia is the seat of the National « Conference of solidarity against colonialism and imperialism for the independence of Mozambique, Angola, and Guinea-Bissau» with the participation of the leaders of the liberation movements and important personalities in the Italian political field⁷⁷⁰; thus, the role of hinge that the local community, through the action of the *Comitato per gli aiuti sanitari al popolo del Mozambico* succeeded in hiring in the course of a few years, was sanctioned. In June 1975, on the occasion of the independence of Mozambique, a delegation from Reggio Emilia, almost exclusively representing Italy, will be invited, headed by Giuseppe Soncini and the mayor Renzo Bonazzi. The same Italian diplomacy turns to the group from Reggio Emilia to establish diplomatic contacts with the new independent states that in a few years will become one of the principal partners of the Italian cooperation⁷⁷¹.

⁷⁶⁸ For more insights on Silvio Pampiglione see: <http://archivi.ibc.regione.emilia-romagna.it/eac-cpf/IT-ER-IBC-SP00001-0002449>.

⁷⁶⁹ During this journey, Franco Cigarini filmed the documentary *Dieci giorni con i guerriglieri del Mozambico libero* (Ten days with the guerrillas of free Mozambique).

⁷⁷⁰ Anthony Mongalo participates in the Conference as representative of the African National Congress in Italy.

⁷⁷¹ C. M.Lanzafame, C Podaliri, *La Stagione*, *op. cit.*, p. 234-235.

The first contact with the African National Congress and the twinning between Reggio Emilia and ANC in June 1977.

Through the privileged relationship established by Reggio Emilia with the new Mozambican leadership, the idea of extending activities of international solidarity to the African National Congress of South Africa and to the liberation movements of Zimbabwe and Namibia, gains headway as part of a «bottom up diplomacy» project⁷⁷². However, starting from the condemnation expressed by the City Council on the occasion of the Soweto⁷⁷³ massacre, the foundations are laid, with the collaboration of Mozambican representatives, for a lasting commitment in the fight against apartheid.

On October 26, 1976, the Acting President of the ANC, Oliver Tambo, wrote a letter to the new mayor of Reggio Emilia Ugo Benassi in which he declared:

[...] we have turned to the City Council and people of Reggio Emilia, being convinced that they will today contribute to our just struggle in the same concrete way that they did for Frelimo⁷⁷⁴.

The chosen form is the twinning between the city of Reggio Emilia and the South African liberation movement. The agreement was signed on June 26, 1977, the *South Africa Freedom Day*, in Reggio Emilia by Oliver Tambo and the Mayor of Reggio Emilia, Ugo Benassi. On that occasion Oliver Tambo declared:

... in Western Europe especially, the political parties, the trade union movement, various bodies and associations, such as churches, women and youth organisations in the various countries of Europe, and within each countries, in the provinces, regions and municipal areas, become relevant as a decisive factor for helping to bring about the transfer of

⁷⁷² *Ibid.*

⁷⁷³ BPRE, ASGFA, Series AC, *Condanna della repressione nel Sud Africa*. Document of the Reggio Emilia town council, approved on the reunion of June 23 1976, file 1, document 13.

⁷⁷⁴ BPRE, ASGFA, AC, Letter from Oliver Tambo, president of the African National Congress of South Africa, to the Mayor of Reggio Emilia, 20 October 1976, file 1, document 0005.

power to the peoples of South Africa, Zimbabwe and Namibia, the end of the conflict, and the establishment of peace. In this connection, the example of the city of Reggio Emilia is highly commendable. This event staged in one of the northern provinces of Italy, is therefore itself an earnest appeal to the peoples of western Europe to assume their proper responsibilities.⁷⁷⁵

From that moment on, Reggio Emilia and other communities of the "Red Emilia" became protagonists of contacts and relationships with the liberation movements, with the Frontline States, and with international institutions (United Nations, Organization of African Unity). Thanks also to the opening of credit and the interest in Africa shown by the PCI of Enrico Berlinguer, who dedicated a day to the ANC as part of the Festa Nazionale dell'Unità, held in Modena in 1977⁷⁷⁶, Reggio Emilia assumed a position of leadership in action towards Southern Africa and in coordinating the anti-apartheid struggle.

We can observe a mechanism of delegation center/periphery between national and local politics. The autonomy achieved by the local authorities governed by the Italian Communists brings to completion the process of decentralization established by the Constitution and the reform process initiated during that time⁷⁷⁷. In the context of the relationship between the national PCI and the local administrations of central and northern Italy governed by the left, we are witnessing a real delegation in conducting experiments and initiatives, especially in the welfare field, but also in the international relationships and in the policy of twinning, as an alternative but not in opposition to the official policies of the national government, related to the party of the Democrazia Cristiana⁷⁷⁸. This direct empowerment of local administrators and cadres in the conducting of a foreign policy

⁷⁷⁵ BPRE, ASGFA, AC, Statement of the African National Congress of South Africa on the occasion of the signing of the solidarity pact with the city of Reggio Emilia, 26 June 1977, file 2, document 030.

⁷⁷⁶ On 19 September 1977, Alfred Nzo took part in the demonstration for the African peoples on the occasion of the Festa Nazionale dell'Unità in Modena. See BPRE, ASGFAF, Solidarity Series with Southern Africa.. Photographic materials (hereinafter AAMF), 26 June 1977 - Signing of the solidarity pact between the city of Reggio Emilia and the ANC - 14 September 1977, Demonstration for African peoples, Festa Nazionale dell'Unità, Modena. 25 June 1977 - 20 September 1977, Box I, file. 1

⁷⁷⁷ L. Bobbio, *Il sistema degli enti locali (1970-2012)*, Università di Torino, 2016, 5, https://www.academia.edu/12726398/Il_sistema_degli_enti_locali_1970-2012_2015_.

⁷⁷⁸ C.M. Lanzafame and C. Podaliri, *La Stagione, op. cit.*, p. 77; see also Siracusano and Di Maggio's contribution in this volume..

complementary to the official one of Italy, is delegated to a political staff who, often, had experienced struggle themselves as a part of the partisan formations of the Italian Resistance. Therefore, the leaders of the liberation movements of Southern Africa find themselves, as it happens in other European contexts⁷⁷⁹, interacting with contacts who have experienced clandestine struggle.

1978, « International Year Against Apartheid »: the publication of the Italian edition of Sechaba, First National Conference.

The International Year against Apartheid, as proclaimed by the UN General Assembly, began on March 21, 1978, on the anniversary of the Sharpeville massacre, and was a turning point for the activities of the Italian anti-apartheid movement.

From June 1978, Reggio Emilia Municipality, in close collaboration with the ANC mission in Italy, begins the publication of the Italian edition of *Sechaba*, the official organ of the ANC, which will become a fundamental tool for information and for the construction of a national anti-apartheid network. The magazine, printed by the Municipal Press Center, will be in print without interruption from June 1978 to December 1984, for a total of 42 issues, with an average circulation of 4,000 copies⁷⁸⁰.

The significance of this edition is that it is the first edition of *Sechaba* to be published in language other than English, since its launching in 1967.⁷⁸¹

⁷⁷⁹ H. G. Schleicher, «GDR Solidarity: The German Democratic Republic and the South African Liberation Struggle», *The Road to Democracy in South Africa. Vol. 3. International Solidarity (Part II)*, p. 1069–1153, *op. cit.*; A. Lichtenstein, «The Dutch Antiapartheid Movement: An Interview with Sietse Bosgra», *Radical History Review*, 2014, 119, p. 24–51.

⁷⁸⁰ The entire publication of the magazine is accessible online at: <http://www.comune.re.it/retecivica/urp/retecivi.nsf/DocumentID/EA692E01ED25314CC1257A8B0032BCBF?opendocument>.

⁷⁸¹ «Sechaba in Italian» *Sechaba* 12, 1978, 44.

During 1978, the City Council of Reggio Emilia promotes the organization of a National Conference.

The «National Conference of solidarity for the independence and sovereignty of the peoples of Southern Africa against colonialism, racism and apartheid», launched on 3 October 1978 with an appeal signed by the national secretaries of the parties formulating Italy's post-war Constitution and by the general secretaries of the three national trade union organizations, in addition to the Presidents of the Regional Councils of Lombardy, Emilia-Romagna and Tuscany, will be held on 26 and 27 November 1978 in Reggio Emilia.

The Conference is attended by African delegations led by the main leaders of the liberation movements such as Oliver Tambo, president of the ANC, Sam Nujoma, president of SWAPO, Robert Mugabe and Josiah Chinamano of the Patriotic Front of Zimbabwe, important leaders of the Front-Line countries such as the Mozambican Marcelino Dos Santos, representatives of the OAU and eminent personalities of Italian politics⁷⁸². The government is represented by Vice-Minister for Foreign Affairs, Luciano Radi. The Reggio conference represents the moment of the launch of the activities and initiatives promoted by local authorities, parties and trade union organizations and associations during the International Year against Apartheid⁷⁸³ in contrast with a government political framework that manifested the ambiguity and lack of evolution in the political and diplomatic action towards South Africa.

In the final document it's stated that:

The Conference calls upon the parties, the Trade Union Organizations, the local Councils, all the democratic economic and social organizations [...], to promote all possible initiatives so as to give full political support and material aid to the just cause of the liberation movements of Southern Africa: ANC of South Africa, SWAPO of Namibia, and Patriotic Front of Zimbabwe...

⁷⁸² To quote some names, Gilberto Bonalumi (DC), Gaetano Arfè (PSI), Giancarlo Pajetta (PCI), Giulio Trebeschi (Mayor of Brescia), Silvia Boba (CGIL). See BPRE, ASGFA, Serie AA, *Conferenza nazionale 1978. Adesioni*, 4 October-3 November 1978, file 28.

⁷⁸³ G. Soncini, ed., *Indipendenza e Sovranità Dei Popoli Dell'Africa Australe*, Roma, Edizioni delle autonomie, 1979.

The Conference considers as its own initiative of the “Italian Solidarity Ship” and confers the full realization of it to the National Committee of Solidarity with peoples of Southern Africa⁷⁸⁴.

The National Committee of Solidarity with the Peoples of Southern Africa and the First Ship of Italian Solidarity.

The National Committee was created in Rome in April 1979, with a Presidency Council made up of the heads of the national foreign offices of the Center and Left Italian parties and the appointees of foreign relations of Italian trade unions, and joined by local authorities, organizations and associations. Giuseppe Soncini is appointed coordinator of the Committee, whose operational headquarters will be in Reggio Emilia and which will represent the instrument through which the initiatives and campaigns in favor of the liberation movements of Southern Africa and against apartheid will be carried out and that, at the same time, will become the main Italian representative for international institutions and for the network of anti-apartheid movements. In that first period of activity, that nucleus of local authorities, NGOs and trade union organizations begins to consolidate, both nationally and locally (Caserta, Naples, Turin, Genoa, Florence, Bologna, Livorno), and will be the protagonist of the subsequent solidarity initiatives towards Southern Africa. The first objective of the Committee is represented by the creation of the «Italian Solidarity Ship to support the struggle of the peoples of Southern Africa».

Operationally, the realization of an initiative of this size requires, in addition to the participation of trade unions and workers, a close collaboration with the political forces at the national level and with various local authorities, along with the direct participation of the Italian government. Furthermore, the involvement of the latter represents an important political recognition of the Committee's action and a useful instrument of diplomatic support for the activity of the liberation movements. Through contacts with the Ministry of Foreign Affairs, in particular with Vice-

⁷⁸⁴ BPRE, ASGFA, Serie AA, Conclusive document of the National Conference of Solidarity with the people of Southern Africa, 26 november 1978, file 1, document 068

Ministers Luciano Radi and Giuseppe Zamberletti, and with the Department of Cooperation, the Committee manages to convince the Italian Government to bear the expenses for the chartering of the ship and the supply of food aid⁷⁸⁵.

At the end of the national aid collection campaign that involves local authorities, trade unions and associations⁷⁸⁶, the motor ship Amanda will leave Genoa on May 19, 1980, after being loaded free of charge by the dock workers and after a popular demonstration attended by Oliver Tambo for the ANC, Peter Manning from SWAPO, representatives of the OAU and important Italian political figures (Giancarlo Pajetta from the PCI, Gilberto Bonalumi from the DC, Giacinto Militello of the trade unions). The Italian Solidarity Ship will first touch the port of Luanda in Angola and then that of Maputo in Mozambique, carrying a load of 2,800 tons of agricultural machinery, equipment, prefabricated buildings (including three schools), ambulances, clothing and food, aid for the refugee camps of the African National Congress of South Africa, the SWAPO of Namibia and the government of Zimbabwe⁷⁸⁷. The ship is accompanied by an Italian delegation made up of politicians, trade unionists and local administrators that meets the ANC leaders in Lusaka and Luanda, is received by Samora Machel in Mozambique and hosted in Zimbabwe by the new government.

B. Akporode Clarke, President of the Special Committee against apartheid declares:

I'm delighted to learn of the dispatch by you this month of the ship of solidarity with material assistance to national liberation movements of Southern Africa.... The ship of solidarity is a commendable demonstration by action of the commitment of the Italian organization and people to freedom in Southern Africa.⁷⁸⁸

The campaigns for the liberation of political prisoners and the Second National Conference.

⁷⁸⁵ BPRE, ASGFA, AC, *Telex dell' on. Giuseppe Zamberletti, sottosegretario agli Affari Esteri a Giuseppe Soncini*, 12 February 1980, file 4, document 022.

⁷⁸⁶ «Iniziative e Cronache Della Solidarietà Italiana», *Sechaba, Edizione Italiana*, 8, April, 1980, p. 46–55.

⁷⁸⁷ «Macchine, Attrezzature, Prefabbricati, Vestiario e Alimentari Inviati Con La Nave», *Sechaba, Edizione Italiana*, pp. 9-10, June-July, 1980, p. 75.

⁷⁸⁸ BPRE, ASGFA, AC, *Telegramma da New York di B. Akporode Clark, Chairman Special Committee Against Apartheid [ONU] a Ugo Benassi*, 21 March 1980, file 4, document 048.

On the occasion of the departure of the First Ship in Genoa, the lines of action of the National Committee for the years 1981 and 1982 are defined. The Italian anti-apartheid movement proposes:

- i. To develop a vast campaign of political mobilization for the release of political prisoners from racist prisons and for the release of Nelson Mandela, who has been imprisoned for 18 years on Robben Island;
- ii. To organize the 2nd National Conference of Solidarity with the Peoples of Southern Africa, against racial discrimination and apartheid.⁷⁸⁹

Since the early months of 1981 the National Committee starts the campaigns for the liberation of South African political prisoners, connecting to the initiative of the Lord Provost of Glasgow, Michael Kelly⁷⁹⁰, through the Mayor of Turin, Diego Novelli⁷⁹¹. The National Committee involves local authorities, institutions and government circles in a national campaign linked to the symbolic names of Nelson Mandela and Herman Toivo Ja Toivo (SWAPO). The campaign culminates with the decision of the City Council of Rome to grant honorary citizenship to Nelson Mandela⁷⁹². On February 26, 1983, Alfred Nzo, the ANC secretary, receives the honorary citizenship of Mandela by the Communist Mayor of Rome, Ugo Vetere.⁷⁹³ The honorary citizenship is not received by Winnie Mandela⁷⁹⁴, as planned, due to the restrictive measures to which Mandela's wife is subjected in those years. However, this possible visit produces a huge correspondence with the Ismail Ayob law firm in Johannesburg, representative of the ANC militant, with the South African diplomatic authorities, and finally, with the Italian Foreign Minister Emilio Colombo, who, in a

⁷⁸⁹ «Nuovi Obiettivi Della Solidarietà Italiana», *Sechaba, Edizione Italiana*, pp. 11–12, September-October, 1980, p. 86.

⁷⁹⁰ C. Gurney, «In the Heart of the Beast: The British Anti-Apartheid Movement, 1959-1994», *The Road to Democracy in South Africa. Vol. 3. International Solidarity (Part I)*, *op. cit.*, p. 339.

⁷⁹¹ BPRE, ASGFA, AC, *Lettera di Diego Novelli, Sindaco di Torino*, [to Ugo Benassi], November 16, 1981, file 6, document 22.

⁷⁹² BPRE, ASGFA, AA, *Lettera di Giuseppe Soncini alla Presidenza del Comitato nazionale*, November 29, 1982, file 13, document 87.

⁷⁹³ BPRE, ASGFAP, Series AAMF, file 58; «Rome and Athens Honour Mandela», *Sechaba*, June, 1983, 16.

⁷⁹⁴ BPRE, ASGFA, AC, *Lettera dello studio legale Ismail Ayob & associates di Johannesburg a Giuseppe Soncini*, December 10, 1981, file 6, document 27.

letter dated June 30, 1981, undertakes to contact personally the South African authorities to allow Winnie Mandela to visit Italy⁷⁹⁵.

The letter of Emilio Colombo is a crucial passage for the organization of the Second National Conference, since it guarantees the attention of government circles to the initiatives of the National Committee. Giuseppe Soncini don't hesitate to request the direct intervention of the leaders of the liberation movements of Southern Africa:

I believe it would be of enormous relief and efficiency if the ANC and SWAPO could produce an official political act addressed to the Italian Parties and Trade Unions, towards the National Committee ... This act could take the form of an official letter ... by ANC and SWAPO ... personally addressed to the Secretaries General of the Italian Parties, Trade Unions Organizations and request them explicitly for the convening of the conference and indicate the reasons for which it is urgent⁷⁹⁶.

Following this solicitation, the leaders of the ANC and SWAPO contact the Italian political forces⁷⁹⁷; the "Second National Solidarity Conference against Racism and Apartheid in South Africa and for an Independent Namibia» will be held from 26 to 28 February 1982 in Rome, in the Parliamentary Groups Hall of the Chamber of Deputies. The ANC delegation is led by Oliver Tambo, while Sam Nujoma leads the SWAPO delegation. There are delegations of the highest level of the main Italian political parties (DC, PCI, PSI, PSDI, PLI), the top union leaders, the representatives of the most active Italian NGOs in the fight against apartheid (MOLISV, COSV), and local administrators. The Italian government is represented by the Vice-Minister for Foreign Affairs, Raffaele Costa. The African leaders, on the sidelines of the Conference, meet the President

⁷⁹⁵ BPRE, ASGFA, Serie AA, *Lettera di Emilio Colombo, Ministro degli Affari Esteri, a Giuseppe Soncini*, June 30, 1981, file 12, document 27.

⁷⁹⁶ BPRE, ASGFA, Serie AA, Letters from Giuseppe Soncini to the *Comrade President Oliver Tambo, President of ANC, Lusaka*, 12 febbraio 1981, fascicolo 12, documento 10.

⁷⁹⁷ BPRE, ASGFA, Serie AA, Letters from Ruth Mompati, Chief Representative of ANC in London to Giuseppe Soncini, March 18-19 1981, file 12, document 19; BPRE, ASGFA, Serie AA, Letters from Sam Nujoma, President of SWAPO, to Giuseppe Soncini from Luanda, April 14 1981, file 12, document 20.

of the Italian Republic, Sandro Pertini, a former partisan and extraordinarily active in the struggles for civil rights and against racism, and the main leaders of Italian political parties, including the PCI Secretary, Enrico Berlinguer.

In the final statement the Conference «invites the Italian Government to take the initiatives to evaluate [...] concrete measures for exerting economic pressure on the South African regime»⁷⁹⁸.

Following the awareness generated by the second conference, many Italian local authorities join the anti-apartheid initiatives⁷⁹⁹.

During those years the National Committee and Reggio Emilia economically support the Italian representation of the ANC, offer organizational support for meetings (eg the seminar of the representatives of the ANC in Western countries, Reggio Emilia, 1982), collaborate in the printing of information material and publications. The National Committee is, also, fully integrated into the international anti-apartheid movement, through contacts with anti-apartheid groups of other countries and representing Italy in several occasions⁸⁰⁰.

The Second Ship of Italian Solidarity with Southern Africa and the exhaustion of the National Committee's activity.

The National Committee's lines of action for 1982, 1983 and 1984 are set out in the Final Declaration of the Second National Conference.

⁷⁹⁸ BPRE, ASGFA, Serie AA, *National Conference of solidarity for Riassunto del volume in inglese*, file 17; «Italy Pledges Greater Solidarity», *Sechaba*, May, 1982, pp. 11–18.

⁷⁹⁹ «... as many as 28 Italian municipalities have conferred honorary citizenship on us ». So remembered Nelson Mandela during his Roman visit in 1990. Cfr. M. Emiliani, «L'Italia non delude Nelson Mandela», *l'Unità*, June 16, 1990.

⁸⁰⁰ G. Soncini intervened as coordinator of the Committee at the *Conference Internationale de Soutien à la Lutte du Peuple Namibien* in 1980, and, in 1983, at the *Conferencia internacional de solidaridade com os Estados da Linha da Frente*, organized by ICSA in Lisbon.

- 1) A broad campaign for the release of all political prisoners and their leaders Nelson Mandela and Herman Toivo Ja Toivo;
- 2) The fitting out of the Second Solidarity Ship with Southern Africa [...] ⁸⁰¹.

To implement the second ship, even more than for the first ship, specific projects will be carried out by local authorities, trade unions and cooperatives. The idea is to achieve widespread involvement, with the participation, through its peripheral structures, of the PCI as well ⁸⁰².

Many of the general lines of aid had already been defined after the second conference, as it is testified by a letter sent by Giuseppe Soncini to the Municipality of Genoa in July 1982 ⁸⁰³. Already in April 1983, in the Italian edition of *Sechaba*, the aid collection was launched.

Soncini, in a later summary, points out that:

In the country, the collection is already underway in many regions, in Umbria with an important project to help develop the green areas of Maputo, in Tuscany, and in particular in the Province of Livorno in the field of school structures, in Genoa with a project to develop the production of the ANC refugee farm in Lusaka, in Verona, in Piedmont, in Lombardy, in Lazio, in Emilia. The National League of Cooperatives [...] has committed the cooperative movement in Emilia to the construction of a medical first aid and surgical emergency room for the large camp of Kwanza Sul which gathers refugees from Namibia. Lama, Carniti and Benvenuto [trade union leaders, *author's note*] made a warm appeal to all the trade union organisations ⁸⁰⁴.

The construction of the Second Ship will see an important participation of the government. As early as February 1983, the Department for Development Cooperation of the Ministry of Foreign Affairs decides to cover the cost of chartering the ship, to give the National Committee a contribution of one hundred million liras and to commit itself to supplying 2000 tons of rice to

⁸⁰¹ BPRE, ASGFA, AC Series, *Final Declaration of the Second Conference on Solidarity with the Peoples of Southern Africa*, 27 February 1982, File 6, Document 054.

⁸⁰² See: BPRE, ASGFA, AC Series, Letter from Antonio Rubbi, of the Foreign Section of the PCI to all federations and regional committees of the PCI, 13 July 1983, file 13, document 017.

⁸⁰³ BPRE, ASGFA, Series AA, *Lettera di Giuseppe Soncini alla Commissione Consigliare [sic.] per gli aiuti ai paesi in via di sviluppo del Comune di Genova*, 27 February 1982 - 16 July 1982, file 13, document 68.

⁸⁰⁴ G. Soncini, «E' Tempo Di Mobilitazione per La Seconda Nave Della Solidarietà», *Sechaba, Edizione Italiana*, 27, April, 1983, p. 6-7.

Namibian refugees. The total value of the government's contribution to the construction of the Second Ship is calculated at three billion liras⁸⁰⁵.

The collection of aid, which involves, in addition to the Regions already mentioned and the League of Cooperatives, numerous local administrations⁸⁰⁶ and, in the planning, some important NGOs active in Southern Africa, including MOLISV, reaches an estimated value of over six billion liras. In particular, the League of Cooperatives will send the prefabricated hospital for SWAPO's Kwanza Sul camp, while local authorities from Emilia and Liguria will concentrate on building an educational farm for SOMAFSCO in Mazimbu, Tanzania⁸⁰⁷.

The demonstrations for the departure of the ship are fixed for the week of 6-12 February 1984.

SWAPO is represented by a delegation led by Sam Nujoma, guest of honour at the events held between Rome and Livorno; the participation of the ambassadors of African countries and the delegation of the city of Beira (Mozambique) led by the Mayor, and the representative in Italy of the ANC, the representatives of the UN and OAU is documented. Messages of good wishes were sent by Sandro Pertini, Oliver Tambo, the UN Special Committee against Apartheid, and the ICOSA. The ship (called «Rea Silvia») set sail on 19 March 1984 with over 6500 tons of aid. In Maputo the «Rea Silvia» is welcomed by Mozambican President Samora Machel, while in Dar es Salaam the ANC delegation is led by Oliver Tambo. The aid was accompanied by the National Committee delegation travelling with the ship, consisting of technicians and a filming crew, and by the two Italian political and trade union delegations present at the ship's arrival in Luanda, Maputo and Dar es Salaam, made up of important political representatives such as Gilberto Bonalumi (DC) and Giovanni Berlinguer (PCI), trade union representatives such as Silva Boba (CGIL) and Maria Irace (CISL), national representatives of the foreign section of the PSI and PLI, and local administrators.

⁸⁰⁵ BPRE, ASGFA, Series AA, Copy of telegram from Ferdinando Salleo, deputy director general, Department for Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs, to Giuseppe Soncini, 23 February 1983, file 20, document 21.

⁸⁰⁶ Among others, the municipalities and provinces of Rome, Genoa, Turin, Bologna, Modena, Livorno, Rieti, Frosinone, Viterbo, Latina, Pavia, Milan, Parma, Ferrara and Reggio Emilia ('Aid sent,' 1984).

⁸⁰⁷ «Gli Aiuti Della Solidarietà in Partenza Con La Rea Silvia», *Sechaba, Edizione Italiana*, 34, January, 1984, p. 11–14.

The construction of the 2nd Italian Solidarity Ship can be said to close the second phase of Italian solidarity with the peoples of Southern Africa.

These were the years in which, thanks to the unity of all the country's political and social forces, a strong and robust bridge of friendship and solidarity was built with all the peoples of Southern Africa.

... The success of the 2nd Italian Solidarity Ship raises new problems, stimulates reflections on the changes in Italy, in Southern Africa and in the world. Already during the preparation of the 2nd ship, a new sensitivity was felt in the main forces of the National Committee, not always with the same sign. The situation was changing.⁸⁰⁸

The season of unitary commitment linked to the Committee's action seems to have come to an end, due to the concurrence of several international factors, but also internal to Italian political dynamics.

At the international level, the Nkomati Agreement of March 1984 and the Lusaka Agreement on Angola reshaped relations between the liberation movements and some of the countries on the Front Line; at the same time, the prominence of the United Democratic Front led by Allan Boesak and Desmond Tutu grew within South Africa.

At national policy level, in June 1984, Enrico Berlinguer, secretary of the PCI, died suddenly. His vision of foreign policy, especially towards Africa, with his interest in the elaborations of the Brandt Report and the relationship between the North and the South of the World⁸⁰⁹, represented the cultural and political reference for many local administrators and politicians. As Borruso correctly notes, «the PCI's African commitment, which had increased during the Berlinguer secretariat, began to fade in the wake of international events»⁸¹⁰.

The concurrence of the opportunity to «move to a new phase, to new forms and new instruments of solidarity in which the dominant element [is] cooperation, autonomous political development

⁸⁰⁸ BPRE, ASGFA, Serie AC, G. Soncini (ed.), *Per una storia della solidarietà italiana con i popoli dell'Africa Australe: attività, riunioni, documenti, atti fondamentali del Comitato Nazionale di Solidarietà con i popoli dell'Africa Australe e della Presidenza (1978-1986)*, file 12, document 1.

⁸⁰⁹ A. Rubbi, *Il Mondo Di Berlinguer*, Roma, Napoleone, 1994. ; A. Rubbi, *Il Sud Africa Di Nelson Mandela*, Milano, Teti, 1998.

⁸¹⁰ P. Borruso, *Il PCI e l'Africa indipendente. Apogeo e crisi di un'utopia socialista (1956-1989)*, Firenze, Le Monnier, 2009, p. 278;. For an in-depth analysis of the PCI's national policy towards Africa in the 1970s and 1980s see Di Maggio and Siracusano's contribution in this volume.

aid»⁸¹¹ and the disappearance of the main Italian political referent (almost a guarantor of the national role of Reggio Emilia's international activities), led to the shifting of the focus of Giuseppe Soncini's and the Reggio Emilia group's activities. The realisation of an original decentralised cooperation project with Mozambique, the «Noi con Voi» project, linked to Italian development cooperation, engaged the Reggio Emilia group in 1985 and 1986. The conclusion of this project, marked by controversy and conflicts within the community but with a wide national echo, prevented Giuseppe Soncini's planned return to a continuous commitment to anti-apartheid activities and support for the African National Congress.

Nevertheless, the experience of the National Committee for Solidarity with the Peoples of Southern Africa in support of the liberation movements is extremely important, even when compared with the contribution of other countries to the struggle against the apartheid regime.

«In the period 1978-1986 ... the total economic value of the initiatives [in support of the South African, Namibian and Zimbabwean liberation movements] carried out by the National Committee amounted to about 18-20 billion liras»⁸¹². At the current value, this represents a commitment of approximately 26 million Euros, comparable to the contributions made by important anti-apartheid movements active in other European countries⁸¹³. Italy's prominence among the most active countries in those years in solidarity with the ANC is also recognised in the official publications of the liberation movement:

We are particularly cognisant of the consistent support we receive from Sweden and other Nordic countries, from Holland, Italy and Austria to mention a few.⁸¹⁴

⁸¹¹ BPRE, ASGFA, Series AC, G. Soncini, *Per una storia della solidarietà italiana*, *op. cit.*, file 12, document 1.

⁸¹² BPRE, ASGFA, Series AC, *Report on the administrative acts and accounts of the National Committee for Solidarity with the Peoples of Southern Africa*, by the coordinator Giuseppe Soncini, councillor of the Municipality of Reggio Emilia, 10 April - 30 September 1987, file 11, document 2.

⁸¹³ During the same period of time, Swedish aid to the ANC was approximately 58 million Euros today. Tor Sellstrom, «Sweden and the Nordic Countries: Official Solidarity and Assistance from the West » in *The Road to Democracy in South Africa. Vol. 3. International Solidarity (Part I)*, 2008. p.492

⁸¹⁴ O. Tambo, «The Dream of Total Liberation of Africa Is in Sight», *Sechaba*, March, 1984, p. 3–14.

CONCLUSION

Pour conclure, nous ne répondrons pas à la question posée en titre de ce volume, que l'on peut aussi formuler ainsi : les PC occidentaux ont-ils eu un rôle mineur en Afrique ? Nous n'y répondrons pas car ce volume témoigne justement d'une situation complexe, de multiples rapports, d'organisation à organisation mais peut-être surtout de personne à personne. Il témoigne de liens multiples, et parfois surprenants noués au cœur même des métropoles coloniales ou de l'autre côté de l'Atlantique. Il témoigne de multiples voyages, de la naissance d'amitiés intercontinentales, de l'émergence de réseaux d'aide ou d'affinités. Quel qu'ait été le projet initial, ce qui apparaît, c'est une sorte de puzzle, qui est celui d'une globalisation progressiste, d'un monde qui avant et après la guerre froide, avant et après la décolonisation, avant et après la seconde guerre mondiale cherche à devenir meilleur, dans l'enthousiasme des lendemains possibles et heureux. Mais c'est aussi un monde fait d'incompréhensions, de rigidités doctrinales et d'ambiguïtés, de controverses et de clivages, de suspicion quelque fois.

On peut regretter une chose : si les Africains, quelle que soit leur appartenance nationale, sont bien présents dans ce volume, ils y sont surtout comme récepteurs de doctrines et de savoir-faire, ils y sont comme cible de propagande et comme interlocuteurs. Le regard porté est plutôt celui des communistes occidentaux, de leurs efforts et tentatives diverses de gagner en influence, de s'allier une Afrique en devenir. Il faudrait un deuxième volume qui inverserait les points de vue, qui analyserait ce que les Africains ont fait des désirs, efforts, incompréhensions des communistes occidentaux à leur égard. Bien sur, ce n'est pas totalement absent de ce volume, puisqu'il y est largement question de rapports et d'échanges. Mais le point de vue privilégié reste malgré tout celui des communistes occidentaux. Leurs interlocuteurs sont bien là mais on ignore encore beaucoup de leurs attentes, de leurs déceptions ou au contraire de leurs complicités avec leurs alter-ego

communistes. Les mouvements anti-coloniaux ont pu s'allier aux communistes mais était-ce stratégie ou réelle affinité ? L'un et l'autre sans doute dans bien des cas. Un des exemples les plus connus est celui du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), apparenté au PC français jusqu'à ce que cette alliance lui coûte plus que ce qu'elle ne lui rapporte, et bien qu'Houphouët-Boigny son fondateur et président ait pu, étonnamment à nos yeux contemporains, avouer une sensibilité proche de celle des communistes. Toujours est-il que l'Afrique, et toute une historiographie maintenant en témoignage, a cassé la logique des blocs, et les Africains, objets de multiples désirs aux temps du colonialisme tardif et des indépendances ont su jouer sur tous les tableaux. Des régimes ouvertement marxistes-léninistes ou socialistes scientifiques ont malgré tout gardé des rapports avec les anciennes puissances coloniales, tout en tenant un discours violemment anti-impérialiste. D'autres ont cherché à diversifier les contacts pour échapper à des emprises jugées pernicieuses. D'autres encore ont utilisé armes et conseillers militaires de l'un ou l'autre bloc. Les PC occidentaux, souvent trop euro-centrés, et mal dégagés de la gangue coloniale et néo-coloniale n'ont pas toujours compris qui étaient leurs interlocuteurs, ont projeté leur vision du monde sur des terres qui leur étaient plutôt étrangères, même s'ils essayaient d'en comprendre les spécificités. Certains hommes ont été plus clairvoyants que d'autres et l'ont parfois été contre leurs appareils. D'autres ont fait preuve d'aveuglement. L'exemple des rapports noués avec la Guinée de Sékou Touré est à cet égard caractéristique. Parti communiste français, et, plus surprenant parti communiste italien ont été aveugles aux dérives totalitaires d'un régime qu'ils ont fréquenté jusqu'au dernier moment et qui de son côté témoignait d'une grande versatilité en matière d'alliance.

De leur côté les Africains ont accepté une aide précieuse, ont noué des rapports parfois étroits avec les représentants des partis communistes, ont été membres de ces mêmes partis sur le sol des diverses métropoles, que ce soit Paris ou Lisbonne, mais ont pu quelque fois instrumentaliser ces rapports pour leur propre cause, et prendre des distances avec des préoccupations trop éloignées des leurs. On se souvient de la rupture violente, en 1933, de Tiémoko Garan Kouyaté avec le parti

communiste⁸¹⁵ et avec l'Internationale. On se souvient du choix qu'a fait Padmore – qui d'ailleurs n'était pas africain – du panafricanisme contre le communisme, tout en conseillant un chef d'état ghanéen, Nkrumah, gagné au marxisme. Au-delà des questions organisationnelles *stricto sensu* bien des intellectuels africains ont lu Marx, Engels, Lénine ou Staline – en particulier le Staline du « marxisme et la question nationale et coloniale » – en ont discuté les textes ou ont cherché, comme le futur ministre sénégalais Abdoulaye Ly et son GAREP (Groupe africain de recherches économiques et politiques), comme le Nkrumah du consciencisme⁸¹⁶, à africaniser Marx et le marxisme. Ils ont débattu de la question de savoir s'il existait des classes en Afrique, et partant s'il y avait luttes des classes, dans des pays où, pour la plupart, la classe ouvrière était une infime minorité, considérée comme privilégiée. Et les partis communistes occidentaux ont parfois servi de lieu de débat ou d'apprentissage à travers écoles coloniales, groupes de langue ou autres instituts de formation. C'est peut-être d'ailleurs une lacune de cet ouvrage de ne pas consacrer assez de place aux formations, et d'une manière générale aux syndicats qui pouvaient aussi jouer un rôle de courroie de transmission. Ecole coloniale, nous l'avons dit mais aussi diverses formations syndicales, dont se sont chargés des hommes comme Maurice Gastaud ou Jack Woddis, et stages proposés.

Mais les Partis communistes occidentaux ne pouvaient pas non plus servir de modèle, même si certains ont été au gouvernement de leurs pays respectifs. Ils pouvaient se prévaloir du modèle soviétique ou de celui des démocraties populaires, mais eux-même n'avaient d'autre modèle à fournir que théorique, ne pouvaient donner l'exemple d'aucune réussite concrète, ni pour les mouvements d'opposition puisqu'ils n'avaient pas réussi à avoir l'exclusivité du pouvoir, ni pour les partis au pouvoir, puisqu'eux-mêmes n'y étaient pas, ou ne faisaient partie que d'un jeu d'alliance. Il faut s'interroger, et cela déborde le cas strict des partis communistes occidentaux

⁸¹⁵ Voir : <https://maitron.fr/spip.php?article173285>, notice KOUYATE Tiemoko Garan par Solofo Randrianja et Alexis Roy, version mise en ligne le 26 mai 2015, dernière modification le 15 janvier 2019.

⁸¹⁶ K. Nkrumah, *Le consciencisme: philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement : avec une référence particulière à la révolution africaine*; traduit de l'anglais par L. [Laurent] Jospin, Paris, Payot, 1964.

pourquoi le terme communiste a été si rarement utilisé. Les partis communistes en Afrique ne sont pas légion alors que toutes sortes de socialismes ont fleuri, le terme même donnant lieu à des traductions ancrées dans des langues et usages nationaux, que ce soit l'*Ujamaa* de Julius Nyerere, le *socialisma siantifika* de Madagascar, le *häbrätäsäbäwinet* du Derg, ou le socialisme du Mali⁸¹⁷. Il y eut bien un fort parti communiste au Soudan, mais la plupart des expériences partisans en Afrique ont utilisé le terme de socialiste plutôt que communiste. Volonté peut-être de garder l'écart avec l'Union soviétique ? Il n'est pas sûr non plus que le parti unique, adopté par pratiquement tous les pays du continent, l'ait été selon le modèle soviétique, et ce d'autant plus que ces partis sont de facture diverse : partis d'élite comme au Congo-Brazzaville ou parti de masse comme en Guinée. Les partis communistes occidentaux manquaient aussi, pour convaincre, d'un autre atout. Ils étaient implantés dans des pays industrialisés, urbanisés alors qu'ils s'adressaient aux ressortissants de pays encore très majoritairement paysans. En ce sens, la Chine et sa révolution paysanne offrait évidemment un modèle ou un miroir bien plus convaincant.

Ce qui peut-être est en fait le plus intéressant est de voir, et ce volume le démontre amplement que les partis communistes occidentaux, malgré tous les handicaps qu'ils présentaient, aussi, aux yeux des Africains aient malgré tout réussi à nouer des liens, à intervenir, peu ou prou, auprès des (ex)-colonisés, offrant leur alliance. Il a fallu beaucoup d'efforts, de persévérance, de stratégies diverses et variées, de tournées pour prétendre jouer un rôle sur le continent, avec finalement et contrairement aux Etats communistes, URSS, démocraties populaires, Chine et Cuba, peu à offrir. Mais quelquefois d'improbables alliances se sont construites. Et il nous semble qu'une des réussites de ce livre est aussi, justement, de montrer que l'improbable se réalise quelque fois et fait aussi partie de l'histoire.

⁸¹⁷ Voir à ce sujet et de manière plus générale sur les Socialismes africains : *Socialismes en Afrique*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

Index

Abbad, Ahmed
Abd El-Kader
Abd El-Krim
Abdelli, Mohammed
Abitbol, Maurice
Abtout, Saïd
Adda, Georges
Adoula, Cyrile
Afana Osende
Afeworki, Isaias
Ahidjo Ahmadou
Ahmed, Hocine Aït
Aissa, Mohand Aït
Akkache, Ahmed
Akouélé Paulin
Akoun, André
al-Ayari, Mokhtar Ben Belkacem
Albertini, Georges, Charles, Claude
Ali, Hadj
Alicata, Mario
Allaouchiche (née Bouhoune), Baya
Alleg, Henri
Amendola, Giorgio
Amrouche, Jean
Anselme, Daniel
Aragon, Louis
Arnaud, Georges
Aron, Raymond
Arriola, Jean

Assan, Giorgio
Atnafu Abate
Attal, G.
Auriol, Vincent
Ayob, Ismail
Baba Kake, Ibrahim
Bagnato Bruna
Bangali, N’Goran Gédéon
Barbé, Raymond
Barbusse, Henri
Barca, Luciano
Barontini, Ilio
Barre, Syad
Basso, Lelio
Bayart, Jean François
Beauvoir, Simone de
Béchar, Paul
Beckouche, André
Beckouche, Jean
Belkacem, Krim
Belkhodja, Abdelkader
Ben Amara, Simone
Ben Hassin, Mohamed
Benassi, Ugo
Benguettat , Adda
Benmiloud , Abdelaziz
Benoits (née Hasser), Clara
Bensasson, Alberto
Bensasson, Feruccio
Benvenuto, Giorgio
Benzine, Abdelhamid

Berlanda, Franco
Berlinguer, Enrico
Berlinguer, Giovanni
Berque, Jacques
Berti, Giuseppe
Bertinotti, Fausto
Bessis, Eugène
Biboulet, Pierre
Bimbi, Guido
Bismuth, Victor
Blacas, Jean
Blachère, Régis
Blum, Léon
Boba, Silva
Boesak, Allan
Boldrini, Arrigo
Bonalumi, Gilberto
Bonaparte, Napoléon
Bonazzi, Renzo
Borruso, Paolo
Bouaziz, Paul
Bouhali, Larbi
Boumediene, Houari
Bourguiba, Ahmed
Bourguiba, Habib
Bourguiba, Muhammad
Brandt, Willy
Braun, Pierre
Breton, André
Buisson, Fernand
Cabajo, Louis

Cabral, Amilcar
Caetano, Marcello José das Neves Alves
Calamandrei, Franco
Calchi Novati, Gian Paolo
Camara, Latyr
Candreva, Luigi
Capitini, Aldo
Cardia, Umberto
Carito, Liliete
Carniti, Pierre
Cavia
Cayla, Léon
Célestin, Léoblé Baka
Cerutti, Mario
Chattopadhyaya, Virendranath
Chinamano, Josiah
Chomé, Jules
Chongo, Amandio
Ciano, Galeazzo
Cissé, Alioune
Clarke, Akporode B.
Clémenceau, Georges
Colombo, Emilio
Cornut-Gentile, Bernard
Costa Pinto, António
Costa, Antonio
Costa, Enrico
Costa, Mario
Costa, Raffaele
Coulibaly, Lazare
Couve de Murville, Maurice

Craxi, Bettino (né Benedetto)
Crevel, René
Cruicchi, Dante
Cunhal, Álvaro
D'Alema, Giuseppe
Da Costa, Luís Afonso
Da Cruz, Viriato
Dabbab, Taieb
Daix, Pierre
Davis, Angela
De Andrade, Mario
De Coninck, Albert
De Felice, Jean Jacques
De Gaulle, Charles
De Morais, Tito
Debbab, Tayyib
Debré, Michel
Defferre Gaston
Del Boca, Angelo
Deloche, Robert
Deniau, Roger
Dénis, Jacques (né Spiewak, Jacques)
Derugas, Paolo
Desnos, Robert
Dewitte, Philippe
Di Maggio, Marco
Diallo, Abdoulaye
Diallo, Seydou
Diallo, Siradiou
Dib, Mohammed
Diène, Ndour

Dimitrov, Georges
Diop, Fadilou
Djehri, Mohammed
Djibo, Bakari
Donini, Ambrogio
Doriot, Jacques
Dos Santos, Marcelino
Dos Santos, Rodrigo
Douchon, Henri
Doumergue, Paul
Dreure, Eloïse
Drew, Allison
Dreyfus, Nicole
Dulles, Foster
Dye, N'Dongo
Einaudi, Luigi
Einstein, Albert
El Shafei, Hussein
El-Hammi, Mohammed 'Ali
El-Houssi, Leila
Éluard, Paul
Engels, Friedrich
Fanfani, Amintore
Farinacci, Roberto
Fayette, Maurice
Feix, Léon
Feltrinelli, Giangiacomo
Feraoun, Mouloud
Ferreira, Medeiros
Fianjina, Retsitako (Vérifier)
Finidori, Jean-Paul

Foissin, Robert, Victor
Fontenau, Gérard
Ford, Jones
Forman, Lionel
Forti, Dina
Fracanzani, Carlo
Gaddafi (Khadafi), Mouamar
Gaggero, Andrea
Gaillard, Félix
Galeazzi, Marco
Gallico, Loris
Gallico, Ruggero
Gallissot, René
Garvey, Marcus
Gentili, Anna Maria
George, Lloyd
Ghandi (né Gāndhī, Mohāndās Karamchand)
Gherab, Hamid
Ghezzi, Giorgio
Giscard d'Estaing, Valéry
Gizenga, Antoine
Glisenti, Giuseppe
Glisenti, Marcella
Gorbatchev, Mikhaïl Sergueïevitch
Gotovitch, José
Gramsci, Antonio
Graziani, Rodolfo
Grégoire, Colette
Grieco, Ruggero
Gris, Camille

Guevara, Ernesto (Che),
Gueye, Abbas
Gueye, Bassirou
Gueye, Omar
Guillon, Armand
Guillon, Maxime
Hadj Ali, Bachir
Hadj, Messali
Hadjerès, Sadek
Haïlié Sélassié
Hammou, Hafid
Hamza, Hassine Raouf
Harbi, Mohammed
Harmel, Michael
Hitler, Adolf
Hò Chí Minh [Nguyễn Sinh Cung, dit]
Höbel, Alexander
Houphouët-Boigny, Félix
Huiswoud, Otto
Inal, Ahmed
Irace, Maria
Iyob, Ruth
Jacoviello, Alberto
Jacquemotte, Joseph
James, Cyril Lionel Robert
Jeanson, Colette
Jeanson, Francis
Jones, Ivan
Jordaan, Kenneth
Jore, Léonce
Joseph, Richard

Jrad, Ali
Jrad, Mohamed
Julien, André
Julien, Charles-André
Jurquet, Jacques
Kahlouche, Ramdane
Kaldor, Pierre
Kasavubu, Joseph
Kashamura, Anicet
Katsakioris, Constantin
Kazdaghli, Habib
Keita, Modibo
Kelly, Michael
Kenyatta, Jomo
Kérékou, Mathieu
Khalifa, Boualem
Khelifa, Mohamed
Khrouchtchev, Nikita Sergueïevitch
Kimbangu, Simon
Kingue, Abel
Kouadio, Kouassi
Kouyate, Tiemoko Garan
Kraiem, Mustafà
Krim, Abd-El
Labanca, Nicola
Labraoui, Ali
Lachenal, Georges
Lama, Luciano
Lanzafame, Carmelo Mario
Lara, Lucio
Lattad, Laïfa

Le Foll-Luciani, Pierre-Jean
Le Houérou, Fabienne
Ledda, Romano
Leiris, Michel
Lénine, Vladimir Illitch
Leonardo, Paolo
Leopold II
Lerici, Roberto
Lévi-Provençal, Evariste
Libois, Paul
Longo, Luigi
Lozovsky, Solomon
Louveau, Edmond
Louzon, Robert
Lumumba, Patrice
Luna
Lussu, Joyce (née Salvadori Paleotti, Gioconda Beatrice)
Luzzatto, Lucio Mario
Lyautey, Hubert
Maarek, Jacques
Mabeko-Tali, Jean-Michel
Machado Conceição, Jorge
Machel, Samora Moisés
Mainville, Marcel
Mamou, Edouard
Mandela, Nelson Rolihlahla
Mandela, Winnie (née Madikizela, Nomzamo Winifred Zanyiwe)
Manduchi, Patrizia
Manning, Peter
Manuil'sky, Dmitrij Zacharovic
Mao Zedong

Marchais, Georges

Martens, Georges

Marx, Karl (né Marx, Karl Heinrich)

Marynower, Claire

Massignon, Louis

Mattone, Antonello

Matusevich, Maxim

Maupassant, Guy de

M'Baye, Joseph

Mbeki, Govan

Mbida, André Marie

Marty, André

Meimon, Robert

Melfa, Daniela

Melki, Jean-Claude

Mencaraglia, Luciano

Miceli, Giuseppe

Michel, Marc

Mignot, Elie

Militello, Giacinto

Mitterrand, François

Mobutu, Sese Seko

Mody, Diagne

Moita, Luís

Mollet, Guy

Mongalo, Anthony

Monnier, Paul Robert

Monteiro, Oscar

Moravia, Alberto

Morlet, Pierre

Moro, Aldo

Moumié, Félix-Roland
Moutet, Marius
Mugabe, Robert
Mulele, Pierre
Münzenberg, Willi (né Wilhelm)
Mussolini, Benito (né Benito Amilcare Andrea)
N'Krumah, Kwame
Nasser, Ahmed
Nasser, Gamal Abd-El
Ndoh, Michel
Neguib, Mohammed (Muḥammad Nağīb)
Nehru, Jawaharlal
Nenni, Pietro
Neruda, Pablo (né Reyes Basoalto, Ricardo Eliécer Neftalí)
Neto, Agostinho
Neto, Vitor
Nicanor, Njawe
Nisard, Maurice
Nordmann, Joe
Novella, Agostino
Novelli, Diego
Ntzumah, Ndeh
Nujoma, Sam
Nur, Ramadan Mohamed
Nzo, Alfred
Nzula, Albert T.
Occhetto, Achille
Odrú, Louis
Ouandié, Ernest
Ouazana, Claude
Ouhadj, Omar

Ould Aoudia, Amokrane
Padmore, George (né Nurse, Malcom)
Pajetta, Giancarlo
Pajetta, Giuliano
Palewski, Gaston
Palme Dutt, Rajani
Pampiglione, Silvio
Paraiso, Edouard
Paul VI (né Montini, Giovanni Battista Enrico Antonio Maria)
Pauser, Ferdinand,
Pavolini, Luca
Pecchioli, Ugo
Péret, Benjamin
Pertini, Alessandro
Pestalozza, Luigi
Peyrouton, Marcel
Philip, André
Pinna, Massimiliano
Pinto de Andrade, Mário
Piovene, Guido
Pirelli, Giovanni
Pirro, Ugo
Planque, Edouard
Podaliri, Carlo
Poincaré, Raymond
Poncelet, Eddy
Pons, Silvio
Potekhin, Ivan
Pradella, Massimo
Prattico, Franco
Quadrelli, Adrienne

Radi, Luciano

Rajaobelina

Rajaona, Johnson

Rakoto, Marcel Fourcadier, Etienne

Ralaimongo, Jean

Ramadier, Paul

Ranaivo, Paul

Randrianja, Solofo

Ravoahangy, Joseph

Razafindrakoto, Emmanuel

Repetto, Arrigo

Retsitako

Reynaud, Paul

Rifat, Kamal

Rocard, Michel

Rolla, Domenico

Rolland, Romain

Romero, Federico

Rossanda, Rossana

Rossi, Michele

Roy, Nathan

Rubbi, Antonio

Ruivo, Henrique

Ruivo, Mário

Ruscio, Alain

Sa'dawi, Hassin

Saadaoui, Hassan

Sabri, Ali

Sadoul, Jacques

Safarov, Georgy Ivanovitch

Salan, Raoul

Salazar, António de Oliveira

Salim, Achmed Salim

Sambiarana

Sandri, Renato

Santana, Daniel

Santarelli, Enzo

Sarraut, Albert

Sartre, Jean-Paul

Scemama, Georges

Sebag, Paul

Seborga, Giulio

Secchia, Pietro

Segre, Sergio

Sékou Touré, Ahmed

Senghor, Lamine

Senghor, Léopold Sédar

Sindelo, Thami

Siracusano, Gabriele

Siriex, Paul Henry

Sivan, Emmanuel

Sixou, Claude

Smith, Evan

Soanoro

Soares, Mario

Soares, Pedro

Soazara (Princesse)

Soekarno, Koesno Sosrodihardjo

Soncini, Giuseppe

Souleymane, Sidibé

Soumah, David

Spano, Nadia (née Gallico, Nadia)
Spano, Velio
Stalin/ Staline, Josef Djougachvili
Stibbe, Pierre
Stiers, Edouard
Suret-Canale, Jean
Tabata, Isaac
Taezaz, Lorenzo
Taferi Bante
Tagny, Mathieu
Tambo, Oliver Reginald
Tambroni, Fernando
Tanguy, Yves
Tchang Kai-chek
Tchaptchet, Jean-Martin
Tedeschi, Paolo (Pseud de Velio Spano)
Terenzi, Amerigo
Terfve, Jean
Tha'albi, 'Abd al-Aziz
Themido, Hall
Thiaw, Abdoulaye
Thirion, André
Thorez, Maurice
Tillon, Charles
Timsit, Gabriel
Tinclair, Valentin
Tito, Josip Broz
Tlili, Béchir
Todd, Olivier
Togliatti, Palmiro
Toivo Ja Toivo, Herman

Tondroko (Roi)

Traoré, Frédéric

Traoré, Yaya

Triolet, Elsa

Triulzi, Alessandro

Trotsky, Lev Davidovitch Bronstein

Tshimanga, Antoine

Tutu, Desmond Mpilo

Ukmar, Anton

Um Nyobé, Ruben

Valenzi, Maurizio

Valori, Dario

Van Bilsen, Jef

Vandervelde, Emile

Vecchietti, Tullio

Vergès, Jacques

Vetere, Ugo

Viollette, Maurice

Westad, Odd Arne

Wilson, Thomas Woodrow

Wolikow, Serge

Yacine, Kateb

Zamberletti, Giuseppe

Zana, Léon

Zangheri, Renato

Ziani, Arezki

Sigles

ACP : Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

AEF : Afrique équatoriale française

AIID : Association internationale des juristes démocratiques

AKEL : Ανορθωτικό Κόμμα Εργαζόμενου Λαού (Parti progressiste des travailleurs)

ALNK : Armée de libération nationale du Kamerun

ANC : African National Congress

ANPI : Associazione Nazionale Partigiani d'Italia

AOF : Afrique occidentale française

ARA : Acção Revolucionária Armada

ARCI : Associazione ricreativa culturale italiana

ASU : Arab Socialist Union

BAAS : Hizb al-Ba'ath al-Arabî al-Ishtirâkî (Parti socialiste de la résurrection arabe)

CATC : Confédération africaine des travailleurs croyants

CC : Comité central

CDLDAN : Comité de défense des libertés démocratiques en Afrique noire

CEE : Communauté économique européenne

CEREA : Centre de regroupement africain

CFP : Comité local de Front Populaire

CFTC : Confédération français des travailleurs chrétiens

CGIL : Confederazione Generale Italiana del Lavoro

CGT AOF-Togo : Confédération générale du travail – Afrique occidentale française - Togo

CGT : Confédération générale du travail

CGTA : Confédération générale du travail autonome

CGTU : Confédération générale du travail unitaire

CIA : Central Intelligence Agency

CION : Comité International des Ouvriers Nègres

CISL : Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori

CMP : Comité mondial de la paix
 CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
 COSV: Coordinamento delle organizzazioni per il servizio volontario
 CPGB: Communist Party of Great Britain
 CPSA: Communist Party of South Africa (CPSA)
 CR : Comité Révolutionnaire (Cameroun)
 DC : Démocratie chrétienne (Italie)
 DGS : Direção geral de segurança (Portugal)
 EAMA : États Africains et Malgaches Associés
 EDA : νιαία Δημοκρατική Αριστερά (Union de la gauche démocratique)
 EMCIBA : Employés de commerces, d'industrie et de banque
 ENA: Etoile nord-africaine
 EWP: Ethiopian Workers' Party
 FAO : Food and Agriculture Organization
 FF-PCA : Fédération de France du PCA
 FGCI : Federazione della Gioventù Comunista Italiana
 FLE : Front de libération de l'Erythrée
 FLN : Front de libération nationale
 FLNA: Frente Nacional de Libertação de Angola
 FO : Force ouvrière
 FPLE : Front populaire de libération de l'Erytrée
 FPLN : Front populaire de libération nationale (Portugal)
 FRELIMO : Front de libération du Mozambique
 FSM : Fédération syndicale mondiale
 FUAN : Fronte Universitario di Azione Nazionale
 GEC : Groupes d'études communistes
 GPRA : Gouvernement provisoire de la république algérienne
 IC: Internationale communiste
 ICOSA: International Committee Against Apartheid, Racism and Colonialism in Southern Africa
 IPALMO : Istituto per le relazioni con i paesi dell'Africa, America Latina e Medio Oriente
 IS : Internationale socialiste

ISR : Internationale Syndicale Rouge

JC : Jeunesse communiste

JCB : Jeunesse communiste de Belgique

KUTV : Université communiste des travailleurs d'Orient (Коммунистический университет трудящихся Востока)

LCJ : Ligue des communistes yougoslaves

LICA : Ligue internationale contre l'antisémitisme

LIDU : Lega italiana dei diritti dell'uomo

MDRM : Mouvement Démocratique de la Rénovation de Madagascar

MNA : Mouvement national algérien

MNC : Mouvement national congolais

MOE : Main d'œuvre étrangère

MOI : Main d'œuvre immigrée

MOLISV : Movimento di liberazione e sviluppo

MoNiMa : Madagasikara Otronin'ny Malagasy (Madagascar aux Malgaches)

MPLA : Mouvement populaire pour la libération de l'Angola

MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques

MUD : Movimento de Unidade Democrática

NATO: Northern Atlantic Treaty Organization [voir aussi OTAN]

NGO: Non-Governmental Organization

OAU : Organization of African Unity

ONU : Organisation des Nations Unies [voir aussi UN]

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [voir aussi NATO]

PAIGC : Parti africain de l'indépendance de la Guinée Bissau et Cap Vert

PaNaMa : Parti Nationaliste de Madagascar

PCA : Parti communiste algérien

PCA : Parti communiste angolais

PCB : Parti communiste belge

PCB : Parti communiste brésilien

PCC : Parti communiste chinois

PCDI : Partito Comunista d'Italia [en suite PCI]

PCF : Parti communiste français

PCI : Parti communiste italien

PCP : Parti communiste portugais

PCRM : Parti communiste de la région de Madagascar

PCT : Parti communiste tunisien

PCUS : Parti communiste d'Union soviétique

PDC : Parti démocratique camerounais

PDG: Parti démocratique de Guinée

PDUP : Partito di unità proletaria

PIDE : Polícia Internacional e de Defesa do Estado (Portugal)

PLI : Partito liberale italiano

POB : Parti ouvrier Belge

POLEX : Section de politique extérieure (PCF)

PRI: Parti Républicain Italien

PRPE: Revolutionary Party of the Ethiopian People

PSDI: Partito socialista democratico italiano

PSI : Partito Socialista Italiano

PSIUP : Parti socialiste italien d'unité prolétarienne

PSU : Parti socialiste unifié

PTT : Postes et télégraphes

RDA : Rassemblement Démocratique Africain

RENAMO: Resistência Nacional Moçambicana

RGASPI : Archives russes d'histoire politique et sociale

SDN : Société des Nations

SEEPE : Secretariado dos Encontros de Estudantes Portugueses no Estrangeiro

SEPES

SFIC : Section française de l'Internationale communiste

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

SMIG : Salaire minimum interprofessionnel garanti

SOI : Secours ouvrier international

SOMAFCO: Solomon Mahlangu Freedom College

SRI: Secours rouge international

SWAPO: South West Africa People Organization

UDI : Unione delle donne italiane

UGTA : Union Générale des Travailleurs Algériens UGTA.

UGTAN : Union générale des travailleurs d'Afrique noire

UGTK : Union générale des travailleurs kamerunais

UIC : Union intercoloniale

UIL : Unione Italiana del Lavoro

UISP : Unione Italiana Sport Popolare

ULB : Université libre de Bruxelles

UN : United Nations [voir ONU]

UNEF : Union Nationale des Étudiants Français

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

UNITA: União Nacional para a Independência Total de Angola

UNURI : Unione Nazionale Universitaria Rappresentativa Italiana,

UPC : Union des populations du Cameroun

UPS : Union progressiste sénégalaise

URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques [voir aussi USSR]

USA: United States of America

USSR: Union of Soviet Socialist Republics [voir aussi URSS]

ZANU: Zimbabwe African National Union

AUTEUR/TRICE. S

Bruna Bagnato – Professeure « Ordinario » d’Histoire des relations internationales, Université de Florence.

Gédéon N’goran Bangali - Maître-assistant d'histoire contemporaine, Enseignant-chercheur à l'université Jean Lorougnon Guédé (Côte-d’Ivoire).

Paolo Borruso - Professeur “associato” en histoire contemporaine, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan.

Luigi Candreva – Docteur en histoire à l’Université de Rome « Tor Vergata », professeur d’histoire et philosophie au lycée M. T. Cicerone, Frascati (Rome)

Éloïse Dreure - Doctorante à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté, LIR3S - UMR 7366.

Allison Drew – Professeure Honoraire, Université de Cape Town et Professeure émérite, Université de York.

José Gotovitch - Professeur honoraire d’histoire contemporaine Université Libre de Bruxelles, Directeur scientifique du Centre des Archives du communisme en Belgique.

Alexander Hobel – « Assegnista di ricerca » (Research Fellow), Université de Cassino et du Latium méridional - Chargé de cours à l’Université de la Tuscia, Viterbe, spécialiste du communisme italien.

Habib Kazdaghli - Professeur des universités en Histoire contemporaine, Université de Manouba-Tunisie.

Nicola Labanca – Professeur “Ordinario” en histoire contemporaine, Département de Sciences Historiques et Héritage culturel, Université de Sienne.

Carmelo Mario Lanzafame – Historien et archiviste, spécialiste de l’histoire des relations entre l’Italie et l’Afrique du Sud.

Pierre-Jean Le Foll-Luciani - Agrégé et docteur en histoire à l’Université Rennes 2.

Jean-Michel Mabeko-Tali - Docteur en Histoire de l'Université Paris VII, Spécialiste de l'histoire politique et sociale de l'Angola contemporain. Professeur titulaire d'Histoire à l'Université de Howard, Washington DC.

Patrizia Manduchi - Professeure « associato » en histoire des pays islamiques, enseigne l'histoire du monde arabe contemporain au département de Sciences politiques et sociales à l'Université de Cagliari, directrice du GramsciLab (Centre interdépartemental d’études gramsciens internationales).

Massimiliano Pinna - Docteur en Histoire, politique and Institutions de la Méditerranée, Université de Macerata et ISCTE-IUL Lisbonne.

Carlo Podaliri – Historien, Bibliothécaire en chef et archiviste à l'Université de Bologne, spécialiste de l’histoire des relations entre l’Italie et l’Afrique du Sud.

Solofo Randrianja - Professeur Titulaire d’histoire politique Directeur de recherche à l’Institut d’études politiques de Madagascar.

Alain Ruscio - Historien, spécialiste de l'histoire du colonialisme français, chercheur indépendant.

EDITEURS/TRICE

Françoise Blum est ingénieure de recherches au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CNRS/Paris1). Elle a travaillé et travaille sur les mouvements sociaux dans l'Afrique des Indépendances, à propos desquels elle a notamment publié *Révolutions africaines : Congo-Brazzaville, Sénégal, Madagascar, années 60s-70s*, Presses universitaires de Rennes, 2014. Elle travaille également sur les Socialismes africains à propos desquels elle a récemment co-dirigé un volume collectif : *Socialismes africains/Socialismes en Afrique*, Paris, Ed. de la MSH, 2021. Elle a également co-dirigé *Etudiants africains en mouvements*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2016.

Marco Di Maggio, Maître de Conférences en Histoire Contemporaine auprès de Sapienza Université de Rome, est spécialiste de l'Histoire du mouvement communiste dans l'Europe Occidentale. Parmi ses publications: *Les intellectuels et la stratégie communiste. Une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Paris, 2013; *Alla ricerca della Terza Via al Socialismo. I Pc italiano e francese nella crisi del comunismo (1964-1984)* Naples, 2014; *The Rise and Fall of Communist Parties in France and Italy. Entangled Historical Approaches*, Basingstoke, 2021.

Gabriele Siracusano est titulaire d'un post doc (assegnista di ricerca/research fellow) à la Scuola Normale Superiore de Pise. Il s'occupe des espaces, relations et imaginaires du communisme français et italien en Afrique de l'Ouest. Il est docteur de recherche à l'Université Tor Vergata de Rome et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne avec une thèse intitulée *La fin d'un mirage politique : le regard du PCI et du PCF sur l'Afrique subsaharienne francophone indépendante (1960-1984). Visions nouvelles et perspectives africaines des communistes occidentaux*. Il a notamment publié « Trade Union Education in former French Africa (1959-1965): Ideological Transmission and the role of French and Italian Communists » dans la revue *Third World Quarterly*, ainsi que « Modernisation, progrès et guerre froide: la Guinée et le Mali vus par les partis communistes italien et français (1958-1968) » dans la revue *Histoire & Politique* et « I comunisti francesi e il Rassemblement Démocratique Africain negli archivi del PCF » dans la revue *Studi storici*. Il collabore avec la Fondation Gramsci de Rome.

Serge Wolikow Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, est chargé de mission pour les plates formes technologiques dans le Réseau National des Maisons des sciences de l'Homme après avoir présidé ce réseau. Spécialiste de l'histoire politique du mouvement ouvrier et des organisations communistes il a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'Internationale communiste et participé à de nombreux colloques internationaux sur le centenaire de la révolution de 1917 en Russie. Il a effectué diverses missions internationales notamment en Europe de l'Est et en Amérique Latine comme chercheur et expert français concernant les archives de ces différents domaines. Il a contribué sur ce point aux projets de coopérations internationales concernant la numérisation des archives du communisme et leur mise à disposition des chercheurs et du public. Il a entre autre publié *Le projet mondial du Komintern à l'épreuve des réalités nationales. Histoire globale et analyses transnationales. Territoires contemporains*, Université de Bourgogne, 2020, *L'Internationale communiste 1919-1943 Approches transnationales*. <http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/internationale->

[communiste-1919-1943-approches-transnationales/Serge-Wolikow-1.html.ii](#) , *The Comintern as a World Network in The Cambridge History of Communism*, volume1 edited by Silvio Pons and Stephen A. Smith. Cambridge University Press. 2017 et co-dirigé *Le parti rouge, une histoire du PCF 1920-2020*, Paris, Armand Colin, 2020